


UNIVERSITY OF ARIZONA



39001016176342



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
Kahle/Austin Foundation

REVUE D'HISTOIRE
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE



Stalkine Reprints

REVUE

1981

HB
3
R 43
V. 15
1927

REVUE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

15
1927



Slatkine Reprints
GENÈVE
1983

REVUE
ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
1973

REVUE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

12
1973



Éditions du Seuil

ISBN 2-05-100480-3

1973

REVUE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE

FONDÉE PAR :

A. DESCHAMPS

Professeur à la Faculté de Droit de Paris
Membre de l'Institut

A. DUBOIS

Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers
Correspondant de l'Institut

DIRECTEURS :

A. DUBOIS

Professeur à la Faculté de Droit de Poitiers
Correspondant de l'Institut

E. ALLIX

Professeur à la Faculté de Droit de Paris

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Roger PICARD

Professeur à la Faculté de Droit de Lille

XV^e ANNÉE



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Marcel RIVIÈRE, Éditeur

31, Rue Jacob, et 1, Rue Saint-Benoît

1927

MERCANTILISME ET THÉORIE DE LA VALEUR

par D^r LOUISE SOMMER

Privat-Docent à l'Université de Genève

SOMMAIRE. — Insuffisance essentielle du mercantilisme à développer une théorie subjective de la valeur. — Les éléments systématiques du mercantilisme. — Les notions d'une collectivité comme dernière unité sociale. — La conception d'un « *Leitbild* » social de TH. LITT. — Les « *Systemtypen* » de M. SCHELER. — Le mercantilisme sous l'influence de la théorie de l'Etat, du droit naturel sous sa forme autocratique. — L'idée de la nation. — La théorie de la balance du commerce comme domaine spécial d'une méthode collectiviste de pensée, d'une prédominance d'idées nationales. — Influence des sciences naturelles. — La mécanique newtonienne, Descartes, Leibnitz et leur influence sur la formation des doctrines monétaires dans leur forme primitive. — Influence des conditions sociologiques sur le développement de la théorie subjective. — Manque de l'élément étatiste dans la cité italienne ; Davanzatti et Galiani comme précurseurs de la casuistique de la théorie subjective de la valeur.

Il sera tenté ici de fournir l'explication de ce que le système mercantile n'a pu développer une théorie de la valeur. Le rapport des notions réunies dans le titre de cette étude est donc un rapport négatif, un rapport d'antithèse. Ce ne fut que le courant individualiste qui fournit un sol propre au fondement d'une théorie de la valeur. Les théories de la valeur dites objectives, qui considèrent la valeur des biens comme une qualité inhérente aux objets à la façon de leur couleur ou de leur dureté, ne pourront pas entrer en considération, étant incapables de concevoir la nature de la valeur. La psychologie moderne, appuyant sur l'activité de la conscience, tend d'ailleurs à dégager ces qualités, cette inhérence de ce qu'elles ont de rigide, de matériel, et de les réduire en fonction et mouvement. Le fait de supposer que le mouvement soit transmis, que les sens résonnent, qu'ils aient une part active dans la formation d'une sensation, prouve un grand fonds d'individualisme. La nature de la valeur ne peut être conçue que par une tendance d'esprit qui la fait ressortir de l'individu, ce ne sera qu'une conception subjective qui nous rapprochera de la question.

Les théories objectives sont celles qui considèrent la valeur

comme un phénomène n'appartenant pas à la conscience individuelle. Il y a eu un assez grand nombre de définitions de la valeur, comme *valor impositus* — définition scolastique cherchant à réduire la valeur à l'ordre arbitraire des magistrats, à l'autorité de l'Etat — comme « Arbeitsgallerte », comme travail réa-lisé, — définition du marxisme qui attribue de la valeur aux objets en tant que produits du travail, — comme résultant d'un « consensus omnium », d'un contrat social, définition de certains représentants de la théorie du droit naturel, par exemple John Locke. Dans aucune de ces définitions la valeur n'intervient comme acte de la conscience individuelle. Toutes ces théories objectives ne ressortent pas de l'âme humaine, elles restent en dehors de toute psychologie de l'individu. En admettant que la valeur soit un acte de la conscience individuelle, il est évident que la science auxiliaire à laquelle l'économie politique devra avoir recours sera la psychologie de l'individu. Car, selon cette nouvelle doctrine de la valeur, il ne s'agit plus d'un équivalent des objets, mais d'un équivalent des désirs. La hiérarchie que l'on institue parmi les objets est le reflet, l'expression d'une hiérarchie intérieure qui se renouvelle sans cesse. Chacun porte en soi une échelle des valeurs à laquelle il aura recours, le cas échéant. De cette façon, la valeur est un reflet de l'esprit sur les objets. Cet élément subjectif dans la notion de valeur nous fera comprendre qu'il ne pourra être question d'une doctrine de la valeur que dans un certain système sociologique, dans celui qui procède par la notion de l'individu comme de la dernière réalité sociale (1).

Le système mercantile se détache nettement des tendances individualistes de l'économie politique. On fait observer ici qu'il ne faut pas considérer la notion du système mercantile uniquement comme un système de politique douanière. Sous l'influence de la critique et de la réfutation du système mercantile par A. Smith, on considéra pendant longtemps, dans l'histoire des doctrines de l'économie politique, comme l'essence même du système mercantile les défenses d'exportation, l'importation protégée et l'exportation comblée de difficultés par les règlements et l'effort pour atteindre une balance de commerce favorable. De nos jours, cette notion embrasse plus d'éléments. Dans l'histoire des théories économiques, on s'est souvent demandé s'il fallait envisager le mercantilisme comme un système, c'est-à-dire comme un ensemble de doctrines, ou s'il s'agissait plutôt du point de vue pra-

(1) Nous nous rallions ici aux idées de Max Weber, Scheler, Spann, Pribram (*Die Entstehung der individualistischen Sozialphilosophie*, Leipzig, 1912), qui ont donné naissance à ce courant sociologique prenant comme base de système l'antithèse de la collectivité et de l'individualité. « L'universalisme » de cette théorie a été spécialement contesté par Briefs et von Wiese.

tique sur lequel ont dû se placer, en face de questions économiques, les hommes d'Etat et leurs acolytes littéraires. C'est surtout la prédominance des intérêts fiscaux dans le mercantilisme qui a confirmé l'opinion qu'on n'avait affaire qu'à des modes d'emploi visant à remplir le trésor princier, qu'à des avis peu en rapport entre eux, donnés par des praticiens, manquant donc de tout ordre systématique, et, partant, de contenu théorique.

Pourtant, on doit se rendre compte que le mercantilisme présente un système dont les éléments intellectuels sont nettement disposés. Auparavant, il convient de préciser la notion du système, la nature du contenu théorique. Car nous ne pouvons user ici de la notion de système, de théorie, dans un sens de science moderne, dans le sens d'une analyse et d'une synthèse compliquées de la donnée des faits. Avant tout, il nous manque ici un facteur que nous avons coutume de considérer comme le critérium de toute recherche scientifique moderne : ce qui nous manque, c'est la méthode, c'est, comme auxiliaire, la technique intellectuelle consciemment appliquée, ce sont les idées consciemment formulées et adéquates à ce domaine particulier de la science. Voilà les exigences d'un système scientifique moderne ; ces exigences ne sont en aucune façon réalisées par le système mercantile. Il n'est pas un système à la manière du marxisme ou de la physiocratie, où repose une hiérarchie de pensées savamment édifiée sur la base d'une seule pensée fondamentale. Et pourtant, il faut considérer le mercantilisme comme un système. Il faudra seulement élargir quelque peu l'étroitesse de la notion de système, il faudra appliquer de façon rétrospective aux recherches historiques d'autres catégories, d'autres critères de système, d'autres notions déterminées. Car, de même que le contenu, le caractère formel et abstrait du système et de la théorie est sujet à des changements au courant de l'histoire. Il n'est pas convenable de chercher dans le passé des systèmes selon notre conception actuelle et de ne juger digne d'attention de la part de l'histoire qu'un système scientifique qui se laisse incorporer à la pensée académique. Pourtant le système devra être noté plus tôt et l'élément théorique constaté avant ce moment : il est contenu de façon décisive dans les notions comme premières marques distinctives du système. Ce n'est pas uniquement dans une théorie achevée qu'un contenu dogmatique pourra être cherché. Il se trouve déjà à la base même de l'évolution logique du système. Déjà, dans les notions, en tant que matériaux du système, il se trouve des éléments de théorie. On a un traitement logique et théorique de la réalité donnée dans toute connexion découverte, fût-elle la plus primitive, dans tout fait constaté, dans tout phénomène logiquement enchaîné et mis en relation avec un autre. C'est dans ce sens que Goethe énonça « *Dass auch das Faktische schon Theorie ist* ». Ici aussi, il s'agit de simplifier des multiplicités

tés, de mettre en évidence un essentiel, de supprimer un non-essentiel, bref il s'agit de jugements de valeur prononcés et orientés d'après une norme directrice. Dans cette sélection de représentations rudimentaires, il y a bien déjà les rudiments logiques d'une théorie. C'est pourquoi l'antithèse d'une science normative politique d'une part, d'une science abstraite théorique d'autre part, ne peut pas être soutenue; car toute norme ressort d'un jugement de valeur, il lui faut une réserve dans la théorie, car les règles de la science pratique ont un contenu théorique étroitement lié à la conception des normes (2).

Ceci renferme aussi la quintessence de cette discussion de politique mercantiliste d'économie nationale. Le mercantilisme n'est qu'un système historique qui, par suite d'une uniformité des idées et des jugements d'une époque, se présente à la rétrospection comme unité. Ce qui constitue un système n'est pas une idée consciemment dominante, non plus qu'une uniformité des propositions concernant la politique d'économie; mais seulement la réaction inconsciente, mais concordante, de certaines tendances de l'esprit ou d'événements historiques d'une époque, une concordance et une uniformité qui s'aperçoivent davantage quand une perspective historique les fait ressortir et qui par là ne sont notées que par des générations postérieures. Le coup d'œil rétrospectif seulement est capable de constater ce qui a caractérisé la structure totale de l'esprit d'une époque, de constater quel a été le principe logique et éthique à l'aide duquel cette époque s'est retrouvée dans l'espace social. Car, ici aussi, une méthode bien déterminée est à l'œuvre, bien qu'elle doive être dite naïve, inconsciente ou plutôt lentement efficace, n'étant pas perçue par la conscience du temps (3). Toute perception d'une relation renferme des éléments de pensée et de jugement qui sont bien marqués par des nuances prononcées et se présentent par là comme une dogmatique primitive.

Voilà ce qu'il y avait à dire pour justifier notre thèse qu'en ce sens le système du mercantilisme contient des éléments constitutifs de théorie et qu'on lui doit donc le nom de système théorique. Ce n'est donc pas par le défaut d'éléments de théorie qu'on aurait à expliquer pourquoi le mercantilisme n'a pas traité le problème de la valeur. Ce n'est donc pas l'incompétence du mercantilisme comme étant un système de politique pratique en face d'une question aussi théorique que l'est le problème de la valeur, Ce n'est donc pas elle qui en est la cause. Cette cause est bien moins apparente; elle ressort de la structure intellectuelle de ce

(2) Voir E. HUSSERL, *Logische Untersuchungen*, Bd. I., s. 40.

(3) Voir NICOLAÏ HARTMANN: « Systematische Methode », im *Logos*, Bd. III, H. 2, 1912, s. 12 ff.

courant, de son incapacité naturelle et générale de trouver problématique le phénomène de la valeur.

On ne s'étonnera donc pas de voir déborder et se confondre les méthodes de penser et les domaines d'idées en un temps où l'on avait pas encore commencé à diviser la matière des sciences politiques en divers domaines de recherche, de sorte qu'on traitait les questions économiques ou en connexion avec la pratique, ou soulevées par des théoriciens en rapport avec la théorie de la politique, de l'éthique, de la philosophie ou des sciences naturelles. On n'avait pas encore nettement séparé les diverses disciplines, il n'y avait donc pas encore moyen de développer les méthodes scientifiques spéciales, dont l'application s'attache aux disciplines qui leur ont donné naissance et auxquelles seules elles sont adéquates. Donc le mercantilisme nous apparaît imprégné d'éléments d'autres sciences, surtout des disciplines qui prévalaient de ce temps, à savoir la théorie de l'Etat et les sciences naturelles. Le mercantilisme se présente à nous comme la résultante en science économique des tendances d'idées et des méthodes de pensée de ces disciplines.

Une autre preuve de ce que le mercantilisme ne tire son caractère de système que du domaine de la technique des idées est que dans l'alternative entre l'individu et la collectivité, décisive pour toute réflexion sur des processus d'économie sociale, il se rallie nettement au collectivisme. Cette marque distinctive du mercantilisme, la prédominance qu'il concède à la collectivité, ne se trouve pas seulement dans le domaine de l'économie : elle est une propriété de la pensée mercantiliste, en rapport étroit avec la manière du temps de se former des idées ; elle est un cas particulier de la conception fondamentale qu'a cette époque au sujet de la connaissance. La reconnaissance absolue de la supériorité de la collectivité, qui prête l'étalon général au jugement de toute action sociale, ressort en dernier lieu d'avoir décidé si c'est l'individu ou la collectivité qui doit être considérée comme élément fondamental, comme réalité dernière de tout être. L'antithèse entre le point de vue de l'individualisme et du collectivisme revient donc à une question de la pratique logique, de l'économie de la pensée, à savoir jusqu'à quel point de la synthèse il faut procéder, quel classement des éléments du monde objectif doit être effectué pour parvenir à une unité à laquelle on puisse attribuer de la réalité et de la valeur du point de vue de la connaissance (4).

Pour la pensée collectiviste, c'est la communauté, la collectivité, qui remplit la fonction de l'unité dernière, l'individu dans le sens

(4) Voir G. SIMMEL : « Ueber soziale Differenzierung » (*Staats und sozialwissenschaftliche Forschungen*, herausgeb. v. Gustav Schmoller, Bd. X, h. II, Aufl., Leipzig, 1906, S. 10-12). — Voir THEODOR LITZ : *Individuum und Gesellschaft*, II. Aufl., 1924.

premier du mot ; de sorte qu'il faut signaler la haute appréciation de la collectivité et l'effort de la faire ressortir par des notions comme caractéristique essentielle du mercantilisme. L'accent de valeur éthique et logique repose sur la collectivité ; l'individu est indifférent au point de vue de la logique et de l'éthique.

On n'a nullement résolu s'il est de rigueur que la pensée relie l'individualisme et le collectivisme dans le sens de l'éthique avec ces mêmes notions dans le sens de la méthodologie, s'il faut donc qu'à la prédominance éthique de l'individualisme corresponde une prédominance au point de vue de la connaissance, une réalité supérieure de l'un ou de l'autre. *Schumpeter* (5) et *Schatz* (6) discernent nettement l'individualisme éthique et l'individualisme méthodologique. C'est la France qui est la patrie proprement dite de l'individualisme éthique et politique, et c'est là que, dans ses conséquences radicales, il aboutit à la grande révolution ; c'est l'Allemagne qui donna naissance à l'individualisme dans le domaine de la connaissance qui, dans sa forme la plus intime et subjective, devint l'élément de la philosophie idéaliste classique.

On s'est souvent demandé si cet individualisme allemand, portant son intérêt vers le sujet, soulignait l'activité de la conscience humaine, en faisant ressortir du « moi » l'idée du monde ; s'il est de rigueur qu'il soit relié à un individualisme éthique. C'est surtout par le marxisme que la philosophie classique allemande a été dénoncée comme le fondement philosophique du marxisme. On a fait remarquer le caractère collectiviste, le contenu social de ces systèmes, on a construit des parallèles entre Kant et Marx (Max Adler) (6 bis). Et certains courants (*Spann*) d'étatisme dans la sociologie moderne (7) désignent, eux aussi, la philosophie classique allemande comme leur précurseur ; et ils se réclament de Kant, Fichte et Hegel. Nous nous rallions ici aux idées de *Max Scheler* et de *Th. Litt*, qui nous semblent avoir poussé le plus loin l'intelligence du problème du parallélisme dans l'histoire des sciences. Déjà *G. Simmel* a examiné l'importance qu'ont les recherches concernant la théorie de la connaissance dans le domaine social (8). *Th. Litt* a encore approfondi cette pensée en

(5) Voir Dr JOSEPH SCHUMPETER : *Das Wesen und der Hauptinhalt der theoretischen Nationalökonomie*, Leipzig, 1908, S. 596.

(6) Voir A. SCHATZ : *L'individualisme économique et social*, Paris, 1907, p. 196 f.

(6 bis) Voir MAX ADLER : *Marxistische Probleme*, V., éd. Berlin, 1922 ; *Kant und der Marxismus*, Berlin, 1925. — Voir notamment : « Soziologie und Erkenntniskritik », *Jahrbuch für Soziologie*, Bd. I, Karlsruhe, 1925, s. 26 : « Der Begriff des Sozialen steckt schon in der individuellen Form des Erkennes selbst eingeschlossen, d. h. alles Geistesleben hat in seiner individuellen Form eine Beziehung über seine individuelle Form hinaus auf einen möglichen Zusammenhang mit einer Vielheit artgleicher Denksubjekte. »

(7) Voir OTHMAR SPANN : *Der wahre Staat et Kategorienlehre*.

(8) Voir G. SIMMEL : « Ueber soziale Differenzierung », première partie de la *Philosophie des Geldes*, chap. 1, 8 et 10 de sa *Soziologie*.

créant la pensée du « *Leitbild* » dans le sens social ou individuel. Il parle d'une manière de voir macroscopique et d'une manière microscopique, l'une d'elles visant l'unité collective, l'autre l'unité individuelle. Et l'on ressent l'unité collective comme quelque chose d'absolu : elle n'est pas une construction, mais quelque chose de vécu, elle est réalité : on peut éprouver dans l'expérience la sensation de la solidarité, ce qui est un « *Leitbild* » collectiviste d'une puissance dominante. On aboutit, selon une orientation collectiviste ou individualiste, à de profondes différences objectives dans l'ordre de l'expérience : « *Es gibt innerhalb des sozialen Horizonts eine Abstufung der sozialen Erscheinungen, die man soziale Perspektive nennen könnte (9).* » Litt parle d'une « *perspektivische Verkürzung der weiter hinausreichenden Sozialgebilde* ». « *Je ferner, je verfloßener ihm (dem Menschen) die Fülle des subjektiven Gesamtlebens ist, desto mehr klammert er sich an die festgewordenen Objektivationen des Lebens* ». (P. 111.) Il fallait que tout ce contenu abondant de la vie individuelle, les nuances du sentiment, la différenciation subtile, dans ce que tout individu désire et estime, ces phénomènes proprement psychiques, proprement individuels, fussent éliminés du « *Leitbild* » de la conscience d'une époque de pensée collectiviste. C'est pourquoi une époque subjective, individualiste seulement, peut servir de base à un développement du problème de la valeur ; il ne peut pas naître à l'époque du mercantilisme. A cette époque où le dévouement à la communauté était à l'ordre du jour, où la pensée sociologique n'était pas encore capable d'atteindre à l'unité sociale dernière, à l'individu, et d'y constater des exigences et des jugements subjectifs pour en faire ressortir des considérations d'ordre théorique, à cette époque du mercantilisme le problème de la valeur ne pouvait pas surgir, car le mercantilisme, de même que le romantique, que le Moyen âge, renferme un contenu intellectuel tout à fait déterminé, qui s'est formé d'après le « *Leitbild* » d'une unité supérieure, d'une collectivité, fût-ce la religion, et, ressortie d'une identification solidaire avec le peuple, l'appréciation des biens nationaux, comme par exemple du génie du peuple, de la langue, des mœurs, des souvenirs historiques, de la civilisation nationale, de l'état national.

Max Scheler s'est emparé de cette conception d'une corrélation des notions éthiques et logiques, d'une tendance d'esprit générale qui, dans toute sa structure et ses rayonnements, est imbuë d'une idée fondamentale et directrice ; et il en a fait une doctrine de « *Systemtypen* » ; pour les relations entre les diverses idées partielles de tels « *Systemtypen* », il est caractéristique que les différents membres d'un tel système d'idées correspondent entre eux, qu'ils soient liés par des affinités, des corrélations, qu'à une cer-

(9) TH. LITT : *Individuum und Gesellschaft*, s. 102.

taine métaphysique sociale correspond une éthique et une théorie de la connaissance bien déterminée (10). C'est de reconnaître l'état ou l'individu en tant que réalité sociale dernière qui caractérise d'une manière décisive toute la pensée d'une époque. Voilà ce que c'est que la structure de la pensée d'une époque : certains problèmes surgissent, certaines complexions de faits réclament d'être traités à fond, tandis que d'autres restent inaperçus, et ce n'est que plus tard, grâce à un nouveau rythme de la vie intellectuelle se renouvelant sans cesse, qu'ils sont déterrés.

Parmi les nombreuses formes que prennent les intérêts de la vie au point de vue collectiviste, le mercantilisme a appuyé sur une d'elles, à laquelle il attribuait de la réalité à un plus haut degré, qui lui paraissait seule bonne à en faire ressortir les notions de sciences sociales. Quelles sont donc les circonstances qui autorisaient l'histoire des théories économiques à se saisir d'une certaine complexion de phénomènes intellectuels, de les grouper en un système et de les désigner du nom de mercantilisme ? La question des origines du mercantilisme coïncide avec la question des conditions initiales d'une vie économique active ; ce sont les opinions sur la vie entièrement refondue par suite de l'émancipation de l'Eglise, qui, au fil de l'histoire des idées, intensifient la vie économique. Il s'agit là de cette tendance d'esprit eudémoniste, de cet assentiment à la vie, de cet instinct de la production qui, à partir de la réformation tend à restreindre la sphère influencée par l'Eglise. Les tendances moyenâgeuses reniant la vie, le *regnum Dei* commença à être remplacé — selon un mot de Bacon — par le *regnum hominis*, l'idéal d'une vie contemplative céda à l'activité, au respect de toute action. Souvent déjà ces rapports ont été signalés, pour la première fois d'une manière révélatrice, par Max Weber. *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus*, tel est le titre de ces recherches, qui ont fortement influencé toute l'histoire de l'esprit humain (11). Le mercantilisme se présente comme phase première, primitive du capitalisme, mais il n'y a pas lieu ici d'entrer en discussion sur les faits qui ont accompagné leur origine, sur la découverte de nouvelles routes

(10) Voir MAX SCHELER : *Wesen und Formen der Sympathie*, Bonn, 1923 ; — *Versuche zu einer Soziologie des Wissens*, München-Leipzig, 1924.

(11) MAX WEBER constate l'influence du puritanisme. WERNER SOMBART l'influence des juifs sur le développement du capitalisme (voir *Die Juden und das Wirtschaftsleben*). Théorie historique fort contestée par LUJO BRENTANO (voir « Die Anfänge des modernen Kapitalismus », *Festrede gehalten in der öffentl. Sitzung d. bayerischen Akademie d. Wissenschaften*, am 15. märz 1913) qui, en s'appuyant sur SALVIOLI (*Le Capitalisme dans le Monde antique*, Paris, 1906), cherche les commencements du capitalisme dans l'antiquité et son développement dans les cités italiennes, surtout à Venise (M.-L. DE MAS-LATRIE : *Traité de paix et de commerce et documents divers concernant les relations des Chrétiens avec les Arabes de l'Afrique septentrionale au Moyen âge*, Paris, 1866).

par mer, de nouveaux continents prêts à être colonisés, sur les rapports commerciaux qui relient de plus en plus les pays entre eux.

La transition de l'échange-troc à l'échange-monnaie avait été la conséquence de ce que les échanges étaient devenus plus fréquents et que la circulation avait augmenté. Des questions de politique monétaire, les premiers rudiments d'une théorie quantitative tendant à expliquer la vie chère, furent la corrélation théorique de la transition de l'échange-troc à l'échange-monnaie.

L'organisation de la vie économique, le fait que c'était l'Etat même qui en était le représentant, fut de la plus grande importance pour la structure générale de cette période mercantiliste. De même que nous trouvons dans la théorie de l'Etat une tendance à personnifier l'Etat (12) (dans la théorie patriarcale, dans l'idée de chef de famille qui administre sa terre en une manière d'économie privée; dans la théorie patrimoniale, dans l'idée du propriétaire principal des fonds de terre), nous remarquons que, dans la théorie économique du mercantilisme, le caractère personnel est mis en premier plan. Des rapports juridiques entre le chef de l'Etat et ses sujets tels qu'ils sont à la base de la théorie patriarcale, et de ceux entre le chef d'Etat et le domaine de l'Etat formant le fondement de la théorie patrimoniale, ressort l'intervention de l'Etat exigée et motivée en théorie par le mercantilisme; le pouvoir du père de famille, du propriétaire principal, l'absolutisme comme principe de gouvernement ont leur corrélation dans l'absolutisme de la tutelle, du contrôle et de la gestion économique de l'Etat. Ce point de vue patriarcal et patrimonial est aussi important pour les conceptions du mercantilisme. Ainsi l'idée de la richesse est déterminée par cette façon de s'attacher à l'économie privée, qui prend ces critères comme mesure de la richesse de tout Etat, appelant riche un Etat lorsque son exportation surpasse son importation. Il y a ici la fiction apparente d'un bilan annuel, d'un inventaire fait de l'état de la fortune, qui sera jugé favorable lorsqu'on aura atteint que la recette dépasse les frais, la monnaie dépensée. La conception qui identifie la richesse du prince avec celle du pays est, elle aussi, du domaine de l'économie privée. Et même les théories d'Etat développées par le droit naturel, à savoir celles de nuance autocratique et absolutiste, ont une analogie dans la théorie mercantiliste de l'économie, surtout dans la théorie de la monnaie, le contrat, la « Willensübereinstimmung » comme auxiliaire de l'explication de l'origine de la monnaie. Le contrat, comme base juridique du pouvoir de l'Etat, n'intervient dans la politique économique du mercantilisme que pour justifier un régime absolu et centraliste. Seules les constructions

(12) Voir GEORG JELLINEK : *Allgemeine Staatslehre*, deuxième édit., 1905, p. 483.

du contrat qui appuient sur le contrat de soumission et mettent au second plan le contrat social justifient l'absolutisme en théorie et aboutissent à l'intervention de l'Etat, exigée par la politique économique de l'absolutisme.

En appuyant plus fort sur le contrat social, on aurait fait ressortir l'individualisme immanent de la théorie du contrat, l'idée de la souveraineté de l'individu et la déduction de tout droit de l'Etat, des droits individuels antécédents à l'Etat (13), conception qui se fit jour dans la conception de l'Etat constitutionnel et qui devait servir de base aux systèmes économiques ultérieurs : la physiocratie et le smithianisme. Seules les théories de droit naturel concernant les rapports entre prince et peuple, qui, en vertu de l'abdication du peuple, eût poussé le plus loin la souveraineté princière, pouvaient faire ressortir les théories mercantilistes, de même que le mercantilisme en pratique ne florissait que là où l'idée de la souveraineté princière était symbolisée le plus nettement. En France, sous Louis XIV, le colbertisme en est un exemple parfait ; de même l'Autriche sous Léopold I^{er}, avec Becher, Hornigk, Schröder (14). Interviennent donc ici des théories de tendance collectiviste seulement, qui font tout à fait disparaître l'individu dans la collectivité, abstraction faite de celles citées ci-dessus, qui cachent l'antithèse entre l'individualisme et l'Etat sous des analogies insuffisantes, comme la théorie patriarcale identifiant l'Etat avec son chef. C'est le droit naturel dans sa forme absolutiste, comme nous le trouvons dans les œuvres de *Thomas Hobbes*.

Justi et Sonnenfels, les mercantilistes du temps de Léopold I^{er}, font reposer leur théorie de l'Etat sur *Pufendorff*, qui donna l'exemple de la justification théorique de l'absolutisme éclairé (15). On y trouve l'antithèse nette du contrat social et du contrat de soumission qui, par la suite, fit appuyer de plus en plus sur le contrat social et créa par là un mouvement théorique à l'idée de l'Etat constitutionnel, qui a sa corrélation économique dans la physiocratie et le smithianisme. *John Locke* enrichit la théorie du mercantilisme en subtilisant et approfondissant la théorie du prix, bien qu'il le fit encore dans l'esprit du mercantilisme et avec une conception entièrement collectiviste, on peut jusqu'à un certain point l'incorporer au libéralisme, l'idée de la restriction de la souveraineté, de la séparation des pouvoirs se faisant jour dans son œuvre. La forte tendance de droit naturel, chez *Locke*, ressort aussi de l'usage qu'il fait de la théorie du contrat

(13) Voir OTTO VON GIERKE : *Johannes Althusius und die Entwicklung der naturrechtlichen Staatstheories* », deuxième édit., 1902.

(14) Voir D^r LOUISE SOMMER : *Die österreichischen Kameralisten in dogmengeschichtlicher Darstellung*, Wien, 1920, t. I, p. 43.

(15) *Id.*, *ibid.*, t. II, pp. 189, 326.

pour expliquer le phénomène de l'argent. On y trouve la remarque que l'argent est devenu la mesure générale du prix et le moyen d'échange « by general consent ». Schröder aussi, dont l'absolutisme rigide l'écarte bien loin de toute conception de droit naturel, se place dans son explication de l'origine de l'argent au point de vue du droit naturel : « Ex communi consensu gentium ist Gold und Silber das allgemeine pretium der Dinge geworden (16). »

Tout le courant intellectuel du mercantilisme est imbu de l'idée de *nation*. La consolidation intérieure de l'Etat, la centralisation des magistrats allant augmentant, les rapports se resserrant entre les Etats ont fait naître l'idée de nation, la conscience d'une solidarité et l'intelligence d'une différence d'avec les autres Etats. Le mercantilisme pense en nation. Ainsi se produisirent des discussions dans le domaine du droit des peuples ; l'importance de l'existence individuelle dans l'Etat n'était pas encore perçue par la conscience du temps, ce sont les relations *entre* les Etats qui sont en cause. Cet appui sur l'idée de nation, lui aussi, n'était possible qu'au moment où l'influence de l'Eglise dans la vie intellectuelle avait diminué. Car la doctrine de l'Etat au Moyen âge, éblouie par la conception chrétienne du règne de Dieu, avait construit l'idéal d'un empire mondial (17) qui devait être réalisé sur terre. (DANTE.) Au fond de cette idée d'un Etat universel, il y a la conception d'une harmonie éternelle, toute collision d'intérêts absolument éliminée, tandis que ces collisions sont la conséquence inévitable d'un développement économique intensifié du mercantilisme. Ce n'est que par l'ébranlement de cet idéal d'Etat du Moyen âge que le mercantilisme put se développer, qui, lui, se présente comme une politique de guerre, comme un moyen de maintien des différents Etats, en tant qu'individus hostiles entre eux, comme un moyen dans la lutte économique pour l'existence ; dont le principe est que toute perte d'un Etat revient au gain d'un autre. Toute la politique douanière du mercantilisme ressort de cette conception de renforcement national.

La théorie de la balance du commerce, cette notion fondamentale de la doctrine mercantiliste, repose, elle aussi, sur l'idée de la nation (18). Ici aussi, on a la conception qu'il faut qu'il y ait un

(16) Voir WILHELM VON SCHRÖDER : *Fürstliche Schatz und Rentkammer*, édition de 1752, chap. XXIX, p. 109.

(17) Voir BRYCE : *Das heilige römische Reich*, 1873, 67 et suiv. ; — EICKEN : *Geschichte und System der mittelalterlichen Weltanschauung*, 1887, p. 156.

(18) ONCKEN (August) : *Geschichte der Nationalökonomie*, I, Leipzig, 1902 ; — Hand- und Lehrbuch der Staatswissenschaften, s. 153 ; — VON HEYKING : *Zur Geschichte der Handelssbilanztheorie*, Berlin, 1880 ; — HJALMAR SCHACHT : *Der theoretische Gehalt des englischen Mercantilismus*, Berlin, 1900, pp. 52 et 53 ; — PRIBRAM (Karl) : *Die Idee des Gleichgewichts in der älteren natio-*

certain équilibre entre les relations économiques des différentes nations, de même qu'au fond de l'idée de l'équilibre politique, qui fut d'une importance extrême pour la constellation des puissances, il y a pour unité la notion de nation. On exige une certaine proportion de force entre les diverses nations, dans la domaine de la politique comme dans celui de l'économie. Il est étonnant combien la part est grande que prend l'énergétique dans la pensée de la sociologie du temps, qui apparaît aussi dans la théorie de l'Etat, lorsque l'Etat est considéré comme « union de forces », ce qui ressort clairement chez *Justi*. C'est un sujet du droit du peuple, non pas de l'économie qui sert d'unité à la considération des phénomènes économiques dans la théorie de la balance du commerce, fait caractéristique pour la manière de voir du mercantilisme. On fait abstraction des individus et de leurs relations en économie en opposant comme sujet de l'économie une communauté à une autre, une nation à une autre. On regarde la frontière de l'Etat, qui n'est d'ailleurs qu'un critérium juridique, comme séparation et mesure normale pour des relations économiques; tout excédent de l'exportation est noté en faveur de l'Etat, sans égard à une perte possible du commerçant; cette pensée a été formulée assez exactement par Thomas Mun (19). Mais cette manière de voir collectiviste, qui est logiquement essentielle pour la formation des notions juridiques, étend son pouvoir sur le domaine de l'économie et se fait jour dans la théorie de la balance du commerce. Ce n'est que la façon de penser mercantiliste qui pouvait prendre l'Etat comme unité économique au point de vue du droit de l'Etat, en négligeant complètement par là toutes les relations économiques à l'intérieur de l'Etat et en appréciant d'autant plus les relations des Etats entre eux. Car, pour un point de vue purement économique, il n'y aurait aucune raison de séparer de façon décisive les relations économiques des sujets d'un même Etat des relations économiques des sujets de différents Etats, car, en économie, les rapports réciproques sont bien trop étroits pour pouvoir justifier de les rompre en théorie en faisant intervenir l'obstacle d'une frontière, ligne idéale. Pour le point de vue purement économique, il n'y a aucune antithèse entre les rapports économiques des sujets d'un même Etat et ceux de sujets d'Etats différents. Ce ne sont que des mesures de politique douanière et de change qui justifient une antithèse en théorie. Mais ce n'est que la qualification juridique de l'acte d'échange, qui elle-même pourra être suivie de conséquences économiques,

nalökonomischen Theorie », *Zeitschrift f. Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung*, vol. XVII, 1908 ; — PETRITSCH (Leo) : *Die Theorie von der sogenannten günstigen und ungünstigen Handelsbilanz*, Graz, 1902 ; — SCHUMPETER : « Epochen der Dogmen- und Methodengeschichte », *Grundriss der Sozialökonomik*, première édit., Tübingen, 1914, p. 38.

(19) Voir *Englands treasure by foreign trade*, 1664.

telle qu'une concurrence augmentée ou diminuée ; ce n'est qu'elle qui peut être modifiée par des mesures de politique douanière et de change fondées sur des considérations nationales : la qualification économique n'en est pas touchée (20). Le fort appui sur l'idée nationale qui devait être soutenue plus tard comme théorie de l'Etat par la doctrine de la personnalité juridique de l'Etat est un moment en dehors du domaine économique. C'est à la prédominance de pensées nationales et visant le droit de l'Etat qu'il faut attribuer qu'à cette époque c'est la collectivité, l'Etat, et non l'individu, qui est regardé comme sujet de l'économie.

Ce n'est que plus tard, quand les systèmes individualistes prévalurent, quand l'individu fut l'unité dont se servit le système, que le point de vue purement économique fut mis au premier plan. Le principe de l'économie, l'intensité des besoins individuels, des motifs égoïstes émanés de la nature des hommes, parurent décisifs. Des catégories économiques servent donc de base aux systèmes d'économie individualistes. Le point de vue collectiviste avait fait preuve d'une grande fécondité dans la théorie du droit de l'Etat, en symbolisant l'Etat par la construction de la personne juridique de l'Etat. Il avait échoué en économie, une collectivité pouvant bien être une unité d'ordre juridique, mais jamais d'ordre économique. Au contraire, le point de vue individualiste est incapable de concevoir l'unité de l'Etat, mais lui seul est apte à percevoir les phénomènes économiques, guidé par la doctrine de la valeur subjective.

Dans la théorie de la balance du commerce, la notion centrale de la doctrine mercantiliste, on s'aperçoit fort bien de ces méthodes intellectuelles empruntées aux autres sciences. On y voit comment, aux éléments du droit du peuple et des Etats énumérés ci-dessus, il se mêle des notions de *sciences naturelles*. L'économie politique mercantiliste coïncide à sa naissance avec le grand développement des sciences naturelles, surtout de la physique et spécialement de la mécanique, avec une évolution qui, de même que le développement de la théorie de l'Etat, ressort de l'émancipation de la pensée ecclésiastique. La question de dernière fin des choses est remplacée par celle de la cause agissante (21). La manière téléologique de concevoir la nature qui, ressortant de ce que la raison humaine a besoin de buts, les objective et les impose aux objets mêmes, perd son soutien principal dans la vie intellectuelle par l'influence diminuante des dogmes ecclésiastiques. On ne vise plus le but absolu comme fin transcendante de la série des événements, on trouve que tout ce qui se

(20) Voir LOUISE SOMMER : *Die österreichischen Kameralisten*, 1920, t. I, p. 102.

(21) Voir E. BOUTROUX : *De l'Idée de loi naturelle*, Paris, troisième édit., 1913.

passé dans la nature, est dicté par des lois, soumis à l'idée de cause et d'effet ; la force, le moment actif de mouvement est la dernière cause qui ne soit pas dépassée par des recherches. L'idée du rapport de la cause à l'effet, issue de la mécanique newtonienne, gagne en influence sur les autres sciences, l'idée d'un jeu de forces mécaniques, la décomposition d'une substance rigide, inanimée, en fonction et mouvement, se trouva être une construction auxiliaire de grande importance pour la connaissance humaine, et pouvant être employée dans tous les domaines de la science. *Descartes* avait établi le théorème de la constance de la quantité de mouvement, qui a été approfondie par *Leibnitz* qui remplaça le mouvement par sa cause : la force, et qui en fit la loi de la constance des forces dans l'univers, le principe fondamental de sa philosophie naturelle. La considération même des phénomènes sociaux en fut affectée, tellement on apprécia la valeur heuristique et l'importance de ces considérations mécano-mathématiques.

Ainsi la politique et l'économie politique sont, elles aussi, tout à fait sous l'influence de ces idées mécaniques qui expriment les faits sociaux et économiques par des rapports quantitatifs et des proportions de forces. En politique, elles s'indiquent par l'idée de l'équilibre politique, selon laquelle la puissance des différents Etats était mesurée d'une manière quantitative et mise en un rapport bien déterminé à la puissance des autres Etats, pour qu'il en résultât un équilibre pour toute l'Europe. Une configuration bien déterminée des forces politiques parut nécessaire, comme on s'était aperçu dans la nature que toutes les forces tendaient vers un état d'équilibre. Or, en économie politique, c'est la conception de la théorie du bilan qui repose sur l'idée d'un certain équilibre des forces (22). L'exportation et l'importation des marchandises étaient regardées comme deux forces qui devaient établir l'équilibre ; tout trait de la balance, tout surplus d'importation ou d'exportation, étaient compensés par un envoi de métaux précieux. La tendance à atteindre un actif au bilan, une exportation surpassant l'importation, s'explique parce que le métal précieux, en tant que bien de meilleur placement, était demandé partout et en tout temps ; c'est de là aussi que ressort l'appréciation exclusive du commerce d'exportation, car, selon une remarque caractéristique de *Schröder*, le commerce à l'intérieur n'augmente pas les richesses d'un peuple : « *Denn solcher Handel unter sich selbst ist eigentlich eine Kommuntation zu heissen* (23). »

(22) Voir KARL PRIBRAM : « Die Idee des Gleichgewichts in der älteren nationalökonomischen Theorie » (*Zeitschrift f. Volkswirtschaft, Sozialpolitik u. Verwaltung*, vol. XVII, 1908).

(23) « Durch Handel und Wandel im Lande ernehret sich wohl ein Land und wird mächtig, aber darum nimmt es dadurch an Reichtum nicht zu ;

Et, en effet, les mercantilistes d'une phase plus avancée, surtout *Locke* (24), et les Italiens *Montanari*, *Davanzatti* et d'autres encore, reconnurent dans l'argent le représentant de valeur de tous les biens, attachèrent la plus grande importance à la possession de métaux précieux. En vue du maintien de la possession de l'argent, le système négatif, la prohibition de l'exportation monétaire, exercée par le mercantilisme primitif, furent remplacés par le système positif du bilan, sous l'influence de *Thomas Mun*. Plus tard, au XVIII^e siècle, la théorie de la balance entra en une phase nouvelle. La balance active est exigée non seulement en vue d'une augmentation de la quantité de l'argent, mais aussi en vue d'encourager l'industrie à l'intérieur, en vue surtout d'accroître pour la population qui augmente les moyens de gagner sa vie. Cette pensée, commune à la théorie du bilan et aux tendances populationistes, a été formulée de façon expressive par *Sonnenfels*, qui oppose au « bilan numérique » qu'on peut tirer de la statistique concernant la circulation des marchandises le « bilan de l'avantage », des offres d'emplois augmentées. La conception purement mécanique des phénomènes économiques apparaît clairement chez les économistes qui, les premiers, pénétrèrent assez loin dans des problèmes d'ordre théorique, surtout chez *Hume*, *Locke* et les Italiens, et qui, d'ailleurs, ne peuvent plus guère être désignés par le nom de mercantilistes. L'idée d'une répartition des forces convenable n'intervient non seulement dans les considérations de rapports commerciaux entre un Etat et un autre, mais aussi dans les considérations des rapports économiques de tous les pays entre eux. On y part de l'idée qu'il existe une certaine harmonie économique dans l'ordre de production de tous les Etats, harmonie qui, au cas où elle serait troublée, se rétablirait mécaniquement. Le métal précieux, l'élément le plus mobile dans ce jeu de forces, est considéré comme le régulateur auquel incombe en permanence la fonction de compensation. Cette tendance d'équilibre dans l'ordre de la production de tous les pays est la conséquence tirée par *Hume* de la théorie quantitative, de la thèse que toute augmentation de l'argent causait un enchérissement des marchandises. Il admet que cet enchérissement soit un stimulant de la production ; en même temps les prix augmentés des marchandises diminuent la vente à l'intérieur, la demande des marchandises est adressée à l'étranger, le métal précieux y est emporté, pour y produire le même effet : enchérissement des marchandises, accompagné des conséquences dépeintes, tandis qu'à l'intérieur il se produit une adaptation

denn ein solcher Handel unter sich selbst ist eigentlich nur eine Commutation zu heizen. » — « Darum wird das Land so viel reicher als entweder aus der Erden oder anderswoher Geld oder Gold ins Land gebracht wird, umsoviel ärmer als Geld hinausläuft. » (*SCHRÖDER: Fürstliche Schatz und Rentkammer*, édit. de 1752, chap. xxix, p. 175.)

à la demande maintenant diminuée. Il est démontré ici, par des considérations de mécanique pure, que jamais un Etat ne pourra dominer le marché par le métal précieux de façon durable, se trouvant avec les autres Etats en un état d'équilibre comparable à celui de l'eau dans des vases communicants (24). L'autre conséquence purement mécanique que Hume tire de la théorie quantitative est l'idée d'un équilibre entre la quantité d'argent d'un pays et la quantité de marchandises à échanger. Selon lui, l'enchérissement des marchandises produit par l'augmentation de la quantité d'argent, et ayant pour conséquence une augmentation de la production du pays serait, à son tour, cause d'une absorption de moyens de paiement, issue de la circulation augmentée en nombre et en valeur, de sorte que la proportion de la quantité alors diminuée de l'argent en circulation et de la quantité de marchandises à échanger serait la même qu'avant l'augmentation de la quantité d'argent. Nous retrouvons l'idée d'une adaptation mécanique de la quantité d'argent donnée, l'idée qu'argent et quantité de marchandises se placent toujours en une certaine proportion, qu'ils tendent vers un équilibre.

En ce qui concerne le contenu théorique proprement dit, la doctrine du prix et de la valeur, il faut constater que le mercantilisme, ignorant totalement le moment subjectif, n'a pas pu développer une théorie de la valeur. Locke reconnaît dans l'utilité du bien un élément très important de la valeur, mais il le reconnaît seulement selon l'ordre des genres abstraits de besoins, sans égard au sentiment éprouvé à l'occasion d'un besoin concret, ce qui l'empêche de pénétrer l'essence même du problème de la valeur. L'utilité est d'ailleurs, chez Locke, d'ordre secondaire ; il exige pour la réalisation de la valeur une certaine proportion d'offres et de demandes, soutenant la thèse que de la valeur ne peut être attribuée qu'aux biens dont la vente possible dépasserait la quantité disponible. La théorie du prix de Locke est fondée sur la même façon mécaniste de voir les choses. Elle se présente à nous comme pure théorie quantitative (25).

Chaque bien a son prix par le moyen de la proportion entre l'offre et la demande. On tâche d'expliquer chaque changement du prix en ce qu'une somme d'argent plus grande ou plus

(24) Voir HUME : *Essays Moral political and litterary*, 1898 : « Of money », pp. 311 et suiv.

(25) Voir John Locke : « Conséquences of the lowering of interest and raising the value of money » (1691), « the vent of anything depends upon its necessity or usefulness ; as convenience or opinion, guided by francy or fashion shall determine. The vent of any commodity comes to be increased, or decreased, as a greater part of the running cash of the Nation is designed to be laid out... rather in that than another. »

petite est destinée à l'achat de marchandises, ou qu'une quantité plus grande ou plus petite de marchandises est destinée à la vente. D'après J. Locke, le même principe qui forme la base du changement du prix des marchandises forme la base aussi du changement du prix de la monnaie. C'est seulement dans ce cas qu'il faut abstraire d'une composante très importante pour la formation du prix des marchandises, il faut abstraire du placement, car la monnaie est un bien de meilleur placement, demandé partout et en tout temps. Pour la formation du prix de la monnaie, c'est-à-dire pour la formation de la valeur monétaire, il ne s'agit que de la quantité ; en ce cas, il faut éliminer la possibilité qu'un changement dans la quantité des sommes de monnaie soit neutralisé par un changement de possibilité de placement, en sorte que chaque changement dans la quantité de monnaie soit accompagné d'un changement de prix. Quel est le principe qui dirige, d'après Locke, la proportion d'échange entre le métal précieux et la marchandise ? Faisant contraste avec certaines théories du mercantilisme primitif, qui mettait en proportion toute la provision disponible de métaux précieux d'un Etat avec toute la quantité de marchandise et qui tâchait de trouver le prix par une division simple, John Locke cherche à le trouver en séparant la somme d'argent destinée à l'achat d'un certain genre de marchandises. La formation de la valeur monétaire est expliquée par Locke en mettant en proportion la somme d'argent en question avec une certaine quantité de marchandises. Cette proportion est donc une division. L'élément mécaniste est très évident dans cette phase de la doctrine du prix, bien qu'elle fût un peu plus différenciée comparativement avec ses précurseurs. Elle aussi était caractérisée par l'ignorance complète du fait que la formation du prix ne pouvait jamais avoir de rapport avec les groupes totaux des marchandises, mais seulement avec les quantités partielles.

Cette contraposition mécaniste de genres abstraits et de groupes totaux est un signe caractéristique de ce courant d'idées du collectivisme et de l'universalisme de ce temps ci-dessus cité. L'idée de l'universel, la notion de genres abstraits est la seule entité réelle. C'est un motif d'idée scolastique, c'est du réalisme des notions (« Begriffsrealismus »), selon lequel les individus homogènes sont traités comme un individu unique faisant partie du même genre abstrait. C'est une construction du réalisme pur des notions qui, dans la scholastique, éclate dans la doctrine du péché originel. C'est aussi le réalisme des notions qui forme la base de l'emploi de la méthode mécaniste en économie politique, attribuant une valeur scientifique seulement au quantitatif et au mesurable. Chaque théorie mécaniste étant une méthode quantitative, procède par nécessité en généralisant. La réalité, au contraire, ne connaît que des qualités, se divisant en conglomerats

d'éléments hétérogènes, sans aucune valeur scientifique pour la méthode de la pensée mécano-quantitative. C'est seulement en transformant le dispaire et l'individuel en formations homogènes qu'on trouve la possibilité des opérations quantitatives, des mesurages, des comparaisons numéraires. C'est l'existence réelle et objective de la quantité qui forme le centre de cette conception universaliste et réaliste, tandis que la qualité reste un phénomène subjectif. L'emploi de la méthode mécaniste se fait sous condition d'abstraire des différences qualitatives, de soumettre l'individuel sous le genre, sous le « collectivum », qui ne renferme que des éléments homogènes. Les catégories fondamentales de chaque méthode mécaniste sont la masse et le mouvement, des synthèses abstraites des corps, par le moyen de certains critères communs, — rien qui tombe directement sous les sens.

En projetant les abstractions faites dans le monde des sens et en leur attribuant de la réalité, on trouve l'élément du réalisme de notion de cette méthode.

J'ai essayé dans mon ouvrage (*Die österreichischen Kameralisten*, t. I) de distinguer certains types du mercantilisme. C'est l'usage, dans l'histoire des doctrines économiques, de parler du mercantilisme comme d'un système d'une valeur cosmopolite, d'une universalité abstraite. Mais c'est un usage qui n'est pas justifié par les faits. Dans le développement de ces dogmes, dans le degré d'approfondissement de ces théories, dans la manière de mettre en connexion la théorie et la politique, ce système d'économie politique, orienté vers les faits sociologiques, est influencé par la formation des classes sociales, par l'intensification de la vie économique, par le degré de maturité politique du territoire qui est en question, du territoire qui a donné naissance au système d'économie politique lui-même. Ce sont toujours les conditions sociologiques, l'influence du milieu, imposant les mêmes problèmes économistes aux théoriciens d'un certain Etat, qui donnent une certaine direction aux solutions concrètes de ces problèmes. Les problèmes économistes ne surgissent ni au même temps dans les différents Etats, ni ne sont théoriquement approfondis jusqu'au même degré, ce qui est la conséquence de la diversité des phases du développement de l'économie politique, de l'intensité de l'influence étatiste, de la forme de l'Etat, du principe du gouvernement. Le « Leitbild » sociologique est différent ici et là.

En conséquence, ce n'est pas par hasard que les théoriciens italiens ont été les premiers à développer le problème fondamental de l'économie politique, c'est-à-dire le problème de la valeur. En Italie, il n'y avait guère de ces tendances centripétales, ni la fiction d'un centre capable à lui seul de favoriser la culture, — courant d'idées caractéristique pour l'Allemagne. Les cités italiennes de la Renaissance ayant atteint le point culminant d'un

développement économiste dans le sens du capitalisme moderne, ne pouvaient pas donner naissance à un mercantilisme ayant des tendances vers un centre. C'est pourquoi il n'est guère permis de classer l'économie politique de l'Italie dans une école quelconque. Dans ce pays, il n'existe pas un courant d'idées dites mercantiles, et, en retour il n'existe pas de grand mouvement réactionnaire contre le mercantilisme, il n'existe pas de physiocratie.

Mais, en France aussi, on voit des germes d'une valeur subjective, bien que, dans l'esprit et dans le développement de la doctrine française, ce n'était guère les conditions réelles et sociologiques qui en étaient la cause, l'étatisme administratif étant poussé à un très haut degré dans ce pays. Là, c'était plutôt des raisons idéologiques, principalement l'influence et la prédominance du système des physiocrates et de son libéralisme économique qui a donné naissance au développement de la théorie de la valeur (26).

Le recul complet de l'élément étatiste dans l'économie politique de l'Italie trouve donc un corollaire intéressant dans le choix des problèmes de la littérature économiste italienne. C'est ici qu'on trouve pour la première fois des problèmes d'une structure scientifique moderne, c'est ici que, pour la première fois, le problème de la valeur est posé (27). Ainsi *Davanzatti*, en appuyant sur le moment psychologique dans la notion de la valeur (28), a préparé le chemin à *Galiani* (29), qui a su s'acquérir une réputation bien fondée dans l'histoire de la théorie de la valeur. C'était donc *Galiani* qui, à l'aide de la doctrine développée par *Davanzatti*, a exposé une théorie de l'intérêt du capital, le germe de cette conception du problème qui, passant par *Turgot*, *J. Rae*, *Knies*, fait partie encore aujourd'hui, dans une mesure correspondant à l'état actuel de la science, de l'inventaire éternel des théories économistes (30). Les petites communautés collectivistes de l'Italie, la structure individualiste des cités de la Renais-

(26) Voir *TURGEON : La valeur d'après les économistes anglais et français*, Paris, 1901, pp. 364 et suiv.

(27) *ACHILLE LORIA : La teoria del valore negli Economisti italiani*, Bologna, 1882.

(28) Voir *Lezione delle Monete*, 1588 *Scritt.*, class. *Italiani parte ant.*, t. III, p. 19 : « La voglia dall' appetito e dal gusto, il bisogno dalla natura, stagione, grado, luogo, eccellenza, rarità e abbondanza prendon misura con perpetuo variare; onde a veder giornalmente la regola e proportionie aritmetica, che le cose hanno tra se e con l'oro, bisognerebbe di cielo o di qualche altissima vedetta poter guardar tutte le cose che sono e che si fanno in terra. » « Vase, pietre, statue, pitture e altre morbidezze sono state comperate dismisurati pregi dalla superbia umana; per che coloro tanta parte di lor beatitudine trovaron in quelle, che lor valeva quel tanto oro. »

(29) *Della Moneta*, 1750 *Scritt.*, parte moderna, t. III, ch. II.

(30) Voir *BÖHM-BAWERCK : Geschichte und Kritik der Kapitalzinsihorien*, vol. I, pp. 56 et suiv.

sance (31) offrent le sol sociologique pour les commencements d'une théorie de la valeur subjective. (Le contraire de l'Allemagne, qui est la source de l'étatisme dans la théorie de la monnaie [KNAPP : *Staatliche Theorie des Geldes*]). L'intensité de l'étatisme influence la formation des notions et la manière de poser les problèmes dans un sens étatiste, le « Leitbild » social devient le régulateur, le principe d'élection de la science.

Davanzatti cherche l'essence même de la valeur non dans les qualités inhérentes des biens, mais dans un reflet de celle-ci sur l'âme humaine. La notion objective de l'utilité est transformée dans la notion subjective de l'utilisation. Il place la valeur dans l'imagination des hommes, il en fait un jugement subjectif sur les biens. Dès qu'on pensait en genres abstraits, dès qu'on opérait avec des genres de désir, on ne pouvait guère s'évader du conflit de l'antinomie de la valeur. Des faits objectifs, des notions de quantités avaient fermé le chemin qui allait vers la solution du problème. C'est seulement la casuistique géniale de la doctrine de l'utilité marginale, la doctrine de l'ophémilité, qui, s'appuyant sur les œuvres de *Dupuit* et *Cournot*, réussit, par un processus subjectif, à procéder à la grandeur concrète, à relier la valeur des biens à l'importance d'un désir concret.

LOUISE SOMMER.

(31) Voir DAVIDSOHN : *Geschichte von Florenz*, passim ; — I. BURCKHARDT : *Die Kultur der Renaissance in Italien*, pp. 92 et suiv. ; — H. SIEVEKING : « Die kapitalistische Entwicklun in den italienischen Städten des Mittelalters », in der *Vierteljahrsschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, vol. VII, 1909, pp. 64 et suiv.

NANTES ET LA COMPAGNIE DES INDES ^(*)

(1664-1769)

par GASTON MARTIN

Docteur ès lettres, Agrégé de l'Université

IV

LA LIQUIDATION DE 1721 ET LE RÔLE DE GÉRARD MELLIER

I. L'effondrement de la Compagnie et les responsabilités de l'Etat et des directeurs. — II. Les documents nantais relatifs à cette opération. — III. La formation de la nouvelle Compagnie.

La chute de Law, escomptée par les financiers de l'antisystème dès le début de 1720, devait être pour les irréductibles adversaires de l'Ecossais, les frères Paris, l'occasion non seulement d'une revanche, mais de la plus fructueuse opération. Ils obtinrent, en effet, d'être commis à la liquidation des diverses entreprises, et cette liquidation peut demeurer comme un modèle d'habileté bancaire, servie par une rare absence de scrupules. Des affaires gérées par Law, les unes, dont la banque, avaient sombré ; d'autres, et la Compagnie semblait bien dans ce cas, pouvaient parfaitement prospérer, si on les débarrassait de la spéculation qui en avait faussé le jeu. Il ne semble pas possible sur ce point de souscrire aux vues de M. Marion, qui considère la banque comme « *la seule partie sérieuse du système* » (1). L'exploitation des colonies, en élargissant la méthode des concessions privées et du droit fixe, devait indiscutablement enrichir une compagnie fermière. La preuve en est qu'elle enrichissait les privilégiés qui s'y livraient. Les liquidateurs de la Compagnie s'en rendirent parfait-

(*) Voir le début de cette étude dans le n° 4, 1926.

(1) MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, t. I, p. 97.

tement compte. Mais, très désireux de réaliser l'opération au meilleur compte, ils commencèrent par accentuer la faillite, pour diminuer, autant qu'il se pourrait, le remboursement à effectuer aux porteurs d'actions, et pour faire accroître, proportionnellement au déficit ainsi mis en évidence, les subventions de renflouement sollicitées du Trésor royal.

Le résultat de ces manœuvres fut l'arrêt du Conseil du 26 janvier 1721. Il stipulait en son article I que « *l'arrêt du Conseil du 23 février 1720 portant réunion de la banque à la Compagnie des Indes, même avec un effet rétroactif pour la jouissance de tous les bénéfices faits depuis son établissement, sera exécuté selon sa forme et sa teneur, et, en conséquence, les directeurs, au nom de la Compagnie, seront tenus de se charger en recette dans le compte qu'ils présenteront et affirmeront véritable devant les sieurs commissaires du Conseil à ce députés par l'arrêt du 16 janvier de la présente année, des billets de la banque qui ont été faits* » (2).

C'était condamner la Compagnie au désastre. Ses directeurs ne furent pas disposés à se laisser étrangler ainsi, et ils adressaient le 3 avril 1721 un « *pourvoi par voie d'opposition... contre l'arrêt du 26 janvier* », et qui était la rédaction de résolutions arrêtées dans l'assemblée générale du 27 février précédent. Après avoir supposé à Sa Majesté « *le même esprit qui a fait parler les empereurs Théodose et Valentinien dans une de leurs lois* » (3), et en avoir déduit qu'Elle leur rendrait justice, les requérants parlaient d'un tout autre ton et avec une fermeté qui ne cherchait même pas à dissimuler son aigreur.

« *V. M. a en sa faveur l'autorité du prince sur ses sujets ; pour le détruire [l'arrêt], la Compagnie réclame celle des lois, c'est-à-dire, suivant la définition des jurisconsultes, la garantie commune de l'Etat, le titre respectif du prince et des sujets...*

« *Ce qu'il y aurait de singulier, c'est qu'en laissant subsister l'arrêt, la Compagnie se trouverait détruite, non seulement sans son fait, mais par le seul fait de Votre Majesté.*

« *Il n'est arrivé aucune perte à la Compagnie, ni par naufrage, ni par faillites, ni par dissipations ; elle a même lieu d'attendre de son commerce des bénéfices considérables : elle a trouvé plus de 15 millions de bénéfice sur les fermes générales ; cependant voilà plus de 1300 millions de fonds perdus pour la Compagnie (4), la voilà débitrice de Votre Majesté de plus de 650 millions ; pourquoi ? Parce qu'il a plu à V. M., par un arrêt de son propre mouvement et par des ordres particuliers, de faire acheter des actions ; et pour fournir à ces achats, d'ordonner par*

(2) DERNIS, *op. cit.*, III, 333-334.

(3) *Id.*, *op. cit.*, III, 335 et sq.

(4) Chiffre des actions souscrites.

de semblables arrêts de son propre mouvement une fabrication de billets de banque ; et cela non seulement sans la participation de la Compagnie, mais au préjudice des engagements contractés avec elle par V. M., par lesquels il a été stipulé qu'il ne pouvait être fait de billets de banque d'augmentation que sur des délibérations prises en l'assemblée générale de la Compagnie... »

Puis, relevant l'argument probable dont devait se servir le Conseil d'Etat du Roi pour justifier sa spoliation, à savoir que le sieur Law avait été directeur à la fois de la banque et de la Compagnie et que dès lors, « *comme la Compagnie a pu gagner par son fait, il est juste qu'elle supporte les pertes que ces opérations lui ont causées* », le mémoire répondait avec la même vigueur hargneuse :

« Le sieur Law, dans toutes les opérations qui ont été faites depuis la délibération du 22 février 1720, a toujours été l'homme de Votre Majesté et pas celui de la Compagnie.

« Lorsque cette délibération a été prise, le sieur Law était contrôleur général des Finances, et par cette dignité il avait le titre de directeur de la Compagnie des Indes.

« Il n'y a rien dans la délibération du 22 février 1720 qui donne au sieur Law le pouvoir de représenter, mais encore d'engager la Compagnie. Il n'est fait aucune mention de lui dans cette délibération. »

Malgré toutes ces bonnes raisons, l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 7 avril 1721 débouta les directeurs de leur opposition et leur donna « *un mois pour toute préfixion et délai* » pour exécuter l'arrêt du conseil du 26 janvier.

Une autre arrêt du même jour (5) nommait MM. *Trudaine, Fagon, Ferriand et de Machaut*, conseillers d'Etat, pour dresser procès-verbal et inventaire des registres, papiers et effets de ladite Compagnie et banque y jointe. Il prenait acte des aveux mêmes de la Compagnie, qui reconnaissait que dans ce cas son passif dépassait de 340 millions l'actif ; et tant pour sauvegarder les intérêts du roi, que ceux des actionnaires, les faisait syndics de cette énorme faillite.

Un nouvel arrêt du 15 avril allait compléter le premier. Il précisait le rôle des commissaires, déterminait leurs pouvoirs, nommait en la personne de maître *Tartel*, contrôleur des restes, le liquidateur général ; à la place des directeurs faillis, établissait les sieurs *Baillon de Blampignon, Begon, Duché, Dumoulin et Moreau*, « *pour veiller à la conduite et direction des affaires de la Compagnie* » ; et fixait les diverses fonctions inhérentes à la régie : commis directeur général à Paris, caissier,

(5) DERNIS, *op. cit.*, III, 362 et sq.

secrétaire et teneur de livres, ainsi que les attributions de chacune.

Dès le début de leur entrée en charge, les commissaires et régisseurs se rendirent compte que la plupart des affaires maritimes de la Compagnie s'étant traitées dans les ports de Nantes et de Lorient, il était nécessaire de désigner un liquidateur pour ces places. Les excellentes relations que *Ferrand*, alors intendant de Bretagne, avaient entretenues avec le maire de Nantes *Gérard Mellier*, désignèrent sans doute celui-ci à l'attention du Conseil. Depuis trois ans, il dirigeait les ventes de Nantes, dressait des inventaires et des procédures ; il ne dut pas manquer, au surplus, de solliciter l'emploi ; il n'était pas, en effet, dans ses habitudes de taire des mérites dont, du reste, il n'exagérerait pas la valeur. Le 19 avril 1721, le Conseil d'Etat du Roi prenait donc l'arrêt suivant (6).

« Le Roy s'étant fait représenter les arrêts du Conseil des 7 et 15 du présent mois, par lesquels Sa Majesté a ordonné que par les sieurs Trudaine, Fagon, Ferrand et de Machaut, conseillers d'Etat, il serait dressé procès-verbal et fait inventaire des registres, papiers et effets de la Compagnie des Indes et banque y jointe, en présence des directeurs de ladite Compagnie, où eux dûment appelés ; et Sa Majesté étant informée qu'il est absolument nécessaire de dresser procès verbal et faire inventaire des registres, papiers, et effets appartenant à ladite Compagnie, dans les ports de Nantes et de Lorient, et dans les lieux circonvoisins, de mettre en règle la régie des affaires de ladite Compagnie dans lesdits ports et de procéder à la vente des cafés venus de Moka, où le rapport du sieur Le Pelletier de la Houssaye, conseiller d'Etat ordinaire et au Conseil de régence pour les finances, contrôleur général des finances, Sa Majesté étant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le duc d'Orléans, régent, a commis et commit le sieur Mellier, général des finances et subdélégué du sieur de Brou, intendant de la province de Bretagne, pour, conjointement avec le sieur Baillon de Blampignon, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, commis par l'arrêt du Conseil de Sa Majesté du 15 du présent mois, pour veiller à la conduite et direction des affaires de ladite Compagnie, sous l'autorité desdits sieurs commissaires, procéder, dresser procès-verbal et faire inventaire des registres, papiers et effets appartenant à ladite Compagnie qui se trouveront dans les ports de Lorient et de Nantes et lieux circonvoisins, en présence des directeurs ou principaux commis de ladite Compagnie qui se trouveront sur les lieux ou eux dûment appelés ; ordonne Sa Majesté que l'adjudication des cafés venus

(6) Un placard de quatre pages : à Nantes, chez T.-I. Brun, libraire ordinaire de la marine, à l'entrée de la Fosse, à l'Ange gardien (Arch. Ch. Com. Nantes, C. 751).

de Moka, par le vaisseau le Dauphin, capitaine Duportail-Collet, dont la vente ci-devant publiée pour le 21 du présent mois a été remise au 28, sera faite pareillement en présence desdits directeurs ou principaux commis de ladite Compagnie, ou eux dûment appelés, par lesdits sieurs Mellier et Baillon de Blampignon, qui en dresseront leur procès-verbal. »

Cette nomination comblait les vœux du nouveau liquidateur. Elle allait aussi bien servir les intérêts de ses commettants et de la ville qu'il administrait alors. Elle nous vaut enfin de posséder sur les opérations de la Compagnie le dossier le plus complet et le plus précis, et dont l'importance mériterait une publication *in extenso*. L'activité de Mellier dans cette période va porter sur trois points particuliers : 1° les ventes des cargaisons retour des Indes, en tant que régisseur du domaine de la Compagnie ; nous les avons étudiées au chapitre précédent, puisque aussi bien elles étaient le résultat d'opérations commerciales antérieures à la liquidation ;

2° Les inventaires de la Compagnie à Lorient, avec des indications sur la gestion des directeurs ; c'est de beaucoup la partie la plus importante et la plus décisive de son effort ;

3° La recherche, à Nantes et dans les environs, de l'actif qu'aurait pu y laisser Law, et dont Mellier poursuit la reprise avec une sagacité aussi subtile qu'est grande son âpreté contre tous ceux qui approchèrent l'ancien banquier écossais.

De l'analyse des documents qu'il a laissés à ce sujet (plus de 600 pièces, dont certaines très importantes, notamment le journal de ses opérations à Lorient) (7) ressort avec évidence que les directeurs n'avaient pas tout à fait raison de vanter si haut leur gestion. La Compagnie des Indes n'avait pas fait faillite, c'est entendu, mais ce n'était point la faute de ceux qui assumaient la charge d'en conduire les destinées. A peine nommé, Gérard Mellier se mettait en route pour Lorient. Il nous a laissé de son voyage et de ses travaux une longue relation (8) d'où sont tirés presque tous les renseignements qui vont suivre. Arrivé, après un voyage de quatre jours, à Lorient le 27 avril, le liquidateur allait y séjourner sans interruption jusqu'au 30 mai, date où il se mettait en route pour rejoindre Nantes, et son journal continue du 8 juin au 8 juillet. Dès le 28 avril, Mellier, assisté de Baillon de Blampignon, commençait son office. Son confrère entendait, du reste, lui laisser la plus grosse part de la besogne ; et, s'il faut en croire le journal, il aurait même déclaré que « *la cour l'ayant chargé comme malgré lui de la commission dont il s'agit, il n'avait voulu enfin l'accepter qu'à condition qu'on lui*

(7) Arch. mun. Nantes, HH. 207 à 213.

(8) *Id.*, HH. 208.

adjoindrait un homme de robe, habile et entendu dans la procédure (9) ». Le 30, après avoir été salué à son arrivée d'une salve de vingt-deux coups de canon, et avoir reçu les hommages de la garnison suisse de Port-Louis, il écrit à Ferrand, son protecteur, pour lui dire la tournure que prennent les événements (10) : « J'ose vous affirmer, Monsieur, lui dit-il, que je ne lui [à Baillon] suis pas inutile, même pour des mesures essentielles à ces égards. Nous sommes bien unis ; nous faisons même ordre de table ensemble. Je n'ai pas voulu que le directeur de la Compagnie des Indes, qui est ici, nous ait fait donner à manger, comme il l'a voulu faire. Nous occupons tout l'appartement bas, en l'aile de la maison royale attribuée à la Compagnie des Indes. Il est impossible de travailler ailleurs, pour le bien du service, de la Compagnie ou du public. »

Le premier travail de Baillon et de Mellier fut d'examiner la comptabilité de la Compagnie. Ils étaient assistés pour cette opération du directeur de la *Franquerie* et de son commis principal de la *Chaize*, délégués par la Compagnie. Et les premières investigations portèrent sur les papiers demeurés entre les mains de *Maupoint*, secrétaire de la Compagnie et les espèces que détenait le caissier *Guillet*. Longue et fastidieuse opération, débutant par la vérification d'une caisse et huit barils marqués C. D. I. et 1 à 9, et contenant un poids total de 1655 marcs 1 once 3 gros d'argent à 66 livres le marc, soit au total 109.241 livres 6 sols 10 deniers, plus un neuvième baril contenant 250 marcs d'argent, dont 200 marcs en piastres « colonnées » et 50 marcs en piastres mexicaines, ce qui devait donner « sous déduction d'un marc par cinquante onces, 249 marcs 6 onces 2 gros à 63 livres le marc, soit 15.736 livres 4 sols 4 deniers et, au total global, 165.791 livres 6 sols 2 deniers, destinées à être embarquées sur la frégate l'ATLANTE ». Une difficulté surgit, du reste, dès ce premier compte. Mellier y a trouvé 8 marcs 6 onces en moins et a pris ses réserves. Mais le lendemain, il consigne au journal : « Il a été reconnu, en présence de tous les ci-devant nommés, que la différence que nous avons trouvée ledit jour d'hier entre le poids desdites matières d'argent et celui articulé dans ladite facture ne provient que de ce que les poids dudit sieur de la *Franquerie* se trouvent plus forts que ceux dudit sieur Rieu, en sorte qu'il n'y a pas d'erreur dans le poids des matières d'argent. »

La vérification continue par l'examen des livres de recettes du caissier en exercice *Guillet* ; ce sont « des registres de 189 feuillets, cotés et paraphés à chaque feuillet », et dont le total atteint 173.140 l. 2 s. 8 d. en recettes et 152.250 l. 16 s. 3 d. en dépenses.

(9) Arch. mun. Nantes, HH. 208 (journal de Mellier).

(10) *Id.*, HH. 209 (lettre du 30 avril).

La différence en avoir de 21779 l. 12 s. 5 d., dont il convient de déduire 988 l. 6 s. représentant une retenue de 6 deniers par livre à faire sur l'équipage de *la Vénus*, est balancée par le caissier de la manière suivante : 19.488 l. 14 s. ont été versés à l'état-major et à l'équipage de *l'Atalante* comme avance de 6 mois de solde ; et la caisse contient en espèces, 1342 l. 12 s. 5 d., dont Mellier donne le présent décompte :

Des piastres pour 10 m. 3.0, 6 gros. à 63 livres le marc..	659 l. 10 s. 8 d.
14 louis d'or 45 livres la pièce.....	630 l.
En sols marqués de 2 s. 3 d.....	40 l. 10 s.
— de 3 s.....	3 l. 9 s.
En liards.....	6 l. 14 s. 9 d.
En pièces de 20 sols.....	2 l.
Total égal.....	1.342 l. 12 s. 5 d.

C'est peu pour une société dont la balance des recettes et des dépenses entre le 1^{er} octobre 1719 et le 16 septembre 1720 s'arrêtait au chiffre de 3.112.989 l. 10 s. 5 d. Cependant, cette opération, poursuivie matin et soir et page à page, ne donne lieu à aucune remarque désobligeante du liquidateur. *Guillet* obtient son quitus et un satisfecit pour la régularité de sa comptabilité (11).

Mais Mellier est beaucoup trop averti pour ne pas avoir flairé les combinaisons dont, avant les derniers mois, le directeur, de complicité avec son personnel, n'a pas dû manquer de se rendre coupable. Ferrand, de son côté, ne laisse pas que de le mettre au courant des bruits qui circulent à Paris sur la prévarication des gens en place ; le contrôleur des restes, *Guillaume Tartel*, a déjà commencé d'engager des procédures contre les anciens directeurs (12). Il les accuse d'avoir, « *en paiement de 2.410.000 livres d'espèces, accepté par un traité de résignation du 4 mai 1720 des effets décriés et hors commerce ; en prenant en échange 255 actions d'Occident, comptées au taux de 3.425 livres l'une (leur valeur nominale), alors qu'elles n'étaient plus cotées, et pour le reste des billets de banque nuls « faute d'avoir été convertis en actions des Indes* », et ne dissimule point qu'il considère cette opération comme une simple escroquerie. Il va les poursuivre de même pour avoir dissimulé un compte *Vernesobre* de 13.991.000 livres, et obtiendra contre eux un jugement de défaut ; il engagera encore au sujet d'un certain *Kin Kaïd*, remboursé en or de 1.620.000 livres d'actions, une longue instance dont le jugement définitif ne sera rendu que le 19 octobre 1723 (12) et lui sera du reste défavorable. Si beaucoup de ces accusations sont fondées en partie, d'autres, et notamment l'affaire *Kin Kaïd*,

(11) Tous les renseignements contenus au présent ensemble proviennent du *Journal des opérations de Mellier* (Arch. mun. Nantes, HH. 208).

(12) Arch. Ch. Comm. Nantes, C. 751, pièces 7, 8, 9, 10, 11, 12.

établissent, pour un esprit aussi subtil que celui du maire de Nantes, la volonté malveillante de la régie à l'égard de l'ancienne administration. Mellier est donc décidé d'une part à se tenir sur la défensive vis-à-vis de *M. de la Franquerie*, le directeur, qu'il soupçonne d'avoir partie liée avec les précédents directeurs, et à voir minutieusement toute la comptabilité et toute la gestion. Il refusera systématiquement les avances d'amabilités de *M. de la Franquerie*, comme il en a refusé dès l'origine la suspecte hospitalité, se dégagera des invitations que lui adressent le directeur et sa femme : promenades « en carrosse d'eau, déjeuners sur l'herbe, danses », toute une vie de parade et de festoyement, héritée directement de l'ancienne gestion Rigby (13). Dès le 12 mai, il a pu, par ailleurs, mesurer l'importance de la besogne qu'il lui est demandé d'accomplir ; et il écrit aux liquidateurs : « *Il m'a paru, messieurs, par une vue générale soutenue et un calcul particulier que j'ai fait, qu'il est impossible de dresser exactement cet inventaire en moins de huit à dix mois, en présupposant même que l'on fasse un raisonnable usage du temps, et qu'on abrège le style, autant que l'exactitude dont on ne peut se départir pourra le permettre.* »

« *Il se trouve, Messieurs, que tout est dans une confusion étrange, et surtout pour tout ce qui concerne la régie de M. de Rigby. Plusieurs de ses ordonnances ont été par lui rendues sur le caissier de la Compagnie, payables au porteur sans un autre détail. On ne peut deviner sur quels fondements il a fait payer semblables dépenses* (14). »

Et Mellier indique quel ordre il se propose de suivre pour ce considérable ouvrage : vérification de la caisse, description des inventaires du matériel et des effets, visa des registres du secrétaire, du garde-magasin, etc... Ces opérations ne l'empêchent pas, du reste, d'insister pour qu'on ne néglige point les ventes et qu'on nomme pour les surveiller des négociants expérimentés. Satisfaction lui est donnée au moment même qu'il réclame : trois Malouins et trois Nantais sont commis à cet effet par arrêt du 13 mai 1721. En même temps, Ferrand lui écrit (13 mai) : « *Tâchez de tout savoir pour me le mander. Par exemple, on parla hier de renvoyer dans leur pays 1000 Allemands ou autres destinés pour la Louisiane... Le désordre de cette administration est infini* (15). »

Mellier, ainsi encouragé, commence alors ses grandes investigations ; elles aboutissent vite à quelques constatations essentielles : le sieur Rigby a été non seulement négligent, mais infi-

(13) DERNIS, *op. cit.*, III, 583.

(14) Arch. mun. Nantes, HH. 209 (lettre du 12 mai).

(15) *Id.* (Ferrand à Mellier, 13 mai 1721).

dèle, et son ex-caissier Rodollet l'a imité pour son compte, après avoir été son complice.

Le 14 mai, Mellier écrit de nouveau à Ferrand (16) : « *J'en-
trevois par ce qui m'a été montré en gros et par les connaissances
que j'ai prises, qu'il y a environ 50.000 pièces d'écriture à inven-
torier. On ne peut le faire au plus que pour 1000 pièces par jour.
Elles sont confondues, elles sont en différentes mains et en divers
bureaux.* » Et il trace, chemin faisant, cet expressif et féroce por-
trait de l'ancien directeur (17) : « *J'ai su qu'il travaillait peu à
Lorient, et, quand il sortait pour aller en ville ou au Port-Louis,
à Hennebont ou aux environs, il se faisait prendre par six laquais
de livrée tenant chacun avec manière une canne levée ; ensuite
suivaient les enseignes et gentilshommes de M. de Rigby, lequel
se présentait ayant deux mignons à ses côtés, sur l'épaule des-
quels il se reposait. La marche était terminée par les officiers du
port et ceux des navires de la Compagnie.* »

Les vérifications deviennent, du reste, accablantes. Le port de Lorient est dans un état lamentable ; des vaisseaux sont en rade depuis quatorze mois (18) ; l'*Atalante*, qui doit toujours partir et pour laquelle le caissier Guillet a versé 19.000 livres d'avances sur solde, a été tellement retardée dans son départ, que celui-ci ne peut plus être considéré que « *comme une sortie AD HONORES, la saison n'y convient nullement* » (19) ; le discrédit dans lequel la Compagnie est tombée à Nantes est tel, qu' « *il a été impossible de négocier 100.000 livres des effets de cette Compagnie à trop longue échéance en espèces du cours du jour. Il y a tout à craindre du papier de la Compagnie* ». La cause en est « *qu'on a vu revenir à vide les derniers vaisseaux envoyés à la Louisiane ; ces retours infructueux ont produit le plus mauvais effet ; on regarde les directeurs de la Compagnie actuelle comme des charlatans qui n'ont cherché qu'à se jouer du genre humain* » (20).

Cependant, les écritures réservent encore de plus graves surprises. Mellier procède avec d'autant plus de minutie qu'il croit — mais ce peut être simple jalousie de spécialiste, ennuyé d'une concurrence — que son coliquidateur Baillon a lié partie avec le directeur de la *Franquerie*, et il demande d'autres pouvoirs, demeurant toujours un peu en cela « *l'homme des grandes procédures* » dont se plaignait Ferrand. « *J'ai dressé, Monsieur, lui écrit-il, depuis 1718 des procès-verbaux à Nantes, chaque mois, de l'état de la caisse de M. le directeur de la Monnaie. Aussi per-
sonne n'est plus à portée d'approfondir à Nantes la manœuvre des*

(16) Arch. mun. Nantes (Mellier à Ferrand, 14 mai 1721).

(17) *Id., ibid.*

(18) *Id., ibid.* (19 mai 1721).

(19) *Id., ibid.* (24 mai 1721).

(20) *Id., ibid.*

billets de banque qui ont été remis au sieur Maillard, agent de la Compagnie des Indes, et de vérifier les registres concernant les envois qu'il a faits à Lorient. J'espère que vous voudrez bien me faire commettre, avec M. de la Motte le Bigot ou autre, pour les mêmes opérations attribuées par l'arrêt du Conseil du 19 avril dernier. »

Mais les négligences et l'impéritie de *Rigby* ne sont que les moindres reproches qu'il est juste d'adresser à ce mandataire infidèle. Déjà est commencée la vérification des livres de l'ancien caissier, le sieur *Rodollet*. Autant ceux de *Guillet* étaient correctement tenus, autant ceux de *Rodollet* se présentent mal ; à chaque page du journal de *Mellier* reviennent les mêmes observations ; des interlignes ont été ménagés entre les articles sans motifs apparents ; les bas de page ne sont pas arrêtés et il y subsiste des blancs ; les ratures abondent ; les mêmes articles réapparaissent sous deux ou trois rubriques à diverses parties de l'ouvrage ; les dépenses ne sont pas accompagnées de factures justificatives ; des sorties de fonds n'ont donné lieu à aucune décharge par le caissier. Dès le 18 mai, *Mellier* déclare à l'intendant *Feydeau de Brou* (21) : « *J'ai fait de grandes découvertes qui pourront faire bruit, et sans présomption je puis vous dire que si on eût envoyé un autre commissaire qui ne fût pas instruit à fond, outre la forme... de la manière de tenir les livres en partie double et des matières de commerce, il n'y eût entendu non plus qu'à l'Alcoran. Il ne suffit pas d'être gradué ou juge... Le plus habile juge ne fera pas un tableau s'il n'a bien appris à peindre. Il en est de même pour le fait dont il s'agit. Il faut avoir appris à tenir les livres quand on est chargé de les discuter et de débrouiller un chaos énorme.* » Plus brutal dans sa correspondance avec *Ferrand*, il résume comme suit, le 19, ses découvertes (22) : « *Ce sont des vols insignes..., on ne peut expliquer les ratures, radiations, interlignes : c'est un chaos.* »

Une escroquerie plus caractérisée que toutes les autres allait permettre à *Mellier* de provoquer l'arrestation des deux compères. Entre autres articles suspects du compte de gestion, le général des finances de Nantes a son attention retenue par un article dont le titre, *Variation des monnaies du 1^{er} octobre 1719 au 17 mars 1720* (23), lui paraît aussitôt sujet à un examen approfondi ; du fait que ces variations ne sont point portées en recettes ou dépenses au jour de la parution de l'arrêt (il y en a une vingtaine dans chaque sens), mais forment à l'arrêté de comptes de *Rodollet* un titre spécial, à la fin de son livre de caisse,

(21) Arch. mun. Nantes, HH. 209.

(22) *Id.*, HH. 208.

(23) *Id.*

liquidé à la somme de 262.399 l. 9 s. 6 d. pour les diminutions, et 62.484 l. 8 s. 6 d. pour les augmentations, en tout une perte de 199.915 l. 1 s. Il est bien remarquable, à l'analyse de ses comptes, que la Compagnie n'avait toujours que très peu d'espèces en caisse lorsque paraissait un arrêt de majoration, et qu'elle en regorgeait lorsque survenait l'arrêt de diminution. Mellier s'en aperçoit (et sans doute ne nous en apercevrons-nous pas, nous, aussi aisément s'il n'en avait fait d'abord la constatation) et presse violemment Rodollet. A ce moment, celui-ci, qui n'a pu présenter ses factures ou ses bons de sortie, dont les livres sont maquillés, qui en a conservé à son domicile jusqu'à ce que les commissaires en aient ordonné la saisie *au besoin par la force*, et qui n'a point échappé, malgré sa soumission tardive, aux ennuis d'une fructueuse perquisition, sent qu'il lui est impossible d'éviter de graves sanctions et que sa situation sera d'autant plus aggravée qu'il couvrira davantage Rigby ; il se décide donc à le dénoncer ; et, le 19 mai, Mellier note à Ferrand (24) : « *Rodollet a paru étonné (des découvertes de Mellier relatives à l'état de diminution) et enfin il m'a dit qu'il y avait bien des choses dans cet état de diminution et qu'elles n'étaient pas toutes pour lui, que c'était M. Rigby qui lui avait fait enfler cet article d'une somme considérable.* » Mellier, poursuivant son enquête, établit alors par pièces comptables que, sur ce total, une somme de 136.107 l. 17 s. 4 d. représente la part personnelle de Rigby, supportée indûment par la Compagnie.

L'ensemble de ces découvertes, de ces dénonciations et de ces tripotages aboutit. Le 26 mai (25), Ferrand mande à Mellier que le sieur Rigby a été arrêté et conduit à la Bastille ; le 29 mai, Mellier reçoit une lettre de cachet contre Rodollet, qui devra être interné dans la citadelle de Port-Louis. Cette opération, si simple d'apparence, va pourtant traîner en longueur, faute de rencontrer à Rennes un officier disponible pour en assurer l'exécution, confiée en définitive à M. de la Bruyère. Mais Mellier a déjà d'autres vues et porte vers d'autres points ses efforts.

Ce n'est pas tout que d'avoir démasqué les malversations de Rigby et consorts, il conviendrait de leur faire rendre gorge. Mellier, en conséquence, demande qu'on l'autorise à faire toutes les démarches utiles pour retrouver, expertiser et saisir les biens (les effets, comme s'exprime le texte) que Rigby ou Law même ont pu posséder à Nantes et aux environs, en même temps qu'il continuera les inventaires. Il quitte en effet Lorient le 30 mai, se dirigeant par Auray sur Nantes, où il arrive le 3 juin. Son inlassable activité multiplie les preuves de son zèle. Le jour même,

(24) Arch. mun. Nantes, HH. 209.

(25) *Id.*, HH. 209.

il écrit à Ferrand (26) : « *Nous établirons notre domicile de jour et de nuit à la Hautière, près de l'Hermitage (27), à l'exception des dimanches et jours de mercredi de relevée, où je ferai en sorte de revenir pour tenir les bureaux ordinaires à l'hôtel de ville* » ; et le lendemain il mande aux commissaires : « *Je viens d'apprendre qu'il y a environ deux mois que le nommé Ginot, maître de barque, a amené en cette ville les meubles et plusieurs effets du sieur Rigby* » ; et il signale chez Charancé, exempt, dix barriques de vin de Bourgogne ; chez Rivière, cent ballots de toile des Indes. Enfin il a ici quelques maisons et magasins dont lui, Mellier, se propose de faire faire l'estimation par un expert architecte. Le Cordier répond, au nom des commissaires, qu'il y a lieu de faire les *poursuites* nécessaires — au sens que nous donnerions au mot *perquisition*. Une seconde lettre, très élogieuse pour Mellier et signée de Fagon, Ferrand et de Machault, opine dans le même sens, mais lui enjoint de ne « *pas faire saisir les effets de Rigby, qui n'a pas été condamné* ».

Mellier, cependant, a des inquiétudes ; et peut-être les exagère-t-il quelque peu pour en accroître son importance. Les rapports qu'il adressa de Lorient sur M. de la Franquerie ont abouti à faire relever ce directeur. Celui qui le remplace est M. d'Hardancourt, que Mellier apprécia, nous l'avons vu, au chapitre précédent, sans bienveillance particulière. Mellier va presque immédiatement essayer de saper la confiance que les commissaires lui témoignent. Il est bien difficile de savoir à distance où se trouve la vérité. Mellier écrit, le 4 juin, au gouverneur de Nantes, M^{sr} d'Estrées, la lettre ci-contre, qui ne laisse point de doute sur ses ambitions et son désir de se pousser dans le monde (28) : « *Je ne doute pas que vous n'ayez été informé de l'effet que les procédures que j'ai faites à Lorient ont commencé de produire. J'ai été chargé de les continuer à Nantes pour ce qui concerne les affaires de la Compagnie des Indes dans ce port. Je n'ai... à regretter que le temps que je souhaiterais fort de me procurer pour avancer les affaires de la ville. Je travaillerais avec plus de tranquillité aux affaires extraordinaires dont je suis chargé si j'étais assuré, Monseigneur, de retrouver le temps dans une continuation pour deux années de l'emploi de la mairie. Je serais sûr de conduire à une heureuse fin les entreprises que j'ai formées sous votre autorité pour le bien et l'avantage de la ville. Je prie M. le Contrôleur général de vous en parler s'il estime que mon ministère soit utile dans les affaires pour lesquelles il me fait l'honneur de me com-*

(26) Arch. mun. Nantes, HH. 209.

(27) La Hautière et l'Hermitage étaient deux faubourgs de Nantes, sis derrière les hauteurs qui dominent la Fosse. A l'heure actuelle, le quartier Sainte-Anne a toujours deux rues de ce nom et des manoirs y demeurent, plus anciens que l'époque qui nous préoccupe.

(28) Arch. mun. Nantes, HH. 209 (lettres du 4 juin et du 5 juin).

mettre » ; et le lendemain, il revient à la charge et adresse audit M^{re} d'Estrées une « *humble prière pour obtenir une pension sur bénéfice si l'occasion en était favorable* ». On ne peut donc guère douter de son ambition et de son amour du profit. Mais tout tend à le montrer très honnête, et plus spécialement ce fait que, général des finances, subdélégué, maire, il est mort absolument pauvre, alors que son habileté demeure hors de conteste. On ne peut prendre, dans ces conditions, ses accusations à la légère. Il n'aura mis aucune indulgence à juger des gens en place dont il est visible que le crédit l'offusquait et dont il pouvait escompter la succession. N'avait-il pas déjà demandé une charge de directeur de banque en 1719 et fait agir Ferrand en ce sens ? Mais il n'aurait pas inventé des faits, du reste contrôlables au moment qu'il les énonçait. Or, il accuse le nouveau directeur d'Hardancourt d'avoir passé secrètement à Nantes et d'y avoir reçu à l'hôtel du Pélican Maillard, l'agent de l'ancienne Compagnie et son parent. Depuis cette entrevue, qu'on a voulu cacher au maire, mais qu'il a connue par la police, l'agent de la Compagnie, jusque-là « *triste et confus, paraît content et joyeux; il avait hier au soir des violons pendant son souper avec quelques-uns de ses amis. C'est un drôle* (29) », conclut Mellier, qui ne traite pas mieux le directeur, et l'accuse d'« *avoir ci-devant trahi la Compagnie des Indes de Saint-Malo en faveur de la nouvelle* ». Mais le bout de l'oreille perce à la fin même de ce long message ; les places d'Hardancourt et de Maillard conviendraient si bien, la première à Mellier, la seconde à « *un nommé Piron, fameux emballer qui, depuis trente-cinq ans, manie et arrange en détail les marchandises des Indes, dont il connaît à fond les qualités et, si l'on peut ainsi parler, les degrés de fin. Il en sait plus que tous les Maillard et les Hardancourt et tous les directeurs ensemble à ce sujet* » !

Mais, cette fois, l'opération ne réussit pas, et Ferrand répond (30) : « *Je vous conseille de supprimer toutes ces observations.... la confiance est pour Hardancourt; on n'a pas eu d'égard à ce que M. Baillon en avait écrit; ainsi il faut le laisser agir* (31). » Il reste que bien des collusions apparaissent entre les lignes de ces correspondances. Directeurs anciens et directeurs nouveaux ne manquent jamais, on s'en rend compte, de faire d'abord leurs propres affaires. Mellier continue cependant ses procédures et signale en juin et juillet les soupçons qu'il conserve sur la présence de biens ayant appartenu à Law ou à Rigby en dépôt chez des négociants nantais, soit chez Maillard, soit chez la veuve

(29) Arch. mun. Nantes, HH. 209 (lettre du 16 juin).

(30) *Id.*, *ibid.* (lettre du 21 juin).

(31) *Id.*, HH. 207.

Sinstack et fils, soit chez noble homme *Luc Schiel*, négociant à la Fosse.

Claude Maillard, seul, convient de ses relations avec *Mellon*, le secrétaire de Law, et fournit la copie d'un mémoire montant à 1327 livres de fournitures passées par lui au compte de la Compagnie, suivant procès-verbal qu'en dresse *Nicolas Bouhier*, sieur de la Bregeollière, lieutenant de la juridiction du chapitre de l'église cathédrale, et dont le décompte suit (32) :

COMPTE COURANT DE LAW A NANTES, 29 JUILLET 1721

		Livres	Sous	Deniers
<i>Doit</i>				
Payé à un voiturier pour avoir amené 16 caisses d'armes et quincaillerie.....	667 l. 8 s.	673	16	
Aux portefaix pour entrée et sortie.....	6 l. 8 s.			
Pour frais faits pour les Allemands.....	473 l. 9 s.			
A Du Plessy pour avoir conduit les Allemands	<div> <div>pour sa solde. 28 l. 8 s.</div> <div>pour 18 journées de cheval à 2 livres 26 l.</div> <div>pour 13 journées de peine à 5 livres 65 l.</div> </div>	592	17	
	119 l. 8 s.			
Au sieur Dulan pour 22 jours de ses peines à 5 livres.....	110 l.	38 22	6	
Par lui dû, suivant l'état fourni à M. Devaudron en billets de banque.....	72 l.			
Payé à la Babin pour 20 pains pour les Allemands.	22 l. 6 s.			
		1.327	3	

Avril, 24. -- Pour solde passé au compte de la Compagnie, ^{fo} 18.. 1.327 l. 3 s.

Je certifie le présent compte véritable, montant à la somme de treize cent vingt-sept livres trois sols, sauf erreur ou omission.

Nantes, le 29 juillet 1721.

Signé : MAILLARD.

C'est évidemment fort peu de chose, mais Mellier ne se tient point pour satisfait. Le 22 juillet 1721, il écrivait déjà en accusant réception d'une lettre de Tartel, qui lui adressait ses pouvoirs pour saisir les effets appartenant à Law chez Maillard (une caisse d'armes) ou chez la veuve Sinstack et Schiel, s'il s'en trouvait (33) : « *Je me sers de cette occasion pour vous marquer que je n'ai pas eu réponse de MM. les commissaires sur les ordres que j'avais demandés concernant le sieur Luc Schiel, par rapport aux effets du sieur Rigby. Je suis persuadé cependant qu'une découverte eût beaucoup servi à l'autre.* »

L'absence de tout procès-verbal d'inventaire semble permettre de déduire que ces perquisitions ne donnèrent point les résultats que Mellier en escomptait. Il porte donc ces investigations sur d'autres points, fait dresser avec minutie l'inventaire des papiers

(32) Arch. mun. Nantes, HH. 207.

(33) *Id.*, *ibid.*

de Claude Maillard, le chicane sur la nourriture de « *filles embarquées dans la flûte LA BALEINE pour aller à Mississipi* » et le contraint à établir, pour justifier cet article, un dossier qui ne présente pas moins de vingt-six pièces. Il faut, au reste, convenir que les reproches de Mellier ne sont que trop justifiés, du moins en ce qui concerne le désordre des livres de ce sieur Maillard. C'est proprement un chaos où il n'est pas possible de se retrouver dans les articles enchevêtrés. Il faut louer le commis de Mellier qui réussit, après une laborieuse recherche, à établir que cette comptabilité est régulière, quoique presque impossible à établir par articles (34) ! Entre temps, on a fait l'inventaire des magasins de la Chézine en Chantenay et du Port-la-Vigne en Bouguenais. Ils ne contiennent que bien peu de choses : 24.894 livres de caurris ; et quelques paquets de peaux piquées ou dépréciées, dont le lot le plus important est constitué par trente-deux paquets de peaux de daim (35).

Mais Mellier demeure persuadé que Rigby et Law ont dissimulé à Nantes d'autres richesses de tout autre importance : « *La demoiselle Rigby, mande-t-il à M. Le Cordier, sœur de M. Rigby, prisonnier à la Bastille, est toujours ici avec le sieur de Charancé, qui gardent les meubles du sieur Rigby..., il y en a de précieux* (36). » Mellier est convaincu, et le dit, qu'ils cherchent à les négocier sous-main ; et il conviendrait, par un séquestre, d'empêcher la disparition de ce gage que des particuliers se proposent d'acheter. Surtout il signale une affaire de tout autre importance, puisqu'elle établirait, si elle était prouvée, que Law a dissimulé une somme de 100.000 écus sous le couvert d'un prêt fictif, négocié par surcroît à l'aide d'un prête-nom (37) : « *M. de Ridouard, ci-devant commissaire ordonnateur de la marine dans ce port, a prêté 100.000 écus en billets de banque en constitution de rente à M^{me} la comtesse de Rosmadec ; on prétend que c'est pour le compte de M. Law. Il serait bon d'en faire écrire à M. de Ridouard, à présent intendant de la marine à Dunkerque.* »

Toutes ces procédures, — comme celle ouverte avec les frères Savatier (38), de Saumur, pour régler un compte d'une vingtaine de mille livres, — témoignent de l'inlassable, de la débordante activité du maire de Nantes. Elles n'aboutissent, dans la pratique, qu'à des résultats presque dérisoires. Rigby sera relâché un peu plus tard, Rodollet le sera aussi ; — n'était-il pas moins coupable que son chef et susceptible de faire entendre sa plainte ? — Nulle trace ne demeure des ventes des biens saisis par Mellier

(34) Arch. mun. Nantes, HH. 208.

(35) *Id.*, *ibid.*

(36) *Id.*, HH. 209.

(37) *Id.*, HH. 207.

(38) *Id.*, HH. 210 (un dossier d'environ 100 pièces !).

et ses employés. Il est sensible qu'une volonté d'enterrer l'affaire se marque parmi ces directeurs financiers, d'Hardancourt et autres, qui tous ont plus ou moins participé à la gestion précédente et qui n'ont fait preuve d'une telle sévérité envers leurs anciens collègues que pour réaliser deux buts, l'un et l'autre atteints : déconsidérer l'ancienne société, et en obtenir ainsi la liquidation au tarif le plus bas possible ; prendre la place des prédécesseurs, ... quitte en somme à continuer, avec un peu plus de prudence, les mêmes errements.

Mais il n'a point échappé à l'observateur attentif et averti qu'est Mellier que, sur les ruines du système de Law, il est possible de réédifier une compagnie qui peut parfaitement prospérer. L'analyse à laquelle il vient de se livrer des documents de l'ancienne : pièces comptables et inventaires de vente, l'ont placé dans une situation unique pour arriver à des conclusions utiles. Il connaît, en effet, tout ensemble ses ressources et les vices de sa gestion ; et son opinion se formule dès le 18 mai, dans une importante lettre adressée à Ferrand : « *Le plan que je propose serait de fixer une époque au dernier de ce mois à tous les directeurs et commis de la Compagnie des Indes, tant à Lorient, à Nantes que dans les autres ports, pour fournir chacun en droit soit le recensement ou l'extrait distingué de tous les effets de ladite Compagnie qui sont en leur possession. Ces extraits seront par eux certifiés véritables et visés par les directeurs ou commis principaux et envoyés à MM. les commissaires du Conseil, ainsi que les états des effets embarqués dans les vaisseaux qui sont dans la rade et dans le port.*

« *Les états des navires en armement et celui des marchandises et effets qui y ont été embarqués et qui sont à la mer ou qui ne sont pas revenus du lieu de leur destination devraient être pareillement fournis et envoyés à MM. les commissaires, qui trouveraient à Paris ou bien feraient venir auprès d'eux des estimateurs non suspects pour faire sentir en général en quoi consistent les effets de ladite compagnie, sans préjudice de l'estimation judiciaire qu'on a décidé de faire sur les lieux. Il faudrait avoir des états des débris de la Compagnie par rapport à tous les armements et à tous les effets de ladite Compagnie, jusqu'à la même époque du dernier jour de ce mois.*

« *Et ensuite il conviendrait, Messieurs, d'assembler ce qu'il y a de négociants les plus riches et les plus intelligents dans ce genre de commerce, tant à Saint-Malo que d'autres villes maritimes, pour former une nouvelle Compagnie, à condition, entre autres choses, de prendre la charge des effets de la Compagnie actuelle suivant l'estimation particulière qui se fera dans les formes, sur les lieux, par vos commissaires, avec toutes les précautions requises, et en présence du directeur ou commis principal de la Compagnie, que je propose auquel on remettra en même temps*

les marchandises et effets au fur et à mesure de l'estimation (39). »

Cette lettre marque toute une orientation nouvelle dont on ne saurait exagérer l'importance. Pour la première fois, un document *nantais* propose de donner à un groupe où *Saint-Malo* aurait la prépondérance la gestion de l'affaire nouvelle. J'y vois volontiers deux raisons, l'une d'intérêt général ; l'autre — peut-être pas la moins forte — de convenances particulières. En 1721, le commerce de Nantes a précisé son orientation. Le port se spécialise dans la traite des noirs et les commerces accessoires ; l'Inde et les mers du Sud ne demeurent plus que des directions accidentelles, où les armateurs nantais n'engagent que leurs navires, détournés momentanément du « périple triangulaire » Guinée-Antilles-Nantes. Saint-Malo, au contraire, ne pratique que peu la traite ; les activités maritimes des deux villes, en divergeant et en se spécialisant, ne se combattent plus. Les Malouins, enfin, doivent à la pratique du commerce des Indes une supériorité technique qui n'échappe point à l'observation des Nantais les plus avisés. La solution la plus heureuse paraît bien, dans ces conditions, de s'intéresser à leur entreprise, au lieu de la contrecarrer et de se réserver les ventes pour lesquelles Saint-Malo ne peut guère être une concurrente (40).

Mais il est certain que Mellier attend aussi des profits familiaux du rapprochement malouin-nantais. Il a épousé une demoiselle de *Laurencin*, dont le frère est ce « *grand négociant de Nantes* » qui, nous apprend M. Sée, par l'inventaire des papiers de *Magon de la Balue*, « *participe [avec celui-ci] à d'importantes affaires. Il s'agit tout d'abord de l'achat des marchandises que doit vendre la Compagnie des Indes* (41) ». Nulle autre branche des *Laurencin* ne figure, en effet, dans les archives commerciales de Nantes à cette époque, et M. Sée n'a pas tort d'identifier celui-ci avec le subdélégué qui prendra, en 1730, la place de son beau-frère, récemment décédé. On devine, sans qu'il soit besoin d'y insister, l'intérêt que présentait, pour ces négociants aux affaires emmêlées, la présence à la direction des ventes du beau-frère de l'un d'eux ; et l'on conçoit que *Magon de la Balue* s'en remette à un homme si bien placé, puisque des gens comme Ferrand ou Feydeau de Brou n'en usaient point d'autre sorte et laissaient à Mellier le soin de suivre, au cours des ventes, les articles qui pouvaient leur convenir.

(39) Arch. mun. Nantes, HH. 209.

(40) Cf. SÉE, *Le Commerce maritime de la Bretagne au XVIII^e siècle* : « Saint-Malo, par sa situation même, regardait plutôt vers l'étranger que vers l'intérieur de la France ; ne se trouvant pas au débouché de rivières navigables, sans hinterland, le port était propre surtout soit à la course, soit au commerce de commission, soit aux expéditions du trafic interlope.

In *Mémoires et documents pour servir à l'Histoire du Commerce*, L. Hayem, IX^e série, pp. 131-132.

(41) SÉE, *op. cit.*, p. 4.

L'origine du rapprochement de Mellier avec le commerce malouin paraît devoir se placer à l'époque de son voyage à Lorient, en avril-mai 1721. Il lia avec Baillon une très solide amitié. Elle est attestée par une considérable correspondance qui n'est point toute d'affaires et qui survit à l'accomplissement de la besogne commune (42) : G. Mellier y a sans doute puisé, sur l'intérêt des deux villes, des idées plus saines que celles qu'il professait — en bon Nantais — jusqu'à ce moment. L'origine de cette orientation nouvelle aurait ainsi deux ou trois sources dont il est naturellement impossible de préciser les apports particuliers.

Il n'est pas douteux, par ailleurs, que Mellier a escompté quelque temps une situation personnelle dans la direction nouvelle de la Compagnie. A la fin de l'année 1721, il échange encore à ce sujet toute une correspondance avec Ferrand : « *Si l'on forme une nouvelle direction de la Compagnie des Indes, il y a toujours quelques fonctions dans ce port qui peuvent me convenir.* » Le trouve-t-on trop documenté, ou trop mince personnage au point de vue financier ? La réponse de Ferrand ne lui laisse en tous cas que bien peu d'espoir : « *On ne parle point encore de faire une nouvelle Compagnie. J'ignore, par conséquent, la forme qu'elle prendra et rien ne me paraît vous convenir dans cette régie* (43). »

En fait, Mellier ne jouera aucun rôle dans la gestion de la nouvelle Compagnie, ou pour mieux dire dans le *Conseil des Indes* qui, à partir du 30 août 1723, assurera la direction de la Compagnie qui, en régie ou par ses propres moyens, n'avait pas cessé de fonctionner. Son « *compère* » Baillon aura plus de chance ; mais c'est un capitaliste (44), et Mellier n'est qu'un fonctionnaire, assez pauvre, malgré ses apparentements. Les conseils que le maire de Nantes donnait dans sa lettre du 18 mai 1721 seront suivis en grande partie ; mais il ne figurera point parmi les douze directeurs nommés le 24 septembre 1723, et qui sont Baillon, Godeheu, d'Hardancourt, Morin, Despréménil, Raudot, La Franquerie, Mouchard, Deshayes, Castanier, Le Cordier et Fromaget (45). Il n'est pas interdit de penser que les attaques de Mellier contre La Franquerie et d'Hardancourt, entre autres, ne le servirent guère en l'occurrence. Il est logique aussi d'éprouver quelque inquiétude — rétrospective — sur la parfaite probité de ce conseil d'administration où voisinaient des commissaires de la Régie (*Le Cordier*) et des administrateurs de l'ancienne société (*La Franquerie*), voire des directeurs un moment inculpés

(42) Cf. Arch. mun. Nantes, HH. 208, 209, 212, 220, 221, et II. 24.

(43) *Id.*, HH. 209.

(44) C'est aussi un *Malouin*, et il représente dans ce Conseil les intérêts que cette ville possède toujours, quoique bien diminués, dans les affaires de la Compagnie. (Voir à ce sujet les comptes de *Magon de la Ballue*, cité par SÉE dans *Hayem*.)

(45) DERNIS, *op. cit.*, III, p. 550 (tableau).

(*Fromaget*). Par quelles complaisances secrètes, par quelles trac-tations financières, sur le dos de quels petits actionnaires avait-on cimenté cet accord ?

Mellier, en tout cas, ne retirait de son zèle que des appointements d'une réelle modicité. Le compte de ses opérations à Lorient et à la Chézine est liquidé à la somme de 4.700 livres, dont il convient de distraire les appointements du greffier (46), et il touchera en outre, en 1723, 322 l. 10 s. pour une expertise *Fillon-neau*. Encore Baillon lui mandera-t-il à ce sujet que « *le bon témoignage que j'ai rendu de votre zèle, lorsque l'occasion se présente de rendre service à la Compagnie, n'a pas peu contribué aux 30 livres par jour qu'on vous alloue* » (47).

On peut souscrire à la remarque mélancolique de cet administrateur plein de zèle, que la multiplicité croissante des affaires où on le commettait n'arrangeait en rien les siennes.

En était-il de même pour sa ville ? Certainement non. Le rôle joué par Mellier dans la liquidation de la Compagnie des Indes va déterminer pour elle de très appréciables avantages. Il est possible désormais de les résumer : la rivalité de Saint-Malo et de Nantes s'est atténuée au bénéfice des deux ports. De plus en plus Nantes tourne ses efforts vers les îles d'Amérique et laisse à Saint-Malo les autres trafics. Ce n'est là que le moindre bien. Plus important, quoique lui aussi secondaire, est l'avantage qui résulte pour les deux villes de la coopération de leurs capitaux. Mais surtout les ventes sont désormais toutes effectuées à Nantes ; l'habitude antérieure s'est renforcée, en effet, de ce chef que tous les inventaires de liquidation y ont été établis, et que la ville possède alors l'organisme complexe nécessaire à ces ventes en une époque encore si minutieuse en sa réglementation : salle de crie, magasins et docks, mais aussi et surtout bureau de marque, — pour les marchandises prohibées, — services de régie et de surveillance des contrebandes, inspection des manufactures étrangères, etc. (48). La Compagnie qui obtiendra en novembre 1723 le monopole de la vente du café, qui a repris celui de la vente du castor, un moment abandonné, a un intérêt évident à n'effectuer ses opérations qu'en une seule ville. De 1723 à 1733, Nantes aura ainsi le privilège exclusif des ventes de la Compagnie des Indes et en tirera de magnifiques profits (49).

(46) Arch. mun. Nantes, HH. 209.

(47) *Id.*, HH. 213.

(48) DERNIS, *op. cit.*, III, p. 625.

(49) L'excellente étude de SÉE et VIGNOLS sur les ventes de la Compagnie des Indes à Nantes (1723-1733), dans la *Revue de l'Histoire des Colonies* (1925), contient à ce sujet à peu près tout l'essentiel. Nous y renverrons le plus souvent, en insistant seulement sur quelques points qu'ils ont un peu laissés dans l'ombre.

V

LES VENTES A NANTES (1723-1733)

I. Importance de ces ventes. — II. Répartition des marchandises vendues. — III. Activité économique de Nantes au cours de cette période.

La nouvelle Compagnie des Indes, réorganisée en 1723, fit de la vente à Nantes, déjà devenue une habitude, une règle fixe, dont elle ne s'écartera plus, pendant onze ans : 1723-1733. Les raisons de ce choix étaient évidentes : MM. SÉE et VIGNOLS les résument ainsi, d'après le mémoire du commerce nantais de 1733 : « *Nantes est un marché infiniment supérieur au « port perdu » de Lorient. Les marchands du reste du royaume s'y rendront bien plus volontiers qu'à Lorient, à l'exception peut-être des marchands de coton, des épiciers et droguistes. Les étrangers qui achètent par commission et hors des ventes ne trouveront pas à Lorient des correspondants comme à Nantes. Les négociants en gros sont encore bien plus attachés à la place de Nantes par les facilités qu'ils y trouvent de conclure leurs achats dans les meilleures conditions, car ils peuvent charger les négociants nantais de faire des emplettes pour leur compte. Les marchands du reste du royaume trouvent à Nantes un séjour plus agréable et toutes les facilités de se livrer aux opérations de banque nécessaires : on n'y manque jamais de pouvoir se procurer des lettres de change sur n'importe quelle place. Puis on ne trouvera pas à Lorient, comme à Nantes, des négociants du cru, capables de traiter avec la Compagnie pour l'achat des marchandises invendues, qui s'élèvent souvent à plus d'un million de livres. Enfin, dans le port de Nantes, viennent une foule de navires étrangers qui prennent du frêt pour leur pays d'origine* (50). »

Il n'y a pas lieu de s'attarder, après ces deux auteurs, sur la situation exceptionnelle que conférait en effet à Nantes son site à l'embouchure du seul fleuve atlantique qui menait directement vers Paris, au débouché d'un pays riche en blé, en vins, en pierres de taille. Nous aurons à analyser un peu plus tard l'importance de Nantes comme place hôtelière. Mais il importe de mettre en évidence l'intérêt du transit étranger. Nantes a, dès cette époque, d'importantes colonies hollandaises, espagnoles, anglaises ou irlandaises. On y pratique l'échange de jeunes gens de bonne bourgeoisie ; des mariages scellent ces rapports commerciaux ; et de nombreuses raisons sociales du port sont constituées par

(50) SÉE et VIGNOLS, « Les Ventes de la Compagnie des Indes à Nantes », *Rev. de l'Histoire des Colonies françaises*, t. XVIII, 1925, p. 496.

l'association de deux firmes, l'une locale, l'autre étrangère (51). C'est ce qui explique qu'on est sûr d'y rencontrer toujours des frêts de retour et de pouvoir y négocier des lettres de change. Il y existe enfin un hôtel des monnaies, et le négoce des pièces étrangères entre pour une part importante dans les trafics du port et de la ville (52).

La vente des retours de la Compagnie va y être, comme de juste, une source de très abondants profits. La nouvelle Société témoigne en effet d'une activité qui s'atteste par l'importance et la régularité de ces retours. Bon an, mal an, les ventes vont atteindre, au port de Nantes, une dizaine de millions de livres. MM. Sée et Vignols ont reproduit à ce sujet un tableau du *Dictionnaire de l'Encyclopédie méthodique* (53). Les prix de vente en France qu'il fait connaître coïncident assez bien avec ceux que fournissent les procès-verbaux de vente conservés à Nantes. Il n'en est pas de même du nombre des vaisseaux, comme l'établit le tableau ci-contre, où j'ai porté, d'après les arrêts du Conseil d'Etat du Roi autorisant les ventes et les registres de celles-ci, le nombre total des navires de la Compagnie rentrés à Lorient ou à Saint-Malo entre 1723 et 1733 et dont les cargaisons furent vendues à Nantes (54).

Nous sommes loin, on le voit, de la vingtaine de navires que signale en moyenne le *Dictionnaire du Commerce* (55). L'explication qui semble la plus plausible est que ces chiffres font état non seulement des navires revenus au port, mais du mouvement total de la flotte de la Compagnie, y compris les départs et le commerce d'Inde en Inde. La flotte totale paraît être composée de trente à trente-cinq navires ; et la durée moyenne du voyage oscillait, pour les plus fins marcheurs, entre deux ans et demi et trois ans. Quant aux ventes, elles comprenaient non seulement les produits rapportés par les navires de la Compagnie, au compte de celle-ci, mais aussi les pacotilles des officiers et marins, autorisées en des limites variables, et enfin les ventes des prises réalisées par la marine royale ou de la Compagnie dans les eaux soumises à la juridiction de celle-ci. Certaines marchandises, au contraire, en étaient distraites pour être l'objet de ventes spéciales, notamment les cafés et parfois aussi les tabacs. C'est ce que permet d'établir

(51) Consulter sur ceci MATHOREZ, *Les étrangers en France sous l'ancien régime*, 2 vol., Paris, Champion, 1919, — et « Notes sur la Colonie hollandaise de Nantes », *Revue du Nord*, fév. 1913.

MANGER, *Les relations commerciales franco-hollandaises*, Paris, Champion, 1924.

MARTIN (GASTON), *La politique nantaise des subsistances*, P. U., 1924, ch. I.

(52) Consulter à ce sujet E. GABORY, *La Marine et le Commerce de Nantes au XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e*.

(53) En note de la page 492, *op. cit.*

(54) DERNIS, *op. cit.*, t. III, et Archives munic. Nantes, HH. 223, 224, 225, 226.

(55) 16 en 1730-1731, chiffre le plus bas ; et 26 en 1732, chiffre le plus haut.

ÉTAT DES NAVIRES AU SERVICE DE LA COMPAGNIE DES INDES
DONT LES CARGAISONS FURENT VENDUES A NANTES, DE 1723 A 1733

(Arch. mun. Nantes, liasses 223, 224, 225, 226)

N° d'ordre	NOM DU NAVIRE	ANNÉES D'ENTRÉE AU PORT DE LORIENT											NOMBRE total des voyages effectués
		1723	1724	1725	1726	1727	1728	1729	1730	1731	1732	1733	
1	Vierge-de-Grâce.....	1				1					1		3
2	Danaé.....	1				1			1		1		4
3	Bourbon.....		1					1					2
4	Diane.....		1							1			2
5	Atalante.....		1							1		1	3
6	Argonaute.....		1			1			1		1		4
7	Royal-Philippe.....			1					1		1		3
8	Lis.....			1			1			1			3
9	L'Union.....			1									1
10	Duc de Chartres.....				1					1		1	3
11	Neptune.....				1					1			2
12	Apollon.....				1								1
13	Sirène.....				1				1				2
14	Saint-Louis.....				1							1	2
15	Duc du Maine.....					1							1
16	Fortune.....					1							1
17	Africain.....					1							1
18	Junon.....					1							1
19	Hercule.....					1							1
20	Jupiter.....						1						1
21	Solide.....						1						1
22	Badine.....						1				1		2
23	Expédition.....						1						1
24	Mars.....							1		1		1	3
25	Jason.....							1			1		2
26	Mercure.....							1			1		2
27	Alcyon.....								1				1
28	Méduse.....									1			1
29	Galatée.....										1		1
30	Philibert.....											1	1
31	Dauphin.....											1	1
32	Duc d'Anjou.....											1	1
33	Griffon.....											1	1
34	Duchesse.....											1	1
35	Reine.....											1	1
Total des retours par année.....		2	4	3	5	8	5	4	5	7	8	10	61

la comparaison des sortes de prospectus dont, à chaque vente, la Compagnie inondait le pays. Ce sont de longues bandes étroites, imprimées à Nantes, chez P.-J. Brun, où sont inscrites à la file les marchandises et dont les liasses, inemployées, demeurent encore aux archives municipales. Chaque vente comportait deux de ces envois. Le premier suivait presque immédiatement l'inventaire de la cargaison ; le second était adressé dans les jours mêmes qui précédaient la vente, trois ou quatre mois après. Voici, pour l'exemple, les différences essentielles de deux qui furent imprimés en 1725. Le premier intitulé : « *Liste des Marchandises apportées*

des Indes par les vaisseaux LE ROYAL-PHILIPPE, LE LYS et L'UNION, appartenant à la Compagnie des Indes, arrivés à Lorient le 2 avril et 16 mai 1725 ». Le second porte l'en-tête suivante : « *La Compagnie des Indes vendra, argent comptant, dans la ville de Nantes, le 24 septembre 1725 et jours suivants, au plus offrant et dernier enchérisseur, en la manière accoutumée, les marchandises cy-après, apportées par les navires LE ROYAL-PHILIPPE, LE LYS et L'UNION.* »

Nous y remarquons : 1° que « 944.500 livres de caffés de moka, 6700 livres dito de l'isle de Bourbon, 890 livres tabac de ladite isle en andouilles, 27.737 livres de cauris », portées à l'inventaire d'avril-mai, ne figurent pas au prospectus de la vente en septembre ;

2° Que certaines marchandises n'ont plus en septembre les quantités énoncées trois mois avant, soit entre autres 100 livres d'encens, 1260 pièces de salempouris blancs, 1710 pièces de guinée bleue (sur 2860 apportées en tout) ;

3° Qu'inversement figurent au prospectus de la vente « 320 pièces halibanis, 140 pièces longuis, 70 pièces rastas, 4780 pièces katequis, 1920 pièces korates, 235 pièces chelles, 2980 pièces fottes, 280 pièces sottamoura, 80 pièces mogoïs, 415 pièces allegeas, 11 pièces sinkerques rayées de couleurs, 6 pièces mousselines brodées de couleurs, 1 lit de pequin peint, 115 pièces d'étoffes diverses et 3769 pièces chittes », dont on cherche vainement trace à l'inventaire d'arrivée (56).

Les tabacs et cafés ont été distraits de la vente, conformément aux prescriptions des arrêts qui instituaient le monopole de la vente pour ces produits ; il est vraisemblable que les pièces d'étoffes diverses en petite quantité sont les pacotilles des matelots qui n'avaient pas à figurer à l'inventaire du bord ; mais qu'ils avaient le droit de faire mettre en vente lors de la vente générale, pour bénéficier des enchères ; il en est sans doute de même du lit de pequin peint ; les sinkerques (*sic*), les mousselines brodées sont marchandises prohibées et doivent provenir de saisies chez des particuliers qui les avaient achetées de contrebande ou négligé de les faire marquer. Les cauris et les guinées ont été distraits par la Compagnie elle-même pour le commerce de Guinée (57). Nous serions un peu plus embarrassés pour nous expliquer la disparition de 100 livres d'encens sur 1300 livres apportées. C'est, il est vrai, une denrée périssable. Ce peut être aussi une matière dont la Compagnie ait cru pouvoir faire de petits cadeaux à certains de ses amis bien placés.

(56) Arch. mun. Nantes, HH. 224.

(57) Cf. Sur ce point SÉE et VIGNOLS, *op. cit.*, note 1 de la page 510, et aussi inventaire des Arch. munic. de Nantes, III, HH. 223, où on signale 106.000 livres de cauris ainsi enlevées à la vente.

Si l'on parcourt avec quelque attention ces multiples procès-verbaux de vente et si on les compare à l'état des marchandises sorties du port de Nantes à partir de 1730, époque où le Conseil de commerce en établit des listes précises, quelques remarques méritent encore de nous attarder. Les marchandises essentielles forment bien les catégories énumérées par MM. Sée et Vignols (58) : épicerie et drogues, soies brutes et étoffes de soie, cotons et toiles de coton, métaux, diamants, pierreries, bois et porcelaines, thé. Certaines marchandises, très fréquentes dans les sorties du port de Nantes, ne figurent à peu près jamais aux inventaires de ces ventes : *l'indigo* y est rare (59) ; *le cacao* toujours absent.

Or, Nantes a exporté :

En 1730, 521.085 livres poids du 1 ^{er} pour	1.179.191 l. 5 s. et	42.620 l. p. du 2 ^e pour	53.275 l.
En 1731, 484.670	— 969.340 l.	et 89.190 l. p.	— 160.542
En 1732, 205.500	— 513.750 l.	et 89.140 l. p.	— 124.796
En 1733, 273.932	— 684.830 l.	et 82.600 l. p.	— 123.900

La Compagnie des Indes n'est donc point son seul fournisseur ; et si l'on songe qu'indigo et cacao font partie de ces épiceries et drogues de la première catégorie, qui « *est surtout fournie par les Hollandais, qui en possèdent souvent comme le monopole* (60) », nous voyons combien les relations commerciales de Nantes avec la Hollande continuent d'être importantes en *trafic direct* ; et il est aisé d'en déduire une des causes qui achalandaient si bien sa ville : on y trouvait en même temps les produits de la Compagnie et ceux que celle-ci ne pouvait pas directement fournir.

La seconde remarque intéressante est relative aux métaux, pierreries, bois et porcelaines. Il convient de distinguer ici entre les bois d'œuvre (bois rouge, acajou, etc...) les bois médicinaux et les bois travaillés en coffrets et laqués ou dorés. Les premiers figurent toujours aux inventaires en quantités abondantes. Les seconds, comme les métaux et les laques, ne figurent guère qu'aux procès-verbaux de vente. Il semble que la Compagnie se soit, en dehors des porcelaines courantes, un peu désintéressée de ce commerce et l'ait laissé en grande partie à ses officiers, à *leur compte*, soit que l'arrimage délicat en fît surtout des objets de *pacotille*, soit qu'elle ait eu de ce chef quelques mécomptes, comme l'indiquait déjà en 1722 une lettre de *Mellier* à l'intendant *Feydeau de*

(58) *Op. cit.*, p. 510.

(59) Toutefois l'indigo provient en partie de Saint-Domingue. Cf. MAGON DE LA BALUE, en 1724. « *L'indigo de Saint-Domingue est ici de 3 l. 15 à 4 livres* », cité par SÉE, *Le Commerce de Saint-Malo*, p. 9. A Nantes, entre 1730 et 1735, son prix oscilla de 2 livres (1731) à 3 livres (1735). Arch. ch. Com. Nantes, C. 684.

(60) SÉE et VIGNOLS, *op. cit.*, p. 510.

Brou, lui signalant que, « *par suite d'une cabale des marchands de Paris pour faire tomber le prix des plus belles porcelaines, elles n'ont point été adjugées* (61) » et comme le confirme la lettre des directeurs du 25 novembre 1726, citée par MM. Sée et Vignols (62). En tout cas, les cabinets, les éventails, les « réchauds à fumer », les petites pagodes, les cabarets vernis, ne figurent à l'ordinaire qu'en quantités fort restreintes — quelques unités — alors que les tasses et soucoupes se vendent par lots importants (63).

Mais l'impression générale demeure que « *les ventes des Indes* » faisaient de Nantes, cinq à six semaines par an, un vaste bazar où se pressaient des acheteurs aussi divers que les marchandises qu'on leur offrait.

Nous avons sur ceux-ci d'assez importants renseignements et une fois de plus la correspondance de *Mellier* nous sera un précieux guide. Sans doute une bonne partie des ventes est réservée à la ville, et le mémoire de 1733 en précise même les catégories prenantes. Ce sont, en toute première ligne, les armateurs des Antilles. La Compagnie leur offre les cauris nécessaires à l'achat des nègres en Guinée ; les cotonnades grossières dont ils se servent aussi comme monnaie d'échange ; enfin certaines denrées coloniales, notamment le thé qu'ils portent, *via* Saint-Domingue, soit en Louisiane, soit aux colonies anglaises d'Amérique, en dépit des prohibitions et des risques. L'importance prise par la traite négrière au moment que nous étudions en fait de très importants clients qui ne supportent que mal la concurrence étrangère, se plaignent des restrictions apportées par la Compagnie à la mise en vente de certains lots, enfin sont fort prompts à se liquer contre les négociants étrangers. Il n'est guère douteux qu'ils jouissent de la protection des autorités locales. Certaines allusions de *Mellier* qui les prend, dit-il, « *sub ombra alarum* », indiquent assez qu'une impartialité très stricte n'était sans doute pas en ce cas sa vertu dominante. Eux non plus ne sont pas exempts du délit de coalition. Mais, de plus, ils usent de quelques pratiques, plus habiles que très loyales, qui font tourner à leur profit les hasards inhérents à la vente par lots. MM. Sée et Vignols ont noté que les marchandises venues des Indes formaient deux ventes distinctes, dont la seconde, *la petite*, comportait les marchandises qu'avait détériorées un long voyage en mer dans des navires de condition médiocre. Les lots qui composent chaque

(61) Arch. mun. Nantes, HH. 222.

(62) *Op. cit.*, p. 527. « Les tasses, les soucoupes et théières ont été adjugées à bon marché. Nous avons cessé la vente des plats et compotiers ; on les demandait au prix qu'ils coûtent à la Chine. »

(63) 1500 d'un seul lot adjugés à Gascon, de Lyon, à 37 livres le cent, en 1722 (Arch. mun. Nantes, HH. 222).

vente sont « *bénéficiés* (64) » par des experts arrimeurs-jurés du port de Nantes, amis, voisins, correspondants des acheteurs locaux. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner les avantages qui en résultent pour le commerce local. Il est au courant des bonnes affaires. Ne serait-ce pas là l'explication qui fait qu'en 1726, par exemple, la *petite vente* marche mieux que la grande ? Les Nantais n'achetaient pas chat en poche, et les étrangers avaient raison de demander à visiter les lots avant l'adjudication.

Le retrait de la vente n'est guère moins profitable aux locaux. Les marchandises non vendues sont reportées aux magasins de la Chézine ; ceux-ci comportent dans les maisons dont la Compagnie fit l'emplette en 1709 des entrepôts rapidement trop petits et des hangars de planches, abris provisoires, qui manquent d'étanchéité et de sûreté. En 1726 seulement, un vaste entrepôt sera construit en même temps que les quatorze maisons neuves du port d'Estrées (65). Il ne sera pas achevé de si tôt. Les toiles, les peaux, les épices entassées dans ces baraques se détérioraient assez vite. Force est de les vendre à l'amiable pour ne pas tout perdre. Les négociants nantais se trouveront à point nommé pour réaliser ces transactions dont l'importance n'est pas négligeable, puisque souvent les invendus dépassent le million (66).

On conçoit l'intérêt qu'il y a, même pour les étrangers, à avoir des correspondants nantais. Aussi trouvons-nous dans la ville une seconde catégorie de négociants acheteurs : ce sont les courtiers et entreposeurs. Ceux-ci disposent aux alentours de la Fosse et dans les quartiers neufs de l'île Feydeau de magasins mieux aménagés, plus au sec, moins sujets à être dévalisés que les entrepôts insuffisants de la Compagnie. Rue Kervégan (67), quai de la Fosse, dans toutes les rues qui tombent en descentes raides et rectilignes vers le quai, les maisons construites alors — ou un peu plus tard — nous montrent encore aujourd'hui, au-dessous de la maison un peu surélevée, ces vastes caves de pierre de taille bien jointoyées, dallées, spacieuses, fraîches, aérées de soupiraux grillés qui ne conviendraient que mal à loger des futailles, — et quels chais dans un pays de médiocre importance viticole ! — mais qui furent autant de magasins aux heures de grand trafic. On vous y montrera même, pour peu qu'on y insiste, les anneaux de la muraille où l'on attachait les nègres ! Opération difficile, puisque ceux-ci n'étaient *jamais* amenés de Guinée en Europe,

(64) *Lotis* de manière à les rendre sensiblement équivalents ; à la fois *répartis* et *appariés*.

(65) Arch. mun. Nantes, HH. 224, lettre de Mellier à Ferrand. C'est l'actuel emplacement des *Magasins généraux*, dont partie est de cette époque.

(66) 1.500.000 livres en 1727, d'après la correspondance de Mellier (Arch. mun. Nantes, HH. 225).

(67) Nom actuel.

mais qui permet de saisir derrière la légende déformatrice la survivance du souvenir des richesses qui s'y accumulèrent entre deux voyages.

Aussi les négociants étrangers sont-ils toujours heureux d'avoir à Nantes des correspondants au moment des ventes ; et la correspondance de Magon de la Balue est bien caractéristique à cet égard (68). Elle établit que les Nantais qui se chargeraient de semblables commissions en pouvaient attendre de très sérieux bénéfices et qu'on se disputait leur entremise (69) ; surtout si, comme ce Laurencin, correspondant de Magon, ils n'occupaient pas seulement un rang honorable dans le commerce local, mais encore étaient liés par des liens de parenté avec les autorités (70). La classe des courtiers prend dès lors à Nantes cette importance qu'elle devait conserver jusqu'à la Révolution et qui devait alors déclencher contre elle les haines des sociétés populaires, les invectives et les mesures du représentant *Carrier*.

Mais il est une troisième catégorie d'acheteurs locaux, moins importants, mais plus pittoresques peut-être. Ce sont d'abord tous les bourgeois aisés qui vivent de leurs rentes ou du revenu de quelques terres franches achetées dans le pays vignoble, vers Saint-Sébastien ou Rezé, au grand dam des autochtones, sur qui retombe, du chef des franchises urbaines, une très lourde augmentation de tailles (71). Malgré que le numéraire soit rare à Nantes dans les années qui suivent le krach de Law et alors que la guerre d'Espagne réduit fort l'arrivée des piastres, ils ne consentent point à limiter leurs dépenses. « *Je ne puis comprendre*, écrit en 1725 Mellier à Ferrand, *nonobstant la rareté des espèces qui est infinie, qu'il se trouve tant de gens disposés dans cette ville à faire des achats considérables des marchandises des Indes qui ne sont pas absolument nécessaires à la vie* (72). » D'autres sont les intermédiaires bénévoles ou intéressés d'amis qui désirent trouver aux sources quelques bribes de ces richesses exotiques. En faut-il d'autres exemples que les commissions dont l'intendant lui-même chargera le maire de Nantes de 1723 à 1729 ? En 1723, 1113 livres 19 sols de porcelaines diverses ; en 1724, des mouchoirs et deux pièces de masulipatam ; fin 1725, « *Je me chargerai avec plaisir*, écrit ce maire vraiment tout dévoué à son chef, *de chercher après ces fêtes un jeune et petit perroquet que vous désirez*,

(68) SÉE, *Commerce de Saint-Malo*, pp. 4-5.

(69) SÉE, *ibid.* — Un certain Le Mercier se propose aussi de « *se lier* » avec Laurencin pour une somme de 100.000 livres ou même de 300.000 ; mais Magon veut qu'« il n'y ait pas de partage », que Laurencin « ait la direction de tout. »

(70) Laurencin était le beau-frère de Mellier, le maire, et le parrain d'un de ses enfants (Arch. mun. Nantes, II. 22).

(71) Cf. à ce sujet : Arch. mun. Nantes, AA. 20, la supplique des gens de Saint-Sébastien contre les bourgeois de Nantes. Ils furent, du reste, déboutés.

(72) Arch. mun. Nantes, HH. 224.

et avant de l'acheter, j'aurai l'honneur de vous rendre compte de sa figure et du prix. Il sera mieux de le faire instruire à Paris ; mais il ne conviendrait pas de l'envoyer dans une saison si rude (73) ». En 1727, c'est du réassortiment « d'un très beau meuble de satin brodé et de damas » qu'il est convié à s'occuper, et l'échantillon du modèle demeure encore, d'un très beau jaune bouton d'or à peine fané, épinglé dans la liasse des archives municipales ! (74). Les « regrattiers » qui tiennent boutique à la Fosse, ou autour de la place du Change, forment un autre type d'acheteurs locaux. Ils ne s'attaquent pas aux lots de la *grande vente*, dont les prix dépasseraient leurs moyens, mais se disputent les marchandises en partie avariées de la *petite* ; ils sont également de bons clients pour le bric-à-brac disparate des pacotilles. Quelques extraits de la correspondance de Mellier en dessinent sur le vif de pittoresques croquis. Tels ces deux rivaux pour la place de commissaire : les sieurs *Cicogne* et *Dumur* qui, pour achalander leurs boutiques, imaginèrent le premier « d'habiller sa chienne en damoiselle [et de la] donner, sur sa boutique, en spectacle au public », et le second « d'y avoir « des singes qu'il habillait en moines », à la grande indignation de son vertueux concurrent, un peu trop intéressé seulement pour qu'on lui puisse accorder toute créance (75). On reconstitue ainsi, par touches menues, dans des pièces d'origines diverses, le vrai visage de la cité ; ses sombres petites boutiques à auvents qui se pressent autour du quartier Sainte-Croix, ou se cachent dans les rues à escaliers larges à peine de quelques pieds par où la Fosse se relie à la ville haute : tous les débris des grandes cargaisons y trouvent leur placement, ces « petites boîtes de sapin noirci contenant un Chinois assis sur un dragon de vermeil doré », ces « urnes bleues et blanches où sont des acharres confites au vinaigre » », ces « éventails » à une livre l'un, et ces « boîtes d'encre de la Chine où il y a six bâtons » (76) ; toutes médiocres qu'elles soient, ces épaves insinuent jusque dans la population modeste, des maîtres artisans et des bourgeois moins aisés, le goût et l'habitude d'un exotisme dont des bribes encore se retrouvent aux éventaires de leurs successeurs spécialisés. Et seule une grande ville était susceptible ainsi de ne rien laisser perdre des produits si disparates que chaque vente déversait sur la France.

Mais si ces commerçants de détail achèvent, pour ainsi dire, de nettoyer les cargaisons, ils n'entrent pas en concurrence avec les grands courtiers que les places du royaume ou de l'étranger envoient à Nantes à chacune de ces occasions. Une lettre de

(73) Arch. mun. Nantes, HH. 224.

(74) *Id.*, *ibid.*

(75) *Id.*, II, 26.

(76) *Id.*, HH. 221, 222, 223.

Mellier, de 1727, nous apprend que, pour la vente des huit navires arrivés en cette année, « *il y a cinq cents ou six cents marchands venus ici pour acheter. Il y aura pour 10 à 12 millions de marchandises* ». Dans une ville dont la population est alors d'environ 45.000 habitants (77), ce n'est pas un mince apport ; d'autant plus que ces cinq cents ou six cents marchands ne manquaient pas d'être accompagnés de quelque domesticité, parfois aussi de leur famille, et qu'ils y séjournaient d'un mois à six semaines.

Presque toutes les villes commerçantes du royaume y sont naturellement représentées ; Paris y vient chercher des objets assez variés, des porcelaines en particulier, des étoffes œuvrées : mouselines, soies rayées, mouchoirs en pièces ; des drogueries aussi : bois médicinaux, encens, aloès, rhubarbe ; sur ce point particulier, ses marchands ont à subir la concurrence de ceux d'Orléans, qui semblent avoir usé de la situation de leur ville, à l'extrémité du trafic fluvial sur la Loire, pour en faire un vaste entrepôt. Ils en assurent la prospérité par une sévérité douanière qui, par moments, décourage leurs rivaux (78). Nombre de marchands de la capitale sont aussi de cette catégorie, qui rappellerait notre moderne export-import ; ils achètent tout ce qui se présente à bon prix, pour le revendre ensuite à bénéfice aux détaillants incapables de faire les fonds de lots trop considérables (79).

Les autres villes paraissent davantage spécialiser leurs achats. Lyon et Tours envoient surtout leurs négociants chercher de la matière première en soie grège et aussi des pièces confectionnées dont ils redoutent la concurrence et qu'ils tentent de monopoliser ; les villes méridionales : Toulouse, Montpellier, Bordeaux même et Limoges s'intéressent particulièrement aux étoffes et aux cotonnades ; Saint-Malo y cherche des produits divers dont il alimentera son cabotage ; il en est de même des petits ports côtiers, tout particulièrement de Morlaix ; et le nom de *Surcouf* paraît fréquemment parmi ceux des principaux acheteurs ; comme, du reste, celui d'un *Cambronne*, négociant à Paris, qui, fixé à *Saint-Sébastien-lès-Nantes* un peu plus tard, marque les origines nantaises du futur général de Waterloo.

Quelques-uns de ces marchands appartiennent à la religion israélite. Ils sont assez nombreux pour faire interrompre la vente les jours de Sabbat (80) ; beaucoup appartiennent au com-

(77) D'après HUET, *Recherches statistiques* (Nantes, in-4°, Malassis, an XI), la population de Nantes était de 41.499 habitants en 1720 et de 46.278 en 1740. Cette précision paraît un peu excessive.

(78) Cf. SÉE et VIGNOLS, *op. cit.*, p. 227. « Les marchands de Paris n'en ont point acheté..., ils disent qu'ils ne veulent plus être exposés aux procès des fermiers d'Orléans. »

(79) SÉE et VIGNOLS, *op. cit.*, p. 525.

(80) Cf. SÉE et VIGNOLS, *op. cit.*, p. 527, et L. BRUNDSCHWIG, « Les Juifs de Nantes et du pays nantais » (*Rev. des Etudes juives*, 1890).

merce local ; des noms typiques (Salomon, Schederlin, etc.) de négociants allogènes prouvent qu'ils n'en étaient pourtant pas tous. Il n'apparaît pas, au surplus, que cette question de race ait influé en quoi que ce soit sur la marche des transactions, malgré les vexations dont ils furent l'objet à plusieurs reprises et la tendance des pouvoirs publics de les rendre responsables des entraves apportées aux transactions (81).

Moins nombreux sont les marchands étrangers qui viennent en personne aux ventes ; il ne s'en passe guère, cependant, sans qu'on y rencontre un ou deux genevois, et notamment *Ogier* (82), acheteur d'étoffes et de fourrures, souvent aussi des Hollandais. Un conflit éclatera entre l'un de ceux-ci et des marchands d'Orléans, en 1726, à l'occasion d'un lot de rhubarbe (83). Il n'est pas sans intérêt de noter au passage que certains de ces acquéreurs ont des noms bien français, tels *Michel* et *Labat*, cités comme témoins en la précédente affaire.

Mais il est sensible que le nombre des marchands étrangers est bien moins élevé que ne le semblerait devoir comporter l'importance de leurs transactions. On ne s'en étonnera que peu si on songe à l'importance des colonies étrangères fixées à Nantes. Des documents importants sont fournis à cet effet par le dossier des archives municipales consacré au sieur *Vanherzeele* (84). C'est un négociant dont la fortune est estimée 400.000 livres et qui s'est fait naturaliser Français aux alentours de 1715 ; il a, de surcroît, abjuré le protestantisme, mais sa religion demeure plus que suspecte, et il a dû soutenir un long procès (1715-1726) pour être envoyé en possession de son patrimoine, que l'Etat veut confisquer comme bien de « réfractaire ». Cette même année 1726, il rompt la communauté commerciale qui l'unissait à Pierre Vanhamel, dont le nom ne laisse non plus guère de doute sur l'origine, et sollicite pour sa femme un passeport, afin qu'elle se rende en Hollande pour leurs *affaires commerciales*. Le rapport favorable de *Mellier* qui accompagne cette supplique nous fait connaître : 1° que *Vanherzeele* est retenu à Nantes par les ventes de la Compagnie des Indes ; 2° qu'il possède plusieurs vaisseaux hollandais dont le mouillage se trouve au quai de la rue Dos-d'Ane, en face de sa propre demeure ; 3° qu'il est constant qu'il a coutume de se livrer à ces voyages nécessaires.

Les Hollandais avaient donc sur place mieux que des courtiers, des associés, et point ne leur était le plus souvent besoin de se déplacer. On pourrait faire de toutes semblables remarques avec

(81) Cf. notamment lettre de *Mellier* à propos de la vente de 1728 (Arch. mun. Nantes, HH. 225).

(82) *Id.*, HH. 221.

(83) *Id.*, HH. 224.

(84) *Id.*, HH. 649.

les Ecosçais, tel *Macnemara*, impliqué en 1715 dans une affaire de fraude (85) ; les Irlandais, comme ces *Barnwall*, dont l'un fut, en 1664, actionnaire à Nantes de la première Compagnie des Indes et dont le fils épousa en cette ville une demoiselle Le Lasseur du Ranzay, et dont la descendance devait par la suite se retrouver à Toulouse, alliée au président Daguin (86). De même, les *Darquistade* continuent d'être mi-Espagnols, mi-Nantais, les *Hummel* ou les *Schweighauser* ont à la fois une branche alsacienne et une branche nantaise, par quoi se nouent les affaires entre les deux pays auxquels ils appartiennent.

Cette esquisse des transactions nantaises demeurerait par trop incomplète si nous n'y mentionnions enfin les multiples contrebandes auxquelles donnaient lieu les prohibitions qui frappaient une partie importante des marchandises venues des Indes. Celles-ci, que les états de vente portent au chapitre III (87), sont constituées par diverses variétés d'étoffes connues habituellement sous le nom d'indiennes et qui, achetées à Nantes, devaient être entreposées pour être réexportées sans pénétrer dans le royaume. Nombre d'autres, non prohibées, étaient soumises à la marque, dont les opérations complexes n'allaient pas sans frais assez lourds, compte tenu surtout des droits y afférents. Aussi la tentation était forte de se soustraire à ces droits. L'intensité de la contrebande s'atteste justement par le nombre élevé des procès qui furent instruits en cette matière et par la gravité des peines appliquées aux contrevenants (88). C'est ainsi qu'en 1721 une ordonnance de l'intendant, rendue à Rennes, condamne la demoiselle *Deschamps*, vue sur la place des Lices ; la femme du sieur *Mollien*, apothicaire, *aperçue dans sa boutique* ; et neuf autres dames de Rennes, revêtues de robes en étoffes prohibées, à 3.000 livres d'amende *chacune* et à la remise desdites robes, qui seront brûlées par l'exécuteur de la haute justice (89).

Un procès important, celui des frères *Colleno* (90), qui se déroula à Nantes quelques années auparavant (1712-1714), nous apporte toutes les précisions utiles sur les méthodes employées. C'était alors que les navires venus des Indes stationnaient en Loire que les fraudeurs agissaient ; ils attendaient que les vérificateurs-jurés eussent apposé les plombs de marque aux doubles armes du royaume et de la Compagnie (91), puis confectionnaient

(85) Arch. mun. Nantes, HH. 259.

(86) *Id.*, HH. 199, et Arch. dép. Haute-Garonne, E. 27.

(87) Cf. SÉE et VIGNOLS, *op. cit.*, p. 506.

(88) Arch. mun. Nantes, HH. 250 à HH. 272.

(89) *Id.*, HH. 266.

(90) *Id.*, HH. 259 à HH. 265.

(91) De nombreux modèles en figurent aux Archives municipales de Nantes, HH. 222-226, et ils ont été décrits par SÉE et VIGNOLS, auxquels, une fois de plus, nous renvoyons (note 1, page 509).

des ballots de marchandises licites et en remplaçaient à bord du navire les pièces de contrebande, qu'ils pouvaient ainsi débarquer sans grands risques. D'autres fois, les fraudeurs s'efforçaient d'obtenir la marque par toutes sortes de corruptions ; et le sub-délégué *Mellier* eut à connaître d'une affaire où un certain *Trois-dames* avait consenti à apposer de fausses marques pour les beaux yeux de la femme d'un fraudeur, dont il s'était amou-raché (92).

Les commis de la ferme royale et les sergents de la ville de Nantes eurent de ce chef une recrudescente de besogne quand les arrivées se multiplièrent. Ce sont surtout les revendeurs du quartier Sainte-Croix et du faubourg du Marchix qui paraissent avoir été les clients de ces contrebandiers, parmi lesquels figurent en majorité des capitaines caboteurs, qui transbordaient les marchandises de Lorient à Nantes, et... les agents de la Compagnie ; ce ne sont que contraventions contre des marchands tailleurs, des marchands « au caroir de la place Saint-Nicolas », des marchandes de la rue du Moulin. Deux de celles-ci, les demoiselles *Piron*, méritent une mention particulière, tant par le nombre des procès-verbaux dont elles furent les bénéficiaires que par l'âpreté de leur résistance aux commis. Nous y apprenons, en effet, qu'à l'arrivée des vérificateurs elles se mirent à crier : « *Au voleur ! à la force !* » et, prenant « *un commis à la gorge, un autre à la boutonnière, la main levée sur son visage, un troisième par la perruque, elles les firent tomber sur des ballots* ». Chassées du seuil, elles se barricadèrent dans l'arrière-boutique ; et tandis que Louise, l'aînée, « *derrière son rempart, disputait l'entrée aux commis avec des menaces* », la cadette, Françoise, cachait les marchandises litigieuses. Et cette résistance héroïque ne se démentit point un instant, puisque, au moment où les visiteurs voulurent dresser leur procès-verbal, les deux mercières obstinées « *jetèrent le cornet de leur écritoire à bas, et plusieurs pièces de marchandises sur leur papier pour les empêcher d'écrire.* » Peut-être est-ce à l'énergie de cette défense qu'elles durent de s'en tirer cette fois avec 30 livres d'amende et la confiscation d'un morceau de taffetas des Indes, qu'elles prétendirent être, au demeurant, du « *gros de Naples* » acheté à un marchand de Lyon (93).

Il n'apparaît pas que ces visites, ces amendes, ces confiscations aient empêché les Nantaises de se vêtir d'étoffes prohibées ; et les demoiselles de *Santo*, *Souchay*, épouse *Darquistade*, veuve *Le Roy*, ont dû aux procès-verbaux qu'on leur dressa en ces circonstances ce sort enviable pour des coquettes de faire conserver jus-

(92) Arch. mun. Nantes, HH. 261.

(93) *Id.*, HH. 267.

qu'à nos jours le souvenir de leurs robes de chambre d'indienne, « *toile peinte, fond blanc parsemé de fleurs rouges, doublée de soie bleue* » ; « *fond blanc à grands ramages rouges et bleus* » ; *fond blanc à petites fleurs rouges* (94) ». Du moins ces détails donnent-ils une impression assez précise de la vie quotidienne de la ville, où s'agitaient dès lors tant d'intérêts et tant d'affaires.

Cet afflux ne pouvait manquer d'avoir sa répercussion sur l'enrichissement de la cité. Il nous reste à essayer de dégager l'essor économique pris par Nantes au cours de ces années fructueuses.

La mise en train d'une vente était déjà, nous le savons, une grosse affaire ; les arrêts du Conseil en déterminaient l'importance et en fixaient l'inventaire ; puis, les commissaires envoyaient leurs prospectus, doublés parfois de circulaires adressées au moins dans les subdélégations voisines. Dès ce moment, Nantes devenait le centre d'un important trafic bancaire. Les ventes, en principe, se faisaient au comptant. Bien qu'il se produisît toujours des accommodements à cette clause, trouver les capitaux n'était pas, d'ordinaire, chose aisée. *Mellier*, en 1721, parle de la peine qu'il eut à constituer dans un délai réduit un fonds de 90.000 livres or, destinées à la Compagnie ; les particuliers éprouvaient d'ailleurs encore cette gêne. Les banquiers nantais tiraient de cette circonstance le plus clair de leur trafic. Ils escomptaient le papier de commerce sur l'étranger, négociaient avec la monnaie de Nantes l'argent et l'or apportés par les navires (spécialement des piastres espagnoles), consentaient enfin des avances sur marchandises, à un taux assez élevé (8 à 12 ½ %). Il semble bien, du reste, comme l'ont pressenti MM. Sée et Vignols, que dans ces opérations les marchands étrangers n'aient pas toujours été traités avec justice (95). La collusion entre les banquiers de Nantes et la Compagnie est probable, sinon certaine. C'est ainsi qu'en 1728 la Compagnie, après avoir fait annoncer qu'elle accepterait en paiement les lettres de change sur *Cadix* et *Madrid*, annule au dernier moment cette clause, prétexte pris que « *le roi d'Espagne ayant fait une augmentation sur les espèces de son royaume, la Compagnie aurait subi, de ce chef, une perte de 11 % sur ces lettres* ». Une protestation collective

(94) Arch. mun. Nantes, HH. 266.

(95) SÉE et VIGNOLS, *op. cit.*, p. 532. — « Il n'est donc pas étonnant que les négociants et fabricants s'entendent souvent, se coalisent, forment des cabales, comme disent les agents de la Compagnie, pour obtenir aux enchères les plus bas prix possible. Nous n'avons entendu qu'un son de cloche ; ce sont des lettres de négociants qui, seules, pourraient nous dire si leurs transactions de la Chézine, à Nantes, leur ont été réellement avantageuses. » On peut, certes, en douter, quand on voit par exemple *Souhigaray* protester par lettre contre ce fait qu'un directeur de la Compagnie, le sieur *Morin*, charge un homme de paille, *Behotte*, de pousser au maximum le prix des goinmes. (Arch. mun. Nantes, HH. 223.)

des négociants étrangers accueillit cette décision qui les contraignait à subir les conditions de la finance nantaise ou à renoncer à des achats pour lesquels ils avaient fait un long et onéreux voyage ; et *Mellier* dut user de toute son autorité « *pour imposer silence aux Juifs et autres étrangers venus ici, qui murmuraient de ce qu'on altérerait des conditions précédemment rendues publiques* » (96).

Dès ce moment, le trafic des capitaux constitue à Nantes une branche accessoire, mais importante, du trafic local. Tous les gros armateurs, tous les grands drapiers sont également banquiers. C'est une des raisons les plus certaines du développement de ces firmes mixtes dont nous analysons un peu plus haut les nombreux exemples. C'est à leur situation internationale, en effet, que les *Riedy et Turninger*, les *Davelooze*, les *Vanherzeele*, etc., etc., doivent les facilités qu'ils rencontrent pour écouler leur papier sur des places commerciales comme *Londres*, *Amsterdam* ou *Cadix*, où ils sont propriétaires de comptoirs, en même temps qu'à Nantes. De là l'animosité fort vive qui anime ces négociants contre les agents de change pourvus de charge et les courtiers interprètes. Ils les accusent de fausser le cours des changes par de fausses nouvelles et d'être les profiteurs oisifs du travail de tout le commerce maritime (97).

Les ventes atteignant 10.000.000 livres en moyenne par an, on voit quelle importance présentait dans l'ensemble l'escompte des effets de commerce, nécessaires à ces transactions.

Mais Nantes doit aux ventes de la Compagnie d'autres motifs d'enrichissement. Elles contribuent d'abord à en faire une grande place hôtelière. Ce n'est pas, en effet, une petite affaire, pour une ville de 45.000 âmes, que de recevoir et héberger chaque année, durant sept ou huit semaines, cinq cents ou six cents négociants aisés, aimant à bien vivre, accompagnés de quelque domesticité. Les auberges et hôtels de Nantes : *le Pélican*, *le Grand-Monarque*, *l'Hôtel d'Henri IV*, se montrèrent capables de remplir le rôle qui leur incombait. Il n'est pas douteux que la gestion de *Mellier* y fut aussi pour quelque chose. Cet administrateur habile sut comprendre qu'il y avait intérêt pour la cité à bien traiter ses hôtes de passage. Il multiplia les précautions pour qu'ils ne fussent ni volés ni maltraités ; il y réussit, s'il faut en croire la réputation que soixante ans plus tard avaient encore les hôtels de Nantes, qu'*Arthur Young* déclare les meilleurs de France. Il y eut toute une réglementation de police établie à l'occasion de ces ventes annuelles. Tout y est réglé, depuis le prix des denrées jusqu'à celui des chaises et la police de la rue, tout spécialement inquiète des mauvaises habitudes

(96) Arch. mun. Nantes, HH. 225.

(97) Arch. Ch. com. Nantes, C. 667.

des laquais et des écoliers (98). Les hôtels n'auraient pourtant pas eu cette apparence cossue et ces tables confortables s'ils n'avaient eu acquis d'abord de l'aisance par le trafic qui s'y faisait.

C'est à une même origine que se rattache la prospérité dont jouissent dans l'ensemble les petits artisans établis à leur compte et ceux qui vivent des à-côtés des ventes : manutentionnaires divers, arrimeurs, gabarriers, portefaix, etc... L'une de ces corporations, celle des portefaix, attestera sa vitalité par l'importance de ses exigences. Convaincue du délit de coalition, dans le but de faire monter les tarifs de déchargement, elle n'hésitera pas à recourir à la grève pour faire pression sur le pouvoir ; et des contraventions, suivies de sérieuses amendes et de l'emprisonnement du syndic de la confrérie, viendront seules à bout de son opiniâtre résistance (99). Le prix d'achat des maîtrises dans les divers corps de métier de luxe (orfèvres, drapiers, selliers, coffretiers, merciers de fin, etc.), dont l'accroissement entre 1700 et 1730 va en général du simple au double ou parfois au triple (100), est enfin l'indice le plus sûr de cette prospérité générale du commerce de détail.

Le progrès du commerce maritime est beaucoup plus important encore. Si Nantes ne participe pas au commerce des Indes, elle en tire, en effet, un bénéfice immédiat pour son commerce des îles : les *cauris* (101), les *guinées*, certaines autres étoffes utilisées comme matières d'échange avec la côte occidentale de l'Afrique, se trouvent à Nantes à pied d'œuvre, alors que les Rochelais doivent en payer le port de Nantes à leur ville ; économie de temps, de transbordement et d'argent au bénéfice du port de la Loire ; cette progression de la traite, si sensible à partir de 1725, a certainement été aidée du fait que les Nantais la pouvaient faire à meilleur compte que tous les autres.

Une fois qu'ils auront dû à ces circonstances l'établissement du trafic à leur profit, ils auront moins de peine à y conserver leur suprématie ; leurs capitaines connaîtront, en effet, les traitants de Guinée, y auront des sortes de correspondants, y noueront même d'étranges amitiés (102). Ces habitudes commerciales prises, la disparition des ventes à Nantes en contrariera beaucoup moins le commerce maritime qu'elle ne l'eût fait quelques années auparavant.

(98) Voir notamment *Actes de la mairie Mellier*, t. III, pp. 102, 104, 165, 170, 185.

(99) Arch. mun. Nantes, FF. 209 à 211.

(100) Cf. PIED, *Les anciens corps d'Arts et Métiers de Nantes*, 3 vol. in-8°, 1903.

(101) Coquillages utilisés comme monnaie.

(102) Ne vit-on pas des roitelets nègres confier leurs fils à des capitaines nantais pour leur faire faire en France une éducation grassement payée ! (Arch. Ch. com. Nantes, C. 741-742.)

Mais il n'y a pas que le trafic des îles qui gagne à la vente de la Compagnie. Nantes, devenue un vaste entrepôt, voit d'abord croître d'autant son trafic fluvial. Seule voie par où s'écoulent les marchandises destinées, en amont, à *Tours* (soie), *Orléans* (étoffes et épicerie), *Paris* (diverses) et *Lyon* (soieries), et en aval au littoral breton et vendéen, le port de la Loire ouvre aussi ses quais à beaucoup plus de navires étrangers. Nous avons vu par la procédure *Vanherzeele* (103) qu'un bras de la Loire, à peu près du confluent de la Sèvre Nantaise jusqu'au quartier de la grande et de la petite Biesse, était virtuellement un port hollandais ; l'extrémité de la grève de la *Saulzaie*, sur laquelle on construit alors les vingt-quatre maisons neuves et le quai que sut obtenir des riverains cet édile de génie qui s'appelait *Mellier*, reçoit le nom, si typique, de *Petite-Hollande*. Le mouvement des entrées et des sorties croît presque d'année en année. Il donne, d'après Huet, en 1729, les chiffres suivants (104) :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	DIFFÉRENCE	
			en +	en —
Angleterre	622.527 l.	313.212 l.		309.315 l.
Hollande.....	984.341	3.498.769	2.514.428 l.	
Pays du Nord...	364.065	2.287.961	1.923.896	
Espagne.....	402.108	285.685		116.423
Portugal.....	63.734	105.199	41.465	
Colonies (non comprises les Indes)	7.383.840	9.820.615	2.436.775	
	9.820.615	16.311.441	6.916.564	425.738

Soit donc une balance favorable de 6.916.564 livres.

Si l'on compare par ailleurs ces chiffres avec ceux que nous avons établis pour 1714, et qui ne visent que les sorties, nous y constaterons les faits suivants, tout à l'avantage du commerce nantais. Il n'y a eu de diminution d'exportation qu'avec l'Angleterre (et insignifiante : 880 livres) et avec l'Espagne : 21.193 livres (peu considérable, elle aussi) ; et le chiffre global est passé de 4.024.345 l. 10 s. à 16.311.44 livres : une augmentation de plus de 10 millions de livres, dont les postes les plus importants avec les îles sont, de loin, ceux qui concernent la Hollande et les pays du Nord : 3 et 2 millions de livres.

Un essor industriel correspond enfin à cet épanouissement com-

(103) Arch. mun. Nantes. *op. cit.*

(104) HUET, *op. cit.*, tableau III de l'appendice.

mercial. On y peut distinguer trois catégories qui, de la moins importante à la plus essentielle, sont : 1° les petits métiers parasites de la vente elle-même ; 2° les professions nées de la manipulation des objets et de l'organisation de leur transport ; 3° les industries locales nées de la transformation des matières brutes ou demi-œuvrées apportées par les retours.

Les premiers de ces métiers : marqueurs, vérificateurs, contrôleurs des fils, arrimeurs, ont plus d'intérêt pittoresque qu'économique. Beaucoup ne nécessitent aucune main-d'œuvre spécialisée ; les lettres de *Mellier* nous font ainsi connaître qu'on prend au *Sanitat* des enfants, surtout des filles, pour fixer aux pièces d'étoffe les petits morceaux de parchemin timbré dont on les estampille. Il est probable qu'un fabricant de plomb a le monopole du plomb de marque ; nous n'avons pu en découvrir la trace, ni l'importance de cette ressource. Les arrimeurs sont plus gros messieurs. Ils ont non seulement des maîtres, mais des jurés, et, sous la conduite des subrécargues, assurent, par monopole, la mise en place des cargaisons. Ce n'est qu'en 1737 qu'un arrêt du Conseil d'Etat laissera les négociants armateurs libres d'employer pour cette besogne telles personnes qu'ils jugeront à propos. Et les arrimeurs ne se soumettront pas sans protester (105). Il résulte de ce dossier que c'était une corporation active et très spécialisée, mais dont les abus avaient fini par rendre très onéreux les services, malgré leur indiscutable compétence technique : d'aucuns estiment qu'un arrimeur habile peut faire gagner 20 % dans l'aménagement d'une cale, tant par l'utilisation qu'il sait faire de l'espace que par la diminution du bris. Il est à noter, au surplus, que le fait de n'avoir pas employé ces spécialistes déboutaient *ipso facto* de toute demande d'indemnité le négociant qui avait cru pouvoir s'en passer (106).

Les métiers secondaires de la construction navale : cordiers, voiliers, calfats, charpentiers de navires, etc., ont déjà plus d'importance industrielle ; ils déterminent en effet un transport de matières et un usinage. Ce sont les chanvres manceaux et bretons qui sont à la base des confections ; les ateliers sont de très minime importance dans la majorité des cas : un maître et deux ou trois compagnons, et situés soit à proximité de la Fosse (avenue de Launay, route de la Chézine), soit à l'extérieur des remparts, « dans les douves de la ville neuve, derrière le faubourg du Marchix, du depuis la motte de Saint-Nicolas, à joindre à la maison du Pavillon » (107). Si, vers 1780, certaines de ces entreprises prirent plus d'extension (*Cornet*, avenue de Launay, une

(105) Arch. mun. Nantes, HH. 90.

(106) Commentaires de *Mellier* (1714) au chapitre des *Bris et Avaries* de l'ordonnance royale de 1667. (Arch. Ch. com. Nantes, C. 584.)

(107) Arch. mun. Nantes, HH. 122.

vingtaine d'ouvriers en 1782), il ne semble pas que ce soit avant 1750 et l'essor définitif de la traite que se soit marqué ce mouvement d'industrialisation. A l'époque qui nous occupe, les *grieurs* ont encore l'habitude de s'adresser à de petits patrons cordiers ou calfats, dont chacun prend à l'entreprise l'entretien et l'armement d'un navire déterminé. Il est naturellement impossible de préciser davantage la part relative des ventes de la Compagnie et du commerce des îles dans le développement de ces artisanats et des industries qui en découlent. Il n'est plus de même pour les grandes entreprises nées de la transformation des matières venues des Indes ou de l'imitation de certains de leurs produits manufacturés. Nantes et le comté Nantais sont depuis longtemps le centre d'une industrie textile assez prospère. L'arrivée des cotons hindous et la concurrence des toiles peintes (indiennes) va provoquer une vive recrudescence de cette branche de l'activité nantaise. Dans le second quart du XVIII^e siècle, elle le disputera en prééminence aux raffineries et finira par l'emporter. En 1724, la fabrication des *bazins*, c'est-à-dire d'étoffe fil et coton (108), a pris assez d'extension pour qu'un arrêt du Conseil en détermine les conditions de fabrication. Il stipule que « *les bazins qui se fabriqueraient dans le département de Nantes auront une demi-aune de large et que chaque fabricant sera tenu de mettre sur le chef desdits bazins son nom travaillé sur le métier et non à l'aiguille* ». L'arrêt les soumet en outre à l'obligation du *plomb de fabrique*, indice sûr qu'une fabrication, jusque-là familiale et limitée aux besoins individuels, était dès lors devenue une industrie. Toutefois, cette fabrication des bazins demeure toujours, elle aussi, au stade de l'artisanat. Les tisseurs sont petites gens, qui ajoutent l'accessoire d'un métier à leurs revenus agricoles ; et ce sont plutôt des ruraux, nombreux en particulier vers *Clisson*, dont les produits sont ramassés par des commerçants urbains, qui en fixent sans grande concurrence le prix de vente. Les mêmes grossistes achètent à l'arrivée les balles de coton et fournissent aux artisans la matière première. Ils conservent ainsi le contrôle absolu du marché (109).

L'industrie des cotonnades et des toiles peintes a, au contraire, beaucoup plus de ressemblance avec nos modernes manufactures. La première trace qu'on en trouve à Nantes est contemporaine des ventes de la Compagnie, mais un peu antérieure à la période qui nous occupe en ce chapitre. C'est en 1719 que les sieurs *Laurencin, Montaudoin, Michel, Thiercelin*, établissent « la grande manufacture » au *Bignon-Lestard*, paroisse Saint-Nicolas, dans

(108) « ... dont la chaîne est de fil et la trame de coton », d'après les procès-verbaux des arrêts du Conseil et de la corporation.

(109) Arch. mun. Nantes, HH. 39, 40, 42.

un terrain cédé à cet effet par *Jean Bernard à Germain Laurencin* (110). En 1729, un agrandissement des bâtiments fait l'objet d'une nouvelle transaction, consentie par le même bailleur au taux de 25 livres de rente foncière. L'entreprise est d'importance, elle met en commun des capitaux, est divisée en parts qui font, durant tout le cours du siècle, l'objet de fréquentes transactions ; le nombre des ouvriers y passe la centaine et les directeurs se plaignent d'ouvertures d'établissements similaires, bien que de moindre importance, qui cherchent à leur soutirer les ouvrières qu'ils ont dressées. En 1737, à côté de la grande manufacture, une douzaine de petits établissements occupant douze à vingt ouvrières sont installés sur les *Ponts* (111). Certains ont assez d'extension, comme celui du sieur *Coste du Bignon*, pour qu'il essaye de débaucher à son profit les ouvriers de la manufacture royale du *Petit-Château*, à Rouen (112).

C'est à la même époque que l'industrie des toiles peintes fait aussi son apparition. Le premier établissement mentionné (privilege de 1727) est la « manufacture d'indiennes ou toiles peintes » des sieurs *Dutertre et Bainville*, à *Barbin*. Un fossé relie leur établissement à l'Erdre, dont ils utilisent les eaux pour la préparation de leurs teintures. En 1759, *Louis Langevin* en ouvrira une seconde, et un intéressant mémoire nous permet de suivre sa fabrication ; elle utilise des toiles de coton brut — qu'il se plaint d'être d'un prix trop élevé à l'achat qu'il en fait à la Compagnie — et les « peint à l'anglaise » jusqu'à *dix-huit tons différents*. En 1786, Nantes comptera sept ou huit de ces manufactures, *Dubern, Chaudoux, Rother, veuve Daviès, Petitpierre frères, Gorgetat frères, Langevin* ; et une requête aux Etats de Bretagne leur attribuera plus de deux mille ouvriers. On voit assez le rôle joué dans les origines de ce mouvement industriel par les ventes de la Compagnie. Elles ont fourni d'abord l'idée de la fabrication, par suite de l'attrait qu'exerçaient ses étoffes exotiques et dont la contrebande nous a souligné la fureur ; elles ont ensuite donné les éléments constitutifs de la fabrication : les toiles brutes (cotonnades ou siamoises) et les couleurs pour les teindre (113). Un mémoire des teinturiers, en 1737, nous apprend en effet que les fabriques nantaises d'indiennes et de cotonnades, alors au nombre de deux (la grande manufacture *Laurencin* et la manufacture *Dutertre et Bainville*), teignent

(110) Arch. mun. Nantes, HH. 34.

(111) Quartier compris entre les bras de la Loire.

(112) Arch. mun. Nantes, HH. 34. — Si l'on en croit pourtant le mémoire de *PINGON DU SEL-DES-MONTS, Considérations sur le commerce de Bretagne*, 1756, p. 71, ces entreprises n'auraient guère été prospères, mais le mémoire de du Sel-des-Monts semble en plusieurs points pessimiste en ce qui concerne le comté de Nantes.

(113) Arch. mun. Nantes, HH. 34.

elles-mêmes leurs fils et cotons et sont les seules à faire une importante consommation de droguerie et notamment d'indigo (114).

Toutes les autres industries participent aussi par contre-coup de l'activité économique créée ainsi par les ventes. Il serait plus malaisé d'y marquer les répercussions immédiates ; mais cet ensemble suffit à caractériser à la fois l'essor pris par la ville et le rôle que les ventes y jouèrent.

Il est cependant une partie de l'activité de la cité en relations directes avec les opérations de la Compagnie, qu'on ne peut passer sous silence : c'est l'intense développement des constructions au cours de ces années bénies. Il est hors de doute que la personnalité du maire y soit pour beaucoup. *Mellier* a été pénétré d'urbanisme. Il a rêvé sans cesse l'embellissement de la ville qu'il administrait, peut-être comme un moyen de perpétuer en elle le souvenir de sa propre gloire. Il a beaucoup réalisé de ce qu'il avait ainsi rêvé. Mais aussi une part importante de cette activité constructrice est due à la prospérité économique du port et aux besoins qui en résultaient. Pour nous contenter d'une sèche énumération, entre 1724 et 1733, la ville de Nantes voit se dresser sur l'île de la *Saulzaie*, devenue *Feydeau*, vingt-quatre hôtels neufs et semblables (mais non pas de dimensions identiques) ; l'île est bordée d'un quai, le *pont Feydeau* jette son arche entre la place du *Port-au-Vin* et l'extrémité ouest de la grève de la *Saulzaie* (*Petite-Hollande*) (115). L'*Hôtel de la Bourse*, devenu insuffisant, est refait ; l'adjudication en est soumissionnée par *Laillaud* pour une somme de 100.000 livres, dont les « négociants à la Fosse » avaient spontanément offert le cinquième (20.000 livres) à des conditions que la ville ne crut pas devoir accepter (116). Les travaux du *pont de Pirmil* sont enfin menés à terme en 1727, et il est livré à la circulation après avoir été reçu par le sieur *Gabriel*, ingénieur du roi, agissant par ordre de *M^{re} Pelletier des Forts* (117).

Mais c'est la Loire qui retient, comme il se doit, l'attention de ces armateurs, qui, sans elle, seraient réduits à mourir d'inanition. Un mémoire de 1712, concernant la navigabilité, était demeuré sans objet ; en 1721, il est repris et M. de Lafond établit deux projets, l'un pour en assurer la navigabilité en amont, par un canal ouvert dans la prairie de *Mauves* ; l'autre, le plus urgent, destiné à l'approfondir en balisant son lit de Paimbœuf au port

(114) Arch. mun. Nantes, HH. 173. — Le mémoire des teinturiers distingue expressément entre les *manufactures* (deux) et les *maîtres*, qui à eux tous, dit-il, n'emploient pas 50 livres d'indigo par an.

(115) Arch. nat., H. 512, mémoire de Pontcarré de Viarmes et pièces annexes.

(116) *Actes de la mairie Mellier*, t. II, pp. 32, 65.

(117) Arch. nat., H. 515, lettre du 6 septembre 1727.

par des épis noyés, destinés à arrêter les sables et à augmenter la vitesse du courant de marée (118). Ce sont encore les méthodes que l'on préconise aujourd'hui. En même temps (1726), les besoins de la Compagnie et l'augmentation des ventes déterminent de nouveaux ouvrages. *Mellier* avise M. Ferrand qu'il vient de faire « *le bail de la construction des quais, cales et aqueducs de la Chézine ; c'est un nouveau port qu'on va bâtir avec quatorze maisons uniformes... ; la dépense des quais passera deux millions* » (119) ».

Ce n'est pas seulement parce que, selon le dicton populaire, « quand le bâtiment va, tout va », que ces énormes travaux attestent la prospérité de la ville. Ils y entretiennent une activité et des courants de transactions ; ils en assurent aussi la transformation matérielle. D'année en année, la vieille ville bretonne, aux rues étroites, avec ses étages en surplomb, ses rigoles médianes où les bouchers et les tripiers vidaient leurs eaux souillées et leurs issues, le soir venu (120), s'écroule sous la pioche des maçons de *Mellier*, payés de l'or de la Compagnie. Elle laisse s'épanouir à sa place sur ses quais rectilignes les hautes façades orgueilleuses d'hôtels de granit et de marbre. Et ceux-ci n'ont point tort de placer leur richesse toute neuve sous l'invocation des Neptunes à barbe de fleuve qui, souvent, en blasonnent les frontons de meulière blanche et les balcons œuvrés.

Tant de prospérité ne pouvait manquer d'éveiller les jalousies des cités voisines. Elles n'y manquèrent point. Et, en 1733, cette malveillance active allait aboutir à faire transférer de Nantes à Lorient les ventes dont s'enrichissait le grand port de l'Ouest, sans qu'il soit, du reste, possible de déterminer l'intérêt de la Compagnie à cette opération que MM. *Sée* et *Vignols* n'ont point eu tort de nommer « *un paradoxe économique* » (121).

(A suivre.)

GASTON MARTIN.

(118) Cf. LE BŒUF, *Le Commerce de Nantes*, pp. 151, 152.

(119) Arch. mun. Nantes, HH. 224.

(120) Pour tous ces détails, consulter dans *Actes de la mairie Mellier* les multiples édits d'édilité (cent à cent cinquante environ répartis sur neuf années).

(121) SÉE et VIGNOLS, *op. cit.*, p. 534. — J'ai, du reste, systématiquement négligé en ce chapitre toute la *technique des ventes*, dont MM. Sée et Vignols ont exposé, avec textes à l'appui, le mécanisme et les modalités. Il est indispensable, en conséquence, de compléter cette étude par celle qu'ils ont consacrée au même sujet dans le t. XVIII de la *Revue de l'Histoire des Colonies françaises*, année 1925, IV^e trimestre, pp. 489-534, et où j'ai, déjà, si abondamment puisé.

LE RÉGIME AGRAIRE EN POLOGNE AU XVIII^e SIÈCLE ⁽¹⁾

par JEAN RUTKOWSKI

Professeur à l'Université de Poznan

(SUITE ET FIN)

IV. — EXPLOITATIONS SEIGNEURIALES

I. Caractère général des exploitations seigneuriales. — II. Partie du sol occupée par les exploitations seigneuriales et étendue de ces dernières. — III. Aperçu général sur l'organisation sociale des exploitations seigneuriales. — IV. Domestiques. — V. Ouvriers corvéables. — VI. Ouvriers salariés. — VII. Difficulté de l'organisation capitaliste dans les grandes exploitations à l'époque du servage.

I. CARACTÈRE GÉNÉRAL DES EXPLOITATIONS SEIGNEURIALES ^(1 bis)

Les exploitations seigneuriales ont occupé dans l'organisation agraire de la Pologne, depuis le xvi^e siècle, une place prépondérante. On peut considérer ces exploitations, au xviii^e siècle, comme de grandes exploitations agricoles qui s'opposent d'une manière très nette aux petites exploitations représentées par les tenures des paysans, des bourgeois agriculteurs et de la petite noblesse. Cependant, ce ne sont pas leurs dimensions considérables qui constituent le trait le plus caractéristique de ces exploitations, surtout si on veut considérer ces exploitations dans toute leur évolution depuis les derniers siècles du Moyen âge. On peut trouver fréquemment encore au xv^e siècle des exploitations seigneuriales dont les dimensions ne dépassent pas celles des tenures de riches paysans (2).

(1) Le début de cette étude a paru dans le n^o 4, 1926.

(1 bis) Les réserves seigneuriales des petits domaines formaient toujours une exploitation unique, celles des grands domaines étaient subdivisées en plusieurs exploitations seigneuriales (*folwark, prædium*).

(2) JOANNIS DLUGOSZ, *Liber beneficiorum*, I, 168 : « Aliquando fuerit ibi prædium, tamen quod plus costabat, quam proferebat, locatum est cmetheone. »

On peut trouver çà et là, même au XVIII^e siècle, des exploitations de ce genre, mais ce sont de rares exceptions. Ajoutons encore qu'au XVIII^e siècle les exploitations agricoles du petit clergé villa-geois, et parfois des bourgeois, étaient désignées sous les mêmes termes que les exploitations seigneuriales (*folwark*, ou le diminutif : *folwarczek*). Cependant, les exploitations du bas clergé et de la petite bourgeoisie se rapprochaient davantage, au point de vue de leurs dimensions, des tenures paysannes que des exploitations seigneuriales. C'était une organisation économique spéciale qui distinguait les exploitations désignées par le mot *folwark*, parmi lesquelles les plus fréquentes et les plus importantes étaient les exploitations seigneuriales. Celui qui tenait en mains les exploitations de cette catégorie et qui supportait les risques de la production et en touchait le revenu ne travaillait pas comme ouvrier sur son exploitation. Il se bornait à diriger les travaux des personnes qu'il occupait. Le régisseur des exploitations dont il s'agit ici pouvait être propriétaire du fonds ou fermier. Nous nommerons ce dernier *grand fermier* pour le distinguer du petit fermier des tenures paysannes ou des lots de terre isolés. Dans ce chapitre, nous laissons de côté les exploitations du petit clergé et de la bourgeoisie, qui formaient des types intermédiaires entre les tenures paysannes et les exploitations seigneuriales, et nous nous occupons exclusivement de ces dernières.

La plupart des exploitations seigneuriales étaient si étroitement reliées avec tout le régime agraire, que la détermination de leurs limites peut être une cause d'incertitude. On a essayé de traiter l'exploitation seigneuriale avec toutes les tenures paysannes corvéables travaillant sur les terres de cette exploitation comme exploitation unique. Cependant, c'était le paysan corvéable et non son seigneur qui prenait les décisions concernant tous les travaux qui étaient à exécuter dans les champs de la tenure, c'était le paysan qui principalement courait le risque de la production sur les terres paysannes, c'était lui qui disposait des revenus de sa tenure après avoir payé à l'Etat les impôts et au seigneur les redevances domaniales. L'indépendance économique des paysans corvéables était suffisante malgré toutes les liaisons qui rattachaient le tenancier au seigneur, pour que nous puissions traiter les tenures des paysans corvéables comme des exploitations agricoles spéciales existant en dehors de la réserve seigneuriale, quoique étroitement reliées avec celle-ci.

Une question semblable se pose à propos des grands domaines composés de plusieurs villages voisins sur lesquels existaient plusieurs *folwarki*. Chaque *folwark* possédait ses propres bâtiments, ses instruments agricoles, ses domestiques et son propre régisseur, et formait en conséquence, au point de vue technique, une exploitation à part et entièrement distincte. On rencontre souvent, au-dessus de tous les régisseurs qui se trouvaient dans

chaque *folwark*, un régisseur général. Ses fonctions, dans l'organisation économique de la réserve seigneuriale, étaient très variées. Il y a des cas où le régisseur général se bornait à donner les dispositions les plus générales concernant l'exploitation des différentes branches de l'économie rurale. Mais il y a des cas où le régisseur général était le véritable régisseur de toutes les exploitations seigneuriales situées dans le domaine. C'est lui qui fixait les termes des travaux qui étaient à exécuter, lui qui partageait les corvéables entre les *folwarki* particuliers, selon le besoin de chacun. C'est le régisseur général qui vendait tous les produits de tous les *folwarki* et qui tenait la comptabilité unique du domaine (3). En ce cas, tous les *folwarki* situés dans les différents villages du même domaine formaient une seule exploitation seigneuriale qui était divisée, au point de vue technique, en plusieurs parties.

On peut remarquer, depuis la moitié du xvii^e siècle, le progrès de la concentration économique des exploitations seigneuriales. Ce progrès est évidemment une des conséquences de la concentration de la propriété noble qui s'est produite après les guerres qui, vers le milieu du xvii^e siècle, ont ravagé la Pologne. Il faut encore faire remarquer que l'organisation latifondiale des exploitations seigneuriales était beaucoup moins stable que les unités techniques de ces exploitations. Un nombre considérable de *folwarki* existant au xviii^e siècle subsistent, tels qu'on les trouve déjà au xvi^e et parfois même au xv^e siècle. Cependant, l'organisation latifondiale de ces exploitations subit de fréquents changements causés par les partages des grandes seigneuries entre les cohéritiers, par les ventes ou le fermage des villages faisant partie de ces domaines.

II. PARTIE DU SOL OCCUPÉE PAR LES EXPLOITATIONS SEIGNEURIALES ET L'ÉTENDUE DE CES DERNIÈRES

Les exploitations seigneuriales étaient formées de toutes sortes de terres. Nous y trouvons des terres labourables, des jardins, des prés, des pâtures, des bois. Toutes ces terres étaient franches d'impôts. La facteur puissant qui, dans les autres pays, a conduit au mesurage des terres et à la confection du cadastre foncier, n'existait pas en Pologne, au xviii^e siècle, pour ce qui concerne les terres tenues en main par les seigneurs. En conséquence, les terres de cette catégorie n'étaient donc que très rarement mesurées. Cette circonstance nous rend impossible l'étude des dimensions des réserves dans la Pologne indépendante d'après des données de statistique précises. La seule

(3) RUTKOWSKI, *Klucz Brzozowski*, 158.

méthode possible est l'évaluation des dimensions d'après la semence. On retrouve les renseignements sur la semence dans la plupart des terriers ou dans les registres de la dime ecclésiastique. Les études de ce genre ne sont pas encore commencées.

Après les partages, quand les gouvernements autrichien et prussien eurent aboli les privilèges fiscaux de la noblesse polonaise, on a confectionné les premiers cadastres fonciers, qui nous donnent des renseignements assez précis sur les dimensions des réserves seigneuriales. D'après le cadastre dressé en Galicie de 1786 à 1789 (4), la « terre domaniale » renferme 6.130.097 arpents, tandis que « la terre rusticale », c'est-à-dire les terres des paysans, 6.463.392 arpents. En pourcentage, la terre domaniale présente 48 %. Les bois formaient plus de la moitié (62 %) des terres domaniales ; les terres labourables ne représentaient que 22 % et les prés 6 %. En comparaison avec toutes les terres de chaque catégorie, les terres labourables domaniales représentaient 27 %, les prés 38 % et les bois 98 %. En laissant de côté les bois qui étaient exploités par le seigneur, mais dans lesquels les paysans possédaient différents droits d'usage, et en comptant seulement les labours, les jardins et les prés, nous obtenons pour les terres des réserves 1.790.289 arpents, et pour les terres organisées en tenures paysannes 5.470.518 arpents, c'est-à-dire que les réserves seigneuriales occupaient 25 % de la terre des exploitations agricoles.

Pour les autres régions de l'ancienne Pologne, on a des chiffres moins précis. Les terres labourables faisant partie des exploitations seigneuriales dans les départements du duché de Varsovie, départements qui ont formé, au Congrès de Vienne, le royaume de Pologne, prenaient, d'après la statistique de 1810-1811, 49 % (5) de toutes les terres labourables. Ce pourcentage était sans doute avant les partages moins élevé, parce que, après l'abolition du servage de la glèbe, en 1807, une étendue considérable de terres paysannes ont été reliées aux exploitations seigneuriales.

Les chiffres cités plus haut nous permettent d'affirmer qu'au XVIII^e siècle les exploitations seigneuriales occupaient moins de la moitié, peut-être le tiers des terres labourables. La majorité de ces dernières se trouvait dans les tenures paysannes ; néanmoins, les exploitations seigneuriales étaient, à juste titre, con-

(4) TOKARZ, *Galicja w początkach ery Józefińskiej w świetle ankiety urzędowej z roku, 1783* (« La Galicie au commencement du règne de Joseph II, d'après une enquête officielle de 1783 »), pp. 193-194.

(5) KIRKOR-KIEDRONIOWA, *Włóscianie i ich sprawa w dobie organizacyjnej i Konstytucyjnej Królestwa Polskiego* (« Les paysans et la question paysanne dans les années de l'organisation et de la vie constitutionnelle du royaume de Pologne »), pp. 143-144.

sidérées comme un facteur prédominant dans le régime agraire de la Pologne du XVIII^e siècle. C'est qu'en effet les tenures des paysans corvéables, formant avec les exploitations seigneuriales la grande majorité du sol exploité, étaient fortement reliées à ces exploitations et organisées selon les tendances économiques de ces dernières.

Il faut encore remarquer que les échanges réciproques entre les terres paysannes et domaniales n'étaient pas rares au XVIII^e siècle. Il était fréquent de trouver des seigneurs qui achetaient les terres héréditaires des paysans pour les relier à leurs exploitations, ou s'en emparaient sans autre formalité, si ces terres étaient données à volonté au paysan. D'autre part, nous connaissons des faits de morcellements partiels ou entiers des exploitations seigneuriales entre les paysans (6). Il existait des seigneuries dans lesquelles, au cours du XVIII^e siècle, les seigneurs ont agrandi leurs exploitations. Cet agrandissement s'est effectué au détriment des tenures paysannes. Nous ne pouvons pas encore affirmer si ce sont des exceptions ou des manifestations d'une tendance économique plus générale (7).

Les dimensions des exploitations seigneuriales particulières présentaient des caractères différents (8). Les labours appartenant à une unité technique agricole (*folwark*) ne dépassaient pas parfois 50 hectares et s'élevaient assez rarement à 500 hectares. D'après des données très peu nombreuses, la moyenne des terres labourables était d'environ 200 hectares. Dans les grandes seigneuries, où les exploitations seigneuriales étaient organisées en domaines (*klucz*) composés de plusieurs *folwarki*, l'étendue des terres labourables dans cette unité d'exploitation, d'un ordre supérieur, dépassait souvent 500 hectares.

III. APERÇU GÉNÉRAL SUR L'ORGANISATION SOCIALE DES EXPLOITATIONS SEIGNEURIALES

L'organisation économique des exploitations seigneuriales n'était pas partout uniforme. L'organisation la plus simple se retrouve dans les petits domaines, où le seigneur lui-même était régisseur de son exploitation et dirigeait en personne le travail de ses ouvriers agricoles.

On peut distinguer dans la plupart des exploitations trois catégories d'ouvriers agricoles : les *domestiques*, les *salariés* et les

(6) RUTKOWSKI, *Klucz Brzozowski*, p. 148 ; — Id., « Studja » (*Ekonomista*, 1914, II, 87).

(7) GRABSKI, *Zarys rozwoju idei społeczno gospodarczych u Polsce* (« Esquisse d'une évolution des doctrines économiques en Pologne »). Przegląd Polski, 152 (1904), p. 471. — RUTKOWSKI, « Studja » (*Ekonomista*, 1914, II, 87).

(8) RUTKOWSKI, *Klucz Brzozowski*, 151-152 ; — Id., « Studja » (*Ekonomista*, 1914, II, 85) ; — BARANOWSKI, *Wies i folwark*, 242.

corvéables. Les plus nombreux étaient les ouvriers corvéables, et leur travail jouait un rôle prédominant dans toute l'organisation des exploitations seigneuriales. Cependant, à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle, l'importance du travail des ouvriers salariés commence à s'accroître. Vers le milieu du XVIII^e siècle, la plupart des exploitations seigneuriales utilisaient probablement le travail de cette catégorie d'ouvriers. Ils se recrutaient parmi les petits tenanciers ne possédant pas assez de terre pour vivre des revenus de leurs exploitations, ou des journaliers-locataires demeurant chez les laboureurs ou dans les chaumières que leur bâtissait le seigneur. Il existait des exploitations seigneuriales dans lesquelles les salariés jouaient un rôle plus important que les corvéables. On pouvait même retrouver — fait extrêmement rare — des exploitations dépourvues complètement de corvée et organisées exclusivement à l'aide d'ouvriers salariés (9).

Dans toutes les exploitations, nous trouvons aussi des domestiques. Leur rôle était généralement peu important. Le soin du bétail était, pour la plupart d'entre eux, leur unique obligation.

De valets travaillant sur les champs, la plupart des exploitations n'en avaient pas, et, là où il s'en trouvait, ils n'étaient que peu nombreux. Les exploitations où la plupart des travaux des champs se faisaient par les domestiques étaient de rares exceptions.

Les *employés agricoles* étaient inconnus dans les petits domaines composés d'un seul village où il ne se trouvait qu'une exploitation seigneuriale unique. Tous les travaux, comme nous l'avons déjà dit, y étaient dirigés par le seigneur. Cependant, dans les grands domaines composés de dizaines ou même de centaines de villages, où existait un nombre considérable d'exploitations, le seigneur lui-même, s'il pouvait et voulait consacrer à l'administration de ses domaines beaucoup de temps, avait toujours besoin d'un nombre plus ou moins grand d'employés agricoles qui l'aidaient à gérer les affaires compliquées d'une grande seigneurie (10). Cette organisation de l'administration économique des grandes seigneuries présentait dans ses détails de multiples différences, mais les caractères essentiels étaient néanmoins les mêmes.

Les affaires économiques d'une propriété latifundiale composée de plusieurs seigneuries, qui étaient parfois situées à des distances considérables les unes des autres, étaient dirigées par un commissaire (*komisacz*) représentant du seigneur. Les intendants fiscaux, dits économes (*ekonom*), dépendant du commissaire étaient placés à la tête de chaque seigneurie ou des domaines qui formaient un territoire d'un seul tenant. Le commissaire et

(9) RUTKOWSKI, « Studja » (*Ekonomista*, II, 80).

(10) ID., *Klucz Brzozowski*, 157-159 ; — PAWLIK, *Polskie instruktare ekonomiczne*, passim.

chaque économe possédaient un ou plusieurs clercs chargés des écritures et de la comptabilité. Le commissaire pouvait, en outre, disposer d'un ou de plusieurs contrôleurs qui voyageaient d'un domaine à l'autre pour se rendre compte si les dispositions du commissaire étaient bien exécutées.

L'économe dirigeait surtout la production agricole dans toutes les exploitations seigneuriales de son domaine. Un régisseur spécial (*dwornik*) était placé à la tête de chaque partie de cette exploitation, qui possédait ses propres bâtiments, champs, etc. Les forêts, dans les grandes seigneuries, possédaient presque toujours une administration spéciale. A la tête de cette organisation se trouvait dans chaque seigneurie un maître-forestier, qui avait sous ses ordres des forestiers. Les maîtres-forestiers dépendaient de l'économe du domaine, ou même du commissaire.

Les grands seigneurs aimaient mieux parfois affermer (11) leurs domaines que de les tenir en main. Les fermiers généraux de latifondias entiers ne se rencontraient que très rarement. Le latifondium tout entier était divisé en plusieurs parties. Chacune de ces parties était louée à un autre fermier, même lorsque le domaine tout entier était affermé. Le cas où une partie du domaine était affermée et l'autre partie tenue en main par le seigneur, sont les cas le plus fréquents. Le fermage des forêts et des villages censitaires était relativement rare. Ce sont les exploitations seigneuriales qui, le plus souvent, font l'objet du fermage. Ces *fermes* comprennent tous les villages dont les tenanciers doivent la corvée à l'exploitation affermée. Il est évident que les fermiers de ce genre, même s'ils n'afferment qu'une partie d'un domaine, doivent être considérés comme de grands fermiers. Ce sont presque toujours des nobles, et on ne trouve que très rarement parmi eux des bourgeois.

Les baux de trois ans étaient les plus fréquents ; mais on en rencontre aussi d'un ou de deux ans, et d'autres dont la durée dépasse dix ans. Les fermages étaient toujours fixés en argent ; les prestations en nature dans les grandes fermes étaient rares et ne jouaient qu'un rôle insignifiant. Toutes les redevances seigneuriales des paysans du village affermé étaient généralement perçues par le fermier. Cependant, on rencontre assez souvent de petites restrictions apportées par les seigneurs dans les baux du fermage. On réservait certaines redevances en nature, par exemple l'avoine pour les chevaux du seigneur, le bois pour le chauffage de son château, les champignons, poissons, etc., pour la cuisine, et autres produits semblables.

Le seigneur pouvait aussi céder au grand fermier une partie de sa juridiction patrimoniale sur les paysans. Mais les paysans

(11) RUTKOWSKI, *Klucz Brzozowski*, 160-162 ; — Id., *Zagadnienie reformy rolnej*, 79-81.

avaient toujours le droit de faire appel de la sentence du fermier à la justice du seigneur lui-même. Ajoutons encore que, dans les baux du grand fermage, on trouve presque toujours différentes clauses faites par le seigneur au profit des paysans. Il était défendu, par exemple, au fermier, de reprendre ses terres, même celles qui lui avaient été données comme tenures à volonté ; les redevances et surtout les corvées ne pouvaient pas être augmentées. Des paysans quittaient-ils le domaine par suite d'augmentation des redevances ou de tout autre préjudice que leur infligeait le grand fermier, celui-ci était responsable de ces désertions vis-à-vis du propriétaire.

IV. DOMESTIQUES ⁽¹²⁾

Les différences sociales entre les employés agricoles dont nous avons parlé plus haut et les ouvriers-domestiques n'étaient pas toujours très grandes. La place d'un régisseur d'une unité d'exploitation seigneuriale (*folwark*) pouvait être confiée à un noble, qui alors devait être considéré comme employé. Mais la même place pouvait être occupée par un paysan ; alors, dans ce cas, la situation du régisseur se rapprochait entièrement de celle d'un ouvrier agricole. Il faut faire la même remarque sur la situation de la ménagère (*gospodyni, diworka*), qui dirigeait les travaux féminins dans l'exploitation seigneuriale. Les fonctions de la ménagère étaient remplies le plus souvent par la femme du régisseur. Le pâtre (*pastuch*) et la vachère (*dziewka*) se rencontraient dans toutes les exploitations seigneuriales. La plupart des exploitations possédaient en outre des valets de charrue, mais ils étaient en général très peu nombreux. Dans beaucoup d'exploitations, on ne trouve qu'un pâtre et une vachère. Les villes du XVIII^e siècle, peu développées, ne présentaient pas encore, comme aujourd'hui, des grands marchés pour le lait, le beurre et le fromage. En conséquence, il était inutile pour les grandes exploitations agricoles d'avoir un grand nombre de vaches.

L'élevage de la race bovine pour la boucherie n'était développé que dans les Carpathes et dans les steppes du sud-est de la Pologne. La plupart des exploitations seigneuriales n'avaient pas besoin d'un nombre considérable de chevaux et de bœufs de labour. La corvée était exécutée par le bétail qui se trouvait dans les tenures des paysans. Si les paysans ne possédaient pas leurs propres animaux, ils exécutaient la corvée et les travaux des champs avec ceux du seigneur. Mais les animaux du seigneur étaient installés non pas dans les étables d'exploitation seigneu-

(12) RUTKOWSKI, « Studja » (*Ekonomista*, 1914, II, 81-84) ; — Id., *Zagadnienie reformy rolnej*, 43-48 ; — BOCHENSKI, *Beitrag zur Geschichte der guisherrlich bäuerlichen Verhältnisse in Polen*, 200 et suiv.

riale, mais dans les étables du paysan. Il n'y avait dans les étables ou écuries du seigneur qu'un petit nombre de bœufs et de chevaux destinés à remplacer le bétail malade ou mort appartenant aux paysans corvéables. On ne retrouve un nombre plus considérable de bétail à labour que dans les domaines qui, en proportion avec les dimensions de leurs terres, ne disposaient que d'un petit nombre de journées de corvée ; ceux-ci devaient faire exécuter par les domestiques et avec leur propre bétail une partie considérable des travaux. On retrouve, dans cette catégorie d'exploitations seigneuriales, beaucoup de bœufs, de chevaux, et par conséquent beaucoup de valets. Il n'y avait de bergers domaniaux que dans les endroits où les seigneurs s'occupaient de l'élevage de la race ovine, c'est-à-dire principalement dans les montagnes et dans les palatinats de l'ouest.

Les autres catégories de domestiques, comme apiculteurs (*pszczelarz*), houblonniers (*chmielarz*), gardeurs d'étangs (*stawniczy*), jardiniers (*ogrodnik*), distillateurs (*gorzelany*), brasseurs (*piwowar*, *browarnik*), charrons (*stelmach*), forgerons (*kowal*), sont encore plus rares, et l'on ne les rencontre généralement que sur les très grands domaines.

Les domestiques des exploitations seigneuriales étaient donc peu nombreux. Dans la plupart des exploitations particulières (*folwarki*), ils ne comprenaient pas plus de cinq personnes. Les exploitations possédant dix domestiques étaient rares. Seuls, les domaines composés de plusieurs *folwarki* possédaient une domesticité plus nombreuse.

Les domestiques tenaient toujours du seigneur le logement. Dans les petites exploitations, c'était une chambre (*izba czeladna*), située dans le manoir (*dwor*). On ne rencontre que dans les grandes exploitations des bâtiments spéciaux pour les domestiques. Les gens mariés étaient placés dans des chaumières spéciales. Les pâtres, les bergers et parfois les valets demeuraient dans les étables. Les seigneurs donnaient le plus souvent des oreillers et des édredons à leurs domestiques. La plupart des domestiques recevaient la nourriture du seigneur. Certains d'entre eux, au lieu de la nourriture, recevaient en nature une certaine quantité de provisions de bouche (*ordynarja*) ; c'était surtout le cas des grands domaines. Les grains formaient la partie essentielle de ce paiement en nature, notamment le seigle pour le pain, l'orge, le blé, le sarrasin et le millet pour les gruaux, le froment pour les pâtes alimentaires et encore les pois. En outre, les domestiques recevaient le chènevis et le grain de lin dont ils tiraient l'huile, substance indispensable pour la cuisine pendant le carême, et, pour les autres jours, du beurre, du lard, de la graisse de porc et enfin du fromage blanc écrémé, de la bière et du sel. Une partie des domestiques, surtout les gens mariés, recevaient aussi une vache et une truie qui restaient la propriété

du seigneur et étaient nourries à ses frais. Cependant le lait de cette vache et les bêtes nouvellement nées pouvaient être consommées ou vendues par les domestiques. On donnait parfois aux domestiques des moutons ou des porcs qu'ils pouvaient consommer ou vendre, mais ce n'étaient que de rares exceptions.

Le seigneur donnait à ses domestiques très souvent des vêtements : aux hommes, la toile pour les chemises et les vêtements d'été, le drap pour les vêtements d'hiver, des ceintures, des pelisses, des peaux de mouton, des bonnets, des gants et des bottes. Les femmes, de leur côté, recevaient des chemises, des jupes, des blouses et des manteaux, des bas, des souliers et même des fichus de soie. Les domestiques qui recevaient des vêtements complets ne touchaient que des gages peu élevés. D'un autre côté, ceux qui ne recevaient pas de vêtements obtenaient un équivalent en argent.

V. OUVRIERS CORVÉABLES ⁽¹³⁾

Les ouvriers corvéables (*panszczyzniani*) se recrutaient parmi les tenanciers des villages où étaient les exploitations seigneuriales ou dans les villages voisins. Nous nous bornerons à traiter la corvée au point de vue des exploitations seigneuriales. Nous aborderons le même sujet au point de vue des tenures paysannes dans le chapitre vi.

La quantité de corvée due par chaque tenancier était fixée par la coutume. Le nombre de jours corvéables dont chaque exploitation pouvait disposer dépendait alors du nombre de tenures paysannes et de leurs dimensions. Le nombre de ces journées pouvait être réellement calculé chaque année par le régisseur de l'exploitation seigneuriale. Il y avait cependant des exceptions à cette règle. En effet, dans beaucoup de seigneuries, il existait une coutume obligeant les paysans à exécuter tous les travaux concernant la manipulation du chanvre, du lin, de la choucroute et parfois quelques autres occupations en dehors du nombre de jours corvéables fixés.

Le nombre de jours corvéables avec attelages (*dni sprzeżajne, bydłne*) dus par le paysan, était aussi fixé. Tous les autres jours n'étaient que des jours corvéables pour les travaux manuels (*dni piesze, reczne*). Parfois on distinguait une corvée spéciale des femmes (*dni babskie, kobiece*). Les jours avec attelages pouvaient être généralement changés par le seigneur en un double nombre de jours pour simples travaux manuels. Beaucoup de coutumes fixaient aussi les heures du commencement et de la fin du travail et la durée des repas.

(13) RUTKOWSKI, *Klucz Brzozowski*, 123, 159 ; — Id., « Studja » (*Ekonomista*, 1914, III, 131-141).

La corvée ordinaire était fixée pour un certain nombre de jours de travail par semaine, quelquefois pour des jours déterminés. Alors, dans ces seigneuries, si un jour corvéable était férié, le paysan n'était pas tenu à travailler ce jour-là pour le seigneur. La coutume permettait parfois aux seigneurs de forcer les paysans à remplacer, dans les semaines suivantes, la corvée à laquelle ils n'étaient pas appelés. Dans les autres seigneuries, si le corvéable n'était pas appelé au jour de la corvée, il avait à payer une petite compensation en argent et restait affranchi de cette corvée non exécutée. L'appel des corvéables sur les champs seigneuriaux et leur surveillance pendant le travail étaient généralement confiés au bailli et aux jurés du village.

Il existait, au XVIII^e siècle, des corvéables libérés par le seigneur de la corvée due par tous les autres paysans et destinés à des travaux spéciaux. Parmi eux était le bailli du village et les jurés qui surveillaient les travaux des autres corvéables, le gardien des champs (*polowy*), le surveillant (*karbowy*) qui marquait sur la taille la quantité de gerbes qu'on logeait dans la grange et qu'on donnait au battage, etc. Une partie des gardiens des forêts se recrutait parmi les corvéables. Nous avons ici un type mixte d'ouvriers agricoles qui se trouvaient dans une situation intermédiaire entre les domestiques et les ouvriers corvéables ordinaires. On connaît aussi d'autres corvéables qui, à partir du XVIII^e siècle, ont commencé à se transformer en domestiques. C'étaient de petits tenanciers et surtout des journaliers-locataires qui, grevés d'une corvée insignifiante, travaillaient en outre comme des salariés sur les champs du seigneur ou des paysans riches. Il y avait parfois des domaines où ces petites gens recevaient du grain et étaient obligées d'effectuer une corvée plus grande. Il est évident que cette « corvée », au point de vue économique, se rapprochait beaucoup du travail des domestiques, qui, au lieu de la nourriture, recevaient le grain et autres objets énumérés plus haut.

VI. OUVRIERS SALARIÉS ⁽¹⁴⁾

Les domestiques, généralement fort peu nombreux, et les corvéables, ne suffisaient pas pour la plupart à l'exécution de tous les travaux agricoles dans les exploitations seigneuriales. La majorité de ces exploitations étaient contraintes de recourir à la main-d'œuvre des ouvriers salariés (*wyrobnicy, najemnicy*). Nous trouvons dans les registres des paysans de presque toutes les seigneuries, des sommes plus ou moins importantes versées pour les paiements des ouvriers agricoles.

(14) RUTKOWSKI, « Studja » (*Ekonomista*, 1914, II, 79) ; — Id., *Poddanstwo wloscian*, 44 ; — Id., *Zagadnienie reformy rolnej*, 42, 49.

Les ouvriers salariés se recrutaient presque exclusivement parmi les paysans demeurant dans la seigneurie où se trouvait l'exploitation. Les laboureurs possédant de petites tenures étaient astreints à chercher un revenu supplémentaire en travaillant comme salariés sur les champs seigneuriaux. Mais c'étaient les journaliers qui fournissaient au seigneur la plupart des journées salariées. Les ouvriers salariés étaient, le plus souvent, employés aux travaux manuels tels que le fauchage, le râtelage, le moissonnage, le battage, etc. Les laboureurs travaillaient parfois avec leur bétail sur les champs du seigneur, mais c'était assez rare (15). Le seigneur ne confiait jamais aux salariés son propre bétail. Les salaires de cette catégorie d'ouvriers étaient fixés presque exclusivement en argent. Cependant, il arrivait souvent qu'en outre les salariés recevaient de la bière. La nourriture n'était donnée par le seigneur que très rarement à cette catégorie d'ouvriers. On travaillait à la journée et le paiement à la pièce était extrêmement rare.

L'usage permettait dans beaucoup de seigneuries d'obliger les sujets à venir travailler sur les champs du seigneur contre un salaire fixé chaque fois que la corvée ne suffisait pas à exécuter les travaux nécessaires. Les salaires touchés par les paysans pour ces travaux obligatoires (*najmy przymusowe*) étaient évidemment moins élevés que les salaires payés par libre consentement. Les salaires, pour ces travaux obligatoires, ne dépassaient pas parfois la moitié des salaires ordinaires. C'étaient surtout les laboureurs qui étaient le plus souvent contraints à des travaux de ce genre, qui, à leurs yeux étaient considérés comme une corvée salariée.

Il faut encore remarquer que, dans la Pologne du XVIII^e siècle, il y avait aussi des ouvriers agricoles ambulants. Ils quittaient au printemps leurs chaumières pour chercher ailleurs du travail. Ils se louaient pour quelques semaines ou même pour plusieurs mois. Ils recevaient du seigneur la nourriture et en outre un salaire modeste en argent. Il est évident que, à l'époque du servage de la glèbe, cette catégorie d'ouvriers agricoles n'était que très peu nombreuse.

VII. DIFFICULTÉS DE L'ORGANISATION CAPITALISTE DES GRANDES EXPLOITATIONS A L'ÉPOQUE DU SERVAGE DE LA GLÈBE

Nous voyons donc que l'organisation des exploitations seigneuriales en Pologne, au XVIII^e siècle, présentait un double caractère. Nous y trouvons des éléments féodaux à côté d'éléments

(15) Le labourage n'occupait dans les exploitations seigneuriales du domaine de Pulawy en 1790, selon Baranowski (*Wies i folwark*, 243), que 11 % de toutes les journées salariées.

capitalistes ; des ouvriers corvéables à côté d'ouvriers salariés. Ces derniers ne jouaient qu'un rôle secondaire. Le caractère féodal était donc prédominant dans l'organisation des exploitations seigneuriales. L'organisation corvéable était plus simple. Le risque couru dans ce dernier cas par le seigneur dans la production n'était pas si grand que dans l'organisation capitaliste. Presque tout l'argent touché par le seigneur pour les produits vendus représentait le revenu net, les dépenses en argent étaient tout à fait insignifiantes. Ce revenu pouvait être plus ou moins élevé selon la récolte et le prix des grains, mais c'était un revenu sûr. Le bilan annuel indiquant les pertes n'était connu que dans les années de désastres, quand la récolte ne dépassait pas la semence ou quand, pendant la guerre, les soldats pillaient la récolte, enlevaient le bétail ou brûlaient les bâtiments.

Dans l'organisation capitaliste, qui exigeait des dépenses pécuniaires pour les salaires et souvent pour la nourriture de nombreux animaux, le revenu net pouvait être plus élevé, mais il était moins sûr. L'esprit économique de la noblesse polonaise du XVIII^e siècle, surtout des petits seigneurs, n'était pas encore assez développé pour leur permettre d'introduire l'organisation capitaliste dans leurs exploitations. Ils craignaient toujours les dépenses plus considérables et préféraient prendre la corvée comme base fondamentale de leurs exploitations, parce que cette organisation leur garantissait des revenus certains, sans leur occasionner de dépenses pécuniaires. Il est intéressant de savoir que, même dans les instructions économiques écrites par les grands seigneurs pour les régisseurs de leurs domaines, on retrouvait des passages dans lesquels on recommande de restreindre autant que possible (16) les dépenses pécuniaires. L'esprit non capitaliste de la noblesse polonaise peut être considéré comme le principal obstacle à l'élargissement du capitalisme dans l'organisation agraire de la Pologne au XVIII^e siècle.

Cependant on rencontrait parfois des exceptions. Ça et là, on essaya d'organiser les exploitations seigneuriales, exclusivement ou du moins principalement à l'aide des domestiques et des journaliers. Mais ces nouvelles tendances économiques étaient très difficiles à réaliser à une époque où la grande majorité de la population rurale était soumise au servage de la glèbe.

Nous pouvons ici citer comme exemple typique de ces difficultés quelques faits de la vie quotidienne trouvés dans un livre très intéressant provenant du domaine Debiec, propriété de la ville de Poznan (17). Dans la première moitié du XVIII^e siècle, on a essayé d'organiser, dans ce domaine, qui a été ravagé par la guerre, une exploitation agricole. La colonisation du domaine et

(16) PAWLIK, *Polskie instruktarze ekonomiczne*.

(17) RUTKOWSKI, *Zagadnienie reformy rolnej*, 48.

l'établissement des paysans corvéables n'ayant pas réussi, on dut recourir au travail des domestiques et des journaliers. Mais il aurait fallu avoir une domesticité plus nombreuse que celle qu'on avait à cette époque. Dans le livre mentionné ci-dessus, nous trouvons de nombreux contrats faits par le régisseur de ce domaine avec différents domestiques, et beaucoup d'autres notices concernant cette catégorie d'ouvriers agricoles. Ce registre contient un grand nombre de faits très intéressants qui nous donnent une idée claire de toutes les difficultés que rencontrait sur sa route chaque innovateur qui voulait diriger une grande exploitation agricole sans avoir à sa disposition des paysans corvéables.

Il était facile au seigneur d'engager comme domestiques quelques personnes s'il avait dans ses domaines des paysans-serfs. Mais, s'il ne possédait que des champs et des bâtiments d'exploitation, il lui était difficile de compléter sa domesticité. Le régisseur du domaine de Debiec se trouvait justement dans cette situation. Il fut contraint de chercher les domestiques parmi la population libre, qui présentait un élément très mobile. Il fut obligé d'accepter les conditions posées par ces domestiques, et, pour retenir les gens engagés, il augmentait leurs gages et améliorait leur nourriture. Malgré tout, un très grand nombre de ces contrats mentionne la fuite de ces domestiques avant la fin du temps prévu dans l'engagement. Il résulte de ces faits que le servage de la glèbe doit empêcher l'organisation capitaliste de s'introduire dans la production agricole en Pologne au XVIII^e siècle.

V. — TENURES PAYSANNES

I. Tenures de laboureurs. — II. Tenures de journaliers et de population rurale industrielle et commerçante. — III. Statistique de tenures paysannes.

I. TENURES DE LABOUREURS

On l'a vu plus haut, la plus grande partie des terres labourables dans le pays et, dans certaines seigneuries, toutes ces terres, constituaient des tenures paysannes. Les laboureurs (*kmiecie, cmethones*) étaient les tenanciers les plus importants. Ils possédaient les plus grandes tenures et formaient la majorité de la population rurale. Il faut considérer, en règle générale, que les laboureurs disposaient d'une quantité de terres suffisante pour entretenir les bêtes servant au labour s'ils étaient corvéables, ils étaient obligés à la corvée à l'aide de leurs animaux.

L'étendue de tenures des laboureurs était au Moyen âge, surtout au XIII^e et XIV^e siècles, assez uniforme. Chaque laboureur possédait alors généralement un manse (*mansus, laneus, lan,*

włoka) (18) de labour. Le morcellement de ces tenures commence vers la fin du Moyen âge et, au XVIII^e siècle, l'étendue des tenures de laboureurs présentait de grandes différences. Il y avait des laboureurs qui ne disposaient que d'un huitième de manse, tandis que d'autres, en achetant des lots de terre ou même des tenures entières à leurs voisins, pouvaient posséder deux ou trois manses.

Outre les terres labourables, les laboureurs possédaient des jardins, des prés, des pâturages et, dans les montagnes, parfois même des forêts. Ces terres ne formaient en Galicie, en 1786, que 36 % de toutes les terres paysannes (19). La moyenne de toute la Pologne était sans doute encore moins élevée, parce que, dans la Galicie du sud, dans les montagnes, les paysans possédaient peu de labour et beaucoup de prés, de pâturages et de forêts. Nous pouvons ici citer comme exemple frappant le domaine du roi à *Dolina* (20). Les laboureurs censitaires de ces domaines, qui gagnaient leur vie et payaient le cens seigneurial du revenu de leurs tenures, ne possédaient qu'un dixième de manse de terres labourables par tenure. Il est évident que l'élevage qui se faisait sur de vastes prés et pâturages formait la base principale de leur existence. La production du grain n'était qu'une branche secondaire de leur économie rurale.

Les pâturages et les forêts n'étaient pas généralement partagés entre les tenanciers, mais ils étaient donnés par les seigneurs comme propriété communale à tous les paysans du village. On ne rencontre de forêts communales que très rarement, et seulement dans les montagnes. Les pâturages communaux n'existaient pas non plus dans beaucoup de villages. Les paysans ne possédaient dans ces villages que différents droits d'usage dans les pâtures et les forêts du seigneur. Il faut remarquer que la différence entre la propriété communale et les droits d'usage était souvent tout à fait insignifiante, et il est parfois difficile de faire la distinction entre ces deux formes, parce que le seigneur possédait toujours une sorte de directe sur toutes les terres paysannes, directe qui était assez fortement constituée.

Les droits d'usage des paysans étaient, au XVIII^e siècle (21), fixés d'une manière plus précise qu'auparavant. Cette précision devenait plus souvent, en même temps, une restriction aux droits

(18) On distinguait en Pologne, au Moyen âge, deux catégories principales de manses : le manse flamand de 30 journaux (le journal avait 59 ares) et le manse de Magdebourg, qui avait 43 journaux deux tiers. Ces deux mesures sont restées comme mesures fondamentales dans le cours des temps modernes, mais en outre, dans beaucoup d'endroits, on se servait de différentes mesures locales. (Voir : T. WIERZBOWSKI, *Vade mecum*, éd. de 1926, pp. 216, 219.)

(19) TOKARZ, *Galicja*, 93, 194.

(20) RUTKOWSKI, *Poddanstwo włoscian*, p. 48.

(21) Id., « Studja », (*Ekonomista*, 1914, II. 103).

des paysans. Les redevances spéciales pour les droits d'usage se retrouvaient aussi dans beaucoup de seigneuries. Les laboureurs censitaires possédaient le plus souvent leurs terres à titre héréditaire. Les bâtiments, l'attelage, les outils de labourage étaient aussi leur propriété. Mais les terres appartenant aux corvéables étaient le plus souvent données à volonté. On rencontre ici fréquemment des tenanciers qui, outre les terres et les bâtiments, l'attelage, parfois même des vaches et des truies et les principaux outils, tels que charrue, herse et chariot, sans compter la semence, tout cela était appelé *zaloga* (22). Le capital agricole apporté dans ces cas par les paysans était évidemment très petit.

L'organisation du travail dans les tenures des laboureurs était fort simple (23). Le laboureur lui-même, avec des membres de sa famille, exécutait la plupart et très souvent tous les travaux des champs de la tenure. Les laboureurs grevés d'une grande corvée ou possédant de grandes tenures louaient en outre des domestiques : des valets, des filles et des garçons. Ces domestiques recevaient du laboureur la table, les vêtements, ou le salaire, à la façon des domestiques des exploitations seigneuriales.

On retrouve dans certaines tenures de laboureurs surtout dans les tenures d'étendue plus considérable, à côté des domestiques ou à leur place, des journaliers-locataires (*inquilini, komornicy*). Le plus souvent, ils étaient placés dans une petite chambre de la chaumière du laboureur (*komora*), ou même dans la chambre où demeurait toute la famille du laboureur (*katnicy*). Le placement de ces journaliers-locataires, dans les petites chaumières spéciales (*komornicy z chalupkami*), était rare.

La condition de cette catégorie de paysans n'a pas été suffisamment étudiée. La plupart d'entre eux soignaient probablement leur propre bétail (vachès, porcs) et volailles et même un petit jardin. Il semble que, si la chaumière où demeurait le journalier-locataire appartenait au laboureur, celui-là était obligé à une petite corvée sur le champ du laboureur et, si la chaumière appartenait au seigneur, cette corvée revenait à ce dernier. Il est possible que le laboureur ait eu le droit de priorité dans la louée des journaliers-locataires habitant sa chaumière. Cependant, il n'est pas douteux que les journaliers-locataires pouvaient travailler comme salariés chez d'autres paysans ou sur les champs du seigneur.

(22) RUTKOWSKI, « Studja », (*Ekonomista*, 1914, II, 117).

(23) Id., *ibid.*, II, 108-114.

II. LES TENURES DE JOURNALIERS ET DE POPULATION INDUSTRIELLE ET COMMERÇANTE ⁽²⁴⁾

Au XVIII^e siècle, la différence entre les tenures de laboureurs et celles de journaliers était, dans beaucoup de cas, tout à fait insignifiante. Par suite du morcellement des tenures de laboureurs, l'étendue des tenures de ces deux classes de la population rurale était souvent la même. Les laboureurs qui possédaient les tenures d'une étendue inférieure à un quart de manse n'étaient en réalité, la plupart du temps, que de simples journaliers. Le revenu de leurs tenures n'était pour eux qu'une base secondaire de leur existence.

Les terriers et d'autres sources désignent sous différents termes les journaliers, en comprenant sous ces noms les paysans qui étaient obligés à une corvée manuelle, en les opposant aux laboureurs, qui devaient la corvée avec l'attelage. L'exception à cette règle était rare. Au XVIII^e siècle, la classe de tenanciers-journaliers n'était pas uniforme. On peut distinguer ici trois groupes. Les paysans appartenant à chaque groupe sont presque toujours énumérés dans les terriers séparément. Les *zagrodnicy* (*hortulani*) forment le premier groupe de cette classe. Chaque *zagrodnik* possédait ses propres bâtiments, un jardin et une terre labourable d'une étendue ne dépassant pas un quart de manse (25). Les tenures de cette catégorie de journaliers n'étaient pas toujours de même dimension. On distinguait dans certaines seigneuries parfois quatre catégories de *zagrodnicy* (26). Les *zagrodnicy* avaient toujours une ou plusieurs vaches, des porcs, de la volaille et exceptionnellement aussi un petit attelage. Cependant, le plus souvent, les champs appartenant à cette catégorie de paysans étaient labourés par des paysans aisés. En revanche, les *zagrodnicy* travaillaient pour ces derniers pendant la fenaison, la moisson, le battage. Un certain nombre de ces gens étaient occupés dans l'industrie rurale. Tous les autres étaient obligés de travailler en qualité de salariés sur les champs des paysans aisés ou des exploitations seigneuriales, parce que leurs petites tenures n'absorbaient pas toutes leurs forces et étaient insuffisantes, pour pourvoir aux besoins de leur existence.

Le second groupe de journaliers-tenanciers formaient les *chalupnicy*, qui ne possédaient qu'une chaumière, un jardin et qui n'avaient que des vaches, du menu bétail et de la volaille. Le

(24) RUTKOWSKI, *Klucz Brzozowski*, 93 et suiv. ; — Id., « Studja » (*Ekonomista*, 1914, II, 103).

(25) Remarquons qu'il y avait des villages où on désignait par ce terme des tenanciers ne possédant qu'une chaumière et un jardin.

(26) RUTKOWSKI, *Klucz Brzozowski*, 89.

salaire jouait dans leur budget un rôle encore plus important que chez les *zagrodniczy*.

Les journaliers-locataires (*komornicy*), dont nous avons parlé plus haut, formaient le troisième groupe des journaliers. Leur situation se rapprochait souvent de celle des domestiques. Cependant, il nous a paru opportun de les traiter comme des tenanciers. En effet, au XVIII^e siècle, beaucoup de ces locataires dépendaient uniquement du seigneur et cette catégorie de la population était toujours énumérée dans les terriers, à côté des autres tenanciers, dans les listes ne comprenant jamais de domestiques.

Les paysans s'adonnaient à l'industrie rurale comme à une occupation secondaire et auxiliaire. Cependant, parmi les *zagrodniczy*, on retrouve des gens qui préféraient s'occuper d'industrie plutôt que d'aller travailler comme salariés sur les champs d'autrui. Dans beaucoup de villages, on trouvait des paysans s'adonnant à l'industrie ou au commerce ; ils sont énumérés à part de tous les groupes de la population villageoise, dont nous avons parlé plus haut. Ce sont, le plus souvent, des meuniers et des cabaretiers.

Au XVIII^e siècle, les moulins n'appartenaient que rarement au paysan. Le plus souvent, ils étaient la propriété des seigneurs et étaient affermés par les paysans. Les meuniers-administrateurs des moulins seigneuriaux sont aussi très rares. Généralement des jardins, de petits prés et quelques lots de labour attenaient aux moulins.

La situation des cabaretiers était à peu près la même. Les cabaretiers-héritiers, assez fréquents au Moyen âge, avaient disparu. Les cabarets ne sont que très rarement administrés par le seigneur. Presque tous les cabarets seigneuriaux étaient affermés, le plus souvent avec les brasseries et les distilleries.

III. STATISTIQUES DES TENURES PAYSANNES

Les nombreux inventaires dressés dans différents villages ou sur des domaines entiers et surtout les terriers généraux des domaines du roi, de 1765 et 1789, forment une base aussi solide qu'étendue pour une statistique de tenures paysannes au XVIII^e siècle. Cependant, l'élaboration de toutes ces sources présente de nombreuses difficultés ; ce sont surtout la diversité des mesures employées dans la description des tenures des laboureurs et l'absence d'une terminologie uniforme quand il s'agit de journaliers. En conséquence, les données d'un nombre considérable de villages ne peuvent être utilisées pour une statistique générale, qui doit être basée sur des principes uniformes. Il faut encore ajouter que, pour les domaines de la noblesse et du clergé, les inventaires conservés proviennent de différentes années. Si on veut donner une statistique concernant un territoire plus vaste,

on ne peut trouver de données provenant d'une même année. Les tables statistiques concernant les tenures paysannes, sauf les tables se rapportant exclusivement aux domaines du roi, doivent se baser sur les données provenant de plusieurs années. Notre table est dressée sur des matériaux provenant pour la plupart des années 1750-1772.

Tenures paysannes (27)

PROVINCES	Nombre de villages	Nombre de tenures	POURCENTAGE DE TENURES DE										
			Journaliers			Laboureurs ayant du labour en mans						Autres	
			Locataires	Chalupnicy	Zagrodnicy	au-dessous d'un quart	1/4		3/4		1 et au-dessus		
							1/4	1/2	3/4	1			
Prusse Royale	11	133	4.5	7.5	37.6	»	»	15.0	3.0	31.6	0.8		
Grande-Pologne	49	1.225	15.1	10.3	26.5	1.8	7.3	29.5	0.1	3.9	5.5		
Mazovie et Podlachie	19	554	7.4	1.5	7.0	14.7	13.6	41.8	0.5	8.1	5.4		
Petite-Pologne	274	10.230	8.2	9.9	28.3	11.8	18.4	15.6	9.9	5.2	1.7		
Terres ruthènes	116	5.233	3.1	6.8	19.8	20.6	36.1	8.8	1.9	0.7	2.2		
Totaux (28)	469	17.375	7.1	8.7	25.0	13.9	22.8	15.3	1.1	3.9	2.2		

Les chiffres concernant 469 villages et 17.375 tenures ne permettent pas évidemment d'arriver à des conclusions générales sur le classement de la population rurale. Cependant, il faut citer comme un fait très remarquable que le morcellement des tenures paysannes était à cette époque plus avancé dans les provinces du sud que dans celles du nord (29).

(27) RUTKOWSKI, « Studja » (*Ekonomista*, 1914, II, 97,100). Parmi les 9.896 tenures de laboureurs qui se trouvaient dans les 469 villages, 1.294 tenures étaient d'une dimension inconnue. En conséquence, les chiffres concernant les dimensions des tenures de laboureurs n'étaient calculées que d'après des données prises sur 8.602 tenures.

(28) Parmi les 469 villages, 350 (74,6 %) appartenaient au domaine du roi, 44 (9,4 %) au clergé, et 75 (16,0 %) à la noblesse. La répartition des tenures paysannes entre les groupes énumérés dans la table ci-dessus était différente dans chacune de ces trois catégories de villages. Nous pouvons corriger les pourcentages des totaux en supposant que le pourcentage des divers groupes de tenures était, dans les villages étudiés, le même que dans tous les villages de chaque catégorie (c'est-à-dire dans les domaines du roi, du clergé et de la noblesse), et en se basant sur la statistique de Korzon (*Wewnętrzne dzieje*, I, 320) sur la répartition de la population serve entre les domaines des trois catégories énumérées. Les pourcentages corrigés sont les suivants : journaliers-locataires, 8,9 % ; « chalupnicy », 6,2 % ; « zagrodnicy », 17,1 % ; laboureurs au-dessous d'un quart de mans, 12,8 % ; 1/4-1/2, 27,1 % ; 1/2-3/4, 20,2 % ; 3/4-1, 1,6 % ; un mans et au-dessus, 3,8 % ; autres tenanciers, 2,3 %.

(29) Remarquons encore que, d'après une thèse de M. WIECZOREK qui n'a

VI. — CHARGES DE LA POPULATION RURALE

I. Caractéristique générale des redevances seigneuriales. — II. Redevances seigneuriales des différentes classes de la population rurale. — III. Portée économique des charges seigneuriales. — IV. — Impôts et charges ecclésiastiques. — V. Comparaison des charges paysannes en Pologne avec les mêmes charges dans quelques autres pays d'Europe.

I. CARACTÉRISTIQUE GÉNÉRALE DES REDEVANCES SEIGNEURIALES ⁽³⁰⁾

Les redevances seigneuriales en Pologne, au XVIII^e siècle, étaient variées. Les lois générales concernant les charges seigneuriales, qui pouvaient introduire une certaine uniformité dans ce domaine, étaient inconnues. Il n'existait pas de coutumes provinciales concernant les redevances seigneuriales; elles variaient d'un domaine à l'autre. La tendance des seigneurs d'unifier les charges paysannes dans les limites de leurs domaines présente un trait caractéristique de l'évolution de ces charges, depuis le XVI^e siècle. Ce processus d'unification n'était pas évidemment achevé au XVIII^e siècle. Les grands domaines étaient toujours composés de villages dont la population n'était pas assujettie aux mêmes charges.

Cependant, les éléments essentiels qui composaient les redevances paysannes dans les différentes seigneuries étaient presque partout les mêmes. La classification de ces éléments peut être faite sous différents aspects. Les redevances se présentaient, au point de vue de leur forme, comme le cens en argent, ou le cens en nature ou la corvée. Les redevances en argent (*czynsz*) étaient le plus souvent fixées en florins polonais. Les censitaires étaient parfois grevés par un cens fixé en thalers. Les charges paysannes fixées en écus d'or sont inconnues au XVIII^e siècle.

Le cens en nature (*daniny*) était le plus souvent fixé en grains. Il existait presque toujours, à côté de ce cens principal, un petit cens en nature payable le plus souvent en poules, œufs, fromages. On rencontre aussi, quoique moins souvent, comme cens en nature, les oies, les canards, les porcs, les moutons, les veaux, le chanvre, le lin, le houblon, le miel, et comme cens de forêts, les champignons, les noix, les fraises, les framboises, etc. Le cens en nature pouvait presque toujours être remplacé par un cens en argent, d'après un tarif fixé par la coutume.

pas encore paru : *Z dziejów ustroju wolnego W. Ks. Litewskiego w XVIII w* (« Etudes sur l'histoire agraire du grand-duché de Lithuanie au XVIII^e siècle »), les tenures de laboureurs possédant au moins un manse de terres labourables formaient 23 % de toutes les tenures paysannes. Ce dernier pourcentage est basé sur les données concernant 396 villages et 3.980 tenures.

(30) RUTKOWSKI, « Studja » (*Ekonomista*, 1914, III, 129-153).

La corvée (*panszczyzna robocizna*) était, au XVIII^e siècle, la plus lourde charge paysanne. On distinguait plusieurs catégories de corvées, savoir la corvée ordinaire, les jours supplémentaires ou d'été, les jours gratuits, corvée de transport, corvée d'utilité publique et corvée de guet.

La corvée ordinaire, appelée le plus souvent tout simplement corvée (*panszczyzna*), ou jours de la semaine (*dni tygodniowe*), était fixée par un nombre de jours dus par le paysan au seigneur, dans chaque semaine. Le nombre de jours variait entre une demi-journée et six jours par semaine. Il est évident que la corvée de quatre, cinq ou six jours par semaine pouvait être appliquée seulement aux grands tenanciers, qui pouvaient avoir des valets, des bœufs et des chevaux, destinés spécialement aux travaux des champs du seigneur. Le nombre de jours de corvée ordinaire était, dans certaines seigneuries, d'avril à novembre, plus élevé que pendant l'hiver.

On distinguait dans la corvée ordinaire les jours avec attelage, les jours manuels, et parfois, en outre, les jours féminins. Un jour avec attelage n'avait pas toujours la même importance. Les petits tenanciers étaient obligés d'envoyer sur les champs du seigneur, pour chaque jour de la corvée ordinaire, un homme et un cheval, tandis que les grands tenanciers envoyaient pour un seul jour deux ou trois hommes et parfois six bêtes.

On a introduit dans plusieurs seigneuries un minimum de rendement de corvée (*panszczyzna wydzielowa*). Cette organisation était le plus souvent en usage quand la corvée était employée pour le battage. Le minimum était alors fixé dans les palatinats de l'Ouest à trente gerbes de blé d'hiver et quarante-cinq à soixante gerbes de blé d'été. Dans les palatinats de l'Est, ces chiffres étaient plus élevés : pour le blé d'hiver, on comptait de cinquante à soixante gerbes, et pour le blé d'été de soixante à soixante-dix gerbes. Si le minimum de travaux n'était pas exécuté, le paysan était obligé de venir le jour suivant pour compléter son travail, et ce dernier jour ne lui était pas compté comme jour de corvée effectuée. On retrouve une semblable organisation, dans certaines seigneuries, pour le labourage et le moissonnage.

La corvée supplémentaire, appelée « jours d'été » (*dni pomocne, dni letnie*), présentait la seconde catégorie de la corvée. Cette corvée pouvait être employée pour toutes sortes de travaux agricoles (*tloki*), ou exclusivement pour certains travaux comme le labourage (*zaor, obor*), le moissonnage (*zazen, obzen*), le fauchage (*zakos, obkos*), le râtelage du foin (*zagrab, obgrab*), etc. Le nombre de corvées supplémentaires variait de quatre à quatorze jours par an et par tenure. Le nombre d'hommes qui étaient envoyés par chaque tenure était généralement fixé à un, deux ou trois. Cependant il existait des seigneuries dans lesquelles,

pendant les jours de la corvée supplémentaire, tous les paysans adultes étaient obligés de travailler pour le seigneur.

Les jours gratuits (*darmochy*) qui, dans un très grand nombre de seigneuries, n'existaient pas, étaient employés pour certains petits travaux, par exemple le rouissage, le broyage, le peignage du lin et du chanvre, les travaux dans les jardins du seigneur, etc. Le nombre de ces jours gratuits, pour la plupart, n'était pas fixé. C'étaient les femmes et les enfants des paysans qui devaient exécuter ces travaux. Ils étaient obligés de venir en groupes, aussi longtemps que le travail dont le seigneur avait besoin n'était pas terminé. Des calculs précis sur l'importance de cette corvée sont difficiles, mais elle était pour les paysans, sans aucun doute, une charge peu importante.

La corvée de transport (*podróż*) était très répandue. Elle était employée surtout pour le transport du blé à la ville ou au bord des rivières où le blé pouvait être embarqué sur les bateaux. Le transport du bois à brûler ou à construire, du foin ou autres produits de l'économie rurale, était moins important. La corvée du transport due par les journaliers consistait dans l'obligation de porter les lettres du seigneur. La corvée de transport était presque toujours limitée par le nombre de courses (une à cinq) et le maximum de distance de chaque trajet (une ou quelques lieues).

La corvée d'utilité publique (*szarwark*) était, au XVIII^e siècle, administrée par les seigneurs. Elle formait une partie essentielle du système entier des corvées seigneuriales et était destinée aux travaux des routes, des ponts, des digues, des bâtardeaux. Le nombre de jours de corvée dont il s'agit était fixé le plus souvent de douze à vingt-quatre, mais le nombre de jours pouvait monter à cinquante-deux ou même n'être pas du tout fixé.

Il faut encore mentionner le droit de guet (*stróża*), c'est-à-dire le devoir de surveiller pendant la nuit le manoir ou le château du seigneur et ses champs, surtout pendant les récoltes. Cette obligation était souvent transformée en une redevance pécuniaire destinée à payer un gardien nocturne.

Les redevances seigneuriales étaient presque sans exception des charges réelles. Ce n'était pas la personne du paysan qui était grevée de redevances, mais c'était sa tenure, c'est-à-dire les labours, les prés, les jardins, les droits d'usage dans les pâturages et dans les bois. Les charges grevant les bâtiments du paysan ou ses animaux étaient rares. Même le cens ou la corvée des journaliers-locataires, pour la plupart, doit être considéré comme une charge réelle. Ce n'était qu'un équivalent pour le droit d'habiter une chaumière bâtie aux frais du seigneur et entretenue à ses frais. On peut considérer comme charge personnelle les redevances seigneuriales des journaliers-locataires demeurant dans les chaumières qui appartenaient comme pro-

priété aux paysans du village, et surtout les redevances payées par les nouveaux mariés quand ils ne quittaient pas leur village natal. Ces dernières redevances n'étaient que tout à fait exceptionnelles. Les autres charges personnelles, qui n'étaient pas très fréquentes, même au Moyen âge, n'existaient pas non plus au XVIII^e siècle.

C'était sur les tenures elles-mêmes que pesaient les redevances. Chaque tenure était grevée de certaines charges décrites soigneusement dans les terriers fonciers. Les redevances seigneuriales pesant sur des communes entières, les redevances qui ne subissaient aucune modification par suite du changement du nombre de tenures et de l'étendue de la terre exploitée, étaient, au XVIII^e siècle, très rares et avaient peu d'importance. La responsabilité solidaire de tous les tenanciers pour toutes les redevances du village existait, mais elle était exceptionnelle.

Les redevances seigneuriales étaient en grande majorité périodiques et devaient être effectuées chaque année. Les redevances revenant tous les deux ou trois ans étaient rares, de même que les charges occasionnelles, par exemple les droits de mutation auxquels était soumise la propriété immobilière des paysans dans certaines seigneuries.

Il existait, à côté des charges directes, qui pesaient sur des tenanciers pris en particulier ou sur des villages entiers, d'autres charges seigneuriales indirectes. C'étaient des monopoles seigneuriaux qui formaient la base de ces charges indirectes. Les monopoles seigneuriaux des moulins et des cabarets existaient dans la plupart des domaines. Il était défendu aux paysans de moudre dans leurs chaumières des grains et de préparer de la bière et de l'eau-de-vie. La plupart du temps, il était également défendu de se servir des moulins des seigneurs voisins et de prendre la bière et l'eau-de-vie des cabarets situés dans les seigneuries du voisinage. Les autres monopoles industriels, par exemple les blanchisseries, étaient rares. On rencontrait plus souvent différents monopoles commerciaux du seigneur, par exemple ceux concernant l'achat du sel, des harengs, etc. Parfois, les paysans étaient obligés d'acheter ces produits, surtout le sel, par quantités qui dépassaient leur propre consommation. Ce dernier usage est connu sous le nom de *narzut*.

Tout ce régime des redevances seigneuriales était sanctionné par la coutume. Les paysans ont toujours considéré le changement de coutume au profit du seigneur comme une injustice à laquelle ils s'opposaient par une résistance passive qui, dans beaucoup de cas, était une défense suffisante de l'ancienne coutume. Cependant, tout ce régime n'était pas protégé par l'Etat. La conséquence de ce fait était que les charges seigneuriales n'étaient pas, au XVIII^e siècle, immuables. On peut citer des exemples de redevances qu'on a cessé d'exiger. Mais il semble qu'on

pouvait rencontrer plus souvent l'augmentation des charges de la part du seigneur. Toutefois, cette augmentation n'était pas, au XVIII^e siècle, si forte que vers la fin du Moyen âge et au XVI^e siècle. C'est surtout dans les villages qui ont été ravagés par la guerre que les variations des redevances sont les plus marquées. Les seigneurs furent obligés de se contenter de petites redevances à l'époque du rétablissement de ces villages. Puis ces redevances furent successivement augmentées à mesure que la vie économique normale se rétablissait. Les études qui ont été faites sur ce sujet ne nous permettent pas de résoudre la question, et de savoir si le régime des charges seigneuriales fut aggravé au cours du XVIII^e siècle.

II. REDEVANCES SEIGNEURIALES DES DIFFÉRENTES CLASSES DE LA POPULATION RURALE

On trouve presque dans tous les villages et sur toutes les tenures les éléments essentiels des redevances seigneuriales dont nous avons parlé plus haut. Cependant la manière selon laquelle ces éléments ont constitué les redevances réelles des différentes tenures était très variée. Il faut distinguer quatre groupes principaux des tenures au point de vue de leurs charges seigneuriales, à savoir les tenures des laboureurs censitaires, des laboureurs corvéables, des journaliers et de la population industrielle et commerçante.

Les redevances des laboureurs censitaires, ou tout simplement des censitaires (*czynszownicy*), étaient fort simples. Le cens en argent, payé en deux termes, était souvent leur unique charge. Le montant de ce cens présentait de grandes différences et il oscillait entre 25 et 100 florins polonais pour le mans. Ces grandes diversités s'expliquent facilement par les inégalités dans la qualité de la terre et ensuite par les différentes époques de signature des contrats. Pendant le cours du XVII^e siècle, la valeur du florin polonais baissait sensiblement. En conséquence, les contrats de la première moitié de ce siècle étaient, au XVIII^e siècle, plus favorables pour les censitaires que les contrats de la seconde moitié du XVII^e siècle au XVIII^e siècle. Beaucoup de censitaires étaient grevés d'un cens en nature, à savoir en blé, ou d'un petit cens en œufs, poules, etc. On retrouve aussi parfois, parmi les censitaires, une petite corvée de quelques jours par an qui exceptionnellement pouvait s'élever jusqu'à une vingtaine de jours.

Les redevances des laboureurs corvéables étaient les plus dures et les plus variées. Le cens en argent n'avait pas ici une grande importance. On peut rencontrer des villages où le cens en argent n'avait pas changé depuis le XV^e ou le XVI^e siècles, et cependant la valeur monétaire était tombée d'une façon appréciable. Rappelons que le florin polonais, égal en 1500 à un écu d'or, ne pré-

sentait en 1700 qu'une valeur d'un dix-huitième du même écu. Dans beaucoup de villages, le cens en argent était tout à fait inconnu parmi cette catégorie de paysans.

Le cens en nature grevait presque toutes les tenures des laboureurs corvéables, mais la plus dure redevance de ces laboureurs était la corvée. Toutes les catégories de corvée décrites plus haut étaient connues dans la plupart des villages habités par les laboureurs corvéables. La corvée ordinaire était de dimensions très différentes. La corvée de trois jours par semaine par chaque tenure est celle qu'on retrouve le plus fréquemment. La portée réelle de cette corvée ne dépendait pas seulement du nombre des journées dues par les tenanciers, mais aussi de l'étendue de sa tenure. Les laboureurs possédant des petites tenures étaient généralement grevés d'une corvée proportionnellement plus élevée que les possesseurs de grandes tenures. Les tenures « entières », c'est-à-dire composées d'un manse entier de labour, étaient le plus souvent grevées d'une corvée ordinaire de quatre à six jours par semaine ; les tenanciers d'une « demi-tenure » devaient travailler trois ou quatre jours ; les tenanciers d'un quart de tenure entière, deux ou trois jours ; ceux d'un demi-quart, un ou deux jours. En conséquence, la proportion pour un manse variait selon les dimensions de la tenure. Elle s'élevait à cinq, sept, dix et douze jours par semaine pour la tenure de un, un demi, un quart, un tiers du manse. Il résulte de ces chiffres que la corvée moyenne d'une petite tenure était, par manse, plus du double de la corvée d'une grande tenure. En réalité, la différence n'était pas si grande, parce que la corvée des grands tenanciers était effectuée par un nombre d'hommes et de bétail plus grands que la corvée des petits tenanciers. Il est compréhensible que le nombre de journées corvéables dans les petites tenures était relativement plus élevé que celui des grandes tenures. Remarquons encore qu'entre les diverses provinces de Pologne, il existait des différences sensibles au point de vue des redevances des laboureurs. Ces redevances étaient moins élevées dans les régions du nord-ouest (Grande-Pologne) que dans les régions du sud (Petite-Pologne et Ruthénie rouge).

Redevances seigneuriales (31)

(moyen par mans)

PROVINCES	Nombre de jours par semaine de corvée ordinaire	Valeur en florins polonais de toutes les redevances seigneuriales	POURCENTAGE DE LA VALEUR		
			de la corvée	du cens en nature	du cens en argent
Grande-Pologne....	6	80	65	10	25
Petite-Pologne.....	6	100	80	10	10
Ruthénie rouge.....	10	100	90	5	5

Les redevances des journaliers étaient beaucoup plus simples que celles des laboureurs corvéables. La plupart des journaliers étaient corvéables. La corvée ordinaire, presque sans exception manuelle pour les journaliers-tenanciers avec un petit labour (*zagrodnicy*), était d'un jour et demi ou de deux ou de trois jours par semaine, pour les journaliers-tenanciers sans labour (*chalupnicy*), d'un ou de deux jours pour les journaliers-locataires, d'une demi-journée ou d'une journée entière. La corvée supplémentaire, quand elle existait, ne dépassait pas deux ou trois jours par an. Les autres catégories de corvée étaient aussi moins élevées, de même que les cens en argent ou en nature, généralement tout à fait insignifiants.

La population villageoise industrielle et commerçante, quoique peu nombreuse, ne formait pas, au point de vue des redevances, un groupe uniforme. Les meuniers et les cabaretiers étaient pour la plupart des fermiers louant à court temps des moulins, des brasseries, des distilleries et des cabarets seigneuriaux. Les meuniers étaient très souvent astreints à une corvée spéciale. Ils étaient obligés d'exécuter tous les travaux de charpenterie quand il s'agissait de réparation des bâtiments seigneuriaux et de travailler à prix réduits pour les nouvelles constructions. Les différents ouvriers villageois, tels que forgerons, cordonniers, potiers, donnaient un cens en argent ou en produits industriels, ou faisaient une corvée selon leur métier.

(31) RUTKOWSKI, « Studja » (*Ekonomista*, 1914, III, 147). — Les calculs sont basés, pour les deux premières colonnes, sur les données de quatre-vingt-neuf villages et pour les trois dernières colonnes sur celles d'environ deux cents villages.

III. PORTÉE ÉCONOMIQUE DES CHARGES SEIGNEURIALES ⁽³²⁾

La question la plus importante dans le domaine des redevances seigneuriales est le problème de la relation qui existait entre la valeur de ces redevances et le montant du revenu des paysans. Il est impossible d'avoir une idée précise de la portée économique des charges seigneuriales sans avoir résolu ce problème. Il est relativement facile d'évaluer la valeur des redevances dues par les censitaires. Mais, par contre, il est malaisé d'évaluer les revenus que le censitaire tirait de sa tenure. Le problème indiqué est beaucoup plus complexe quand il s'agit des corvéables. La difficulté d'une évaluation des revenus tirés par les corvéables de leurs tenures est la même que chez les censitaires. Des difficultés spéciales se présentent quand il s'agit d'évaluer la valeur de la corvée. Il est compréhensible que toutes ces difficultés ont fait que le problème dont nous parlons n'a pas été jusqu'à présent suffisamment approfondi. Il n'existe à ce sujet que quelques observations plus ou moins générales faites par différents auteurs, observations qui peuvent être faussées par une préoccupation de polémique.

Tout d'abord, il faut citer ici les observations de Stanislas Grabski (33). Elles ont trait exclusivement aux tenures corvéables et sont basées sur des données provenant surtout de l'administration du duché de Varsovie. Le régime agraire, au commencement du XIX^e siècle, était, dans ses traits essentiels, le même qu'au XVIII^e siècle.

Voici l'argumentation de Stanislas Grabski : les champs seigneuriaux étaient cultivés par les corvéables, les domestiques et les journaliers salariés. Le nombre des domestiques était si insignifiant, qu'on peut les laisser de côté. Le nombre de journaliers s'élevait à 18 % de la population totale. Une partie de ces journaliers travaillaient chez les paysans aisés, une autre partie était occupée dans l'industrie. On peut supposer que, sur les champs seigneuriaux, ne travaillait que 10 % de la population. Probablement, tous ces journaliers pouvaient être payés par le seigneur avec le cens donné par les corvéables. Justement, dans sept villages cités par l'auteur, le cens forme, en 1790, 10 % de la valeur de la corvée. Il résulte que toutes les terres des exploitations seigneuriales étaient cultivées par les corvéables sans aucune rétribution pécuniaire.

La terre labourable des tenures paysannes dépasse 8 % de l'étendue du labour des exploitations seigneuriales. En supposant

(32) RUTKOWSKI, *Poddanstwo wloscian*, 122-137.

(33) ST. GRABSKI, « Zarys idei społeczno-gospodarczych », *Przegląd Polski*, 152 (1904), pp. 461 et suiv.

que les censitaires qui doivent être laissés de côté dans tout ce calcul occupent à peu près 8 % des terres labourables, Stanislas Grabski en conclut que le paysan corvéable, en compensation du droit d'usage qu'il avait sur ces tenures, était obligé de cultiver pour le seigneur la même étendue de terre qu'il cultivait pour lui-même. En conséquence, les redevances seigneuriales des corvéables s'élevaient à la moitié du produit de leur travail.

Il est évident que la conclusion citée n'a que la valeur d'une hypothèse provisoire. (34). Des études plus approfondies sont indispensables pour pouvoir résoudre le problème de la portée des charges seigneuriales d'une manière plus précise. Il faut étudier avec plus d'exactitude le pourcentage des terres labourables occupées par les censitaires, la valeur des cens donnés par les corvéables, et en outre faire entrer dans ces calculs les salaires et frais d'entretien des domestiques. Mais la question la plus importante est celle de déterminer le rôle que jouaient les salaires dans l'organisation des exploitations seigneuriales. Il semble que les salariés exécutaient plus de 10 % de tous les travaux. On ne peut pas aujourd'hui prouver, comme M. Grabski le suppose, que la totalité des journaliers (18 %) pour les personnes occupées chez les paysans ou dans l'industrie s'élève à 8 %. Toutefois, ce dernier pourcentage n'est qu'une hypothèse, qui ne s'appuie sur aucune preuve. Mais c'est surtout le travail des laboureurs corvéables possédant des petites tenures et travaillant comme salariés qui modifie les conclusions dont nous parlons. En augmentant dans les calculs le nombre des journées salariées, il faut en même temps augmenter la somme versée par le seigneur aux salariés, et on doit supposer que le cens payé par les corvéables n'était pas suffisant pour payer tous les salariés et les domestiques. Il en résulte que le seigneur était obligé de donner une partie de ses récoltes aux paysans travaillant sur ses champs et que les charges des paysans corvéables n'atteignaient pas la moitié des produits de leurs travaux.

L'analyse du régime agraire de la Galicie sous le règne de Joseph II, faite d'après la méthode de M. Grabski, arrive aux mêmes résultats. Le labour paysan prenait alors 73 % du labour entier. Dans les régions montagneuses de la Galicie, les exploitations seigneuriales étaient rares et les tenures censitaires typiques. Cependant, ces tenures censitaires ne possédaient pas beaucoup de terres labourables et nous pouvons supposer que, dans la plaine, où prédominait l'organisation corvéable, le pourcentage des terres paysannes était à peu près le même que dans toute la Galicie. La portée du travail des domestiques dans l'organisation des exploitations seigneuriales, ainsi que le cens des corvéables,

(34) RUTKOWSKI, *Poddanstwo wloscian*, 123-126.

étaient probablement les mêmes que dans le territoire étudié par M. Grabski. La corvée était, en Galicie, plus élevée. Et il en résulte que, dans cette province, les corvéables cédaient au seigneur environ 30 % (35) de leur production totale. On ne peut pas expliquer autrement l'énorme écart existant entre les calculs faits pour la Galicie dans le dernier quart du XVIII^e siècle et du duché de Varsovie dans le premier quart du XIX^e siècle, qu'en supposant qu'en Galicie, au XVIII^e siècle, les exploitations seigneuriales employaient beaucoup moins de salariés que n'en employait le duché de Varsovie à une époque postérieure. Il résulte, en outre, qu'il est plus probable que les charges seigneuriales des paysans corvéables prenaient environ un tiers plutôt que la moitié des produits élaborés par ces derniers (36).

IV. IMPOTS ET CHARGES ECCLÉSIASTIQUES

Au commencement du XVIII^e siècle, les impôts directs pesant sur les paysans par suite de la guerre subirent plusieurs changements. La perception de ces impôts ne pouvait pas être régulière et leur portée économique, ainsi que leur répartition entre les différents groupes de la population paysanne, ne sont pas encore étudiés. En 1717, on a stabilisé tout le régime des impôts. Deux impôts faisant partie de ce régime frappaient spécialement la population paysanne : la capitation, payée par tous les paysans adultes, et l'impôt foncier, dit *hyberna*, payé par les paysans demeurant sur les domaines du roi et du clergé.

La capitation (*pogłównie*) était quelquefois perçue au XV^e et au commencement du XVI^e siècle, et fut perçue pour la dernière fois en 1520. L'hostilité de la noblesse contre l'impôt a été cause que, pendant un siècle et demi, la capitation ne fut pas perçue. Les dettes énormes provenant de la guerre de la moitié du XVII^e siècle ont contraint la diète de 1662 à rétablir, de nouveau, cet impôt. La capitation, comme tous les autres impôts directs dus par les paysans, n'était pas payée par eux directement aux employés fiscaux de l'Etat. Les paysans versaient la somme au seigneur qui, à son tour, la payait aux fonctionnaires du fisc. Le fisc, pour chaque village, possédait les listes des contribuables. La somme de l'impôt dû par chaque village était établie à l'aide de ces listes et les seigneurs étaient responsables envers l'Etat de

(35) Nous obtenons, en comptant pour les censitaires 8 à 15 % du labour, pour le labour des corvéables, 69 à 72 % ; et il reste pour les exploitations seigneuriales à peu près 28 à 31 %.

(36) Ajoutons encore que WL. GRABSKI, *Spoleczne gospodarstwo agrarne w Polsce* (« L'organisation agraire en Pologne »), 1923, p. 167, n'a pas accepté ce raisonnement. Il considère comme typique le pourcentage supposé par St. Grabski, c'est-à-dire la moitié et, exceptionnellement, sur les terres moins fertiles, un pourcentage moins élevé. Mais, pour appuyer sa thèse, l'auteur n'a fourni aucun fait nouveau.

cette somme. Les listes indiquant les sommes d'impôts dues par chaque village étaient nommées « tarifs de la capitation ». La revision de ces tarifs n'était effectuée qu'assez rarement. La loi de 1717, introduisant la capitation comme un impôt permanent, décréta que cet impôt devait être perçu d'après les tarifs de 1676. L'impôt ne pouvait être diminué que pour les villages détruits par la guerre, l'incendie ou d'autres causes.

Il est évident que la capitation, en vertu de cette organisation, ne pouvait pas avoir la même portée dans tous les villages. Il y avait des domaines où la moyenne de la capitation pour une tenure dépassait à peine un demi-florin (37), tandis que, dans d'autres, chaque tenancier devait payer personnellement 2 ou 3 florins. La même somme était due par la femme du tenancier et, en outre, on devait payer, pour chaque enfant adulte demeurant avec ses parents et pour chaque domestique, un demi-florin à deux florins (38). Cependant, la capitation n'était pas une lourde charge. Dans les villages où on a fait des calculs, la capitation faisait 5 à 13 % de la valeur des redevances seigneuriales (39).

L'impôt foncier, perçu exclusivement dans les domaines du roi et du clergé, présentait une charge beaucoup plus élevée. Les sommes de cet impôt foncier versées par les villages où des calculs ont été faits sont de trois à six fois plus grandes que les sommes de la capitation. La répartition de cet impôt entre les différents villages était de même très inégale. La répartition des impôts entre les tenanciers d'un même seigneur dépendait uniquement de ce seigneur. Il arrivait que, pour attirer de nouveaux colons, on fixait pour eux l'impôt d'après une base inférieure à l'impôt payé par les paysans demeurant depuis longtemps dans le même domaine (40). Dans les villages colonisés au XVIII^e siècle, l'impôt foncier pouvait être inférieur de 10 % de la valeur des charges seigneuriales, mais généralement il dépassait 30 % et pouvait atteindre même 80 % de la valeur de ces redevances (41).

En 1775, la capitation et l'impôt foncier furent abolis et remplacés par d'autres impôts. La capitation fut remplacée par le fouage. Le montant de cet impôt pour une tenure paysanne variait de 5 à 7 florins suivant les provinces. Le fouage présentait presque

(37) RUTKOWSKI, *Klucz Brzozowski*, 128.

(38) ID., *Zagadnienie reformy rolnej*, 28, 29, 37.

(39) ID., *Poddanstwo wloscian*, 141.

(40) ID., *Zagadnienie reformy rolnej*, 28, 29, 37. — Dans les domaines appartenant à la ville de Poznan dans la première moitié du XVIII^e siècle, le montant de l'impôt foncier payé par les colons allemands s'élevait à 7 florins 1/3 par manse, tandis que les paysans polonais devaient payer 42 et plus tard 60 et 66 florins.

(41) RUTKOWSKI : *Poddanstwo*, 142 ; — ID., *Zagadnienie reformy rolnej*, 29.

pour tous les paysans une augmentation de charges. Mais ces charges étaient réparties d'une manière plus juste et plus égale que l'ancien impôt.

Au lieu de l'ancien impôt foncier, on introduisit dans les domaines du roi un fouage supplémentaire, s'élevant à 50 % en plus du fouage ordinaire et on imposa les domaines du clergé d'un « subsidium charitativum » dont la répartition était faite par le clergé lui-même. Ces deux impôts étaient moins lourds que l'ancien impôt foncier (43). En conséquence, la réforme financière a mis fin aux grandes différences qui existaient auparavant dans les impôts des domaines publics d'un côté, du domaine de la noblesse de l'autre côté.

La troisième catégorie des charges pesant sur les tenures paysannes formait les redevances envers l'Eglise. La dîme en gerbes (*dziesięcina snopowa, wytyczna*), c'est-à-dire la dixième partie de la récolte tirée des terres labourables, était encore très répandue. Cependant, dans beaucoup de villages, elle était remplacée par une quantité déterminée de grains ou par une somme d'argent. Les dîmes d'argent étaient surtout très avantageuses pour les paysans parce que leur importance diminuait constamment avec la dépréciation de la valeur monétaire. La portée économique des charges ecclésiastiques n'a pas encore été étudiée.

V. COMPARAISON DES CHARGES PAYSANNES EN POLOGNE AVEC CELLES DE QUELQUES AUTRES PAYS D'EUROPE (44)

Les études comparatives en matière des charges de la population paysanne sous l'ancien régime présentent de très grandes difficultés. Dans tous les pays, la population rurale était composée de différentes classes. Chaque classe était chargée par des redevances différentes et sa situation économique différait de celle des autres classes. Il est impossible de mettre en parallèle les charges paysannes polonaises considérées en général avec les charges de la population rurale des autres pays européens. La comparaison doit être faite séparément, au moins pour les groupes principaux.

Rappelons, de plus, que les charges n'étaient pas du tout, dans un pays donné, les mêmes pour tous les tenanciers de chaque groupe. Les nombreuses sources provenant du XVIII^e siècle nous permettraient d'établir des calculs de la redevance « moyenne » de chaque groupe. Cependant, ce travail n'est pas encore fait.

Nous sommes assez bien informés sur les éléments dont les charges des différentes classes dans les pays divers étaient com-

(43) RUTKOWSKI, *Zagadnienie reformy rolnej*, 64.

(44) Id., *Poddanstwo włoscian*, 122-137.

posées. Mais les études statistiques qui pourraient nous fixer sur le montant de ces redevances ne sont, dans tous les pays, que très peu avancées. Les travaux concernant la portée économique des redevances, c'est-à-dire les rapports existant entre le montant des charges et le revenu tiré par les paysans de sa tenure, sont encore moins développés.

Une comparaison précise des charges paysannes en Pologne au XVIII^e siècle avec celles des autres pays d'Europe est évidemment impossible avant que des monographies spéciales ne nous aient fourni des renseignements plus précis sur le montant et la portée des charges des différentes classes dans les divers pays. Aujourd'hui, nous sommes forcé de nous borner à des observations plus générales qui présentent souvent un caractère purement hypothécaire et ne concernent que quelques côtés de ce sujet difficile.

Nous commençons par les censitaires, qui formaient généralement en Pologne la classe des paysans la plus aisée. Leurs redevances seigneuriales, qui furent fixées pour la plupart au XVII^e ou au XVIII^e siècle, prenaient probablement une place intermédiaire entre le montant des charges seigneuriales françaises qui, comme nous le savons, restaient souvent fixées depuis le Moyen âge, et les charges des fermiers, charges qui pouvaient être facilement augmentées.

Aujourd'hui, il est très difficile de donner une réponse positive à la question : les charges seigneuriales des laboureurs censitaires étaient-elles plus élevées en Pologne ou en Allemagne ? Cependant, il n'est pas douteux que les charges totales de cette classe, c'est-à-dire les charges seigneuriales prises dans leur ensemble avec les impôts, étaient, en Pologne, moins élevées que les charges analogues des laboureurs corvéables de l'Allemagne du nord-est et même moins élevées que les charges paysannes dans certains endroits de l'Allemagne occidentale. Le nombre assez considérable des paysans allemands qui émigraient pour chercher une existence meilleure en Pologne en donnent une preuve suffisante (45). Les impôts en Pologne, fort modestes et assez élevés dans les différents Etats de l'Allemagne, pouvaient expliquer les principales causes de cette différence.

La situation économique des laboureurs corvéables en Pologne ressemblait assez souvent à celle des métayers en France. C'était le cas quand le corvéable n'était pas héritier de sa tenure et quand la terre, avec les bâtiments et une partie de la semence et

(45) KNAPP (G.-F.), *Die Bauernbefreiung*, I, 83 ; II, 3, 16, 17, 27 ; — Id., *Die Landarbeiter in Knechtschaft und Freiheit*, 36 : « Es ist ferner urkundlich verbürgt, dass in Jahren 1708 und 1718 Bauern aus Pommern und aus Ostpreussen nach Polen entweihen, um der Härte des Druckes zu entgehen, der in ihrer Heimat auf ihnen lastete. » — GRÜNBERG (C.), *Die Bauernbefreiung*, 11, 12 : « Schlesische Unterthanen in grossen Massen nach Polen flüchteten, nicht aber umgekehrt. » — BAR (M.), *Die Bamberger bei Posen*.

du bétail, leur était fournie par le seigneur. La moitié de la récolte produite par les corvéables appartenait, comme le suppose St. Grabski, au seigneur (46).

Si les observations critiques que nous avons faites plus haut, à propos des appréciations de Stanislas Grabski, pouvaient être confirmées par une analyse plus précise de ce problème, on pourrait affirmer que la portée des charges seigneuriales de la plupart des corvéables était moins lourde que les charges des métayers, obligés de donner au seigneur la moitié de la récolte des grains et « une petite ferme » qui était l'équivalent de la moitié des autres produits de la tenure.

Il y avait beaucoup d'analogie entre la situation des laboureurs corvéables en Pologne et celle de la même classe en Allemagne du nord-est. Il nous manque des données statistiques plus étendues concernant les redevances seigneuriales dans ces deux pays. Le manque de statistiques fait qu'il est difficile de répondre définitivement à la question de savoir lesquels, des corvéables allemands ou des corvéables polonais, étaient astreints aux charges les plus lourdes. La corvée comptée par tenure était moins élevée en Pologne que dans l'Allemagne du nord-est, surtout qu'en Schleswig-Holstein, en Poméranie prussienne et Haute-Silésie, etc., etc. (47), où, plus fréquemment qu'en Pologne, on trouvait des tenanciers, obligés de travailler quatre à six jours par semaine. Cependant, les tenures possédées par les laboureurs étaient en Allemagne plus étendues qu'en Pologne. En conséquence, la charge réelle était peut-être plus élevée en Pologne que dans l'Allemagne de l'est. D'autre part, comme les impôts étaient plus élevés en Allemagne qu'en Pologne, peut-être, en fin de compte, le paysan polonais était-il le plus avantagé.

Le fait de l'immigration des paysans allemands en Pologne ne nous permet pas d'affirmer que la situation des paysans allemands était plus dure que celle des paysans corvéables en Pologne, car les immigrants allemands s'installaient en Pologne comme censitaires et non comme corvéables.

Nous nous bornerons ici à des remarques très générales concernant les redevances des laboureurs. Les redevances des journaliers présentent beaucoup moins d'importance, parce que la situation économique de cette classe était déterminée en premier lieu par les salaires.

(46) Cependant, il faut remarquer que, chez les métayers, en France, toute la récolte était produite dans les tenures paysannes, tandis que chez les corvéables, en Pologne, les tenures paysannes ne produisaient que la partie appartenant au paysan, et les exploitations seigneuriales produisaient ce qui devait revenir au seigneur.

(47) HANSEN, « Abhebung der Leibeigenschaft », etc., in Schleswig und Holstein, 19 ; — RÖMER : *Staatsrecht und Statistique des Kurfürstentums Sachsen*, III, 221 ; — KNAPP (G. F.), *Grundherrschaft und Rittergut*, 34 ; — DESSMANN, *Geschichte der schlesischen Agrarverfassung*, 65, 66.

VII. — DIFFÉRENTES CLASSES DE LA POPULATION RURALE ET LEUR AISANCE

I. Observations générales. — II. Noblesse. — III. Paysans.

I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Le régime agraire offrait, dans l'organisation économique de la Pologne du XVIII^e siècle, une importance extraordinaire. Les villes ne jouaient pas dans la vie économique de l'ancienne Pologne un rôle aussi grand que dans l'Europe occidentale. Les guerres qui sévirent dans la dernière moitié du XVII^e siècle furent pour les villes une cause de décadence qui, pour la plupart d'entre elles, dura jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. La vie économique de la Pologne au XVIII^e siècle était donc essentiellement rurale. Et c'était l'immense majorité de la population qui vivait de l'économie agraire.

L'organisation agraire, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, était assez complexe. Le revenu de la terre était partagé d'une manière très compliquée et inégale entre les facteurs coopérants à la production ou qui en tiraient leur revenu. Toute la population rurale, dans le sens le plus large de ce mot, c'est-à-dire toute la population travaillant sur les champs et dans les autres branches de l'économie rurale et toutes les personnes vivant du revenu de la terre, était divisée en plusieurs groupes qui se trouvaient dans des conditions économiques différentes.

Cette répartition de la population rurale en classes est déterminée par les éléments essentiels du régime agraire et spécialement par la répartition de la propriété foncière, par la distribution économique de la terre entre les différentes exploitations agricoles et par l'organisation sociale de ces exploitations.

Les classes les plus importantes qui composaient la totalité de la population rurale sont les suivantes. La haute noblesse, savoir les magnats propriétaires des latifondes, comprenant les gens les plus riches de la Pologne de cette époque. Beaucoup plus modeste était la situation de la noblesse moyenne, composée de propriétaires de domaines formés d'un ou de plusieurs villages et des grands fermiers des domaines des magnats, de l'Eglise, des villes, etc. La basse noblesse formait une classe intermédiaire entre la moyenne noblesse et les agriculteurs roturiers. Les laboureurs corvéables, vivant dans des conditions plus modestes, étaient encore plus nombreux. Les journaliers et les domestiques formaient la classe inférieure de la population rurale.

Le classement ci-dessus ne donne qu'une idée générale des différences existant parmi la masse de la population rurale. Chacun des groupes énumérés plus haut peut, de son côté, se subdivi-

viser en plusieurs sous-groupes. Les différences n'étaient pas profondes entre les groupes voisins. Presque partout, on retrouve des types de transition qui forment les anneaux d'une chaîne continue. Au bas de cette chaîne, on retrouve des valets et autres domestiques et, au sommet, les magnats, avec le roi en tête.

Les classes de la population rurale peuvent être rangées, au point de vue juridique, en deux groupes principaux : les nobles, la classe privilégiée, et les roturiers, dont la majorité était formée de serfs qui avaient des droits fort limités par les lois et les coutumes. Cette différence dans la condition juridique était accompagnée d'une profonde différence économique, qui avait sa source dans le privilège de la noblesse de posséder la terre en pleine propriété, ce qui n'était pas permis aux roturiers. Toutefois, la basse noblesse forme une classe qui se rapproche beaucoup des agriculteurs roturiers au point de vue économique. La petite noblesse possédant la terre en toute propriété différait des roturiers en ce qu'elle était franche de redevances seigneuriales. Cependant, les conditions économiques de la noblesse censitaire cultivant les petites tenures affermées étaient les mêmes que celles des laboureurs censitaires. La noblesse censitaire formait un anneau reliant les grands groupes des nobles et des paysans.

II. NOBLESSE

A la tête de la noblesse, on retrouve les magnats. Les bases économiques des grandes fortunes des représentants de cette classe étaient formées d'un côté par les vastes domaines qui leur appartenaient en toute propriété, d'un autre côté par une partie considérable du domaine du roi, possédé à titre viager, dans une mesure plus ou moins étendue, par tous les magnats. Citons comme exemple Charles Radziwill qui, dans les domaines du roi, possédait seize villes et presque six cents villages. Dans les domaines propres de Félix Potocki habitaient 130.000 serfs (48).

Les revenus annuels des magnats s'élevaient à des millions de florins (49). Grâce à ces revenus, les magnats pouvaient avoir de magnifiques cours, qui dépassaient parfois en splendeur la cour royale (50), et étaient également à même d'entretenir des nombreuses troupes privées (51).

La situation économique de la moyenne noblesse était beau-

(48) KORZON, *Wewnetrzne dzieje*, I, 247.

(49) On estimait les revenus de Xavier Branicki à 2 millions de florins, de Félix Potocki à 3 millions, d'Adam Czartoryski à 3.600.000 florins, de Charles Radziwill à 5 millions de florins (KORZON, *loc. cit.*).

(50) La cour de Félix Potocki comptait quatre cents personnes (KORZON, *loc. cit.*).

(51) Charles Radziwill entretenait une garde aulique de six mille soldats (KORZON, *loc. cit.*).

coup plus modeste. On y retrouvait aussi des gens riches dont la fortune était estimée à plus d'un million de florins et dont les revenus pouvaient dépasser 100.000 florins par an (52), mais ce n'était là que des exceptions. La grande majorité de la moyenne noblesse devait se contenter de revenus plus restreints. Parfois, les sommes annuelles données par les grands fermiers pour un village n'atteignaient pas 1.000 florins et ne dépassaient que rarement 2.500 florins. Le revenu du propriétaire gérant lui-même l'administration du village et de l'exploitation seigneuriale n'atteignaient pas probablement le double de ces sommes. La différence entre les revenus d'un grand seigneur et ceux d'un noble ne possédant qu'un ou deux villages était sans comparaison plus grande que la différence existant entre les revenus de ces nobles et ceux d'un simple paysan.

Les grands fermiers se trouvaient évidemment dans une situation plus modeste que les propriétaires des villages analogues administrant eux-mêmes leurs domaines. Les fermiers d'un ou de deux villages peu peuplés et dont les terres n'étaient pas spécialement fertiles végétaient et se trouvaient dans une situation matérielle analogue à celle des paysans aisés. En voici un exemple très caractéristique : les fermiers de deux villages appartenant à la ville de Poznan demeuraient dans une maison modeste, ne comprenant que deux pièces, analogues à celles que l'on assignait aux domestiques (53).

La situation économique de la petite noblesse n'était pas meilleure que celle des paysans aisés. Les nobles, même propriétaires de leur terre, ne possédant que de petites tenures, se trouvaient souvent dans des conditions plus modestes que les paysans riches. Même les nobles, possédant un ou plusieurs serfs et un « manoir », qui souvent se trouvait à côté de manoirs semblables dans le même village, vivaient comme les paysans. Citons comme un fait caractéristique l'acte de partage de la fortune d'un noble appartenant à ce groupe où le fils aîné recevait la maison paternelle et les autres enfants avaient pour demeure, en été, les granges et, en hiver, les chaumières de leurs propres sujets (54).

III. PAYSANS

Les conditions économiques dans lesquelles vivaient les différents groupes de la population rurale étaient fort inégales. En outre, les représentants des différents groupes avaient, dans des régions différentes, des situations bien inégales. En conséquence,

(52) KORZON, *op. cit.*, 250.

(53) RUTKOWSKI, *Zagadnienie reformy rolnej*, 40.

(54) *Id.*, *Poddanstwo wloscian*, 149.

la classe paysanne présentait au point de vue de son aisance, de sérieuses différences. Les exemples isolés de la prospérité d'un côté et de la misère d'un autre côté sont fréquents. Mais il n'a pas été fait à ce sujet d'études précises basées sur la méthode statistique et établies sur des documents plus abondants.

Les laboureurs-censitaires formaient une sorte d'aristocratie parmi les paysans polonais du XVIII^e siècle. Les calculs basés sur les inventaires de la fortune immobilière et mobilière des censitaires demeurant dans les villages propriété de la ville de Poznan (55) donnent une certaine idée de l'aisance et du niveau de la vie des laboureurs-censitaires polonais au XVIII^e siècle.

Les inventaires mentionnés plus haut ont permis d'établir la fortune « moyenne » d'un laboureur-censitaire possédant une tenure de trois quarts de manse. La valeur de la terre, c'est-à-dire les droits héréditaires des paysans, était évaluée à 250 florins et la valeur de la semence à 350 florins par manse, c'est-à-dire 450 florins par trois quarts de manse. Les bâtiments étaient composés d'une chaumière se divisant en une grande... (*izba*) et une petite chambre (*komora*), cette dernière la plupart du temps sans fenêtres. Les chaumières à deux grandes chambres ou à deux ou trois petites chambres étaient rares. Toutes les tenures possédaient une grange, le plus souvent deux, et de un à quatre bâtiments pour le bétail. La valeur de tous ces bâtiments était fort variable. La construction d'une belle chaumière pouvait coûter jusqu'à 900 florins ; cependant, d'un autre côté, on rencontrait dans des tenures en mauvais état des bâtiments évalués à 150 florins. La valeur moyenne peut être estimée à 750 florins. De cette manière, l'immeuble faisant partie d'une fortune paysanne représentait une valeur de 1.200 florins.

Les laboureurs dont il s'agit possédaient en moyenne deux à trois chevaux, un taureau, deux à trois vaches, deux à trois jeunes bêtes à cornes, six à sept cochons, trente moutons, dix pièces de volaille. Tout cela pouvant valoir environ 470 florins.

L'outillage agricole était composé d'un grand nombre de différents objets. Quelques inventaires portent sous cette rubrique jusqu'à soixante-dix objets, dont les principaux étaient la char-rue, la herse et le chariot. Les outillages présentaient une valeur de 115 florins.

Les provisions et autres produits agricoles étaient fort inégaux dans les différentes parties de l'année. Vers le 1^{er} janvier, on pouvait les évaluer à environ 100 florins. De cette manière, la tenure, comme exploitation agricole, dans son ensemble présentait une valeur de 1.835 florins (56).

(55) RUTKOWSKI, *Zagadnienie reformy rolnej*, 66 et suiv.

(56) En ne comptant pour l'exploitation agricole que la moitié des provisions (50 fl.) et en supposant que la seconde moitié de ces provisions était destinée au ménage du paysan.

Il faut encore ajouter à la fortune paysanne tout ce qui appartenait au ménage particulier des paysans. Le mobilier n'était pas le même dans toutes les chaumières, mais il était toujours fort simple. On peut considérer comme mobilier typique : deux lits, une table, deux chaises, deux bancs, deux bahuts et une armoire, représentant en tout une valeur de 22 florins.

La vaisselle de la cuisine et du ménage, en général, était composée d'un grand nombre de divers petits objets dont la valeur pouvait être évaluée à 30 florins. Les vêtements, parmi lesquels se retrouvent parfois des objets faits de damas, de soie et des coraux, présentaient une valeur de 175 florins ; la lingerie pouvait valoir 45 florins et quelques autres petits objets 10 florins. L'ensemble de cette seconde partie de la fortune paysanne s'élevait à 332 florins (57).

Le total de la fortune entière était de 2.177 florins et se divisait comme suit : la terre avec la semence 21 %, les bâtiments 31 %, le bétail 22 %, les outils 5 %, les provisions 5 %, le mobilier 1 %, la vaisselle du ménage 1 %, les vêtements 8 %, la literie 2 %.

Il va sans dire que les laboureurs corvéables, les journaliers et les domestiques, vivaient dans des conditions plus modestes que les laboureurs censitaires (58). Nous ne pouvons donner à ce sujet aucun chiffre nous permettant d'évaluer cette différence d'une manière positive.

*
**

Nous avons décrit tout le régime agraire de l'ancienne Pologne dans le dernier siècle de son existence, considéré comme se trouvant dans une condition stable. Et justement, dans la majorité des villages, l'organisation est restée sans changements profonds pendant tout le XVIII^e siècle. Cependant, il y avait des villages où le régime agraire subit des changements radicaux et dans lesquels des réformes profondes furent introduites.

Le problème des réformes agraires fut un sujet de polémique dans la littérature politique du XVIII^e siècle et une cause de luttes dans la diète. Dans l'étude qui précède, nous avons omis tout ce qui touche au grand problème de la réforme agraire en Pologne au XVIII^e siècle. Nous avons l'intention de consacrer à cette question un article spécial.

J. RUTKOWSKI.

(57) Voir la note précédente.

(58) RUTKOWSKI, *Zagadnienie reformy rolnej*, 75.

L'ÉCONOMIE RURALE DE L'ANJOU DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

par HENRI SÉE

Professeur honoraire à l'Université de Rennes

I. — L'ÉCONOMIE RURALE AVANT LA RÉVOLUTION

Sur l'état économique des campagnes angevines avant la Révolution, nous ne possédons pas des données très précises ; aucun travail d'ensemble n'a été consacré à cette question.

Cependant, d'un certain nombre d'indications (1), nous pouvons inférer que l'agriculture était assez peu prospère à la veille de 1789. L'Anjou, qui forme la bordure orientale du massif armoricain, ressemble, au moins dans sa partie occidentale, par certains traits, à la Bretagne. Dans les Mauges et dans le pays de Segré, c'est un pays bocager, caractérisé par les *clôtures*, les haies et les fossés qui bornent les champs (2), à l'exception cependant des vallées et surtout du Val de Loire ou de l'Anjou, où les clôtures n'existent pas. C'est aussi, et plus même que la Bretagne, notamment dans la région de Segré, un pays de grande propriété, noble ou ecclésiastique, à l'exception aussi du Val de Loire, où existent beaucoup de petites propriétés paysannes, notamment dans les vignobles.

Sans doute, en Anjou, on peut distinguer plusieurs régions, et notamment le Haut-Anjou, appelé *les Mauges*, au sud de la Loire (la future Vendée angevine), et, au nord, le Bas-Anjou. Le contraste est encore plus frappant entre la région bocagère de l'ouest

(1) Voy. notamment, l'excellente publication d'A. LE MOY, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée d'Angers*. 2 vol., 1915-1916 (Coll. des Doc. économiques de la Révolution), et principalement Introd., t. I, pp. ix et sqq.; — CÉLESTIN PORT, *La Vendée Angevine*, 1888, t. I, pp. 3 et sqq., et *Dictionnaire historique, géographique et biographique de Maine-et-Loire*, Angers, 1878, 3 vol. in-8°.

(2) Sur la nature des pays bocagers, voy. l'excellente description de R. MUSSET, « The geographical characteristics of western France » (*The geographical review*, janvier 1922).

et la région orientale, le pays de Saumur, très analogue à la Touraine.

D'après le tableau de l'intendant Lescaloppier (1762-1766), les Mauges sont un pays fertile, qui produit en abondance du blé, du bétail, des vins, beaucoup plus prospère que le Bas-Anjou. C'est, en effet, un pays de pâturage, qui plus tard se développera en ce sens. Mais, même dans les Mauges, on trouve encore beaucoup de landes, et l'on n'a pas renoncé au système de la jachère. La preuve, d'ailleurs, que l'agriculture ne suffit pas à en nourrir les habitants, c'est l'existence d'une industrie rurale importante, dont Cholet est le centre. Puis les Mauges sont encore plus dépourvues de voies de communication que le Bas-Anjou, où, dans les dernières années de l'Ancien régime, un effort assez sérieux a été tenté en ce sens. A lire les *Souvenirs d'un Nonagénaire*, si vivants et si précis, on a bien aussi l'impression d'une agriculture arriérée (3).

Comme en Bretagne, la vaine pâture n'existe que dans quelques vallées, et les paysans n'ont nulle part de biens communaux. Il n'y a que des *communes* ou *landes*, que les seigneurs, comme en Bretagne, s'efforcent de transformer en propriété personnelle, ce qui cause un grand préjudice à la masse de la population paysanne (4) ; les cahiers de 1789 s'en plaignent vivement.

Un trait caractéristique de l'économie rurale de l'Anjou, sous l'ancien régime, et qui tend également à prouver l'état arriéré de son agriculture, c'est la prédominance du métayage, surtout dans le Craonnais, qui avoisine le Bas-Maine, où cette forme de location des terres est aussi la plus répandue (5).

Les impôts royaux pesaient lourdement sur les paysans, et, en particulier, la gabelle, que presque tous les cahiers considéraient comme un véritable fléau.

II. — LA PÉRIODE DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

Pour l'Anjou, malheureusement, aucune étude n'a été consacrée à l'abolition du régime seigneurial ni à la vente des biens nationaux. Il semble bien cependant que, dans cette contrée comme ailleurs, la condition sociale des paysans ait été fortement améliorée par la Révolution.

(3) *Souvenirs d'un Nonagénaire*, François-Yves Besnard, publiés par Célestin Port, 1880, 2 vol. in-8° ; — Cf. A. GELLUSSEAU, *Histoire de Cholet et de son industrie*, Angers et Paris, 1862.

(4) Voy. L. HERPIN, *La propriété des communaux de Parilly à la fin de l'ancien régime*, Paris, 1911 (thèse de droit) ; — PH. SAGNAC et PIERRE CARON, *Les comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial*. (Coll. des Doc. économiques de la Révolution), p. 142.

(5) Voy. ISIDORE PASQUIER, *Du métayage étudié dans son histoire et ses éléments juridiques d'après sa pratique dans le Craonnais*, Paris, 1890 (thèse de droit) ; — HENRI ODE, *Le colonat partiaire en Anjou*, 1910 (thèse de droit). — Sur ce qui précède, voy. aussi A. LE MOY, *L'Anjou*, Paris, 1925.

Voici, en tout cas, un indice significatif, qui nous est fourni par les *Souvenirs d'un Nonagénaire*. Fr.-Yves Besnard, en 1804, est frappé des changements qui se sont produits à Fontevault (6) :

Aux abords de la ville, plusieurs chaumières avaient pris la place des souterrains, des caves qui servaient précédemment d'habitation à plus de la moitié des habitants ; de nombreuses parcelles de terrain avaient été défrichées et offraient une agréable variété de cultures ; des femmes, des enfants allaient de tous côtés ramasser le fumier destiné à améliorer des terres que leur stérilité naturelle avait condamnées à l'improduction, alors qu'elles appartenaient à l'abbaye, et qui, après avoir été vendues d'abord en masse, avaient été acquises en petits lots par de simples journaliers prolétaires ; et ceux-ci, dont la lâcheté, la fainéantise étaient passées en proverbe, se montraient depuis lors actifs et laborieux.

Plus de haillons, ajoute Besnard, mais de bons vêtements ; plus de processions de mendiants aux portes de l'abbaye, qui se montrait très généreuse, mais dont la charité entretenait la misère.

A la suppression de l'abbaye, ce fut presque du désespoir. Mais, grâce à la vente de ses biens, les paysans sont devenus de bons travailleurs ; au lieu de vingt vaches et d'une cinquantaine d'ânes, ils possèdent plus de cent vaches et plus de deux cents ânes. « Presque tous ces ci-devant prolétaires possédaient quelques parcelles de terrain, outre une chaumière ou cave ; quelques-uns récoltaient déjà leur provision de grains et pouvaient vendre de quinze à vingt pièces de vin. »

A cette époque, il semble que l'agriculture ait fait plus de progrès sur les petites propriétés paysannes que dans les fermes étendues ; sur les premières, à Raslay, nous dit Besnard, le rendement était de 12 pour 1, et ailleurs, souvent de 3 pour 1. D'anciens journaliers ont acquis des parcelles, se sont procuré chacun une vache à cheptel, puis en sont devenus propriétaires ; la quantité du bétail a sextuplé. Le maire assurait que « les habitants — parmi lesquels il n'existait qu'un seul individu réduit à la mendicité — se trouvaient dans une sorte d'aisance, par comparaison avec l'état misérable dans lequel il les voyait dans sa jeunesse » (7).

Besnard remarque qu'un peu partout le morcellement des terres, produit par la vente des biens nationaux, avait permis à tout prolétaire d'en acquérir quelques parcelles ; celles-ci produisaient deux ou trois fois plus qu'auparavant et acquéraient « une valeur vénale quadruple ». Une ferme de 600 francs a été vendue, en détail, 45.000 francs, une autre, 54.000. Besnard a vu de ces pro-

(6) *Souvenirs*, t. II, pp. 239 et sqq.

(7) *Id.*, t. II, pp. 279-280.

létaires qui, ayant commencé par acquérir un demi-hectare, sont devenus propriétaires de 10 ou 15 hectares (8).

Ainsi, les progrès de la productivité agricole semblent surtout le fait des petites exploitations. Jusqu'en 1815, il n'y a eu aucune transformation profonde des procédés de culture. Toutefois on note, en 1814, que, dans l'arrondissement de Baugé, il s'est manifesté, depuis quelques années, un sérieux progrès des prairies artificielles : on y cultive la luzerne et surtout le trèfle, qui couvrent 500 hectares. Dans l'arrondissement de Segré, les prairies artificielles, inconnues il y a trente ans, s'étendent sur 850 arpents (50 de trèfle et 50 de luzerne). Le sainfoin n'est que très peu cultivé.

Le froment est en progrès dans les deux arrondissements, bien que la superficie cultivée en seigle l'emporte encore, mais la culture de la pomme de terre a fait de grands progrès ; elle s'étend sur 4.000 hectares dans l'arrondissement de Baugé (9).

D'autre part, l'assolement triennal, avec une année de jachère, subsiste toujours, surtout dans la région de Segré. Les prés ont encore une grande importance, ainsi que les landes et terres vagues, qui comprennent 2.500 arpents dans l'arrondissement de Segré. Dans l'arrondissement de Baugé, on remarque qu'elles jouent toujours un rôle utile dans l'économie rurale : « C'est là que le malheureux trouve le moyen d'élever des vaches pour la nourriture de sa famille. »

Le métayage a encore une grande extension, surtout dans l'arrondissement de Segré, où il est usité sur les deux tiers des fermes. Le propriétaire fournit les semences et les engrais ; on paie les impôts en commun ; les produits se partagent par moitié ; le colon doit, en outre, au propriétaire, six journées de bœufs.

Fait significatif : les prix ne se sont pas élevés très fortement depuis 1789. Dans l'arrondissement de Baugé, le boisseau de blé (20 litres), en 1789, valait 35 à 40 sous ; en 1814, 40 sous. Les salaires des domestiques se sont élevés de 80 ou 90 livres à 130 ou 160 ; les journées d'été, de 20 à 25 sous, et celles d'hiver, de 12 ou 14 sous à 15 ou 16 (10).

(8) *Souvenirs*, t. II, pp. 281-282.

(9) Dans l'arrondissement de Baugé, 8500 hectares sont cultivés en froment, 4000 en méteil, 11.000 en seigle, 2500 en orge, 100 en orge, 350 en sarrasin. Dans l'arrondissement de Segré, le seigle couvre 10.000 arpents et le froment 5000.

(10) Sur tout ce qui précède, voy. la *Statistique agricole de 1814* (Publ. du Comité des Travaux historiques, 1914), pp. 332 et sqq., et 348 et sqq.

III. — LA PÉRIODE DE 1815 A 1850. — LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ

Examinons maintenant l'évolution du régime agraire dans la période de 1815 à 1850. Nous aurons à notre service un guide excellent : *L'agriculture dans l'ouest de la France, étudiée plus spécialement dans le département de Maine-et-Loire*, par O. Leclerc-Thouin (1798-1844), professeur d'agriculture au Conservatoire des Arts-et-Métiers (11). Cet ouvrage remarquable, d'une extrême précision, œuvre d'un véritable savant, avait été écrit pour répondre au désir du ministre de l'Agriculture, qui avait ordonné une vaste enquête sur l'économie rurale de la France. Cette enquête, confiée aux inspecteurs généraux de l'agriculture, donna lieu à sept volumes, publiés par le ministère, tous fort intéressants (12). Le travail de Leclerc-Thouin, qui avait suivi « à peu près à la lettre le plan adopté dans les bureaux » du ministre, leur fut adressé en avril 1841, mais il ne fut pas publié par les soins du ministère, peut-être à cause de ses dimensions qui, comme l'écrit l'auteur, dépassaient celles qu'il « se proposait de lui donner » (13).

Sur le régime de la propriété, nous n'avons pu recueillir aucune indication très précise. Il ne semble pas avoir beaucoup changé depuis 1815 (14). Mais nul doute que la grande propriété n'ait eu une grande extension en Anjou, et surtout dans le pays de Segré, comme elle en a encore aujourd'hui (15). Les propriétés de 300, 400, 500 hectares ne sont pas rares dans le nord-ouest de l'Anjou, pas plus que dans le sud du Bas-Maine : propriétés d'anciennes familles nobles et, plus souvent encore, de bourgeois enrichis par le commerce de la toile et qui, dès le XVIII^e siècle, tendent souvent à se confondre avec la noblesse (16). Cependant, la moyenne propriété existe aussi, de même que la petite ; celle-ci prédomine dans les riches vallées, et notamment dans le Val de Loire, où le morcellement des terres est « extrême », comme dit Leclerc-

(11) Paris, Bouchard-Huzard, 1843, 1 vol. in-8° de 484 pages. Un exemplaire de cet ouvrage, fort rare, nous a été prêté avec une grande obligeance par M. le docteur Olivier Couffon, d'Angers, auquel nous adressons nos plus vifs remerciements.

(12) Notamment les volumes concernant les départements du Nord, de la Haute-Garonne, des Côtes-du-Nord.

(13) Voy. la Lettre au Ministre, du 15 avril 1841 (Introduction, pp. xi-xvi). — Dans l'Introduction, Leclerc-Thouin déclare que l'enquête sur le Nord a été l'œuvre de M. Rendu, inspecteur de l'Agriculture, et celle sur les Pyrénées-Orientales, l'œuvre de Moll, professeur au Conservatoire.

(14) M. de Beauregard déclare que le nombre des cotes n'a guère varié depuis 1815 (Registre de la Chambre d'agriculture d'Angers, 27 juillet 1852). Ce registre est conservé aux Archives de Maine-et-Loire, série M.

(15) Voy. A. SIEGFRIED, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, pp. 200-201.

(16) Voy. R. MUSSET, *op. cit.*, pp. 351 et sqq. ; — RICHARD, *La vie privée dans une ville de l'Ouest : Laval au XVIII^e siècle*, 1922.

Thouin (17). Celui-ci déclare encore que « la division des terres est un bien pour tous », que la petite culture (qui coïncide avec la petite propriété) est plus productive que la grande, car elle cherche à améliorer les terres, les soigne davantage. C'est seulement, ajoute-t-il, lorsque le cultivateur « est riche en matériel et en capitaux » que la grande propriété, « si son produit brut est moindre, donne un plus grand produit net » (18).

Un trait caractéristique et permanent de l'économie rurale en Anjou et surtout dans l'ouest (Mauges et arrondissement de Segré), c'est toujours la clôture des terres, entourées de fossés et surtout de haies plantées d'arbres. Les fossés ne se trouvent que dans l'est du département, près de Doué et de Saumur. Ailleurs, les clôtures ont le même caractère qu'en Bretagne et dans le Maine ; elles caractérisent, en effet, l'économie bocagère. Leclerc-Thouin considère ce mode de clôture comme désavantageux pour la culture des céréales, mais bienfaisant pour l'élevage. D'ailleurs, les arbres qui poussent sur les haies sont fructueux ; surtout quand il s'agit de pommiers, de noyers, de châtaigniers (19).

On comprend alors qu'en Anjou, même sous l'Ancien régime, la vaine pâture ait été peu pratiquée. Elle n'y était pas interdite cependant et on ne pouvait s'y soustraire dans les vallées, où la propriété était très morcelée et où les vigneron ne possédaient ni champs ni prés (20). Dans la première moitié du xix^e siècle, elle a disparu en certaines localités et elle a diminué en beaucoup d'autres. Bien des clôtures, en effet, ont été établies, sans qu'il n'y ait eu « d'autre opposition que quelques haies arrachées et quelques fossés comblés ». Quant à la vaine pâture des bois, « elle n'existe plus que dans un petit nombre d'endroits » (21).

Les communes ont beaucoup diminué depuis 1825. A A Segré, on a vendu, depuis 1830, 200 hectares de terres communes et on se prépare, en 1840, à vendre les trois cents ou quatre cents qui restent. L'agriculture y a gagné ; de petites propriétés ont été créées sur les landes défrichées, ce qui a profité surtout à des journaliers, de sorte que « les terres communales profitent bien plus à la classe aisée qu'à celle qui s'opposait

(17) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 70 et sqq. Cf. Registre de la Chambre d'agriculture d'Angers, 27 juillet 1852.

(18) *Id.*, *loc. cit.*

(19) *Id.*, *op. cit.*, pp. 77 et sqq. — Aucune étude n'a été consacrée au mode de groupement des populations en Anjou. Mais il semble bien que, dans la région bocagère de l'ouest, prédomine le régime de l'habitation dispersée, tandis qu'à l'est, dans le pays de Saumur notamment, la population soit beaucoup plus agglomérée. (Voy. A. LE MOY, *L'Anjou.*)

(20) Voy. H SÉE, « Enquête sur la vaine pâture et le droit de parcours à la fin du règne de Louis XV » (*Revue du XVIII^e siècle*, an. 1913, pp. 272-273).

(21) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 42-43.

naguère avec tant d'acharnement à leur mise en valeur ». Leclerc-Thouin reconnaît, il est vrai, que les aliénations ont nui à quelques petits colons, possédant une vache et quelques oies, et qui les menaient paître dans ces terres incultes (22).

IV. — L'EXPLOITATION ET LE MODE DE LOCATION DES TERRES

Même sur les grandes propriétés, comme les propriétaires n'exploitent que rarement leurs terres eux-mêmes, les exploitations agricoles sont toujours de dimensions restreintes : phénomène que l'on constate aussi dans le Bas-Maine et en Bretagne (23). La superficie des métairies et fermes ne dépasse guère 40 journaux (20 hectares) ; celles de 40 hectares sont rares. Cependant, Leclerc-Thouin signale, aux approches de la Vendée, quelques métairies de plus de 50 hectares (24).

Sur les modes de location, notre auteur nous donne des renseignements très précis. Dans l'arrondissement d'Angers, c'est à peine si quelques grands propriétaires font valoir eux-mêmes leurs terres ; au nord, on trouve des « colons partiaires », c'est-à-dire des métayers. Dans l'arrondissement de Segré, la moitié des fermes sont à mi-fruits, mais, près de la ville, le tiers des propriétaires font valoir eux-mêmes leurs terres (25). Dans l'arrondissement de Baugé, le métayage, qui s'étendait autrefois sur la moitié des fermes, est à peu près abandonné ; les quatre cinquièmes d'entre elles sont affermées à prix d'argent. Même constatation pour l'arrondissement de Saumur. Ainsi, excepté dans le voisinage de la Mayenne, le métayage a cédé la place au fermage. Leclerc-Thouin y voit, avec raison, une preuve « des progrès de la culture et de la fortune publique ». Il reconnaît d'ailleurs que le métayage a l'avantage d'associer le propriétaire aux avances et provoque des améliorations agricoles. En fait, dans le pays de Segré, comme dans le Bas-Maine, le métayage a beaucoup contribué aux progrès de la culture (26). Le métayer fournit le matériel d'exploitation et la moitié des animaux, des engrais, des semences. Les produits se partagent par moitié. En outre, le colon doit des redevances en nature, une douzaine d'œufs et un gâteau de froment à Noël ou à Pâques, parfois du beurre, des poulets,

(22) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 40-41. Le Conseil général se prononce contre la vente des communaux, qui ne profiterait qu'aux riches ; il lui préfère l'amodiation, à condition qu'on les loue de préférence à des habitants de la commune et surtout aux pauvres (*Procès-verbaux*, an. 1848, pp. 153 et sqq.).

(23) Voy. à ce sujet, R. MUSSET, *Le Bas-Maine*, 1917 ; — H. SÉE, *Les classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution*, 1906 ; — A. SIEGFRIED, *op. cit.*

(24) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 70 et sqq.

(25) Voy. R. MUSSET, pp. 378 et sqq.

(26) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 47 et sqq. — Cf. ISIDORE PASQUIER et HENRI ODE, *op. cit.*

des journées de travail. Aux abords de la Bretagne, la part du colon est de plus de moitié (27).

Quant aux fermes à prix d'argent, les baux obligent parfois le fermier à donner, outre la rente ou argent, des denrées (grains, beurre, poulets, etc. Celui-ci doit payer les impôts, est chargé des réparations et de la taille des arbres. Autrefois, les baux contenaient la clause de l'assolement triennal (labours, jachères, pâture), qui est maintenant à peu près abandonnée (28).

Leclerc-Thouin évalue le capital nécessaire pour l'exploitation d'une ferme (29). Le mobilier d'exploitation se monte à 1.600 francs environ. Il comprend : les instruments de labour (283 francs (30) ; les instruments de transport et harnais (1033 francs), les instruments de récolte (202 francs), les ustensiles divers (115 francs). Le capital des animaux s'élève à 2.645 francs ; on doit avoir huit bœufs, quatre vaches, deux génisses, deux taureaux, trois veaux, quatre cochons, six à dix moutons, un cheval. Or, un cheval coûte 200 francs ; un bœuf, de 300 à 450 francs ; une vache, de 100 à 130 francs ; un cochon, 40 francs, un mouton, de 10 à 12 francs (31). Pour une ferme de 30 hectares, il faut avoir un premier garçon (200 francs), un second (150 francs), une première servante (90 francs), une seconde servante (60 francs), un homme gagé pour l'été, 120 francs ; puis la nourriture de ce personnel, 600 francs ; au total, 1.320 francs (32). Le capital de semences est évalué à 556 francs ; celui des engrais, à 300 francs. Ainsi, pour une ferme de 30 hectares, le fermier aurait besoin d'un capital de 8.000 francs, somme indispensable, mais, ajoute Leclerc-Thouin, « il est rare de rencontrer ce capital chez un fermier ».

Les fermiers, en effet, pour la plupart, n'ont que peu d'avances, ce qui est une entrave pour toutes les opérations agricoles. Une mauvaise saison peut les ruiner, ou du moins les obérer pour

(27) Voy. R. MUSSET, pp. 378 et sqq. ; — H. ODE, *op. cit.* Le comte de Falloux (*Études et Souvenirs*) déclare que les revenus de ses métayages sont très supérieurs aux revenus de ses fermages.

(28) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 54 et sqq.

(29) *Ibid.*, pp. 87 et sqq.

(30) Il n'est pas très coûteux, car le prix des charrues varie de 9 à 45 francs.

(31) En 1770, d'après Besnard, une vache coûte de 30 à 50 francs ; un veau de quinze jours, 5 à 6 francs ; le couple de bœufs, 220 à 250 francs ; un chapon, 30 sous ; une poule, 1 livre 4 sous ; un poulet, de 10 à 15 sous ; le boisseau de blé de 30 livres, 3 livres ; le fût de vin (450 litres), de 20 à 24 livres. (*Souvenirs d'un Nonagénaire*, t. I, p. 82.)

(32) Il est intéressant de comparer ces salaires à ceux de 1770, indiqués par Besnard (*Souvenirs d'un Nonagénaire*, t. I, pp. 80-82) : un garçon laboureur est payé 84 à 90 francs ; un charretier, de 54 à 66 ; un touche-bœufs, de 30 à 36 ; un garçon d'écurie, de 60 à 66 ; une servante de ferme, de 24 à 33 ; un journalier, en été 7 à 8 sous par jour ; une femme, de 5 à 6 sous. La nourriture se compose de soupe, à midi et le soir ; au déjeuner et à la collation, on donne surtout du beurre ou du fromage et des fruits ; comme boisson, de la piquette, et, au moment des grands travaux, quelques verres de vin. (Voy. aussi *ibid.*, t. II, p. 244.)

longtemps. Des pertes d'animaux, le paiement des impositions, les salaires qu'ils ont à payer les gênent souvent. « Beaucoup, déclare Leclerc-Thouin, hypothèquent sur les chances de l'avenir leurs dettes et les rentes dues au propriétaire. » Les métayers ont encore moins de capitaux ; « beaucoup s'estiment heureux de vivre, sans autre bénéfice de leur travail et de leurs faibles avances ».

Fermiers et métayers ont donc recours à l'emprunt, souvent onéreux, bien qu'« un fermier bien famé » trouve à emprunter à 5 %. Encore en 1852, la même question du crédit agricole se pose. La Chambre consultative d'agriculture d'Angers nous dit que, par l'intermédiaire des notaires, les cultivateurs peuvent trouver des hypothèques à 5 %, mais les frais d'emprunt et de renouvellement, chaque année ou tous les trois ans, portent l'intérêt à 8 ou 9 % (33). Leclerc-Thouin peut donc constater que la condition économique des petits cultivateurs, c'est-à-dire des petits propriétaires, s'est plus améliorée que celle des fermiers « qui exploitent plus en grand ».

Toutefois, d'une façon générale, l'argent est devenu moins rare dans les campagnes, par suite de l'exportation des froments et du bétail, ainsi que de la hausse des prix. On achète aussi plus de terre, ce qui a pour conséquence la hausse de la valeur marchande et de la valeur locative du sol ; certains baux de ferme sont devenus excessifs (34). On emploie assez peu de journaliers, excepté dans les vignobles. Et souvent, on a déjà quelque peine à trouver de la main-d'œuvre dans le pays : on est obligé d'en faire venir de Bretagne. La question de l'exode rural se pose déjà à cette époque. Elle se posera plus fortement encore après 1850. La Chambre d'agriculture d'Angers, sous le second Empire, s'en préoccupe vivement. L'un de ses membres, M. de Beauregard, en novembre 1855, l'attribue à la faiblesse des salaires (34 bis) :

La valeur de l'argent a diminué ; les cultivateurs gagnent davantage, les propriétaires ont augmenté leurs prix de fermage. Le salaire

(33) *Registre des délibérations de la Chambre d'agriculture*, 27 juillet 1852 (Arch. de Maine-et-Loire). La Chambre consultative avait d'abord été créée par département ; puis, à sa place, on créa une Chambre par arrondissement (décret du 25 mars 1852), afin d'éviter aux membres trop de déplacements. Les membres sont désignés par le gouvernement (à Angers, il y en a neuf) ; le préfet est le président-né, mais la Chambre élit un vice-président : ce fut Guillory aîné, élu par 3 voix contre 2 à M. de Beauregard et une à MM. Leray, de Las-Cases, Boutton-Levesque ; Louis Tournier est secrétaire. A la première séance (le 26 juillet 1852), le préfet soumet à la Chambre les questions posées par l'administration dans la circulaire du 20 juin 1852. — Les registres de délibérations des Chambres consultatives constitueraient, là où ils ont été conservés, des documents intéressants pour l'histoire de l'agriculture sous le second Empire.

(34) *Registre des délibérations*.

(34 bis) Sur tout ce qui précède, voy. LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 82 et sqq.

seul est resté au même point. Et les conditions de la vie sont plus pénibles qu'en ville, l'existence moins agréable (35).

En fait, les salaires, sous la monarchie de Juillet, sont encore faibles : en été, dans l'arrondissement de Segré, ils sont de 60 centimes par jour avec nourriture et de 1 franc sans nourriture ; en hiver, ils tombent à 50 centimes et les femmes ne sont payées que 30 ou 40 centimes. Pour les travaux de la fenaison et des moissons, les salaires s'élèvent à 75 centimes ou à 1 fr. 25, sans la nourriture. Dans les arrondissements de Saumur et d'Angers, les journées d'hiver, sans nourriture, sont payées 1 franc ou 1 fr. 25, et les journées d'été, 1 fr. 25 (36).

Cependant, on ne constate guère de misère en Anjou, surtout dans les riches vallées, où « la mendicité serait inconnue sans les vagabonds étrangers ». Dans le reste du pays, les mendiants sont un peu plus nombreux (37).

Les progrès de l'économie rurale se manifestent encore par le défrichement des landes, la diminution des jachères et aussi l'augmentation de la population qui, de 377.000 en 1801, s'est élevée à 488.000 en 1841 (38).

Quant à l'industrie rurale, notamment à la fabrication de la toile, elle existe encore dans la région de Cholet et dans l'arrondissement de Segré, mais c'est dans les villages et les bourgs plutôt que dans les fermes que se trouvent les fileurs et les tisserands (39).

V. — LES PRATIQUES AGRICOLES

Elles se sont certainement améliorées depuis le XVIII^e siècle, mais elles ne se sont pas encore profondément transformées.

Pour le fumier de ferme, on use toujours des anciens procédés. Presque jamais on ne prépare, on ne choisit un emplacement convenable pour établir la meule de fumier ; on ne cherche ni à activer, ni à retarder la fermentation : « le purin se perd dans les chemins ou les cours, s'écoule souvent dans la mare qui sert d'abreuvoir ». En 1855 encore, rien n'est changé, car la Chambre d'agriculture d'Angers sollicite du préfet un arrêté qui ordonne

(35) Sous le second Empire, on se plaint des bénéfices exagérés des boulangers, surtout dans les campagnes, où la concurrence n'existe pas ; on y vend parfois le pain plus cher qu'à Angers (*Registre de la Chambre d'agriculture*, 30 novembre 1867, 9 juillet 1868). On se plaint de la suppression de la taxe du pain et de la viande, qui a eu lieu en 1863 (*Ibid.*, juin 1863).

(36) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 108 et sqq.

(37) *Ibid.*, pp. 86-87.

(38) *Ibid.*, pp. 26-32.

(39) *Ibid.*, pp. 36 et sqq. — Cf. GELLUSSEAU, *op. cit.* En 1814, dans l'arrondissement de Segré, les fileurs gagnaient annuellement 212.000 francs, et les tisserands 110.000 francs, la toile valant 3 francs l'aune. (*Statistique agricole de 1814*, pp. 355-356.)

de construire des fosses étanches et « interdire le déversement du purin dans les ruisseaux ». Dans les cantons voisins de la Bretagne, on emploie fréquemment le genêt et les cendres résultant de l'écobuage. Assez récemment, depuis 1822, on a commencé à user de la poudrette et du noir animal. En 1852, on demande que l'on établisse à Angers un dépôt départemental d'engrais, analogue à celui de Nantes (40).

En ce qui concerne les amendements, on constate un progrès plus sérieux. A l'ouest et au sud-ouest surtout, on se sert plus fréquemment du *compost*, c'est-à-dire du mélange de terre, de chaux et de fumier. Mais la grande amélioration, c'est l'emploi que l'on fait de plus en plus de la chaux, surtout au sud-ouest. « C'est la chaux, déclare Leclerc-Thouin, qui a amélioré la qualité des blés et le volume des épis ; grâce à elle, le froment a remplacé le seigle sur beaucoup de terrains (41). »

Les assolements sont en voie de complète transformation (42). L'assolement biennal avec jachères a diminué grâce à la culture du trèfle et de la pomme de terre. Souvent, l'assolement est de trois ou de six ans, avec une seule jachère. La rotation est alors la suivante : froment ou seigle fumé ; trèfle ; pommes de terre, froment fumé ; trèfle incarnat, pommes de terre, jachère. L'assolement de quatre ans est pratiqué aussi : froment ou seigle fumé ; pommes de terre, trèfle ; froment fumé ou trèfle ; trèfle, pommes de terre. Quant à l'assolement triennal, avec jachère complète, il est devenu très rare ; là même où il existe, l'année de repos n'est pas complètement improductive, puisqu'elle donne des herbes assez abondantes. Il est vrai que, dans les campagnes les plus pauvres, à l'ouest et au sud, les genêts et ajoncs couvrent encore de vastes étendues. En effet, après quelques années de céréales, on laisse la terre couverte de genêts pendant six ou sept ans. Mais, contrairement à ce qui se passe en Bretagne, les genêts servent non de fourrages, mais de combustible : on les brûle, on pratique l'écobuage, comme dans toute l'ancienne économie rurale de l'Ouest. Sur les terres de landes, dont Leclerc-Thouin « a vu d'assez nombreux défrichements, les blés se reproduisent trois ou quatre fois de suite » (43).

(40) Vœu de M. Guillory aîné. Le préfet se déclare hostile à « l'intervention excessive de l'administration dans les transactions particulières ». (*Registre de la Chambre d'agriculture d'Angers*, 26 juillet 1852.) — En mai 1856, à Beaupréau, on se plaint de la falsification du noir animal.

(41) Dans le Bas-Maine, on constate le même phénomène. (Voy. R. MUSSET, *Le Bas-Maine*, pp. 325 et sqq.) — Pour tout ce qui précède, voy. LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 193 et sqq.

(42) *Ibid.*, pp. 235 et sqq.

(43) Voy. aussi L. FAUTRAT, « Les assolements en usage dans le Maine et dans l'Anjou » (*Bull. du Comice agricole de Château-Gontier*, an. 1884-1885).

VI. — LA CULTURE DES CÉRÉALES

Ce qui prouve encore les progrès très sérieux de l'agriculture angevine dans la première moitié du XIX^e siècle, c'est que le froment a pris la première place dans la culture des céréales (44). Il couvre plus du quart de la superficie des terres labourables dès 1840 : 123.000 hectares sur 448.000, tandis que le seigle n'en occupe que 63.000, le méteil 19.000, et le sarrasin 5.000. On choisit avec grand soin la semence ; les labours, le hersage, toutes les opérations agricoles témoignent du zèle attentif des cultivateurs, et il est plus remarquable encore dans les petites exploitations que dans les grandes. Mais la moisson se fait à la faucille, ce qui permet d'utiliser le travail des femmes et des enfants. Sur le rendement du froment, Leclerc-Thouin nous donne des renseignements très précis : dans l'arrondissement de Baugé, au nord et à l'est, il est de 6 à 8 hectolitres par hectare en moyenne ; les meilleures terres donnent 16 à 18 hectolitres, et dans le sud, de 18 à 21. Dans l'arrondissement de Segré, le rendement est souvent de 24 hectolitres, c'est-à-dire de 12 pour 1, ailleurs de 16. Dans l'arrondissement d'Angers, on a la moyenne de 16 hectolitres par hectare, excepté dans la riche plaine Saint-Laud, où elle s'élève à 25 ou même 30. Dans l'arrondissement de Beaupréau, le rendement est, en général, de 8 ou 9 pour 1 ; dans celui de Saumur, de 10 et parfois de 15.

Le seigle ne se cultive plus que sur les sols légers, notamment dans ceux des arrondissements de Baugé, Saumur et Beaupréau, où alors il couvre parfois les deux tiers ou les trois quarts des terres. Quant au méteil, autrefois très répandu, on ne le cultive plus qu'accidentellement (45). L'orge a diminué aussi parce qu'elle n'entre plus, comme au début du siècle, « dans le pain de la majorité des paysans angevins » ; on ne l'emploie plus que rarement à cet usage. Elle ne couvre plus, en 1840, que 17.000 hectares. L'avoine, qui en occupe 20.000, conserve quelque importance dans les pays d'élevage ; son rendement, plus fort que celui du froment, s'élève à 18 ou 20 pour 1. On la récolte encore à la faucille, bien qu'on la coupe « rez terre (46) ». Le sarrasin, qui n'occupe plus que 5.000 hectares, se cultive surtout aux approches de la Bretagne, sa terre d'élection ; mais, en Anjou, on l'emploie plutôt comme fourrage que comme grains. Il donne parfois 80 et 100 pour 1, et produit de 30 à 60 hectolitres à

(44) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 247 et sqq. Cet auteur décrit longuement les diverses variétés de froment, la façon dont on le cultive ; on trouve chez lui des renseignements techniques très précis, qui dépassent le cadre de notre étude.

(45) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 280-281.

(46) *Ibid.*, pp. 281 et sqq.

l'hectare. Quant au colza, dont la culture est d'origine récente, il n'occupe que peu de place dans la culture (47).

Autre fait significatif : les progrès de la pomme de terre, qui occupe 26.000 à 30.000 hectares. On la cultive avec soin, surtout pour la consommation locale, car, à cette époque, on avait à compter avec « la difficulté des débouchés lointains » (48). Depuis 1815, les pépinières se sont beaucoup développées, passant de 30 hectares à 200. Quant à la culture maraîchère, elle devient florissante dans les vallées fertiles et en particulier dans la plaine Saint-Laud (49). Elle est pratiquée surtout par les petits propriétaires, comme c'est le cas dans toutes les régions de la France (50).

VII. — LES PATURAGES ET L'ÉLEVAGE

Leclerc-Thouin (51) note les progrès des prairies naturelles, qui sont excellentes dans les vallées de la Loire et de la Maine. Un peu partout, on commence à les « fumer » et à les amender, ce qui a augmenté la production de près de moitié. Il y a donc une très grande amélioration depuis 1815 (52), bien que le drainage souvent soit encore insuffisant (53). Les prairies naturelles l'emportent encore sur les prairies artificielles. Celles-ci, cependant, occupent déjà, en 1840, 26.667 hectares ; on y cultive le trèfle, le *ray-grass* et la luzerne, qui a pris une grande extension. On signale aussi le développement des plantes fourragères : navets et choux (54).

Quant aux betteraves, dont la culture commençait à s'étendre « lorsque les sucreries, qui ont succombé depuis, commençaient leurs opérations », elles n'ont fait que peu de progrès jusqu'en 1840, couvrant à peine 1/500^e de la superficie labourable. Cependant, la Chambre d'agriculture remarque, en 1852, « qu'elle prend toujours plus d'extension dans l'arrondissement d'Angers, pour la nourriture des bestiaux » (55).

On constate (56) un grand progrès de l'élevage, notamment de l'élevage du cheval, surtout dans la région de Saumur. En 1812, il y avait 30.483 chevaux ; ce nombre s'est élevé à 33.500 en 1825

(47) LECLERC-THOUIN, pp. 290 et sqq.

(48) *Ibid.*, pp. 218, 219 et 345 et sqq.

(49) *Ibid.*, p. 221. Les légumes secs occupent 7084 hectares.

(50) *Ibid.*, pp. 324 et sqq.

(51) Il semble qu'il y ait un lien étroit entre la culture maraîchère et la petite propriété. (Voy., à ce sujet, ALBERT LE BAIL, *Le Finistère agricole*, Quimper, 1925, et HERVÉ, *Le Clos-Poulet et le Marais de Dol* [mémoire de diplôme d'études, encore inédit].)

(52) Voy. la *Statistique agricole de 1814*.

(53) Voy. *Registre de la Chambre d'agriculture*, juillet 1852. Les travaux d'écoulement sont difficiles à cause de la division de la propriété.

(54) LECLERC-THOUIN, pp. 355 et sqq.

(55) *Registre des délibérations* (séance du 26 juillet 1852).

(56) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 407 et sqq.

et à 40.956 en 1836. Et la qualité s'est améliorée aussi. En ce qui concerne l'espèce bovine, les progrès des croisements, notamment avec la race de Durham, ont pour effet, surtout depuis 1830, l'amélioration des races, principalement dans les arrondissements d'Angers, de Beaupréau et de Saumur, dans les environs de Cholet, dont la race continue à être très appréciée. Par contre, la race ovine n'a pas participé à ce mouvement de progrès (57).

On produit beaucoup de beurre, ce qui est d'un bon profit, car la livre se vend jusqu'à 1 franc ; mais il n'est guère utilisé que pour la consommation locale, très forte, il est vrai, car il constitue, en grande partie, l'alimentation des paysans. La fabrication en est assez primitive : « On s'occupe peu de monter un matériel, car la moindre dépense est un épouvantail pour la classe fermière (58). »

VIII. — LA VIGNE. LES PLANTES TEXTILES

La culture de la vigne est l'une des grandes ressources de l'Anjou ; elle s'étend sur plus de 31.000 hectares, et les vignobles les plus estimés se trouvent sur les coteaux de la Loire, dans les arrondissements d'Angers et de Saumur ; à l'ouest, les crus sont bien moins renommés. La culture de la vigne est déjà faite avec beaucoup de soin, et elle est très avantageuse ; c'est celle qui rend le plus sur un espace restreint ; malheureusement, remarque Leclerc-Thouin, « les propriétaires ont plus que par le passé à se plaindre de la mévente » (59). Par contre, la culture du mûrier n'a fait que des progrès peu notables, bien que, de 1834 à 1841, on en ait planté 200.000 pieds ; mais elle ne s'est pas encore remise des troubles de l'époque révolutionnaire qui l'avaient interrompue (60). Il faut dire aussi que la « fabrique » de Tours a perdu sans ancienne prospérité.

La culture du chanvre, peu prospère au début du siècle, s'est développée surtout dans la vallée de la Loire, dans les « îles de Chalennes », non loin d'Angers, où elle occupe la moitié des parcelles labourables. C'est que le chanvre de l'Anjou est très apprécié, dans les villes maritimes, pour la corderie. Il demande, pour la culture, assez peu de soin. Le lin, au contraire, s'est réduit à peu près à rien, à cause de la concurrence des fils d'Irlande.

(57) En 1853, cependant, la Chambre d'agriculture constate que « le croisement Durham n'a pénétré avec succès qu'à Segré ; qu'à Beaupréau, un seul propriétaire y a recours ». Mais, dès 1855, la Chambre déclare que « le département a des ressources plus que suffisantes pour l'élevage, l'entretien et la propagation de la race de Durham ». On n'a plus besoin, à cet égard, de la ferme-école du Camp (dans la Mayenne).

(58) LECLERC-THOUIN, *op. cit.*, pp. 480 et sqq.

(59) *Ibid.*, pp. 360 et sqq.

(60) *Ibid.*, pp. 394 et sqq. Les mûriers sont nombreux, surtout dans la région de Saumur.

Le bénéfice par hectare est de 184 francs et les frais de 807 ; mais, dans les mauvaises années, la perte est grande. Il ne s'étend que sur 2.852 hectares, tandis que le chanvre en occupe 6.850 (61). On se l'explique facilement, si l'on considère que l'industrie de la toile, autrefois si florissante dans la région de Segré et de Château-Gontier, a été ruinée, comme dans tout le Bas-Maine et la Bretagne, d'abord par les guerres de la Révolution et de l'Empire, qui lui ont fait perdre ses principaux débouchés (l'Amérique espagnole et les Antilles françaises), puis par la concurrence de l'industrie cotonnière (62).

IX. — VOIES DE COMMUNICATION ET COMMERCE

Visiblement, les progrès de l'agriculture, en Anjou, comme partout ailleurs, ont été, en grande partie, déterminés par le développement des voies de communication (63). Les anciennes routes royales sont améliorées, l'on construit des routes départementales, on commence à établir des chemins de « grande vicinalité ». Le progrès est sensible surtout dans l'arrondissement de Beaupréau, — l'ancienne Vendée angevine, — absolument délaissée par le réseau routier sous l'Ancien régime, puis ravagée par la guerre civile (64). Leclerc-Thouin remarque que l'arrondissement de Segré, vers 1840, est transformé par les voies de communication ; « les routes, dit-il, ont contribué à introduire une véritable révolution dans l'économie rurale des contrées qu'elles parcourent » (65). L'influence des chemins de fer ne se fera sentir que dans la seconde moitié du siècle. Dès 1853, la Chambre consultative d'agriculture demande la construction du chemin de fer du Mans à Angers et son prolongement sur la Vendée (66).

(61) LECLERC-THOUIN, pp. 296 et sqq. Cf. *Registre de la Chambre d'agriculture*, juillet 1852.

(62) Voy. R. MUSSET, *op. cit.*, pp. 256 et sqq.

(63) En ce qui concerne le Bas-Maine, M. Musset (*op. cit.*, pp. 325 et sqq.) considère que la transformation de l'agriculture a été en grande partie l'œuvre des propriétaires nobles, légitimistes, qui sont revenus à la terre. En Anjou, le fait est vrai en ce qui concerne le pays de Segré, très analogue d'ailleurs à la région voisine. Voy., pour la période du second Empire, l'œuvre accomplie par le comte de Falloux ; cf. ses *Etudes et Souvenirs*.

(64) Cf. CÉLESTIN PORT, *La Vendée Angevine*. — On s'occupe activement des routes départementales et aussi des chemins de grande communication. Mais, comme le dit l'agent voyer en chef de Maine-et-Loire, en 1848, « on a très peu fait pour la petite vicinalité » ; les prestations en nature sont insuffisantes et, entre les travaux des diverses communes, il n'y a pas de coordination (*Procès-verbaux du Conseil général*, an. 1848, pp. 177 et sqq., et *passim*). C'est ce que constate aussi M. de la Devansaye, en 1850, malgré l'allocation concédée sur les 6 millions accordés à la petite vicinalité par la loi du 22 septembre 1848 (*Ibid.*, an. 1850, pp. 249 et sqq.). Le Conseil général, en 1849, s'était prononcé contre la suppression des prestations (*Ibid.*, an. 1849, pp. 129 et sqq.). — On s'occupe beaucoup, en ces années, du chemin de fer de Tours à Nantes.

(65) LECLERC-THOUIN, pp. 17 et sqq.

(66) *Registres des délibérations*.

Dès la première moitié du siècle, le commerce des denrées agricoles va chercher des marchés lointains. Ainsi, l'Anjou exporte des quantités considérables de céréales à Orléans, Nantes, Bordeaux, Marseille, et même en Angleterre ; ce commerce représente, vers 1840, 400.000 hectolitres et une valeur de 6 millions de francs (67). Le chanvre s'expédie dans toute la France, notamment dans les ports de l'Océan. Saumur seul envoie à Paris 40.000 barriques de vin, d'une valeur de 1.600.000 francs. On exporte des chevaux en Normandie, à Saint-Maixent. Le commerce des bestiaux n'est pas moins actif : en 1839, Cholet a envoyé à Paris 45.000 à 50.000 bêtes bovines. Les arbres des pépinières, exportés dans toutes les parties de la France, en Angleterre et jusqu'en Amérique, sont la source d'un commerce de 300.000 à 400.000 francs. Enfin, les fruits, soit frais, soit desséchés, donnent lieu à un trafic annuel de près de 600.000 francs (68). Le commerce des denrées agricoles se développera encore davantage, lorsque le réseau des chemins de fer sera construit ; l'Anjou sortira définitivement de son isolement et deviendra l'une des régions agricoles les plus prospères de la France.

X. — LE MODE DE VIE DES POPULATIONS AGRICOLES

Il ne semble pas s'être très sensiblement transformé depuis l'Ancien régime. Les bâtiments d'exploitation et d'habitation laissent toujours beaucoup à désirer, comme le montre Leclerc-Thouin (69) :

Les anciennes constructions sont dans un état déplorable ; les nouvelles, malgré des améliorations très grandes, relativement à leur étendue et à leurs dispositions, sont loin d'être partout au niveau des besoins d'une agriculture qui tend journallement à prendre plus d'extension.

On trouve, en général, dans les fermes, deux chambres, l'une avec une cheminée et un four, c'est la chambre des maîtres ; l'autre « froide », c'est celle des servantes. Quant aux domestiques mâles, ils couchent à l'étable et aux greniers. Les fenêtres sont moins rares qu'autrefois, mais très petites. Les étables sont étroites, mal aérées. Presque nulle part il n'y a de bergerie, de

(67) Le Conseil général demande que les droits sur le bétail étranger soient maintenus. Un décret du 15 janvier 1850 a autorisé l'entrée en France des blés étrangers, qui seront réexportés en farines. Le Conseil demande que cette entrée ne soit permise que lorsque les grains auront atteint un certain prix fixé par le gouvernement. (*Procès-verbaux du Conseil général*, an. 1850, pp. 158-160 et 178-179.)

(68) LECLERC-THOUIN, pp. 38-39. — Il y a, dans le pays, un grand nombre de marchés et de foires. Sous le second Empire, la Chambre d'agriculture, à maintes reprises, demande qu'on n'en accroisse pas le nombre.

(69) *Op. cit.*, pp. 66 et sqq.

grenier à foin, de grange. Les nouveaux bâtiments sont, il est vrai, plus commodes et confortables, mais ils sont encore peu nombreux. Il conviendrait aux propriétaires d'améliorer les bâtiments : « quelques sacrifices d'argent feront plus que les meilleurs conseils théoriques ».

Le mobilier, très simple, ressemble encore beaucoup à celui du XVIII^e siècle (70). Dans une ferme de 20 à 25 hectares, on trouve, en général, quatre lits, dont deux de maîtres ; six chaises en peuplier et paille, valant 1 franc ; deux armoires au linge en noyer ou merisier (de 70 à 80 francs pièce) ou à défaut des *bas-seils*, ou armoires basses, à 40 francs ; une huche (9 francs) ; une table, de même valeur ; deux saloirs, avec 150 kilos de lard salé ; une gamotte (marmite à trois pieds) ; un chaudron d'airain ; quelques assiettes en faïence, qui ont remplacé la vaisselle d'étain ; quelques plats creux (tous ces ustensiles valant de 70 à 80 francs) ; un moulin à farine (45 francs), ou, chez les plus pauvres, un tamis en crin. Dans les pays textiles, le linge est assez abondant : parfois, on voit une vingtaine de draps en toile de trois aunes, à 2 francs l'aune ; une douzaine de nappes ; plusieurs douzaines de chemises.

Les vêtements n'ont guère changé : ce sont des étoffes grossières de laine et de fil, travaillées avec les matières premières fournies par le client. Cependant, en été, des cotonnades plus légères commencent à apparaître. On est toujours chaussé de sabots ; mais il est plus rare qu'autrefois de voir des paysans marcher nu-pieds.

Par contre, en ce qui concerne la nourriture, il y a un plus sérieux progrès ; de plus en plus, on mange du pain de froment et de méteil. La consommation du froment est à celle du seigle comme 10 est à 8. Le pain est beau et bon. On mange du lard, mais encore assez peu. Le fond de la nourriture, c'est la soupe aux choux, les pommes de terre, les légumes, le fromage. L'usage du vin ou du cidre est plus fréquent qu'au XVIII^e siècle, mais on boit surtout de l'eau.

Il commence à y avoir aussi moins d'illettrés. Surtout depuis la loi de 1833, le nombre des écoles s'est accru. En 1833, pour 213 communes, on comptait 165 écoles publiques et 90 écoles privées ; en 1842, 43 communes seulement étaient privées d'écoles. L'enseignement agricole a fait aussi d'assez grands progrès (71).

(70) LECLERC-THOUIN, pp. 118 et sqq.

(71) *Ibid.*, pp. 34 et sqq. — En 1848, le Conseil général constate que 361 communes ont des écoles et que le nombre des élèves a augmenté de 3.090 depuis l'année précédente (*Procès-verbaux du Conseil général*, an. 1848, p. 17). En 1850, on compte 46.547 écoliers (1.182 de plus qu'en 1849) ; il y a 29 salles d'asile ; 12 communes seulement sont dépourvues d'écoles et 12.000 enfants, d'instruction ; cependant, il y a encore 89 communes qui n'ont pas de maison d'école. (*Ibid.*, an. 1850, pp. 141-142.)

Cependant, les anciennes habitudes se maintiennent ; on conserve, par exemple, les antiques mesures locales ; même au début du second Empire, le système métrique n'a pas encore pleinement triomphé (72).

X. — CONCLUSION

Dans une précédente étude (73), nous avons cru pouvoir établir que, dans la première moitié du XIX^e siècle, les progrès de l'agriculture, d'une façon générale, s'étaient manifestés surtout après 1840, et que, s'ils avaient été assez rapides dans les pays riches et fertiles, comme la Flandre, la Picardie, la haute Normandie, ils avaient été très lents dans des contrées arriérées comme la Bretagne et le Bas-Maine.

L'Anjou occupe, en quelque sorte, une situation intermédiaire. Dans la première moitié du XIX^e siècle, et surtout sous la monarchie de Juillet, l'assolement se transforme ; la jachère tend à disparaître, grâce à la culture du trèfle, de la luzerne et des pommes de terre, grâce aussi aux progrès des amendements, notamment de la chaux. Sans doute, il n'y a pas encore de transformation profonde des procédés de culture (semaillages, labours, moissons). Mais le froment, parmi les céréales, a pris la première place ; le seigle ne joue plus qu'un rôle secondaire, et le sarrasin, infime. On soigne mieux les prairies naturelles et l'usage des prairies artificielles se répand de plus en plus. L'élevage du cheval, de l'espèce bovine, fait de sérieux progrès.

D'autre part, les terres communes tendent à disparaître ; on les aliène peu à peu et on défriche beaucoup de landes.

Fait caractéristique encore : le métayage, de plus en plus, cède le pas au fermage et ne se maintient vraiment encore qu'aux abords de la Bretagne et du Bas-Maine (74). En effet, la partie

(72) En 1853, la Chambre d'agriculture demande que, dans les marchés, les grains se vendent au poids ou tout au moins au double-décalitre. L'unité de mesures et de poids s'impose d'autant plus que les transactions s'étendent à toute la France : « la diversité des poids et des mesures, bien que rapportée au système décimal, est une cause d'erreurs ou de difficultés ».

(73) Voy. HENRI SÉE, *La vie économique de la France sous la monarchie censitaire (1815-1848)*, Paris, 1927, chap. I.

(74) La statistique de 1860 indique que, dans le département de Maine-et-Loire, il y a seulement 2.263 métayers contre 26.500 fermiers. Dans l'arrondissement de Segré, on compte 963 métayers, contre 1.508 fermiers ; au contraire, dans l'arrondissement de Cholet, on ne trouve que 19 métayers, contre 5.542 fermiers. Dans l'arrondissement de Château-Gontier, qui fait partie du département de la Mayenne, mais qui, sous l'ancien régime, appartenait presque entièrement à l'Anjou, les métayers, en 1860, sont encore plus nombreux que les fermiers : 2.975 contre 2.686. La statistique de 1873 confirme ces données :

	Nombre d'exploitations	Etendue en hectares
Culture directe	20.573*	127.825
Fermage.....	29.091	375.350
Métayage.....	2.934	64.256

occidentale de l'Anjou, rebord oriental du plateau armoricain, a une économie rurale très analogue à celle de la Bretagne et de la Mayenne (75) ; c'est aussi un pays bocager, où les champs sont clos, très différent de celui des riches vallées et notamment du Val de Loire.

D'autre part, le régime de la propriété et de l'exploitation n'ont pas subi de transformation radicale depuis l'Ancien régime. Il est vrai que la vente des biens nationaux a notablement accru le nombre des petits propriétaires, surtout dans les parties les plus fertiles. Mais la grande propriété est toujours prédominante ; grande propriété qui se concilie avec la moyenne ou la petite exploitation, car peu nombreuses sont les fermes de plus de 20 hectares. Le fermier n'a souvent qu'un capital insuffisant, ce qui retarde les progrès agricoles. Et le faire-valoir n'existe que bien rarement sur les grandes propriétés.

Quant au mode de vie, il ne s'est pas non plus profondément transformé. Les bâtiments d'exploitation et d'habitation sont encore le plus souvent assez primitifs, inconfortables. Le mobilier n'a guère changé depuis le XVIII^e siècle ; les vêtements non plus. Seule, la nourriture est meilleure, — le pain surtout, de froment maintenant, — mais elle reste très simple. Une vie un peu plus aisée, en un mot. Mais le grand fait, c'est la diminution de la misère, bien que les salaires des travailleurs agricoles ne se soient qu'assez faiblement élevés ; un assez grand nombre, parmi eux, abandonne déjà la campagne pour la ville.

On se rend compte aussi que le développement des voies de communication a beaucoup contribué aux progrès agricoles. Ce sont les chemins de fer qui produiront les transformations décisives, dans la seconde moitié du XIX^e siècle (76). C'est là un phénomène, qui se manifeste dans la France tout entière (77).

H. SÉE.

En 1892, le nombre des métayers s'est élevé à 4.453, mais l'étendue des métayages n'est plus que de 61.100 hectares ; c'est que beaucoup de petites terres ou de parcelles ont été données à moitié. Comme autrefois, le métayage se cantonne dans la région angevine de la Mayenne et la région nord-ouest du Maine-et-Loire, principalement dans le Craonnais, où l'on compte 60 % des exploitations données à moitié. — Sur ce qui précède, cf. HENRI ODE, *op. cit.*, pp. 522 et sqq. ; E. JAMET, « Examen critique des différents baux à ferme et à colonie partiaire » (*Congrès scientifiques de France*, 11^e session, 1843, t. II, p. 105) ; LE BRETON, *Etude sur le métayage dans la Mayenne* ; G. LE MARIÉ : *Le Métayage dans l'arrondissement de Laval*.

(75) Voy. R. MUSSET, *Le Bas-Maine*, 1917 ; — H. SÉE, « L'agriculture dans les Côtes-du-Nord en 1844 » (*Annales de Bretagne*, t. XXXIV, pp. 111 et sqq.) ; — A. LE NÉVANIC, « L'agriculture en Ille-et-Vilaine de 1815 à 1870 » (*Ibid.*, t. XXIV, pp. 429 et sqq.) ; — RENÉ DURAND, *Le département des Côtes-du-Nord sous le Consulat et l'Empire*, 1925.

(76) Voy. AUGÉ-LARIBÉ, *L'évolution de la France agricole*, Paris, 1912.

(77) Comme points de comparaison avec notre étude, voy. A. DEMANGEON, *La Picardie*, 1905 ; R. BLANCHARD, *La Flandre* ; J. SION, *Les paysans de la Normandie orientale*, 1909.

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

AUGÉ-LARIBÉ. — *L'agriculture française pendant la guerre* (Hist. écon. et soc. de la guerre. Public. de la Dotation Carnegie. Paris, Presses Universitaires. 1926, in-8°, 325 pp.).

L'auteur de cette étude, spécialiste des questions agricoles, nous donne ici l'ouvrage de beaucoup le plus remarquable qui ait paru depuis longtemps sur l'agriculture française au cours des quinze dernières années. Il apporte une documentation abondante, mais il en signale avec netteté les lacunes ou les incertitudes, et, d'autre part, il sait en extraire toute la signification.

L'ouvrage de M. Augé-Laribé commence par un exposé très complet de la situation agricole en France à la veille de la guerre. Il examine ensuite les conditions de la production agricole au cours des hostilités, puis les conséquences de la guerre. On se souvient des problèmes complexes, et souvent angoissants, qui se posèrent, de 1914 à 1918, pour assurer le ravitaillement du pays et pour maintenir nos rendements agricoles. M. Augé-Laribé expose en détail ce que furent la mobilisation des agriculteurs, leur remplacement aux travaux des champs, les difficultés techniques de la production. Il fait l'histoire des mesures administratives et législatives qui organisèrent la réquisition et la taxation des produits de la terre, et ici, ce n'est pas seulement en historien, mais aussi en économiste, qu'il écrit.

Sur les répercussions subies par l'agriculture du fait de la guerre, ou trouvera, dans la dernière partie de ce livre, des chapitres pleins d'intérêt sur la nouvelle répartition de la propriété rurale et sur le mouvement de la production et des prix. En résumé, la monographie de M. Augé-Laribé ne contribue pas seulement à l'histoire économique de la guerre, elle fournit aussi un exposé fondamental pour l'étude de l'économie rurale de la France.

ROGER PICARD.

*
**

HENRY FORD et SAMUEL CROWTHER. — *Aujourd'hui et demain* (trad. franç. par Alaux et Hollard. Paris, Payot, 1926, in-8°, 348 pp.).

Pour la seconde fois, le grand industriel américain, M. Ford, expose, dans un ouvrage étendu, ses conceptions économiques. Son nouveau livre se réfère à l'expérience qu'il a acquise depuis la publication de *Ma vie et mon œuvre* et décrit avec abondance les progrès réalisés depuis cinq ans dans l'organisation des immenses entreprises qu'il dirige. Cette partie descriptive, si intéressante soit-elle, restera

secondaire pour l'économiste. Au contraire, on retiendra les notions fondamentales de la doctrine de M. Ford, parce qu'elles s'opposent assez nettement à celles qui ont dominé jusqu'ici l'esprit des affaires.

Une grosse affaire, dit-il, ce n'est pas une puissance d'argent, c'est une entreprise au service du bien public ; son rôle, c'est de contribuer à créer la prospérité, qui est la satisfaction facile, permanente, ininterrompue de tous nos besoins normaux. C'est envers le public, d'abord, que l'entreprise a des obligations, parce que c'est lui qui la crée et la fait vivre. Aussi tous les efforts tendront-ils à l'abaissement du prix de vente ; de cette manière, la consommation croîtra, les entreprises travailleront à plein et pourront distribuer des salaires élevés ; quant à leurs bénéfices, elles devront les consacrer à leur propre développement et perfectionnement pour arriver à produire encore plus et meilleur marché et à diffuser de plus en plus la consommation.

M. Ford abandonne, on le voit, résolument l'idée de la rentabilité pour celle de la productivité et sa doctrine, sa pratique aussi, rejoint celle des coopérateurs.

Au mobile du profit, l'auteur veut qu'on substitue le mobile du salaire ; c'est en payant largement ses ouvriers, en les faisant travailler utilement, en augmentant leur pouvoir d'achat, qu'il assure la prospérité de ses entreprises. « Notre principale réforme consista à élever le salaire à 6 dollars par jour », écrit-il à propos d'une grande usine de glaces, reprise par lui dans un état médiocre ; même observation à propos d'une ligne de chemins de fer acquise dans les mêmes conditions. Assurément, la formule que M. Ford se plaît à répéter, à savoir qu'en période de difficultés il a toujours commencé par baisser les prix et hausser les salaires, a de quoi effrayer les esprits demeurés attachés à l'économie du profit. Elle ne fait cependant que confirmer les principes les plus classiques de l'économie politique et dérive de la loi des débouchés, qui a moins perdu de sa vérité, en vieillissant, qu'on ne le dit.

Après s'être rapproché des coopérateurs, puis des classiques, on voit l'auteur exprimer des vues qui rappellent le Fourier de l'association domestique agricole. La politique de décentralisation et, si l'on ose dire, de désurbanisation de l'industrie qu'il poursuit actuellement marque peut-être une nouvelle étape de l'organisation industrielle. Economie de l'effort, recherche du bien-être, justice dans la répartition des biens, emploi de toutes les facultés de l'individu, telles sont les principales directives que l'auteur recommande et qui font de son livre une lecture suggestive et tonique.

R. P.

*
**

duc de GAËTE. — *Mémoires, souvenirs, opinions et écrits*, t. III. Paris, A Colin, 1926, in-8°, iv-334 pp.

Avec ce troisième volume s'achève la réimpression en fac-similé de l'édition de 1834 des *Mémoires* de Gaudin, duc de Gaëte. Ce volume s'ouvre par une centaine de pages de récits vivants, d'anecdotes colorées sur Napoléon. Son ministre des Finances lui a gardé un souvenir fidèle, tout en exerçant, pour le compte des Bourbons, les

fonctions de gouverneur de la Banque de France. Il s'attache, dans ses souvenirs, à montrer que Napoléon ne fut ni un despote, ni un fanatique de la guerre, ni un maître intraitable. Il n'y réussit pas, mais il atteste quelles furent la puissance de travail, l'abondance des vues, les préoccupations d'ordre administratif de cet étonnant animateur.

La plus importante partie de l'ouvrage est constituée par un mémoire sur le cadastre. On sait quelle part fut prise par le duc de Gaète à la confection de cet instrument administratif. Son mémoire en montre la structure, le maniement et en dit les mérites. Enfin le volume se termine par une fort intéressante lettre sur la Banque de France, dans laquelle l'auteur expose ses vues sur la circulation monétaire et l'émission.

Il faut féliciter une fois encore les éditeurs d'avoir tiré de l'oubli ces Mémoires si intéressants et dans lesquels on peut puiser encore d'utiles leçons pour l'étude ou la gestion des finances publiques.

R. P.

*
**

FRIEDRICH GIOVANOLI. — *Die Maifeierbewegung*, Karlsruhe, chez G. Braun, 1925.

Cet ouvrage expose l'histoire du Premier Mai. Il ne mérite que des louanges. En premier lieu, Giovanoli (qui est, croyons-nous, disciple du professeur R. Michels, de Bâle) domine entièrement son sujet. Son livre est court, mais très complet ; l'auteur ne se perd jamais en détails inutiles, malgré la documentation très fournie dont il dispose. Ensuite, il est rigoureusement objectif : il est vraiment impossible de savoir quelles sont les préférences politiques de l'auteur ; étant donné le sujet traité, cela est vraiment extraordinaire. Giovanoli a étudié l'histoire du Premier Mai avec autant de désintéressement que s'il s'agissait de la fête des Panathénées. Enfin, quoiqu'il semble ne se rattacher à aucune école sociologique déterminée, il n'en est pas moins lui-même un sociologue extrêmement perspicace ; son ouvrage constitue, dans un cas très particulier, la preuve que l'histoire et la sociologie, traitées scientifiquement, ne peuvent que gagner à se rapprocher l'une de l'autre.

Dans une première partie, l'auteur rappelle comment est née l'idée de fêter le Premier Mai, et précise l'attitude des divers congrès socialistes à son égard. Ensuite, il étudie les conséquences que ce moyen d'agitation a eu sur le mouvement ouvrier. Deux cas particuliers sont examinés avec soin, celui de l'Allemagne et celui de la France. La lutte des patrons allemands contre le chômage au Premier Mai est extrêmement caractéristique. Giovanoli montre les conséquences de cette résistance sur la mentalité des masses ouvrières. A tous les points de vue, ces pages sont du plus haut intérêt. L'attitude des anarchistes à l'égard du Premier Mai fait l'objet du chapitre suivant. Ensuite vient une étude du Premier Mai fête légale (Russie, Autriche).

Dans la dernière partie, Giovanoli analyse « la pensée du Premier Mai » (il serait plus juste de dire « les sentiments révélés par le Premier Mai »). L'auteur ne manque pas de faire ressortir les sentiments religieux qui se manifestent dans ce mouvement et confirme ainsi indirectement les thèses du docteur G. Le Bon. L'imitation de cette

fête par divers groupes bourgeois (pp. 83, 130 et suiv.) pourrait de son côté illustrer la théorie de Tarde.

Ce livre est à coup sûr un des plus intéressants qui aient paru sur le socialisme, il serait fort à désirer que l'auteur pût nous donner encore d'autres études sur son histoire et que son exemple fût suivi. Je doute néanmoins que sa parfaite objectivité, sa clarté, son esprit synthétique soient imités : dans les publications d'aujourd'hui, le socialisme est principalement le prétexte à des dissertations inconsistantes « pour » ou « contre » ce phénomène social.

La *Maifeierbewegung* est le premier volume d'une collection dirigée par le professeur G. Salomon, de l'Université de Francfort, récemment fondée. L'intention de celui-ci est d'y publier une série d'ouvrages sur des faits sociaux (le *Nationalsozialismus* de Hitler et Ludendorff, le *Piétisme*, l'*Histoire des Jésuites*), ainsi que des études sur divers sociologues (V. Pareto, Durkheim, M. Weber, etc.). Il est à souhaiter que les prochains volumes soient aussi bons que le premier.

G.-H. BOUSQUET.

RENÉ HUBERT. — *Le principe d'autorité dans l'organisation démocratique*. Paris, Ed. de l'Année politique, libr. Gamber, 1926, in-12, 224 pp.

Que la société démocratique en France, à notre époque, traverse une crise, nul ne saurait le nier. Mais de là à conclure que la démocratie est radicalement mauvaise et condamnée et qu'il faut se hâter de revenir à d'anciennes formes de gouvernement, c'est là une conclusion discutable. M. Hubert se garde bien de l'adopter, et pourtant rien ne lui a échappé des défauts de notre mécanisme politique.

L'analyse qu'il en fait ne consiste nullement en une diatribe comme tant d'auteurs aiment à nous en apporter en d'innombrables articles ou en d'interminables livres. C'est une critique qui remonte aux principes et qui porte en elle-même les données d'une sociologie normative. Pour M. Hubert, la source de l'autorité se trouve dans la volonté unanime de vivre du corps social, lequel est plus que la somme des individus et implique que ceux-ci sont liés entre eux par de multiples connexions. L'autorité ne se réalise que si tous les individus participent en quelque manière à son élaboration ou à son expression. Elle ne s'exerce aussi que si elle s'applique exclusivement à sa fonction réelle : dire et assurer le droit ; appliquée au delà de ce but, elle dévie, se gâte et s'affaiblit.

C'est ce qui est arrivé à notre régime présent. L'Etat a embrassé des tâches qui n'étaient pas faites pour lui ; en outre, les individus ont été séparés les uns des autres par la dislocation ou la mise à l'écart des groupes sociaux, détenteurs d'autorité sociale, lesquels, ne participant plus à l'exercice du pouvoir, se sont tournés contre lui. Une réforme profonde est nécessaire pour réadapter notre régime politique à notre structure sociale et pour recréer un esprit public.

Telles sont, trop rapidement résumées, les principales thèses du livre si riche et si nuancé de M. Hubert. L'auteur a su rester impartial jusque dans le maniement des idées les plus brûlantes. Habile à

retenir des systèmes les plus opposés, ce qui est propre à leur conciliation, il procède à la fois de Renouvier et de Durkheim et résout les fausses antinomies qu'on se plaît trop souvent à évoquer : l'individu contre l'Etat, l'autorité contre la liberté. S'il y a matière à discussion sur nombre des thèses soutenues dans ce livre, on ne saurait lui dénier, entre beaucoup de qualités, celle de forcer le lecteur à réfléchir sur ses propres idées politiques et sociales et de l'amener, sur bien des points, à les corriger ou à les préciser.

R. P.

**

G. DE KERVILER. — *La navigation intérieure en France pendant la guerre* (Publicat. de la Dotation Carnegie). Paris, Presses Universitaires, 1926, in-8°, 114 pp.

La navigation intérieure ne joue pas, en France, le rôle qu'on en pourrait attendre, et le public, n'ayant avec elle aucun contact, s'intéresse moins aux problèmes la concernant qu'aux questions ferroviaires. Cependant, en 1913, il avait circulé sur nos voies navigables 42 millions de tonnes. Si la guerre avait dû paralyser ce trafic, on juge du trouble qui en fût résulté pour le pays. Cela n'arriva pas, mais il fallut déployer un vigoureux effort d'organisation pour obtenir que vinssent concourir au but commun la multitude d'activités entièrement libres et indépendantes jusqu'alors qui assurent la navigation intérieure en France.

Il fallut coordonner et réglementer, passer de la liberté entière à la direction par voie d'autorité : l'Office national de la navigation fut l'instrument de cette transformation ; on improvisa d'abord, on régularisa ensuite. M. de Kerviler, en une monographie très serrée, nous montre comment on sélectionna les transports pour confier à la voie d'eau ce qui devait lui revenir, comment le matériel fut amélioré, le trafic accéléré et ordonné, le financement du transport assuré. Les derniers chapitres sont consacrés à la reconstruction des voies navigables, ainsi qu'aux diverses mesures par lesquelles on revint à la liberté commerciale. Son livre complète utilement celui de M. Peschaud, qui est consacré aux chemins de fer et que nous analysons d'autre part.

R. P.

**

MAURICE LANSAC. — *Les conceptions méthodologiques et sociales de Charles Fourier*. Paris, Vrin, 1926, in-8°, 144 pp.

Ce volume, nous apprend l'auteur, n'est que l'introduction d'une étude plus vaste qu'il a consacrée à Fourier, pour lequel on sait qu'il professe une admiration déférente et d'ailleurs raisonnée. Tout le livre révèle une familiarité peu commune avec la pensée, si souvent déconcertante pourtant, du philosophe sociétaire ; mais M. Lansac, qui a connu — il nous l'indique — et Victor Considérant et la phalange des derniers disciples authentiques de Fourier, a pu recueillir les interprétations les plus certaines de la pensée du maître. C'est ainsi que ce qui apparaît aux lecteurs d'aujourd'hui comme de bizarres élucubrations dans l'œuvre fouriériste, ne sont pour lui que

des métaphores, des subterfuges destinés à faire passer, aux yeux soupçonneux de la censure impériale, pour bénignes les idées nouvelles dont il surabondait, ou encore ce serait des symboles. L'explication n'est nullement invraisemblable, et l'on regrette que M. Lansac n'ait pas eu le loisir ou la place d'en administrer la preuve complète.

L'auteur a eu principalement en vue d'exposer la méthode d'investigation et d'explication sociales de Fourier et de rechercher l'influence qu'elle a exercée sur la doctrine scientifique de l'économie politique. Il est ainsi amené à nous présenter Fourier sous un jour nouveau, non plus comme un rêveur d'utopies ou un inventeur acharné à décrire dans ses plus menus détails les appareils imaginés par lui, mais comme un véritable savant, essayant des procédés de découverte et, par exemple, comprenant à merveille le rôle des méthodes statistiques, voire de la mathématique appliquée aux réalités sociales.

On appréciera aussi, dans ce livre, les pages consacrées à montrer la filiation fouriériste de certaines thèses marxistes, comme, par exemple, l'interprétation économique de l'histoire, ou celles qui rapprochent les idées du communisme actuel sur l'organisation du travail et la formation économique de l'individu de la doctrine phalansérienne.

Il faut souhaiter que M. Lansac puisse un jour nous donner l'ouvrage complet qu'il a conçu et qu'à cette occasion, il insiste davantage sur les points nouveaux que son petit livre a déjà su dégager.

R. P.

**

ERNEST LÉMONON. — *La nouvelle Europe et son bilan économique*. Paris, Alcan, 1926 ; in-12, 178 pp.

Sous ce titre européen, c'est un problème d'économie franco-allemande que l'auteur examine. Il se demande quelle est la valeur des territoires et biens cédés par l'Allemagne, et par suite quelle perte ils représentent pour l'économie allemande, quel gain pour l'économie française. Il montre comment, et c'est là le meilleur enseignement de ce livre, la guerre n'enrichit pas. Les vainqueurs profitent peu de leurs conquêtes ; les vaincus se relèvent, et ne se relèvent que dans la mesure où l'organisation économique, lentement édifiée par eux pendant la période de paix, a pu échapper aux destructions de guerre.

R. P.

**

J. LEVAINVILLE. — *Rouen pendant la guerre* (Hist. écon. et soc. de la guerre. Public. de la Dotation Carnegie). Paris, Presses Universitaires, 1926, in-8°, 62 pp.

Courte et substantielle monographie, s'ajoutant à celles déjà parues dans la même collection et qui s'appliquaient à Lyon et à Tours. La situation économique de Rouen pendant la guerre y est décrite dans ses caractères principaux. Au cœur d'un important réseau de voies

ferrées et de voies navigables, capitale d'une région populeuse et fertile, Rouen a vu son rôle économique grandir au cours de la guerre. L'auteur, après plusieurs chapitres consacrés aux principales industries rouennaises (textiles, produits chimiques, fer), montre, pour conclure, comment l'activité économique de Rouen n'a cessé de déborder le cadre urbain pour se répandre dans toute la région et même pour nouer d'étroites relations avec la vie nationale et internationale. Elle y a gagné en intensité, mais elle se voit entraînée désormais dans les cycles aux périodes alternées de dépression et d'excitation que suit le mouvement général de la vie économique.

R. P.

**

MARCEL PESCHAUD. — *Politique et fonctionnement des transports par chemins de fer pendant la guerre* (Public. de la Dotation Carnegie). Paris, Presses Universitaires, 1926, in-8°, 290 pp.

La remarquable étude de M. Peschaud est, sans contredit, l'une des meilleures qui aient paru dans cette collection de l'Histoire économique de la guerre, dont les proportions commencent à être assez imposantes. Admirablement placé pour se documenter, puisqu'il assure le secrétariat général du Comité de direction des réseaux français, l'auteur a déjà publié d'importants travaux sur l'administration et l'économie ferroviaires et se montre rompu aux méthodes scientifiques.

En lisant son ouvrage, on prend contact avec l'un des mécanismes essentiels de la guerre et, une fois de plus, on reste confondu devant le prodigieux effort que sut fournir notre pays, en dehors des combats, dans l'industrie et dans l'organisation générale de l'économie de guerre.

Pour permettre de se rendre un compte exact de ce que furent les transports en France de 1914 à 1920, M. Peschaud résume d'abord l'historique de nos réseaux, tant en ce qui concerne leur structure technique que leur constitution administrative, et nous les montre tels qu'ils étaient au moment où la guerre éclata. Abordant ensuite l'étude du concours prêté par les chemins de fer aux opérations militaires de tous ordres (transport ou évacuation de troupes, de blessés, de permissionnaires, de munitions, de ravitaillement), il montre comment peu à peu leur organisation fut adaptée aux nécessités nouvelles, et comment l'autorité sur les réseaux, d'abord concentrée au ministère de la Guerre, passa progressivement à celui des Travaux publics.

Le fonctionnement commercial des réseaux, leur utilisation par les armées alliées, la reconstitution des lignes après la guerre, et bien d'autres questions encore emplissent les chapitres très denses et pourtant très clairs de ce beau livre.

Le rôle des réseaux pendant la guerre ne cessa d'avoir le premier plan dans la vie des armées et de la population ; il fut admirablement accompli, malgré les bouleversements profonds que subit leur économie. Leur reconstitution ne fut pas moins remarquable. L'auteur l'expose dans ses détails administratifs et financiers, sans négliger les questions relatives au personnel. Son livre se termine sur l'analyse des conventions de 1921. Des cartes nombreuses, une bonne bibliographie et un index détaillé le complètent. Il n'est pas exagéré

de dire qu'il constitue un instrument indispensable à la connaissance de notre vie économique pendant la guerre.

R. P.

*
**

HENRI PIRENNE. — *Histoire de Belgique*, t. VI. Bruxelles, Lamertin, 1926, in-8°, 477 pp.

Ce nouveau volume de l'admirable *Histoire de Belgique* est digne de ses aînés ; c'est la même érudition, la même intelligence profonde des réalités historiques, le même agrément de l'exposition. Il embrasse la période qui s'écoule entre la bataille de Jemmapes et l'indépendance de la Belgique (1831).

M. Pirenne nous montre d'abord comment la Belgique a été violentée et façonnée par la Révolution française ; elle en a d'abord beaucoup souffert, mais elle en a été profondément imprégnée. On comprend pourquoi, rançonnée par l'administration du Directoire, elle a accueilli avec joie le 18 Brumaire, puis pourquoi elle a supporté avec une peine croissante la domination napoléonienne. L'amalgame avec la Hollande, établi en 1815, ne pouvait durer ; les deux pays différaient par trop, et Guillaume I^{er}, le roi des Pays-Bas, ménagea trop peu les sentiments et l'amour-propre de ses sujets belges.

M. Pirenne fait une juste part à l'histoire économique. Il nous montre les grands progrès accomplis par l'industrie belge sous le premier Empire, mais que vient compromettre le blocus continental. De 1815 à 1830, — surtout après 1820, — on assiste à un grand essor économique, auquel contribue le roi Guillaume, qui fonde, en 1822, la *Société générale pour le développement de l'industrie*. L'industrie fait des progrès plus sensibles qu'en France (1). Cette prospérité contribua précisément à réveiller le sentiment national. Chose curieuse, les Belges ont voulu rompre l'union avec la Hollande, qui, au point de vue économique, leur procurait de si précieux avantages ; la Révolution de 1830 est due à de toutes autres causes ; elle fut essentiellement une révolution nationale. La classe ouvrière, le prolétariat, n'y prit qu'une part restreinte, malgré le mécontentement accusé par les progrès du machinisme ; « la question sociale ne se posait pas encore et l'esprit de classe n'était pas né ». Voilà pourquoi la Constitution belge de 1831 — la plus libérale de l'époque — établit le suffrage censitaire, sans qu'on puisse dire que ceux qui l'ont établie aient voulu confisquer le pouvoir au profit de la classe possédante. L'auteur montre encore que la révolution française de Juillet n'a eu sur l'éclosion de la révolution belge qu'une influence indirecte.

HENRI SÉE.

*
**

BARTHÉLEMY RAYNAUD. — *La vie économique internationale*. Paris, Sirey, 1926, in-12, 491 pp.

Les intérêts économiques des diverses nations s'enchevêtrent de plus en plus ; mais, en même temps, les relations qui naissent entre

(1) Sur l'histoire financière de la Belgique dans la première moitié du XIX^e siècle, il vient de paraître un excellent ouvrage de S.-B. Chlepner, *La Banque en Belgique*, t. I, Bruxelles, 1926.

elles à ce sujet s'organisent. Depuis la fin de la guerre, de nombreuses conventions ou des institutions permanentes ont apparu qui ont pour objet de créer ou d'expliquer des principes de droit international relatifs à la vie économique.

Pour se reconnaître dans ce monde nouveau, pour s'orienter parmi les innombrables documents qui le concernent, un guide est nécessaire. M. B. Raynaud vient de nous le donner. Il lui eût été facile d'écrire sur la vie économique internationale plusieurs énormes volumes. Celui qu'il nous apporte en fournit le canevas. Tous les problèmes impliqués par son sujet sont posés, analysés dans leurs éléments ; l'historique en est rappelé, l'aspect actuel décrit, l'avenir esquissé. Les marchés et l'organisation des producteurs, les conventions relatives aux transports et au commerce internationaux, les unions monétaires ou cambistes, la protection des travailleurs, la prévoyance, les traités d'assistance, la lutte contre les fléaux sociaux, telles sont les principales matières étudiées par l'auteur. Ce livre documentaire et explicatif se signale non seulement par la clarté des exposés, mais par la richesse des références bibliographiques et justificatives, qui en font, au sens plein du mot, un excellent instrument de travail.

R. P.

**

G. RICHARD. — *L'évolution des mœurs*, 1 vol. de l'Encyclopédie méthodique publiée sous la direction du D^r Toulouse. Paris, s. d. [1925], Douin, in-16, 372 pp.

Ce livre, intéressant et sincère, est déparé par un fâcheux esprit de polémique. Plus encore qu'un exposé objectif de l'histoire des mœurs, il constitue un réquisitoire contre la « sociologie religieuse », autrement dit contre Durkheim et son école. Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si ces critiques sont fondées, mais il est permis de dire qu'elles retirent à l'ouvrage un peu de sa sérénité.

M. G. Richard s'est posé la question de savoir si l'humanité avait eu de tout temps conscience de la loi morale qui, partant de croyances démonologiques et de pratiques irrationnelles, aboutirait à un épanouissement de la moralité individuelle. La démonstration s'en tire en premier lieu de l'histoire des institutions, ensuite de l'histoire des idées. Dans la première partie, l'auteur passe en revue certaines institutions comme la puissance paternelle, la condition de la femme et de l'enfant, celle du serviteur (esclavage), les rapports interfamiliaux, la vengeance, l'hospitalité, les fêtes, et tire aussi argument de l'évolution de certaines notions comme la véracité, la tempérance, la pudeur, l'honneur, etc... L'histoire des idées morales constitue la dernière partie de l'ouvrage. M. Richard l'étudie dans les civilisations chinoise, hindoue, juive, ainsi que dans l'antiquité classique. Il y voit la preuve de l'existence, dès une époque très reculée, d'une croyance à la loi morale.

Ce voyage rapide à travers des civilisations fort disparates fournit à l'auteur l'occasion de formuler maintes observations fines et originales. Il est toutefois permis de se demander si des essais de synthèse de ce genre ne risquent pas, dans l'état présent de la science sociale,

de présenter plus d'inconvénients que d'avantages. La science des mœurs tirerait plus de profit, semble-t-il, de bonnes monographies, ou, tout au plus, de synthèses partielles. En outre, le problème même que M. Richard s'est attaché à résoudre paraît posé en des termes qui rendent difficile une recherche rigoureuse et méthodique. Ce que recherche au fond M. Richard, c'est l'origine historique de la conscience morale. Pour rendre le problème susceptible de solution (autant que peut l'être un problème d'origine), il eût fallu nous faire connaître à quels signes objectifs se reconnaît cette conscience morale, et peut-être alors M. Richard aurait-il pu trouver une moralité *sui generis* chez les « primitifs » dont, de propos délibéré, il refuse de s'occuper.

H. LÉVY-BRUHL.



A. SANHOURY. — *Le Califat. Son évolution vers une Société des nations orientales*. Paris, Geuthner, 1926, in-8°, xvi-627 pp.

Bien que cet ouvrage s'écarte un peu des études poursuivies ici, nous le signalons, en raison de son importance pour la connaissance du droit public musulman et des problèmes politiques dans les nations orientales d'aujourd'hui.

L'auteur construit une doctrine générale du califat et, en s'appuyant sur de très nombreux textes, ainsi que sur la littérature des historiens orientalistes, il définit la nature et l'étendue des pouvoirs du calife, leur origine, leur transmission, leur fin. Dans une partie purement historique, il montre ensuite comment s'est exercé et comment a évolué le califat. Enfin, passant à l'époque contemporaine, il fait voir ce que sont les liens qui unissent entre elles toutes les nations islamiques par-dessus les frontières, les pseudo-indépendances, les mandats ou les protectorats étrangers. La conclusion, fort intéressante, parce qu'elle se rattache à un mouvement d'idées qui est né au sein de la Société des nations et qui s'y amplifie chaque jour, c'est que toutes ces nations devraient former elles-mêmes une sorte de vaste groupement fédératif, qui, à son tour, se rattacherait à une Société des nations plus vaste, mais de compétence plus limitée. Le livre de M. Sanhoury marque brillamment la reprise des travaux du Séminaire oriental d'études juridiques et sociales que notre éminent collègue Edouard Lambert a fondé et dirigé à la Faculté de droit de Lyon.

R. P.



Dr J. SCHUMPETER, professeur à l'Université de Bonn. — *Theorie der Wirtschaftliche Entwicklung* (« Théorie de la dynamique économique »), deuxième édition, chez Duncker et Humblot, Munich-Leipzig, 1926.

WERNER SOMBART. — *Der Moderne Kapitalismus*, t. III, section I ; même éditeur.

Ces deux livres, si différents l'un de l'autre, méritent cependant d'être rapprochés ; ce sont indubitablement deux productions des plus remarquables de la littérature économique allemande et apportant tous deux une belle contribution à la science économique.

L'ouvrage de J. Schumpeter est la réédition d'un livre publié par cet auteur avant la guerre ; la nouvelle édition, très améliorée dans la forme, a subi peu de changements dans le fond. Schumpeter, disciple de l'école autrichienne et de l'école de Lausanne, a merveilleusement démontré tout le profit que l'on peut tirer des enseignements positifs de ces deux écoles, lorsqu'on abandonne leur point de vue, souvent trop étroit. Il a donc construit la théorie du mouvement économique cyclique de nos sociétés modernes par le moyen d'un certain nombre de thèses. Dans l'ensemble, il a pleinement réussi, quoique — selon nous — les diverses parties de son système ne sont peut-être pas liées entre elles par des liens aussi étroits que le croit l'auteur.

L'agent des changements économiques dans nos sociétés est l'« entrepreneur du type dynamique », dont Schumpeter fait une très belle analyse. D'un autre côté, les grandes banques modernes (le « banquier », dit Schumpeter), permettent, en *créant* de la puissance d'achat au profit de l'entrepreneur, de mettre à sa disposition les moyens de production avec lesquels il réalisera des combinaisons nouvelles plus productives. L'auteur — fâcheusement influencé par les subtilités de Böhm-Bawerk — croit démontrer que, dans une société statique, l'intérêt n'existerait pas. Il construit alors une théorie dynamique de l'intérêt que nous tenons aujourd'hui pour exacte, mais qui reste vraie même si l'intérêt existait dans une société statique. L'idée fondamentale de cette théorie est la suivante : l'« entrepreneur dynamique » est capable, si on lui remet du pouvoir d'achat, de réaliser avec les moyens de production ainsi acquis des combinaisons nouvelles plus productives, — ceci explique déjà le profit de l'entrepreneur ; — mais, on le voit, la monnaie actuelle possède donc pour cet entrepreneur une utilité plus grande que la monnaie future. Pour lui (pour lui *seul*, dit à tort Schumpeter) joue normalement cette dépréciation de biens futurs ; l'entrepreneur du type dynamique est donc porté à emprunter, et il lui est aisé de payer un intérêt : ce sera la part du capitaliste à son profit dynamique. Sur la base de ces idées, Schumpeter expose ensuite une théorie des crises, qui rend fort bien compte du mouvement cyclique des prix, mais où l'on voudrait trouver, comme dans le reste du livre, un peu plus de preuves inductives.

La *Dynamique économique* de Schumpeter est un des ouvrages les plus profonds, — sinon même le plus profond, — qui aient été écrits depuis les *Éléments* de Walras. Même si l'inflation de crédit ne joue peut-être pas le rôle primordial que lui attribue Schumpeter, même si l'intérêt s'explique aussi par des considérations statiques, on ne saurait assez méditer ce livre : son auteur est aujourd'hui le premier théoricien de l'économie politique, comme Ricardo et Walras l'ont été en leur temps.

Le volume de Sombart est le tome III (première section) de son grand ouvrage, *Le Capitalisme moderne* ; nous en parlerons plus en détail lorsque sera publiée la deuxième section. Il nous faut attirer pourtant dès maintenant l'attention sur ce livre. Le public français sait trop peu que Sombart a publié durant la guerre les deux premiers tomes de cet ouvrage, qui malheureusement ont gardé le même titre que son livre antérieur de 1904. Sombart s'est donné pour tâche d'exposer l'histoire générale du développement économique en Europe occidentale depuis le *x^e* siècle jusqu'à nos jours. On ne sait ce qu'il

faut plus admirer dans le *Capitalisme moderne*, est-ce l'érudition bibliographique vraiment extraordinaire de son auteur ; est-ce la clarté et la facilité de son exposition ; est-ce la maîtrise avec laquelle il donne de la vie aux faits passés tout en les reliant, par le fil de ses considérations théoriques (fil parfois un peu tenu dans les deux premiers tomes) ? On ne sait. En tout cas, ce chef-d'œuvre de la littérature économique a le grand intérêt, pour les lecteurs de cette revue, de poser maints problèmes d'histoire économique sur lesquels l'auteur attire sans cesse l'attention.

Dans le présent volume, Sombart esquisse une comparaison entre son ouvrage et le *Capital* de Marx ; nous n'hésitons pas un seul instant à déclarer que cette comparaison est absolument justifiée. Par la forme, Sombart l'emporte sur Marx. Dans le fond, il lui est supérieur par son esprit rigoureusement scientifique. Le théoricien et l'historien de l'économie politique trouveront tous deux un grand profit à étudier cet admirable ouvrage.

G.-H. BOUSQUET.

D^r LOUISE SOMMER. — *Die Oesterreichische Kameralisten*, Vienne, chez Karl Konegen, 2 vol., 1920 et 1925.

Louise Sommer publie cet ouvrage dans la collection d'Histoire Economique dirigée par le professeur Grünberg. Il est divisé en deux parties distinctes.

La première, et de beaucoup la plus courte (105 pages), est un excellent aperçu sur l'histoire générale du mercantilisme. Après une brève introduction, l'auteur étudie le milieu historique politique et économique dans lequel le mercantilisme s'est développé en France, en Angleterre, en Hollande, en Italie, en Prusse et en Autriche. Il écrit (I, p. 23) : « La politique et la théorie économique reflètent clairement les différences qui existent dans les degrés de civilisation et de développement de chacun de ces Etats ; c'est pourquoi il est inexact d'assimiler le mercantilisme à un système économique cosmopolite ; ... chaque Etat a donné à sa théorie économique un caractère national indélébile. » Mais le mercantilisme n'a pas subi seulement l'influence des *faits* ; Louise Sommer montre que les doctrines économiques de cette époque doivent être rapprochées également des *idées* et des *théories* alors régnantes. C'est pourquoi elle passe en revue les rapports du mercantilisme avec la philosophie rationaliste, ainsi que ceux de la théorie de la balance du commerce avec la conception de l'Etat d'après le droit naturel. La partie la plus intéressante de ce chapitre est celle où l'auteur montre quelle a été l'influence, souvent profonde, des sciences de la nature sur la théorie mercantiliste.

Le second volume, beaucoup plus long (500 pages environ), expose alors en détail l'histoire du caméralisme en Autriche. Les idées de J. J. Becker, de von Schröder et de von Hornigh, au xvii^e siècle, celles de von Justi et de von Sonnenfels au xviii^e, sont minutieusement exposées.

Cet ouvrage est, à tous les points de vue, une très bonne contribution à l'histoire des doctrines : en ce qui concerne plus spécialement le deuxième volume, le travail minutieux et patient de l'auteur épuise

sensiblement le sujet, il a le mérite de faire revivre sous une forme facilement accessible et très claire la théorie politique et économique des caméralistes autrichiens. Quant au premier volume, il constitue une intéressante introduction à l'histoire des doctrines préclassiques.

G.-H. B.

*
**

HENRI SELLIER, BRUGGEMAN et Marcel POËTE. — *Paris pendant la guerre* (Public. de la Dotation Carnegie). Paris, Presses Universitaires, 1926, in-8°, 87 pp.

On eût pu facilement écrire un gros volume sur Paris pendant la guerre, mais très sagement, les trois auteurs qui ont collaboré à ce nouvel ouvrage de la Collection Carnegie ont préféré se borner à nous donner la documentation économique et les notations pittoresques qui sont à la fois nécessaires et suffisantes pour qu'on se fasse une image exacte de la capitale de 1914 à 1918.

MM. Sellier et Bruggeman, en quelques sections, décrivent les usines de guerre, le placement et le chômage des ouvriers ; ils consacrent un copieux chapitre au ravitaillement, décrivant la réglementation alimentaire, les efforts des œuvres municipales, coopératives, privées pour servir l'énorme population qui se pressait dans Paris ; un autre chapitre expose ce que fut l'exploitation des transports en commun dans la ville et hors barrières.

A M. Poëte, historien de Paris, était dévolue la tâche de restituer la physionomie de la capitale pendant les jours de guerre ; il a su le faire en une vingtaine de pages, ne se bornant pas aux détails extérieurs, mais rappelant ce que furent les états d'esprit de la population et ne séparant pas l'histoire psychologique des Parisiens de la description pittoresque de leur cité. Cette monographie complète heureusement une série où figurent déjà Bordeaux, Lyon, Rouen, Tours.

R. P.

*
**

DIVERS AUTEURS. — *Geldentwertung in Oesterreich*, etc. (La dépréciation monétaire en Autriche et ses conséquences sociales »). Chez Duncker et Humblot, Leipzig, 1925.

Ce volume est un recueil d'une trentaine de monographies sur la dépréciation monétaire en Autriche par des auteurs appartenant à toutes les opinions : le chanoine Ude et le fils de K. Kaustky y ont collaboré. Quoique très complet (les conséquences de l'inflation sur la musique comme sur la propriété immobilière ou la morale sexuelle y sont étudiées), ce livre a le défaut de tous les recueils de ce genre. Le manque d'unité en est évident. Les quelques pages de conclusions générales n'arrivent pas à le masquer. C'est un bon instrument, mais pas un ouvrage de fond : ainsi la théorie de la dépréciation monétaire manque entièrement. Parmi toutes ces monographies, une des meilleures est celle de feu le D^r Patzauer sur les finances de l'Etat.

G.-H. B.

The Economic History Review.

La Société d'Histoire économique, récemment créée en Angleterre, annonce qu'elle va faire paraître, à raison d'un numéro par an pour commencer, une revue d'histoire économique. Dans leur prospectus, les éditeurs signalent que leur organe, *The Economic history review*, correspondra pour le public anglais, à la *Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte* allemande et à notre propre revue. Nos confrères anglais ne publieront pas seulement des études relatives à l'histoire économique des pays britanniques, mais aussi des études sur les autres pays. Enfin ils feront une large place aux études bibliographiques, ainsi qu'aux informations et discussions sur les matières ressortissant aux études d'histoire économique. La présidence du comité de la Revue est assurée par sir William Ashley. Les rédacteurs en chef sont MM. Lipson et Tawney, assistés de Miss Mann. Le montant de la cotisation à la Société, donnant droit au service de la revue, est fixé à 10 sh. 6 d. et doit être envoyé à M. J. A. White, 43, Dora Road, London, S. W., 19.

L'INFLUENCE DE L'IDÉE D'ÉVOLUTION SUR LA SCIENCE ÉCONOMIQUE *

par H.-E. BARRAULT

Ancien chargé de Conférences à la Faculté de Droit de Paris

COURNOT

Cournot a apporté une contribution essentielle à la constitution d'une science économique évolutionniste. C'est un fait sinon méconnu, du moins généralement mal connu, car, en raison, d'une part de la rareté de ses œuvres, de l'autre du fait que les économistes se sont bornés à la lecture de ses trois ouvrages spécifiquement économiques (1), on a parlé souvent de lui sans avoir lu les œuvres où se trouve à cet égard déposé l'essentiel de sa pensée, c'est-à-dire le *Traité de l'enchaînement des Idées fondamentales dans les sciences et dans l'histoire* (1861) (2) et les *Considérations sur la marche des idées et des événements dans les temps modernes* (1872).

Aupetit, dans son étude sur l'œuvre économique de Cournot (3), analyse d'une façon très exacte la théorie dynamique et évolutionniste. Mais il écrit (p. 382) : « Cournot ne prononce pas le mot d'évolution, mais ce mot avait sa place dans son œuvre. »

L'appréciation d'Aupetit est juste, son affirmation erronée. Il a d'autant plus raison d'écrire que le mot d'évolution avait sa place dans l'œuvre de Cournot, qu'il se trompe davantage en affirmant l'absence du mot; celui-ci revient un nombre considérable de fois tout au long du *Traité*. Cela est d'autant moins surprenant que c'est aux sciences naturelles que Cournot veut que les sciences sociales prennent leurs méthodes (préface, p. 12) : « Plus

* Voir dans le numéro 1 de 1922 et le numéro 3 de 1923 les deux premières parties de cette étude.

(1) *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des Richesses* (1838) ; *Principes de la théorie des Richesses* (1863) ; *Revue sommaire des doctrines économiques*. — Pour la biographie de et sur Cournot, voir la thèse de BOTTINELLI : A. *Cournot*, Paris, 1913, pp. 256-266.

(2) Réédité par les soins de M. Lévy-Bruhl, Paris, Hachette, 1911. C'est d'après cette réédition que nous citons.

(3) AUPÉTIT : « L'œuvre économique de Cournot » (*Revue de Métaphysique et de Morale*, 1905, numéro spécialement consacré à Cournot, pp. 337-393).

on étudie les langues et les mœurs, les idées, les institutions et l'histoire des divers rameaux du genre humain, plus on est amené à s'aider dans cette étude des principes et des méthodes des sciences naturelles. » Car, pour lui, ce qui distingue en bloc et essentiellement les phénomènes des sciences purement physiques (4) des phénomènes de la vie, c'est que les premiers ont un caractère de permanence, d'invariabilité et les autres un caractère de variabilité ou plutôt de mutabilité. Toutes les affections des corps dont l'étude fait l'objet des sciences physiques ont ce caractère commun d'être conçues par nous comme le résultat de certaines propriétés ou forces permanentes, indélébiles, inhérentes à la matière dans tous les temps et dans les lieux... » (P. 200.)

« En est-il de même en dehors des phénomènes purement physiques et lorsqu'il s'agit des phénomènes de la vie ? Il y a plutôt de bons motifs de croire que les périodes d'activité et de langueur par lesquelles passent les phénomènes de la vie ne tiennent pas seulement aux altérations matérielles des organes, mais bien plutôt à des changements essentiels dans l'énergie du principe actif qui détermine les *évolutions* de l'être vivant, et qu'à cet égard, comme à beaucoup d'autres, existe un contraste profond entre l'ordre des phénomènes purement physiques et celui des fonctions vitales. » (P. 202.)

Plus on s'éloigne du domaine des lois physiques pour entrer dans celui de la « vie », pour s'élever « aux étages supérieurs de notre connaissance », et plus on constate que « l'importance de l'élément historique grandit progressivement, jusqu'à égaler ou à surpasser l'importance de la donnée théorique ». En effet (p. 204), « l'objet des sciences cosmologiques est une description des faits actuels considérés comme le résultat de faits antérieurs, qui se sont produits progressivement les uns les autres, en remontant ainsi jusqu'à des faits pris pour points de départ, qu'il faut admettre sans explication faute de connaître les faits antérieurs qui les expliqueraient. En d'autres termes, les explications qu'admettent les sciences cosmologiques se fondent principalement sur l'histoire des phénomènes passés, le mot d'histoire étant pris ici dans son acception philosophique la plus large ». La donnée historique prend, dans le système de nos connaissances, une part de plus en plus grande, à mesure que l'on passe « des phénomènes cosmiques les plus généraux aux phénomènes plus particuliers que nous offrent les êtres vivants, pour arriver enfin à l'étude des faits où l'homme a la principale part ».

Or, l'homme, Cournot le dit dans sa préface, n'existe pas pour lui en dehors de la société ; contrairement à Hobbes et plutôt en

(4) C'est en ce qui concerne celles-ci que les savants qui lui succéderont vont édifier une théorie qui les rapprochera des sciences naturelles et de la science sociale.

accord, sur ce point du moins, avec Joseph de Maistre, il demande « que l'on veuille bien nous montrer l'homme sur lequel portent les spéculations arbitraires des philosophes, ou du moins nous dire où il se trouve... En effet, l'homme, tel que les philosophes le conçoivent, est le produit de la culture sociale, comme nos races d'animaux domestiques, animaux et plantes, sont le *produit* de l'industrie des hommes vivant en société » (préface, 14). Mais, avant d'appliquer à l'étude des phénomènes purement sociaux la notion d'évolution, cette notion et le mot lui-même sont familiers à Cournot, notamment dans ses réflexions « sur la vie et l'organisme en général », qui forment le premier chapitre du livre III de son *Traité*.

Nous voyons clairement, dans tous les cas observables, que la vie se propage d'un être vivant à un autre être et que les organes non seulement se nourrissent, croissent, mais en quelque sorte se pétrissent sous l'influence de la vie qui les anime (p. 232).

« A supposer même que la formation des éléments dont nous parlons pût être rapportée à un mode de groupement atomique ou de cristallisation *sui generis*, dont l'embryogénie nous offre le merveilleux tableau, rien, dans ce que nous connaissons des forces inorganiques et des propriétés inhérentes à la matière, ne peut nous expliquer une telle *évolution*, une telle coordination aussi bien dans le temps que dans l'espace. » (P. 234.)

« Dans tout ce qui dépend de la constitution des êtres vivants, la nature procède en développant un germe primitif et une faculté rudimentaire plutôt qu'en créant de toutes pièces, en rendant progressivement plus fermes, plus distincts et plus stables des caractères primitivement flottants et indécis. Il en est à cet égard des instincts, des penchants, des perceptions, des facultés de l'être vivant et animé, comme de ses organes physiques. » (P. 237.)

Pour toutes les questions connexes aux phénomènes de la vie, le caractère évolutif frappe notre auteur, que ce soit sous la forme de l'habitude, de l'adaptation au milieu, des caractères acquis, ou sous toute autre forme ; après avoir longuement parlé de l'évolution organique, il arrive enfin à l'homme et déclare que des « modifications dans l'organisation et dans l'instinct, de la valeur de celles qui, à d'autres étages de la série zoologique, distinguent dans le même genre ou dans la même famille les espèces sociales de celles qui ne le sont pas, ont fait de l'homme tel que le naturaliste peut l'envisager un animal sociable. Et cet instinct de sociabilité qui, lorsqu'il apparaît accidentellement, sporadiquement, aux étages inférieurs de la série, produit des phénomènes aussi réguliers que la monarchie des abeilles ou la république des fourmis, venant à reparaitre brusquement, ou sans transition de quelque importance, *juste au sommet de la série*, en coïncidence avec quelques perfectionnements d'organismes qui n'auraient

zoologiquement qu'une valeur secondaire, y détermine l'évolution de ce grand phénomène qu'on appelle l'Humanité.

A ses yeux, la civilisation est « un ordre de faits complètement hors de l'état de nature » (p. 367), et toutes ces acquisitions sont les résultats d'une évolution : « Ce n'est donc pas sans raison que l'on a opposé *l'homme de la nature* à l'homme modifié par la société et modifiant à son tour les êtres sur lesquels s'étend son empire. » (P. 370.)

Dans son chapitre III du quatrième livre intitulé : « Des langues envisagées dans leur développement organique », il écrit : « Nous ne sommes plus, Dieu merci, au temps où l'on pouvait dissenter pour ou contre une prétendue théorie de l'invention du langage. Il n'appartient pas non plus à la philosophie d'examiner si Dieu, en créant l'homme, l'a mis par des moyens surnaturels en possession d'une langue toute formée, ni quelle langue il lui a donnée.

« Si une langue ne formait pas un tout organisé, si elle ne procédait pas de l'évolution progressive d'un germe que la vie a pénétré et où elle circule tant que dure son développement, la formation de la langue par voie de superposition d'assises et de construction systématique serait naturellement impossible. »

Cournot, bien qu'il ne fût pas un linguiste, consacre de nombreuses pages à la question des langues et de leur développement, comme il en avait consacré, bien qu'il ne fût pas un naturelliste, aux sciences naturelles, à l'étude de la vie et des organismes vivants : c'est que, dans l'un et l'autre cas, il se trouve sur le champ de prédilection des phénomènes d'évolution ; c'est parce que, pour lui, le langage est un des principaux facteurs de l'évolution psychologique de l'individu et, par conséquent, des sociétés, ce qu'il a résumé dans *Matérialisme, Vitalisme, Rationalisme* (p. 125) : « Ces facultés supérieures resteraient sans doute encore dans un état rudimentaire, même en supposant les circonstances les plus favorables, si l'homme n'avait la parole à sa disposition... » C'est enfin parce qu'il y rencontre d'abondants exemples que, pour vérifier la valeur de ce concept directeur de l'expérience qui joue pour lui un si grand rôle, dans ces chapitres sur les langues, bien qu'il s'excuse d'être un profane, il y apporte des idées générales relativement inédites à son époque et que les recherches postérieures n'ont pas contredites, et celle-ci notamment que les langues sont comme des organismes vivants, c'est-à-dire celles de l'histoire, parce que l'un des principes essentiels de la linguistique est qu'une langue encore vivante est en perpétuel état de transformation, de « développement organique ou de décomposition », selon le point de vue où l'on est placé, en un mot en une perpétuelle évolution, conditionnée par le progrès, la transformation, l'évolution matérielle et morale des sujets parlants :

« Les langues ne se fixaient jamais si, par langues fixées, on entendait des langues qui ne se modifient plus ; car, du moment que l'homme est sorti de la vie sauvage, ses besoins, ses idées se modifient sans cesse, et il faut bien que la langue s'approprie à l'expression de ses besoins nouveaux et d'idées nouvelles. » (P. 411.)

On voit donc, par les citations qui précèdent, et encore n'avons-nous pas relevé tous les passages de l'œuvre de Cournot où reviennent et le mot et l'idée d'évolution (5), combien Aupetit est mal fondé dans son affirmation ; et l'on aimerait à savoir comment cette erreur a pu se glisser sous la plume d'un aussi scientifique auteur ; peut-être en avons-nous l'explication dans le fait que son étude a été écrite en 1905 et qu'il n'a pas lu à ce moment le *Traité de l'enchaînement des Idées fondamentales*, alors très rare et qui n'a été réimprimé qu'en 1911, ne croyant pas devoir se mettre en peine d'un ouvrage sous le titre duquel on ne s'attendrait pas à trouver une véritable sociologie. Nous ne voyons pas, en effet, nulle trace de semblable lecture, nulle allusion au *Traité* dans l'article en question (6).

Quoi qu'il en soit, le schème de l'évolution s'imposait à tel point à l'esprit de Cournot, que c'est d'après lui qu'il a tracé le plan de cette vaste synthèse des connaissances de l'esprit humain qu'est le *Traité*, ce plan lui semblant indiqué par la réalité elle-même et par la seule méthode scientifique :

« A prendre les choses scientifiquement et historiquement, ce n'est pas par la culture sociale et par la tradition historique que se développent de la manière la plus variable les facultés supérieures de l'homme. Quand on étudie, dans son organisation, dans ses instincts, l'animal que la nature seule a façonné, on fait de la science, car l'organisation et les instincts de l'animal sont les organisations et les instincts de l'espèce, sauf des déviations accidentelles, de nulle importance, et l'espèce même reste invariable

(5) Nous ne citons notamment pas, à dessein, certains passages d'un autre ouvrage de Cournot ; *Matérialisme, Vitalisme, Rationalisme*, où les mêmes idées se retrouvent, exprimées encore plus nettement (notamment II^e section, § 6 : « De l'espèce organique », et § 7 : « Du principe de la concurrence vitale et de la sélection naturelle »). Cournot y cite, y discute, y admire les théories de Darwin ; mais cet ouvrage de Cournot est de 1875, l'œuvre de Darwin de 1859, et, vu les deux dates, on pourrait refuser au philosophe français le mérite de la personnalité, tandis que pour le *Traité*, qui est de 1861, on ne saurait formuler la même objection. Ajoutons que l'attention même portée par Cournot aux questions soulevées par le naturaliste anglais et à ses théories confirme notre thèse et montre combien ces idées occupaient son esprit.

(6) L'exactitude de l'information d'Aupetit a-t-elle même atteint le degré que nous supposons ? Car nous relevons le mot d'évolution jusque dans les principes de la *Théorie des Richesses*. « A quoi il faut ajouter que la rapidité même des évolutions sociales et économiques, dans le temps où nous vivons, fait disparaître le principal argument à l'appui de tout système réglementaire ou protecteur, l'argument tiré de ce que l'on pourrait appeler l'éducation industrielle. » (P. 510.)

dans le temps qu'embrassent nos observations ; mais l'homme individuel, au point de vue de la science, n'est qu'une pure abstraction. Où le prenez-vous ? A quelle époque a-t-il fait son apparition dans le monde ? A quelle race appartient-il ? Dans quel milieu s'est-il formé ? Il faut donc considérer non plus l'homme individuel, mais l'humanité, si nous voulons saisir un principe de distinction qui ait vraiment une importance capitale et qui comporte une preuve au point de vue scientifique et historique. » (P. 380.)

« ... Voilà pourquoi nous allons parler des sociétés humaines dans ce quatrième livre, à la suite de celui qui avait pour rubrique « La vie et l'organisme » ; de cette manière aucune analogie n'est rompue : le même fil scientifique continue de nous guider, la disposition sériale se poursuit, et en même temps le cycle s'achève de manière à nous donner l'idée d'un tout parfaitement lié et continu (p. 381).

Combien la pensée de Cournot est différente de celle des philosophes et des économistes du XVIII^e siècle, et combien son évolutionnisme s'oppose à leur immutabilisme, lui-même l'a montré en faisant la critique de la métaphysique du siècle précédent en des termes analogues à ceux qui ont été plusieurs fois répétés au cours de ce travail : « L'erreur capitale du XVIII^e siècle et dont le nôtre n'est pas encore tout à fait revenu, ça été de croire que les peuples s'amourachaient de ce qu'on a nommé les *droits de l'homme*, c'est-à-dire d'un droit purement rationnel et philosophique, valable en tout temps et en tout lieu, commun à tous les hommes sans distinction de nation et de race et même (à le bien prendre) commun à toutes les créatures raisonnables qui pourraient exister dans d'autres conditions que celles de l'humanité. » (P. 496.)

Ce n'est pas une hostilité systématique contre l'œuvre du XVIII^e siècle qui fait ainsi parler Cournot.

Il a été, au contraire, un admirateur de la science de ce siècle rénovateur en matière de science : « Voyons maintenant le XVIII^e siècle à l'œuvre non plus dans les sciences physiques, mais dans l'histoire naturelle et dans ce qu'on a appelé de nos jours la biologie. Ici, son rôle grandit encore, il ouvre vraiment aux sciences et à la philosophie des sciences une carrière nouvelle ; il entre résolument dans la voie où les autres siècles le suivront, il prépare les théories qui doivent régner un jour dans les sciences naturelles et se refléter de là, comme d'une position centrale, sur toutes les parties des connaissances humaines (7).

Mais, en écrivant ce passage, Cournot songe évidemment aux précurseurs de l'évolutionnisme dont nous avons rappelé l'in-

(7) *Considération sur la marche des idées dans les temps modernes*, t. I, p. 17.

fluence dans notre premier article ; et la science en général, et notamment la science économique, avait jusqu'à lui les caractères que nous nous sommes efforcés de définir :

« La grande erreur du XVIII^e siècle, et qui a eu de si graves conséquences, ayant consisté à prétendre faire de la politique avec la raison pure, avec la logique, il faut, pour entendre ce qui va suivre, que le lecteur veuille bien se prêter à quelques explications dont le but est de rendre sensibles, sans même qu'il soit besoin pour cela des enseignements de l'histoire, la vanité, l'inanité de toutes tentatives de rationalisme politique (8). »

C'est qu'en effet, il est un élément que le XVIII^e siècle veut ignorer dans l'histoire et dans l'économie : c'est l'accidentel, l'imprévisible, qui détourne le cours normal des choses et leur fait une direction différente de celle que l'on avait prévue ; en ce cas, que devient la théorie échafaudée sur des données qui ne sont plus valables ? Or, cet élément, il est essentiel pour Cournot ; c'est lui qui est créateur de mouvement, donc d'évolution, et qui donne à l'évolution le caractère particulier que nous verrons que Cournot, lui, constate.

COURNOT ET COMTE

Il convient maintenant d'examiner l'évolutionnisme de Cournot et de le comparer à celui de Comte.

La parenté des deux doctrines ne fait aucun doute. Elle est constatée par Weber (9) : « A ces positivistes proprement dits, il faut ajouter comme représentant avec distinction la tendance positive deux mathématiciens de génie, Sophie Germain... et M. Cournot, auteur d'un *Essai sur les fondements de nos connaissances...* et d'un *Traité...* dont les conclusions sont sensiblement les mêmes que celles de Comte (10). »

Nous ferons remarquer que Weber dit la tendance « positive » et non « positiviste », marquant en cela le parallélisme et non la dépendance des deux pensées. Aussi bien Cournot présente-t-il avec Comte plusieurs points communs, en ce sens qu'il se rencontre avec lui, mais on ne peut dire qu'il le suit.

Dans les fragments du cours professé au Collège de France par Tarde, publié par la *Revue de Métaphysique et de Morale* de 1905, dans son numéro consacré à Cournot, sous le titre : « L'accident et le rationnel en Histoire d'après Cournot », nous lisons : « A propos du positivisme comtiste, arrêtons-nous un moment pour examiner le jugement que Cournot porte sur lui. »

Cournot a déjà d'ailleurs (11) opposé des objections de fait à

(8) *Considérations sur la marche des idées*, pp. 73-74.

(9) *Histoire de la Philosophie européenne*, p. 526, n° 3.

(10) *Considérations sur la marche des idées*, I, p. 31.

(11) *Ibid.*, I, p. 31.

la loi des trois états, mais c'étaient plutôt des exceptions à la règle que des démentis catégoriques. Cournot, en effet, admet que l'homme ait des instincts religieux avant de songer à philosopher, et que la spéculation philosophique l'ait attiré avant qu'il ait eu le temps d'acquérir les matériaux des sciences : « Il en résulte qu'à titre même d'institutions sociales et de produits de la civilisation d'un peuple, les religions, les systèmes philosophiques, les sciences se succéderont dans l'ordre indiqué partout où l'accumulation des incidents historiques, les révolutions et les importations étrangères ne troubleront pas cet ordre régulier.

Mais l'énoncé même des conditions montre que l'exception peut être aussi fréquente et plus fréquente que la règle et, dans les cas qui nous intéressent le plus, c'est bien l'exception qui prévaut. Ainsi le judaïsme fait alliance avec l'hellénisme quand depuis longtemps les sciences et la philosophie ont acquis tout leur lustre dans le monde hellénique. A l'autre bout de l'ouvrage (12), il s'attaque plus directement à la théorie de Comte et à sa loi des trois états. Il la résume et donne même son adhésion, tout au moins de forme, à la coordination des sciences par étages, car « les fondateurs du positivisme, malgré quelques excentricités d'esprit, avaient fait une étude sérieuse des sciences, ils n'ont pu se méprendre sur leur coordination par étages, et cette portion de leurs idées est sans doute la meilleure ; le reste souffre bien plus de difficultés... Est-il vrai que l'élimination progressive, d'abord de l'influence religieuse, puis de l'influence métaphysique, ait lieu suivant l'ordre de superposition des étages scientifiques ? Dans la doctrine (nullement ésotérique) de l'école positiviste, l'influence religieuse ou théologique ressemble fort à une influence superstitieuse ; et, comme tout ce qui est obscur, mystérieux, inexplicable ou inexpliqué, prête à la superstition et incline les hommes vers la fausse science des abstractions creuses et des entités chimériques, il faudrait que l'obscurité s'épaissît à mesure que l'on s'élève dans l'ordre de superposition des étages que l'école positiviste admet et qu'elle a raison d'admettre. Or, il n'en est rien ; si imparfaite que soit la science de l'économie politique, elle est loin d'offrir les obscurités et les mystères de la physiologie et de la médecine. On comprend bien mieux les origines d'une cité, d'un état, d'un peuple et même d'une langue, que l'on ne comprend les origines des espèces et des genres naturels...

« En réalité, la plus grande masse d'ombre ne se trouve pas au sommet, mais plutôt à la région nodale ou moyenne dans la série des étages. »

Il montre ensuite que les sciences mêmes qui sont à la base de l'édifice ne se dépouillent pas nécessairement de ce que Comte

(12) *Considérations sur la marche des idées*, II, 222 et suiv.

appelle la métaphysique, pour l'excellente raison qu'il y a dans toute science deux choses à considérer, un élément irréductiblement philosophique, qui est en quelque sorte constitué par le fait même de l'esprit humain, et un élément positif, les données réelles, les matières mêmes sur quoi portent les sciences : « Les naturellistes font-ils de la science positive lorsqu'ils apportent tant de soins à perfectionner la distribution des espèces en genres, en familles naturelles ?... Non, ce qui est positif, c'est l'anatomie de chaque espèce... S'ensuit-il qu'il y n'ait que cela qui mérite d'intéresser et qui intéresse effectivement le naturaliste ? » (P. 225.)

La conclusion de l'examen critique auquel se livre Cournot est que la « dénomination de philosophie positive » est une contradiction dans les termes, et qu'il y a autre chose que du positif dans les sciences. C'est un coup droit porté à la loi d'évolution comtiste ; aussi bien cette conception même de l'évolution soumise à une loi rigide et immuable répugne-t-elle à Cournot, philosophe de l'accidentel et du hasard. Donc, Comte et Cournot sont d'accord sur le fait de l'évolution, mais non sur la nature même de cette évolution.

Qu'ils soient d'accord sur certains points, ce n'est d'ailleurs pas une rencontre fortuite. Non seulement les deux philosophes ont puisé aux mêmes sources, mais on vient de le voir par la différence qui les sépare, Cournot a analysé l'œuvre de son prédécesseur. La chose a besoin d'être dite et constatée, car elle a été passée sous silence et même contestée ; c'est aussi une raison pour laquelle nous avons un peu longuement insisté sur cette critique de la loi des trois états faite par Cournot.

Parmi ceux qui n'ont pas parlé d'Auguste Comte à propos de Cournot, nous citerons Depitre qui, dans son article sur les Œuvres économiques d'Augustin Cournot (13), recherche les raisons pour lesquelles Cournot, à côté de son exposé algébrique de certaines théories économiques par lequel il semblait se rattacher aux conceptions ricardiennes les plus abstraites, avait construit une économie dynamique beaucoup plus large et dans laquelle l'idée de temps jouait un rôle essentiel ; Depitre s'aperçoit d'une parenté avec les idées de List, mais il ne pense pas à Auguste Comte : « Dans les *Principes de la théorie des Richesses*, qu'il publie en 1863, le but principal de Cournot reste le même... Cependant, au cours de ces vingt-cinq dernières années, Cournot a lu Stuart Mill, List et Bastiat... » (p. 190) ; et plus loin : « Nous sommes loin, on le voit, des recherches purement théoriques de 1838 : un nouveau Cournot va nous apparaître, moins novateur

(13) Dans cette revue (1908, n° 2, pp. 187-196), nous avons signalé nous-même la communauté de la théorie de List et de celle de Cournot en matière de commerce international dans l'article que nous avons publié (t. 51, 1912, pp. 110-124 et principalement p. 120).

sans doute, — lui-même nous dit tout ce qu'il doit, entre autres, à F. List, — mais toujours personnel. » (P. 195.)

D'autres auteurs ont prétendu que Cournot ignora Comte, ou du moins ne le connut que très tard. Ce problème vaut d'être examiné. Nous accordons qu'on ne trouve qu'assez tard, dans l'œuvre de Cournot, la trace d'un commerce avec le positivisme, puisque les passages des *Considérations* que nous venons de citer sont les premiers en date où Cournot mentionna l'école positiviste (14).

Dans son *Matérialisme* (1875), il rappelle encore une fois, en citant le nom, la théorie d'Auguste Comte et de son école, au sujet de la superposition des sciences. Plus loin, dans le chapitre « De la philosophie et de la science », il mentionne encore les positivistes et leur refus de faire de la philosophie la sœur des sciences ; enfin, dans une note de la page 278, il juge sans hésitation « les disciples d'Auguste Comte bien supérieurs à leur maître pour le style et pour la doctrine ». Voilà bien des références qui semblent indiquer une connaissance assez sérieuse d'une œuvre.

Des *Souvenirs*, il n'y a rien à tirer sur ce point.

Cournot y parle (15) des saint-simoniens, mais rapidement et seulement de l'aspect religieux de l'école ; toutefois, il serait étrange qu'un esprit curieux et informé comme le sien, et dès 1838 tourné vers les études sociales, ait ignoré leur doctrine sociologique, et que la pensée d'un esprit scientifique de l'envergure de Comte, et comme Cournot lui-même parti des mathématiques pour aboutir à une pareille œuvre de synthèse philosophique, ait été ignorée de Cournot.

Audierne écrit cependant, dans son article sur « La classification des connaissances humaines dans Comte et dans Cournot » (16) : « Il semble bien que Cournot, bien qu'il compose son livre vingt ans après la tentative de Comte, n'a pas connu directement alors l'œuvre du philosophe positiviste. »

Le livre dont parle Audierne est le *Traité de l'Enchaînement des Idées fondamentales*, car, bien qu'il ne le dise pas, on trouve, comme nous l'avons indiqué plus haut, dans les *Considérations*, une critique détaillée de la loi des trois états.

(14) Les *Considérations* sont de 1872. Nous ferons cependant remarquer que : 1° Cournot ne cite pas le nom de Comte à ce propos, ce qui permet de croire qu'il l'a suffisamment pratiqué lui-même pour supposer ses idées connues du public auquel il s'adresse ; 2° que dès le début de l'ouvrage aussi, ainsi qu'on l'a vu, il a déjà parlé de la loi des trois états, et qu'en outre, à la page 71 du tome I, il parle des données, comme nous dirions aujourd'hui, positives et des positivistes contemporains ; 3° que l'ouvrage était terminé dès janvier 1868 (v. préface) : on tiendra compte du temps nécessaire à l'élaboration d'une pareille œuvre et l'on conviendra qu'il est infiniment probable que Cournot, universitaire mêlé à la vie scientifique et philosophique de son époque, a dû être des premiers lecteurs de Comte.

(15) *Souvenirs*, p. 148.

(16) *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1908, p. 509.

Mentré (17), d'autre part, adopte également la thèse suivant laquelle Cournot aurait ignoré jusqu'à la composition des *Considérations* l'œuvre de Comte : « Il y a entre la doctrine d'A. Comte et les idées de Cournot de telles analogies et si nombreuses, qu'on est tenté de croire au premier abord que Cournot a subi l'influence directe de Comte. C'est la solution la plus simple du problème ; mais les faits nous obligent à la rejeter et à chercher ailleurs l'origine de ces ressemblances.

Malgré le soin apparent des recherches de cet auteur, cela semble invraisemblable. Tout le *Traité* est déjà imbu de la pensée, et, ce qui est plus caractéristique de la terminologie comtiste : « Telle est la phase finale du droit, qui tend ainsi à devenir dans un état de civilisation avancée non plus une tradition vivante, non plus même un corps de doctrine recommandable, comme la jurisprudence romaine, par la rigueur des abstractions et la perfection de la forme logique, mais une *science positive*, mais une branche de la *physique* sociale fondée sur l'expérience et dont les résultats sont mis par là hors de toute contestation (18). » Nous pourrions même, par le même argument, faire état du passage de l'*Essai* (qui date de 1851), où nous trouverons : « Il y a, par exemple, entre les mathématiques et la logique, entre la physique proprement dite et certaines branches de l'économie des sociétés auxquelles on a proposé de donner le nom de *physique sociale* (19), les affinités que l'ordre du tableau n'indique pas... » (p. 513), et aussi : « Mais, en reconnaissant l'utilité et même la nécessité de l'expérimentation statistique, pour donner à certaines parties des doctrines morales, politiques et économiques, le caractère de *sciences positives*, il faut se garder de réduire ces doctrines à ce qu'elles peuvent acquérir par là de positif et se garder même de considérer cette partie déjà rendue *positive* ou susceptible de la devenir, comme ce qu'elles contiennent de plus important et de plus essentiel. » (P. 596.)

Or, en supposant même que les passages qui sont dans l'*Essai* ne soient qu'une rencontre avec la pensée de Comte, ce qui ne saurait être qu'une hypothèse bien extraordinaire, il resterait encore que, de 1851 jusqu'à sa mort, c'est-à-dire de l'*Essai* au *Matérialisme*, l'œuvre de Cournot présente une remarquable unité ; et ce que Segond a écrit (20) des idées de Cournot sur la psychologie, nous pouvons l'appliquer à sa pensée en général : « De cette première à cette dernière discussion, son jugement ne s'est guère modifié..., sa connaissance des travaux ne s'est pas

(17) Cournot et la Renaissance du probalisme au XIX^e siècle, p. 633, app. 2.

(18) *Traité*, p. 498.

(19) Souligné dans le texte.

(20) Cournot et la Psychologie vitaliste, 1910, p. 1.

étendue, les auteurs auxquels il se réfère sont demeurés les mêmes. »

Enfin la source de leur pensée était commune depuis Leibniz jusqu'à Hegel et Savigny, et de plus il n'est pas sans intérêt de signaler qu'à l'Ecole normale Cournot avait eu comme professeur Lacroix, avec qui il conserva des relations, et qu'il avait été dans sa jeunesse le protégé de Condorcet, dont il respectait la mémoire et avait gardé toutes les opinions (21).

La parenté des idées de Comte et de Cournot, telle que nous entendons l'établir, ne suppose nullement d'ailleurs la dépendance du second à l'égard du premier ; Cournot a exprimé lui-même, à propos des liens qu'on serait tenté d'établir entre Stuart Mill et lui, l'idée que les procès de priorité si âpres entre savants, ne naissent guère ou ne méritent guère de naître entre philosophes (22), ce qu'Audierne a également exprimé, s'appuyant d'ailleurs, ainsi que nous l'avons montré, sur une affirmation erronée en ce qui concerne la connaissance de Comte par Cournot : « L'intérêt du rapprochement en est d'autant plus grand, puisqu'il nous montre comment le moment détermine en partie les œuvres des hommes d'une époque et permet néanmoins à leurs tendances intellectuelles propres de s'affirmer (23).

Le moment a, en effet, joué un rôle important dans l'élaboration de la pensée de Cournot ; nous nous opposerons cependant à Audierne dans l'explication de cette influence, et nous essayerons d'en dégager un élément dont il ne se soucie pas et qui fait le caractère original et personnel de l'idée d'évolution chez Cournot.

« Comte et Cournot ont reçu, l'un à Polytechnique, l'autre à l'Ecole normale, une culture scientifique analogue. Savants d'abord et mathématiciens, s'ils se rattachent par leurs réflexions sur les sciences à la tradition des philosophes classiques, ils sont amenés par le fait même des temps à étendre le domaine de leurs spéculations et à esquisser une théorie des sociétés humaines *considérées* comme des faits historiques à expliquer : venus après le grand mouvement de transformations politiques et sociales de la Révolution, au moment du développement des sciences historiques, les philosophes du XIX^e siècle ont eu à considérer, à côté des problèmes de la nature qui avaient surtout occupé les philosophes du XVIII^e siècle, les problèmes de l'histoire (24). »

Rien de plus juste que cette appréciation générale, mais elle ne suffit pas pour Cournot. On sait la place que, dans l'œuvre scientifique de Cournot, a occupé le calcul des probabilités, et quels

(21) *Souvenirs*, p. 80.

(22) *Matérialisme*, p. 223.

(23) *Revue de Mathématique et Morale*, 1905, p. 508.

(24) *Ibid.*

progrès fit cette branche des mathématiques, durant la jeunesse de Cournot, grâce à Laplace. Sa philosophie en subit l'empreinte. La clef de voûte en est la notion de probabilité ; et l'idée de hasard, dont Cournot est par excellence le théoricien, est à ses yeux « le principe de toute espèce de critique, soit qu'il s'agisse des plus hautes spéculations de la philosophie, ou des recherches de l'érudition, ou de la pratique ordinaire de la vie. Elle est la clef de la *statistique* et donne un sens incontestable à ce que l'on a appelé la *philosophie de l'histoire*, à ce que nous aimerions mieux appeler *l'étiologie historique*, en entendant par là l'analyse et la discussion des causes ou des enchaînements de causes qui ont concouru à amener les événements dont l'histoire offre le tableau » (25).

Mais la part du hasard n'est pas égale dans tous les domaines de la réalité et, partant, de la connaissance humaine ; on a déjà vu que pour Cournot l'élément historique, c'est-à-dire le fait accidentel, imprévisible, hors de toute loi, prend une importance de plus en plus grande à mesure que l'on s'éloigne du monde physique vers le monde organique, vers les étages supérieurs du système de nos connaissances ; autrement dit, moins il y aura possibilité de constater des lois. « A prendre les choses dans un certain sens, tout, dans les phénomènes de la vie, se subordonne à l'élément historique. Car, pour que la vie apparût à la surface de la terre, il fallait que le globe terrestre et ses enveloppes fluides fussent constituées astronomiquement, physiquement et chimiquement d'une certaine manière et non d'une autre, sans quoi l'organisme vivant, sous les formes que nous lui connaissons, ne serait pas possible ; et nous ignorons si d'autres conditions auraient rendu l'organisme possible sous d'autres formes (26). »

Ainsi, la manifestation de la vie présuppose certaines données de cosmologie qui rentrent dans la catégorie de celles dont l'histoire des faits antérieurs peut seule contenir la raison et fournir la clef. Autrement dit, tout événement ne peut s'expliquer que par d'autres événements et non suivant une loi ; tout alors, dans le domaine social, devient tributaire de l'accident, et c'est pourquoi l'individu sera la résultante des accidents sociaux. Comment alors parler de l'homme en dehors de la société ?

Ainsi que nous l'avons déjà vu, Cournot s'élève contre cette prétention, et c'est en quoi il se sépare de Comte et lui reproche d'avoir fait de la psychologie une branche des sciences biologiques ; la psychologie, du moins pour l'ordre humain, doit prendre sa matière dans la société, et par conséquent suppose la sociologie. Mais cela n'est qu'une conséquence particulière de sa conception. Une autre plus importante est que le fait d'un

(25) *Considérations*, 8, p. 2.

(26) *Traité*, p. 247.

progrès, d'un changement, d'une évolution étant hors de doute, cette évolution sera elle-même hors de l'emprise d'une loi fixe et, par conséquent, de toute finalité ; il y aura changement, mais changement à cause variable et imprévisible ; et là même où nous croyons observer des lois permanentes, nous pourrions n'avoir en face de nous que des tendances, des répétitions en si grand nombre que nous croyions à la permanence d'une loi. Mais, alors que nous serions en présence d'une régularité momentanée, supérieure seulement à la brièveté humaine, tandis que la nature procède par larges périodes, par époques dont nous saisissons un moment médial, mais ni le commencement ni la fin. « C'est une grande question que celle de savoir si la même idée (27) doit être admise dans tout ce qui touche à l'histoire des êtres vivants. »

Telle espèce a apparu dans tel temps, puis a disparu ; il se peut que l'apparition et la disparition puissent être imputées uniquement au changement des circonstances ou des conditions extérieures, mais il se peut aussi que l'ensemble des observations nous force à rejeter cette explication comme insuffisante, ce qui reviendrait à dire que la puissance organisatrice de la nature n'est pas tenue d'agir toujours de la même manière dans des circonstances identiques, qu'elle a ses époques ; ou, en d'autres termes, qu'elle est gouvernée par des lois dans l'expression desquelles le temps entre d'une manière immédiate, et non seulement en tant que les circonstances varient avec le temps (28).

Cournot a donc dépassé A. Comte et se rattache à une forme plus moderne de la doctrine évolutionniste. Comme les évolutionnistes de la jeune école historique, mais avant eux (il faut bien le souligner), il a senti la faiblesse de la croyance à une loi générale d'évolution, et c'est ce point, beaucoup plus que les critiques secondaires aux idées positives, qu'il y a lieu de retenir pour nous.

Cette interprétation de l'œuvre de Cournot n'est pas exactement celle de Bouglé. Pour Bouglé, Cournot a construit une philosophie de l'histoire et a cru à une loi générale d'évolution : on pourrait dire que, dans la nature comme dans l'histoire, l'ordre n'apparaît aux yeux de Cournot que comme un fruit du progrès. Les sociétés humaines, dans leurs développements, n'ont donc pas fait autre chose et ne pourraient faire autrement que de s'adapter au plan général de la nature dans la construction du monde. De ce mouvement de la pensée de Cournot, quelles conséquences méthodologiques tirerons-nous ? Nous constaterons d'abord que Cournot est loin de s'en tenir ici à l'étiologie histo-

(27) L'idée de la régularité qui se dégage des sciences physiques et qui est leur caractère essentiel.

(28) *Traité*, p. 207.

rique proprement dite. Il ne se contente pas de discerner par des analyses critiques des séries d'événements indépendantes ou solidaires, des faits dominants ou subordonnés, il embrasse dans ses formules synthétiques non seulement l'évolution particulière des ensembles sociaux, mais l'évolution générale de la civilisation dans laquelle débouchent finalement toutes évolutions particulières : il présente même *cette évolution de la civilisation comme un cas particulier de la loi qui régit l'évolution du monde* ; il reconnaît dans le devenir historique *le plan de la nature*. Qu'est-ce à dire, sinon que, malgré ses défiances plus d'une fois formulées, *il échauffe à son tour un système de philosophie de l'histoire* ?

Système moins étroit, plus compréhensif que ceux auxquels la philosophie de l'histoire nous a habitués. S'il commence comme celui de Spencer, il finit comme celui de Comte (29).

Bouglé note cependant des défiances de Cournot à l'endroit de la loi générale d'évolution, et cela avec raison. Ne cite-t-il pas lui-même ce passage de l'*Essai* (1851) dans lequel Cournot écrivait :

« N'est-ce pas se faire de la connaissance scientifique une idée trop étroite que d'interpréter la formule classique : « Il n'y a de science que du général » comme s'il n'y avait de science que de l'éternel et de l'universel ? (*Essai*, 188.) Il peut se rencontrer des lois qu'il vaut la peine de dégager, qui soient *fonctions du temps* ; *le devenir n'exclut pas l'ordre* : au sein des variations, quelque chose de commun et de constant se discerne ; des *généralités* enfin, fussent-elles toutes *relatives et conditionnelles*, permettent à la raison de se reconnaître dans la multitude des faits coïncidents. »

C'est ainsi, pour mettre les choses au pire, que la perspective de discerner des lois véritables, fût-elle fermée aux sciences cosmologiques, celles-ci auraient encore à relever l'allure générale des faits, à les classer, à les ordonner les uns par rapport aux autres, selon leur importance respective (30). Et plus loin, après avoir examiné l'attitude que prend Cournot dans le problème des grands hommes et la part prépondérante qu'il attribue à la société dans le développement des facultés de l'individu, Bouglé, ajoute, interprétant Cournot (31) : « Au milieu même de la multiplicité indéfinie des événements de l'histoire humaine, il y a un ordre à retrouver, des points fixes à repérer, des faits majeurs à mettre en relief. Quand donc il serait vrai que la philosophie de l'histoire eût fait définitivement banqueroute, cela ne prouve pas encore que l'historien ait d'autre tâche que de faire ressortir, comme disent aujourd'hui quelques méthodologistes, le moment individuel ». La loi du progrès antithétique de Hegel, celle de

(29) *Revue de Métaphysique et de Morale*, pp. 365-366.

(30) *Ibid.*, p. 353.

(31) *Ibid.*, p. 360.

ricorsi de Vico, celle même des trois états d'A. Comte, méconnaissent les contingences? Ce n'est pas une raison pour que le respect des contingences nous fasse méconnaître la hiérarchie de faits et leurs rapports de subordination. »

« Qu'il n'y ait pas de loi dans l'histoire, il suffit qu'il y ait des faits, et que ces faits soient tantôt subordonnés les uns aux autres, pour qu'il y ait lieu à une critique dont le but est de démêler ici la subordination, là l'indépendance. » (*Considérations*, I, p. 3.)

Cournot nous offre l'application de sa conception de l'histoire sur un point qui nous intéresse particulièrement, étant du domaine économique, à propos de la révolution économique du XIX^e siècle (32).

Il a soin d'y distinguer le progrès ou perfectionnement économique de la révolution ou crise économique. Le progrès s'est fait en tout temps, en matière d'économie, par la recherche de la *richesse*, « mais, ce qui n'est en temps ordinaire qu'une cause de progrès lents et continus, peut, dans certaines circonstances, déterminer presque soudainement un changement considérable, une révolution ou une crise dans la constitution économique des sociétés ». Ce qui se produisit au XIX^e siècle, grâce aux progrès réalisés en mécanique, en chimie et en géologie. La mécanique a accru les moyens de production et de transport, partant fait baisser les prix ; il insiste sur les conséquences économiques de ce progrès, et dégage de ce fait qu'il y a danger pour le monde du travail si la consommation ne s'accroît pas dans la mesure où la production augmente. Mêmes conséquences, mêmes arguments pour les découvertes de la chimie et celles de la géologie, ces dernières si importantes pour l'industrie minière et les matières premières tirées du sous-sol. La société semble donc suivre une évolution de caractère uniforme et prévisible, mais le hasard apparaît : « Quand le concours régulier des événements a réuni toutes les circonstances requises pour la maturité d'une grande crise, il semble que le destin se plaise à s'aider encore du concours de quelque cause accidentelle : *Fata viam inveniunt*. Dans la crise économique que notre siècle traverse, la part du hasard consiste dans la découverte inattendue de tous ces placers, de tous ces énormes dépôts de roches aurifères qui ont donné soudainement à la production de l'or un surcroît d'activité suffisant pour troubler ou du moins pour remuer profondément tout le système économique. »

Nous ne suivrons pas Cournot dans tout son examen précis et brillant même de l'enchaînement des conséquences politiques morales et sociales de cette révolution, nous signalerons néanmoins celle-ci, originale pour avoir été vue sur le moment même, que la révolution économique du XIX^e siècle aura favorisé le

(32) *Considérations*, II, pp. 232 et suiv.

sentiment de l'égalité au détriment de celui de la liberté. Or, c'est une chose à quoi Cournot tient beaucoup, en matière économique notamment, et c'est la critique principale qu'il fait au socialisme ; pour lui, tout recours à la protection est un symptôme de faiblesse relative, et c'est à ce propos que nous pourrions trouver la déclaration peut-être la plus nette qu'ait faite Cournot sur ses doctrines économiques, et qui nous le montre en même temps dans son opposition aux théories des métaphysiciens de l'économie : « Il faut en revenir à l'idée que les principes de la liberté économique sont bien moins des théorèmes établis scientifiquement que des postulats nécessaires à l'établissement de la science économique (33) ».

LA JEUNE ÉCOLE HISTORIQUE

Dans un chapitre précédent de cette étude (voir 1923, p. 354), parue ici même, nous nous sommes efforcé de déterminer la place tenue par l'école économique historique dans l'histoire de l'idée d'évolution.

Nous avons cherché à préciser dans la mesure du possible les sources auxquelles elle l'avait puisée et à caractériser les formules générales communes à l'école.

Il nous faut maintenant pousser plus loin l'analyse, et distinguer, toujours de notre point de vue, l'ancienne et la jeune école historique.

Il est d'ailleurs tout à fait remarquable que cette distinction ait été établie en fonction du concept d'évolution.

C'est à raison de la critique développée par la jeune école historique, et notamment par Schmoller, qu'elle estima devoir se différencier de l'ancienne école historique.

Nous disons que cela est tout à fait remarquable parce que, si les historiens des doctrines économiques exposent cette distinction, il apparaît bien qu'ils n'ont pas été frappés par le fait que la communauté de doctrines évolutionnistes entre les deux écoles, par opposition aux successeurs des classiques, constituait un élément fondamental de classification des idées, et qu'il y avait des éléments féconds d'enseignement à rapprocher ces doctrines économiques des autres doctrines évolutionnistes, telle que le saint-simonisme et le marxisme, ou si l'on veut des théories économiques des saint-simoniens et de Karl Marx.

Mais, après que nous avons effectué ce rapprochement, il n'est pas moins utile de pénétrer plus avant dans le corps des doctrines économiques évolutionnistes et de dissocier les unes des autres.

Si, en effet, l'opposition classique que l'on établit entre l'ancienne et la jeune école historique est vraie dans son ensemble,

(33) *Considérations*, II, p. 250.

il importe de tenir compte des nuances entre les membres de l'école sous peine d'inexactitude dans l'histoire des idées, et par conséquent d'une certaine injustice à l'égard au moins d'un des représentants de l'ancienne école.

Au premier abord, et si l'on s'en tient à certaines formules, il semble que l'unité soit complète.

Roscher présente l'économie politique comme « l'étude des lois de développement de l'économie publique et l'étude des lois de la vie économique des peuples » (34).

Hildebrand la définit « la science du développement économique des nations » (35). Toutefois, il apporte plus de précision critique des théories de l'économie classique.

« La science économique, en effet, écrit-il, n'a pas à chercher dans la multiplicité des phénomènes économiques des lois immuables et partout identiques ; elle doit démontrer dans les transformations de l'expérience économique le progrès et dans la vie économique de l'humanité le perfectionnement de l'espèce humaine. Sa tâche est de poursuivre l'évolution économique des nations comme de l'humanité, et par là de découvrir aussi bien les fondements de la civilisation économique actuelle que les problèmes dont la solution est réservée à la présente génération (36). »

On trouverait dans Knies des formules analogues (37).

La jeune école historique semble bien s'opposer à l'ancienne. Tout d'abord par la nature même de ses travaux. Alors que les études de l'ancienne école, si elles portaient d'une conception différente de l'école classique, consistaient dans des exposés synthétiques de l'ensemble, la jeune école s'est consacrée de préférence à l'élaboration de monographies.

Mais cette différence dans la nature du sujet traité était la conséquence logique et nécessaire de l'abandon du concept d'évolution générale.

On cite couramment la déclaration de Schmoller : « Nous avouons ne pas connaître de lois historiques, alors que nous parlons de lois économiques et de lois statistiques. »

La connaissance de tout le passage dans lequel cette phrase est contenu est indispensable à la clarté de notre exposé :

« Les phénomènes relativement simples du marché de l'échange, de la population, la marche générale du développement économique, nous les voyons à peu près. Nous savons que certains

(34) *Grundlagen der Nationalökonomie*, Stuttgart, 16^e éd., 1882, part. 16, p. 33.

(35) HILDEBRAND : *Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft*, Francfort, 1848, t. I, introduction, p. v.

(36) HILDEBRAND : « La tâche actuelle de l'Economie politique » (*Jarbucher für Nationalökonomie und Statistik*, t. I, p. 145).

(37) V. Knies *Die Politische Oekonomie vom Standpunkte der geschlichen Methode*, 1855.

phénomènes économiques élémentaires et certaines institutions sociales apparaissent partout, d'une manière assez uniforme à un certain degré de culture. Au moment même où nous avouons ne pas connaître de lois économiques, nous parlons de lois historiques, de loi de la statistique.

« Ces lois ne sont pour nous, il est vrai, en partie que des séries de phénomènes se répétant d'après une certaine règle et en conformité d'un certain type : c'est ce qu'on appelle des lois empiriques, dont les rapports de causalité n'ont pas encore été découverts, ou tout au moins n'ont pas été appréciés quantitativement. Les forces psychiques échapperont toujours à l'appréciation quantitative... De loi suprême, unique de l'action des forces économiques, il n'y en a pas et il ne peut y en avoir. Le résultat des causes économiques d'une époque ou d'un peuple est toujours pour l'esprit quelque chose d'individuel que nous expliquons par le caractère du peuple, par l'histoire, en nous aidant de vérités générales, économiques, sociales et politiques, mais que nous sommes loin de pouvoir ramener dans tous ses éléments à ses causes propres.

« En ce qui touche le développement général des rapports économiques humains, nous n'avons guère plus que des explications tâtonnantes ; des principes hypothétiques, des considérations téléologiques (38). »

A la même époque, Simmel écrivait : « La manie de vouloir trouver absolument des lois de la vie sociale est simplement de la métaphysique...

« La chasse aux lois sociologiques sera remplacée par l'histoire, qui se contente de décrire le cours du développement social et de grouper des phénomènes homogènes (39). »

Il apparaît, par conséquent, si l'on néglige quelques divergences de détails, que les représentants de la jeune école historique soient d'accord pour abandonner la notion d'une loi générale d'évolution. A ce titre, on peut les rapprocher d'autres économistes tels que Stuart Mill et Wagner (40) et aussi de Laveleye et de Cunningham, qui poussent à l'extrême l'idée de la négation de la loi et prétendent s'en tenir à de pures descriptions nominalistes analogues à celles que pratiquent les sciences naturelles.

Ainsi lisons-nous dans les *Eléments d'Economie politique* de Laveleye : « Les lois dont s'occupe l'économie politique ne sont pas les lois de la nature, ce sont celles qu'édicte le législateur, les

(38) SCHMOLLER : *Principes d'Economie politique*, traduits par G. Platon. — Voir aussi tout le dernier chapitre de sa *Politique sociale*, t. I, p. 263.

(39) *Revue de Sociologie*, mars 1906.

(40) STUART MILL : *Logique*, II, p. 513 ; cp. LESEINE, p. 167 : « Les lois empiriques ne deviendront scientifiques que lorsqu'elles pourront être rattachées aux lois psychologiques et ethnologiques dont elles doivent dépendre. » — ST. MILL : *Logique*, p. 514.

unes échappent à la volonté de l'homme, les autres en émanent (41). »

Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de ces affirmations : nous préciserons leur véritable sens. Contentons-nous de remarquer ici qu'à cette tendance extrême d'un Laveleye et d'un Cunningham s'opposent d'autres historistes, comme Ashley, pour qui l'histoire de la pensée économique nous présente un développement régulier, en dépit d'apparentes régressions. Ingram est plus affirmatif encore et il déclare : « Comme nous l'avons plus d'une fois indiqué, une partie essentielle de l'idée de la vie est celle de développements, ou en d'autres termes de « changements coordonnés » ; or, qu'un tel développement de la constitution et du travail d'une société existe en tous ses éléments, c'est là un fait indubitable (42). »

Faut-il voir dans l'attitude de la jeune école historique un abandon du concept d'évolution lui-même ? Autrement dit, la jeune école historique n'est-elle autre chose qu'une économie politique, classique (43), ayant mis au point quelques formules plus précises sur le caractère conditionnel et provisoire des lois économiques ? Telle est la question qui se pose.

Nous nous efforcerons, à l'aide de textes empruntés en particulier à Schmoller, d'y répondre de façon précise. Mais cet abandon du concept général d'évolution par lequel on caractérise généralement la jeune école historique était déjà réalisé en partie chez un des représentants de l'ancienne école, et c'est ce qu'il nous faut préalablement montrer.

Pour Knies, en effet, la nature des lois économiques dépend de la nature même de la réalité qu'elles représentent. Deux éléments interviennent : un élément extérieur de nécessité et un élément personnel, proprement humain, qui procède du libre arbitre. A l'abstraction de l'homme soumis au seul intérêt (44), il substitue l'homme économique et il obtient ainsi une variabilité relative selon le temps et le lieu de l'élément personnel : à la loi naturelle vraie dans tous les temps et dans tous les lieux, il oppose une loi provisoire et conditionnelle, c'est-à-dire relative (45).

(41) EMILE DE LAVELEYE : *Eléments d'Economie politique*, p. 17.

(42) INGRAM : *Esquisse d'une histoire de l'Economie politique*, trad. Pépin, p. 233.

(43) Voir lettre à V. Treitschke, p. 44 de la traduction : « Dans le cours des temps, je ne vois, moi, que la causalité. Tant que les causes restent les mêmes, les conséquences, les lois sociales restent les mêmes. »

(44) « Représenter l'homme, dit Knies, comme immuablement mû dans son activité économique par des mobiles purement égoïstes, cela revient à nier tout motif meilleur ou plus clair dans aucune entreprise, ou à dire que l'homme possède une série de centres d'activité psychique fonctionnant indépendamment les uns des autres. » (*Die Politische Oekonomie vom Standpunkte der Geschichtlichen Methode*, p. 232, cité par Gide et Rist, p. 455.)

(45) Knies a écrit dans l'ouvrage déjà cité, p. 24-25 : « De même que les

Les lois proprement économiques, c'est-à-dire celles qui expriment la régularité des rapports où intervient le facteur psychologique, ne sont pas garanties par des conditions de causalité rigoureuse, et cette variabilité se manifeste non seulement chez les individus, mais aussi chez les peuples.

Knies fait ainsi, nous le voyons, la critique des lois d'évolution. Il soutient fortement contre Roscher qu'il n'y a pas d'étapes universelles d'évolution dans un sens unique et valable pour toute l'humanité. Aussi peut-on se demander ce que va devenir chez lui la notion des lois d'évolution, en l'absence de répétitions identiques d'évolutions, et par voie de conséquence la notion de loi économique en général ?

Bien qu'il soit malaisé sur ce point d'interpréter la pensée de Knies de façon précise, il semble qu'il entende conserver continuellement des lois d'évolution approximatives sous forme de lois d'analogie (46). Knies admet le rapport causal, dont la notion sera maintenue par l'école sociologique de Durkheim, bien que cette force causale, par suite de la présence de l'élément psychologique, ne soit pas constante.

D'après lui, il reste, en effet, quelque chose de commun et de permanent dans les forces de la vie humaine (l'espèce) et qui influe sur l'activité économique en tant que phénomène psychique. C'est grâce à cet élément de constance et de similitude, lequel existe chez tous les hommes et chez tous les peuples, qu'apparaîtra l'idée de loi. Cependant cet élément se transforme : n'y a-t-il pas un perpétuel mouvement dans la vie des groupes comme dans celles des individus ? Ainsi des lois ne peuvent exister que subordonnées à ce changement.

Knies en conclut que ces lois sont conditionnelles, et il ne prétend pas pouvoir affirmer l'existence des lois de développement par étapes nécessaires. Mais, par suite de la présence à côté de l'élément de constance de l'élément de nécessité, l'on conçoit que chez les peuples ayant une organisation économique

conditions de la vie économique, de même la théorie économique, quelle que soit sa forme et son aspect, les arguments et les résultats qu'elle nous offre, est un produit du développement historique, elle emprunte le fond de son argumentation à la vie historique et doit donner à ses résultats le caractère d'une solution historique, même les lois générales de l'économie ne sont autre chose qu'une explication historique et une manifestation progressive de la vérité, comme jusqu'à un certain point de développement elles apparaissent comme la généralisation des vérités connues ; ni quant à leur somme ni quant à leur formule, elles ne peuvent être considérées comme définitives. »

(46) Toutefois, ce qui se dégage de son analyse, nous l'avons vu, c'est seulement l'existence des lois purement conditionnelles, où l'élément d'évolution n'est pas introduit ; car si l'on entend que ces lois auront des lois vraies à un moment donné de l'évolution, il suppose que l'évolution est déjà démontrée, et il est clair que l'affirmation de la variabilité de facteur psychologique ne suffit pas à cette démonstration.

au même degré de développement, il puisse y avoir des phénomènes d'affinité.

D'où l'idée de lois d'analogie. Ce qui est semblable venant de la substance notion générale (type), ce qui est différent venant de différenciations spéciales (accident).

Notons, en outre, que Knies parle en plusieurs endroits de l'analogie des évolutions. Il constate cette analogie dans le développement économique des peuples, et c'est cela qui a provoqué la croyance aux lois d'évolution. Mais en réalité, selon Knies, par suite des éléments de diversité apportés par les bases actuelles de l'économie, il n'y a qu'analogie, mais jamais similitude. En résumé, si Knies parle d'analogie, c'est que, d'après lui, les phénomènes sociaux de l'évolution excluent la répétition de l'identique.

Or, c'est à cette terminologie justement que Schmoller va objecter qu'il en est de même des phénomènes naturels, ce qui n'exclut pas l'existence des lois dans les sciences de la nature. Knies, d'après Schmoller, n'avait pas besoin d'adopter le terme de lois d'analogie pour exprimer l'idée que les causes physiques par développement et modification doivent produire des formes et des phénomènes économiques différents... » Là même, écrit Schmoller (47), où nous possédons des lois plus parfaites et plus exactes, comme en astronomie ou en physique, la prévision n'est aucunement absolue, attendu que nous ne sommes pas fréquemment en état de nous procurer toutes les données, ni de remonter bien loin en arrière à toutes les causalités qui sont en jeu, et que nous ne connaissons pas l'ordonnance primordiale des éléments. D'ailleurs, la régularité des phénomènes qui peut être prévue n'est jamais absolue, là du moins où il s'agit de questions plus compliquées et par-dessus tout de questions biologiques.

Nul animal, nulle plante ne nous apparaissent absolument sous la même forme ; comment des événements et des états relatifs à l'humanité pourraient-ils se répéter dans une parfaite exactitude ? Mais cela n'exclut pas la régularité de leurs formes typiques dans leurs traits distinctifs, et c'est justement là ce que nous cherchons à connaître et à expliquer par des lois.

Si donc Knies nous dit que, chaque fois que l'on compare les circonstances économiques des divers temps et des divers pays, il ne s'agit que de lois ayant le même rapport de causalité, mais de lois d'analyse, il se sert d'une expression un peu équivoque pour exprimer la simple vérité que, les causes psychiques étant soumises à un développement et à une modification continuelle dans le temps et suivant le pays, doivent produire d'autant plus de formes et de phénomènes différents qu'elles se sont elle-mêmes modifiées. *Ce n'est pas que la vérité que Knies voulait exprimer*

(47) *Revue d'Economie politique*, t. 8, 1894, p. 471 : « L'Economie politique et sa méthode. »

était fausse, mais seulement l'expression dont il se servait par rapport au mot « loi » (48).

Qu'est-ce à dire, — et le texte ci-dessus est bien caractéristique à cet égard, — sinon qu'il y a quasi-communauté de pensée, entre Knies et Schmoller, encore que le langage dont ils se servent soit différent.

Aussitôt après, Schmoller écrit (49) :

« On a surtout douté s'il ne valait pas mieux abandonner entièrement dans le domaine des faits économiques et sociaux, et plus encore dans celui des événements historiques, la notion de loi telle que l'ont formulée les sciences naturelles. Et c'est, en tout cas, juste si l'on ne veut reconnaître de loi que là où l'on a recours à des causes mesurables, car alors il n'y a en effet guère de loi économique ou sociale. Mais, là où des causes psychiques relativement très constantes et simples entrent en coopération avec des faits naturels nettement circonscrits, nous livrent des résultats qui s'expriment en chiffres, comme par exemple dans les prix, nous ne pouvons pas parler de lois, nous ne pouvons prétendre que les sentiments qui déterminent les faits sociaux soient mesurés, attendu que ce sont beaucoup plus fréquemment les circonstances variables relatives à la récolte, à la production, à d'autres faits de ce genre, qui sont les causes de la variabilité des prix et non pas les causes psychiques.

Celui qui ne veut pas reconnaître de lois, là où l'on ne peut reconnaître comme cause dernière des éléments simples, aboutira forcément à de semblables résultats. Mais il est clair, en tous cas, que celui qui nie qu'il y ait de vraies et réelles lois devra pourtant reconnaître qu'il existe des lois empiriques, et que celui qui évite de se servir de cette expression ne nie pas par là que nous nous trouvions en présence d'un grand domaine de « régularité semblable à des lois » (*gesetzmäßigkeiten*), de causes reconnues, et qu'il ne soit ici possible d'atteindre une somme de théories, traités et jugements généraux, et il concédera aussi que nombre d'entre elles sont bien au delà de la loi empirique s'approchant des vraies lois, et que, conséquemment, l'usage ordinaire que l'on fait de ce terme, pourvu qu'il ne s'emploie pas à la légère pour désigner comme loi tout fait qui ne se renouvelle régulièrement, est compatible avec la vérité et pleinement justifiable.

Ces lois empiriques dont parle Schmoller se rapportent aux mêmes notions et aux mêmes sources que les lois d'analogies de Knies ; la différence entre les deux termes est plus verbale que réelle. Aussi il ne serait peut-être pas trop osé de dire que la jeune école historique allemande a, jusqu'à un certain point (les textes que nous avons cités tant de Knies que de Schmoller

(48) C'est nous qui soulignons.

(49) *Revue d'Economie politique*, t. 8, 1894, p. 472.

montrent assez la part de l'une et de l'autre), formulé, de façon positive et en fonction de l'observation des faits, des conceptions que, dans l'ancienne école, Knies n'avait pu formuler que d'une manière approximative et en fonction de la notion toute abstraite d'évolution.

Du même coup, nous voyons que Schmoller ne nie nullement l'existence de lois économiques, il pense seulement que le terme employé, au lieu d'être purement abstrait, doit être descriptif et restrictif. Mais, sur ce point encore et surtout, il continue l'esprit de l'ancienne école et se soumet à des règles méthodologiques que Roscher avait déjà édictées, encore que d'une façon très générale. La nouvelle école réalise ce que l'ancienne s'était contentée de prêcher. Schmoller, du reste, pense qu'il ne suffit pas d'être parvenu « à des vérités hypothétiques qui ne sont pas des vérités dernières, car elles reposent sur la fiction d'un état de culture établi ». Il nous invite lui-même à dépasser ce point de vue.

Il s'agira ensuite, écrit-il à la fin de son étude, d'entreprendre des recherches ultérieures plus approfondies des causes qui se modifient et des changements qui surviennent dans les formes, et procès économiques. Il y a donc trois choses qu'il faut prendre en considération :

1° Il faut rechercher les modifications des causes psychiques par rapport aux différences ethnologiques et de classe ;

2° On cherchera à déterminer comment, en conséquence, se modifient ou peuvent se modifier les actes des hommes ; on fera bien de ne pas appeler « lois psychologiques » ce qu'on trouvera ; on réservera ce titre aux vérités élémentaires psychologiques, d'où l'on déduira les changements psychologiques historiques mentionnés ; on cherchera à déterminer d'une manière détaillée quelles sont les formes de l'organisation économique et comment elles naissent les unes des autres, on constatera comment se suivent les formes de la division du travail, celles des entreprises, du commerce, des finances, des impôts, comment elles marchent parallèlement à d'autres formes déterminées de la vie politique et sociale ; ce sont d'abord des lois empiriques que l'on obtiendra, elles deviendront plus que cela à mesure que l'on découvrira, en partie ou en totalité, les causes des transformations. On les a fréquemment nommées jusqu'à présent « lois d'évolution ».

L'ancienne économie politique historique a reconnu le but, la nouvelle histoire économique a commencé à réunir et à interpréter les matériaux ; *plus ils sont mis en rapport avec les données psychologiques et économiques que nous possédons déjà, plus aussi auront de prix les thèses et les généralisations obtenues* (50).

3° On pourra enfin essayer de donner une formule générale des progrès économiques ou même de ceux de l'humanité en

(50) C'est nous qui soulignons.

général ; on arrivera par là au domaine de la philosophie de l'histoire, de la téléologie, des espérances et des prédictions, *plus un tel essai est établi sur des connaissances étendues et plus il peut aboutir à de précieux résultats.*

De hardies hypothèses de ce genre seront toujours nécessaires pour la vie pratique, et l'on ne pourra pas empêcher les vrais prophètes de croire avoir découvert « la loi d'évolution ». H. Spencer et les théoriciens de l'évolution, Mill et A. Comte, ont tenté d'en formuler, aussi bien que les socialistes et les manchestériens ; mais tout cela restera encore bien loin de ce que les naturalistes appellent lois, l'on ne pourra guère compter de tels essais au nombre des lois empiriques. Ce qu'on a appelé prématurément lois de l'histoire, c'étaient des généralisations souvent trop sujettes à caution ou de simples et très anciennes vérités psychologiques par lesquelles on croyait pouvoir expliquer *nombre de faits historiques, et c'est pourquoi il est très douteux que nous puissions ou que nous devions, pour le moment, parler de lois historiques.*

On le voit, la conception d'évolution, en tant que telle, n'est nullement abandonnée (51). La science économique, pas plus que les autres disciplines scientifiques, ne pouvait songer à revenir, après 1860, à l'universalisme et au perpétualisme. Le concept d'évolution, du reste, ainsi que nous l'avons montré, s'est lui-même modifié. Sur le terrain philosophique et sociologique, il a été épuré. Dès lors, il paraît évident qu'un homme tel que Schmoller, dont la formation scientifique était très poussée et l'érudition considérable, devait être naturellement amené à abandonner le dogmatisme évolutionniste, pour ne conserver que la formule du concept directeur de l'expérience que nous avons défini.

Mais nous trouvons dans les œuvres postérieures de Schmoller une expression plus nette encore des idées dont rendent compte les citations que nous avons reproduites. « La science de nos jours, écrit-il (52), et l'opinion des peuples civilisés, admettent en général le progrès illimité dans le développement de l'humanité ; nous partons de là. » Et, après avoir exposé les théories générales et historiques de l'évolution, — théories mécaniques, théories téléologiques, métaphysiques, psychologiques, — il écrit (et le texte rejoint en la dépassant la conclusion citée plus haut) son étude sur *la Théorie et la Méthode de l'Economie politique.*

« Laissons cet aperçu rapide des théories de divisions en périodes et des essais génétiques d'explication de toute l'histoire de l'humanité avec ce sentiment que la science, au point où elle

(51) Sauf pour la fraction extrémiste, représentée par Cunningham et de Laveleye.

(52) Dans son *Traité*, t. 5 : « L'évolution de la vie économique, le progrès économique et ses causes », trad., p. 483.

est arrivée aujourd'hui, ne pourra plus se dispenser de faire de semblables essais, mais que toutefois, jusqu'à présent, il s'agit bien plutôt d'essais scientifiques, souvent aussi d'essais d'interprétation téléologique, que de vérités définitivement établies.

« Les empiriques, ajoute-t-il, ont beau les regarder de travers, ils renferment cependant des parcelles de vérité (53). »

Schmoller s'aperçoit que ces tentatives d'explication diffèrent moins qu'elles ne paraissent d'abord. Toutefois, « tous voudraient arriver à des formules unitaires, tous voudraient expliquer les choses en monistes et en dualistes, mais ils ne voient pas que ce but ne peut être atteint aujourd'hui ».

Nous avons déjà vu que c'était une idée chère à Cournot que, plus on s'éloigne des faits physiques (c'est-à-dire facilement mesurables) pour s'approcher des faits humains et, parmi ces faits, des faits psychologiques, plus on entre dans le complexe et le changeant. Mais, tandis que chez Cournot on se trouve en face d'un changement évolutif qui offre un certain esprit de continuité et de régularité justiciable de statistiques et susceptible de prévisions au moins approximatives à l'aide de cette méthode, pour Schmoller, il pourrait sembler que l'on s'avance dans l'imprévisible.

Cette conception sur le morcellement de nos connaissances possibles serait assez décevante si les textes que nous avons reproduits ne prouvaient qu'il s'agit surtout, chez lui, d'une question de méthode. « La science économique, pense-t-il, et à juste titre, est, quoi qu'on en dise, assez récente et n'a pris que depuis peu de temps contact avec la réalité. Les résultats, sans doute, sont loin d'être négligeables, mais faibles si l'on considère la masse entière de questions qui restent encore à étudier. » Aussi Schmoller a-t-il soin de distinguer l'économie politique générale de l'économie politique spéciale. La première est une tentative de systématisation de tout notre savoir économique, sans que l'on ait à se préoccuper des questions spéciales qui se posent dans le présent, ni d'une contrée particulière, ni de quelque une des branches en particulier de l'économie politique ; la partie générale s'occupe des organes et des institutions typiques des phénomènes essentiels, des transformations de l'économie politique au double point de vue du mode de structure chez les peuples civilisés et du développement historique (54).

Le dualisme que nous trouvons dans la pensée de Schmoller de l'esprit inductif et de l'esprit déductif ne lui est pas particulier. On le retrouvera chez tous les représentants de l'école historique, chez Roscher lui-même. Il suffit à expliquer bien des oppositions apparentes. Schmoller, à son tour, insiste, dans *l'Economie poli-*

(53) *Traité, ibid.*

(54) *Ibid.*, t. 1, p. 301.

tique, sa théorie et sa méthode (55), sur la nécessité d'employer de concert les deux méthodes inductives et déductives.

Schmoller est aussi convaincu de l'utilité des tentatives générales d'explication et de systématisation pour présenter lui-même en « un modeste essai » un tableau de la succession historique des formes économiques conditionnelles et pour rechercher les causes spéciales qui interviennent dans l'élévation, l'apogée et la décadence de chaque peuple, de chaque état et de chaque économie nationale.

Si, en 1894, Schmoller conteste encore le caractère de loi aux synthèses des évolutionnistes, après 1900 il affirmera la nécessité scientifique de ces tentatives.

Toutefois, le rapprochement que fait Schmoller entre les généralisations de l'école de Manchester et les constructions de Comte, de Mill et de Spencer accuse, chez un auteur qui a si nettement caractérisé et combattu l'universalisme et le perpétualisme des premiers, un flottement de l'expression qui a de quoi surprendre. L'on est ainsi amené à se demander si l'abandon de l'affirmation d'une loi générale d'évolution n'est pas dû, chez lui, plus au manque de hardiesse et d'imagination philosophique qu'à la volonté réfléchie d'éliminer par esprit rigoureusement scientifique toute généralisation téléologique. On en a d'autant plus le droit que Schmoller lui-même en vient finalement à proposer une semblable esquisse sans cependant croire qu'elle puisse avoir une valeur et une importance définitive, et que, d'autre part, il n'a pas réalisé cette élimination des tendances téléologiques dans l'ensemble de son œuvre (56).

(55) *Revue d'Economie politique*, t. 4, pp. 461 à 468.

(56) Voir SIMIAND, *Année Sociologique*, 1899-1901 : « Toutes considérations sociologiques, même dans la partie strictement économique, ne sont pas complètement éliminées, ou plutôt ne sont pas strictement présentées du point de vue positif », p. 495. — On trouve chez Marshall une orientation analogue. Il fait, de façon plus nette que Schmoller, le procès de l'universalisme de Smith et de l'école classique. Pour lui, ce qu'on appelle « lois économiques » n'est que l'expression de tendances et ne constitue nullement des préceptes impératifs. Mais il affirme que les faits sont soumis à une évolution continue. L'économie est une science de la vie, et par conséquent son objet est de nature essentiellement changeante et mouvante, d'où la nécessité pour l'économiste de se faire historien. Il usera de la méthode comparative.

L'influence des sciences biologiques doit amener la science économique à s'éloigner des sciences mathématiques pour se rapprocher des sciences naturelles. « L'économique, écrit-il, commence à donner sans cesse une plus grande attention à la *flexibilité* de la nature humaine et à l'action que les formes actuelles de production, de distribution et de consommation de la richesse exercent sur le caractère de l'homme comme à l'action que celui-ci exerce sur elle. Enfin il pense (et sa pensée est toute voisine de celle de Schmoller) que, s'il n'y a pas de lois économiques... comparables aux lois de la gravitation et de la conservation de l'énergie en physique..., il y en a beaucoup qui peuvent marcher de pair avec les lois secondaires des sciences naturelles analogues à l'économie, en ce qu'elles ont comme elle, à s'occuper de l'action complète d'une foule de causes hétérogènes et incertaines (p. 138).

L'on voit donc qu'en ce qui concerne l'application que les différents représentants de l'école historique ont pu faire du concept d'évolution, il n'est pas possible de maintenir, sans tenir compte de certaines nuances, la distinction classique entre l'ancienne et la jeune école.

Parmi les anciens historistes, c'est Knies qui est sans doute le plus fidèle à l'esprit descriptif et prudent de l'école (57). Avec lui commence à se faire jour l'idée qu'il est peut-être impossible de formuler *a priori* une telle loi. Il leur substitue des lois d'analogie qui deviennent chez Schmoller des lois empiriques. Mais, à mesure que leur contenu s'enrichira, ces lois empiriques revêtiront un caractère de plus en plus grand de précision et se rapprocheront de plus en plus des lois véritables ; elles pourront alors se résumer en une formule générale des progrès économiques, de même des progrès de l'humanité en général. Il importera seulement de conserver à la science économique son caractère objectif et de demeurer proche des faits. Aux endroits même de son œuvre où Schmoller manifeste une certaine défiance pour la notion d'évolution, il ne procède pas en général par une négative des lois d'évolution, mais il affirme qu'en l'état actuel de la science les tentatives pour les dégager sont prématurées. En définitive, les évolutions particulières dont Knies et surtout Schmoller proposent l'étude apparaissent comme des travaux d'approche destinés à donner un fondement solide à l'établissement d'une loi générale.

L'ÉCOLE SOCIOLOGIQUE

Après avoir examiné successivement l'influence des hommes tels que Condorcet, Comte et Cournot, et des écoles telles que l'école saint-simonienne et les deux écoles historico-économiques sur le développement de l'idée d'évolution dans la science économique, nous en arrivons à l'école sociologique de Durkheim.

La première idée qui frappe l'esprit, c'est que cette école ne paraît pas au premier abord se préoccuper d'évolution.

Sans doute, née à la fin du ^{xix}^e siècle, les conquêtes considérées comme définitives de cette idée ne peuvent être mises en question par elle.

Mais cela ne serait pas suffisant pour lui faire une place à

(57) « La description détaillée et l'explication pour l'histoire de la constitution et de la vie économique de chaque nation, telle nous apparaît en résumé la conception positive que l'école historique s'est faite de l'économie politique, conception qui, plus ou moins nettement, flotte aujourd'hui encore dans beaucoup d'esprits. » (GIDE et RIST, *Histoire de l'Economie politique*, pp. 475 et 482.) — C'est une conception sociologique de l'économie politique que, plus ou moins consciemment, l'école historique, surtout avec Knies, aurait voulu faire persister. *De là des analogies dont Knies ne s'est rendu compte que plus tard, mais que la jeune école historique n'a pas méconnues.*

part dans la recherche qui nous occupe si la position de l'école, au regard de cette idée, ne présentait quelque chose de spécifique eu égard aux autres tendances que nous nous sommes efforcés de synthétiser.

Or, à l'inverse de ce que nous avons rencontré jusqu'à présent, on ne trouve dans les travaux de l'école sociologique, ni la préoccupation d'opposer l'évolutionnisme aux théories des écoles encore imbuës de certaines erreurs statiques, ni celle de dégager le sens d'une évolution ou l'influence du ou des facteurs qui la déterminent.

L'absence de la première préoccupation s'explique par le fait qu'au début du ^{xx}^e siècle, il n'y avait plus à défendre l'évolutionnisme entendu au sens large du mot contre les doctrines opposées à toute conception évolutive.

Sans doute une persistance de préjugés et d'erreurs d'origine statique peut encore se constater, notamment dans les travaux des épigones de l'école économique classique, mais l'école sociologique ne leur accorde pas assez d'importance pour s'attacher à les combattre.

Elle a des objectifs plus forts et scientifiquement plus précis.

L'absence de la seconde préoccupation résulte de ce que l'école sociologique n'appartient plus à cette catégorie philosophique pour laquelle il existe une loi générale d'évolution et que, par conséquent, la question ne se pose pas pour elle d'en rechercher le sens ou d'en découvrir les facteurs essentiels.

Si, en effet, l'école sociologique est évolutionniste, elle appartient à la deuxième conception que nous avons analysée et d'après laquelle l'évolution n'est plus une doctrine finaliste et téléologique, mais simplement un concept directeur de la science.

Dès lors, les problèmes scientifiques qui se posent à elle se trouvent conditionnés par cette position.

A ce titre, elle se rapproche surtout de Cournot et de la jeune école historique.

Mais elle ne semble pas avoir considéré qu'il était nécessaire de s'étendre sur sa position à ce point de vue, qu'elle a peut-être considéré comme résultant suffisamment de la critique du finalisme à laquelle elle se livre (58).

L'abandon du principe de finalité est, en effet, une conséquence directe du caractère évolutionniste de la science.

« Dans un passé assez récent, la finalité était en grand honneur dans la science, sans parler de l'usage plus ou moins subreptice qu'on en faisait dans les sciences physiques proprement dites (usage qui, nous le verrons, n'a pas complètement cessé) ; elle paraissait seule susceptible de fournir des points de vue vraiment

(58) Et qu'elle poursuit aussi bien, d'ailleurs, quand elle le rencontre chez les représentants de la jeune école historique.

synthétiques dans les sciences de l'être organisé. Sans doute, Descartes avait affirmé que l'organisme n'est qu'une machine et, au XVIII^e siècle, les matérialistes avaient magnifiquement développé cette thèse. Mais il ne paraissait pas que cette opinion fût susceptible de fournir des vues sur la genèse de l'organisme ou de ses parties. Mais il y avait, dans chaque être organisé, un ensemble adapté merveilleusement au milieu et au mode d'existence ; c'est ce qu'une observation même superficielle permettait d'apercevoir et ce qu'une étude approfondie confirmait.

C'est sur cet accord qu'était fondée la preuve téléologique de l'existence de Dieu, qui, on le sait, a occupé pendant de longs siècles une place considérable dans la pensée de l'humanité. A la veille presque des travaux de Lamarck, dans un milieu très porté vers le matérialisme, l'abbé Galiani a formulé cette opinion avec beaucoup de force et d'éloquence ; Kant était également d'avis qu'on ne pourrait jamais se passer, pour l'explication des êtres organisés, des considérations de finalité. « Il est absolument certain que nous ne pouvons apprendre à connaître d'une manière suffisante et, à plus forte raison, nous expliquer les êtres organisés et leur possibilité intérieure par des principes purement mécaniques de la nature, et on peut soutenir hardiment avec une égale certitude qu'il est absurde pour des hommes de tenter quelque chose de pareil et d'espérer que quelque nouveau Newton viendra un jour expliquer la production d'un brin d'herbe par des lois naturelles auxquelles aucun dessein n'a présidé ; car c'est là une vue qu'il faut absolument refuser aux hommes. » (KANT, *Critique du jugement*, trad. Barni, vol. II, § 74, p. 77.)

« La situation s'est complètement modifiée avec l'avènement de la théorie ou du principe d'évolution (59). »

On voit, par conséquent, en dépit du silence de ses représentants sur ce point, que l'étude de l'école sociologique appartient essentiellement à notre sujet.

Son attention s'est concentrée sur la détermination des conditions dans lesquelles il est possible d'énoncer des lois sociologiques et dans notre domaine des lois économiques.

L'école sociologique n'a pas rejeté, en effet, la possibilité d'établir des relations causales, — cela à la différence de l'extrême gauche de l'école historique (et, nous l'avons vu, de certains moments de la pensée de Schmoller).

Mais elle a voulu édifier un appareil scientifique adapté à la recherche de ces lois, qui ne sont pas, bien entendu, des lois d'une évolution partant d'un point A pour aboutir à un point B, mais des relations causales valables dans des milieux donnés, fonction d'évolutions particulières.

(59) MEYERSON : *Identité et Réalité*, p. 354.

Ce sont ces deux idées que nous allons nous efforcer de développer :

Ce qui caractérise d'une manière essentielle l'école sociologique, ce sont des efforts en vue de l'élimination des postulats finalistes et normatifs, la conservation du rapport de causalité.

La répudiation des postulats finalistes est essentiellement d'ordre critique.

Et à cet égard, l'école sociologique a été amenée à faire la critique de l'historisme de Comte et des tendances normatives des économistes en général et ne se rattachant pas aux théories évolutionnistes.

Elle a tout d'abord fait la critique de l'historisme de Comte.

Durkheim nous expose, dans les *Règles de la Méthode sociologique* (p. 154), que si Comte trouve l'explication sociologique purement causale, la méthode comparative, insuffisante, et s'il veut la compléter par la méthode historique, cela tient à la conception particulière qu'il se faisait des lois sociologiques, c'est-à-dire de son évolutionnisme finaliste.

Suivant lui (Aug. Comte), « les lois sociologiques doivent principalement exprimer non des rapports définis de causalité, mais le sens dans lequel se dirige l'évolution humaine en général. Elles ne peuvent donc être découvertes à l'aide de comparaisons, car, pour pouvoir comparer les différentes formes que prend un phénomène social chez différents peuples, il faut l'avoir détaché des séries temporelles auxquelles il appartient. Or, si l'on commence par fragmenter ainsi le développement humain, on se met dans l'impossibilité d'en retrouver la suite. Pour y parvenir, ce n'est pas par analyses, c'est par larges synthèses qu'il convient de procéder. Ce qu'il faut, c'est de rapprocher les uns des autres et réunir dans une même intuition en quelque sorte, les états successifs de l'humanité, de manière à apercevoir l'accroissement continu de chaque disposition physique intellectuelle morale et politique. (*Cours de Philosophie positive*, IV, p. 328.)

« Telle est la raison d'être de cette méthode que Comte appelle historique et qui, par suite, est dépourvue de tout objet dès qu'on a rejeté la sociologie comtiste (60). »

Or, c'est précisément la position de Durkheim.

D'après lui, « de même que les faits sociaux sont hétérogènes à tous les autres, de même les sociétés sont hétérogènes entre elles : elles se présentent au savant comme des espèces naturelles qu'il s'agit de classer ou d'expliquer, mais qui naissent, se développent, meurent indépendamment les unes des autres. En fait, l'histoire ne nous permet pas d'en douter : le progrès général de l'humanité n'existe pas » (61).

(60) DURKHEIM : *Les Règles de la Méthode sociologique*, p. 154.

(61) *Id.*, *ibid.*, p. 26 ; cp. PARODI, p. 131.

Mais ce n'est pas seulement le finalisme évolutionniste comtiste qui fait l'objet des critiques de l'école sociologique, c'est aussi la tendance normative entachée également de finalisme, mais qui, à proprement parler, n'a rien à voir avec l'évolutionnisme, car les problèmes à l'étude desquels elle a conduit ont retenu aussi bien l'attention des Physiocrates et de Smith que de leurs continuateurs.

Il importe toutefois d'insister sur cette préoccupation de l'école, car nous allons, par cette critique même, nous trouver ramenés à l'exposé de la position scientifique qu'elle adopte vis-à-vis des phénomènes sociaux objet de science.

Pour M. Simiand (l'auteur qui a écrit les choses les plus nettes ces derniers temps sur l'économie politique), la tâche essentielle de l'économiste est *l'élimination du finalisme*. La plupart des théories économiques, en effet, sont entachées de finalisme, puisqu'elles partent toujours de postulats comme ceux-ci. Comment obtenir le plus de produits avec le moins d'éléments de production (matières premières, moyens de production et travail) ? Comment assurer au plus grand nombre possible d'individus la somme de biens la plus grande possible ? C'est du point de vue de tels problèmes et eu égard à leur solution que les faits eux-mêmes sont considérés et étudiés.

S'il est une théorie économique qui puisse être considérée comme un exemple à cet égard, c'est bien, semble-t-il, la théorie de la monnaie, cette théorie dont l'étude a été le premier éveil de la pensée économique moderne, et qui reste au centre des constructions doctrinales actuelles ; or, jusque dans l'analyse même des faits passés et présents, jusque dans la discussion même des expériences offertes ou possibles, que se propose-t-elle, que s'efforce-t-elle d'atteindre, si ce n'est les principes et les lois d'une bonne monnaie, d'un bon système monétaire ?

N'est-ce pas comme si les principes et les règles d'un bon instrument de chauffage, du meilleur système d'éclairage, nous étaient présentés comme une théorie de science proprement dite et confondue avec la théorie de la chaleur ou la théorie de la lumière. Regardez traiter du libre échange et du protectionnisme, et voyez si ce n'est pas à la façon dont un manuel d'hygiène ou de médecine traite du végétarisme et de l'alimentation carnée, c'est-à-dire voyez si ce n'est pas une étude de moyens en vue d'une fin (implication explicite) et non pas une étude de cause et d'effets.

Allons plus avant, examinons les théories qui se donnent le nom de théories d'économie pure : quel en est le problème fondamental dont dérivent ou auquel se subordonnent tous les autres ? C'est de déterminer les conditions d'équilibre d'un marché idéalement défini, appelé marché libre. Mais pourquoi vouloir déterminer les conditions d'équilibre, de tel ou tel déséquilibre, sinon

par le postulat finaliste implicite que l'équilibre est l'état normatif, idéal du marché économique ?

De tels problèmes ne constituent pas des théories de science positive. Un problème de science positive est de cette forme : comment tel fait s'explique-t-il ? quelle est la cause, quels sont les effets de tel phénomène ? Ou de cette autre forme : comment peut être obtenu tel résultat ? quels sont les moyens pour telle fin ? Une théorie de science positive est constituée par l'explication causale en forme de loi, d'un phénomène ou d'une catégorie de phénomènes ; elle n'est pas la détermination idéale d'un certain système hypothétique de relations entre les éléments conçus par l'esprit. Il ne suffirait donc pas, pour passer des exposés économiques actuels à un exposé de science proprement dite, de changer quelques mots, d'éliminer le vocabulaire finaliste, de dire « effets de la division du travail » au lieu d'« avantage et inconvénient de la division du travail ».

C'est la direction même de l'étude, l'inspiration profonde de toute la recherche qui doit être différente. Les deux sortes de disciplines sont bien distinctes, et, si elles sont en dépendance, le sens de la dépendance n'est logiquement pas douteux.

Il n'est pourtant pas surprenant qu'elles soient, en notre matière, demeurées jusqu'à ce jour si souvent confondues et que l'étude pratique et normative ait, en effet, précédé et souvent étouffé l'étude scientifique. La pratique est pressée d'aboutir, forcée de se décider même lorsque la science hésite encore ou n'existe même pas. La médecine précède historiquement la physiologie autant que logiquement elle la suppose ; et, aujourd'hui encore, quelle est dans notre médecine, la part qui soit vraiment de science, de science appliquée ? Mais, si nous ne nous étonnons pas de cette confusion subsistant dans les travaux économiques, ne trouverons-nous pas qu'il est temps de la faire cesser ? Ici comme ailleurs, si en fait la pratique a renversé cet ordre, est-ce que, logiquement et en droit, connaître ne précède pas apprécier ? Est-ce que, ici comme ailleurs, la connaissance des causes d'un phénomène et des lois qui le régissent n'est pas la base indispensable à la pratique qui veut agir sur lui si d'empirique elle veut devenir rationnelle ? Est-ce que dans notre objet, comme dans ceux où la distinction et la dépendance sont dûment établies, la science ne précède pas et ne conditionne pas la science appliquée.

Mais si l'école sociologique répudie le concept d'évolution général tel qu'Aug. Comte l'entendait, écarte comme impropres à poser et à résoudre des problèmes de science les tendances normatives, elle ne se confond pas, nous l'avons souligné, avec l'extrême gauche de l'école historique. Elle ne met pas en question la possibilité de dégager des rapports de cause à effet susceptibles de se reproduire (avec peut-être certaines nuances

dues à ce que l'on appellerait aujourd'hui des influences parasites) et auxquels il est à la fois scientifique et commode de donner le nom de lois.

D'autre part, elle reste évolutionniste dans la seconde acception du mot, et c'est ce qui explique les difficultés d'application de la méthode préconisée par elle et susceptible d'établir des relations causales.

Tout problème est replacé par elle dans le milieu historique qui en détermine les données.

Prenons brièvement pour exemple la relation célèbre appelée loi de l'offre et de la demande. L'économie pure en fait volontiers une loi universelle, valable indépendamment de toute particularité de temps et d'espace, régissant tout phénomène économique dans la mesure où il est économiquement pur.

Si nous la regardons d'un point de vue positif, nous apercevons sans peine que, bien loin d'être indépendante de tout état social, elle implique, pour pouvoir seulement exister et jouer, une appropriation préalable des choses, une propriété susceptible d'aliénation à la volonté du propriétaire, l'institution du contrat par accord des volontés et spécialement du contrat d'échange et de vente, en un mot tout un ensemble d'institutions bien déterminées, qui non seulement ne se rencontrent que dans un certain nombre de sociétés, mais qui, même dans ces sociétés, ne fonctionnent pas ou pas pleinement, pour l'universalité des choses et la totalité des individus (62).

Elle implique un certain état de la répartition qui fasse que les échangistes possibles aient besoin d'aboutir à échanger. Elle implique enfin l'existence de ce marché de libre concurrence défini, nous l'avons déjà remarqué, de telle façon que, même dans nos sociétés économiquement les plus avancées, un tel marché n'a été pleinement réalisé pour aucun produit.

Le problème à étudier devant être replacé dans son milieu historique, il en résulte que l'étude historique joue un rôle de premier plan dans le travail de l'école sociologique.

Toutefois, il importe d'apporter des précisions. C'est ainsi que Simiand est appelé à reprocher à Seignobos de voir dans l'économie politique une simple dépendance de l'histoire et d'absorber ainsi l'une dans l'autre. Toutefois, il affirme lui-même que c'est à l'histoire, beaucoup plus qu'à la biologie, que l'économie politique doit emprunter sa méthode.

(62) Dans *l'Evolution des valeurs* de C. Bouglé, l'auteur a fort bien montré qu'aucune des lois prétendues universelles de l'économie politique, même la loi de l'offre et de la demande, ne s'applique dans tous les temps et dans tous les pays. « Notre économie classique, dit-il fort bien, n'a de valeur que dans un monde où la recherche du profit par le rendement maximum est méthodiquement organisée. *L'homo œconomicus* est lié à la civilisation occidentale. » Il est bien évident que l'on ne saurait, dans ces conditions, parler d'une loi universelle régissant le développement de l'humanité.

Dans le même sens que Simiand, Bouglé écrit : « Pour cette étude, il faut outrepasser les limites ordinaires de l'économie politique en se servant non d'une biologie transposée, mais d'une histoire analysée, seule capable de dresser par ses réponses à nos questionnaires méthodiques un tableau complet des milieux que traverse la division, des régimes auxquels elle est soumise, des modes suivant lesquels elle s'opère, des matières auxquelles elle s'applique. Alors seulement on embrasse sans les confondre les différents aspects des phénomènes et lois que peut élaborer une théorie nettement scientifique. »

« L'évolution ainsi entendue se présente à l'expérience comme une série de développements partiels à la fois brusques et continus. De là cette idée d'une série d'interventions individuelles perturbatrices en lesquelles se rassembleraient et d'où partiraient toutes les forces qui rompent l'équilibre (lequel se rétablit aussitôt après). Mais ces volontés créatrices, indépendantes dans leur spontanéité des conditions économiques antérieures, sont des abstractions qui ne semblent guère moins arbitraires que la conception d'une société statique en équilibre. »

L'économie politique tendant à devenir de plus en plus scientifique sous l'effort de Durkheim, de M. Simiand, de M. Bourgin et de leur école, a adopté une nouvelle méthode. L'évolution qu'elle a subie n'est pas sans analogie avec celle qu'à la fin du XIX^e siècle a subie l'histoire. En renonçant à bâtir une philosophie de l'histoire et à la construire sur la notion du progrès indéfini, les historiens semblent avoir également renoncé à édifier de vastes synthèses embrassant toute l'histoire de l'humanité. Et plus sûre ainsi de pouvoir déterminer les multiples contingences sous l'action desquelles s'élabore un fait historique, ils se sont attachés à étudier des points particuliers de l'histoire : un homme, une ville, une crise diplomatique, le fonctionnement pendant telle courte période de telle institution ; les économistes sociologues ont procédé de même. Presque toujours ils ont renoncé aux vastes constructions embrassant l'histoire économique de l'humanité, constructions dont le but était la recherche des règles de la meilleure économie, pour, se plaçant à un point de vue purement descriptif, étudier tel aspect concret des phénomènes économiques. *La Boucherie à Paris au XIX^e siècle* de Bourgin, *le Prix du Charbon* de Simiand, sont des modèles de ces études.

« C'est bien à dessein, écrit Simiand dans l'introduction de son étude sur *le Prix du Charbon*, que le point de départ de cette étude a été prise non dans une hypothèse abstraite, mais dans un fait social concret... C'est que, dit encore M. Simiand, les systèmes qui s'élaborent en fait, dans certains milieux et par certaines institutions et dans la vie même de notre société complète, ont une importance beaucoup plus grande que ces éléments idéolo-

giques et, pour une part, artificielle : par exemple, la vie syndicale, la vie des coopératives, la vie des trusts et des cartels, le développement municipaliste, la production artisanale, l'initiative des énergies et l'expansion des besoins dans tel pays ou dans tel milieu, le maintien traditionnel, les modes d'activité et de désirs dans tel centre, la vie même des partis politiques et sociaux, à la condition qu'elle soit prise non dans les œuvres des théoriciens, souvent fort éloignés du mouvement véritable, mais dans sa réalité positive, créant de façon plus ou moins constante, plus ou moins nette, mais sûrement, progressivement, des règles, des habitudes, des formes sociales nouvelles, des principes d'existence qui sont des réalités plus existantes et plus essentielles que les imaginations ou les ratiocinations du penseur isolé le plus original.

Ce sont là des objets auxquels devrait se prendre de préférence une étude d'esprit expérimentale et évolutionniste et non pas aux élaborations livresques, aux formules conceptuelles et constructions *a priori* et irréelles.

Pour mener à bien des travaux d'une semblable nature scientifique, un effort de méthode s'impose, et l'école sociologique a été amenée à y insister d'autant plus que la nécessité de cet effort a été davantage méconnue, notamment par les économistes, mais aussi dans toutes les disciplines relevant de la science sociologique.

Durkheim écrit les règles de la méthode sociologique, Simiand groupe une série d'études sur la méthode positive en économie politique, et, en 1899, dans *l'Année Sociologique*, donne un aperçu de la position véritable que doit prendre, selon lui, la science économique.

Dans la science économique, comme dans les sciences de la nature et de l'esprit, la méthode, dit-il, a crû en vigueur et en précision, les devoirs d'une science rigoureuse sont :

- 1° D'observer exactement ;
- 2° De bien définir et de classer ;
- 3° De trouver les formes types et d'expliquer causalement.

L'observation scientifique d'un phénomène suppose une constatation répétée, contrôlée, dégagée des éléments subjectifs et des erreurs accidentelles. L'observation en matière économique est pour une part intérieure, et pour une part extérieure : elle est le plus souvent indirecte et exige une critique toujours attentive et toujours nouvelle. Toute observation isolée, c'est-à-dire abstraite la complexité des moindres phénomènes sociaux, plus encore d'une institution, ce qui explique que cette observation soit extrêmement difficile.

Les observations de temps et lieux divers doivent s'ajouter selon une méthode comparative. Les matériaux sont souvent fournis par d'autres disciplines (histoire, archéologie, etc.), mais

ils ont fréquemment besoin d'être repris, complétés, recueillis dans un autre esprit... « C'est que, dit ailleurs M. Simiand, l'économie politique a un but propre qui ne consiste pas dans l'élaboration de doctrine d'action impliquant un jugement de valeur... »

Avant donc une économie appliquée, même abstraite, qui traite le problème de l'économie *optima*, nous demanderons, même dans l'hypothèse où cette méthode dite abstraite serait la bonne, une économie pure, proprement dite, qui traite le problème de l'économie tout court, c'est-à-dire qui fasse la théorie des phénomènes économiques pris objectivement en eux-mêmes et d'un point de vue causal, et non pas en considération d'un certain but à réaliser et d'un point de vue téléologique.

Mais il ne faut pas, ici encore, se laisser prendre à l'apparence des formules ; cette économie pure est située dans le plan évolutionniste.

Ainsi la science économique a bien sa méthode propre, qui diffère et de celle de l'histoire et aussi, naturellement, des sciences de la nature.

CONCLUSION

De même que l'ordre naturel du XVIII^e siècle n'était, en tant que les physiocrates l'ont appliqué à l'économique, qu'un aspect de la métaphysique qui dominait toutes les sciences, de même que l'évolutionnisme, au premier sens du terme, a eu la même fortune, de même encore l'évolutionnisme, concept directeur de l'expérience, lui a succédé dans tous les domaines de la science et de la philosophie scientifique.

Dans le très remarquable tableau qu'il a dressé de la philosophie contemporaine en France, D. Parodi montre dans ses conclusions que, sur ce terrain, il y a une convergence générale de théoriciens qui, sur d'autres points, présentent entre eux des différences caractéristiques.

« L'idée de multiplicité et de discontinuité a, depuis Renouvier, pénétré de plus en plus la philosophie française. Psychologues comme sociologues abandonnent volontiers toutes conceptions unitaires de l'évolution psychique et sociale ; ainsi Emile Durkheim rejette dans ses premiers livres l'idée d'un progrès ou même d'une succession nécessaire des divers types sociaux. Les sciences constituées de plus longue date sont dominées par des idées analogues, la variété des espèces, des formes et des combinaisons possibles entre ces formes défie en botanique ou en zoologie tous nos efforts vers une classification vraiment rationnelle. Et si l'idée d'évolution, de plus en plus incontestée, nous les montre encore différentes d'elles-mêmes d'une époque à l'autre aussi bien que diverses et discontinues à travers l'espace, ce n'est

même plus pour les relier par des modifications graduelles et continues : l'idée de mutation a pénétré depuis hier dans la biologie et y creuse de nouveau, entre les espèces, des hiatus impossibles à la fois à combler et à prévoir. »

Continuant à analyser les tendances de la philosophie scientifique actuelle, Parodi nous montre que, aussi bien du côté de Bergson que de celui de Durkheim, les penseurs résolus à s'incliner devant le fait quel qu'il soit, dans sa spécificité absolue, ne se reconnaissent plus le droit d'en déclarer aucun inconcevable *a priori* (pp. 467 et 468).

La pensée contemporaine est par conséquent amenée à spéculer sur des idées qui ne sont ni classées ni discutées et dont les relations lui échappent.

« Dès lors, la belle simplicité des lois mécaniques et physiques ne pouvait manquer à son tour d'être ébranlée ; le physicien a aujourd'hui une tendance à les concevoir sous une forme toute nouvelle ; non plus comme la manière constante et uniforme dont les choses se passent ; non plus comme des règles absolues, rigides, indéfectibles, ne comportant aucune exception auxquelles les phénomènes particuliers ne pourraient pas ne pas se soumettre exactement et identiquement, tout au contraire chaque fait particulier, dans son détail concret, est reconnu unique et sans répétition possible parce qu'il est infiniment complexe, qu'il correspond à un entrelacement original de toutes les formes de l'univers, et que donc toutes les conditions que l'ont produit n'ont aucune chance de se retrouver jamais les mêmes (63). »

Et la conclusion à laquelle Parodi est tout naturellement amené est que les lois, dans cette conception de la science, expriment avant tout des moyennes ; elles ne sont exactes et vérifiées que parce que nous considérons les phénomènes par masses (c'est exactement du Schmoller), elles reposent au fond sur une application de plus en plus étendue du calcul des probabilités (c'est exactement du Cournot). Une loi comme la loi de Mariotte n'est vraie qu'à peu près et en gros et grâce à notre ignorance ; car, si nous pouvions suivre dans le détail, dans toutes ses particularités et ses méandres, la trajectoire d'une molécule de gaz, sans doute elle nous apparaîtrait comme n'étant soumise à aucune loi ; mais, à les considérer de loin et en quantités énormes, toutes ces irrégularités se neutralisent en régularité ; c'est à la condition de « substituer l'idée de l'homogénéité statistique à l'homogénéité telle quelle », que nous pouvons parler de lois et qu'une manière d'ordre nous paraît régner dans la nature. « Des phénomènes astronomiques à l'équilibre du gaz ou au principe de Carnot, c'est partout la loi des grands nombres qui commence à appa-

raître comme la raison profonde de cet ordre apparent de l'univers. »

Ajoutez que, dès lors, rien ne nous empêche d'admettre même que ces valeurs moyennes de phénomènes extraordinairement complexes et confus ne puissent varier et se modifier à la longue, qu'elles n'aient pas toujours été exactes et qu'elles puissent cesser de l'être : et l'on pourra parler alors d'une histoire des lois.

A un autre point de vue, nous avons montré que l'avènement de la théorie de l'évolution a contribué à retirer au principe de finalité le rôle prépondérant qu'il jouait dans la science (64).

Mais une question subsiste, que l'école sociologique a tranchée par l'affirmative; l'admission du principe d'évolution laisse-t-elle subsister la possibilité d'admettre une relation causale ?

Cette position de l'école sociologique, de la jeune école historique et de Cournot, est également celle prise par les biologistes, tels que Lamarck, Darwin et Wallace.

Ainsi expliqué, le principe d'évolution ressemble au principe de Carnot interprété par la théorie de Maxwell (65).

Il devient « une conception causale, un principe de conservation ».

Il tend, en effet, à nous faire voir que toutes les promesses de la vie organisée qui nous sont connues sont issues, par des transformations multiples et graduelles et sous l'action de causes explicables, c'est-à-dire mécaniques, d'une forme unique et simple. C'est un développement tout à fait analogue à celui de la nébuleuse primitive, censée avoir engendré de sa sève, en vertu des forces qui lui étaient inhérentes de toute éternité, toute la

(64) V. supra : *L'Ecole Sociologique*, p. 166.

(65) Dans la science moderne, on a abouti à la formulation d'énoncés de la science en général qui s'appliquent à des changements, aux modalités de ces changements, mais qui sont néanmoins conçus avec la préoccupation constante, bien que latente, de la causalité, de l'identité dans le temps. (MEYERSON, *op. cit.*, p. 297.) Tel est le principe de Carnot. Etant donné un état de la matière, ce principe établit qu'il doit se modifier et dans quelle direction. « C'est un principe de devenir, *das Gesche* » (l'expression est d'Ostwald, qui l'applique au principe de Helm), « d'évolution » (cp. J. PERRIN, *Traité de Chimie physique*, Paris, 1903, p. 14). A l'inverse des illusions d'identité que les théories mécaniques, les principes de conservation et même la forme des lois en général, tendent à faire naître, le principe de Carnot stipule que l'univers entier se modifie avec le temps dans une direction constante. (I. S., *ibid.*)

Meyerson souligne admirablement l'importance de la découverte de la loi de Carnot au point de vue de la science et de la philosophie scientifique.

Selon la profonde formule de M. Bergson, les grandes découvertes se sont fréquemment faites par des coups de sonde donnés dans la durée pure. Le maître coup de sonde, la découverte définitive, c'est le principe de Carnot, parce qu'il précise ce qui fait le fond de notre concept du monde sensible, et ce que pourtant nous ne sentons qu'obscurément : les notions de temps de changements et d'irréversibilité.

« Le principe de Carnot est l'expression de la résistance que la nature oppose à la contrainte que notre entendement, par le principe de causalité, tente d'exercer sur elle. » (P. 326.)

diversité de notre système planétaire. L'évolution devient donc, comme Wilbois l'a remarqué, une *pure apparence recouvrant une fixité véritable* (66). (MEYERSON, *op. cit.*, pp. 355-358.)

Dans *Identité et Réalité*, Meyerson va jusqu'à envisager la possibilité « dans un prodigieux lointain » d'expliquer le monde organisé à l'aide du seul principe de causalité et par conséquent de revenir à un mécanisme pur. Mais, dans son œuvre ultérieure *De l'Explication dans les Sciences*, il a quelque peu modifié son opinion (ch. VII).

Il suffit d'envisager l'éloignement même de la réalisation de l'hypothèse pour donner à la science actuelle son véritable caractère.

(66) WILBOIS : « L'Esprit positif » (*Revue de Métaphysique*, 1902, p. 335) ;
cp. LE DANTEC : « Les Néo-Darwiniens » (*Revue Philosophique*, XVIII, 1199) ;
F. HOUSSAY : « Les théories atomiques en biologie » (*Congrès de Philosophie de 1900*, vol. III) ; APPUHN : « Les théories de l'Épigénèse » (*Congrès de Philosophie de Genève de 1904*, compte rendu de Couturat, *Revue de Métaphysique et de Morale*, XII, p. 1059).

L'ŒUVRE ÉCONOMIQUE D'ANGELO MESSEDAGLIA

par G.-H. BOUSQUET

I

Nous nous proposons, dans les pages qui suivent, de donner un aperçu de l'œuvre économique d'Angelo Messedaglia, dont le nom est à peu près inconnu en dehors de sa patrie (1).

Né le 2 novembre 1820 à Villafranca, près de Vérone, Messedaglia fit ses études universitaires à Pavie, où il fut nommé professeur adjoint en 1845. A la fin de 1848, il fit de l'enseignement universitaire privé à Vérone. L'ardeur qu'il mit à ses études personnelles fut nuisible à sa santé : en 1855, il tombe assez sérieusement malade. En 1858, il est nommé professeur à Padoue. De 1866 à 1882, il fait partie de la Chambre des députés. Appelé déjà à l'Université de Rome en 1877, il fut nommé sénateur de la Couronne en 1883. En 1895, le cinquantième anniversaire de sa carrière scientifique fut fêté avec éclat par le monde universitaire italien. Il mourut à Rome le 5 avril 1901.

Son œuvre est assez vaste, mais dispersée. Elle dépasse de beaucoup le domaine de la seule économie politique, à laquelle nous bornerons ici notre examen.

En premier lieu, Messedaglia fut autant statisticien qu'économiste. Il faut citer ici ses études sur la statistique de la population, sur la vie moyenne, et sur « les statistiques criminelles de l'Autriche-Hongrie et plus spécialement celles du Royaume Lombard-Vénitien », qui sont un modèle du genre. Ses travaux statistiques les plus importants ont été réimprimés en 1908, dans un volume de la *Biblioteca dell' Economista*.

Comme parlementaire, il a également laissé certains écrits remarquables, comme par exemple son rapport sur le cadastre et l'impôt foncier (1884), qui est une longue étude de plus de

(1) Il n'est pas cité par Gide-Rist ; Maurice Block (*Les progrès de la Science économique*) n'y fait qu'une fugitive allusion dans une note (II, p. 82, n.) ; Ingram lui consacre une ligne et demi.

340 pages, ou celui qui concerne le budget de l'instruction publique (1869), qui a été réimprimé dans l'édition du centenaire. Dans cet ordre d'idées, citons un autre de ses ouvrages (2) antérieur à sa carrière politique et intitulé : *De la nécessité d'un enseignement spécial politique et administratif* (1851). Cette question a encore souvent retenu plus tard l'attention de Messedaglia.

Dans un tout autre ordre d'idées, il faut rappeler maintenant les diverses études scientifiques de notre auteur. Elles comprennent quelques comptes rendus d'ouvrages de physique et d'hydraulique étrangers, la traduction et l'adaptation d'études allemandes concernant la mécanique céleste, et aussi ses travaux sur Homère (*De l'Uranologie homérique ; Les vents, l'orientation et la navigation chez Homère, etc.*).

Enfin l'activité littéraire de Messedaglia n'est pas non plus à dédaigner. Outre quelques poésies, il a laissé des traductions tout à fait remarquables de Longfellow et de Moore, ainsi qu'une étude sur la vie et l'œuvre de Catherine Bon Brenzoni (3).

L'œuvre économique, elle aussi, est assez disparate. Elle était jusqu'ici difficilement accessible, soit que les éditions en fussent épuisées, soit que Messedaglia l'eût publiée dans des périodiques. À l'occasion du centenaire de sa naissance, l'Académie de Vérone songea à publier une édition de ses œuvres complètes. Ce projet n'ayant pas abouti, il lui en fut substitué un autre plus modeste et, en 1920, cette Académie publia deux volumes intitulés : *Œuvres choisies d'Economie politique et Ecrits divers d'A. Messedaglia* (4). Ils contiennent les principaux travaux économiques de cet auteur, et en particulier une étude inédite sur le crédit. Avec le volume déjà cité de statistique publié en 1908, ils permettent de connaître facilement l'œuvre de Messedaglia.

II

Comme nous l'avons indiqué plus haut, nous nous attacherons exclusivement à Messedaglia économiste. Il n'a pas laissé dans le domaine de l'économie politique une œuvre d'ensemble (5), mais bien des études fragmentaires sur divers sujets. Nous les passerons en revue dans l'ordre suivant : 1° vues et opinions sur l'économie politique et la science en général ; 2° critique de Malthus ; 3° la monnaie et le crédit ; 4° la science des finances.

Messedaglia est avant tout un esprit positif et scientifique ; il a toujours mis en relief le rôle réel de la science. S'appuyant

(2) Également reproduit dans les *Opere Scelte* (voir plus bas).

(3) Cette dernière et les traductions poétiques sont reproduites dans l'édition du Centenaire.

(4) Cités ici *Opere Scelte*. On y trouvera une bibliographie complète.

(5) Son *Cours d'Economie politique*, recueilli d'après les notes de ses étudiants, existe néanmoins lithographié.

sur ses vastes connaissances en cette matière, il s'est efforcé d'en dégager toujours l'unité. Ferrara (6) était avant tout un métaphysicien de la liberté économique ; Messedaglia était un homme de science, plus encore, il fondait toute sa philosophie sur la science même. Au point de vue d'une histoire du développement de l'esprit scientifique en économie politique (7), Messedaglia s'oppose nettement à Ferrara.

« La science, dit-il (8), caractérise notre siècle ; par ses applications pratiques, elle a révolutionné les sociétés modernes. Mais ce serait une grave erreur de ne voir en elle qu'une pratique, qu'une technique. Dans la culture scientifique moderne, ce que je considère comme le plus important, comme la condition essentielle sur laquelle tout le reste repose, c'est le culte de la science pure, de la science en elle-même. » L'étude désintéressée de la science permet seule les applications ultérieures pratiques les plus fécondes. Quand la science progresse, « on ne pense que plus tard aux applications, les causes immédiates sont ailleurs..., la vérité exige avant tout d'être une fin en elle-même, chacune de ses révélations est un triomphe de l'idéal. Et peut-être ne se trompe-t-on pas en disant que la grandeur d'une découverte scientifique et son efficacité pratique sont en raison directe de la pureté des mobiles auxquels leurs auteurs obéissaient. »

Quant à la méthode, elle est la même dans toutes les branches de la science : c'est celle de Léonard de Vinci, de Galilée, de Kepler, de Bacon, et elle se fonde sur l'observation et l'expérience. Grâce à elle, nous avons pu faire partout des progrès extraordinaires. Et Messedaglia de résumer toutes les acquisitions nouvelles de la science à son époque. Le tableau qu'il en retrace fait honneur à ses connaissances et à son talent d'exposition.

L'unité de la science, cependant, ne se manifeste pas seulement par celle de l'esprit scientifique et celle de la méthode. Une fois l'analyse de la réalité effectuée, vient l'œuvre de la synthèse ; or, si l'on examine dans diverses branches de la science certains grands principes, on aperçoit facilement des analogies entre eux ; et ainsi ils s'éclaircissent mutuellement.

On sait que cette idée a été reprise de nos jours (9). Messedaglia en fait l'application à la biologie et à la sociologie (division du travail biologique et économique ; lutte pour l'existence et concurrence).

Si donc l'on passe de la science en général à la sociologie et à

(6) Voir dans cette *Revue* (1926, n° 3) notre article sur cet auteur.

(7) Comme nous l'avons esquissé dans notre *Essai sur l'Évolution de la Pensée économique*.

(8) *Della Scienza nell'età nostra* (Op. Sc., I, p. 3, etc.). Discours inaugural à l'Université de Padoue (1873).

(9) PETROWITCH : *Mécanismes communs aux phénomènes disparates*.

l'économie politique (10), nous y retrouverons aussi l'empreinte de la culture scientifique moderne ; mais atténuée, car ces disciplines ne sont devenues scientifiques que depuis peu. Messedaglia réduit un peu le champ de la sociologie. Elle serait surtout l'étude de l'évolution sociale, du darwinisme social, « le dernier anneau de cette série scientifique ininterrompue qui, de l'étude de l'évolution inorganique, s'étendrait à l'évolution organique et enfin à l'évolution superorganique ». Aussi réclame-t-il pour l'économie politique une certaine indépendance : « S'il est une science qui réclame une certaine autonomie, c'est elle ; mais, bien entendu, elle ne comprend pas la science sociale toute entière, elle est limitée dans sa compétence, quoique aujourd'hui on en étende l'objet et le caractère. Malgré les rapports étroits qu'elle a avec eux, elle n'étudie pas les processus techniques et professionnels du travail, ni d'autre part les facteurs éthiques et juridiques. »

Quant à la définition de l'économie politique, Messedaglia en propose deux (11). C'est la science de la richesse, la richesse étant formée par les objets qui satisfont nos besoins. Mais, dit-il ailleurs, c'est encore plus la science du travail : « l'économie politique étudie les lois selon lesquelles le travail, au point de vue naturel et politique (*nella sua duplice relazione naturale et civile*), forme les conditions extérieures de l'existence et du progrès de la civilisation » (II, p. 17). Nous préférons, pour notre part, la première définition à la seconde, à la fois incomplète et trop vaste.

En économie politique, Messedaglia donne une grande importance à l'observation des faits, « car dans nos études il ne peut être question d'expérience scientifique au sens propre du mot ». C'est pourquoi, même en ce qui concerne le domaine de l'économie théorique, il croit que les économistes anglais ont trop employé la seule déduction, en se servant de l'observation pour vérifier tout au plus les résultats acquis. « J'estime au contraire, dit-il, que l'observation doit intervenir à des degrés divers et d'une façon plus ou moins compliquée dans chaque cas et à tous les stades de la construction scientifique. » Elle ne doit pas servir exclusivement à une simple vérification des théories, elle doit aussi les corriger et aider à les reconstruire. Sur ce point, notre auteur défend, croyons-nous, une idée fort juste. « Les hypothèses ne sont pas admissibles par elles-mêmes si elles n'ont pas dès le début quelque rapport avec la réalité et si leurs conclu-

(10) *L'Economia politica in relazione colla Sociologia*, etc. (Op. Sc., II, p. 551, etc.). Discours inaugural à l'Université de Rome, 1890.

(11) Voir outre le texte cité plus haut, le Discours inaugural de Padoue en 1868 (Op. Sc., II, p. 3, etc.) et le mémoire sur l'enseignement politico-administratif (Op. Sc., I, p. 276 et suiv.).

sions ne supportent pas la comparaison expérimentale avec les faits observés. » (II, p. 563.)

Messedaglia nous donne alors son opinion sur l'économie mathématique. Il comprend très bien les raisons qui, jusqu'à un certain point, permettent l'emploi du langage algébrique dans notre science : il s'y pose, en effet, une multitude de problèmes quantitatifs, des problèmes de maximum et de minimum, que l'algèbre peut aborder. Il dit très justement : « Il ne faut point confondre ces questions avec des questions numériques concrètes ; c'est le malentendu qu'ont commis Stuart Mill et Cairnes en contestant aux lois économiques le caractère quantitatif. » Il ne reproche pas non plus à la nouvelle discipline de devenir moins accessible à la généralité des économistes, mais il ne comprend pas comment les seules mathématiques peuvent résoudre le problème général de l'équilibre économique. Il lui paraît que, pour y arriver, l'induction est indispensable. Il compare les équations de l'économie mathématique aux théories algébriques concernant la probabilité morale, dont « les calculs sont inattaquables, mais ne répondent malheureusement en rien à la réalité ». Mais il ajoute qu'il ne veut pas faire preuve ici de scepticisme, ni décourager les chercheurs de persévérer dans cette voie.

En somme, l'esprit hautement scientifique de notre auteur lui a fait prononcer un jugement assez modéré. La théorie mathématique de l'équilibre nous apprend vraiment quelque chose sur la réalité, quelque chose que le langage ordinaire ne nous eût pas permis de connaître. Mais, d'un autre côté, il est certain que les résultats auxquels elle parvient sont excessivement abstraits. Par conséquent, il ne faut pas dénigrer l'économie mathématique, et Messedaglia s'en garde bien ; il faut plutôt la corriger et la compléter grâce aux enseignements de la réalité concrète (13).

Au point de vue « subjectif », Messedaglia se présente donc à nous comme un esprit scientifique, doué d'une vaste culture et dont le but n'est pas d'exalter telle ou telle doctrine pratique ou métaphysique, mais bien d'étudier les faits. Examinons maintenant son œuvre au point de vue « objectif » (12).

III

Abordons donc l'étude de Messedaglia sur Malthus ; elle est peut-être la plus intéressante partie de son œuvre.

Messedaglia, n'a laissé en économie politique, disions-nous, qu'une œuvre fragmentaire. L'essai sur Malthus en est une

(12) Cf. notre *Essai*.

(13) Voir notre article « Critique de l'Econ. pure » (*Rev. d'Econ. pol.*, 1926, n° 5).

preuve (nous en verrons plus loin encore une autre) : Messedaglia avait projeté d'écrire un grand ouvrage méthodologique, intitulé : *De l'induction mathématique et de ses applications physiques et statistiques*, dont un seul fragment détaché a vu le jour en 1858. Il forme d'ailleurs un tout complet.

Messedaglia commence par rendre hommage à l'esprit de Malthus et au caractère de son ouvrage. Il affirme qu'en général, avant Malthus, régnait le principe que « la population crée d'elle-même les subsistances... La pratique appliquant ce principe avait pour règle générale de stimuler l'augmentation de la population sans s'occuper des subsistances, celles-ci devant nécessairement être créées par l'existence même de celle-là » (14). Malthus, au rebours de ses prédécesseurs, dit Messedaglia (15), défend une thèse toute différente. « Etudiant l'histoire et le phénomène de la misère à l'aide de nombreuses recherches et observations..., il pense que la population a une tendance à dépasser les subsistances, tendance continue, extrêmement puissante, sans cesse renaissante ; tendance voulue par la nature, expression d'une loi organique universelle. La misère serait l'expression de ce fait. » (*Op. Sc.*, pp. 326-327.) Bien entendu, Malthus arrive donc à des conclusions pratiques nouvelles. Pour les imposer, il cherche une « démonstration rigoureuse, catégorique, complète, qui s'impose à l'esprit, quelque chose qui, par la méthode et par la forme, participe de la rigueur et de la simplicité des mathématiques (p. 328). Ce fut une erreur de sa part. »

Examinons, en effet, cette méthode. Selon Malthus, la population a une tendance à croître en proportion géométrique par doublement en vingt-cinq ans. « Malthus a raison », dit Messedaglia (p. 341). Si l'on fait abstraction des obstacles de toute nature qui s'opposent à son développement, Malthus est en droit d'affirmer que cette tendance existe, mais par abstraction seulement, « et cette abstraction repose à son tour sur une hypothèse » (p. 347). Cette hypothèse est que la force génésique est uniforme par tous pays et constante à toutes les époques. A cette condition seule, il est en droit de doter la loi de la proportion géométrique d'une valeur absolue. « S'il n'en était pas ainsi, la loi d'augmentation de la population aurait une tout autre expression, bien moins simple. » (P. 348.) Or, tel est le cas en réalité. « Dans des limites restreintes de temps et d'espace, pour des populations à peu près homogènes de race et de culture, on peut admettre une certaine constance de la force génésique, sans s'écarter des règles de la méthode scientifique. » (P. 400.) Mais il est inadmissible de

(14) *Op. Sc.*, I, p. 324.

(15) Messedaglia n'ignore pas cependant que le principe de population avait été plus ou moins clairement énoncé avant Malthus (celui-ci le dit lui-même expressément) et consacre un appendice aux idées des écrivains italiens sur ce point.

donner à cette constatation une généralité qu'elle ne possède pas. « Une pareille constance et uniformité des forces génésiques n'est pas démontrée. » (P. 400.)

Passons à la deuxième loi, concernant l'augmentation des moyens de subsistance. L'étude des faits, dit Malthus, conduit à la repousser purement et simplement. Il n'existe pas ici de loi précise et générale ; encore bien moins les faits se laissent-ils enfermer dans une formule mathématique. Elle n'est justifiée ni physiquement, ni économiquement, ni logiquement. « La progression arithmétique, comme expression de l'augmentation *réelle* des subsistances, est absolument arbitraire. Les moyens de subsistance n'obéissent pas à une progression arithmétique, ou à une série numérique quelconque, ou à une loi générale quelle qu'elle soit. Il n'y a aucune raison pour qu'il en soit ainsi. » (P. 400.)

Messedaglia critique ensuite avec force les conclusions auxquelles arrive Malthus par la comparaison des deux proportions. Ce dernier avait cru que les obstacles répressifs de l'augmentation de la population peuvent croître sans cesse. Sur ce point, il améliore la démonstration de Malthus, mais pas suffisamment, comme l'a montré fort bien V. Pareto (16). Il s'agit d'ailleurs ici d'une question de méthode et de logique, puisque les fameuses proportions sont inexactes.

« Pour comprendre son raisonnement [de Messedaglia], écrivons trois progressions : la progression géométrique et la progression arithmétique de Malthus et ensuite celle qu'en déduit M. Messedaglia :

Malthus (population) : 1, 2, 4, 8, 16, 32...

— (moyens de subsistance) : 1, 2, 3, 4, 5, 6...

Messedaglia (population) : 1, 2, 4, 6, 8, 10...

« Dans une certaine période de temps, — que Malthus suppose de vingt-cinq années, — on admet que la population double. Dans cette même période, les subsistances qui limitent la population deviennent 1+1, c'est-à-dire 2. L'équilibre subsiste donc encore, et M. Messedaglia écrit aussi 2. Dans la seconde période de temps, la population *doublerait* encore selon Malthus et deviendrait 4. C'est aussi le nombre qu'écrit M. Messedaglia. Les subsistances deviennent seulement 3, et M. Messedaglia observe que c'est donc à ce chiffre qu'il faut réduire la population. C'est par conséquent le chiffre 3 qu'il faut doubler, au lieu de doubler le chiffre 4 ; on obtiendra donc 6 au lieu de 8. Ce chiffre 6 se réduira à 4, qu'on devra doubler pendant la quatrième période, en obtenant 8 au lieu de 16, etc. Le raisonnement de M. Messedaglia conduit encore à faire mouvoir par soubresauts la population... Seulement ici les soubresauts sont limités à la durée de temps qu'emploie la

population pour doubler. Le raisonnement de M. Messedaglia deviendrait rigoureux si, au lieu d'une période de temps finie, on considérait un intervalle de temps *infinitement petit*. » (Et en note :) « Peut-être était-ce même là le fond de l'idée de l'auteur. Mais alors ce raisonnement ne peut plus être présenté sous la forme qui lui a été donnée. »

Pareto substitue alors à la progression de Messedaglia la formule mathématique rigoureuse.

Pourtant, bien qu'incomplet, le raisonnement de Messedaglia lui permet de conclure ainsi : « Même en admettant les deux progressions de Malthus, la population tendrait à dépasser les subsistances, mais non avec une énergie toujours croissante. C'est pourquoi un obstacle *limité* suffirait à la contenir. »

Ces deux progressions une fois posées, voici comment notre auteur expose quelle aurait dû être alors la tâche de Malthus, en ce qui concerne les obstacles au développement de la population (p. 364) : « Il fallait analyser, distinguer, énumérer, déterminer tous les éléments, toutes les causes influentes ; en montrer l'action, en calculer les effets. Et puisque ce problème implique nécessairement une solution historique, il fallait aussi retracer l'histoire des faits. » Messedaglia montre alors par plusieurs exemples comment faire en cette matière une enquête objective. Il rappelle, entre autres, qu'il convient de ne pas oublier les obstacles « qui ont leur source dans la volonté de l'homme » (p. 375), si importants aujourd'hui (17).

Mais, poursuit-il, Malthus n'était pas en mesure de faire une pareille étude, il n'avait pas de documentation suffisante, et surtout il était trop pressé de conclure. « Il ne cherchait pas tant à « faire une induction scientifique, qu'une démonstration. Voilà « le vice de sa méthode. » (P. 409.) Les faits montrent bien plutôt qu'il existe dans les sociétés un ensemble de forces capables de modérer les effets du « principe de population » et même de modifier complètement son action. Seule une théorie positive et complète de la civilisation peut nous les faire connaître. « Voilà pourquoi la solution du problème de la population n'appartient pas exclusivement à l'économie sociale, il dépasse les limites de l'économie politique. » (P. 402.) Les faits ne montrent pas du tout que la société souffre énormément des obstacles répressifs ou que des efforts extraordinaires soient nécessaires pour maintenir l'équilibre grâce aux obstacles répressifs. Enfin, il n'y a aucune corrélation fatale et nécessaire entre la misère et l'accroissement de la population. C'est pourquoi tout l'édifice pratique édifié par Malthus manque de base.

Messedaglia étudie ensuite la « métaphysique » de Malthus,

(17) Voir sur ce point, notre *Essai sur l'Évolut. de la pensée économique*, ch. vi, § 2, b.

et les pages qu'il y consacre sont des plus intéressantes pour l'histoire des sciences. Il le compare à Newton écrivant son commentaire sur l'Apocalypse. Dans tout ce paragraphe, l'esprit hautement scientifique de Messedaglia se fait jour ; il y esquisse les parallèles les plus intéressants. Il en va de même lorsqu'il étudie les rapports entre la théorie et la pratique. Ses observations sont excellentes et d'une admirable clarté, grâce à des comparaisons très simples et presque familières.

« Voilà soixante ans, conclut Messedaglia (p. 396), que Malthus a élaboré son système ; voilà soixante ans qu'on se dispute avec fureur à son sujet. Eh bien ! soyons sincère : la science s'est-elle enrichie d'une théorie inattaquable ? Plus encore : toutes ces discussions ont-elles contribué à élargir et à féconder le champ des recherches scientifiques ? Nous ne voulons pas paraître arrogant, mais il nous semble que la théorie en a retiré bien peu de profits. L'ouvrage de Malthus est encore non seulement l'œuvre fondamentale en la matière, mais contient à peu près tout ce qui a été dit sur le sujet. Les disciples d'une part, les adversaires de l'autre, n'ont fait que répéter à satiété, les uns les idées du maître, avec quelques modifications et quelques faits de plus, les autres les objections des premiers critiques. » La faute en est à l'absence d'esprit scientifique. Seule, la méthode scientifique, des recherches patientes et méthodiques, des raisonnements objectifs, nous permettront d'arriver au but.

Telles sont les réflexions générales que fait Messedaglia dans cette excellente étude, excellente par l'esprit méthodique dont il fait preuve au cours de ses analyses et aussi par sa conclusion : il est certain, en effet, que seules des recherches objectives pourront élargir nos connaissances en ce qui concerne la théorie de la population. Or, depuis l'époque où Messedaglia écrivait, soixante nouvelles années se sont de nouveau écoulées, et malheureusement on a encore guère progressé dans la voie qu'il préconisait alors.

IV

Il n'en va pas de même pour la théorie monétaire. En cette matière, nous avons fait, depuis l'époque où écrivait Messedaglia, des progrès certains.

Les écrits de cet auteur sur la monnaie et le crédit sont un nouvel exemple de sa méthode de travail. La précision qu'il voulait mettre dans chacun de ses ouvrages l'a empêché ici de réaliser ses projets en entier. En 1876, il avait fait commencer l'impression d'un ouvrage intitulé : *Le Système de la circulation monétaire*, impression interrompue peu après, l'auteur n'étant pas satisfait de son œuvre. En 1881, l'impression d'un nouveau livre : *La Circulation monétaire*, eut le même sort, malgré les

supplications des éditeurs, auxquels Messedaglia eut à payer une forte indemnité. Plus tard, il publia divers extraits de *la Circulation monétaire* dans des revues. Ils sont reproduits dans l'édition du centenaire, en même temps que son étude inédite sur le crédit : celle-ci devait faire suite à la *Circulation monétaire*, mais l'auteur, qui l'avait presque entièrement terminée, la laissa dans ses dossiers.

Il n'est pas question pour nous d'analyser ici en détail ces travaux ; nous nous bornerons à en examiner quelques points, laissant en particulier de côté tout ce qui concerne l'histoire et la statistique des métaux précieux, dont Messedaglia a traité avec beaucoup de détails et de compétence (18).

a) *Théorie de la Monnaie*. — Il est souvent difficile de préciser les idées de notre auteur sur ce point, à cause des analyses extrêmement subtiles auxquelles il se livre parfois ; elles entraînent par moments à certaines digressions et rendent son plan assez obscur.

« La monnaie, dit-il (*Op. Sc.*, II, p. 141), a deux fonctions essentielles : celle d'être la commune mesure des valeurs et l'intermédiaire des échanges. En dehors de cela, elle n'est rien par elle-même ; en définitive, ce sont toujours les produits qui s'échangent contre les produits. Grâce à la monnaie, chacun produit pour le marché et peut ensuite, avec la monnaie qu'il reçoit en échange de ses produits, y acheter lui-même ce dont il a lui-même besoin. Chacun, dans la mesure de la puissance économique dont il dispose (19), met la main à cette grande *roue de la circulation et de la distribution* (en note : « l'expression est de Smith ») qu'est la monnaie, et ainsi... tous sont liés les uns aux autres par des rapports infiniment nombreux et chacun, à un certain point de vue, est à la discrétion de tous les autres. » (P. 147.) On reconnaît ici l'idée fondamentale de l'équilibre économique, qui est à la base des théories modernes (Aupetit, Fisher, Schumpeter, etc.) sur la monnaie (20). Messedaglia ne songe pas à développer cette idée ; pourtant, s'il ne définit pas clairement d'une des données du problème : la masse totale des produits venant sur le marché durant l'unité de temps, il aperçoit cependant l'élément qui s'y oppose, la masse totale de la monnaie, non pas, dit-il, la masse matérielle, mais la masse-valeur (p. 133).

Mais qu'appelle-t-on la valeur de la monnaie ? Messedaglia ne distingue pas moins de cinq sens différents à cette expression (pp. 247 et suiv.) :

(18) Voir son article dans le t. II des *Op. Sc.*

(19) Que Messedaglia ne précise pas et que l'économie mathématique détermine si simplement. Voir notre *Cours d'Ec. pure*, que doit publier Rivière.

(20) Nous exposons les idées de Messedaglia dans l'ordre logique, de façon à montrer qu'il possédait presque tous les éléments de la théorie moderne.

1° La valeur intrinsèque, ou quantité de métal fin contenue dans chaque pièce ;

2° La valeur extrinsèque fixée par la loi, et qui correspond à la première pour les monnaies droites ;

3° La valeur commerciale, ou cours de la monnaie sur le marché libre ; à propos de celle-ci, notre auteur se livre à une intéressante discussion sur les divers systèmes monétaires possibles, quant à la liberté laissée aux particuliers de fixer telle ou telle monnaie dans leurs contrats (bimétallisme, polymétallisme, etc.) ;

4° La valeur de la monnaie peut encore signifier le taux d'intérêt ou d'escompte ;

5° Enfin la valeur de la monnaie peut signifier son pouvoir d'achat, ce qui est le soin le plus usuel. C'est elle qui doit nous retenir.

Messedaglia examine les facteurs les plus importants qui interviennent ici, mais non pas systématiquement. On sent très bien qu'il avait une idée générale du mécanisme par lequel le pouvoir d'achat se détermine, mais il n'arrive pas encore à la formuler comme nous le faisons aujourd'hui, sans doute parce qu'il ne connaissait pas la théorie générale de l'équilibre.

La monnaie, dit-il, remplit une certaine fonction *dans son ensemble*, elle répond *dans son ensemble* à un certain besoin, et c'est pourquoi il n'y a aucun intérêt à augmenter la masse des métaux précieux circulants (II, p. 137). « Dans le système général des besoins et des fonctions économiques, à un moment donné, la monnaie vaut dans son ensemble ce qui correspond aux besoins qu'elle satisfait et aux fonctions qu'elle remplit, rien de plus et rien de moins... Pour grande ou petite que soit la masse, la valeur monétaire dépend seulement de la demande, la masse matérielle est indifférente, la masse valeur compte seule. » (P. 135.) La théorie quantitative moderne défend à peu près la même idée.

Messedaglia sait aussi que, pour les métaux précieux, il existe un niveau d'équilibre entre leurs usages industriels et monétaires, et il explique assez bien comment il tend à s'établir (pp. 286 et 287). En ce qui concerne l'usage monétaire, il repousse la théorie de la valeur-coût de production, étant donné les conditions spéciales de l'offre : « L'offre est entièrement dominée par le fait de la quantité de monnaie préexistante, par rapport à laquelle la production annuelle représente fort peu de chose. » Il faut un temps considérable avant que la production affecte sensiblement le marché.

La demande, au contraire, dépend du « besoin » général de la circulation, c'est-à-dire de l'ensemble des transactions pécuniaires (p. 138). Mais ce besoin est satisfait de plusieurs façons : 1° l'efficacité de la monnaie ne dépend pas uniquement de sa masse, mais aussi de sa vitesse de circulation ; 2° les succédanés de la

monnaie peuvent être aussi employés. Sur ce dernier point, les idées de Messedaglia ne sont pas assez développées. Il dit (p. 294) : « Si un certain nombre de transactions ont lieu sans intermédiaire de la monnaie, il n'en faut pas tenir compte ou les considérer à part quand il s'agit de faire des comparaisons. »

Au contraire, il voit mieux en quoi consiste la vitesse de circulation de la monnaie (21) et, par analogie avec la mécanique rationnelle, il arrive au concept de « quantité de mouvement monétaire », qui est la masse multipliée par la vitesse, $M \times V$; il se demande même s'il n'y aurait pas intérêt à étudier la « force vive » de la monnaie, MV^2 . « De même qu'un véhicule dont la vitesse double peut transporter un nombre double de personnes et permet en outre d'épargner pour chacune d'elle la moitié du temps employé pour chaque voyage, de même en accélérant le mouvement de la monnaie, c'est-à-dire la rapidité avec laquelle elle passe de mains en mains, la même quantité peut suffire pour un plus grand nombre de transactions et chaque affaire peut se reproduire plus rapidement. » (P. 296.)

On voit qu'au fond Messedaglia s'arrête au moment d'arriver au but : d'un côté il sait que, dans l'économie monétaire, chacun produit pour le marché, de l'autre il se rend compte que « le besoin général de la circulation » est satisfait aussi par les succédanés de la monnaie, et enfin il explique fort bien que « la monnaie agit grâce à deux facteurs : sa masse et sa vitesse ». Il ne lui restait plus qu'à opposer au courant de marchandises allant du producteur au consommateur le courant de la monnaie et de ses succédanés allant en sens inverse pour déterminer le pouvoir d'achat de celle-ci, au lieu de s'intéresser aux « besoins » de la circulation. Sa théorie incomplète prouve que la théorie de l'équivalences mathématiques dans certains domaines de la théorie libre nous a bien appris du nouveau ; elle démontre l'utilité des économiques.

b) *Théorie du bimétallisme.* — A plusieurs reprises (par exemple II, p. 143), Messedaglia fait allusion aux projets consistant à se servir dans les transactions commerciales d'un étalon fixe de la valeur, mais sans y attacher d'importance, parce qu'à cette époque la question présentait beaucoup moins d'intérêt qu'aujourd'hui : l'évolution des faits oblige les théories à évoluer (22). On a une autre preuve de ce fait par l'importance qu'attribue notre auteur à la discussion du bimétallisme, qui ne répond plus aujourd'hui à aucun fait concret.

Après avoir examiné rapidement les systèmes monétaires bimétallistes purement théoriques où l'or et l'argent s'échangeaient

(21) Et ses vues sur ce point sont celles de Fisher et non celles de Schumpeter, que nous tenons pour plus exactes.

(22) Nous avons démontré cette proposition dans notre *Essai* (ch. vi, § 2).

selon un rapport libre (ou variable de temps à autre), Messedaglia étudie le système du rapport fixe 1 à 15 $\frac{1}{2}$. « Tous les systèmes monétaires ont quelque chose d'artificiel, dit-il (II, p. 188), mais, dans le bimétallisme, l'artifice et l'arbitraire sont vraiment considérables. Il y a toujours ce rapport fixe de 1 à 15 $\frac{1}{2}$ qui est démenti par la réalité du marché. » Celui-ci nous montre un rapport sans cesse variable.

Dans le cas où un seul pays a adopté le bimétallisme, les défauts suivants, dit-on, se font jour. 1° C'est toujours la monnaie la plus dépréciée qui reste dans la circulation. C'est exact, répond Messedaglia, mais lorsqu'une des deux monnaies augmente de valeur, cela peut avoir lieu ou bien par rapport à l'autre seulement, ou bien par rapport à l'autre *et* à toutes les autres marchandises ; l'effet *monétaire* reste le même dans les deux cas, l'effet *économique* n'est pas le même, car, dans le dernier cas, c'est bien la monnaie dont la valeur est la plus stable par rapport aux marchandises qui reste en circulation. L'objection n'est donc que partiellement vraie ; 2° Par conséquent, les prix seraient exposés à des variations ; ; Messedaglia fait ici la même observation : « les prix exprimés en monnaie s'altèrent si la monnaie qui reste est réellement et absolument la plus dépréciée ; ils ne varient pas si cette monnaie est la plus stable » (p. 179) ; 3° Le pays en question perdrait la différence entre le cours légal et celui du marché. Messedaglia démontre qu'il n'en est pas *toujours* ainsi et que cette perte n'atteint pas forcément *toute* la différence entre les deux cours. Néanmoins, il repousse ce système à cause de l'alternance des deux monnaies, qui crée forcément des perturbations sur le marché économique.

Qu'en est-il maintenant du bimétallisme universel ou adopté au moins par plusieurs grands pays ? Il faudrait d'abord arriver à l'accord politique des nations intéressées entre elles ; c'est une première difficulté. Par ailleurs, Messedaglia reconnaît que, dans ce cas, les oscillations de valeur d'une des monnaies par rapport à l'autre seront réduites ; mais elles ne peuvent être abolies. Pour que le raisonnement des bimétallistes fût vrai, dit-il, trois prémisses devraient être démontrées : 1° la demande des métaux précieux devrait être exclusivement de nature *monétaire*, ce qui n'est pas : il y a les usages industriels ; 2° la monnaie légale devrait être seule employée dans les contrats, notre auteur croit au contraire que la loi ne peut pas obliger les particuliers à stipuler exclusivement en cette monnaie ; 3° la production des métaux précieux dépend en grande partie du hasard des découvertes géologiques et non de la demande : l'argent se déprécie (1881), mais la production ne diminue pas ; l'or est de plus en plus employé dans la circulation, et pourtant on n'en produit pas plus. En somme (p. 197), « sans doute la loi peut beaucoup, mais elle n'est pas toute-puissante. Tout ne peut pas se faire par simple

prescription légale ». Supposons qu'avec le bimétallisme universel, la production de l'argent — de nouveaux gisements étant découverts — augmente énormément, en même temps que l'or est de plus en plus demandé par l'industrie et de moins en moins produit, alors le rapport fixe ne pourrait être maintenu : l'or sortirait de la circulation *légale* et affluerait vers l'industrie et vers la « libre circulation commerciale sous une forme ou sous une autre... », et ainsi, *de facto*, la circulation serait une circulation légale en argent avec une circulation commerciale en or, sur le modèle de celle que l'on appelle le monométallisme-argent, avec de l'or en supplément » (p. 200). Le point central de cette argumentation consiste dans la possibilité d'une circulation commerciale libre. Nous avouons ne pas très bien le saisir.

Quoi qu'il en soit, Messedaglia reconnaît bien l'évolution des faits : il est impossible de revenir au système auparavant le plus répandu, au monométallisme-argent ; aujourd'hui, le choix est possible entre le bimétallisme et l'or seulement. De plus, « il est un résultat qui domine toute la situation : l'étalon de la valeur est constitué par l'or, même dans les pays où règne légalement le bimétallisme, et ceci est vrai encore pour tout ce qui concerne le commerce international ».

La discussion pondérée et scientifique du bimétallisme par Messedaglia est ce qu'il y a de plus intéressant dans son étude sur la monnaie, qui nous semble parfois manquer un peu de plan et de clarté.

V

Comme nous le disions plus haut, la théorie du crédit devait faire suite à celle de la monnaie ; le manuscrit en est à peu près achevé. Dans l'ensemble, nous préférons cet ouvrage à celui qui vient d'être examiné. Il a, en tous cas, beaucoup moins vieilli.

a) *Du crédit en général*. — Sur ce point, Messedaglia a des idées très claires et très arrêtées. Contrairement à beaucoup d'auteurs qui compliquent la matière et s'efforcent d'assigner de multiples fonctions au crédit (23), notre auteur les ramène à deux :

1° Le crédit sert d'abord à opérer une distribution du capital ; il ne *crée* rien par lui-même, « il ne peut opérer que sur ce qui existe déjà ». (*Op. Sc.*, II, p. 368.) Messedaglia, avec grand soin, combat l'idée que le crédit puisse être un acte créateur par lui-même, « c'est une combinaison, un réajustement utile, et donc productif, des forces productives, mais rien de plus ». Pour bien l'établir, pour bien prouver que le crédit « ne double pas les valeurs », il explique comment, dans chaque cas, celui qui opère avec du crédit travaille en fait avec des capitaux appartenant à

(23) Consulter sur cette question l'excellent ouvrage de von Komorzynski sur le crédit.

autrui ; il montre qu'au titre de crédit, qui appartient à l'actif du créancier, correspond un capital réel dans celui du débiteur. Toute cette analyse rappelle celle qu'Irving Fisher fait dans son livre sur *la Nature du Capital et du Revenu* ; elle est d'ailleurs excellente.

Mais cette redistribution du capital productif est utile, elle est même indispensable dans nos sociétés. Le crédit « est un moyen de transmission du capital qui le fait passer des mains de ceux qui le produisent dans celles de ceux qui l'emploient pour féconder la production et s'en servir utilement. Il permet de transmettre, de répartir, d'employer le capital d'une façon beaucoup plus avantageuse que s'il n'existait pas » (p. 398). Il est même un cas où le crédit crée presque, pour ainsi dire, du capital : c'est dans le cas où il permet d'épargner l'emploi du capital onéreux qu'est la monnaie métallique (p. 373).

2° Telle est en effet la seconde fonction du crédit. Ces deux fonctions sont d'ailleurs étroitement liées en pratique. Messedaglia explique comment ceci est possible grâce à la délégation des titres de crédit et à leur compensation mutuelle ; il passe en revue les divers instruments de cette fonction. Il fait ressortir l'importance sans cesse croissante de cette fonction du crédit et se demande à quoi son développement finira par aboutir (p. 418), sans pouvoir répondre à la question : ici encore nous le voyons préoccupé par l'évolution des faits monétaires, que son esprit scientifique lui permet facilement de saisir.

Messedaglia traite ensuite avec non moins de maîtrise des effets monétaires de cette fonction du crédit. Il procède pour cela par approximations successives, comme nous disons aujourd'hui. Il démontre comment, toutes choses égales d'ailleurs sur un marché ouvert, l'emploi des succédanés de la monnaie aboutit à un écoulement de l'or à l'étranger, et expose par quel mécanisme l'équilibre troublé se rétablit. Il pose ensuite l'hypothèse que, grâce à l'emploi de ces succédanés (par exemple de la lettre de change), les « besoins de la circulation » aient augmenté et combat alors l'opinion que le billet de banque émis en contre-partie de la lettre de change n'ait pas d'influence sur le niveau des prix (et donc par contre-coup, comme précédemment, sur l'écoulement de l'or). L'effet est atténué, mais n'en existe pas moins : le « besoin de la circulation » est plus grand qu'auparavant, mais à deux moments seulement : au moment de l'escompte, au moment de l'échéance ; durant l'intervalle, les billets font concurrence à la monnaie métallique (24) (p. 450).

Et voici le point le plus intéressant de son argumentation :

(24) Ce point de théorie est excessivement délicat ; nous croyons — en nous fondant sur les nouvelles théories — que Messedaglia est dans l'erreur, parce qu'un nouveau produit est créé.

celui qui concerne un marché fermé. Il sait fort bien qu'il s'agit d'une pure hypothèse dans le cas d'un marché particulier, « mais c'est l'expression même de la réalité sur le marché général, c'est-à-dire le marché mondial, celui du globe entier » (p. 452). Ici, en effet, l'idée même d'un écoulement de l'or est une *contradictio in adjectis*. L'or ne peut s'écouler ailleurs. Toute émission de monnaie fiduciaire — qu'elle ait lieu dans tous les pays à la fois ou dans quelques-uns seulement — agit donc sur le marché mondial comme une sorte d'inflation : l'équilibre tend à se rétablir, mais à des prix plus élevés. Nous ne connaissons pas, pour notre part, d'autres économistes qui aient émis cette idée extrêmement intéressante et, somme toute, inattaquable. Elle fait honneur au talent de Messadaglia.

b) *Théorie du cours forcé*. — Nous allons passer de suite aux idées de notre auteur concernant le cours forcé. Dans ce cas, dit-il, la dépréciation du billet par rapport à l'or se manifeste par l'agio de l'or, et ceci pour trois raisons : à cause de la défiance du public, de la masse des billets en circulation et de la demande de métaux précieux pour effectuer les paiements à l'étranger. Ces trois causes combinent ensemble leurs effets (pp. 511 et s.). L'agio de l'or a pour caractéristique de ne pas avoir par lui-même de limites assignables et de varier continuellement, souvent très vite. Il chasse la monnaie métallique du marché monétaire et il fait monter le niveau du prix (p. 505). Messadaglia se livre à une analyse très fine de cette action sur le niveau des prix ; il montre qu'elle n'est ni instantanée, ni uniforme pour tous les prix, ni nécessairement proportionnée à l'agio lui-même. Les expériences que nous avons faites en France après la guerre ont pleinement vérifié les thèses de Messadaglia. Celui-ci montre, en particulier, que chaque produit ou chaque service est affecté d'une sorte de « coefficient d'inertie » (p. 508), quant à sa sensibilité aux effets de l'inflation. Ici encore, il se sert de comparaisons empruntées à la mécanique pour illustrer les faits économiques.

Il expose ensuite (p. 531) avec maîtrise comment se rétablit l'équilibre des échanges avec l'étranger et fait le « bilan de l'inflation » (pp. 532 et s.) ; cette partie de son ouvrage n'est pas la moins originale. Ce bilan se solde toujours en perte, mais il ne faut pas exagérer l'étendue de ces pertes. Lorsque haussent les prix, tous les débiteurs (y compris l'Etat) en profitent, tous les créanciers y perdent, ces deux montants *tendent* à s'équilibrer dans l'ensemble. D'un autre côté, tant que l'on ne rétablit pas la libre circulation de l'or, le pays en question fait l'économie de la monnaie qui circulait chez lui et s'est écoulée à l'étranger (mais, plus tard, il la lui faudra réacquérir). En ce qui concerne les rapports avec l'étranger, celui-ci est avantagé parce qu'il peut acheter avant la hausse des prix intérieurs. Messadaglia pousse l'analyse encore beaucoup plus loin, en établissant chaque fois la tendance

à l'équilibre des pertes et des gains. Mais alors, pourquoi le bilan se solde-t-il toujours en perte? « Ce sont surtout les *conséquences indirectes* de l'inflation qui sont désastreuses: l'agio ou le *désagio* constitue de toutes façons un désordre. Il rompt l'équilibre naturel du marché. Sans raisons, les uns perdent, les autres gagnent... Il s'introduit partout un élément aléatoire contraire à toute économie bien ordonnée... Voilà la vraie raison du mal, qui est assez grand en lui-même pour qu'il ne soit pas nécessaire de l'exagérer. » Il se livre ensuite à une nouvelle comparaison mécanique.

Pour terminer, il étudie les conditions de la stabilisation. Il faut que le budget de l'Etat et la balance des comptes soient en équilibre, et il convient de se procurer de l'or à l'étranger, et avant tout limiter la circulation du papier-monnaie. Il se produit alors une certaine compensation avec les effets de l'émission du papier-monnaie, mais sur ce point nous n'avons pas d'autres détails, car... ici s'arrête le manuscrit.

VI

Dans une autre circonstance encore, Messedaglia a traité des finances de l'Etat; c'est dans son livre intitulé : *Des Emprunts de l'Etat et du meilleur système de consolidation* (1851.) C'est le seul qui soit entièrement achevé dans la forme et dans le fond. C'est peut-être, avec l'*Essai sur Malthus*, son meilleur ouvrage. Il est d'une grande clarté et fort bien rédigé; l'auteur fait preuve d'une connaissance approfondie de son sujet (en particulier en ce qui concerne les finances publiques françaises et anglaises). Nous allons indiquer rapidement quelques-unes des conclusions auxquelles parvient Messedaglia (25).

En premier lieu, il estime que les emprunts dont le produit est destiné aux travaux publics devraient être nettement distingués des autres; il propose, en conséquence, de fonder pour les gérer une caisse spéciale de crédit, de façon à assimiler le plus possible l'Etat à une entreprise privée: ainsi ce seront les mêmes capitaux qui viendront dans les deux cas s'offrir sur le marché.

Ensuite, il faut, dit-il, créer un service spécial pour la gestion de chaque espèce d'emprunt, afin de mieux en assurer l'amortissement. Il s'exprime, comme vient de le faire le législateur français, en faveur de l'« inamovibilité » de l'amortissement et il blâme (p. 142) le système français d'alors par lequel le service d'amortissement était confondu avec les dépenses ordinaires de l'Etat: la dotation du service d'amortissement doit être déclarée inviolable (p. 148).

Il préconise ensuite d'admettre en payement des impôts les coupons de rente, parce que, si le Trésor encaisse d'une façon

(25) *Op. Sc.*, I, pp. 47 et suiv.

continue ses recettes, il n'est pas à désirer qu'une fois ou deux par an il ait à déboursier d'énormes sommes accumulées pour faire face au service de l'intérêt. Messedaglia expose en détail comment réaliser pratiquement ce système.

En définitive, la dette publique doit comprendre trois éléments :

- a) La dette flottante, à laquelle on doit avoir recours en raison inverse de la confiance qu'inspirent les finances de l'Etat ;
- b) La dette afférente aux travaux publics ;
- c) La dette perpétuelle consolidée.

Messedaglia, dans ses conclusions, expose pourquoi la dette perpétuelle doit être préférée à des obligations décennales ou autres. En effet, les avantages de la dette perpétuelle sont les suivants : en cas d'absolue nécessité, on peut, sans faire faillite, en suspendre l'amortissement ; celui-ci peut, de plus, être effectué au-dessous du pair et les rentes peuvent être éventuellement convertibles. Evidemment, le souscripteur préférant, pour ces mêmes raisons, les obligations aux rentes perpétuelles, sera disposé à payer plus pour les premières que pour les dernières. « Mais les avantages de la rente perpétuelle dépendent d'un ordre de fait que les souscripteurs ne peuvent pas aussi bien apprécier que l'Etat. » (P. 199.) La suspension possible de l'amortissement peut être pour l'Etat un avantage inestimable, alors que le souscripteur ne s'en souciera guère : si l'amortissement fonctionne normalement et avec de fortes garanties, le rachat au-dessous du pair et la conversion étant aussi à échéance indéterminée, les créanciers de l'Etat ne peuvent pas en estimer le risque à sa juste valeur. Voilà pourquoi, si de bonnes garanties d'amortissement existent, la dette perpétuelle doit être préférée aux obligations. Tel est le meilleur système d'emprunts publics.

VII

Nous avons ainsi terminé l'examen sommaire de l'œuvre économique laissée par Angelo Messedaglia. On ne saurait dissimuler que, par certains côtés, elle déçoit quelquefois un peu celui qui l'étudie. On regrette de la trouver par trop fragmentaire et on cherche vainement un lien, un principe commun, qui en relie les diverses parties. Par ailleurs, la lecture de ses ouvrages est souvent rendue difficile par des analyses et des discussions un peu trop longues et subtiles. Luigi Cossa (26) arrive à des conclusions assez voisines des nôtres : « Toujours peu satisfait de son œuvre, écrit-il à juste titre, Messedaglia recommençait toujours, pour les corriger et les compléter, les premières parties de ses travaux, mais il n'a jamais terminé les dernières... Faisant précéder la synthèse des phénomènes de l'analyse de leurs différents

(26) *Hist. des Doctr.*, trad. fr., p. 502.

aspects (dans laquelle il est maître), il ne sait pas éviter les répétitions qui troublent l'ordre systématique de ses travaux ; il aime à s'arrêter à la critique minutieuse des formules quelquefois impropres... En outre, son antipathie pour les conclusions trop absolues a engendré chez Messedaglia, sinon le scepticisme, du moins une certaine hésitation qui lui a fait esquisser les questions capitales sur la distribution de la richesse. »

Mais ceci ne doit pas par trop diminuer son mérite ; au contraire « on peut dire que les défauts de son œuvre tiennent à leur qualités mêmes ». N'oublions pas que Messedaglia a été un des artisans les plus actifs de la renaissance de l'économie politique en Italie dans la seconde moitié du siècle dernier. « L'étendue et la profondeur de ses connaissances scientifiques et littéraires, dit Cossa, sa possession des méthodes analytiques, l'impartialité de ses jugements en font le maître de *ceux qui savent*. » Son influence personnelle a été considérable. Dans ses ouvrages, on a plaisir à admirer la vaste culture générale de l'auteur. Ses travaux économiques se distinguent par leur esprit objectif et scientifique, qui ne se dément jamais ; au point de vue méthodologique, ils restent des modèles. Grâce à cet esprit scientifique, il s'élève au-dessus de la plupart de ses contemporains et dépasse certainement, sur ce point, Fr. Ferrara. Si sa contribution objective au progrès des sciences économiques est moins grande, surtout moins originale que celle de ce dernier auteur, elle n'est pas négligeable, et certaines de ses pages peuvent être, aujourd'hui encore, lues et méditées avec fruit.

En somme, Messedaglia fut une personnalité intéressante à beaucoup d'égards, et c'est pourquoi nous avons cru devoir évoquer ici le souvenir de cet économiste un peu trop méconnu en dehors de sa patrie.

G.-H. BOUSQUET.

Octobre 1926.

LA COURSE MARITIME

SES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET INTERNATIONALES *

par LÉON VIGNOLS

De 1914 à 1918, la course, que depuis 1856 presque toutes les nations avaient déclarée abolie, sévit avec une intensité jamais atteinte jusqu'alors, et sous des formes nouvelles : course sous-marine par navires spéciaux et par mines immergées, course aérienne par dirigeables et par avions. Au cas d'une autre conflagration mondiale, le système serait, dit-on, perfectionné : il y aurait généralisation de la guerre de course, qui pratiquement ne se distinguerait plus de la guerre « régulière » et que l'on ferait surtout au moyen d'avions, par dizaines de milliers, déverseurs de poisons à puissance effarante. Ce qui, ensuite, resterait de vivant, on l'ignore, mais l'on sait que chaque reliquat de peuple trouverait maints publicistes pour chanter les exploits de ses néo-corsaires et raviver le souvenir de leurs « glorieux ancêtres ». Aussi nous a-t-il semblé présentement utile, et d'intérêt général, d'examiner ce que fut dans le passé l'action de la course. Non pas l'action militaire (on est saturé des innombrables récits qui s'y rapportent) ; il suffit d'en rappeler en trois pages à peine les traits essentiels véritables. Mais l'action économique, sociale et internationale, *jamais étudiée*, que je sache, bien qu'elle soit, de beaucoup, plus importante.

Si les rares historiens qui (sans doute excédés de la littérature-corsaire, romantico-belliqueuse) ont rompu avec la tradition, n'ont pas cru devoir examiner spécialement les faces économique et sociale de la question, ni parler de son aspect international, — on peut recueillir çà et là, en chacune de leurs publications, des éléments de haut intérêt pour cette étude (1). Et les deux savants volumes de M. Henri Malo (admirateur de la course et des corsaires) fournissent aussi de nombreux textes épars, également décisifs (2). Les détails empruntés à ces diverses publications, basées sur une foule de documents inédits, rendent plus

(*) Voir, à la suite du texte, les *Eclaircissements et Notes*.

qu'inutile l'étalage de nouvelles pièces d'archives ; j'userai de mes notes inédites pour combler seulement quelques lacunes.

APERÇU DU CÔTÉ MILITAIRE. — Le but de la course n'était pas du tout de lutter contre les vaisseaux adverses des flottes régulières, pas même contre les bâtiments légers de celles-ci, tous « marchands de boulets ! » On évitait ainsi, et c'était recommandé par les armateurs, la rencontre de corsaires ennemis. Toutes ces sortes de bâtiments ne contenaient du reste aucune riche cargaison. Or, la course était une question de tant pour cent, aux yeux des armateurs et des actionnaires de l'entreprise ; aux yeux des équipages, une question de « parts de prises ». Le but officiel était de nuire le plus possible au commerce maritime de l'adversaire.

Le moyen était d'armer en guerre des bâtiments marchands de tonnage médiocre, voire petit, mais de marche rapide, ou d'en construire tout exprès de ce modèle. On y mettait des canons en petit nombre, de calibre réduit, mais un véritable luxe de mousqueterie, d'armes blanches et de grenades à main. On les chargeait d'un équipage très nombreux, avec un état-major et surtout un capitaine habiles manœuvriers. Ce qui permettait de courir sus aux inoffensifs navires marchands avec un minimum de risques, un maximum de chances ; d'autant mieux que l'on agissait de préférence par surprise et ruses diverses. Très souvent, on les amarinaient sans qu'ils se fussent défendus, ou après une courte et faible résistance. Quand un gros marchand faisait une résistance un peu sérieuse, on cherchait à l'enlever à l'abordage ; celui-ci facilité par la grande supériorité du nombre d'hommes, d'armes individuelles et, aux derniers instants qui le précédaient, par quelque savante manœuvre du corsaire assaillant. « Sur près de 2000 dossiers de prises que j'ai étudiés », écrit le docteur Corre, « je ne pourrais tirer l'exposé véridique de plus d'une cinquantaine de combats, dignes de ce nom, livrés par des corsaires, — Duguay-Trouin et quelques rares émules du hardi Malouin exceptés » (3).

Lorsque de grandes flottes et flottilles de guerre protégeaient et appuyaient les croisières de course, celles-ci étaient un indirect, mais très appréciable adjuvant des opérations militaires. Sinon, l'influence militaire de la guerre de course était peu de chose ; ce fut le cas pour la France à dater de 1692, au lendemain du désastre de la Hougue (4). Surtout pendant les guerres de la Révolution, du Consulat et de l'Empire, la maîtrise des mers fut pleinement exercée par l'Angleterre, au moyen de ses flottes de haut-bord, d'une multitude de croiseurs légers, au moyen de corsaires ainsi bien appuyés. Les bénéfices des armateurs français « furent d'abord considérables, surtout en 1797 et 1798, mais ils ne profitèrent qu'à un petit nombre d'intéressés et durèrent peu. L'ennemi prit » des mesures efficaces. Il fit escorter fortement

ses navires de commerce ; il établit « sur nos côtes, et particulièrement au voisinage de l'entrée des ports, toute une chaîne de bâtiments légers. Une grande partie des corsaires tomba ainsi en leur pouvoir, et ceux qui purent échapper rentrèrent sans avoir fait de captures, ou ramenant de modestes prises qui pouvaient à peine couvrir les frais d'armement. Ces résultats découragèrent beaucoup de négociants ; en l'an IX (1800-1801), il n'y eut que peu de navires à prendre la mer et la nouvelle de la paix d'Amiens fut accueillie avec satisfaction à Saint-Malo » (5).

Quand revinrent les hostilités, il fut interdit aux armateurs en course d'enrôler, parmi les simples matelots, plus d'un huitième de ceux qui étaient inscrits comme bons au service de l'Etat (ou, plus tard, sur terre, à l'occasion). Et l'interdiction fut d'année à autre plus strictement appliquée. Mais, comme on tenait à les encourager, on les autorisa, par contre, à enrôler deux cinquièmes d'étrangers sur la totalité de l'équipage. De 1803 à 1805, les succès furent relativement nombreux, bien que la quantité d'armements fût réduite, vu la difficulté de former des équipages. Dans les années 1806 et 1807, grande et fructueuse activité. « Mais à partir de 1808, les conditions de la course devinrent beaucoup plus difficiles (6). »

Dans les autres ports aussi, la course était en très grande partie paralysée. Exemple, en ce qui concerne Dunkerque, le plus actif avec les cités malouine et servannaise, M. Henri Malo constate qu'un état dressé pour la période du 29 thermidor an III au dernier fructidor an V [du dimanche 16 août 1795 au jeudi 21 septembre 1797] « prouve... l'écrasante supériorité des forces anglaises ». Puis il ajoute : « En l'an VIII [1799-1800],... les flottes anglaises de la Baltique, à peine convoyées, naviguent en pleine sécurité. » Enfin, « dans les dernières années du premier Empire, la marine anglaise bloque sévèrement les côtes du continent. Il faut d'innombrables précautions, par exemple, pour simplement faire passer deux frégates de Dunkerque à Flessingue » (7).

Je répète que cet état de choses n'est pas spécial à l'époque révolutionnaire et impériale ; que le mal atteignit alors un maximum, mais qu'il date du lendemain de la Hougue. Dès la guerre de la Ligue d'Augsbourg, « l'insécurité de la navigation est telle » pour les Français, a écrit M. Corre, « qu'en 1693 on ne peut faire passer du sel, de Bourgneuf à Nantes, sans l'assistance d'une frégate du Roi... L'année suivante, on est menacé d'une incursion des vaisseaux de l'amiral Russel ». Et les corsaires anglais « pululent », aidés par ceux de Flessingue, suscitant les plaintes unanimes de nos armateurs. « La marine militaire française, depuis la Hougue, a subi un amoindrissement qui ne lui permet plus de fractionner ses forces pour tout protéger : notre commerce maritime, nos ports, nos corsaires (8). » Même situation durant la guerre de la Succession d'Espagne. Ainsi, le 8 novembre 1702,

« sept corsaires de Flessingue défilent au large de Dunkerque avec vingt-huit prises françaises ramenées de Plymouth... Aux vaisseaux de guerre des Etats ennemis, il faut ajouter des nuées de corsaires », dont les plus redoutables sont les corsaires de Zélande (pour Dunkerque), bateaux d'ailleurs supérieurement commandés ; et dont « les plus irritants », côté anglais, sont ceux de Jersey et de Guernesey, qui « enlèvent des flottes entières » (9).

Même situation, plus tard, pendant la guerre de la Succession d'Autriche. En 1744, on écrivait de Nantes « que de six classes d'assurances qu'il y a, on ne trouverait pas pour assurer un sol, parce que, de 430 vaisseaux nantais, les Anglais en ont pris 280 ». Nos corsaires n'avaient rien empêché du tout du côté militaire ; c'est que « partout les Anglais avaient des corsaires non moins hardis que les nôtres et mieux appuyés par des vaisseaux de guerre en force » (10). Et ce fut encore ainsi au cours de la guerre de Sept ans, vers la fin de laquelle, « après l'essai avorté de constitution d'une escadre légère pour Pierre Bart, après la destruction de celle de Thurot en 1760, « le gouvernement royal se dispense de tout autre effort ». Et de même sous Louis XVI, il « ne donne pas aux corsaires particuliers l'indispensable soutien d'une escadre légère. Une expérience de cent cinquante ans prouvait cependant que c'était là la principale condition du succès » (11). Tardivement, on eut enfin l'idée, en 1786, de « croisières par petits groupes de bâtiments de l'Etat, légers, pourvus d'une artillerie bien distribuée, poussant des pointes hardies sur les routes de ravitaillement ou de retour des convois ennemis. Ce sera le système adopté par le Comité de Salut public ». Il donna de bons résultats (12), mais, comme il ne put être continué, l'impuissance militaire de la course maritime livrée à ses seules forces éclata, on l'a vu ci-dessus, plus que jamais elle ne l'avait fait depuis 1692.

Quant à l'utilité prétendue de la course pour former d'excellents matelots, c'est encore une légende, souvent dénoncée, en particulier par M. Corre : « Loin de former des capitaines aptes au commandement des vaisseaux et des escadres, loin de former des équipages disciplinés et prêts à tous les sacrifices, la course, immorale par essence, est un germe pernicieux au sein d'un milieu maritime. Elle a contribué à la dégénération de la marine royale, depuis la fin du règne de Louis XIV jusqu'à celle du règne de Louis XV. Dans cette période d'environ quatre-vingts années, les officiers de la marine royale, appelés à accepter des commandements particuliers ou autorisés à s'y intéresser, prennent peu à peu l'appétit pour l'argent, pour les gains faciles, et bientôt, chez la plupart, les sentiments d'honneur s'amoindrissent. Les défaillances, au cours de la guerre de Sept ans, deviennent honteuses, et il faut de grands efforts pour amener la réfection de l'esprit militaire dans la marine au commencement du règne

de Louis XVI. » Pour les subalternes, ce sont en général des « matelots sans continuité d'élan, stimulés par l'appât d'un gain vite acquis, abandonnant le métier après deux ou trois mois de campagne » (13).

I

L'INDUSTRIE CORSAIRE, DEPUIS LA MISE EN CHANTIER DES BATIMENTS
JUSQU'À LA LIQUIDATION DES CROISIÈRES.

SES RÉSULTATS PÉCUNIAIRES RESPECTIFS
POUR LES DIVERS PARTICIPANTS.

MORALITÉ DES ARMATEURS. MORALITÉ DES ÉTATS-MAJORS.

Je n'hésite pas à développer ce chapitre, il porte sur des questions fort peu étudiées : elles ne donnent guère lieu à « faire du panache » romantico-patriotique. Mais leur intérêt historique est évident.

1. *Construction, Armements, Actionnaires.* — La coque du navire n'était pas, à beaucoup près, le plus coûteux, mais sa construction était de grosse importance au point de vue des qualités nautiques. En 1806, celle du *Spéculateur*, petit bâtiment dont la quille avait 62 pieds, revint à son armateur, J.-B. Dubois, à 13.684 livres. Mais au total les frais d'armement, en plus de cette somme, s'élevèrent à 60.225 livres, dont 18.073 pour avances à l'équipage, 5.695 pour le funin [cordages goudronnés], 5.366 pour les voiles et le pavillon, 3.445 pour les quatre canons, les boulets et le lest, 3.024 pour la mâture et pour les avirons des canots (14). Beaucoup plus coûteuses furent les dépenses pour la *Miquelonnaise* (1811). Total 289.435 francs, dont 30.000 pour la coque. C'était un navire de 85 pieds de quille, portant seize canons légers, 203 hommes (le *Spéculateur*, 74). Armateurs Ph. Fourchon, de Lorient, et J.-B. Amiel, de Saint-Malo (15).

En même temps qu'il faisait armer, ou construire et armer, l'armateur lançait un prospectus d'armement, pour chercher des actionnaires. Je relève les passages les plus intéressants de celui de la *Miquelonnaise* (16) :

« Les actions ne seront pas négociables ; elles ne pourront être cédées que sous la garantie des actionnaires primitifs, à moins que la cession n'ait lieu du consentement écrit des armateurs... Les armateurs auront aussi le droit d'annuler les actions dont le paiement n'aura pas été réalisé en valeurs à leur convenance : il leur suffira d'en faire la déclaration par une simple lettre. — Les intéressés pourront acheter aux ventes des prises en proportion de leur intérêt. — Les armateurs percevront une commission de 3 % sur l'armement, les relâches et le produit brut des prises, en outre de la commission des consignataires. — Ils sont autorisés à transiger avec tout propriétaire de prises neutres ou prétendues neutres (16 bis) ; à accorder les commissions d'usage au capitaine du corsaire et aux officiers conducteurs de prises. —

Et ils auront la reprise, soit sur les produits, soit contre les intéressés, de tous les frais de voyages, consultations, mémoires d'honneur [d'honoraires] et autres débours qu'ils auront lieu de faire dans l'intérêt commun (17). »

On verra plus loin à quelles collusions et fraudes scandaleuses se livraient beaucoup d'armateurs sous le couvert de ces dernières conditions. Enfin, comme telles stipulations ci-dessus pouvaient être en désaccord avec certains règlements ou lois, il est décidé de ne point, le cas échéant, invoquer ces instruments légaux. Suit un modèle de « Cession d'intérêts, de fr. — » (18).

Quatre lignes du prospectus relatif à la première course du *Renard* complètent ce qui précède : « L'armement est fait à forfait, pour la somme de 36.000 francs, laquelle somme servira de répartiteur, sans que l'armateur puisse prétendre à aucun rapport en cas d'excédent, ni l'actionnaire à aucun acompte pour cette première mise... Elle [cette somme] se divisera en actions de mille francs, demi et quarts d'action. » De même que ceux du corsaire susdit, celui du *Renard* prélevait une commission de 3 % (19).

2. *L'équipage : Recrutement, Acte d'engagement.* — Le recrutement des équipages corsaires, quant aux simples matelots, fut presque toujours difficile partout depuis la fin du xvii^e siècle, mais principalement sous l'Empire ; j'y reviendrai. Le texte que je vais reproduire signale un peu cette difficulté, mais indique surtout, bien que trop sommairement, l'action des recruteurs. En avril 1812, un recruteur pour le compte des armateurs de la *Miquelonnaise* leur écrit de Cherbourg :

« ... J'ai continué à m'occuper de trouver des hommes pour votre *Miquelonnaise* ; mais il est fort difficile de se procurer des marins. Il vient continuellement des jeunes gens dont la plupart n'ont navigué que dans les barques qui servent à transporter des pierres (20). Je les engage bien à se rendre à Saint-Malo, mais ils veulent leur conduite [frais de route] et je n'ose la donner à des hommes qui peuvent ne pas vous convenir. » Conformément à « la lettre de M. A. Pradère-Niquet, j'ai donné 18 francs, en deux fois, au sieur Simon, qui devait procurer un homme et qui, je crois, n'a rien fait. J'ai donné la conduite au nommé Heven, qui se rend à Saint-Malo pour s'embarquer sur votre corsaire. On le dit marin, et très brave. Ce sera, je crois, une bonne acquisition pour le capitaine Niquet. Vous l'aurez pour 450 à 500 francs... » (21).

Et voici d'abord un acte d'engagement individuel, « contrat de louage » relatif à un matelot étranger. Acte notarié, contrat passé entre le recruteur, Guilbeaud, officier de la *Miquelonnaise*, et le marin Nicolas Gurdan, des Etats-Unis d'Amérique (et alors à Nantes, où se passe le contrat) ; je résume :

1° Gurdan s'engage jusqu'à fin mars 1813, et jusque-là ne pourra être contraint à plus de six mois de mer, à moins de cas fortuits et imprévus. — 2° Se conformera jusque-là, depuis le 1^{er} septembre 1812, date probable de l'embarquement, aux « lois commerciales et maritimes » et aux « usages sur la course et la navigation ». — 3° Il est destiné à la *Miquelonnaise*, mais, en cas de nécessités imprévues, les armateurs de celle-ci pourront « l'embarquer sur tout autre bâtiment ». — 4° « Le prix de cet engagement est de 424 francs » ; sur lesquels il a reçu comme avances, du sieur Guilbeaud, 84 francs ; et sur lesquels on lui déduira aussi 24 francs de frais de « conduite » que lui remettra le même, dès qu'il partira pour Saint-Malo. — 5° et 6° Jusqu'à son embarquement, il sera nourri aux frais des armateurs (22).

Mettons en regard de cet acte individuel les parties intéressantes d'un acte d'engagement collectif, celui qui concerne l'équipage du *Spéculateur*, août 1807 (23). (Il s'agit, comme dans les textes qui précèdent et qui suivent, d'un corsaire commandé par Joseph Pradère-Niquet, dont je parlerai assez longuement plus loin) :

« S'obligent les engagés de se ranger à bord dudit corsaire aussitôt après que l'avertissement leur en aura été donné par le tambour ou le canon du départ, pour l'appareiller, sortir du port, aller et voyager sur tels parages, côtes, endroits et pays que le capitaine jugera à propos ; y faire la course sur les ennemis de l'Etat, pendant soixante jours de mer effectifs, qui commenceront à courir à partir du jour où ledit navire dépassera le cap Fréhel. Dans les soixante jours ne sera point compris le temps nécessaire pour amener les prises, prendre des vivres », etc. — « Les engagés s'obligent d'obéir aux capitaines et officiers », à bord et à terre, « sans faire ni exciter aucune querelle ni sédition, ni se permettre aucun pillage sur les effets des prisonniers et aux [cargaisons] prises ; sans pouvoir s'enivrer et troubler le bon ordre à bord ; [ni] s'en absenter, si ce n'est avec un congé par écrit du capitaine ; ni abandonner le travail. Le tout sous peine », etc. [Belle discipline, sur le papier.]

« S'obligent encore les engagés, d'attaquer et combattre en gens d'honneur et de courage », etc. — Quant aux prises éventuelles, « le tiers revenant à l'équipe sera réparti de la manière prescrite par l'arrêté des Consuls du 2 prairial an XI [dimanche 22 mai 1803]. — « Pour subvenir au besoin des engagés et leur donner les moyens de s'équiper pour la course, l'armateur s'oblige de leur payer, avant la sortie dudit corsaire, les sommes fixées dans l'article particulier de chacun d'eux..., à titre d'avances... » — « Les héritiers de ceux qui sont tués en combattant ou au service du corsaire, et les héritiers de ceux qui mourront de leurs blessures, participeront à tous les avantages de la course. »

« Se réserve l'armateur... : 2° La faculté de débarquer, soit auparavant, soit pendant la croisière et avant la fin de la course, tels ou tels individus, de l'état-major ou de l'équipage, qu'il jugera à propos de congédier, sans qu'il soit tenu de justifier ses motifs. Dans lequel cas, ceux des engagés qui auront été débarqués ne pourront prétendre

d'autres dédommagements que leurs parts dans les prises qui pourront avoir été faites avant ce congédiement. — Ledit sieur Dubois, armateur, demeure également autorisé par l'équipage... à traiter de gré à gré... avec tous capitaines ou agents des navires neutres qui pourront être indûment arrêtés par ledit corsaire..., à transiger avec eux... Lesdits engagés s'obligent à contribuer pour un tiers dans tous paiements et débours que lesdites transactions pourraient occasionner. »

3. *L'équipage: Répartition des parts de prise. Gain de chacun.*

— Les stipulations concernant les parts de prise, stipulations antérieures à l'acte collectif d'engagement, étaient sujettes à révision, au cours même des croisières ou ensuite, selon la conduite de tel ou tel engagé ; sur la proposition du capitaine, ou de l'état-major en général, à l'égard des gens de la maistrance et des autres subalternes ; sur celle du capitaine seul, d'ordinaire, quant aux officiers. Ainsi, en mars 1813, « avant d'entreprendre une nouvelle sortie » ou croisière, l'état-major de la *Miquelonnaise* adresse au tribunal de commerce un rapport concluant à augmenter la part de tels engagés, à diminuer celle de certains autres. Ils proposent, par exemple, d'accorder trois parts et demie à un simple maître-canonnier, répartition fort belle pour lui, avec ce motif : « S'est très bien comporté dans le combat avec la corvette. » Par contre, ils demandent que soit réduit à « une part » un quartier-maître (c'était le salaire d'un matelot très quelconque), parce que « mauvais marin » ; également à une part un « chef de pièce », comme étant « ivrogne, insubordonné » ; et à trois quarts de part un matelot, avec cette observation : « mauvaise conduite, paresse et lâcheté » (24).

Quand venait la « liquidation générale et définitive » d'une course, avec répartition et versement des parts, il y avait bien souvent peu à recevoir, même pour l'état-major, en raison des avances données avant le départ et des acomptes remis entre deux croisières ou au cours des relâches. Voyons-en d'abord une preuve dans la liquidation de course du *Renard*, en l'état de répartition pour l'équipage, dressé le 27 vendémiaire an X (lundi 19 octobre 1801). Par suite des nombreux et lourds frais et des impositions diverses, mais plus encore du faible rendement de prise, la « part » était misérable : 95 fr. 83. Aussi Joseph Pradère-Niquet, le capitaine, auquel il revenait, selon l'usage presque invariable, douze parts, n'avait-il droit qu'à 1.149 fr. 96 ; et, comme il avait touché 600 francs d'avances, ne reçut-il que 550 francs (je vais négliger les centimes). Le second, dix parts, mais 500 francs d'avances, reçut 458 francs. Le premier lieutenant, avec huit parts et 400 francs d'avances, encaissa 366 francs. Puis on tombe à un enseigne, qui, doté de quatre parts, mais ayant touché 398 francs déjà, avait encaissé une quinzaine de francs en sus de son dû. Même cas exactement pour le chirurgien. De même, le pilote,

avec ses trois parts, mais qui avait reçu 300 francs d'avances. A quatre parts, le maître d'équipage eut l'heur de recevoir, n'ayant eu que 25 francs d'avances, 133 francs (25).

Pour les matelots (une part, quelques-uns une et quart, un seul une et demie), pour les novices (trois quarts ou une part), pour les mousses (un tiers de part, un à une demi-part), ce fut pitoyable. Deux matelots, seuls, celui à une part et demie et un de ceux à une et quart, touchèrent un peu plus qu'une sorte d'au-mône, et encore parce qu'ils n'avaient presque pas eu d'avances (10 francs, 30 francs) : l'un reçut 133 francs 75, l'autre 90 francs. Des seize autres matelots, sept n'eurent finalement pas un sou, ayant reçu, en avances, quelques francs au delà de leur dû (26).

A la liquidation définitive du *Spéculateur* (du 4 au 15 décembre 1807), le résultat fut plus lamentable : la part ressortait à 71 fr. 81 (27). C'était la première course de ce lougre. A la seconde (trois croisières, octobre 1807 à mars 1808), course liquidée en avril 1809, la part s'élevait à 259 fr. 11. Mais cette fois les avances et acomptes, distribués trop copieusement, et que sûrement la plupart avaient gaspillés, se trouvèrent avoir absorbé tout le dû et au delà, ou il ne s'en fallait de guère, en général. Pradère-Niquet avait déjà reçu 4.953 francs, alors que son dû s'établît à 3.109 ; donc en trop 1.843 francs (c'est, du reste, le seul écart considérable qu'il y ait à relever) (28).

Plus probant encore, dans le même ordre d'idées, le résultat final de la deuxième course de la *Junon* : 1.119 fr. 22 à la part. C'était, en apparence, superbe pour « Jean le matelot », vraiment somptueux pour les officiers. Joseph Pradère-Niquet aurait pu recevoir 13.430 francs ; mais en avances et acomptes il en avait palpé 17.140, soit 3.709 de trop. Cette fois encore, il est vrai, il était le seul ayant dépassé son dû en proportion énorme. Mais ses officiers (28 *bis*), qui auraient pu encaisser respectivement 11.192, 8.954 et 6.715 francs, n'eurent à recevoir (vu les avances et acomptes) que 1.130, 984 et 738 francs. Les autres, en général, plus ou moins à l'avenant (29).

Mêmes observations pour la liquidation définitive de la course unique de la *Miquelonnaise*, qui fut capturée avec tout son équipage, 203 hommes (30), en mars 1813. Liquidation effectuée en janvier 1814 et qui fit ressortir 1.059 francs à la part (30 *bis*). Ces résultats de 1.000 francs à la part, et davantage, sont d'insignes raretés. Le matelot s'estimait très heureux lorsque — en avances, acomptes et reliquat final — il avait eu la chance de recevoir 400 à 600 francs ou un peu plus. En effet, dans son intéressante thèse, en 1919, M. Robidou a donné un tableau dont voici le résumé : SUR TROIS CENT VINGT-SEPT armements corsaires malouins ou servannais, de 1793 à 1814 inclus, parts NÉANT DANS PLUS DE DEUX CENTS CAS, et dans cent dix autres les résultats furent les suivants : la part a été supérieure à 1.000 francs

dans vingt-trois cas, savoir, quatre où elle fut au-dessus de 3.000 francs, cinq où elle varia de 2.000 à 3.000 ; deux entre 1.500 et 2.000 ; douze où elle atteignit de 1.000 à 1.500 francs.

La part a été de 300 à 1.000 francs dans cinquante-cinq cas (trente-huit de 500 à 1.000 ; dix-sept de 300 à 500) ; — elle a été de 100 à 300 dans trente et un cas (dix-sept de 200 à 300 ; quinze de 100 à 200) (31).

Ce n'est pas seulement à Saint-Malo et sous l'Empire que le résultat pécuniaire de la course française a été, dans l'ensemble, très mauvais, c'est toujours et partout, depuis 1692 (sauf contre l'Amérique espagnole, cas très spécial bien connu). A Dunkerque, une minuscule prise du 27 juin 1710, liquidée seulement le 11 mars 1716, produit — brut — 30 livres, mais il y a 140 livres de frais, dont 104 pour « vacations des officiers de l'amirauté, vente, enregistrement, etc. » (32). Les frais pour liquidation des mêmes prises étaient toujours, il est vrai, follement élevés comme pourcentage, et je devais le signaler au passage. Mais, de façon générale, les croisières rendaient si peu, qu'en janvier 1710 déjà, Louis XIV, découragé, veut bien prêter encore des officiers et des vaisseaux, mais ne veut plus armer lui-même (33).

Au cours du XVIII^e siècle, « invariablement le gouvernement veut encourager la course » (34), mais en présence des résultats ordinaires des liquidations, le grand commerce tend sans cesse davantage à se dérober aux invitations gouvernementales. En mai 1756, la Chambre de commerce du Havre répond à ces invites « que les encouragements donnés par le roi aux capitaines et aux équipages [par exemple, tant par canon pris, etc.], les inciteront à attaquer les corsaires et navires de guerre ennemis, avec lesquels il n'y a que des coups à gagner : résultat peu favorable aux commerçants et qui n'engagera pas les capitalistes à placer des fonds dans les armements en course » (35).

Au XIX^e siècle, les Dunkerquois, très actifs de 1793 à 1799, renoncent ensuite. Ceux qui ne sont pas enrôlés sur la flottille de Boulogne ne se soucient pas du tout de la course, avant et après la période de la flottille, et leurs armateurs pas davantage : de 1802 à 1814, en onze années, il ne sort de Dunkerque que cinquante-cinq petits corsaires, en majorité des lougres de vingt à cinquante tonneaux ; moyenne générale, cinq par an ! (36).

4. *Profits et pertes des armateurs et des actionnaires.* — Les frais à déduire du produit brut des bâtiments et cargaisons capturés étaient considérables. Des textes ont été donnés à ce sujet, en quelques écrits sur la course ; je n'y insisterai donc pas. Un exemple suffira pour fixer à nouveau les idées sur ce point-là. Il s'agit de la liquidation définitive de la seconde course de la *Junon* (37). D'après la liquidation particulière du navire *Ann* (38) et de son chargement, capturés par la *Junon*, il y avait eu à déduire, sur le produit brut de 805.309 francs, une somme de

45.995 francs, dont 28.344 pour droits de douane sur trente-cinq boucauds de café avarié (on reviendra sur ce dernier point). Restaient 759.314 francs ; d'où à retirer :

1° Gratification accordée aux veuve et héritiers d'un novice tué (en sus de ce qui revenait à celui-ci dans la répartition des parts), 2.238 francs. — 2° Même somme, dans les mêmes termes accordée aux père et mère d'un autre novice tué. — 3° Gratification accordée, toujours dans les mêmes termes, à un maître-charpentier, estropié, 1.679 francs. — 4° Commission des armateurs, à raison de 2 % sur le produit brut, sur les 805.309 francs, soit 16.106 francs. — 5° Perte sur la négociation des traites, à 1/2 %, sur le même produit brut, « les paiements ayant dû s'effectuer en papier », soit 4.026 francs. — 6° « Au capitaine du corsaire, pour lui tenir lieu du coffre du capitaine pris », à raison de 2 % sur les 759.314 francs précités, soit 15.186 francs. — 7° Au conducteur de la prise, 1/2 % sur lesdits 759.314 francs, soit 3.795 francs (39). — 8° Au greffier, 96 francs. — 9° Enregistrement, etc., 95 francs. — Impression de la présente pièce, 30 francs.

Tout cela déduit, restait 713.822 francs, dont un tiers à l'équipage, soit 237.940 francs, mais, décompte fait, ce fut ramené à 224.683 francs. Et les deux tiers aux divers intéressés en l'armement, qui s'élevaient à 475.881 francs, furent ramenés à 313.859 francs parce qu'il y avait eu une dépense anormale, savoir 46.180 francs pour « frais de réédification et armement dudit corsaire [la *Junon*] après son naufrage ». (Quant au versement à la Caisse des Invalides de la Marine, il se trouva être de 29.142 francs.)

En résumé, les 805.309 francs du produit brut laissaient à partager net $224.683 + 313.859 = 538.542$ francs ; il y avait eu 266.767 francs de frais et prélèvements divers. C'eût été quand même une très belle campagne pour l'équipage s'il n'y avait eu gâchage d'avances et d'acomptes. Pour les « intéressés », actionnaires et surtout armateurs, c'était un placement et une opération commerciale hors ligne. En effet, sans parler des cas, assez fréquents, où des corsaires furent capturés avant d'avoir fait aucune prise (40), une foule de campagnes de course eurent un bilan déficitaire pour les « intéressés (pour l'équipage, on l'a vu plus haut, un résultat lamentable). Ainsi, la deuxième course du *Renard* aboutit, pour les armateurs et actionnaires, à une perte de 37.874 francs (41). Ceux du *Spéculateur*, première course, perdirent 18.030 francs (42). On pourrait multiplier les exemples ; et M. Robidou résume ses conclusions, à ce sujet, à peu près comme suit : Deux tiers du bénéfice net de la course vont aux actionnaires, mais les frais absorbent la plus grande partie des bénéfices bruts. Et, en somme, le bénéfice total des commerçants

malouins, armateurs ou actionnaires, en vingt années ou presque, ne s'éleva qu'entre 15 et 20 millions de francs (43).

Ailleurs ou antérieurement, la situation était-elle moins mauvaise ? Elle était aussi mauvaise, ou guère s'en fallait. Pour Dunkerque, par exemple, plus d'une douzaine d'armateurs « ont réalisé de gros bénéfices » durant la guerre de l'Indépendance américaine, mais huit, par contre, sont en faillite » ; et ce n'est pas tout : M. Henri Malo ne dit rien des autres, si nombreux. Il est évident que leur position de bilan était intermédiaire entre celles des deux petits groupes susdits, que partie d'entre eux avaient eu des bénéfices plus ou moins médiocres ou nuls, que plusieurs avaient subi des pertes (44).

En somme, la guerre de course NE PAYAIT PAS, dans aucun port français, à aucune époque. Elle ne payait point la nation, ce qui importe. Ce qui n'importe guère, elle « payait » une minorité (la minorité seulement) d'armateurs et autres particuliers exceptionnellement habiles et chanceux, ou, cas de fréquence beaucoup plus considérable, « roublards » dénués de tout scrupule, ainsi qu'on le verra bientôt. M. Benaerts était fondé à écrire : « Les frais étaient si considérables, qu'il fallait à un corsaire des prises très lucratives pour que la société d'armement ne fût pas en perte et qu'il y eût quelques bénéfices à partager entre les intéressés. » Puis, donnant un exemple général : « En 1808, les prises se réduisent à treize pour dix-huit bâtiments, en 1809, à neuf pour seize bâtiments (45) ». Du reste, j'observe que cent soixante-dix navires anglais capturés, de 1803 à 1813, par cent cinquante-sept bâtiments corsaires malouins et servannais, cela ne représente, moyenne globale, guère plus d'une prise par bateau corsaire, en dix années, et une moyenne annuelle de dix-sept prises. Résultats obtenus par le centre maritime dont l'activité corsaire fut la plus grande. Ainsi, l'« enrichissement malouin par les corsaires », le « tort énorme causé à l'Angleterre commerciale par les prises des corsaires français », sont des légendes enfantines, contraires à la vérité autant que celle de la prétendue grande influence militaire de la course. Rappelons qu'en effet ce qui est vrai de l'époque impériale est vrai aussi, bien qu'à un degré moindre, de toutes les époques depuis 1692, et pour tous nos ports corsaires.

D'ailleurs, on oublie trop la contre-partie des prises qu'effectuèrent les corsaires français : les innombrables captures de navires marchands et de corsaires français, réalisées par les nuées de croiseurs et de corsaires anglais. En outre, comme ceux-ci prédominèrent de beaucoup, l'influence commerciale directe et indirecte de la guerre de course, c'est-à-dire la gêne apportée aux transactions maritimes, s'exerça incomparablement plus aux dépens de la France que de l'Angleterre. Le commerce maritime de celle-ci, à coup sûr très troublé, resta toujours fort

actif. Tandis que (en attendant la « décision » finale, invariablement accomplie sur terre) le commerce maritime de la France fût en très grande partie arrêté. Notamment sous Napoléon. J'en trouve chez M. Benaerts une preuve assez notable : de 1803 à 1813, les Malouins ne firent que sept armements commerciaux à destination lointaine ou demi-lointaine, pour la mer des Indes et pour nos colonies du Sénégal (46). Mais plus concluant est le fait que nos vrais grands ports de commerce d'outre-mer (Saint-Malo avait déjà cessé de l'être) (47) étaient dans un état de marasme effrayant. A cette époque et vers la fin de chacune des quatre guerres interminables du XVIII^e siècle, nos ports avaient lancé de vrais cris de détresse, en raison des effets produits par ce que je viens de signaler : la contre-partie de la course française.

5. *Moralité des armateurs.* — Dans l'industrie corsaire paraissent avoir sévi, plus qu'ailleurs encore (48), de ces procédés que l'histoire qualifie par l'expression aussi « consacrée » que lénitive : « abus » ; il est nécessaire d'en relever les principaux.

« L'armateur qui veut procéder à un armement en course commence par nommer un dépositaire, qui sera le trésorier et le procureur de l'armement. » Ce dépositaire reçoit donc « contre reconnaissance, l'argent des intéressés, avec lequel il subvient aux dépenses d'armement et de mise-hors des navires. » Comme « son droit de *deposito* » court depuis le début de l'opération jusqu'à la clôture du compte final, il « laisse passer plusieurs années avant de rendre ses comptes... Cet homme est généralement un commis du principal intéressé [presque toujours l'armateur], qui garde ainsi longtemps entre ses mains l'argent de l'armement et l'applique à son usage particulier. Le compte enfin rendu et la prise définitivement liquidée, la dépense est d'ordinaire si forte et la recette si faible, que les intéressés s'estiment heureux de retirer leur mise. On leur refuse communication du compte. Quand même ils l'auraient sous les yeux, ils n'y comprendraient goutte. Quel contrôle pourrait exercer, sur une dépense de magasinage, par exemple, datant de plusieurs années, un Parisien ou un Lyonnais qui a mis 100 pistoles ou 500 écus dans un armement ? (49). »

Ainsi s'exprimait, dans un Mémoire du 16 juillet 1711, M. de Valincour, secrétaire général de la Marine, que le chancelier de France avait chargé d'une enquête sur la course, en vue de la rédaction d'une ordonnance. Son rapport, écrit M. Henri Malo, qui l'a résumé, « est un tableau exact, complet et très vivant de la situation à cette époque » (50).

Après les lignes ci-dessus rapportées, M. de Valincour observe : « Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que le public se soit à la fin rebuté d'engager ses capitaux dans de pareilles opérations ? » Puis aussitôt viennent ces mots textuels : « Sans compter qu'il se passe

des friponneries énormes ». Et Valincourt continue comme suit (en résumé) : « Certains dépositaires montent les dépenses aussi haut qu'ils le veulent, sans rendre aucun compte. Ils spéculent sur l'augmentation ou la diminution du nombre des actions, suivant les nouvelles réçues de la mer. Par exemple : un dépositaire gouverne un armement dont le fonds supposé est de 800.000 livres, alors qu'en réalité il n'y emploie que 600.000, fournies par deux cents à trois cents actionnaires. Les vaisseaux étant en mer, si l'on apprend qu'ils ont fait une prise importante, le dépositaire augmente le nombre des actions jusqu'à concurrence des 800.000 livres, soit en recevant de l'argent des personnes qu'il veut obliger, soit en inscrivant sur la liste des actionnaires des noms d'emprunt, sans qu'il y ait d'argent versé... S'il apprend, au contraire, l'insuccès de l'armement, il se contente des premiers fonds, et la perte retombe sur ceux qui les lui ont fournis (51). »

Voici maintenant un passage qui explique pourquoi les matelots cherchaient à obtenir le plus possible comme « avances » antérieurement au départ et nouvelles avances en cas de relâche. C'est que « l'argent le plus liquide que ces gens retirent de la course est, comme par le passé, celui de leurs avances » (52). Mais un arrêt royal très postérieur, de 1763, est mieux explicatif :

Les « parts des hommes, on cherche à les soustraire à l'agiotage, et, avant tout, à faire que les hommes les touchent. Les armateurs doivent justifier qu'ils les leur ont versées, ou [les ont versées] au trésorier des Invalides, si personne ne les a réclamées » (arrêt du Conseil, 6 août 1763) (53). Il y avait un demi-siècle qu'un scandale avait éclaté (à Dunkerque au moins) à ce sujet (53 *bis*).

À l'époque révolutionnaire, la situation des matelots corsaires n'est aucunement améliorée, ni à l'époque impériale.

Au sujet des parts de prises, il faut lire dans Valin (*Commentaire sur l'Ordonnance de la Marine de 1681*, tome II, pp. 392 à 404) le récit fait et commenté par lui avec indignation de la tentative persistante, suivie longtemps d'un succès partiel, que firent les armateurs pour réduire les équipages, dans certains cas, à UN DIXIÈME (!) du produit net des prises AU LIEU DU TIERS que stipulait formellement, pour n'importe quel cas, la célèbre ordonnance. En 1758, le navire *Titon l'Africain*, de Bordeaux, avait fait une prise de plus de 800.000 livres. « L'ennemi ne s'était rendu qu'après une longue et vigoureuse résistance, de manière qu'une si riche capture n'était due qu'à l'intelligence, à la bonne conduite et à la bravoure extraordinaire du capitaine et de son équipage » ; alors que, s'il n'en avait pas été ainsi, « les armateurs auraient perdu 80.000 livres sur leur armement ». Mais, « comme la cupidité ne dit jamais : « C'est assez », ils considéraient moins les 200.000 écus que cet heureux événement

leur apportait que le profit qui revenait à l'équipage ». Ils résolurent de réduire celui-ci à un dixième, et les armateurs des autres ports émirent aussitôt même prétention. Au moment où Valin publiait son ouvrage, en 1766, les armateurs obtenaient encore gain de cause devant certaines amirautés, contre tout droit.

« Les plaintes des gens de mer affluent, mais ils ne savent à qui les adresser. On les renvoie de Caïphe à Pilate, du greffe du tribunal de commerce au commissariat de l'Inscription maritime, sans qu'ils puissent obtenir justice (54). »

Comme cela durait toujours, depuis des générations, il se produisit à la longue une exaspération latente qui — très exceptionnellement, d'ailleurs — éclata en petites émeutes.

« Le 16 fructidor an VII [lundi 2 septembre 1799], des matelots d'un armateur qui leur doit des parts de prises et ne les paie pas. Ils se fâchent, enfoncent les portes, prétendent couper la tête à l'armateur, menacent d'incendier sa maison et ses magasins. Le juge de paix [n'intervient pas pour obtenir leur dû, mais] les fait incarcérer. Ils brisent les portes de la prison et forcent la garde. On appelle contre eux du renfort. Jetés dans une prison solidement close, on les y tient jusqu'à l'appareillage de leur corsaire (55). » On ne dit pas s'ils reçurent enfin ce qui leur était dû.

A l'époque où fut interdit l'embarquement, sur les navires corsaires, de presque tous les marins figurant sur les registres de l'Inscription maritime, comme bons pour le service, les armateurs eurent l'ingénieuse idée d'embaucher quand même de ces hommes-là, attendu qu'alors les choses se passaient comme suit :

« L'armateur ne porte pas au rôle d'équipage les inscrits frauduleusement engagés et qui, par suite, n'ont aucun recours contre lui ; ils ne touchent point leurs parts et, si leur embarquement clandestin se découvre, ils vont en prison par surcroît (56). »

Napoléon lui-même ne put exercer une répression très efficace de ces procédés et de bien d'autres. Au XVIII^e siècle, la monarchie était restée également impuissante ; M. Henri Malo, partisan de la course, mais sans illusion aucune sur le monde corsaire, écrit à ce sujet : « Les actes royaux ont beau tisser de plus en plus serrées les mailles de la réglementation de la course, les abus passent au travers (57). » Et il en fournit des preuves nombreuses dont il y a nécessité de reproduire encore quelques-unes, car la littérature corsaire a systématiquement laissé tout cela dans l'ombre. On peut constater, d'ailleurs, que la plupart des faits rapportés ici contribuent aussi à éclairer divers côtés de

l'histoire générale ; aussi les ai-je extraits volontiers des deux volumes si touffus de M. Malo.

« Vers le milieu du XVIII^e siècle, pour recruter des actionnaires, les armateurs lancent dans le public des polices d'armement de plus en plus alléchantes ; mais, même si la course est fructueuse, les actionnaires voient de moins en moins la couleur des intérêts de leurs capitaux, et souvent ne revoient plus les capitaux eux-mêmes. L'armateur porte en compte un prix d'achat très élevé pour le navire et un prix de revente infime... Il réalise ainsi, en plus de sa commission, un bénéfice considérable, qui préjudicie aux Invalides de la Marine, aux intéressés et aux équipages. Nul de ceux-ci ne peut discuter les prix de l'armement... et il devient courant que, même lorsque le corsaire est de bon rapport, les dépenses d'armement absorbent le produit des croisières. On a beau exiger que l'armateur justifie le prix d'achat des marchandises qu'il fournit, ou que ce prix soit établi à dire d'experts si l'armateur en est propriétaire, la situation ne s'améliore pas ». Etc. (58). En somme, même état de choses que constatait M. de Valincour aux débuts du siècle pour tous les ports.

Mais voici qui concerne les agissements de certains actionnaires :

La prise de l'*Ackerman* par le *Maraudeur*..., le 8 mars 1759, donne lieu à des procédures qui soulèvent un coin du voile couvrant les agissements des gens d'affaires. La prise valait 700.000 à 800.000 livres. Le jugement de l'amirauté de Dunkerque la reconnaît valable, mais il y a, naturellement, appel de la sentence au Conseil des Prises. Pour ne pas encourir les risques du litige et des dommages-intérêts qui peuvent s'ensuivre, un actionnaire, Robert Delattre, cède à Robert Coppens, pour 300 livres, son cent vingt-huitième d'intérêt dans le corsaire. Un autre actionnaire, Emmery, vend aussi son action, mais, alors qu'il s'est montré l'un des plus ardents à réclamer la confiscation de l'*Ackerman* avant cette vente, c'est lui maintenant qui se porte réclamateur de la prise devant le Conseil ! Les factums adverses expliquent cette contradiction par une forte somme que les Anglais auraient versée à Emmery... L'un des plus extraordinaires aventuriers de ce siècle, qui en compta de notoires, le comte de Saint-Germain, en mission occulte à Amsterdam pour M^{me} de Pompadour et au grand déplaisir de Choiseul, glisse dans une de ses lettres à la favorite un paragraphe qui la supplie d'intervenir au jugement : il a, prétend-il, 50.000 écus dans l'*Ackerman*, et jure ses grands dieux que la prise est parfaitement injuste (59).

D'autre part, on signale alors une recrudescence de la contrebande par les corsaires :

« Les facilités données par le roi pour l'écoulement des marchandises de prises font naître un nouvel abus : des armateurs chargent sous voiles ou en pays étrangers des marchandises anglaises, qu'ils importent ensuite comme marchandises de prises (60). »

Et il y eut parfois, en ce genre, des perfectionnements remarquables :

« Sous l'Empire, sept armateurs de Calais, de connivence avec les Anglais, arment des navires qu'ils sont convenus de faire prendre ; ils exportent de cette façon chez l'ennemi des marchandises du cru du pays. La perfidie de ces armateurs est si peu ignorée que, chaque fois qu'ils mettent un vaisseau en mer, des paris s'ouvrent publiquement qu'il sera pris le lendemain, ce qui ne manque jamais d'arriver (61). »

Toutefois, par excès d'âpreté aux gains illicites, ces hommes si rusés se laissaient « rouler » parfois assez facilement par des aigrefins :

« Les armateurs, à leur tour, deviennent les dupes de spéculateurs sans état, qui n'ont d'autre existence que celle qu'ils doivent à l'intrigue. Au lieu de s'adresser aux pouvoirs publics, ils [les armateurs] passent par ces intermédiaires, qui les grugent (62). »

Ils auraient dû pourtant se défier, puisque, bien des années auparavant déjà, en plein XVIII^e siècle, on pouvait observer que :

« Quand on voit les détenteurs réguliers des lettres de marque [les armateurs] exiger de l'argent des capitaines pour leur confier le corsaire désigné sur la lettre, les capitaines en exiger de leurs subordonnés sous prétexte de leur obtenir des brevets d'officiers ou sous menace de leur retirer ceux déjà accordés, on ne s'étonne pas que des escrocs se prétendent chargés par le gouvernement de faire des armements et de lever des compagnies de volontaires ; ils tirent de l'argent des dupes (63)... »

Achevant de donner au capitaine un dangereux exemple :

« Le premier soin qu'un armateur prend est de recommander à son capitaine de s'emparer de tout ce qu'il trouve, d'éviter l'occasion de se battre. Le capitaine a le même intérêt que l'armateur. Il arrête un navire : l'ennemi exhibe ses papiers, qui sont fréquemment des connaissements falsifiés ; sommé de donner une somme de « tant » pour la rançon, il marchande, offre le sixième de la valeur de son chargement... Le capitaine « preneur » accepte l'offre, convient du temps dans lequel l'ennemi devra atteindre sa destination, fait le difficile pour le terme. Pour l'adoucir, on lui glisse des présents et de l'argent » ; on lui laisse emmener un officier comme otage. D'ailleurs, ce système des rançons n'affaiblit guère l'ennemi ; et « les Anglais ont découvert un moyen infaillible de ne pas les payer : ils laissent l'otage en prison ; comme l'armateur » adverse « en supporte les frais, l'otage finit par être renvoyé » (64).

Malgré certain proverbe, il arrive parfois que des armateurs se dévorent entre eux ; et cela peut même tourner à la farce :

« A la fin du premier Empire, plusieurs armateurs, Deschodt, Kenny,

François et Benjamin Coffyn, Gaspard, Réaut, sont associés pour se rendre réciproquement service, sous le titre de « Reciproquos » et armateurs du corsaire la *Réciprocité*. Deschodt est le principal intéressé dans l'affaire ; il est sous-préfet de Dunkerque ; depuis qu'il a reçu la croix de la Légion d'honneur, on l'appelle M. le Chevalier. Kenny, armateur, et fournisseur de la Marine pendant la guerre d'Amérique, est devenu maire de Dunkerque et baron de Kenny. La *Réciprocité* fait cinq prises ; les deux plus riches, conduites en Danemark, donnent lieu, naturellement, à un procès. » Alors, sauf Deschodt, qui enrage d'être retenu à Dunkerque par sa fonction, les « Reciproquos » entreprennent, aux frais de l'association, moult voyages et démarches. Le baron de Kenny se distingue par une fantastique note de frais au cours d'un interminable séjour à Paris. En somme, dépenses de voyages, 40.000 francs. « Tous les abus signalés par Valincour dans son Mémoire de 1711 subsistent, plus vivaces et plutôt aggravés, à cent ans de date. La croisière de la *Réciprocité* est de juin-juillet 1810 ; elle rapporte 582.762 francs. En juin 1820, à la suite de la liquidation générale, et non encore définitive, Deschodt réclame à Kenny, co-intéressé pour sept quarantièmes, la somme de 233 fr. 34. Près de 600.000 francs de recettes laissent, en fin de compte, un déficit (65). »

6. Moralité des états-majors. — Je n'insisterai pas, au présent paragraphe : le sujet est beaucoup moins mal connu qu'en ce qui concerne les armateurs, et du reste on va trouver plus loin, en divers endroits, de nouveaux traits. Il suffit de rappeler sommairement, ici, comme se comportait très souvent l'état-major, capitaine en tête, en qualité de représentant des intérêts commerciaux de l'armement.

Les états-majors suivaient de leur mieux les exemples donnés par les armateurs. Le pillage des captures, des prisonniers eux-mêmes, et maintes autres malversations, restèrent toujours fréquents, malgré les nombreux efforts pour les empêcher. Un cas des plus curieux est l'affaire du capitaine américain Nathaniel Fanning et de son complice, l'officier Potter, au cours de la guerre de l'Indépendance ; mais il serait dommage de la résumer, je renvoie le lecteur au récit de M. Malo (66). Vers le milieu du siècle, pourtant, on avait fait, semble-t-il, un gros effort pour en finir avec ces habitudes ; alors, « on veille à ce que les armateurs ne soient pas frustrés par les capitaines, qui ont une tendance à vendre en haute mer et à vil prix les prises, moyennant une somme donnée de la main à la main » (67). Mais « les capitaines encourent très rarement les pénalités prévues » ; dans ce cas comme dans les autres, presque toujours ils y échappent avec facilité. Leurs officiers aussi. « L'officier le plus exposé à la tentation est celui qui visite les neutres et les prises [ou qui conduit ces dernières] : s'il oblige, le pistolet à la main, le capitaine pris, à signer un papier reconnaissant que nul ne lui déroba le moindre objet, cette violence se prouve difficilement... Ces traits n'auraient d'ailleurs rien de particulier à Dunkerque ni

à la France ; et Plucket raconte avec verve la visite d'un navire marchand, qu'il montait, par des officiers anglais qui en emportèrent de « palpables souvenirs » (68).

II

LA VALEUR MORALE ET SOCIALE DES ÉQUIPAGES CORSAIRES ET DE LEURS ÉTATS-MAJORS

1. *Les capitaines, les équipages.* — Un des meilleurs récits d'Auguste Jal (69) est celui qu'il intitula *La Vie en poste* (70). Vie que menaient, pendant leurs séjours à terre, les équipages entiers. Ledru, le « héros » mis en scène avec tant d'humour, c'est en apparence le matelot seulement, en réalité le matelot et l'officier. Encore Jal a-t-il — beaucoup trop — laissé dans l'ombre les aspects répugnants. Fruste à tous égards comme un matelot de l'époque, Ledru se trouve du reste miraculeux possesseur d'une somme que seul un officier, plutôt un capitaine, était susceptible de recevoir (avances et acomptes déduits) après une course exceptionnellement fructueuse. Quant à la manière de vite gâcher l'argent reçu, elle était à peu près identique de la part des matelots et des officiers, capitaines compris (beaucoup de ceux-ci sortaient du rang). Jal, dans les notes annexées au récit *La Vie en poste*, s'il rend justice à la « probité » et au « brillant courage » de « quelques officiers corsaires » du xix^e siècle, condamne très rudement la guerre de course et nous renseigne exactement sur un corsaire malouin, relativement très peu connu, dont le caractère et les habitudes ont contribué beaucoup à camper le type de son Ledru. Il s'agit du capitaine Niquet, de son vrai nom Joseph Pradère-Niquet.

« Niquet, homme d'une autre espèce que Surcouf, était bien plus selon les idées que l'on se fait du corsaire ; la taille seule manquait... ; il était petit, de chétive apparence, laid. Nul, à voir ce frêle corps, n'y aurait logé une âme ardente. Il était cependant d'une rare intépidité. » Et là-dessus, Jal raconte la capture, par Niquet, avec le simple lougre le *Spéculateur*, muni de cinq canons, d'un navire anglais corsaire qui portait dix-huit bouches à feu. Hardiesse forcée, d'ailleurs, — à moins de se rendre, — puisque Niquet s'aperçut trop tard que ce bâtiment n'était pas un paisible bâtiment de commerce. Il l'enleva bravement, et avec habileté, à l'abordage. « Niquet aimait beaucoup la vie joyeuse et dissipée ; c'était dans la force du terme ce que les marins appellent un « cheniqueur », buveur de liqueurs fortes [de « schnick », d'où « schnicker » ; argot]. Tant qu'il n'avait pas fait de belles prises, il battait la mer, furetait dans toutes les petites criques, faisait, en un mot, admirablement son métier de corsaire. Mais était-il à même de satisfaire ses passions, on ne pouvait plus le faire

embarquer ; il se livrait avec délices à toutes les voluptés d'une orgie perpétuelle et ne songeait à la course que lorsque sa bourse était à peu près à sec. »

Boisson et débauche sexuelle, gâchage d'argent stupide (71) autant que malpropre, c'était en effet la coutume invariable de presque tous les membres de tous les équipages corsaires, depuis les novices jusqu'aux capitaines. Mais les corsaires se livraient très souvent à des excès plus graves, du moins par leurs conséquences immédiates. M. Corre en donne un exemple individuel de l'année 1712 et un collectif de 1745. Le premier concerne le capitaine Vié, de Nantes. « On sait qu'après la paix le capitaine Vié alla prendre du service dans les marines de Gênes et de Venise. Ses biographes n'ont semblé voir dans son expatriation que le besoin de satisfaire une activité professionnelle devenue sans objet en France. Il est vraisemblable que la détermination de Vié ait eu un autre motif, d'après certain passage d'une lettre du ministre de la Marine à l'intendant de Brest, du mois de mai 1712, que j'ai découverte aux archives de l'ancienne intendance. Vié était un bon marin, un hardi capitaine ; mais [je souligne], *comme un grand nombre de ses pareils*, il ne se piquait point d'une haute moralité, ne se privant point à terre de *plaisirs brutaux et crapuleux*. Dans une relâche du *Luzançay* à Brest, il commit de graves désordres chez une dame Duparc, à la requête de laquelle il fut poursuivi au criminel. Le ministre s'informe s'il est vrai qu'il eût été rendu contre ce capitaine et ses complices *une condamnation à mort* (72). « Ce qui laisse bien deviner l'extrême gravité des actes commis.

Et voici le deuxième exemple, de 1745, relatif aux désertions en masse, fréquentes parmi les équipages corsaires. Sur une première liste de 562 noms du premier armement du corsaire *Elisabeth*, gros bâtiment armé à Nantes et commandé par un enseigne de la marine royale, l'auteur a relevé la mention de 106 déserteurs. C'est que le « recrutement des équipages de course comprenait des individus de moralité très bigarrée. A un grand nombre, l'engagement ne tenait guère à cœur, les avances une fois touchées et la terre exerçant une irrésistible attraction sur des gens aux goûts grossiers. Au moment du départ, il y avait toujours des absences, et aux relâches les abandons du navire se multipliaient » (73).

On a vu plus haut (I, 5) à quel point on doit reconnaître aux matelots des circonstances atténuantes, à cet égard notamment. De façon générale, il convient d'incriminer le mode insensé de recrutement et de traitement des hommes, sous l'Ancien régime, pour la marine (non régulière, surtout) comme pour l'armée de terre. Il faut aussi tenir compte de leur absence d'instruction et, fait plus grave, d'éducation ; ainsi que des néfastes exemples donnés par presque tous ceux qui, professionnellement ou non,

étaient au-dessus d'eux dans l'échelle sociale ! Ne pas oublier, enfin, qu'on était à l'époque des guerres très rapprochées et très longues, de la traite négrière, des vastes contrebandes incessantes. Tous phénomènes sociaux essentiellement démoralisateurs.

A l'époque napoléonienne, les mêmes causes produisent les mêmes effets. On y doit ajouter l'excessive pénurie d'hommes, par suite de la consommation qu'en fit l'empereur. Pénurie qui, depuis la guerre d'Espagne, contraignit à force expédients, pour la course surtout. Car les autorités ne toléraient plus les infractions à la défense d'employer là (excepté pour l'état-major et la maintenance, aussi les renforçait-on !) des hommes figurant sur les rôles de l'inscription maritime, qui d'ailleurs « allait fournir son contingent disponible aux armées de terre » (74). Mais celles-ci accaparaient tout ce qui pouvait faire campagne ou servir dans les places fortes et dans les services auxiliaires. Les armateurs-corsaires étaient réduits à enrôler, comme Français, des hors d'âge, même terriens, et à « compléter leurs équipages en faisant appel aux marins étrangers ».

Cet « appel » ressemblait quelque peu au système anglais de « la presse ». Parmi les étrangers, « les uns étaient des prisonniers faits » par nos corsaires « et appartenant à des nations neutres, ou se donnant comme tels ; les autres provenaient des dépôts de prisonniers de guerre. Ils étaient conduits à Saint-Malo par la gendarmerie, inscrits dans les bureaux du commissaire général de la police, qui leur délivrait des permis d'engagement à bord de tel ou tel corsaire en partance. La grande majorité » se composait d'Espagnols et de Portugais ; le reste était américain, prussien, russe, etc. « Le nombre de ces engagements étrangers ne cessa de s'accroître de 1810 à 1813. Ils affluaient dans Saint-Malo surtout au moment des préparatifs de la grande course d'hiver, de juillet à octobre. » Leur séjour en cette ville et dans la région, « malgré les précautions de la police, donnait lieu à des scènes de désordres. Le sous-préfet de Saint-Malo était parfois obligé d'écrire au colonel commandant d'armes pour lui demander d'organiser de fortes patrouilles non seulement dans les deux cités [malouine et servannaise], mais jusqu'à Paramé, et aux communes voisines de la Rance, comme Dinard et Pleurtuit » (75). L'expression « scènes de désordres » est, il est vrai, dénuée de précision, comme « graves désordres » à propos des actes reprochés au capitaine Vié en 1712 ; c'est la reproduction d'un édulcoré verbiage administratif. Mais le contexte, ici encore, implique bien qu'il s'agit de brutalités sauvages, de turpitudes et de scélératesses.

En ce qui concerne le gâchage d'argent et, d'autre part, les moyens de remplir vite une bourse plate, je rappellerai que l'usure était largement usitée, surtout aux dépens des matelots et autres

subalternes, que *mangeaient* des parasites comme le « marchand d'hommes » et « l'hôtesse », abjects complices. « Ces parasites redoublent de rapacité pendant les époques de guerre quand ils savent que les parts de prises faites sur l'ennemi viennent grossir le pécule du marin. En 1781, le Parlement de Rennes reçoit des plaintes sur l'agiotage dont les matelots de Lamotte-Picquet sont victimes. « Ces agioteurs, écrit-on, achètent d'avance et à vil prix, auparavant qu'on puisse les apprécier, ce qui peut revenir à chaque homme sur les prises opérées en mer. Les matelots, presque toujours empressés d'avoir de l'argent comptant, cèdent toutes leurs prétentions ; et celui dont la part, arrêtée justement, pourrait monter à 500 ou 600 livres, n'en touche souvent, par l'effet de ces nombreux marchés, que la cinquième ou la sixième partie ». En 1784, le Parlement de Rouen est saisi de plaintes semblables (76). Tous les marins sacrifiaient aisément leurs intérêts pécuniaires les plus immédiats — et ceux de leurs familles ! — à la fureur de se vautrer au plus vite dans les orgies dont je me borne à donner quelque idée.

Tout ce que l'on vient de constater pour les ports d'armement corsaire en général, en particulier pour Nantes, Saint-Malo et Saint-Servan, est vrai aussi en particulier de Dunkerque, ce port qui mérita, comme la ville malouine, le surnom de cité-corsaire. Ici encore, la documentation ne confirme pas simplement celles dont j'ai déjà fait usage : elle les complète de façon typique, surtout pour ce qui concerne les états-majors. Et, sauf une ou deux particularités locales, ces nouvelles preuves documentaires sont valables, comme les précédentes, pour tout autre port corsaire.

A Dunkerque, un siècle plus tôt qu'à Saint-Malo, les équipages corsaires étaient déjà bien mêlés de nationalités diverses ; de là une cohésion précaire. Il faut aussi tenir compte : d'abord, de tout ce que j'ai indiqué plus haut : mode de recrutement et de traitement des hommes, etc. ; puis du fait que sous l'Ancien régime la trop manifeste inégalité des conditions créait une ambiance d'antisolidarisme. A l'époque seulement des vastes espérances sociales suscitées par la Révolution, les classes inférieures se sentirent vraiment et profondément « patriotes ». Au début du XVIII^e siècle, elles étaient loin de cet état d'esprit. J'ajoute que chez les marins existaient des tendances professionnelles cosmopolites. Pour ces nombreux motifs, il se produisait de fréquentes désertions, quelquefois en masse, même parmi les Français. Et quand on peut arrêter ceux-ci, on « prétend employer la persuasion pour les décider à revenir en France. Pontchartrain n'en demande pas plus, de crainte que l'emploi de la force, pour les contraindre, ne les décide à émigrer en Hollande ou en Angleterre », c'est-à-dire à l'ennemi. En fait, « les hommes capturés par un navire de guerre ennemi y prennent souvent parti, sans

qu'on les presse beaucoup. Du reste, à cette époque, janvier 1707, la plupart des troupes expédiées en Portugal par l'ennemi se composent de Français pris à Hochstedt et au forçement des lignes de Flandre » (77).

Naturellement, les actes de mutinerie n'étaient pas une rareté en un tel milieu, bien qu'en général ils fussent réprimés aussitôt, avec les procédés expéditifs d'alors. M. Malo en rapporte des cas fort graves, mais ce sont faits connus, j'en signalerai donc un seul, qui porte bien la marque de l'époque : un bosseman saute sur la barre et s'écrie : « A moi ! les enfants ! Je suis capitaine, nous ferons la course en fourbans » (*sic*). On eut peine à éviter la catastrophe (78). Les actes de brutalité, c'était commun non seulement à l'égard des mousses et des novices, mais des matelots, et entre les matelots eux-mêmes, parfois jusqu'à la sauvagerie (79). Quant aux souleries, ce fut courant partout et à toutes les époques. Un exemple de la grande orgie avant le départ. Il s'agit des huit cents hommes d'une escadre de cinq navires commandés par Royer, pendant la guerre de l'Indépendance américaine. « Traiteurs, hôteliers, tenanciers d'auberges et de bouges sont les plus achalandés. Huit cents hommes dépensent jusqu'au dernier sou les 231.496 livres qu'ils viennent de toucher », depuis les matelots, volontaires, « soldats de Chartres et du Rouergue », jusqu'aux « officiers-majors vêtus avec recherche » (80). Et ici M. Malo aurait pu noter que, en croisière, lorsqu'il y avait combat, le vin et l'alcool coulaient à flots, car, écrivait en 1757 la chambre de commerce de La Rochelle : « Il faut... enlever à leurs réflexions une foule d'hommes qui frémiraient du péril s'ils le voyaient de sang-froid. Le feu commence ; alors le vin, l'eau-de-vie se répandent dans tous les postes ; on porte sur le pont les tonneaux ouverts. Et, après le combat, la joie de la victoire et l'ivresse du succès les prodiguent encore avec plus de profusion (81). » Triste moyen, bien qu'en l'espèce il fût sans doute nécessaire pour obtenir un courage factice. Il avait pour conséquences de déterminer une excitation alcoolique qui, ajoutée à celle du combat, explique les actes de sauvagerie pendant et après les luttes qui suivaient les abordages ; de déterminer aussi un accroissement de passion pour les beuveries de vin et d'alcool.

2. Les états-majors. — Les états-majors méritent les mêmes critiques que leurs équipages. Avec des circonstances très aggravantes. En général, les officiers avaient reçu un peu d'instruction et un léger vernis d'éducation ; ils étaient incomparablement plus rétribués, logés de manière convenable, fort bien nourris ; ils n'avaient pas à redouter les sévices, immérités ou non, souvent exercés par eux sur leurs subalternes. Quand même, ils donnaient aux équipages l'exemple de tous les écarts de conduite.

Durant la guerre de la Succession d'Espagne, certains officiers s'engagent dans la Flibuste, reviennent ensuite de Saint-Domin-

gue « chargés de piastres et de matières d'or et d'argent », dont ils passent en fraude une grosse part. Beaucoup d'autres font la contrebande, celle des laines surtout, entre l'Angleterre, Boulogne et Calais. Même observation est faite, en pire, au sujet des smoggeurs (contrebandiers) anglais, irlandais, écossais, qui passaient en fraude, notamment, de l'eau-de-vie : enrôlés, durant la guerre de l'Indépendance américaine, comme corsaires et comme espions, ils servirent et trahirent les parties adverses simultanément (82). A terre surtout, il s'élève entre officiers des querelles fréquentes, occasionnées très souvent par des discussions entre joueurs. Disputes dont beaucoup avaient une issue sanglante (83).

Mais ils sacrifiaient aussi leur temps et leurs gains de toute nature à la boisson et à la débauche sexuelle. A la veille du départ en course, c'était pour eux, comme pour tout le reste de l'équipage, l'orgie outrancière, débraillée, grossière et stupidement extravagante. Le cas que je viens de rapporter ci-dessus au sujet des huit cents hommes de Royer se renouvelait dans tous les ports d'armements corsaires ; les orgies recommençaient aussi à chaque relâche, à chaque liquidation de campagne, pourvu que l'équipage reçût des acomptes ou un règlement définitif même médiocre, ou bien, à défaut, de l'argent usurairement prêté sur les bénéfices futurs. Enfin, on eut parfois (non toujours, certes !) connaissance d'actes de brutalité, voire de sauvagerie, commis par des capitaines anglais et français les uns sur les autres et sur les équipages (84).

Quant aux *officiers du Grand-Corps*, mis en service et en général imposés sur des bâtiments corsaires, les armateurs « n'ont pas confiance dans les officiers du roi ». Ils connaissent l'état d'esprit de ces aristocrates, qui causeront la mort de Thurot en 1760 et l'insuccès de son expédition ; qui manqueront causer en 1782 la perte de Suffren ;... ils feront perdre à ce grand marin les plus beaux fruits de son admirable campagne. Ces événements donnent le ton d'une prophétie à cette phrase d'Héguerty, du 13 mars 1745 : « Soyez persuadé que les officiers de la marine qu'on emploierait dans cette expédition seraient au désespoir de se voir commandés par des particuliers tirés du commerce, et seraient capables, si le succès dépendait d'eux, de la faire échouer (85). » Au cours de l'expédition de Thurot en 1759-1760, en effet, et après sa mort même, la conduite des officiers du Grand-Corps fut infâme et panachée de prétentions bouffonnes (86).

III

LA COURSE
ET LES RELATIONS INTERNATIONALES

« *La course aigrit les peuples en ruinant les particuliers.* »
(KERSAINT, mai 1792.)

1. *La haine. Sa croissance. Comment perpétuée.* — La pensée que je viens de transcrire en épigraphe fut émise, le 1^{er} mai 1792, à la veille du commencement des guerres, par Armand de Kersaint, député de Brest à la Législative, dans un rapport par lequel il demandait à l'Assemblée qu'elle décrêtât l'abolition de la course maritime (87). Elle s'y détache lumineusement et se suffit presque à elle-même. Essayons toutefois de dégager le contenu de cette pensée sur le sujet précis qu'elle a seulement évoqué au passage.

N'importe quelle guerre est créatrice de haine ou de renforcement et de prolongation de haine entre deux ou plusieurs peuples, et, par suite, d'incompréhension mutuelle. Régression en soi, elle est génératrice de régressions multiples, morales et intellectuelles, politiques, économiques et sociales. Mais quand, à la guerre par les armées « régulières », s'est ajoutée la guerre de course, celle-ci a toujours eu pour effet d'exacerber davantage les haines internationales. Le fait est vérifiable aisément pour chaque époque, depuis celle de la marine à voiles jusqu'à celle des sous-marins, mines immergées, avions, etc. Et l'on constate une recrudescence de sentiments haineux proportionnée à la durée des guerres, aux progrès de la puissance d'action de la course, à l'accroissement du bien-être général, enfin aux premiers progrès « sentis » d'interdépendance des phénomènes économiques. Expliquons-nous.

Les non-combattants (jadis), s'ils n'étaient pas sur l'un des théâtres des hostilités terrestres ou à proximité, ne pouvaient être atteints directement, dans leurs biens, par l'action des armées régulières. Tandis que le pouvaient être, par la guerre de course, tous les combattants et non-combattants qui avaient un intérêt dans la cargaison d'un navire ou dans le navire lui-même. Tandis que l'étaient fatalement par elle, par la guerre de course, tous les combattants et non-combattants sans exception, hommes, femmes et enfants, puisque obligés de surpayer, à un degré ruineux, certaines denrées et une foule d'autres produits nécessaires soit à leur existence, soit à leurs besoins industriels ou de ménage. Exemple : en France, sous Napoléon I^{er}, le sucre était à 6 francs la livre, en raison de l'intercourse maritime franco-anglaise, qui renforça (et que renforcèrent) puissamment les effets du blocus continental et des répliques anglaises à ce blocus. Et, naturellement,

souffrances analogues en Angleterre, — et partout du plus au moins.

Et plus la guerre de course, compliquant et aggravant ainsi en proportion redoutable la guerre « régulière », était prolongée, plus s'accroissait la haine et plus elle était tenace. Elle s'accrut aussi avec l'augmentation du bien-être général. La capacité de souffrance est en effet directement proportionnelle, chez presque tous, à l'affinement de sensibilité que déterminent les progrès du bien-être matériel et ses répercussions physio-psychologiques. A l'époque napoléonienne plus que durant les guerres du Moyen âge, plus même que pendant la guerre de Sept ans, la souffrance était ressentie avec davantage d'acuité, davantage de persistance.

Puis l'interdépendance des phénomènes économiques d'une nation à une autre commençait à s'étendre. De sorte que le malaise économique international, dès lors, se répercutait vite. Or, on n'était pas encore au point de civilisation qui devait amener une minorité notable à conclure : donc il faut des ententes internationales, dans l'ordre économique et dans tous les ordres d'idées. Avec simplisme, on se bornait à mettre sur le dos du voisin la responsabilité de tout le mal et de toutes ses répercussions.

Au cours du XVIII^e siècle, la course est en régression de plus en plus. Au siècle précédent, on l'avait réglementée, on avait obtenu d'elle une certaine discipline, parce que vraiment on y tenait. Il est visible qu'au XVIII^e siècle, partout on lui lâche la bride, tantôt sournoisement, tantôt avec un cynisme déguisé et brutal. Elle tend à retourner vers ce qu'elle était jusqu'au XVI^e siècle : une guerre anti-« régulière » très fortement mêlée de contrebande et d'actes piratiques. D'où résulte une exaspération des sentiments internationaux haineux.

Pendant la guerre de la Succession d'Autriche, les Dunkerquois sont fraîchement accueillis en Hollande. « Près de deux cents ans de lutte ne s'effacent pas aisément [d'autant moins que ce furent des siècles de deuils et de pertes privés, même chez les vainqueurs définitifs], et les Anglais [qui, comme les Hollandais et les Français, avaient eu leur part de souffrances et de pertes individuelles] ravivent ces souvenirs (88) ». On n'oubliait pas, non plus, en France, que les prisonniers corsaires avaient été abominablement traités, durant la guerre de la Succession d'Espagne, en Hollande, en Angleterre aussi, — où leur sort avait ému même même des négociants ; et qu'en ce dernier pays ils continuaient à l'être de même façon. On n'oubliait pas, en Angleterre ni en Hollande, que les prisonniers corsaires en France, traités moins inhumainement que les prisonniers français ne l'étaient dans ces deux pays, s'y trouvaient pourtant en situation pitoyable ; ceux surtout qui, de religion protestante, résistaient aux objurgations d'un prosélytisme forcené (89).

Au début de la seconde moitié du siècle, les innombrables hosti-

lités commises en pleine paix par les Anglais, couronnées par le guet-apens ouvertement piratique de l'amiral Boscowen (8 juin 1755), aboutirent à l'affreuse guerre de Sept ans, déclarée par le gouvernement anglais le 13 mai 1756. (Louis XV, désireux de tranquillité personnelle, n'avait pas voulu la déclarer.) Pendant cette guerre, plus encore que durant les précédentes, les belligérants en prirent à leur aise à l'égard des pays neutres, au moyen de leurs corsaires surtout, et les pays neutres firent volontiers de la contrebande avec les corsaires.

En Norvège, les Anglais enlèvent, entre autres navires, un petit corsaire dunkerquois. D'autre part, le capitaine du corsaire guernesiais *Royal Georges*, Richard Lequesne, « ne se gêne pas pour piller les navires rançonnés déjà, et les corsaires de Douvres s'avisent d'exiger un droit de passage de tous les navires neutres. Ce dernier trait est particulièrement sensible aux négociants dunkerquois. » En effet, « maintenant qu'ils ont relevé le commerce et la pêche, ils usent du procédé classique pour protéger leurs navires, ils les déguisent en neutres. Jacques Coppens envoie sur les côtes de Laponie des pêcheurs sous pavillon autrichien, ici pavillon de Bourgogne. Il fait construire à Stettin le *Caumartin* et le charge de marchandises apparemment destinées pour l'Espagne et même pour Londres. Il recommande à son correspondant de n'y embarquer que très peu de canons, de masquer les sabords, et conclut en toute simplicité : « Il faut que cela soit fait en sorte que vous puissiez, en cas de besoin, faire le serment que le navire est pour votre compte. » Ces procédés ne sont pas blâmés en haut lieu ; au contraire, « le roi approuve cette navigation..., les amirautés ne perçoivent pas le droit d'ancrage sur les navires masqués appartenant à des négociants français » (90).

Enfin, au sujet de la guerre de l'Indépendance américaine, je signale sans m'y arrêter — ce serait long — la duplicité assez répugnante des trois gouvernements, américain, français, anglais, et de leurs ressortissants : armateurs et capitaines corsaires, et agents de tout ordre (91).

Ainsi, le XVIII^e siècle ne cessa de piétiner le droit des gens, en ce qui concernait (surtout) les relations maritimes. Naturellement, les souffrances de toute nature furent immenses. On sait que, du point de vue économique, la guerre au commerce par mer eut une terrible influence directe, accompagnée de répercussions multiples autant que néfastes, immédiates et médiate, sur l'économie européenne et mondiale. Les taux des primes d'assurances maritimes, au cours de chaque guerre, sont très suggestives à cet égard. J'ai noté, presque au début (« Aperçu du côté militaire »), qu'à Nantes, en 1744, on ne trouvait même plus à assurer « pour un sol » les navires, à mettre en mer. On pourrait multiplier les exemples analogues. Les taux d'assurances montèrent, dans tous les ports de France, jusqu'à 50 et 70 % quand les navires de com-

merce n'étaient pas convoyés (92). Mais plus significatif encore est le fait qu'en Angleterre, dont les marines de guerre et de course étaient pourtant si redoutables, les primes d'assurances londoniennes atteignent en octobre 1778 « 52 guinées et demi % pour les navires retour des colonies dans un port du Ponant, et 78 guinées % pour ceux qui font leur retour dans un port de la Manche » (93). On s'explique les rancunes persistantes — d'ailleurs aveugles quant aux raisons profondes — que soulevait partout un tel état de choses ; combien la course, suivant le mot de Kersaint, aigrissait les peuples en ruinant les particuliers. Et les rancunes s'exaspérèrent à nouveau à l'époque napoléonienne, surtout des deux côtés de la Manche, encore en très grande partie par suite de la continuité de la guerre de course. De tout cela il est résulté, notamment entre l'Angleterre et la France, des générations durant, une antipathie et une incompréhension réciproques, au grand préjudice de la future civilisation véritable.

2. *Le dégoût général de la course.* — De là aussi cet autre résultat, acquis également depuis nombre de générations : chez toutes les nations, les classes populaires et semi-populaires surtout n'ont plus admis la légitimité de la course. Par défaut d'instruction, par vague sentimentalisme belliciste atavique, davantage par goût du panache et plus encore de « l'irrégulier », elles admirent à l'occasion les légendaires exploits tapageurs des corsaires, mais n'ont jamais cessé de confondre en une commune réprobation la course avec la piraterie ; confusion historiquement inexacte, moralement justifiée. On l'a bien vu dans la France contemporaine, après Fachoda, pendant que francophobes d'outre-Manche et anglophobes d'en deçà soufflaient sur les foyers mal éteints des haines internationales. Il y eut alors chez nous une tentative dont le but, avoué ou demi-avoué, était l'éventuelle dénonciation de la convention de 1856 (abolition de la course) par un éventuel gouvernement français. Il y eut exaltation de nos corsaires d'autrefois, et jusqu'à des thèses de droit où l'on essayait de prouver, doctement, le bien-fondé juridique de la guerre de course. Eh bien ! malgré toutes ces excitations, le « grand public », en particulier dans les milieux susdits, resta indifférent et garda même une défiance hostile.

Dans ces milieux sociaux, il est très exceptionnel que l'on soit en état de définir avec une certaine précision les motifs de réprobation de la course. On lui est hostile par une sorte d'instinct traditionnel, parce qu'elle a pu conférer la fortune à quelques « gros messieurs », mais que les matelots n'y gagnaient à peu près rien, excepté parfois des blessures, et qu'il leur arrivait d'y trouver la mort. Pourtant, de rares individus (presque tous des marins, avec lesquels j'en ai causé) savent mieux s'expliquer. Leurs propos peuvent être résumés comme suit :

« Est-il un peuple qui, même du côté matériel, ait profité, nationalement, de la course ? C'est plus que douteux. Elle enrichit ou contribua à enrichir les gros fabricants ou marchands de fournitures pour la construction et l'avitaillement des bateaux corsaires ; à enrichir aussi un certain nombre d'armateurs et autres forts actionnaires ; mais sûrement pas la majorité, car il est de tradition, dans les ports qui firent l'armement corsaire, à l'étranger comme chez nous, que beaucoup de ces gens-là y furent « très échaudés » ou même s'y ruinèrent. Des capitaines, une faible minorité d'entre eux sut y réaliser une fortune relative. Et c'est tout ; ou plutôt, non, il reste la grosse question : toutes les fois qu'il y eut gain, comment fut employé l'argent ? L'emploi fut-il en général sérieusement profitable à la collectivité nationale ? Certes non. Sans parler de tout ce qui était invariablement gâché en « grandes bordées » par les équipages, les gros copartageants des parts de prises faisaient, la plupart, force dépenses d'apparat qui, pour la collectivité nationale, étaient de maigre utilité. C'est de tradition, cela aussi, dans les ports, à l'égard de l'armement corsaire comme de l'armement négrier. Et puis, aux questions quantité d'argent rentré net, équité de sa répartition, son emploi au mieux de l'intérêt général, on ferait bien d'ajouter cette autre matière à réflexions : Que fut l'emploi des forces humaines, — physiques, intellectuelles, etc., — au temps de la course et pour elle ? Et celle-ci : Que fut cet emploi, du point de vue intérêts vrais de l'homme en général ? »

Cette argumentation, évidemment très juste, pourrait être détaillée, précisée, complétée. Précisée, elle se trouve l'être, partiellement, dans une lettre que, le 8 janvier 1785, la Chambre de commerce de la Rochelle écrivait à celle de Dunkerque et d'où j'extrais ces jugements typiques :

« On sait le nombre de marins déjà formés que la dernière guerre nous a fait perdre ; que sa durée et son opiniâtreté ont forcé de ravir une quantité d'hommes à l'agriculture pour équiper les vaisseaux de Sa Majesté [et les corsaires] ; que les combats et les accidents de mer, les maladies,... en ont moissonné la plus grande partie ;... que c'est durant la paix et en naviguant pour le commerce, surtout pour le long-cours, que se contracte l'habitude et que s'acquiert l'expérience qui forment les matelots (94). »

J'ai noté au début (« Aperçu du côté militaire ») la satisfaction avec laquelle fut accueillie à Saint-Malo (comme partout) la paix d'Amiens, en mars 1802. Par contre, à l'annonce de la rupture de la paix, au mois de mai 1803, le sous-préfet de Bergues écrivit au maire de Dunkerque : « Vous avez eu l'attention, citoyen maire, de m'informer que le préfet maritime avait reçu l'ordre de délivrer des lettres de marque et de favoriser la course. Je partage

bien sincèrement la consternation que cette nouvelle a répandue dans le commerce (95). »

Tel était l'état d'esprit à l'égard de la course maritime vers la fin de l'Ancien régime, davantage à l'époque napoléonienne, bien plus encore chez la majorité de nos contemporains. Et l'on peut même recueillir des indices que, s'ils n'avaient pas été systématiquement intoxiqués de haines internationales aussi stupides qu'odieuses, les peuples auraient eu déjà en pleine époque de course, et à propos d'elle, une propension à l'estime mutuelle et à l'entente. Des deux indices que j'ai relevés (voir *infra*, aux *Eclaircissements et Notes*, 96), — et sûrement l'on en pourrait trouver beaucoup d'autres, — l'un est de 1810 ; le plus ancien, particulièrement symptomatique, remonte à 1760. Il faut donc espérer qu'aujourd'hui les nations n'admettraient plus un conflit qui, fatalement, déterminerait un rétablissement de la course et sous le mode effroyable indiqué aux premières lignes de cette étude.

LÉON VIGNOLS.

Mars 1926.

ÉCLAIRCISSEMENTS ET NOTES

1, 2. CORRE, « Armateurs et marins bretons d'autrefois » (*Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, 1897), 1^{re} série, 18 pages, et surtout 2^e série, 34 pages ; avec tirages à part (Vannes, même année). — LOUIS BENAERTS, « Saint-Malo pendant le Consulat et l'Empire ; Les corsaires, de 1803 à 1814 » (*Annales de Bretagne*, avril 1899), 37 pages ; avec tirage à part (Rennes, même année). Dans le tirage à part, que je citerai, les pages 22 à 35 sont occupées par un tableau détaillé, dressé par l'auteur, des armements corsaires de Saint-Malo et Saint-Servan de 1803 à 1814. — ROBIDOU, *Les derniers corsaires malouins, 1793-1815*, thèse de doct. ès lettres, Rennes, 1919, in-8°. — HENRI MALO, *La grande guerre des corsaires ; Dunkerque, 1702-1715* ; et *Les derniers corsaires ; Dunkerque, 1715-1815*. Paris, Emile Paul, 1925, deux in-12. Documentation abondante et précise, surtout d'après des textes inédits des archives de Paris, de Dunkerque, etc., et des papiers privés. L'auteur a consulté aussi quelques factums et manuscrits du British Museum, ainsi que des ouvrages anglais spéciaux (*Naval History*, par Clowes, tome III ; *The corsairs of France*, par Norman, 1887 ; *Naval courts martial*, par Hannay, 1914 ; *A History of the American privateers*, par Maclay, 1900 ; *A History of the Liverpool privateers*, par Gomer Williams, 1897). — AUGUSTE JAL, *Scènes de la Vie maritime*, Paris, 1832, trois in-8° ; ouvrage injustement oublié, j'en reparle plus loin. — Cf. BOURDE DE LA ROGERIE, Introduction au tome III de *l'Inventaire des Archives départementales du Finistère*, Quimper, imprimerie Jaouen, 1902. Il est regrettable que cette Introduction (pp. v à ccxlvii du volume in-4°), ouvrage historique de grande valeur, n'ait pas été tirée à part (et dans un format plus maniable). Sur la course maritime, voir pp. xlix et sqq. — ETIENNE DUPONT, *Le vieux Saint-Malo, les corsaires chez eux*. Paris, 1925, in-12. Ce volume est une œuvre de vulgarisation, mais l'on sait qu'il repose sur une base d'érudition solide. Voir pp. 44-51.

3. CORRE, *op. cit.*, 2^e série, p. 3 du tirage à part.

4. La date de 1692 marque nettement le début de la seconde période dans l'histoire de la course maritime française ; abstraction faite, bien entendu,

des succès remportés encore sur l'Espagne et surtout en Amérique espagnole, mais ceci est un cas spécial.

5, 6. BENAERTS, *op. cit.*, pp. 5-6 et 10-18 du tirage à part.

7. MALO, *op. cit.*, II, 235 et 236.

8, 10 et 12. CORRE, *op. cit.*, 2^e série, pp. 4-5, 7-12, 20, 26-27, 29, du tirage à part. Voir aussi G. CLARK, *The anglo-dutch alliance and the war against french trade 1688-1693*, Manchester, 1923. Montre que, durant la guerre de la Ligue d'Augsbourg, le commerce hollandais souffrit beaucoup de la course française, et le commerce français de la course anglo-hollandaise plus encore. — Et EMILE GABORY, « La marine et le commerce de Nantes, 1661-1715 » (*Annales de Bretagne*, 1901, 166 pages). Chapitre XII, pour l'activité des corsaires nantais : chapitre XI (« Nantes et les corsaires étrangers »), sur « les entraves considérables apportées sans cesse, à l'exercice du commerce français, par les forces navales adverses, l'extraordinaire audace de celle-ci, les constantes plaintes amères de nos négociants à ce sujet ».

9, 11. MALO, *op. cit.*, I, 6 et 167 ; II, 102 et 164.

13. CORRE, *op. cit.*, 1^{re} série, pp. 4-5 du tirage à part.

14, 15, 16, 16 bis, 17, 18, 19, 20. *Archives du Tribunal de commerce de Saint-Malo*. Pièces au soutien de la liquidation du *Spéculateur*, 1^{re} course, 4-11 décembre 1807 (liasse). — « Pièces au soutien de la liquidation de la *Miquelonnoise* (liasse, et carton « Liquidation de courses » numéroté 177 : Liquidation générale et définitive de la *Miquelonnoise*, 17-27 janvier 1814 ; et carton « Corsaires, états de répartitions », numéroté 172). — Mêmes archives, « Pièces au soutien... *Miquelonnoise* » (celle-ci est imprimée). — Sur et à propos de la capture des bâtiments neutres, mais aux débuts du XVIII^e siècle, voir, pp. 106-113, dans la *Revue Historique*, un bien curieux article, très neuf, d'HENRI SÉE, « Le commerce des ennemis en France pendant la guerre de la Succession d'Espagne ». — Mêmes archives, « Pièces au soutien... *Miquelonnoise* », l'imprimé déjà cité. — Mêmes archives, « Pièces au soutien... Renard ». M. BENAERTS, *op. cit.*, p. 9 du tirage à part, indique que « l'armateur prélevait un droit de commission de 2 % ». Mais on voit que certains armateurs exigeaient 3 %. Et à Dunkerque, à la même époque, ils exigeaient 4 % (MALO, *op. cit.*, II, 194). — Les pierres dont parle le recruteur de la *Miquelonnoise* étaient destinées sans doute à la digue de Cherbourg, dont la construction était alors poussée activement.

21, 22, 23. Mêmes archives, « Pièces au soutien... *Miquelonnoise* », et « *Spéculateur* ».

24. Mêmes archives, « Pièces au soutien... *Miquelonnoise* ».

25, 26. Mêmes archives, carton « Corsaires. Etats de répartitions », numéroté 172.

27, 28. *Idem*, carton « Liquidations de courses », numéroté 177 ; et carton « Corsaires. Etats de... », 172.

28 bis. Il avait pour second son frère, Ange Pradère-Niquet.

29. Mêmes archives, carton « Corsaires. Etats de... », 172.

30. Dont 118 Bretons ; 60 autres Français (deux des colonies) ; 25 étrangers (5 Espagnols, 5 Portugais, 2 Allemands, 2 Danois, 2 Norvégiens, 2 Suédois, 1 Anglais, 1 Hollandais, 1 Hongrois, 2 des Etats-Unis, 1 Brésilien).

30 bis. Mêmes archives, carton « Corsaires. Etats de... », 172. — Pradère-Niquet avait fait pendant une relâche à Benodet (sud-ouest du Finistère), le 25 déc. 1812, un long récit de ses captures et d'un combat. Je transcris la seule partie intéressante, les dernières lignes, qui donnent le résultat : « Il [Pradère-Niquet] observe de plus que sa croisière de quinze jours a donné lieu à huit prises, dont quatre coulées, une expédiée avec les prisonniers échangés, trois conduites à Benodet, formant ensemble 1820 tonneaux, 87 prisonniers, 62 pièces de canons et caronades ». (Mêmes archives, « Pièces au soutien... *Miquelonnoise* »). Pourquoi ces captures, coulées (procédé d'abord interdit parce que vraiment barbare, écrit M. Benaerts, *op. cit.*, p. 18 du tirage à part) ? C'est qu'il était devenu toujours plus difficile de faire parvenir les prises jusque dans nos ports : elles étaient trop souvent amarinnées en cours de route, par quelque croiseur anglais. Aussi l'interdiction dont parle M. Benaerts dura-t-elle peu. Et l'on sait que durant la guerre de Sécession, les corsaires américains sudistes et nordistes coulaient ou brûlaient les navires marchands les uns des autres.

31, 32, 33, 34, 35, 36. ROBINOU, *op. cit.*, pp. 119-120. — MALO, *op. cit.*, I, 129, note 1, et 101 ; II, 157, 156, 234.

37. *Archives citées, supra*, carton « Liquidations... », 177.

38. Le navire lui-même n'avait été vendu que 28.000 francs (Mêmes archives, « Pièces au soutien... *Junon* »).

Au moyen du procès-verbal, extrêmement détaillé, de la vente aux enchères, juin 1811, des marchandises qui composaient la cargaison de l'*Ann*, j'ai pu dresser un tableau qui me paraît offrir un intérêt réel. Je donne seulement les prix atteints par chaque genre de marchandises. Et je relève qu'une partie du café fut mise en vente avec cet avis : « Les 35 boucauds de café ci-après, ayant été reconnus *avariés*, il a été convenu que les droits [énormes] seront à la charge des vendeurs, — qui [d'ailleurs] doivent obtenir une diminution proportionnée à l'avarie. »

Sucre, 62 lots de 50 kilogs. Vendus 150 à 170 fr. Quelques rares lots, de 172 à 178 fr.

Café non avarié, 53 lots de 50 kilogs, 100 à 133 francs. Quelques-uns de 139 à 147, et d'autre part, 90 et 75 fr.

Café avarié, 17 lots de 50 kil., 202 à 242 fr. ; 3 à 245, 251 et 253. Par contre, 2 à 195 et 182 fr.

Piment de la Jamaïque, 12 lots de 50 kil. De 112 fr. (une fois) à 117 (trois fois).

Mercur, 8 lots de 50 kil., 7 à 224 fr., 1 à 222.

Rhum, 18 lots de 8 litres chacun, 22 à 27 fr. ; 2 à 33 et 33,75. Mais 3 à 20,50, 20, 19,50.

Madère, 2 lots de 1 litre, 3 fr. 33 et 3 fr.

Cochenille, 18 lots de un demi kil. chacun, 33 fr. 50 à 39,50.

Campêche, 7 lots de 100 kil. 17 fr. 50 à 23 fr., 1 à 12 fr.

Fussoc (bois de teinture, jaune), 2 lots de 100 kil., 33 fr. chacun.

Acajou, 6 lots de 100 kil. Prix très inégaux : 30 fr., 26,50, 48,50, 80, 47, 35.

Ecaille, 2 lots de 1 kil. 51 fr. chacun.

Huile de ricin, 6 lots (6 bouteilles) : 5 fr. 10 à 5 fr. 50. Une à 4 fr. 50

Excepté un Nantais et un Lorientais (celui-ci, Ph. Fourchon, était un des armateurs de la *Junon*), tous les acquéreurs importants furent des Malouins. Et huit seulement des autres acquéreurs n'étaient pas Bretons, mais Normands. (Au total, il y eut 44 acquéreurs). Les armateurs et évidemment les autres principaux actionnaires, — tous Malouins, sauf Fourchon, — achetèrent, à eux sept, 124 lots.

Le navire lui-même, l'*Ann*, fut vendu pour 28.000 francs, aux deux armateurs, à l'un des autres principaux actionnaires et au capitaine (Joseph Pradère-Niquet) de la *Junon*.

39. Le rôle de conducteur de prise entraînait une responsabilité assez lourde pour l'officier qui en était chargé. Il avait à esquiver le gros danger d'être capturé par un croiseur anglais. Il avait à répondre, le premier, des détournements qui pouvaient être commis aux dépens de la cargaison ; aussi se faisait-il parfois délivrer une attestation de bonne conduite à tous égards, par l'équipage du navire capturé (quand il ne l'arrachait pas de force à son capitaine, comme on le verra plus loin). Ainsi agit, par exemple, le Suédois Samuel Landgren, dit Stenberg. Celui-ci avait été pris sur le *Rio Douro*, de Lisbonne, qu'il commandait, par Joseph Pradère-Niquet. Il s'engagea au service de ce dernier, fut trois fois son lieutenant, à la grande satisfaction du capitaine. Il s'établit à Saint-Servan, épousa une Française et, en 1817, à trente-trois ans, obtint sa naturalisation. Devenu capitaine au long cours, puis faisant du cabotage pour son compte personnel, il mourut naufragé en vue de Dunkerque, sur son brig le *Pêcheur*, en 1830. (*Papiers de famille d'Auguste Landgren*, de Saint-Servan, descendant de Samuel Landgren et « second » de la Compagnie générale transatlantique. Auguste Landgren, décédé depuis, mit obligeamment à ma disposition ses quelques papiers de famille, lesquels sont actuellement aux mains de sa veuve, qui habite Saint-Malo). Dans les papiers Landgren se trouve un certificat signé Pradère-Niquet [sic]. Quant à l'attestation obtenue par Samuel Landgren comme conducteur de prise (*Archives citées supra*, « Pièces en soutien... *Junon* »), il dut y tenir surtout parce qu'alors, août 1812, il n'était pas encore naturalisé. J'ai insisté sur le cas de Samuel Landgren parce qu'il est en rapport étroit avec le fait que nombre de marins étrangers, prisonniers, entrèrent au service de la France et que certains d'entre eux se firent naturaliser.

40. Voir le tableau d'expéditions dressé par M. BENAERTS, *op. cit.*

41, 42, 43. *Archives citées supra*, carton « Liquidations de courses », 177. — ROBIDOU, *op. cit.*, pp. 122 et sqq.

44, 45, 46. MALO, *op. cit.*, II, 151. BENAERTS, *op. cit.*, pp. 16, 18 et 14 du tirage à part.

47. HENRI SÉE, *Le Commerce maritime de la Bretagne au XVIII^e siècle*, Paris, Hachette, 1925, in-8° de 270 pages (Tirage à part des « Documents Hayem », 9^e série). Voir, dans la première Etude, pp. 89-91, 122, et surtout la Conclusion générale du volume, pp. 267-268.

48. Moins, toutefois, que dans la traite négrière.

49, 50, 51, 52, 53. MALO, *op. cit.*, I, 134, 135, 133, 136 ; II, 142-143, 163.

53 bis. A la fin de la guerre de la Succession d'Espagne, les corsaires dunkerquois désarment et laborieusement sont préparées les liquidations définitives de leurs dernières courses. « Un écrivain de marine, en demi-solde, qui fut « dépositaire » d'un armement où 3000 livres revinrent aux hommes, déclare que la somme était trop petite pour qu'il en prit note. Le Conseil des Prises exige des armateurs un compte en règle. Mais, d'une part, « les armateurs n'en finissent pas de payer les droits qu'ils doivent aux Invalides de la Marine » ; et, d'autre part, « renvoyés de l'un à l'autre, des matelots qui n'ont pu obtenir leur dû ne savent auquel s'adresser, ils se lassent, et nul ne sait ce qu'ils sont devenus quand, après des années, leurs parts sont liquidées et tenues à leur disposition. On finit par verser cet argent aux mains du trésorier des Invalides de la Marine ». (MALO, *op. cit.*, I, 226-227.)

54, 55, 56. MALO, *op. cit.*, II, 197, 198, 197.

57, 58, 59, 60, 61, 62. *Idem*, II, 164, 164, 165, 165-166, 195, 195-196.

63, 64, 65. *Idem*, II, 166-167, 176-177, 196-197.

66, 67, 68. *Idem*, II, 122-128, 159, 168-169.

69. Auguste JAL, *Scènes de la vie maritime*, Paris, 1832, 3 in-8°. Défauts de style, parfois, et ça et là des longueurs, mais que de verve en maints tableaux de la vie à bord ! L'auteur avait vécu à l'époque par lui décrite, avait recueilli force observations personnelles et, par une foule d'acteurs de tout grade, quantité de souvenirs et confidences. Il revêcut tout cela parmi les dossiers qu'il eut mission de classer, au ministère, depuis juillet 1831. Aussi la conscience de l'historien l'a-t-elle poussé à indiquer, à la suite de chaque récit, de quelles sources authentiques a jailli l'inspiration. — Le texte des récits est en impression assez lâche ; celui des Notes et des Vocabulaires est imprimé compact.

70. JAL, *op. cit.*, II, 297-333 ; Notes, pp. 334-348 ; Vocabulaire, pp. 349-351.

71. « Aujourd'hui encore », me disait, il y a une trentaine d'années, Auguste Landgren (voir ma note 39), « il est de tradition, parmi les vieux Malouins et Servannais, qu'un amusement favori de pas mal d'officiers et capitaines corsaires, notamment de Pradère-Niquet, consistait en ceci : Ils faisaient frire dans une poêle des pièces d'argent, les jetaient brûlantes par la fenêtre et riaient à gorge déployée pendant que des gamins et de pauvres hères se les disputaient et s'y échaudaient les doigts. »

72, 73. CORRE, *op. cit.*, 2^e série, pp. 11-12 et 15 du tirage à part.

74, 75. BENAERTS, *op. cit.*, pp. 19-20 du tirage à part.

76. Maurice LOIR, *La marine royale en 1789*. Paris, s. d. (1892), in-12, pp. 140-141.

77, 78, 79. 80. MALO, *op. cit.*, I, 141, 56, 142, 154 ; 151-152, 154, 147, 148, 86, 148 et note, 149, 151. — Et tome II, 134-136, 171-172, 173, 141-143.

81. *Archives de la Gironde*. Fonds de la Chambre de commerce de Guienne, C. 4397 (liasse).

82, 83, 84. MALO, *op. cit.*, I, 164 ; II, 118-122 ; I, 55-56, 149, 162-163, 186 ; II, 38-39.

85, 86. *Idem*. II, 10-11 ; 75-79, 85-100 et note de la page 98.

87. Le 30 mai, l'Assemblée repoussa ce projet, mais lui en substitua un meilleur, car il était ou aurait dû être pratique. Sur la proposition de Vergniaud, on invita le pouvoir exécutif à faire réunir un congrès européen auquel on aurait soumis la question de supprimer la course et d'assurer en temps de guerre la libre navigation commerciale de tous les peuples. (P. LEVOT, à son article sur Armand de Kersaint, *Biographie bretonne*, deux in-8°, Vannes et Paris, 1852-1857, tome II, p. 32.) Comme plusieurs autres initiatives excellentes des Assemblées révolutionnaires, celle-ci fut contrariée par les événements et ne put aboutir. — Voir l'intéressante note de M. HENRI SÉE, « La question de la course maritime à la Législative, mai 1792 », qui vient de paraître dans les *Annales historiques de la Révolution française*, mars 1926, pp. 183-185.

88, 89, 90, 91. MALO, *op. cit.*, II, 39-40 ; I, 159-160 ; II, 175, 49-50, 112-130.

92. *Archives de la Gironde*, fonds de la Chambre de commerce de Guienne, C. 4397 (liasse).

93. MALO, *op. cit.*, II, 151 (d'après GORNAULT, *Le Commerce rochelais au XVIII^e siècle*).

94. Ainsi, pour la formation de bons marins du commerce, les armateurs affirment — avec raison — leur confiance exclusive dans la navigation commerciale, surtout au long cours et en temps de paix. Cette opinion

formelle suffirait à prouver qu'il est inexact d'écrire (on l'a fait quelquefois) : « Les armateurs faisaient des opérations corsaires, à défaut d'autres, en temps de guerre, pour occuper leurs équipages. » On vient de voir qu'ils trouvaient fort mauvais ce genre d'occupation, surtout quant à la formation de bons matelots du commerce. Mais le souci de faire vivre leurs équipages ? ils ne l'avaient à aucun degré. Et légalement, ils n'avaient pas la moindre obligation en ce sens. Le désir de se réserver chacun « ses hommes » ? Pas davantage : campagne terminée, équipage débarqué, sans promesse de part ni d'autre.

Alors, puisque la majorité des armateurs et autres actionnaires ne recueillait des opérations de course (malgré forces manœuvres frauduleuses) que des bénéfices assez maigres, ou nuls, ou des pertes, comment se fait-il qu'elle n'y ait point renoncé en masse, vers le milieu du XVIII^e siècle déjà ? Parce que chacun espérait toujours et quand même une croisière exceptionnellement fructueuse, telle qu'il en était signalé de loin en loin. C'était comme le gros lot des loteries, qui excitait le public à prendre des billets, comme la grande chance au jeu, et l'on sait combien était développée au XVIII^e siècle, jusqu'à la folie, dans toutes les classes sociales, la passion du jeu et des loteries. Or, en tout ce qui était opération commerciale, celles de la course y comprise, chacun comptait bien « dompter la chance », gagner le gros lot ou au moins « un gros lot », comme tels et tels hommes d'affaires y avaient réussi dans la grande contrebande de la mer du Sud, dans la traite négrière.

D'autre part, le gouvernement poussait à l'armement corsaire, non seulement pour gêner le commerce ennemi et pour former, croyait-il, de bons matelots de marine militaire, mais aussi dans un but financier assez complexe. La pénurie du trésor royal était constante ; les appointements des officiers de terre et de mer, comme ceux des fonctionnaires civils, toujours en retard ; les arsenaux fonctionnaient très péniblement. Or, les constructions, armements et avitaillements des navires corsaires donnaient lieu à la levée de nombreuses taxes. Et sur les prises que faisaient les bâtiments de la marine royale prêtés aux armateurs, Sa Majesté prélevait une part. Pour éclairer la question, voici quelques lignes d'autant plus saisissantes qu'elles se rapportent à la terrible situation pendant les années 1708 à 1713, et que l'on y retrouve la fièvre de spéculation aventureuse sur les armements corsaires.

A Dunkerque, par exemple, en 1708, « l'intendant [de la Marine] se débat contre les fournisseurs inexactement payés... L'argent manque... On retient de force les ouvriers des forges. Le paiement de la solde des officiers subit des retards infinis : les aubergistes leur refusent tout crédit et n'acceptent pas les billets sur le trésorier. Les officiers vendent boucles et habits, ils congédient leurs valets, sans parvenir à apaiser leurs créanciers. Au plus fort du rude hiver de 1709, trois enseignes de vaisseau sont mis sur le pavé par leur hôtelier », etc. « Les Ecirvains » de la Marine, en guise d'« acompte sur leurs appointements, achètent les clous des magasins » et sans doute les revendent, avec assez gros bénéfice, aux nombreux corsaires en construction. En effet, « Vauban le constate : quiconque dispose de fonds les met dans la course ». Du reste, « le seul argent comptant de la Marine provient du cinquième produit par les bâtiments du roi prêtés à des particuliers. Grâce à quoi la forge, la corderie, les ateliers, continuent à marcher ». On tente, il est vrai, mais avec un succès très médiocre, d'obtenir par les corsaires des retours en nature, en blé, dont la France avait un besoin si urgent. « Pour engager les corsaires à ramener des navires de blé, on leur promet un écu de gratification par rasière (mesure pour les grains). On leur donne des passeports pour en quérir, passeports dont la plupart abusent pour commercer où il leur plaît. » (MALO, *op. cit.*, 218-219 et 217.)

95. MALO, *op. cit.*, II, 240.

96. J'ai indiqué (II^e partie, dernières lignes, et note 86) que M. Malo consacre de nombreuses pages au capitaine Thurot. Avec raison, Thurot n'était pas seulement d'une habileté manœuvrière qui le rendit capable de commander des escadres. Il était, comme Surcouf, par exemple, un des rares capitaines de course qui, d'après tout ce que l'on sait d'eux, nous apparaissent, balance faite des qualités et défauts, avec un caractère digne d'estime et de sympathie. On le jugeait ainsi en Angleterre, de son vivant, vers 1759. Les Anglais, dont Thurot « parle couramment la langue et chez qui il compte des amis personnels », lui rendent justice plus exactement que ses compatriotes. Ils le redoutent pour ses talents et les preuves de valeur qu'il a données ; ils l'estiment parce qu'il « en use bien (ces mots reproduisent un témoignage de l'époque) avec les prisonniers ; il ne leur prend ni leurs

bagues ni leurs montres ; tous les officiers mangent à sa table ». Et après sa mort glorieuse devant Belfast (28 février 1760), « les journaux et les historiens « anglais » rendent hautement justice à sa valeur, à son désintéressement, à la noblesse et à la générosité de ses sentiments. Quatre poèmes anglais célèbrent ses combats et chantent sa mort ».

Observons que l'on était vers la fin d'une longue guerre sans merci, au cours de laquelle devint forcenée la haine générale entre Français et Anglais. Les faits relevés ci-dessus (mais il faut lire les pages de M. Malo) sont donc très significatifs ; ils montrent que, non entretenue par l'égoïsme des intérêts privés, elle aurait assez promptement cédé.

En voici une autre preuve, postérieure d'un demi-siècle : elle est de 1810. A la suite de son récit intitulé *Evasion ; 1794* (op. cit., I, 357-374), Auguste Jal, dans les Notes justificatives (pp. 375-394) qui accompagnent le récit, parle d'une évasion de militaires et marins français, enfermés sur un des pontons de Cadix, en 1809-1810, et qui enrageaient d'être prisonniers à deux lieues de l'armée du maréchal Soult. Eh bien ! pendant qu'ils s'évadaient, le 22 février 1810, sur un pauvre petit navire et qu'on les poursuivait, « des bâtiments marchands étaient mouillés près de Cadix ; le capitaine (du navire en fuite) donna aussitôt qu'il le put au milieu d'eux, pensant que c'était là un vrai rempart pour lui, car on ne pouvait plus tirer sur son bateau tant qu'il serait parmi ces navires... Les fugitifs commencèrent à respirer quand ils se virent un peu abrités contre l'artillerie et protégés par le touchant intérêt que leur témoignèrent les équipages des bâtiments marchands dont ils traversaient le mouillage. Les Anglais surtout se distinguèrent par leurs élans de joie : « Hourrah ! Hourrah ! » criaient-ils ; « courage, Français ! » Et ils jetaient leurs bonnets en l'air, et ils montaient dans les haubans pour saluer les prisonniers délivrés... Ce fut avec reconnaissance et des larmes de joie dans les yeux que nos compatriotes remercièrent ces généreux étrangers des marques de fraternité qu'ils recevaient d'eux ».

Songez que ceci pourtant se passait à une date où la folie conquérante de Napoléon avait exaspéré, justement, tous les peuples ; où d'ailleurs lui-même et tous les autres intéressés à la guerre, en France et à l'étranger, en tête les fournisseurs des armées de terre et de mer, s'ingéniaient à entretenir et faire entretenir les haines internationales. L'anecdote rapportée est ainsi bien symptomatique.

L. V.

NANTES ET LA COMPAGNIE DES INDES (*)

(1664-1769)

par GASTON MARTIN

Docteur ès lettres, Agrégé de l'Université

VI

LES RAPPORTS DE NANTES ET DE LA COMPAGNIE, APRÈS LE TRANSFERT A LORIENT

Les résistances de Nantes au projet de transfert, le mémoire de 1733. — Les nouvelles orientations du commerce nantais. — Nantes favorable à la suppression de la Compagnie privilégiée; le mémoire de J. de Montaudoin (1755). — La situation du commerce et de la marine de Nantes lors de la suppression de la Compagnie.

Nantes, il fallait s'y attendre, ne se laissa pas déposséder sans protester. Quand les bruits du transfert à Lorient prirent de la consistance, elle adressa mémoire sur mémoire pour sauvegarder ses intérêts. La première pièce conservée aux archives locales est une lettre de la communauté de Nantes, assez brève, où le sous-maire expose succinctement les sept ou huit raisons qui militent contre le transfert (122). Elle est datée de mai 1733 et signée de *Drias*, sous-maire, *Lieutaud*, de la *Pivredière-Richard*, procureur syndic, *Delaunay*, *Montaudoin*, *R. Cottineau*, *Jacques Le Roy*. Elle fut transmise au pouvoir central par l'entremise du maire *Vedier*, alors à Paris. Celui-ci y répondit de Paris le 25 mai 1733 par le billet suivant (123) :

Messieurs,

Avant de présenter le mémoire de la communauté concernant le transport des ventes de la Compagnie des Indes à Lorient, j'ay voulu

(*) Voir le début de cette étude dans le n° 4, 1926, et le n° 1, 1927.

(122) Arch. dép. (fonds Ch. com.), C. 750, pièce 1.

(123) *Id.*, C. 750, pièce 2.

le communiquer à des gens prévenus en faveur de la ville de Nantes et très au fait des affaires de la Compagnie des Indes. Ils ont, Messieurs, trouvé le mémoire de la communauté trop faible, trop concis et trop peu détaillé. Ils m'ont conseillé de ne le point présenter dans l'état qu'il est et de travailler de concert avec les juge et consuls de Nantes pour en dresser un qui dira tout ce qu'il y a à dire sur cette matière. J'estime que l'avis est bon à suivre, et qu'il n'y a pas de tems à perdre pour travailler à un mémoire détaillé.

J'ay l'honneur d'être, avec un très fidèle attachement,
Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

VEDIER.

Dociles au conseil de leur maire, les Nantais entreprirent aussitôt une rédaction plus détaillée en forme de mémoire contradictoire.

Un premier projet en huit articles (124) parut vraisemblablement encore trop peu explicite, et le mémoire définitif fut enfin rédigé en treize articles. MM. Sée et Vignols en ont résumé l'essentiel (125) dans leur étude sur les ventes de la Compagnie des Indes à Nantes. Par son ampleur et l'importance des détails qu'il fournit sur le commerce nantais à cette époque, il nous a paru nécessaire de le reproduire *in extenso*, et on le trouvera en annexe à cette étude. Il convient de noter ici la force des arguments du commerce nantais. Il est hors de conteste que Nantes avait d'autres débouchés, d'autres ressources financières, d'autres commodités techniques que le port perdu de Lorient.

Mais ce mémoire, en glissant très vite sur une question d'octroi (paragraphe 7), indique peut-être la raison qui déterminait la Compagnie à ce « paradoxe économique ».

L'argument se présente comme suit :

« 7° La Compagnie épargnera les droits d'octroy prétendus sur ses marchandises par la communauté de Nantes : il est vrai qu'elle ne les paye pas actuellement, parce qu'elle s'en croit exempte; mais l'instance pendante au Conseil à ce sujet n'y est point encore décidée et l'événement peut être contraire à la Compagnie.

Et les Nantais répondent :

« 7° Si la Compagnie ne veut pas employer tout son crédit pour se faire déclarer exempte des droits d'octroy appartenant à la communauté de Nantes, du moins il dépend d'elle de faire son abonnement pour une somme modique... (126). »

La Compagnie, fort jalouse de ses franchises, aurait voulu punir la communauté nantaise d'une prétention douanière qui lui semblait injustifiée. Sachant par expérience toute la lenteur des

(124) Arch. dép. (fonds Ch. Com.), C. 750, p. 3.

(125) *Rev. de l'Hist. des Colonies françaises*, t. XVIII, 1925, p. 496. Ce résumé est cité par nous au début du chapitre V de la présente étude.

(126) Arch. dép. (fonds Ch. com.), C. 750, pièce 4.

procédures en ces matières, et les mille tracasseries auxquelles entre temps pouvaient se livrer les agents du pouvoir local, elle y aurait coupé court en transportant chez elle toutes ses ventes. A vouloir s'assurer un gain supplémentaire, Nantes ainsi aurait tout perdu.

La Compagnie, du reste, — et Nantes le note fort bien dans son mémoire, — aurait été poussée à cette solution par quelques groupes de négociants. Ils escomptaient que les acheteurs seraient moins nombreux à Lorient, qu'il leur serait dès lors aisé de se coaliser et, comme le dit le mémoire nantais, de faire la loi à la Compagnie.

Quoi qu'il en soit, la Compagnie réalisa son projet, et les ventes furent transférées à Lorient. L'examen des prospectus adressés pour l'annonce de celles-ci montre qu'il ne fut rien innové dans leur pratique, mais qu'il fallut augmenter les facilités de paiement par lettre de change. En 1736, par exemple, les dépôts de fonds à vue peuvent être faits non seulement entre les mains des caissiers de la Compagnie à Paris et à Lyon, mais encore chez les banquiers Pierre Beaudouin à Rouen, Saige à Bordeaux, Jean Mouton à Montpellier (127) ; et la liste des places sur lesquelles la Compagnie accepte des lettres de change au comptant ou à usance ne contient plus seulement Paris, Nantes et les grandes places étrangères, mais aussi Rouen, la Rochelle, Saint-Malo, Lorient, Bordeaux et Tours. Très vite s'était vérifiée la prédiction nantaise qu'il serait beaucoup moins aisé de trouver à Lorient qu'à Nantes du papier à négocier.

La disparition des ventes fut, à n'en pas douter, un coup sensible pour le commerce nantais. La traite y prenait alors une place de plus en plus grande et exigeait des quantités d'objets (cauris, étoffes, etc.), dont les ventes approvisionnaient sur place le marché local. Force lui était d'aller les chercher là où on les lui offrirait désormais. C'était tout ensemble perte de temps et d'argent. D'autre part, les ventes, nous l'avons vu, entretenaient chaque année un important courant d'affaires et attiraient de nombreux étrangers. Nantes risquait de voir ainsi disparaître une autre source de revenus. Le mécontentement et le ressentiment furent vifs. Mais la cité ne s'attarda pas à des récriminations vaines et s'efforça de compenser par une nouvelle orientation de son activité les pertes qu'elle allait ainsi subir.

La Compagnie des Indes laissait, en se retirant, disponibles d'importants bâtiments sur les cales de la Chézine ; il demeurait au port de Nantes un personnel spécialisé d'emballeurs et d'arri-meurs ; des courtiers et des commissionnaires en marchandises y avaient leur bureaux. En bref, tout un matériel d'échanges commerciaux devenait, malgré lui, disponible. Il ne pouvait guère

(127) Arch. dép. (fonds Ch. Com.), C. 750, pièce 6.

faire autre chose que sa profession accoutumée ; il chercha donc à la continuer, *en dehors de la Compagnie, et à son détriment*, au lieu de l'exercer en coopération avec elle.

Nantes allait ainsi devenir une grande place de commission. Comme l'expose fort bien le mémoire de 1733, nombre de commerçants locaux s'intéressaient aux ventes non seulement pour eux, mais pour leurs clients extérieurs. Ils rachetaient après les criées les articles invendus, entreposaient, répartissaient. Déjà des consortiums s'étaient formés comme ceux — entre Malouins et Nantais — que signale M. Sée (128). Mais, dans ces associations, la part de Nantes tendait de plus en plus à être prépondérante : pour les relations avec l'intérieur, elle disposait de l'avantage naturel de son fleuve, que nulle considération théorique ne pouvait contrebalancer ; et dans ses relations extérieures, elle tirait avantage des nombreuses colonies étrangères installées en ses faubourgs. Au moment donc où périlait le port de Saint-Malo, à cause de la faiblesse de son hinterland et aussi de l'accroissement des tonnages, Nantes, doublée de l'avant-port de Paimbœuf en eau profonde, était en état d'en recueillir le commerce. La suppression des ventes compliquait sans doute son trafic. Mais la fréquence des échanges au cabotage entre Nantes et la côte bretonne lui permettait plus qu'à toute autre place d'en être peu incommodée, parce que les blés, les vins, les lins et toiles du haut pays assuraient toujours un fret de retour aux gabarres venues à Nantes, non plus seulement avec du sel, mais avec les marchandises d'Inde. Une simple majoration des prix de vente garantissait le bénéfice du commissionnaire. Il est permis de croire qu'il misait même sur les deux tableaux : il se faisait adjudger moins cher à Lorient, compte tenu du transport à faire, et vendait plus cher au départ de Nantes, pour se couvrir de ce débours. Tout bon compte fait, il n'y perdait rien (129).

Elle conservait enfin l'intéressant trafic des monnaies étrangères que sa Monnaie achetait toujours. Gabory a cité (130) avec juste raison ce commerce parmi les plus importants de la ville à la fin du XVII^e siècle (131). Non seulement elle le continua pendant la première moitié du XVIII^e, mais la correspondance de Mellier permet d'établir qu'il s'était encore accru, et on y note des retours de vaisseaux, porteurs d'un million de piastres pour un seul voyage.

(128) H. SÉE, *Le Commerce maritime de la Bretagne au XVIII^e siècle*, p. 4 ; — in *Mémoires ... pour servir à l'Histoire du Commerce*, de HAYEM, t. IX, Hachette, 1925.

(129) Cf. le mémoire de 1733 (§ 12-13) et le mémoire du maire de Saint-Malo, LEFER DE CHANTELOU, en 1759 (Arch. dép. L.-I., fonds Ch. com., C. 751) ; — cité aussi par SÉE, *op. cit.*, p. 139, à la cote Arch. dép. I.-et-V., C. 1586. Un autre exemplaire aux Arch. mun. Nantes, HH. 231.

(130) GABORY, *La marine et le commerce de Nantes à la fin du XVII^e siècle*.

(131) Arch. mun. Nantes, HH. 230.

L'activité proprement maritime de Nantes n'est donc que peu atteinte par le déplacement des ventes. Si on en veut préciser les modifications, elles se ramènent à ceci :

a) Le commerce direct avec les îles des Antilles devient de plus en plus le but principal des armateurs, et l'on entre déjà dans la grande période de richesse que Nantes dut au *bois d'ébène*.

b) De plus en plus, Nantes se substitue à Saint-Malo pour le le commerce à la commission. Les Montaudoin, puis les Delaville, vont supplanter peu à peu les Le Fer et les Magon de la Ballue.

c) La disparition des ventes va uniformiser l'activité de la cité. Certains négociants du port ne seront plus qu'armateurs-courriers ; d'autres tenteront d'engager dans des entreprises industrielles (verreries, toiles peintes, corderies) les capitaux qu'ils n'auront plus autant d'occasions d'occuper à des achats de marchandises invendues.

d) Les plus atteints seront les marchands de détail, ceux qui subsistaient des rebuts des ventes, des peaux piquées, des pacotilles. Mais l'intensification du commerce des îles leur ouvrira d'autres débouchés. Le fait que leur situation n'ait point laissé de trace dans les mémoires dirigés en 1737 et 1758 contre les Malouins, à une époque où tout est exploité pour peindre sous les couleurs les plus sombres les malheurs des temps, permet de supposer, à défaut de documents précis, qu'eux-mêmes s'en tirent sans trop de mécompte.

Seules, des statistiques annuelles de population permettraient de savoir si un fléchissement s'est produit entre 1733 et 1735. En tous cas, les chiffres de Huet marquent au contraire un accroissement entre 1720 et 1740 (132).

Mais Nantes n'allait pas longtemps pouvoir jouir sans inquiétude de sa ténacité à surmonter la fortune hostile. Saint-Malo supportait mal la décadence déjà commencée de son port. La ville se rendait compte des très médiocres conditions dans lesquelles elle se trouvait pour concurrencer les autres villes maritimes. Aussi, dès 1737, réclamait-elle le rétablissement du port franc qu'elle avait possédé jusqu'en 1688. Son mémoire insistait d'abord sur la question de droit (la franchise n'avait été supprimée que par *omission* et non par *révocation*), puis sur les avantages que cette franchise donnerait au commerce d'Espagne et à la prospérité de Brest (133).

Tous les autres ports s'émurent, et Nantes ne fut ni le dernier ni le moins véhément. Les Malouins n'insinuaient-ils pas, en effet, que les franchises de leur port ne causeraient dommage qu'aux

(132) HUET, *Recherches économiques des statistiques sur le département de la Loire-Inférieure*, Nantes, in-4°, Malassis, an XII. — D'après ce document (tableau 3 de l'appendice), Nantes aurait compté en 1720, 41.499 habitants ; en 1740, 46.278 ; soit en plus, 4.779 habitants. Mais l'extrême précision de ces chiffres ne laisse pas que de les rendre un peu suspects.

(133) Cf. SÉE, *Commerce de Bretagne*, op. cit., pp. 131 et sq.

Anglais et aux Hollandais ? Nantes, dont le trafic avec ces deux puissances était une ressource importante, réfuta point à point cette argumentation. Ce n'était pas sa faute si Saint-Malo n'avait pas su attirer ou retenir les frets étrangers. La franchise causerait la ruine de Nantes, sans que Saint-Malo pût se relever ; Dunkerque, l'autre port franc du Nord, en serait le seul bénéficiaire. Quant à l'Espagne, Nantes n'avait pas eu besoin d'être port franc pour entretenir avec elle un important commerce d'or et d'argent. Suivait le détail des entrées et sorties des marchandises effectuées en 1735 par le port de Nantes à destination des ports de l'Europe. Il marque un accroissement de trafic d'un cinquième environ sur les chiffres de 1731 que nous avons eu l'occasion de citer. Il justifiait les réclamations des Nantais et leur inquiétude. Il faisait aussi justice de l'affirmation singulière des Malouins que « *Nantes ne vend plus de marchandises étrangères dans les colonies* » (134). Ce ne fut en tout cas qu'une fausse alerte, Saint-Malo fut débouté de sa demande et les Nantais purent continuer leur commerce de commission, aux risques et bénéfices de la libre concurrence (135).

Une seconde tentative devait de nouveau mettre aux prises les deux villes antagonistes en 1758, au lendemain de l'attaque anglaise. Les *Malouins*, très éprouvés par la destruction de quatre-vingts de leurs vaisseaux sur les plages de Saint-Servan et dans le port (136), redemandèrent avec plus d'énergie encore la création du port franc. Les Nantais — suivis en cela, du reste, par tous les autres ports — s'y opposèrent de nouveau. Il n'y a d'autre argument invoqué de part et d'autre que les pertes occasionnées par la guerre, et Nantes montre qu'elle n'a pas été plus épargnée que Saint-Malo. Mais, comme Saint-Malo semble sur le point de l'emporter, la communauté de Nantes s'adresse au duc de Brancas, qui lui assure sa protection, car il comprend fort bien, dit-il, que la réussite des Malouins serait la ruine des Nantais (137). Et de nouveau les choses restent en état, sauf d'insignifiantes compensations accordées aux Malouins et dont les Nantais semblent, au surplus, avoir été les instigateurs.

Désormais, les destinées de la Compagnie des Indes et celles du port nantais ne réagissent plus guère les unes sur les autres. La « ville des négriers » va tendre vers les îles toute l'activité que n'occupera pas le commerce à la commission, celui-ci va s'intensifier de plus en plus. Mais, avant d'examiner dans les papiers de J.-F. Delaville (138) sa nature et ses débouchés au moment où

(134) Cf. SÉE, *op. cit.*, p. 133.

(135) Arch. mun. Nantes, HH. 231 ; les mêmes pièces (imprimées) se retrouvent aux Arch. dép. Loire-Inf. (fonds Ch. com.), C. 751, et SÉE signale un autre exemplaire du mémoire malouin aux Arch. dép. Ile-et-Vil., C. 1586.

(136) La perte globale atteignit 2.557.441 livres (H. SÉE, *Comm. de Bretagne, op. cit.*, p. 134).

(137) Arch. mun. Nantes, HH. 231.

(138) Une suite de vingt registres non catalogués aux Arch. dép. de Loire-Inférieure, récemment découverts à Ancenis et acquis par M. E. Gabory,

disparaît la Compagnie des Indes, il nous faut signaler un dernier épisode de la lutte entre la Compagnie et la ville. Puisque le port de la Loire ne peut plus rien tirer de la société privilégiée, il n'a plus d'intérêt à en ménager le privilège, et le commerce nantais va en entreprendre une vigoureuse attaque.

Elle est menée par Jacques Montaudoïn dans un mémoire d'avril 1755, dont le titre est : *Observations sur la Compagnie des Indes* (139). C'est une longue et très intéressante étude qu'il faudrait reproduire à peu près *in extenso*. Elle est divisée en deux parties fort inégales d'importance : A) « Des considérations générales sur le commerce de l'Inde » ; B) « L'analyse des raisons qui font qu'il n'est pas expédient de confier ce commerce à des compagnies privatives ».

Ce mémoire de Montaudoïn ne précéda, comme on le voit, que de deux mois le fameux rapport de Gournay à Moreau de Séchelles, qui aboutissait à des conclusions identiques. Il est même permis de penser que c'est sous l'empire de préoccupations actuelles que son auteur se posait la question, singulière sous la plume d'un armateur, de savoir si le commerce colonial présentait quelque utilité. Trois arguments sont invoqués, expliquait-il, contre ce commerce. Il occasionne des sorties d'argent, entraîne des pertes d'hommes assez nombreuses, n'approvisionne le pays qu'en marchandises inutiles. Il établissait d'abord que les rentrées d'argent provenant des Indes sont supérieures aux sorties qui leur sont destinées. Puis il entreprenait de répondre au deuxième grief. Il est certain, et les registres d'armement de Delaville en font foi (140), que la mortalité des équipages était considérable. Montaudoïn, qui ne pouvait guère le nier, expliquait longuement que la richesse que les populations côtières devaient au trafic colonial provoquait en revanche un accroissement de natalité tel qu'il compensait et au delà les pertes de mer, et fournissait à ce sujet des statistiques curieuses, dont les conclusions ne sont pas infirmées, du reste, par nos recensements actuels. Enfin il rétorquait, sur le troisième point, que les denrées coloniales étaient désormais entrées « *dans les besoins indispensables* » et qu'il n'était au pouvoir de personne de les éliminer des exigences de la vie courante.

Après avoir ainsi établi la nécessité du commerce des Indes,

toujours aux aguets des documents utiles à l'histoire de sa ville. Ce très important fonds, que nous effleurons à peine en cette étude, est la source la plus complète que Nantes possède pour l'étude de son activité économique dans le dernier tiers du XVIII^e siècle. Il ne saurait tarder à susciter d'importantes études et fournirait à tout le moins la matière d'un excellent diplôme d'histoire moderne ou d'une thèse de doctorat ès sciences économiques.

(139) Arch. dép. Loire-Inf. (fonds Ch. com.), C. 750.

(140) D'un travail auquel nous nous sommes livré sur le registre I des livres d'armement de Delaville, il résulte que la mortalité habituelle est de six à sept hommes par traversée pour un équipage de quarante hommes en moyenne et une traversée de dix-huit mois environ. Cela fait un déchet — énorme — de 15 %.

Montaudoin entreprenait le procès des compagnies privatives. Elles ne servent, disait-il, qu'à gêner le commerce libre ; elles ne peuvent remplir les buts qu'elles se proposent, « *faute de moyens* » ; elles coûtent enfin de 20 à 30 % plus cher que les exploitations particulières.

Et pour appuyer ses dires sur une argumentation indiscutable, Montaudoin se livrait — c'est de loin la partie la plus intéressante de son mémoire — à une minutieuse analyse des trafics entrepris par la Compagnie et par les Compagnies rivales, notamment celle de Hollande.

En Afrique, dit-il, « *sur huit à dix mille lieues que l'Afrique a de circuit, les Français n'ont la liberté de trafiquer que dans un espace de deux mille lieues. Si cette interdiction était prononcée par les naturels du pays, il n'y aurait pas lieu d'en être surpris : chacun est maître chez soi ; mais c'est une Compagnie française, c'est-à-dire un petit nombre de Français qui, semblables aux gardiens du sérail, privent la nation d'un avantage dont ils ne jouissent pas eux-mêmes* » (141).

Là où la Compagnie tolère le commerce des nègres, elle lève un droit de 10 livres par tête à son bénéfice ; ce qui a pour but de concourir à « *l'exécution des vues pernicieuses de nos ennemis* ». Et reprenant à son compte les chiffres de l'Anglais Doslewarth, il évaluait à 55.000 nègres la vente annuelle et montrait de quel bénéfice était ainsi frustré le pays... non moins que les armateurs.

Aux isles de France, les « *marchandises d'Europe qui leur sont fournies sont tarifées à un prix très haut et on ne leur paie que le quart ou tout au plus le tiers du prix que leur café vaudrait* ».

A Moka, « *la Compagnie aime mieux faire un gain considérable sur une petite quantité que de faire le même gain sur une plus forte quantité et elle ne s'attache pas même à l'idée d'en fournir à l'étranger* ». Et Montaudoin de conclure qu'il est impossible que le commerce prospère lorsqu'il est tout entier aux mains du souverain et de donner en exemple « *les Anglais, dont les vues pour le commerce ne connaissent d'autres bornes que celles de l'univers, et qui s'efforcent encore de les reculer* ». Tous les moyens leur sont bons pour arriver à leurs fins ; ils ont, durant la guerre, usé des pavillons espagnols et danois pour trafiquer au nez de nos corsaires. Montaudouin jure — et on a quelque peine à l'en croire — que nous n'en eussions pas fait autant, et conclut par cette juste remarque, d'une actualité persistante : « *Nos rivaux font presque continuellement céder les intérêts politiques à ceux du commerce, nous faisons presque continuellement le contraire!* »

L'auteur continue son analyse par l'Inde. Que ce soit d'Inde en Europe ou d'Inde en Inde, nous sommes partout supplantés par les Hollandais, et ceux-ci ont une sorte de monopole de fait (142) qui ne correspond en rien avec les dépenses faites par la Compagnie et les sacrifices consentis par la nation. Nous n'y avons que peu de places et de peu de profit (143).

Au *Canada*, le commerce des castors, monopolisé par la Compagnie, peut bien rapporter 450.000 à 500.000 livres par an. Mais l'Etat n'y gagne rien, et ce sont les Anglais qui en encaissent les bénéfices, parce que cet argent est transformé en Amérique même en marchandises britanniques, tant sont mal conçus les retours de la Compagnie. Montaudouin n'ignore pas, du reste, qu'en 1720-1721 le commerce libre ne donna pas de meilleurs résultats, mais la faute en était aux droits presque prohibitifs (20 % *ad valorem*) que la Compagnie faisait peser sur ce trafic.

Toujours en Amérique du Nord, le monopole de la ferme du tabac « *laisse en friche la Louisiane et fertilise la Virginie et le Maryland* ». C'est toujours la même politique d'incompétence, de prohibition, de faveur aux concurrents ; et le réquisitoire se termine par une demande de suppression de la Compagnie où se lit cette phrase qui en marque les tendances et le style, ainsi que la culture du rédacteur :

« *La Compagnie de Hollande peut être considérée comme un Etat dans l'Etat. Sa puissance aux Indes l'emporte probablement sur celle de la république en Europe. Jean de Witt, qui a été pour la science nouvelle du commerce ce que Descartes a été pour la philosophie, cependant en demandait la suppression.* »

Si l'on veut bien se souvenir qu'au moment où ce mémoire fut écrit, Gournay, membre du bureau du commerce, en voyage d'études à travers le royaume, venait de faire fonder l'école de dessin de Nantes (144), est-il trop téméraire d'imaginer qu'il le connaissait et sut s'en servir dans son propre rapport au contrôleur général ?

Toutefois, cette diatribe n'eut aucun résultat immédiat. La Compagnie, durement éprouvée durant la guerre de la succession d'Autriche, victime en France, après la paix d'Aix-la-Chapelle, de la défiance que provoquait la politique de magnificence de Dupleix, traîna durant toute la guerre de Sept ans, mais put alléguer avec raison les malheurs des temps pour justifier son propre déficit. En 1767, elle réussit encore un emprunt de 20 millions de livres. Il faudra la nouvelle attaque menée contre elle par Morellet

(142) Voir en annexe II le remarquable exposé que fait Montaudouin du trafic hollandais.

(143) Il est certain qu'ici Montaudouin, peu sensible aux opérations non commerciales, n'a pas rendu justice à l'effort de Dupleix, dont les résultats pratiques lui semblaient sans intérêt pour le trafic.

(144) Cf. CARRÉ, *Louis XV*, in LAVISSE, VII^e, p. 345.

et les économistes pour provoquer l'enquête préparatoire à sa suppression, décidée enfin par arrêt du Conseil du 13 août 1769.

S'il n'est pas possible de retrouver de traces matérielles du rôle que des Nantais purent prendre à ces diverses enquêtes et tentatives de destruction, l'intérêt qu'ils y portaient s'atteste néanmoins par divers indices. Le principal est sans doute, dans les Chambres de lecture qui commencent alors à s'y établir, le nombre des ouvrages, pamphlets, brochures relatifs à cette question du privilège des Compagnies. Beaucoup ne nous sont connus que par l'inventaire dressé lors de leurs saisie, en l'an II ; mais la bibliothèque municipale de Nantes conserve un bien curieux recueil (145), où, sous reliure de parchemin, les rapports de Morellet sont réunis à divers comptes rendus présentés par la Compagnie à ses actionnaires, et à une note de 1740 relative aux services qu'elle rendit. Tout un dossier rassemblé au jour le jour et dont le propriétaire — inconnu et qui n'y marqua nul *ex-libris* — a, par des notes marginales, indiqué à quel point le passionnait la solution.

Nantes, qui a pu profiter de la Compagnie, mais ne l'a jamais ni beaucoup aimée ni beaucoup aidée, débarrassée après 1759 de la crainte d'un port franc à Saint-Malo, ne peut guère, en effet, souhaiter qu'une chose : la pleine indépendance de son commerce maritime.

Malgré la guerre de Sept ans, à peine celle-ci terminée, elle a retrouvé dans le double commerce des îles et de la commission une prospérité qui ne va pas tarder à dépasser même celle de la période brillante 1735-1745. Elle arme chaque année une centaine de navires : ses armateurs les plus illustres font figure de très hauts personnages. *Jean-François Delaville*, dans les papiers de qui nous puisons ces précisions, a une dizaine de navire affrétés sous son connaissance. Sans doute n'en fait-il pas seul les frais d'armement et de cargaison. Il est, avant tout, un roulier des mers et, concurremment aux cotonnades et « clinquaiïleries » qu'il emporte à son compte pour les troquer contre des noirs, ses vaisseaux portent la ferraille et les salaisons de *Jacques Couderc et C^{ie}*, d'Amsterdam, ou les eaux-de-vie de *Flerrit et fils*, de Bordeaux. Mais le tiers de la cargaison est à son compte. Il a des correspondants dans toutes les villes commerçantes de France, à Tours comme à Montpellier, à Paris comme à Lyon. Son frère, établi à demeure à Cadix, est son meilleur courtier étranger ; mais il a un représentant à Londres et un autre à Amsterdam. Des planteurs de Saint-Domingue et de la Guadeloupe lui vendent leurs cafés, leurs cannes et leur indigo. Il s'occupe de placer au collège et de surveiller dans ses études le fils d'un de ses clientes, *M^{me} Delaroque*, « des Cotteaux au fond de l'Île-aux-Vaches ».

Chaque navire qu'il expédie représente plus de 100.000 livres de débours (146) ; une solde mensuelle de 2000 livres pour un équipage de quarante à quarante-cinq hommes. Or, six ou sept vaisseaux sortent chaque année pour lui de la rivière de Nantes. C'est près d'un million de livres de capitaux qui voyagent sous son seul pavillon, au hasard des océans, des pirates, des prises de guerre. Et *J.-F. Delaville* n'est qu'un des quarante armateurs du port, un des plus riches, mais enfin pas une exception parmi ses pairs. Nantes n'a décidément pas eu trop à se plaindre de la Compagnie des Indes. Elle en a bien, semble-t-il, plus bénéficié qu'elle ne lui rapporta.

CONCLUSION

Au cours d'un siècle d'existence, la Compagnie des Indes entretenait sans cesse avec le grand port de la Loire des relations qui furent presque toujours dépourvues de cordialité. L'étude de ces rapports permet de se rendre compte assez bien des raisons pour lesquelles les Compagnies privilégiées furent tout au plus supportées par le commerce des grandes cités navales.

A l'origine, elles représentent à peu près exclusivement des placements de capitaux entrepris avec d'insuffisantes garanties techniques. Les professionnels se défient, n'apportent que contraintes et forcés un appoint à la société, se retirent dès qu'ils voient leurs avis méconnus et leur compétence méprisée.

La Compagnie, victime de son ignorance, n'a pas d'autre recours

(146) Le compte d'armement de la corvette *le Mignon*, sortie de la rivière de Nantes le 14 avril 1765, s'établit comme suit :

Achat du navire.....	20.000 l.		
Armements et frais divers....	17.939 l.	1 s.	9 d.
Vivres	8.894 l.	9 s.	11 d.
Avances à l'équipage.....	2.350 l.		
Cargaison.....	50.853 l.	3 s.	3 d.
Total.....	100.036 l.	14 s.	11 d.

et la répartition de cette somme entre les différents ayants droit est la suivante :

Pour 1/9 ^e d'intérêt : M. Guilbaud.....	11.115 l.	3 s.	10 d.
1/8 ^e — MM. Delaerlle frères.....	12.504 l.	11 s.	10 d.
1/16 ^e — M. Le Barbet l'ainé.....	6.252 l.	5 s.	11 d.
1/16 ^e — M. Demaudons et C ^{ie}		id.	
1/16 ^e — M. Pelyé père.....		id.	
1/16 ^e — M. Pelyé et C ^{ie}		id.	
L'intérêt de M. K/Youvas, <i>le Mignon</i>	15.000 l.		
— M ^{me} veuve Chassains et Paimpaille	3.000 l.		
	66.628 l.	19 s.	4 d.
L'intérêt du compte particulier du signataire (Delaville aîné).....	33.407 l.	15 s.	7 d.
Total égal.....	100.036 l.	14 s.	11 d.

La corvette *le Mignon* a 32 hommes d'équipage, c'est-à-dire qu'elle représente un des plus petits navires armés par Delaville.

pour se sauver que d'abandonner sa gestion à des syndicats professionnels. Mais qui dit syndicat dit groupe limité, et les rivaux de ce groupe ne sont que plus acharnés contre une conception commerciale qui met entre les mains d'adversaires aussi compétents qu'eux la double puissance d'une grosse concentration financière et de privilèges souverains. Ils n'ont alors de cesse qu'ils n'aient « coulé » leurs ennemis. La lutte de Nantes et Saint-Malo entre 1700 et 1718 est une excellente illustration de cette phase.

Si le génie d'un grand maire d'affaires a su par la suite faire de la liquidation d'une société beaucoup moins mal en point qu'on n'a coutume de le dire, une source véritable de fortune pour sa ville, il faut bien cependant considérer la période qui va de 1720 à 1733 comme une trêve entre Nantes et la Compagnie, bien plus que comme un assentiment du port aux principes du privilège. C'est à Nantes de s'enrichir, comme l'avait fait Saint-Malo, et à meilleur compte, puisqu'elle n'a pas, pour ce faire, de capitaux à engager.

Mais il est fatal que de nouvelles rivalités viennent faire trébucher cette prospérité, dont la splendeur insulte à des médiocrités voisines. Les ventes quittent Nantes, et celle-ci retombe dans la logique de son action, qui est l'opposition à la société privative. Nantes ne vaut sans doute que comme un exemple. Toutes les places de commerce sont d'accord contre le privilège. Le système de Colbert fait contre lui l'unanimité des usagers. Il finira par succomber à ces animosités intéressées.

Faudrait-il conclure qu'il ne servit de rien ? L'exemple choisi par nous montre fort exactement le contraire. La Compagnie, au début, a tout de même ouvert les voies aux négoces. Elle a « essuyé les plâtres » de diverses entreprises où le commerce libre se risqua à sa suite, mais dont l'envergure l'aurait peut-être effrayé s'il avait dû en tenter, seul et le premier, l'aventure. La colonisation est tout de même l'œuvre de ses initiatives.

Elle a rendu d'autres services encore. Elle a souvent créé des outillages qui lui survécurent et dont les autres profitèrent. Elle a permis aussi de lutter contre la concurrence étrangère, sous la protection du roi. Les armateurs, livrés à eux-mêmes, n'en auraient peut-être pas été toujours capables.

Il ne faut donc pas accueillir sans réserve les critiques passionnées du commerce nantais contre la Compagnie des Indes. Toutes ou presque sont fondées quand elles se produisent. Mais Nantes a dû à la Compagnie l'origine de sa renaissance maritime. Cela valait bien quelque reconnaissance, et si, vers 1750, la Compagnie est une entrave, elle avait d'abord été un appui. Rien ne prouve donc que cette grande pensée de Colbert ait été une conception mauvaise en soi. Disons seulement qu'elle représentait un stade d'évolution économique qui fut, à son heure, efficace. Devenu à son tour périme, il risquait, en se survivant, de devenir

très vite néfaste, après avoir été nécessaire. Peut-être est-ce en définitive le sort de toute chose humaine.

GASTON MARTIN.

Août 1925-octobre 1926.

ANNEXE I

Motifs qu'on présume avoir engagé la Compagnie des Indes à transporter ses ventes publiques de la ville de Nantes, où elles se font actuellement, au port de Lorient.

1°

La Compagnie des Indes regarde comme un objet important de réunir toutes ses principales opérations en un seul et même port, qui luy est privatif, et qui est soumis à ses ordres.

2°

La Compagnie partagera ses directeurs entre le Bureau de Paris, centre de la direction, et celluy de Lorient, sans être tenue d'en envoyer à Nantes ; cela diminueoit le nombre des Directeurs dans chaque département, et rendoit par cet éloignement les divers avis difficiles à concilier, conséquemment les décisions lentes et incertaines ; par le nouvel arrangement la Compagnie aura dans le port de Lorient trois à quatre Directeurs dont l'un sera chargé du détail des armemens et les autres de ce qui concerne l'achat des cargaisons, les ventes publiques et la remise des fonds qui en proviendront : ils se réuniront pour déli-
brer de toutes les affaires impré-

*Réponse
aux motifs allégués cy-contre.*

1°

Il est de l'intérêt de la Compagnie de réunir tous ses armemens en un même port, où elle a une autorité entière, et où elle est seule par conséquent sans recevoir aucune incommodité des autres armateurs : elle doit au contraire chercher à faire ses ventes dans une ville d'un grand commerce, parce que plus il y aura de négocians, plus il s'y trouvera d'acheteurs pour ses marchandises. On conviendra cependant que si la Compagnie pouvoit réunir toutes ses opérations dans une seule ville, ce seroit le mieux, pourvu que cette ville fut maritime et commerçante, et que le corps entier de la Direction y fut transplanté.

2°

Le Bureau de Lorient ne prendra jamais seul des résolutions importantes, il sera toujours dans la dépendance de celuy de Paris, parce que l'approbation du Ministre est nécessaire à la validité de toutes les délibérations de la Compagnie, et qu'il ne souffrira point qu'il se fasse rien de considérable sans son autorité. D'ailleurs on ne doit pas se flatter de trouver dans tous les temps trois à quatre négocians de premier ordre, habiles et d'une probité reconnüe disposés à se transplanter à Lorient : il faudra pour cela qu'ils quittent leurs maisons, abandonnent totalement leurs affaires, renoncent à donner de l'éducation à leurs enfans, même à les éta-

vues qui demanderont une prompt solution, et les résoudre, ce qui ne se peut faire par un seul.

3°

Le port de Lorient appartient à la Compagnie, il lui importe de le rendre plus considérable et plus peuplé en y augmentant le commerce : cela ne se peut faire que par l'établissement des ventes ; par là elle y appellera des artisans de tous métiers, et même des marchands ; les premiers lui seront utiles pour ses armemens, elle trouvera à point nommé chez les autres toutes les marchandises qui lui seront nécessaires.

4°

La Compagnie a besoin de fonds considérables à Lorient pour ses armemens et ses désarmemens, elle ne peut y en établir qu'en les y voiturant à grands frais : les ventes publiques lui en fourniront suffisamment.

5°

La Compagnie n'a à Nantes ny logemens pour ses Directeurs et ses commis, ni magasins pour ses marchandises ; elle est obligée d'en affermer à grands frais de très incommodes, éloignés les uns des autres, peu seurs et dans un risque continu d'être incendiés : elle trouvera au contraire à Lorient en parfaite sûreté et des logemens et magasins commodes et spacieux.

blir, s'ils veulent les retenir auprez d'eux. La Compagnie sera forcée de revenir à envoyer des Directeurs à Lorient pour le temps des ventes seulement, ainsi qu'il se pratique actuellement à Nantes ; et alors la Compagnie perdra le prétendu avantage de la réunion de ses Directeurs, ou elle sera obligée de confier le maniment de ses affaires à des gens peu versés dans le commerce, ce qui entraînera sa ruine totale.

3°

La Compagnie ne manquera point à Lorient d'ouvriers pour la construction et l'armement de ses vaisseaux, tant qu'ils seront bien payés : elle en a l'expérience, elle est dans l'usage de tirer de la première main les marchandises qui lui sont nécessaires et si, dans quelques occasions, elle n'a pas un temps suffisant pour le faire, dans huit jours elle peut les tirer de Nantes ; au reste, c'est une chimère de croire qu'il s'établira du commerce dans un port écarté et perdu tel que celluy de Lorient.

4°

Il en coûte que pour voiturier chaque année quatre à cinq cent mille livres de Nantes à Lorient, il en coulera davantage à la Compagnie pour voiturier à Paris ou à Nantes un million d'argent comptant qu'elle recevra à chaque vente au delà des fonds nécessaires à la consommation du port, car elle ne se flatte pas d'y trouver, comme à Nantes, des lettres de change sur Paris ou sur les places étrangères.

5°

Le contenu en cet article est réel et seroit de quelque considération si la Compagnie n'étoit pas dans le même cas à Lorient ; elle y fait construire des logemens et des magasins qui coûteront plus de 800.000 livres avant d'être dans leur perfection. Elle avoit la même facilité à Nantes et on peut assurer qu'elle y eut enlevé pour 400.000 livres tous les édifices qui lui sont nécessaires, soit qu'elle eut acquis à Chézine des terrains dont le fonds est du Roi, soit qu'elle eût bâti sur pilotis dans les

terrains vagues du quay d'Estrées que la communauté de Nantes étoit disposée de luy donner gratuitement ; elle eut donc épargné une somme considérable qui luy eût été utile dans son commerce, et dans tous les temps, ses bâtimens eussent valu le même prix à Nantes, au lieu que ceux de Lorient se trouveront inutiles et de nulle valeur si les ventes n'y réussissent pas.

6°

La Compagnie des Indes sera chez elle à Lorient, elle n'y dépendra de personne, et dans aucune occasion elle ne sera obligée d'avoir recours à une autorité étrangère pour maintenir le bon ordre.

6°

En quelque lieu que se fassent les ventes, les Directeurs y seront toujours indépendans pour ce qui regardera les affaires de la Compagnie et même leurs personnes ; chacun sait combien la Compagnie est protégée et aucun commandant ne s'avisera de la désobliger dans la personne de ses principaux membres.

7°

La Compagnie épargnera les droits d'octroy prétendus sur ses marchandises par la communauté de Nantes ; il est vrai qu'elle ne les paye pas actuellement parce qu'elle s'en croit exempte ; mais l'instance pendante au Conseil à ce sujet n'y est point encore décidée et l'événement peut être contraire à la Compagnie.

7°

Si la Compagnie ne veut pas employer tout son crédit pour se faire déclarer exempte des droits d'octroy appartenans à la communauté de Nantes, du moins il dépend d'elle de faire un abonnement pour une somme modique. Les particuliers n'auront point le même avantage, ils seront tenus de payer la totalité du droit et par cette raison ils feront d'autant moins valoir les marchandises.

8°

La Compagnie compte obtenir du Conseil que le bénéfice de l'entrepôt de ses marchandises à Nantes soit conservé aux négocians particuliers, ainsy et en la même forme qu'elle en jouit actuellement ; au moyen de quoy ceux qui le jugeront à propos pourront y faire transporter leurs marchandises de Lorient sans payer aucun droit.

8°

Cette précaution sera fort sage et d'une grande conséquence pour la grande quantité de marchandises qui seront apportées à Nantes, soit pour y être gardées en attendant l'occasion de les vendre (laquelle on ne trouveroit pas à Lorient), soit pour y être transportées dans l'intérieur du royaume, dans les colonies françaises ou dans les païs étrangers, mais cette précaution fait connoître qu'il faut une ville commerçante pour des affaires de commerce, et qu'elles ne peuvent réussir ailleurs.

9°

Il se formera des emballeurs à Lorient, et en attendant la Compagnie en fera venir de Nantes, pour tra-

9°

Quoi que l'on fasse, on ne procurera point à Lorient aux négocians les mêmes facilités qu'ils ont à Nan-

vailler à la visite et au réemballage de ces marchandises, les ventes se faisant immédiatement aprez, ils se trouveront portés sur le lieu pour l'usage des négocians.

10°

Les ventes se faisant à Lorient, il y viendra des rouliers et des voituriers de toutes parts pour le transport des marchandises destinées pour l'intérieur du royaume. Il s'y rendra pareillement des barques et des vaisseaux qui viendront y charger à frêt pour les différents ports du royaume et pour ceux des pays étrangers, ainsy les négocians y trouveront les mêmes facilités qu'à Nantes, soit pour distribuer leurs marchandises, soit pour les faire passer dans les païs étrangers.

tes pour l'emballage et la prompte expédition de leurs marchandises.

10°

Les rouliers ne viendront point à Lorient, on n'aura point non plus la commodité de la rivière de Loire, ainsy toutes les marchandises destinées pour l'intérieur du royaume ne pourront y être transportées qu'à dos de mules ; ce qui non seulement sera bien coûteux, mais aussy très incommode pour plusieurs marchandises telles que le caffè, le thé et autres qui sont en balles ou caisses d'environ 300 livres pesant, et qu'on ne peut mettre en balles ou caisses de moindre volume sans de grands frais, et sans détériorer la marchandise ; raisons pour lesquelles elles ont été jusqu'à présent transportées par batteaux ou par charrettes, il se trouvera à Lorient des barques et des vaisseaux, mais non pas généralement pour tous les ports, ainsy qu'il s'en trouve à Nantes ; leur petit nombre fera que les maîtres et capitaines rançonneront les négocians pour le frêt de leurs marchandises, et que chaque particulier ne trouvant pas plusieurs vaisseaux pour y partager ses marchandises sera obligé d'en charger la totalité dans un seul, aux risques de tout perdre par un seul accident. On observera aussy que les marchandises de la Compagnie ne sont pas ordinairement d'un grand poids, ce qui oblige les vaisseaux qui en chargent à Nantes pour l'étranger de prendre des sucres, des eaux-de-vie ou des vins pour former le fond de leur chargement et leur servir de lest : cela paye en même temps une grande partie de leur frêt. A Lorient, ils ne trouveront que des pierres pour se lester, ce qui renchérira de beaucoup le frêt des marchandises de la Compagnie, parce que d'une manière ou d'autres les maîtres de bâtiment sçauront bien se faire payer un fret proportionné à leur port, soit qu'ils aient été chargés en entier ou non.

11°

La Compagnie évitera les frais et l'embarras infini du transport de ses marchandises à Nantes, elle se trouvera en état de travailler à les disposer immédiatement après l'arrivée de ses vaisseaux ; il en résultera que les ventes publiques se feront beaucoup plus tôt et dans une saison moins avancée, conséquemment plus commode aux étrangers et aux marchands éloignez qui suivent les ventes, le transport et la distribution des marchandises, soit dans le royaume, soit dans les pays étrangers, en deviendront plus faciles et sujettes à moins de risques.

12°

Les négociants des différentes villes qui suivent les ventes se rendront à Lorient aussi volontiers qu'à Nantes : il en sera de même des étrangers ; on sait que les premiers souhaitent cette translation à l'égard des négociants de Nantes, un voyage de trente lieues ne fera pas abandonner le commerce des ventes à ceux qui sont dans l'usage de le faire, et si quelques-uns d'entre eux ne peuvent s'y rendre, ils chargeront les autres de leurs achats.

13°

En supposant le concours des marchands à Lorient aussi grand qu'il est à Nantes, et qu'ils y trouveront les mêmes facilités pour le transport de leurs marchandises soit dans les villes maritimes et intérieures du Royaume, soit dans les pays étrangers, la Compagnie doit se flatter d'y vendre ses marchandises avec le même avantage qu'à Nantes. Cela ne peut être contesté pour celles dont la consommation se fait chez l'étranger, et qui y sont envoyées par mer immédiatement après les ventes ; cet article comprend les thés, la gomme, le bois rouge, la toutenague, et presque toutes les autres marchandises de l'Inde et de la Chine qui se vendent au poids, toutes les étoffes de soy, les laines peintes ou rayées et beaucoup de toilles de cotton.

Il en est de même des marchan-

11°

Les frais et l'embarras du transport des marchandises de la Compagnie à Nantes sont grands, mais cela est compensé et au delà par la plus haute valeur qu'elles y ont ; quant au retardement qu'occasionne ce transport, c'est au plus une affaire de dix à quinze jours, quelquefois de six et de huit ; car tous les vaisseaux de la Compagnie n'arrivent pas ensemble ; souvent même la vente est reculée par les retards d'un seul vaisseau quoique d'ailleurs tout soit prest.

12°

Les négociants ne seront jamais à Lorient en aussi grand nombre qu'ils sont à Nantes, il leur sera plus facile de se lier et de faire tomber le prix des marchandises. C'est dans cette espérance que plusieurs d'entre eux souhaitent la translation des ventes à Lorient, ils pensent que l'embaras dont toutes les affaires seront accompagnées à Lorient et la fatigue d'un si long voyage empêcheront beaucoup de négociants de s'y rendre et que s'y trouvant en petit nombre ils feront la loi à la Compagnie.

13°

On a déjà dit qu'il ne se trouvera point aux ventes de Lorient un aussi grand nombre de négociants qu'à celles de Nantes, qu'ils n'y auront point les mêmes facilités pour l'expédition de leurs marchandises tant par terre que par mer, et qu'ils seront forcés d'en faire transporter une très grande partie à Nantes, soit pour y être gardées en magasin en attendant l'occasion d'en faire usage, soit pour être envoyées dans celles des villes du royaume et des pays étrangers où on n'aura pu les faire passer de Lorient en droiture. Ce seroit l'affaire des négociants et non celles de la Compagnie. S'il étoit vray qu'il n'en résultât pas une diminution considérable dans le prix et dans la consommation de ses marchandises : c'est là le point décisif et non l'idée de ménager 60.000 à 80.000 livres qu'il

dises qui se chargent à Nantes pour les autres ports du royaume, et pour celles destinées pour les villes de Rennes, Saint-Malo, Rouen, Paris, la Picardie, la Champagne et même Lyon, attendu que ces provinces et ces villes sont à peu près dans une distance égale de Nantes et de Lorient ; il ne peut donc y avoir de diminution dans le prix que sur les marchandises qui sont introduites dans le royaume par la rivière de Loire et cette différence se réduira aux frais que l'acheteur prévoira être tenu de faire pour les transporter à Nantes ; frais que la Compagnie paye actuellement sur la totalité de ses marchandises, et qui se trouveront diminués des sept huitièmes ou plus.

en coûte chaque année pour le transport des marchandises de Lorient à Nantes, et l'envie d'avoir un peu plus d'aisance et de commodités pour l'administration des affaires et pour les logements.

La Compagnie est dans un degré de prospérité et de puissance auquel nulle compagnie n'avoit encore atteint en France, ses armements augmentent chaque année ; non contente de fournir le royaume, elle commence à fournir à nos voisins les marchandises qu'ils étoient en possession de nous vendre. Pour se conserver dans cet état florissant, et qui est vraiment le fruit d'une sage administration.

La Compagnie doit s'attacher uniquement à vendre chaque année la totalité des marchandises qui lui seront apportées par ses vaisseaux et à les vendre avantageusement. C'est à y parvenir qu'elle doit donner toute son application, sans jamais perdre de vue cet objet ; l'importance en est extrême, parce que le renouvellement de ses fonds peut seul la mettre en état de renouveler chaque année ses armements, et que s'il restoit dans ses magasins des marchandises invendues d'une année à l'autre (ainsy que cela arriveroit fréquemment à Lorient), elle seroit dans la nécessité de diminuer par proportion ses envois dans les Indes. Mais pour réussir à vendre chaque année pour 15 millions de marchandises ou plus, et à les vendre avantageusement, il est d'une nécessité indispensable que ces marchandises soient mises à la portée et pour ainsy dire sous les yeux d'une foule de négocians, afin que leur vue fasse naître les désirs de les acheter, que l'exemple des uns entraîne les autres, que les négocians puissent s'aider mutuellement de leurs connaissances ou des avis particuliers qu'ils ont de la valeur des marchandises dans les païs étrangers, qu'il se forme des sociétés de gens riches soigneux d'acheter les parties entières des marchandises qui restent invendues à la fin d'une vente. Tout cela se trouve à Nantes ; il y est notoire que plusieurs négocians qui n'approchent ja-

mais de la salle des ventes sont empressés d'accepter tout ce que la Compagnie a jugé à propos de ne pas adjuger lors des anchères, l'expérience leur ayant appris que c'est principalement dans ces occasions où il y a de l'argent à gagner, soit parce que la Compagnie fait meilleur marché d'une partie entière que d'un lot seul, soit parce que, mettant dans une main la totalité d'une espèce de marchandise, il est plus facile d'en soutenir le prix. On le répète encore, les négocians en gros peuvent seuls procurer à la Compagnie la débouche entière de toutes ses marchandises, ainsy elle ne peut trop les approcher d'eux ; pour ne laisser aucun doute là-dessus, on va faire quelques observations sur la manière dont se font les ventes et sur les différens acheteurs qui les suivent.

Sur le premier chef, la Compagnie a pour maxime de soutenir les prix auxquels elle a commencé à vendre une marchandise et de retenir les lots qui n'y sont pas portés, elle retient aussy toutes celles qu'elle ne juge pas être poussées à leur valeur, ou dont elle prévoit ne pouvoir vendre qu'une petite partie, de là il résulte qu'à la fin des ventes il luy demûre communément pour 2 à 3 millions de marchandises qu'elle vend de gré à gré *hors vente* aux prix, termes et conditions dont elle convient avec les acheteurs ; en des temps fâcheux où l'argent est rare, tel que fût l'an 1726, il reste encore plus de marchandises invendûes. Alors les négocians écri de toutes parts, s'informent du prix que valent au dehors ces marchandises et ordinairement les achète ; les étrangers qui viennent aux ventes en usent de même, et comme ils sont ordinairement pressés de retourner chez eux, et n'ont pas le temps d'achever la négociation qu'ils ont entamée, ils laissent des instructions et des ordres à quelque négociant entendû qui consomme l'affaire ; cela ne se pourra faire à Lorient : 1° il s'y trouvera peu de négocians en gros ; 2° ils n'y trouveront personne en qui ils puissent confier en leur absence la conduite d'une affaire intéressante, ainsy dez qu'ils

en seront partis, toute négociation cessera, et la Compagnie sera forcée de garder jusqu'à l'année suivante celles de ses marchandises qui seront demûrées invendûes.

Quant aux marchands et négocians qui suivent les ventes, on peut les diviser en quatre classes, scavoir :

1° Les marchands de toilles de coton en gros et en détail ;

2° Les marchands épiciers ;

3° Les négocians qui achètent par commission pour les païs étrangers ;

4° Les négocians qui, sans être fixés à aucune espèce de marchandise, achètent pour leur compte par spéculation indifféremment toutes celles sur lesquelles ils prévoient quelque profit, soit en les envoyant à l'étranger, soit en les vendant dans le cours de l'année aux détaillans lorsque ceux-cy viennent à en manquer.

Les premiers se rendront toujours dans le lieu où la Compagnie fera ses ventes parce qu'ils n'ont point d'autres commerces, mais leurs achats sont bornés à leurs fonds et à leur consommation annuelle ; dez qu'ils se trouvent *remplis*, on leur offriroit inutilement la marchandise à la moitié de sa valeur, la Compagnie ne trouvera donc point chez ces gens-là une débouche proportionnée à la quantité de marchandises que ses vaisseaux apportent en Europe.

Les épiciers sont dans le même cas que ces marchands de toilles de coton, mais la plus grande partie des épiceries et drogueries de la Compagnie étant voiturées par la rivière de Loire, soit pour toutes les provinces de delà la Loire, parce qu'elles ne peuvent pas supporter les frais de la voiture par terre, les acheteurs seront dans la nécessité de les envoyer à Nantes par mer et d'y payer commission à ces négocians pour les retirer et les charger sur la rivière : cela occasionnera des frais et des assurances qui diminueront d'autant les prix auxquels ces marchandises seront portées lors de leur adjudication.

Les étrangers font acheter à Nantes des parties considérables de marchandises lors des ventes, ils y sont

excités par leurs correspondans de Nantes qui, dans le désir de gagner une commission, les tiennent sur les avis, et qui même, pour les déterminer, retiennent souvent un intérêt dans leurs propres achats. Ces achats par commission ne seront point aussi considérables à Lorient. Ceux des négocians de Nantes qui ne s'y transporteront point cesseront d'engager leurs amis à faire acheter. Les étrangers ne sachant à qui s'adresser à Lorient, et incertains si leurs correspondans de Nantes s'y rendront ou non, se détacheront de ce commerce d'autant plus facilement que le profit qui s'y fait est très médiocre, et même assez casuel.

La quatrième classe des acheteurs aux ventes est celle des négocians en gros, elle est la principale, et la seule qui puisse assurer à la Compagnie le débit entier de ses marchandises, — on en a exposé les raisons cy-devant.

De cet exposé il résulte que la Compagnie, en transportant ses ventes à Lorient, conservera seulement la débouche de ce que les détaillans, soit marchands de toiles de coton, soit épiciers, sont dans l'usage d'acheter, mais qu'elle trouvera une diminution considérable, et capable de causer sa ruine, dans les achats que les négocians ont accoutumé de faire, soit par commission pour les pays étrangers, soit par spéculation pour leur propre compte, lesquels sont d'une toute autre conséquence que les achats des détaillans.

ANNEXE II

« ... Le trafic de leur Compagnie des Indes (147) ne consiste pas seulement à porter des marchandises d'Europe en Asie et d'en remporter d'Asie en Europe, il consiste encore à porter et à vendre dans les divers endroits de l'Asie même : elle porte, par exemple, des marchandises de Siam et de Chine au Japon et de celles du Japon dans les autres endroits de l'Asie où elles sont nécessaires. C'est par le moyen de cette circulation continuelle qu'elle ramasse les marchandises que les navires reportent en Europe.

« Le commerce d'Arabie, qui, se borne de la part de notre Compagnie à très peu de choses, est considérable pour les Hollandais. Ils le font avec

(147) Aux Hollandais.

avantage par le moyen des épiceries dont les Arabes font une grande consommation ; ils en tirent de l'encens, de la mirrhe, diverses sortes de gomme, de la mâne, de la casse, du baulme, de l'aloës, du sang de dragon que produit l'île de Secotera, voisine de l'Arabie, du café et plusieurs autres articles : ils ne se bornent pas à fréquenter Moka, ils fréquentent tous les ports d'Arabie et ils y commercent tant pour eux que pour les Indiens, qui envoient beaucoup de marchandises aux Arabes.

« Le commerce avec la Perse est étendu ; le principal comptoir des Hollandais est à Bender et à Cassy ; ils ne payent aucun droit d'entrée et de sortie en prenant tous les ans 600 balles de soie à de certains prix et comme cette marchandise donne assez peu de profits, ils ont l'habileté d'en faire diminuer la quantité de tems à autre. La Perse fournit beaucoup de soie et d'étoffes de soie, des brocarts d'or et d'argent, des tapis d'une extrême beauté ; on y trouve aussi des lames de Caramanie d'une finesse admirable, des perles, des turquoises, etc. Les marchandises que les Hollandais y portent et sur lesquelles ils font de grands profits sont les épiceries, le poivre, le sucre, l'anis, le gingembre, l'indigo, le bois de Japon, le vermillon, l'encens, le benjoin, le vif-argent, le plomb, l'étain, le cuivre, les draps de couleur, les toiles de Surate et de Coromandel, etc.

« Leur commerce dans les Etats du Grand-Mogol est immense ; ils en tirent quantité de soie et de coton, des étoffes de soie pure et d'autres d'or, d'argent et de soie, des toiles de coton en quantité, de l'indigo, du salpêtre, de la laque, des agates, de l'opium, du gingembre ; ils ne portent pas seulement ces marchandises en Europe, mais en Asie et en Affrique. Ils y vendent à Surate des épiceries, du poivre, du cuivre, de l'écaille de tortue, du camphre, du vermillon, du benjoin, de l'étain, des draps de divers couleurs.

« La côte qui s'étend de Surate jusqu'au cap Comorin, et qui comprend celle de Malabar, fournit principalement du poivre : dès 1664, les Hollandais s'étaient assurés de cette branche de commerce par des traités avec les princes du pays.

« Ils tirent de la côte de Coromandel, dans laquelle on met le royaume de Golconde, beaucoup de coton et de toiles de coton de toutes les espèces : le royaume de Golconde fournit aussi de l'indigo, des pierres de bezoar et des diamants bruts ; ils payent ces marchandises avec des épiceries, du poivre, du cuivre du Japon, de l'étain de Malaca, de la mine d'or de Sumatra, du vif-argent, du vermillon, du camphre, du bois de Siampan et de Sandale.

« Le royaume de Bengale abonde en soie, qui est la meilleure de l'Asie, en salpêtre et en sucre ; le borns de Cazumbazar en fournit jusqu'à vingt deux mille balles de 100 livres chacune : les Hollandais en enlèvent environ le tiers, dont ils portent une partie en Europe et le reste au Japon. Ils y raffinent le salpêtre, qui est excellent à Choupan à quatre lieues de Patna ; ils tirent encore du Bengale des étoffes de soie, des toiles de coton, du musc et de la rubarbe ; ces deux derniers articles viennent du royaume de Boutan, qui est au nord du Bengale. Ils y portent des épiceries, du poivre, du cuivre, de l'étain, du plomb, du vif-argent, du vermillon, des éléphants, du morphil, de bois de Siampan et de Sendale, des draps de diverses couleurs, du corail rouge et de l'ambre ; il y a beaucoup de profit sur ces marchandises. Le commerce des royaumes de Pégu, de Siam et de la pointe de Malaca est assez important. Le premier donne de la laque, de l'or, de l'argent, des rubis et des saphirs, on y porte des épiceries, du poivre, de l'opium, du bois de Sandale, des étoffes, des toiles de Golconde, de Bengale ; le royaume de Siam est étendu et fort peuplé ; on y trouve beaucoup de riz, du morphil et par conséquent des éléphants qui sont propres pour Surate et Bengale ; de l'étain, du plomb, du bois de Siampan, qui se débite dans toutes les Indes, des peaux de cerf, qui se vendent avantageusement au Japon, et quantité d'or. Les Hollandais donnent en échange de ces marchandises des épi-

ceries, du poivre, de l'ambre, du corail rouge, du vif-argent, du bois de Sandale, des draps, etc. Ils sont comme les maîtres de l'étain par des traités avec le roi de ce pays-là ; le commerce de la pointe de Malaca est considérable, on y fait un grand débit de tapis de Bengale et de toilles de toutes espèces de la côte de Coromandel ; on y trouve beaucoup de plomb et d'étain.

« La richesse du royaume de Tunquin consiste en soie très estimée, en musc et bois d'aloës, ce pays se procure par ce moyen beaucoup d'or de la Chine et de l'argent du Japon. Les Hollandais enlèvent de tout cela en donnant des épiceries, du poivre, du vif-argent, du vermillon, de l'ambre, des draps.

« La Chine fournit de grandes quantités de soie, d'étoffe de soie, de coton, de toile de coton, des camelots, du chanvre, des toiles de chanvre, de l'or très fin et, en quantité, de l'étain, de l'acier, du fer, du cuivre, des pierres précieuses, de l'azur, du très beau marbre, du bois d'Aquila, de rose, de Brésil, et d'ébène, du thé, du musc, du sucre et du gingembre, de l'ambre jaune et rouge, du vif-argent, du radix-china et de la rubarbe, des porcelaines de toutes espèces, des ouvrages vernissés en quantité. Les principales sont des épiceries, et surtout du poivre en quantité, des toilles de plusieurs sortes, des draps, des serges rares, des étamines de différentes couleurs, mais principalement rouges, bleues et noires, des dents d'éléphants et du bois de Sandale, de l'ambre et du corail paille rouge, de l'argent pour se procurer de l'or.

« Les Hollandais sont les seuls Européens qui fassent le commerce du Japon ; ils y portent de la soie et des étoffes de soie en quantité, des draps, deux cens mille peaux de cerf et cent mille peaux vertes, beaucoup de chanvre, des toilles, de la laine, du vif-argent, du clou de girofle, du poivre, du sucre, du musc, du camphre et du rocou, du bois de Sampan et du Brésil, du calambac, des dents d'éléphants, du corail rouge et toutes sortes de merceries ; ils en rapportent quantité immense d'argent et de cuivre ; l'isle de Ceylan les rend maîtres de la canelle ; ils tirent de l'isle de Sumatra beaucoup de poivre, de la poudre d'or, du camphre, du benjoin ; ils y débiteront du sel et des toilles en quantité.

« Le commerce de l'isle de Java est entièrement entre leurs mains ; ce pays leur fournit beaucoup de poivre et de café.

« Les habitants de l'isle de Bernéo apportent à Batavia leurs diamans, leur camphre et leur or.

« L'isle des Célèbes donne beaucoup de riz, du poivre, du bois de Sandale et de Siampan, on y trouve encore de l'or et de l'écaille de tortue.

« L'isle d'Amboine et plusieurs autres qui en dépendent, tel que Banda, Ternat, etc., mettent les Hollandais en possession du clou de girofle, de la muscade et du massis ; ils ne laissent pas que de débiter des guinées et autres toilles communes à Ternat et dans les autres petites isles des Molucques, ils en tirent aussi de l'écaille de tortue.

« Si l'on compare le commerce de notre Compagnie des Indes avec la totalité du commerce de ces vastes contrées, on sera étonné et fâché que les Français y ont une si petite part. »

(Extrait du mémoire de J. MONTAUDOIN, intitulé *Observations sur la Compagnie des Indes*. L'original porte : N° 41, cote 1, avril 1755. [Nantes, Arch. dép. Loire-Inf., fonds de la Chambre de com., C. 750.])

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

C. BOUGLÉ. — *Essais sur le régime des castes*. Paris, Alcan, 1927, 2^e éd. ; in-8°, 278 pp.

« Le régime des castes est une collection amorphe d'anomalies et d'anachronismes, calculée pour embarrasser l'enquêteur le plus expert, pour décourager le chercheur le plus enthousiaste », écrit un observateur que cite M. Bouglé dans son livre (p. 117). Sont-ce ces difficultés qui ont guidé l'auteur vers ce sujet ? Nous l'ignorons, mais il nous semble bien qu'il les a vaincues et c'est l'impression que nous donne, pour la seconde fois, la lecture de son beau livre, dont la première édition paraissait il y a près de vingt ans.

Après avoir étudié les idées égalitaires, si tenaces dans les esprits occidentaux, M. Bouglé a voulu considérer le système d'idées et de faits sociaux qui leur est le plus opposé et qui semble caractériser le monde hindou, le régime des castes. Son analyse arrive à dégager les caractères essentiels de ce régime, qui sont la hiérarchie des groupes, la répulsion réciproque qu'ils éprouvent l'un pour l'autre et la spécialisation héréditaire. Ainsi défini, il se sépare nettement du système social de l'antiquité ou de notre ancienne féodalité et tout le premier chapitre de ce livre oppose et compare avec beaucoup de soin la fonction économique de la caste et celle de la gilde. Issu presque entièrement de la vie religieuse, — et non des faits économiques, comme le voudrait le marxisme, ou de la division des races, comme l'a cru l'anthroposociologie, — le régime des castes s'aperçoit dans l'évolution de nombreux peuples, mais il ne s'est stabilisé que dans l'Inde, et c'est là qu'on peut l'étudier à l'état pur, dans toutes ses conséquences économiques et sociales. C'est précisément ce que fait M. Bouglé en suivant pas à pas le régime dans ses manifestations les plus diverses.

Chaque individu se trouve enfermé, par les prescriptions qui s'imposent à sa caste et qu'elle lui impose, dans une multitude d'obligations qui l'immobilisent, lui interdisent toute initiative, et lui ferment à peu près toute issue vers un autre état ; la domination anglaise est cependant venue déranger cette fixité, en important des produits que l'on dut cesser de fabriquer dans l'Inde et qui privèrent telle ou telle astre de sa fonction traditionnelle en incorporant, sans distinction autre que celle fondée sur la capacité, des Hindous de toutes castes dans son administration. Mais le régime, dans son ensemble, s'est maintenu ; bien mieux, il semble qu'il se soit servi de l'appareil de la civilisation moderne pour se consolider !

Le droit hindou a été profondément influencé par le régime des castes, qui exclut la notion de l'intérêt national, l'idée de l'Etat ou

de la cité, dont nos civilisations occidentales ont toujours été si fortement pénétrées, sous tous les régimes. La vie économique se trouve, au premier chef, atteinte par l'existence des castes, dont l'un des caractères essentiels est, précisément, de spécialiser héréditairement les individus dans leur métier, sans tenir compte ni de leurs aptitudes, ni des besoins variables de la société. En interdisant le passage d'une caste à l'autre et en imposant ou en refusant telle ou telle consommation à chaque caste, le régime hindou fait échec à cette loi de capillarité sociale qui, dans nos sociétés, assure les échanges d'hommes entre les diverses couches sociales et le perpétuel rajeunissement de ces milieux, en même temps qu'une diffusion aussi large que possible de toutes les consommations. Toute l'économie des métiers, leur technique comme leur développement, restent dans la dépendance du système.

M. Bouglé a su réunir, dans son livre, une multitude de faits précis et bien contrôlés, mais surtout il les explique, en tire d'utiles inductions, et, par le contraste très vif qu'il a mis en relief, entre ce régime des castes et les civilisations occidentales, il nous fait apercevoir la logique interne du premier sous son chaos apparent, et la force de perpétuel renouvellement des autres sous l'uniformité que nous leur attribuons parfois. Après vingt ans, cette étude n'a perdu ni de sa valeur scientifique, ni de sa nouveauté.

ROGER PICARD.

*
**

G. DES MAREZ. — *Le problème de la colonisation franque et du régime agraire dans la basse Belgique*. Bruxelles, M. Hayez, 1926, in-4°, 196 pp.

On commence à se rendre compte que les problèmes complexes et difficiles, comme celui de l'établissement des Germains dans les pays occidentaux du v^e au vi^e siècle, ne sont susceptibles d'une solution précise que si l'on met en jeu toutes les ressources qui peuvent nous être fournies par les différentes disciplines. Trop longtemps l'histoire a montré un goût exclusif pour les sources proprement historiques et négligeait dédaigneusement les renseignements qui venaient d'ailleurs. Cette attitude pouvait à la rigueur se comprendre et n'avait que des inconvénients véniels pour des périodes où les matériaux sont abondants. On ne peut pas s'y tenir lorsqu'il s'agit d'époques où, pour une raison quelconque, nos informations écrites sont rares et sujettes à caution, comme c'est le cas pour la période des invasions. On est obligé alors d'appeler à la rescousse toutes les autres disciplines. L'historien doit se faire linguiste, juriste, archéologue, voire géologue ou botaniste, et n'arrivera à des solutions solides que par une synthèse des éléments qu'il aura ainsi recueillis sur le terrain d'autrui.

Cette méthode a été employée avec éclat par M. des Marez dans le présent ouvrage. Il serait exagéré de dire qu'il l'a vraiment inventée, car elle avait déjà été utilisée par M. Dopsch dans son important travail intitulé : *Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der europäischen Kultur geschicht*, et lui-même avait des devanciers. Mais, ce qui est vrai, c'est que jamais encore cette méthode d'investigation totale n'avait été utilisée d'une manière à la fois si consciente et si rigoureuse.

Ainsi armé, M. des Marez s'est attaqué à un double problème : celui de l'établissement des Francs en basse Belgique et celui des origines du régime agraire qui y fut pratiqué. Ces deux problèmes sont, on le voit sans peine, intimement liés.

En ce qui concerne d'abord la colonisation franque, M. des Marez confirme ce que M. Fustel de Coulanges avait pressenti, ce que les plus récents travaux permettaient déjà d'affirmer, à savoir que l'invasion franque n'a pas été une ruée dévastatrice, mais bien plutôt une lente infiltration. Lente, mais irrésistible et provoquée sans doute — l'auteur se garde prudemment de toucher à ce sujet — par des raisons d'ordre démographique. De même, M. des Marez ne nous donne aucune indication sur un point fort important : les rapports entre les envahisseurs et la population autochtone. Nous aimerions savoir si l'occupation a consisté en une véritable expropriation ou si elle n'a pas été plutôt, comme celle des Burgondes ou des Wisigoths, régie par des conventions plus ou moins oppressives. Sans doute notre curiosité se montre ici bien indiscrette, et M. des Marez nous répondrait qu'aucun document, aucune source d'information ne projette la moindre lueur sur la question. Néanmoins, nous eussions désiré la voir posée, dût-elle être tranchée par un procès-verbal de carence.

En revanche, sur la progression des Francs, sur l'itinéraire qu'ils ont suivi, nous possédons maintenant, grâce aux patientes recherches de M. des Marez, des informations précises et sûres. On peut retracer sur la carte leur marche et leurs poussées successives et affirmer désormais que l'expansion salienne s'est faite en trois temps : d'abord dans la vallée de l'Escaut inférieur et de la Lys, puis — à partir du *vi*^e siècle seulement, dans le Brabant, où elle rencontre des éléments de population saxons et frisons avec lesquels elle compose — enfin dans la Flandre maritime, où elle cherche, au prix de luttes incessantes, à dominer les mêmes éléments ethniques.

Quant au second problème que M. des Marez se proposait de résoudre, celui du régime agraire institué en basse Belgique par les conquérants d'outre-Rhin, il était singulièrement délicat, car on ne trouvait guère de travail sur la question en dehors des affirmations a-prioriques de Mutzen qui attribuaient à l'élément ethnique un rôle décisif en ce qui concerne le mode de culture des terres. M. des Marez montre que cette construction doctrinale n'a point d'appui dans la réalité, et n'a pas de peine à la démolir. Est-il aussi heureux dans sa tentative de systématisation personnelle, et n'exagère-t-il pas un peu lui-même en faisant jouer à l'élément géographique, et notamment à la présence de l'eau, un rôle de premier plan et presque exclusif ? Je m'associe sur ce point aux réserves de M. Marc Bloch (1). D'une façon plus générale, j'éprouve une certaine défiance à l'égard des prétendues « fatalités économiques » (2). Il ne suffit pas que telle situation paraisse absurde ou désavantageuse à un savant professeur de Bruxelles, ou même à un homme moyen de notre temps, et le soit en effet : il faut qu'elle ait été sentie telle par le groupe social

(1) MARC BLOCH : « Peuplement et régime agraire », in *Revue de Synthèse historique*, tome XLII, 1926, p. 98.

(2) Dans ce sens, L. FEBVRE : *La Terre et l'Évolution humaine*, Paris, 1922.

vivant alors ; et c'est pourquoi les arguments tirés du « bon sens », de l'« utilité », du « moindre effort » me paraîtront toujours manquer leur but. M. des Marez ne s'en tient pas, heureusement, à ces arguments. Il s'appuie sur tout un ensemble de données positives, utilisant notamment d'une façon extrêmement ingénieuse et neuve les plans cadastraux. Il attache également, avec raison, une grande importance aux documents d'ordre juridique dont il tire le meilleur parti.

Ce que je n'ai pu faire ressortir, dans ce compte rendu, mais ce que je tiens à dire en terminant, c'est la somme d'aperçus nouveaux, de vues pénétrantes que contient l'ouvrage, et qui font de lui, en dehors même de l'intérêt qui s'attache à ses thèses principales, un des livres les plus suggestifs qui aient paru depuis nombre d'années. Ce résultat est dû, non seulement à l'érudition et à la sagacité de l'auteur, mais aussi à l'heureux emploi qu'il fait de cette méthode d'investigation totale qui, nécessaire en ce domaine, conduirait sans doute sur d'autres terrains encore à des résultats fructueux — mais à condition d'être maniés par des mains aussi expertes.

HENRI LÉVY-BRUHL.

*
**

HENRI FONTANILLE. — *L'Œuvre sociale d'Albert de Mun*. Paris, éd. Spes, 1926, in-8°, 274 pp.

L'œuvre d'Albert de Mun fut d'action beaucoup plus que de pensée. Sa doctrine, qu'il n'a jamais formulée en un exposé d'ensemble, il l'a empruntée aux catholiques sociaux du XIX^e siècle, Lamennais, Ozanam, M^{re} Ketteler, aux encycliques du pape Léon XIII, et ce sont ces précurseurs d'Albert de Mun que M. Fontanille présente dans la première et non la moins bonne partie de son ouvrage.

Il essaie ensuite de systématiser les idées sociales de son auteur, mais il le fait en mêlant constamment sa propre pensée à celle d'A. de Mun et en procédant tantôt par affirmations dogmatiques, tantôt par réfutations polémiques, ce qui rend cette seconde partie de l'ouvrage un peu confuse et en affaiblit la portée.

Mais il y a beaucoup à retenir dans la dernière partie, où l'auteur relate l'action organisatrice du comte de Mun et décrit les œuvres, encore aujourd'hui bien vivantes, qui sont nées de ses efforts et de sa propagande si entraînante.

Bien que M. Fontanille ait écrit autant comme un disciple militant que comme un historien, son livre méritera d'être consulté pour la connaissance du mouvement de christianisme social qui s'est déroulé au cours du demi-siècle antérieur à la guerre.

R. P.

*
**

A. FOURGEAUD. — *La dépréciation et la revalorisation du mark allemand*. Paris, Payot, 1926 ; in-8°, 284 pp.

Voici l'étude la plus complète qui ait paru dans notre langue sur les expériences monétaires faites ou subies par l'Allemagne au cours des dernières années. L'auteur expose d'abord, en une série de chapitres, les effets de la dépréciation monétaire sur l'économie privée et sur les

finances publiques, en s'aidant de l'exemple allemand et, dans cette partie de son travail, il résume et examine les principales doctrines contemporaines sur la question. Selon lui, c'est à l'intervention de l'Etat dans les relations contractuelles, à l'interdiction de l'agio et de la clause-or qu'il faut attribuer les perturbations monétaires et notamment le manque de symétrie entre la valeur d'une même monnaie à l'intérieur et à l'extérieur du pays d'émission.

La dernière partie du livre, d'un caractère moins doctrinal, expose avec une grande clarté et dans ses détails, la politique allemande d'assainissement financier par la création du *rentenmark* et le retour à l'étalon d'or. On lira avec un profit particulier pour la période que traverse notre propre pays, les pages consacrées aux conséquences de la restauration monétaire sur l'économie allemande.

Le livre de M. Fourgeaud est riche en enseignements et en documents et c'est une des plus sérieuses contributions qu'on ait apportée à l'étude des faits monétaires d'aujourd'hui.

R. P.

**

C.-J. GIGNOUX : *Bourges pendant la guerre* ; — P. MASSON : *Marseille pendant la guerre*. Publications de la Dotation Carnegie, Paris, Presses Universitaires, 1927.

Deux monographies nouvelles viennent de s'ajouter à la collection de l'Histoire économique et sociale de la guerre que publie la Dotation Carnegie. Les deux villes considérées ici ont subi très diversement l'influence de la guerre. Bourges a été soudainement tirée de sa somnolence, a vu sa population doubler et, pendant quatre ans, est passée au rang de grande cité industrielle. Marseille, tout d'abord paralysée par la déclaration de guerre, a dû ensuite mettre au service de la défense nationale toutes ses ressources économiques.

Dans les deux villes, le mouvement social, les mesures prises pour le ravitaillement, l'hygiène, la sécurité, ont été sensiblement de même ordre. Les auteurs de ces monographies, dont chacun possède une connaissance parfaite du sujet traité et de la ville étudiée, nous ont apporté là deux études très substantielles et qui répondent parfaitement à ce que doivent être de tels travaux.

R. P.

**

ELIE HALÉVY. — *Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle. Epilogue (1895-1914)*, t. I : *Les Impérialistes au pouvoir (1895-1905)*, Paris, Hachette, 1926, in-8°, vi-420 pp. ; prix : 50 francs.

Dans cet ouvrage, on trouvera la même documentation si complète, si précise, que dans les trois volumes déjà publiés, et aussi le même sens pénétrant de la complexité des problèmes. M. Halévy étudie l'histoire de l'Angleterre sous toutes ses faces. D'excellents chapitres ont été consacrés à la politique extérieure du gouvernement unioniste, et notamment à la guerre des Boers, à la question religieuse et à celle de l'enseignement (l'auteur nous donne une idée très précise de l'*Education bill* de 1902). Une large place a été faite à l'histoire économique et sociale. M. Halévy montre comment, sinon la décadence,

du moins le fléchissement économique de l'Angleterre, a donné naissance au courant impérialiste et protectionniste. Joseph Chamberlain a été le véritable animateur de la politique impérialiste, mais il n'a pu faire triompher son programme de réforme douanière, que repoussent les masses des consommateurs ; le bloc des impérialistes libéraux unis aux libéraux gladstoniens l'empêche d'aboutir. La période de 1895 à 1905 est aussi marquée par une nouvelle orientation de la classe ouvrière organisée, qui est partiellement gagnée aux idées socialistes : Keir Hardie fonde le *Labour party* et les Trades Unions, menacées par la réaction patronale, qui s'affirme notamment dans l'affaire de la *Taff Vale Railway Company*, s'orientent vers une action plus énergique. En même temps, le gouvernement unioniste dote la législation ouvrière de l'Angleterre d'importantes mesures (loi sur les accidents du travail de 1897, *Unemployed Workmen Act* et *Aliens Act*, de 1905). On trouvera aussi dans cet excellent volume de précieux renseignements sur la question irlandaise.

HENRI SÉE.

*
**

LOUIS HALPHEN. — *Les Barbares* (Coll. « Peuples et civilisations ») (Paris, Félix Alcan, 1926, in-8°, 394 pp. ; prix : 40 fr.).

C'est un véritable tour de force d'avoir fait tenir en 400 pages l'histoire du monde dans la période s'étendant du iv^e au xi^e siècle, d'avoir condensé tant de faits, d'avoir pu s'informer avec tant de précision de tout ce qui s'est passé de mémorable pendant ces sept siècles. M. Halphen nous montre aussi toute cette histoire sous un aspect très nouveau. Toujours au premier plan apparaissent les multiples invasions de barbares de toutes races qui apportent tant de perturbations en Europe, en Asie et en Afrique. C'est là une vue des choses très intéressante. Le seul inconvénient de ce mode d'exposition, c'est, pour chaque région, de morceler un peu l'exposé de l'évolution historique. On a l'impression juste des bouleversements, vus par nous autres ; mais sans doute les contemporains n'ont pas toujours eu celle d'être le jouet d'une si grande agitation. Aussi, quelque effort méritoire qu'ait fait l'auteur pour décrire l'évolution interne et profonde des divers pays, celle-ci passe quelque peu au second plan. C'est dire qu'une place très large n'a pas été faite à l'histoire économique et sociale, bien qu'elle n'ait jamais été passée sous silence.

Ajoutons que, pour chaque chapitre, le lecteur trouvera des bibliographies, très sûres, très critiques, qui lui permettront de s'orienter dans ces études si complexes.

H. S.

*
**

ELEMER HANTOS. — *La monnaie, ses systèmes et ses phénomènes en Europe centrale*. Paris, Giard, 1927 ; in-8°, 259 pp.

L'auteur, ancien ministre hongrois et rapporteur à la Société des nations de diverses questions monétaires, était particulièrement qualifié pour écrire le livre qu'il vient de nous donner. Son étude est l'une des plus approfondies et, en même temps, des plus lisibles que

nous connaissions sur le sujet. Après avoir montré, en des analyses complètes, quoique condensées, les effets de l'inflation sur la vie économique de l'Europe centrale, M. Hantos décrit les diverses méthodes de restauration monétaire mises en œuvre par les divers pays étudiés. La Hongrie fait, notamment, l'objet d'explications et d'un exposé d'ensemble vraiment neufs.

Après avoir dégagé les principes communs et les enseignements que comportent les expériences monétaires de l'Europe centrale, montré les progrès du *gold-exchange standard*, le rôle de plus en plus considérable joué par les devises en matière de couverture des émissions, l'auteur propose un système d'union monétaire, destiné à parachever les efforts d'assainissement déjà réalisés. Cette union consisterait dans un cartel des banques d'émission et dans l'intercirculation entre pays adhérents de monnaies fiduciaires gagées sur des réserves de devises dont la Société des nations pourrait avoir le contrôle. M. Hantos montre les origines du système, le compare à celui du *Federal reserve board*, dont il diffère sensiblement, et à celui des pays scandinaves, dont il se rapproche beaucoup. D'une manière générale, il estime, et c'est une conclusion qui gagne chaque jour de nouveaux adhérents, que le morcellement politique de l'ancien empire austro-hongrois peut subsister sous un régime économique d'union entre les nouveaux Etats. On peut même penser que cette union est une condition pour que ce morcellement subsiste sans engendrer de graves conflits.

R. P.

H. HONEGGER. — *Volkswirtschaftliche Systeme der Gegenwart*. Braun, éditeur, Karlsruhe, 1926.

Ce petit ouvrage sera utile à ceux qu'intéresse le mouvement des idées théoriques en Allemagne depuis 1910 ; l'auteur les passe en revue, depuis l'école autrichienne (durement traitée) jusqu'à l'opérette-bouffe que constitue l'école romantique. On verra, par le livre d'Honegger, que l'école historique, disparue, fait place à un mouvement théorique qui a la prétention d'étudier les faits et non pas — comme dans tel autre pays — de bâtir des « doctrines économiques » sentimentales. Cela est louable ; malheureusement, ces idées théoriques ne valent le plus souvent pas grand'chose, surtout parce que leur auteur construit des systèmes autonomes sans tenir compte des acquisitions du passé. Je ne suis pas suspect d'être l'ennemi de la théorie, mais je préfère infiniment les études historiques d'un G. Martin, d'un Levasseur, même d'un Schmoller, à bien des « théories » allemandes, exception faite de Schumpeter (sur lequel Honegger passe rapidement) et de Hahn. Si l'opuscule d'Honegger est utile, il n'est pas très profond et ne peut servir de répertoire.

En comparant le flot des publications économiques françaises et allemandes, j'ai souvent opposé avec mélancolie l'Amazone allemand au Mançanarès français. La lecture récapitulative d'Honegger m'a un peu consolé : la différence s'atténue si l'on regarde la qualité des publications allemandes. En Allemagne, on publie énormément d'ouvrages et parmi eux beaucoup de médiocres : en France, on

n'imprime presque rien et... Je laisse au lecteur le soin de compléter ma pensée comme il lui convient.

G.-A. BOUSQUET.

**

GEORGES LACOUT. — *Le retour à l'étalon d'or*. Paris, Payot, 1926; in-8°, 244 pp.

Le livre de M. Lacout expose avec clarté et dans tous ses détails — malgré les difficultés d'une documentation complète sur la question — les méthodes par lesquelles l'Angleterre est revenue à sa parité monétaire de 1914.

Cette politique a été inspirée par le désir de rendre à Londres son rôle et son rang de marché financier du monde. L'Angleterre l'a conduite avec énergie, mais avec une telle rapidité que toutes les précautions préliminaires n'ont pas été entièrement réalisées. De cette hâte sont résultés pour elles des inconvénients qui durent encore.

Dans ses conclusions, très sagement, l'auteur montre avec force les dangers que ferait courir à notre pays une politique de revalorisation trop rapide et trop prononcée. La santé économique des pays exige une dévaluation de la monnaie et une stabilisation aussi prompt que possible. Toute ambition plus grande ne pourrait avoir que des conséquences funestes. Ces vues sont aujourd'hui partagées par la très grande majorité des économistes, — qui ne sont ni doctrinaires ni démagogues.

R. P.

**

BERNARD LAVERGNE. — *L'ordre coopératif. Etude générale de la coopérative de consommation. I. Les faits. Un type économique nouveau : la Régie coopérative*. Paris, Alcan, 1926 ; in-8° de xii-601 pp.

« L'ordre coopératif ». Ces seuls mots en disent long. En effet, il ne s'agit pas ici d'une simple catégorie de faits sociaux, distinguée d'autres catégories, — comme on dit l'ordre des batraciens par opposition à celui des reptiles, — mais d'un principe général d'organisation sociale. Ce principe, dont une application limitée se rencontre, sinon dans toute société dite coopérative, du moins dans les coopératives de consommation, est caractérisé par la souveraineté, ou, pour employer avec l'auteur lui-même une expression moins brutale, par la suzeraineté sociale du consommateur.

Qui dit consommateur dit besoins à satisfaire. Le sens profond de la vie sociale, et par là même la justification éventuelle des contraintes qu'elle comporte, résideraient essentiellement dans ce fait qu'elle nous permet de satisfaire nos besoins. D'où le corollaire que l'ordre social répondant le mieux aux exigences de la raison serait celui dont les coopératives de consommation se trouvent avoir les premières dégagé la formule, et dans lequel le Consommateur — par un grand C — aurait le dernier mot.

Sur ce thème de la suzeraineté du consommateur, certains essais doctrinaux ont déjà été publiés, auxquels M. Bernard Lavergne rend

justement hommage. Mais les auteurs en question, au premier rang desquels figurent en France M. Charles Gide, et en Angleterre Mrs. Sidney Webb, née Béatrice Potter, n'ont guère essayé de franchir les limites de l'économique pour se lancer dans le politique ; en outre, préoccupés avant tout d'art social, ils négligent le problème pourtant capital des fondements scientifiques de l'institution coopérative. D'autre part, si l'on considère dans son ensemble la littérature de propagande en faveur de cette institution, l'esprit critique est mis en éveil par l'excès même de ses enthousiasmes.

Au total, la matière était bien faite pour tenter le bon ouvrier qu'est M. Lavergne. Mais encore fallait-il, avant de se risquer à fonder sur la pratique coopérative toute une philosophie sociale, être suffisamment sûr de son terrain. Un professionnel de la science économique comme notre auteur avait-il le droit d'annoncer l'avènement de l'« ordre coopératif », alors que la marge entre le réalisé et le possible restait encore si considérable ? Comment rétorquer notamment cette objection fondamentale que la grande industrie, née sous le régime capitaliste, serait incapable de prospérer une fois supprimé l'aiguillon du profit commercial ? L'on voyait, il est vrai, se développer un peu partout des régies d'Etat ou de communes, desquelles l'esprit de lucre était absent ; mais leur rendement était plus que médiocre ; et la simple juxtaposition de l'étatisme et du coopératisme ne suffisait certainement pas à résoudre le problème. Plus féconde assurément aurait été une formule d'intégration ; l'on pouvait concevoir des « régies coopératives » dans lesquelles la direction de l'affaire, étant remise aux usagers, deviendrait aussi efficace qu'une direction de coopérative, tout en bénéficiant de l'autorité morale et de la puissance financière propres aux corps publics. Dès 1914, dans une conférence faite à Lyon, M. Bernard Lavergne indiquait cette solution qu'il reprenait plus tard, en plein accord avec M. Gide, devant le « Conseil économique du Travail » organisé en 1920 par la C. G. T. Mais tant qu'une idée théorique n'a pas subi l'épreuve des faits, sa valeur reste hypothétique, Or, tel semblait être le cas pour la formule des régies coopératives, quand soudain, et à sa vive surprise, M. Bernard Lavergne découvrit un certain nombre d'institutions de ce genre « vivantes et magnifiques », et dont jusqu'alors aucun théoricien n'avait semblé faire grand cas. Il s'agissait de cinq grandes sociétés anonymes d'intérêt public existant en Belgique, et qui se trouvaient répondre exactement aux conditions formulées plus ou moins *a priori* par les théoriciens. On juge de la joie ressentie par notre apôtre devant une telle « révélation ». Dès ce jour-là, peut-on dire, — c'était en 1921, — son livre était fait. Il nous en apporte aujourd'hui la partie documentaire, mais en même temps, et ce n'est pas le moins intéressant, il esquisse à grands traits dans une importante introduction générale l'ensemble du monument que, encouragé par sa découverte, il se propose de consacrer à l'idée coopérative ou, plus exactement, à l'idée de consommation.

Classées dans leur ordre logique, les principales articulations de la démonstration poursuivie par M. Lavergne semblent pouvoir s'ordonner comme suit :

1° Définition soigneusement élaborée de la société coopérative de consommation ; ou, plus exactement, de la société coopérative de

consommateurs. Comme base objective, les statuts des fameux « Pionniers de Rochdale ».

Les points finalement mis en relief sont les suivants :

a) L'activité de la société n'est pas forcément limitée aux opérations d'achat et de revente ; elle peut aussi bien s'étendre à la production de telle ou telle richesse matérielle, ou à la prestation de tel ou tel service ; ainsi l'assurance mutuelle peut être une forme de coopération entre consommateurs ;

b) Ce qu'il faut avant tout, c'est que l'objectif poursuivi ne soit pas commercial ; qu'il s'agisse de satisfaire, aux moindres prix possibles, des besoins personnels ou familiaux ;

c) Si l'association vend provisoirement au-dessus du prix coûtant, elle doit ristourner aux clients proportionnellement à leurs achats tout profit dépassant les sommes qu'une sage gestion commande de mettre en réserve ou d'affecter à des buts d'intérêt commun.

2° Bref historique du mouvement coopératif français ; constatation des progrès obtenus par la création des unions régionales, de la Fédération nationale et du Magasin de gros. Malgré tout, le chiffre d'affaires réalisé, par exemple en 1924, reste très faible comparé à l'ensemble de la consommation nationale.

3° Historique très fouillé, avec documents à l'appui, des sociétés anonymes d'intérêt public existant en Belgique. La première en date, dite Société du Crédit commercial, remonte à 1860. Puis ont été successivement créées, plus ou moins sur le même modèle : en 1884, la Société nationale des Chemins de fer vicinaux ; en 1913, la Société nationale des distributions d'eau ; en 1919, la Société mutuelle des Administrations publiques pour l'assurance contre l'incendie ; en 1920, la Société nationale des Habitations à bon marché.

4° Analyse du régime économique et juridique de ces sociétés. Ce sont, très exactement, des sociétés coopératives par actions, créées par les pouvoirs publics, mais entièrement indépendantes de ceux-ci, et qui observent dans leur fonctionnement toutes les règles essentielles des sociétés coopératives privées.

5° Pénétration au Parlement français d'idées rappelant la formule belge. Loi du 27 mai 1921 sur les travaux d'aménagement du Rhône ; Office national de l'azote (1924) ; projet concernant l'aménagement de la Dordogne, projet pour les potasses d'Alsace. Examen approfondi de ce mouvement d'idées. Sauf pour la Société du Rhône, les « offices nationaux » créés ou projetés ressemblent plus à un service d'Etat qu'à une institution vraiment autonome.

6° Coup d'œil d'ensemble sur les divers types de régies publiques existant en divers pays. L'on peut en compter jusqu'à cinq répartis entre deux grandes catégories, dont l'une couvre les régies à but intéressé, ou régies lucratives, et l'autre les régies à but désintéressé ou régies sociales. La « régie sociale » représente un progrès par rapport à la régie lucrative ; mais son efficacité est très inférieure à celle des régies vraiment coopératives.

7° Construction doctrinale complète de la régie coopérative. Elle doit séparer radicalement le client du contribuable. Ne pouvant aucunement faire appel au budget pour combler son déficit éventuel, elle doit jouir, en contre-partie, d'une autonomie absolue. Son principe essentiel sera de ne faire que de très modestes bénéfices. Dans

son conseil d'administration figurent côte à côte des représentants des pouvoirs publics, des usagers et du personnel.

8° Constatation du succès considérable des régies coopératives, telles qu'elles figurent en Belgique. Ce succès s'explique par leur puissance financière, par la haute valeur technique et morale des fonctionnaires chargés de leur administration, enfin et surtout par leur liberté d'action.

9° Magnifiques horizons ouverts désormais au progrès de l'idée coopérative. Entre les coopératives « libres » spontanément formées entre intéressés, et les coopératives « autorisées » du type belge, une part sans cesse grandissante de la production devrait pouvoir être transférée du plan de l'intérêt particulier dans celui de l'intérêt général. Bien remarquer à ce propos l'identité foncière des deux formules. Dès l'instant qu'une régie publique est organisée par et pour les usagers, elle est une coopérative, et inversement les coopératives ordinaires sont des institutions d'économie publique, beaucoup plus que d'économie privée.

10° Sur la base des enseignements tirés de l'expérience, l'auteur se propose de creuser, dans le second tome de son ouvrage, les nombreux problèmes d'art économique que pose l'établissement du régime coopératif : rapports entre les coopératives de consommation et les autres catégories de sociétés coopératives ; question des réserves ; question de la concentration industrielle, etc.

11° Soucieux de fonder l'action sur la science, il montrera l'affinité profonde existant entre un mode d'organisation économique ayant le consommateur comme pivot, et la doctrine moderne de la valeur fondée sur le besoin.

12° Désireux d'intégrer la vie économique dans l'ensemble de la vie sociale, il mettra en relief le parallélisme existant entre la notion de consommateur et la notion de citoyen. « La société politique » est « une vaste coopérative où tous ont un droit égal parce que tous ont même besoin des services... fournis par le groupe que tous ont formé. » « Idée coopérative et idée civique sont au fond un seul et même principe. »

13° Enfin sera démontré l'assainissement général de la vie sociale, que le progrès de l'économie publique, refoulant l'économie privée, est susceptible de procurer. Non pas qu'on doive voir soudain disparaître le salariat, le profit, la séparation des classes. Mais le salariat sera amélioré par la « commandite » et relevé en dignité par le droit de regard des délégués du personnel ; le profit sera dilué entre tous les consommateurs, au lieu d'être concentré sur les directeurs de la production ; enfin, l'égalisation relative des revenus diminuera l'écart entre les classes. Tout cela grâce à une socialisation de la production libérée de toutes les lourdeurs de l'étatisme, grâce à un remaniement du mécanisme de répartition qui laisse intact le mécanisme de production.

A une fresque de cette ampleur, et tracée avec une telle maîtrise, nous nous en voudrions de chercher chicane. Les lignes n'en sont-elles pas parfois confondues ? Des éléments subjectifs ne se glissent-ils pas subrepticement à l'intérieur même de l'analyse scientifique ? La notion du citoyen-consommateur, si elle est plus satisfaisante que celle de l'Etat-atelier, ne prête-t-elle pas tout de même à discussion ? Peu

importe, l'œuvre est forte, vivante, courageuse ; elle est profondément et noblement pensée ; elle est utile au progrès social. En ce qui concerne plus particulièrement les formes modernes d'économie publique, elle a une valeur documentaire indéniable. Tout en souhaitant que l'auteur nous présente très vite son second volume et en ajournant jusqu'à ce moment-là l'examen détaillé des thèses dont ce premier tome nous donne seulement l'avant-goût, nous tenons à féliciter dès maintenant M. Bernard Lavergne de son très méritoire effort et de sa très belle réussite.

MAX LAZARD.

*
**

V.-I. LÉNINE. — *Pages choisies*, t. I. Paris, Bureau d'Editions et de Publicité, 132, faubourg Saint-Denis, 1926 ; in-16 de 225 pp., prix : 9 fr.

Lénine a beaucoup écrit. Ses œuvres complètes, dont une première édition a paru de 1920 à 1924 en dix-neuf volumes, ne comporteront pas moins de vingt-sept volumes dans la deuxième édition, actuellement en cours. Comme on ne pouvait songer à entreprendre, du moins pour le moment, la traduction intégrale, de cette œuvre, P. Pascal s'est borné à une traduction en quatre volumes d'extraits soigneusement choisis. L'ouvrage dont nous rendons compte ici est le premier de cette série de quatre ; il correspond à la période 1893-1904 ; c'est dire qu'il embrasse les années durant lesquelles le parti bolchevique se définit et s'organise. P. Pascal a traduit, avec beaucoup de soin, semble-t-il, les fragments les plus importants des écrits de polémique dans lesquels Lénine s'efforça de préciser et de défendre le programme des bolcheviks en l'opposant à ceux de leurs adversaires : populistes, économistes, menchéviks. Par économiste, il faut entendre non pas, comme on pourrait être tenté de le faire, les libéraux et orthodoxes défenseurs du capitalisme, mais au contraire ceux des révolutionnaires qui donnaient à leur programme et à leur action un cadre purement économique, en laissant de côté ou en le reléguant à l'arrière-plan les objectifs proprement politiques et en particulier la lutte contre l'autocratie. Lénine montre vigoureusement à cette occasion que l'action économique et l'action politique doivent être menées de front et que la social-démocratie est « la réunion du mouvement ouvrier et du socialisme ». Il explique que jamais une classe n'est parvenue au pouvoir sans s'être organisée à la fois sur le terrain économique et sur le terrain politique.

Pour comprendre pleinement les écrits de Lénine, il faudrait connaître dans le détail l'histoire politique et sociale de la Russie dans les dernières années du xix^e siècle et les premières du xx^e, car, tout naturellement, ces articles de revues ou de journaux fourmillent d'allusions aux faits et aux hommes de l'époque. Le traducteur l'a senti. Dans des introductions et des notes substantielles, il s'est efforcé de nous fournir les éclaircissements nécessaires. Malgré tout, ce tome ne présente pas l'intérêt que l'on peut attendre des suivants, qui seront relatifs respectivement aux périodes 1904-1914, 1914-1917, 1917-1923, et dont il faut souhaiter que la parution ne soit pas trop lente.

G. PIROU.

*
**

RAYMOND LENOIR. — *Les historiens de l'esprit humain*. Paris, Alcan, 1927 ; in-12, 172 pp.

L'auteur a réuni, dans ce volume, cinq études respectivement consacrées à Fontenelle, Marivaux, lord Bolingbroke, Vauvenargues et La Mettrie. Il donne de ces philosophes une biographie psychologique et étudie avec beaucoup de pénétration leur système de l'homme. Psychologues, moralistes, observateurs et réformateurs sociaux, ces cinq esprits d'origine et de formation bien différentes, nous apparaissent cependant unis par le discernement avec lequel ils surent apercevoir les traits profonds de la vie sociale qui les entourait, par leur rationalisme et en même temps par leur confiance dans la force du sentiment d'humanité. M. Lenoir, dont le livre sur Condillac n'a pas seulement prouvé sa prédilection pour le « siècle des lumières », mais sa maîtrise à dominer et reconstituer les systèmes philosophiques, a su, dans ce groupe d'études, donner beaucoup de vie à ses personnages et à leurs idées.

R. P.

*
**

R. LIEFMANN : *Vom Reichtum des Nationen* ; — R. SCHULZ : *Die Gestaltung des Aussenhandels in Schuldnerstaaten*. Braun, éd., Karlsruhe, 1926.

Voici deux livres consacrés aux problèmes que pose le plan Dawes. Le premier est — si j'ose dire — un long gémissement traversé par un cri d'espoir. Le professeur Liefmann se lamente sur le plan Dawes ; l'espoir est constitué par son système, qui en montre les pernicioeux résultats pour les créanciers. A la vérité, on savait avant Liefmann toutes les difficultés et mêmes les impossibilités auxquelles peuvent se heurter les transferts de richesse. Cela était fort bien expliqué, sans théories, par Norman Angell ; et, avant Liefmann, un certain Smith et un certain Say avaient déjà des notions de la chose, et tout cela se réduit à l'idée d'équilibre économique. Le docte professeur démontre que le plan Dawes peut nuire à la stabilité des monnaies neutres. Il croit aussi (p. 99) que des crédits étrangers peuvent amener une espèce d'inflation. Etant donné les nombreuses stupidités dites ou écrites par des Français au sujet des réparations, il faut pardonner ce petit ouvrage à l'auteur de tant de belles et intéressantes études pratiques.

Le livre du Dr Schulz est bien supérieur et assez objectivement rédigé. On y trouve des considérations vraiment intéressantes sur « la structure du commerce extérieur dans les pays débiteurs », car tel est le titre de son étude. Il a fort bien mis en balance les avantages et les désavantages d'une forte dette intérieure pour la capacité productive des débiteurs.

G. BOUSQUET.

**

ALBERT MATHIEZ. — *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*. Paris, Payot, 1927 ; in-8°, 620 pp.

Depuis un quart de siècle, l'histoire économique et sociale de la Révolution a été l'objet de publications nombreuses et que nous avons eu bien souvent l'occasion de signaler ici. Jusqu'à présent, ce sont surtout des publications de documents, des monographies, des travaux partiels qui nous ont été donnés. Mais le moment semble venu d'aborder les travaux d'ensemble et de synthèse.

C'est à cette dernière catégorie que se rattache le magistral ouvrage de M. Mathiez, dont l'enseignement en Sorbonne s'inaugure ainsi de la façon la plus brillante. On ne comprendrait rien aux mouvements politiques qui ont marqué la Révolution, aux soulèvements provinciaux, aux émeutes populaires, non plus qu'à la politique du gouvernement, à ses mesures d'autorité, si on n'analysait les phénomènes économiques de cette époque si perturbée. Ceux que nous connaissons depuis dix ans aident puissamment les historiens à comprendre la réalité d'autrefois et que les contemporains ne parvenaient pas à pénétrer.

En réalité, toute l'histoire révolutionnaire est dominée par les troubles monétaires ; les assignats, l'inflation, amènent la vie chère, favorisent la spéculation, l'enrichissement de certaines classes sociales au détriment de certaines autres, comme nous le voyons de nos jours. Le peuple exige des mesures répressives, et c'est lui qui dicte aux assemblées et au gouvernement les lois sur le maximum, sur les réquisitions, sur l'accaparement. Les lois étant votées, il faut les appliquer, créer et mettre en mouvement tout un appareil d'autorité, briser sans pitié ceux qui paraissent en empêcher la marche et qui font alors figure d'ennemis du régime. Ainsi, pour une bonne part, s'explique la Terreur.

Les malaises dus à la vie chère commencent par la crise du sucre et la crise du pain. On essaie alors, en 1792, en pleine invasion, une série de mesures, imitées de celles que prenait l'Ancien régime, dont M. Mathiez a rappelé, dans son introduction, la politique alimentaire. Incomplètes et maladroites, ces mesures provoquent des résistances paysannes, des colères dans les faubourgs. On revient à la liberté, mais les résultats en sont pires. Apparaissent alors les « enragés », ces extrémistes qui expriment les revendications du quatrième Etat, qui ont l'idée qu'une révolution sociale doit se dérouler parallèlement à la révolution politique et qui exposent un programme d'intervention économique que les circonstances finissent par imposer. Il y a parmi eux de curieuses figures, comme ce Jacques Roux, ancien prêtre, agitateur, aventurier, pamphlétaire, esprit lucide et cœur courageux au demeurant, et dont M. Mathiez fait revivre le personnage et les idées avec une grande vigueur. Son histoire est intimement mêlée à celle de la campagne populaire contre la liberté économique, et qui aboutit en 1793 à un premier essai de taxation des denrées à Paris.

Le programme économique des enragés, dont les deux éléments principaux étaient le « maximum » et le cours forcé des assignats, et que la population parisienne essaie de faire triompher par l'émeute,

finir par devenir celui-là même de la Montagne, qui, d'abord, l'avait combattu ; on ne s'illusionnait pas sur sa valeur économique, car les conventionnels étaient moins ignorants des réalités qu'on aime à le dire, mais on l'adoptait pour sa valeur politique (p. 183). La discussion des premières lois de maximum se poursuit d'ailleurs au milieu de la plus vive agitation, dans les assemblées, dans la rue, dans les clubs, avec de nombreuses péripéties, dont l'explication emplit trois chapitres de ce livre (II^e partie, ch. v, vi et vii) ; tandis que leurs idées se réalisent, les chefs des enrégés sont traités de suspects (p. 258) ; la preuve étant faite que la liberté économique ne pouvait, en période de crise générale, assurer le ravitaillement, on recourut à la taxation et à son complément inévitable : la réquisition ; ce sont les faits, et non les doctrines, qui les imposèrent (p. 315). Mais, alors que les enrégés voulaient les instituer par une terreur de fait, par l'action directe des masses populaires, la Convention en fit un régime légal ; elle dut réprimer les mouvements insurrectionnels, mais pour instituer légalement la contrainte indispensable à la réussite du programme des insurgés (p. 338).

Le régime de taxation et de réquisition, généralisé, ne va pas sans rencontrer de vives résistances ; on voit non seulement les producteurs réagir contre les décrets, mais les autorités élues se dresser contre les représentants du pouvoir central, en mission dans les départements (p. 389), malgré le mouvement d'opinion très nettement favorable au système. La Commission des subsistances fut organisée spécialement pour l'appliquer et c'est une véritable dictature qui commença, pour le salut public et par la volonté du peuple (p. 434-435). Pour lutter contre la famine, on emploiera les moyens les plus divers : rationnement, défrichages, guerre aux cultures de luxe, chasse aux oisifs, propagande officielle, achats à l'étranger, etc. (II^e partie, ch. iv), mais qui ne pouvaient produire immédiatement leurs effets. Les résistances à ces mesures d'intérêt national s'appuyaient sur toutes les habitudes de particularisme qui survivaient à l'Ancien régime (p. 472). Mais les résultats du système varient selon les régions, et, grâce aux énormes dépouillements d'archives et de documents publics auxquels il s'est livré, M. Mathiez nous apporte une image complète de cette diversité. Sans doute le régime du maximum ne fonctionna-t-il pas sans peine et ne donna-t-il pas l'abondance au pays, mais il était inévitable qu'on y eût recours et il a sauvé la France de la famine (p. 484). On en peut dire de même des lois sur l'accaparement et de toute la législation terroriste en matière économique, en tenant compte qu'elle se heurta aux mêmes résistances de partis que la législation purement politique (pp. 534-535) ; l'exemple le plus frappant de ces résistances fut celle des hébertistes, dont l'insurrection fut réprimée, mais dont l'action n'en influença pas moins l'orientation de la politique gouvernementale en matière de taxes et de réglementation (pp. 550 et suiv.), et conduisirent au troisième essai de maximum (germinal-thermidor an II) et à la réglementation des salaires, dont l'histoire forme un des plus curieux chapitres du livre de M. Mathiez (III^e partie, ch. x).

Nous n'avons pu qu'imparfaitement résumer ce grand livre. Admirablement documenté, construit avec une sûreté critique des plus remarquables, il fait vraiment revivre la nation aux prises avec ses

terribles difficultés économiques, sans cesse compliquées de périls guerriers et de convulsions politiques. L'auteur ne s'est pas borné, comme on le fait trop souvent, à l'histoire de Paris ; son érudition a embrassé la province tout entière et son livre, si dense et en même temps si clair, semble bien apporter l'exposé définitif, à la fois par la description et par l'explication, des faits si complexes qui en constituent l'objet.

R. P.

**

ROBERTO MICHELS. — *Francia Contemporanea*. Milan, Corbaccio, 1927, in-12, 426 pp.

C'est précisément parce que l'ouvrage de M. Michels ne répond pas entièrement à son titre que nous pouvons le signaler ici. S'il contient, en effet, des études sur l'université de Strasbourg depuis 1919, sur la sociologie parisienne et la femme française, sur les universités populaires et les centres contemporains de culture sociale, toutes études d'actualité, que l'auteur traite avec une finesse psychologique et une connaissance profonde du sujet, son livre est surtout un ouvrage d'histoire et de science sociale.

Dans des chapitres fort intéressants, l'auteur cherche à définir l'esprit latin et à montrer l'influence de la culture romaine sur la formation des civilisations occidentales. A bien des égards, c'est la la France qui lui paraît avoir le mieux conservé et mis en valeur cet héritage antique. Une centaine de pages sont ensuite consacrées à étudier les rapports historiques entre la France et les pays rhénans, et par suite à faire voir comment, grâce à l'influence française, l'esprit latin a mis son empreinte sur la culture germanique. Rhénan par ses origines, Italien d'adoption, profondément attaché à la France, M. Michels a pu vivre, autant qu'il l'a observée, la psychologie des peuples dont il parle. Sa connaissance des langues latines et germaniques et ses immenses lectures historiques et sociologiques lui ont permis d'écrire là un livre à la fois substantiel et riche en vues synthétiques, et dont le seul défaut est d'être formé de morceaux séparés (conférences, articles de revues), d'où résultent à la fois quelque disparate et quelques répétitions (1). Mais ce sont là de bien faibles ombres au tableau historique si bien brossé par l'auteur.

R. P.

**

GASTON MILHAUD. — *La philosophie de Charles Renouvier*. Paris, Vrin, 1927, in-8°, 146 pp.

Ce livre contient les leçons rédigées par l'auteur en 1905. Il n'a pu profiter des travaux de Séailles et d'Hamelin, qui s'élaboraient à la même époque sur la doctrine philosophique de Renouvier. Il semble que M. G. Milhaud ait voulu se borner à donner un aperçu général de la doctrine qu'il étudiait, sans en apporter une critique approfondie.

(1) Quelques phrases se répètent identiquement d'un chapitre à l'autre : exemple pp. 25 et 32, pp. 22 et 286-287, etc.

Nous signalons, comme intéressant plus particulièrement les études sociales, les chapitres consacrés à la morale de Renouvier. L'auteur y reconnaît, avec juste raison, un des efforts les plus intéressants qui aient été faits pour sortir de l'absolu, pour tenir compte de toute la complexité de la vie sociale, tout en essayant d'y faire pénétrer plus de raison et plus de justice.

R. P.

GASTON MORIN. — *La Loi et le Contrat. La décadence de leur souveraineté*. Paris, Alcan, 1927, in-12, 170 pp.

Le titre de cet ouvrage en annonce clairement l'objet. M. G. Morin est frappé de voir que la loi et le contrat perdent peu à peu de leur empire et que la jurisprudence étend le sien. Toutefois, il y a lieu de remarquer que, très souvent, loi et contrat ne font qu'échanger leurs domaines : ainsi la législation ouvrière, les lois sur les loyers enlèvent au domaine contractuel, mais les contrats collectifs, la charte professionnelle, à son tour, dépossessionnent la loi. Ici, les pertes se compensent et l'on ne saurait absolument parler de décadence.

L'expression est plus justifiée quand on envisage le rôle de la jurisprudence, la manière dont elle fait jouer certains concepts, comme celui de l'abus de droit, ou dont elle interprète d'anciens textes en fonction des réalités économiques d'aujourd'hui. M. G. Morin multiplie les exemples de ce droit prétorien qui se crée autour de nous et qu'inspirent la notion de justice et le souci du réel. Il ne faut pas s'en effrayer, mais s'en réjouir avec l'auteur et souhaiter avec lui que l'enseignement juridique tienne compte de ces tendances pour former les esprits aux méthodes d'observation de la vie sociale.

R. P.

ALFONSO DE PIETRI-TONELLI. — *Traité d'Economie rationnelle*. Paris, Giard, Bibliothèque internationale politique, 1927 ; 1 vol. in-8° de 639 pp.

Ce livre est la rédaction du cours professé par A. de Pietri-Tonelli à l'Ecole des hautes études économiques et commerciales de Venise. Il s'inspire de la méthode et des théories de l'école de Lausanne. C'est dire qu'il prend comme centre la notion de l'équilibre économique, chère à Pareto et à ses disciples. Il se propose toutefois de lui donner une forme systématique qu'elle n'a pas toujours chez Pareto. Dans un premier chapitre, A. de Pietri-Tonelli définit la science économique. Pour lui, on doit appeler actions économiques celles que les hommes accomplissent pour vaincre les obstacles qui s'opposent à la satisfaction de leurs goûts. De ces actions économiques, la science économique étudie celles qui sont logiques (c'est-à-dire celles dans lesquelles le moyen est en rapport avec le but) et qui, en outre, se répètent. Sont donc exclues de la science les actions non logiques et les actions isolées. Par ailleurs, il convient de distinguer l'économie rationnelle, qui étudie les phénomènes économiques envisagés sous forme abstraite et générale, et l'économie appliquée, qui retient les détails concrets et

les formes particulières qui, dans la vie réelle, accompagnent le noyau abstrait et schématique, dégagé par l'économie rationnelle. A côté de l'économie politique ainsi entendue, A. de Pietri-Tonelli reconnaît la légitimité d'une sociologie réaliste, mais il estime que cette sociologie est très peu avancée actuellement.

Le traité d'A. de Pietri-Tonelli est ordonné suivant la méthode des approximations successives. Il envisage d'abord l'équilibre pour deux sujets économiques et pour deux biens économiques, puis l'équilibre pour un nombre quelconque de sujets et de biens, et enfin les équilibres particuliers (capitaux, rentes, commerce international).

A. de Pietri-Tonelli, comme tous les adeptes de l'école de Lausanne, a le mérite de bien voir et de souligner fortement le caractère synthétique de la vérité économique, que n'ont pas aperçu au même degré ceux qui se rattachent, comme la plupart des classiques, à l'économie du coût, ou, comme les Autrichiens, à l'économie marginale. Et l'on doit savoir gré aux mathématiques d'avoir aidé à la compréhension de ce caractère synthétique en ancrant fortement dans l'esprit des économistes qui les pratiquent les notions de fonction et d'interdépendance. Peut-être est-ce par là seulement que l'économie dite mathématique aura fait progresser la science, car il est permis d'être par ailleurs assez sceptique sur l'utilité directe des équations de Walras, Pareto ou Pietri-Tonelli quant à l'explication de la réalité économique. Il est en tous cas assez curieux de constater que lorsque A. de Pietri-Tonelli aborde, dans le dernier chapitre de son ouvrage, l'étude de ce qu'il appelle « les ondes économiques et sociales », c'est-à-dire les mouvements de plus ou moins grande amplitude auxquels sont soumis, dans le temps, l'ensemble des phénomènes économiques, il abandonne complètement la méthode abstraite et mathématique de laquelle il s'était servi jusqu'alors et procède à une étude concrète, basée sur l'observation des faits et la traduction graphique des données statistiques. Or, ce dernier chapitre est, me semble-t-il, le plus intéressant et le plus instructif de tout l'ouvrage. On y trouve en particulier sur les « ondes brèves » (variations saisonnières) des renseignements fort commodément groupés (pages 592 à 600). L'auteur appelle « ondes moyennes » les variations cycliques et « ondes les plus longues » les variations que l'on qualifie généralement, chez nous, de séculaires.

La traduction de cet ouvrage est malheureusement tout à fait défectueuse. Le traducteur n'a pas hésité, en maints endroits, lorsqu'il ne trouvait pas le mot français correspondant au mot italien, à le forger de toutes pièces, ce qui fait que sa traduction est souvent incompréhensible pour ceux qui ne connaissent pas l'italien et n'a de français que l'apparence. C'est ainsi qu'il est question, page 301, des « illations sociales qui furent suggestivement tirées d'une théorie », et que, page 356, l'auteur déclare qu'il a « compilé un promptuaire », etc. Le traité d'A. de Pietri-Tonelli est déjà en lui-même d'une lecture assez difficile. Il était pour le moins inutile de compliquer encore la tâche du lecteur en lui donnant une forme française aussi peu élégante.

G. PIROU.



HENRI PIRENNE. — *Les Villes du Moyen âge, essai d'histoire économique et sociale*. Bruxelles, Lamertin, 1927 ; in-8°, 203 pp.

Nul n'était, comme M. Pirenne, désigné par ses travaux antérieurs pour écrire cette synthèse de l'histoire urbaine au Moyen âge. Son livre est aussi captivant par la forme qu'instructif par la masse des notions qu'il est parvenu à condenser et à clarifier.

Toute la partie concernant la période du Moyen âge est très neuve. L'auteur montre que la civilisation romaine était essentiellement méditerranéenne et reposait, en grande partie, sur le commerce maritime. Cette civilisation, en dépit des invasions barbares, a subsisté à l'époque mérovingienne. Mais, pendant la période carolingienne, la conquête arabe a rompu les antiques relations avec l'Orient ; ainsi s'explique la profonde décadence économique du ix^e siècle ; les villes perdent toute importance ; l'économie devient purement rurale et agricole. Cependant, les villes subsistent, malgré leur affaiblissement : ce sont ou des *cités* épiscopales ou des *bourgs* militaires.

Au xi^e siècle, voici que se produit une renaissance du commerce. Grâce à l'activité des villes italiennes (Venise, Pise, Gênes, au premier rang), la Méditerranée se rouvre, les relations avec l'Orient se renouent. On voit les premières manifestations du capitalisme moderne et de cette « mentalité capitaliste », qui par conséquent, quoi qu'on en ait dit, n'a été l'apanage ni des juifs ni des puritains. Les croisades ont encore accru les relations avec l'Orient.

Dans de précédents travaux (et notamment dans son admirable mémoire sur *Les périodes de l'Histoire sociale du Capitalisme*), M. Pirenne montre comment s'est formée la classe des marchands, en marge de la société féodale, comment ces « aventuriers », ces nouveaux riches, ont puissamment agi sur la formation des villes, agglomérations nouvelles qui s'accroissent aux anciennes cités, aux anciens bourgs, et qui finissent par les englober. Rien de plus net que le chapitre relatif aux institutions urbaines : on voit que, dans les villes, il se crée un droit tout nouveau, caractérisé par la liberté des personnes et des terres ; le droit commercial prend naissance, des justices spéciales sont instituées. Dans un dernier chapitre, l'auteur montre que les progrès de la vie urbaine ont contribué puissamment à dissocier le régime domanial, et que les villes ont exercé une grande influence non seulement politique, mais intellectuelle, que la bourgeoisie est, tout à la fois, laïque et mystique (1).

HENRI SÉE.

(1) Dans toutes ces transformations économiques, que M. Pirenne étudie surtout en Italie et aux Pays-Bas, il attribue, à juste titre, une importance de premier plan au commerce maritime ; il faut tenir compte aussi du commerce régional, tel qu'il apparaît dans des contrées un peu vastes, comme la France.

*
**

PAUL DE ROUSIERS. — *Les grandes Industries modernes. IV. Les Transports maritimes*. Paris, Colin, 1926 ; in-12, 278 pp.

M. de Rousiers continue la série de ses études sur les grandes industries en nous donnant un volume pour lequel sa grande compétence le qualifiait tout particulièrement. Aussi est-ce avec une entière sécurité qu'on le suit dans les développements qu'il consacre à l'évolution du commerce de mer et aux problèmes internationaux qui se posent aujourd'hui à la navigation maritime. Après trois chapitres où il étudie respectivement la constitution en industrie séparée des transports maritimes, la concentration industrielle qui s'est imposée à cette industrie et les ententes internationales auxquelles elle a donné lieu, l'auteur consacre une série de chapitres monographiques aux principales marines marchandes du monde. Tour à tour, l'Angleterre, l'Amérique, la France et l'Allemagne sont ainsi étudiées. D'autres pays encore retiennent l'attention de M. de Rousiers, mais il en traite plus rapidement : ce sont le Japon, l'Italie, la Hollande, les pays scandinaves.

Comme les volumes précédents, celui-ci se distingue par la structure solide de son exposé, où les faits se trouvent toujours judicieusement commentés et groupés à l'appui d'une observation d'ordre général ou d'une proposition explicative.

R. P.

*
**

RAYMOND SACHOT. — *Les Prix de monopole d'après les doctrines et dans les faits*. Paris, Paillé, 1926 ; in-8, 175 pp.

On se plaignait souvent à opposer prix de monopole et prix de concurrence, en imaginant que le premier peut s'établir sans tenir compte de la demande ou, encore, en le représentant comme une exception dans la vie économique. M. Sachot, avant d'étudier les manifestations réelles du monopole, donne une revue des doctrines émises à ce sujet, depuis les physiocrates jusqu'aux auteurs contemporains et montre qu'aucune d'elles n'a été poussée à fond ni établie sur des bases concrètes.

Pour l'auteur, il y a un monopole chaque fois qu'il y a maîtrise du marché, en fait, par un individu ou par un groupe ; mais le monopole se présente avec des caractères bien différents, selon que l'objet sur lequel il porte est ou non limité en quantité, selon que le but du monopoleur est le gain ou l'intérêt social. M. Sachot apporte un très grand nombre de faits pour montrer comment évoluent les prix du monopole et étudie en détail l'exemple des livres, timbres et tableaux rares, des vins fins, des diamants, puis celui des produits monopolisés par l'Etat, tels que le tabac.

Il essaie ensuite de systématiser ses observations en quelques propositions théoriques et montre notamment que la notion du coût de production fait place à celle de rentabilité dans la fixation des prix de monopole, mais que l'influence de la demande et des goûts subjectifs de l'acheteur est plus importante ici qu'on ne le dit commu-

nément. Au surplus, les cas de monopole absolu sont aussi rares que ceux de concurrence absolue et, entre ces deux extrêmes, les prix se meuvent ou s'établissent selon des lois qui, au fond, seraient moins différentes qu'on le suppose. Le livre de M. Sachot, construit selon une méthode à la fois concrète et déductive, fait honneur à son auteur non moins qu'à la Faculté de droit de Dijon, devant laquelle il a été présenté comme thèse.

R. P.

**

ANDRÉ SIEGFRIED. — *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*. Bibliothèque du Musée Social, Paris, Armand Colin, 1927, in-8, 362 pp.

On devait déjà à M. A. Siegfried un ouvrage remarquable sur le peuple anglais. Celui qu'il nous apporte sur la nation américaine ne sera pas moins apprécié. C'est une étude approfondie de l'esprit public aux Etats-Unis, de la position économique de ce pays parmi les autres pays du monde et des courants politiques qui s'y disputent la direction de la vie nationale.

Il était difficile, en raison des différences profondes qui opposent la « mentalité » américaine et la nôtre, de la surabondance de documents sujets à critique sur un pareil sujet, de la complexité des problèmes, d'arriver à donner ne fût-ce qu'une vision nette des Etats-Unis d'aujourd'hui. Or, l'auteur a réussi non seulement à être précis, mais encore à pénétrer au delà des apparences, à dépasser la description pour atteindre le fond des choses et nous en expliquer les raisons.

Le facteur religieux a joué un grand rôle dans la formation du peuple américain et agit encore puissamment aujourd'hui pour déterminer là-bas les clivages sociaux et politiques ; la défense de la race blanche contre les races jaune et noire constitue aussi une préoccupation au sujet de laquelle les esprits prennent des positions très arrêtées ; la préservation de l'américanisme contre les infiltrations de l'esprit européen devient, elle aussi, un des centres d'intérêt autour desquels se meut l'esprit public. Ces problèmes, que la France ignore presque totalement, composent à la nation américaine une psychologie que nous avons peine à comprendre, mais qui se trouve admirablement analysée et finement appréciée dans le livre de M. Siegfried.

La situation des Etats-Unis, économiquement indépendants, grâce aux ressources de leur territoire, grand comme l'Europe, leur privilège d'être les créanciers du monde, leur esprit de discipline, le conformisme de leurs mœurs économiques, bien d'autres causes encore, ont contribué à faire d'eux un pays de hauts salaires, de dépenses larges, de production intense. Le rythme de cette vie gagnerait-il l'Europe ou bien nos vieilles nations resteront-elles attachées à une civilisation plus intellectuelle, moins confortable, mais plus raffinée ? C'est la question que se pose l'auteur, après avoir, dans de remarquables chapitres, analysé les programmes et l'action des partis politiques aux Etats-Unis.

Cette opposition entre deux civilisations, entre la quantité et la qualité, comme dirait Ferrero, paraît s'accroître ; chaque continent persiste en ses manières d'être et l'américanisme pourrait bien un jour rencontrer devant lui l'Europe et l'Orient unis pour représenter,

sinon pour défendre, leur conception de la vie morale et sociale, les valeurs spirituelles contre la conquête matérielle de l'univers.

Nous ne prétendons pas avoir rendu un compte exact du livre de M. Siegfried, mais il importe peu, car c'est là un ouvrage qu'il faut avoir lu et qu'aucun homme cultivé n'a le droit d'ignorer, surtout dans un pays comme le nôtre qui, malgré ses contrastes avec les Etats-Unis, a tant de liens avec eux et, malgré tout, de si nombreuses affinités.

R. P.

**

W. SOMBART. — *Der Moderne Kapitalismus*, t. III. Duncker et Humblot, Munich-Leipzig.

J'ai dit du mal des théoriciens allemands, on me permettra de louer sans réserve l'histoire du capitalisme que Sombart vient de terminer. C'est un des plus grands chefs-d'œuvre de l'économie politique moderne. Le tome III et dernier étudie sous tous ses aspects la vie économique et ses principaux facteurs, telle qu'elle se présente à nous depuis le milieu du siècle dernier environ. Dans une première section, l'auteur passe en revue les fondements de la vie économique : la mentalité de l'entrepreneur, les caractères de l'Etat moderne, la technique ; puis la nature du capital, les rapports entre le travail et le capital, enfin les débouchés. La seconde section est consacrée au processus économique lui-même : la concurrence, le marché, la rationalisation des entreprises, leur concentration, etc.

Grâce à Sombart, nous possédons maintenant une histoire complète de la vie économique en Europe occidentale depuis les Carolingiens jusqu'à aujourd'hui. A ce sujet, je prie instamment le lecteur de remarquer que l'ouvrage actuel de Sombart n'a plus que le nom de commun avec celui que l'auteur a publié il y a vingt ou vingt-cinq ans. Le livre actuel, au contraire, fait suite, en les synthétisant, aux études partielles qui ont déjà paru de lui (sur : *Le Luxe, Le Bourgeois, Les Juifs*, etc., etc.).

Cette œuvre grandiose mérite d'être consultée, lue, relue et méditée par tous les économistes dignes de ce nom. Consultée, parce que l'auteur y fait preuve d'une érudition bibliographique vraiment extraordinaire ; son ouvrage est un catalogue d'histoire économique. Lue et relue, parce qu'on ne trouvera nulle part ailleurs une histoire aussi vivante et complète de la civilisation européenne au point de vue économique : à ce titre, elle mérite l'attention de tout ceux qui s'occupent d'histoire à un titre quelconque ; le matérialisme économique a beau ne pas être absolument vrai, le milieu économique n'en a pas moins une importance très grande pour la compréhension des phénomènes politiques, militaires, artistiques, etc. ; l'ouvrage de Sombart dépasse donc de beaucoup le domaine purement économique : c'est une œuvre presque philosophique. Médité enfin, et cela par tous les économistes, aussi bien les historistes que les théoriciens, les historistes apprendront par lui à situer leur sujet ; et, de plus, Sombart leur indique bien souvent des points à éclaircir, à vérifier, etc. ; les théoriciens, eux aussi, feraient bien de méditer le *Capitalisme* de Sombart, ils y apprendront d'abord que leurs théories ne sont vraies

en général que pour une période de temps déterminée. De plus, Sombart se livre toujours à des considérations théoriques avant de décrire les faits. J'avoue franchement que je ne suis souvent pas d'accord avec lui, et que quelquefois même ses raisonnements me paraissent un peu faibles (l'*Archiv* a publié récemment un bon article consacré à une critique d'une théorie de Sombart), mais elles posent toujours des problèmes et elles font réfléchir. Sombart aura été aussi le premier à attirer sur bien des points l'attention des théoriciens. Souhaitons que son œuvre trouve chez eux le respect qui lui est dû.

Le lecteur s'intéresse probablement aux vues d'avenir de Sombart, celui-ci se garde de toute prédiction ou prophétisme. Il nous montre qu'aujourd'hui encore le capitalisme victorieux n'a pu que repousser, non détruire, les formes d'entreprises non capitalistes, qui subsistent encore très vigoureuses. Si donc le capitalisme n'est pas le dernier mot de la civilisation économique et que déjà il commence parfois à céder la place à de nouvelles formes d'entreprise, il subsistera pendant bien longtemps encore sous des formes variées. En tous cas, les hypothèses marxistes se montrent chaque jour plus insoutenables.

J'ai dit et tiens à le répéter en terminant : Sombart a produit un des chefs-d'œuvre de la littérature économique mondiale. *Der Moderne Kapitalismus* prendra rang à côté de la *Richesse des Nations*, du *Capital*, des *Eléments d'Economie pure* et du *Traité de Sociologie générale*.

G.-H. B.

*
**

D^r VALK. — *Het theoretisch-economisch stelsel Van G. Cassel*. Wolten, éd., Groningue et La Haye.

Cet ouvrage, clair et bien rédigé, a pour but d'exposer les principales théories de l'économiste suédois, ce que l'auteur fait avec précision. Il a le mérite de reconnaître tout ce que Cassel doit à Walras dont l'œuvre semble lui être familière. Il critique aussi en passant la manie qu'ont aujourd'hui les théoriciens d'être des inventeurs de systèmes théoriques tout nouveaux. Il est à regretter seulement que M. Valk ignore l'œuvre mathématique-économique de Pareto. Il aurait pu la comparer avec avantage aux théories de Cassel, en particulier en ce qui concerne les courbes d'indifférence, la variabilité des coefficients de production, etc. Cette comparaison eût fait ressortir l'immense supériorité de Walras-Pareto sur les autres théoriciens d'économie pure.

G.-H. B.

LA NOTION DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE

ET

LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE PRÉSENT ⁽¹⁾

par ETIENNE ANTONELLI

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon

... L'économie politique est la science qui étudie les phénomènes sociaux à travers lesquels se poursuit et se réalise, dans un système économique donné, la satisfaction des besoins économiques.

... La société, considérée dans cette définition, n'est ni l'humanité en général, ni un Etat politique déterminé : c'est un groupement humain, à étendue très variable, limité parfois, comme dans les hordes primitives, à la réunion de quelques individus, étendu parfois, comme dans le monde moderne, à un ensemble de grandes nations, mais toujours formé d'individus unis entre eux par une communauté de vie économique.

Nous appellerons « système économique » l'ensemble des relations et institutions qui caractérisent la vie économique d'une société déterminée, localisable dans le temps et dans l'espace (2).

Toutes les branches de la sociologie ont fait place à la notion de système (3). Toutefois, certains économistes ont nié qu'il y eût intérêt à l'introduire en économie politique.

(1) Cette étude est extraite d'un ouvrage sous presse, intitulé : *Traité d'Economie politique*, tome I (Introduction, Sociologie économique, Economie pure), Félix Alcan, éditeur.

(2) Cette conception du « système économique » était déjà fortement affirmée chez CAUWËS (*Cours d'Economie politique*, Larose et Forcel, éditeurs, Paris, 3^e édit., 1893, pp. 21 et suiv.) Cf. notamment sa formule : « La conception d'un type uniforme de la société d'après un idéal convenu et des règles abstraites non appropriées au milieu social », qui doit être écartée. Si l'on fait abstraction de quelques principes primordiaux, il existe, en réalité, plusieurs économies correspondant aux différents âges de la civilisation, à la nature du climat et du sol, à l'étendue et à l'énergie des forces productives... » (P. 27.)

(3) Voir notamment dans l'*Année Sociologique*, pour la société économique, pour la société juridique et pour les phénomènes religieux (t. VII, p. 217). La notion de système économique a été analysée plus particulièrement par Simiand dans l'*Année Sociologique*, t. IV, p. 503, t. V, p. 480, t. VI, p. 476. Notre conception du « système économique » se rapproche davantage de

Et, en fait, la plupart se contentent de donner une valeur absolue aux observations qui portent sur le seul monde de leur temps. Ainsi Aristote, trouvant l'institution de l'esclavage, l'acceptera comme un élément essentiel de toute société humaine (4) et tel économiste contemporain admettra que le principe de la libre responsabilité économique des individus doit s'appliquer à toutes les sociétés.

Cependant, il est très généralement admis, aujourd'hui, que cette méthode de généralisation hâtive est d'une simplicité anti-scientifique. On en propose alors une autre déjà plus complexe. On admet que les sociétés humaines ne sont pas identiques, mais diverses, et on s'efforce seulement de retrouver dans les autres sociétés du présent ou du passé certains traits, certaines institutions de la société dans laquelle nous vivons. Ainsi on retrouvera le phénomène économique de l'échange, ou une institution comme celle de la propriété, dans diverses sociétés, et on prétendra, de ces rapprochements, tirer des conclusions générales applicables à toutes les sociétés. Cette méthode, malgré ses apparences plus scientifiques, est aussi spécieuse et trompeuse que la précédente. Car, en isolant ainsi les phénomènes économiques tirés de milieux sociaux différents pour les rapprocher, on fausse totalement la réalité. L'échange, par exemple, pourra ne point avoir du tout le même sens économique et social au Moyen âge, en Chine, chez quelque peuplade primitive ou dans notre monde moderne, même s'il nous paraît avoir la même forme ; dans chaque cas, cet échange doit être envisagé par rapport à tous les phénomènes sociaux auxquels il est intimement lié (5).

Certains économistes soutiennent encore que le progrès des civilisations étant linéaire et chacune sortant de la plus perfec-

celle que se fait Durkheim du système juridique (voir *Année Sociologique*, t. VI, p. 305, et surtout *Année Sociologique*, t. XI, p. 287). Pour SOMBART (*Der Moderne Kapitalismus*, Duncker u. Humblot, Leipzig, 1902), le système économique (Wirtschaftssystem) est une organisation économique qui est dominée par un principe économique prépondérant. Sombart classe les systèmes économiques en dix types différents d'après le principe prépondérant considéré. Cette façon de concevoir le système économique nous paraît scientifiquement très dangereuse, en ce qu'elle ouvre la porte presque fatalement au « finalisme », car c'est, au fond, l'auteur qui détermine le principe prépondérant. La même objection peut être faite à propos de la notion qu'on trouve chez certains juristes d'une *nature des choses positives*, et qu'on pourrait rapprocher de notre conception du système économique. Pour M. Gény, par exemple, la nature des choses positives, ce sont les principes supérieurs de justice et d'utilité sociale tels qu'ils se comportent dans leur application à une société déterminée. Très justement M. Edouard LAMBERT (dans *La fonction du droit civil comparé*, p. 37) fait remarquer : « Ces rapports nécessaires ne nous apparaissent que sous la couleur que leur imprime le reflet de nos croyances et de nos préjugés, de nos passions politiques et de nos intérêts. Aussi la *nature des choses positives* se révélerait-elle presque sous autant de formes qu'il y aura de personnes à en entreprendre la recherche... »

(4) *Politique*, liv. I, chap. II, § 13.

(5) Cf. MARCEL MAUSS, « Essai sur le Don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques » (*Année Sociologique*, 1923-1924).

tionnée du stade antérieur, toutes les autres formes de vie économique peuvent être considérées comme des formes primitives des institutions actuelles (6). C'est une conception radicalement fausse.

D'autres enfin, sans nier l'existence des « systèmes économiques », admettent, *a priori*, celle d'une économie politique abstraite, d'une science économique de l'humanité. Mais tant qu'une étude expérimentale approfondie d'un assez grand nombre de « systèmes » n'en aura pas vérifié l'exactitude, une telle hypothèse n'aura aucune valeur scientifique et il demeurera contraire à l'idée même de science expérimentale d'étudier les phénomènes économiques, abstraitement, en dehors des « systèmes économiques » où ils se manifestent.

Sans doute, dans l'étude de ces « systèmes », l'économiste devra se garder de toute excès dogmatique, il devra tenir compte de l'évolution interne des institutions. Ce serait retomber dans une erreur dogmatique, analogue à celle de l'école classique, que d'envisager les « systèmes économiques » comme des organismes sociaux figés, immobiles, éternels. Par contre, il ne devra pas oublier que, dans tout « système économique » comme dans tout corps social, on constate toujours des éléments de résistance dans l'être qui se manifestent par la création d'« institutions » (7) en lesquelles s'exprime, précisément, cette tendance des organismes sociaux à la permanence, par tout un ensemble de phénomènes dynamiques tendant à l'équilibre stable du système (8) et, enfin, par la réaction intellectuelle de l'individu qui, devenu capable d'abstraction et de généralisation, édifie, toujours en partant des données du milieu social où il vit, une organisation économique rationnelle qu'il a tendance à universaliser et qui, pour le moins, s'impose dans une mesure plus ou moins grande suivant les milieux et les moments, à son activité présente (9).

(6) Cf. la critique de l'ouvrage de WUNDT (*Elemente des Voelker-psychologie*, Kröner, Leipzig, 1912) par Durkheim : « Le progrès n'est pas linéaire, les civilisations ne se développent pas successivement, chacune sortant de la plus perfectionnée du stade antérieur... L'évolution se fait sous la forme d'une poussée qui agit sur tous les rameaux, mais qui peut s'arrêter dans le plus avancé d'un moment pour développer et donner le premier rang à une branche retardataire ou divergente... Rien ne dit que la civilisation prochaine ne sortira pas d'un rameau asiatique, et non du rameau indo-européen ou même d'un peuple barbare quelconque. » (*Année Sociologique*, t. XII, p. 60.)

(7) Voir ci-dessous, p. 164.

(8) « L'étude des lois économiques ne fait qu'appliquer à une espèce particulière de phénomènes ce principe général que les seuls états qui puissent durer, dans un monde sans cesse en mouvement, sont ceux qui répondent à des équilibres stables. Les lois fondamentales des sciences de la nature, loi de Mariotte rectifiée, loi de Lenz, loi de Le Châtelier et tant d'autres ne font que constater ce qui est la définition même d'un équilibre stable, savoir que toute perturbation accidentelle apportée à une situation fixée ou évoluant lentement développe des forces dont l'action tend à rétablir cette situation... » (COLSON, « Communication à la Société d'Economie politique, *Journal des Economistes*, 15 novembre 1923.)

(9) « La conscience que la société prend de son état le modifie ; par cela

... L'économie politique, avons-nous dit, étudie les phénomènes économiques tels qu'ils se manifestent dans un « système économique » donné.

Evidemment, la sagesse, dans l'état actuel de la science, nous commande de commencer notre étude par l'analyse du système économique dans lequel nous vivons.

Mais, comment déterminer le système économique qui est le nôtre, comment le délimiter nettement dans le temps et dans l'espace ?

Sans doute, il ne nous est pas très difficile de le distinguer de celui de certains peuples très primitifs qu'on rencontre encore aujourd'hui en certains points du globe. Ces milieux sociaux sont caractérisés essentiellement par une mentalité mystique qui s'oppose totalement à notre civilisation moderne fondée sur la science expérimentale. L'économie de ces peuples primitifs est donc différente de la nôtre et la distinction n'est point difficile à faire (10).

Nous trouverions encore en Chine (11), dans l'Inde (12), au Japon (13), des civilisations et par suite des systèmes économiques très différents du nôtre. Mais déjà la distinction serait plus délicate.

La vie économique, en Chine, n'emprunte ses cadres ni à la religion, ni à la politique de conquête ou d'autorité. L'institution morale de la famille semble être l'essence de la société chinoise. Les phénomènes moraux priment, en Chine, les phénomènes religieux dès une très haute antiquité et ceux-ci doivent se conformer à ceux-là. Une telle organisation sociale doit comporter nécessairement une organisation économique très particulière.

seul qu'elle se connaît, elle n'est plus ce qu'elle était. Car la conscience n'est pas un simple épiphénomène sans efficace : elle affecte les réalités qu'elle éclaire... » (DURKHEIM, *Année Sociologique*, t. X, p. 363.)

(10) Cf. ALBERT THOMAS, *Essai sur le système économique des primitifs, d'après les populations de l'Etat indépendant du Congo*, Bruxelles, 1901 ; J. DE MORGAN, *Les premières civilisations, Etudes sur la préhistoire et l'histoire jusqu'à la fin de l'Empire macédonien*, Paris, 1909 ; MOSKOWSKI (Max), *Vom Wirtschaftsleben der primitiven Völker*, Iéna, 1911 ; LOWIE, *Primitive Society*, London, 1921 ; G. HORNE et AISTON, *Savage life in central australia*, London, 1924 ; D^r BRASEDOW, *The australian aborigines*, Adélaïde, 1925 ; OLIVIER LE ROY, *Essai d'introduction critique à l'étude de l'économie primitive (Les théories de Karl Bücher et l'étymologie moderne)*, Paris, 1925 ; MARCEL MAUSS, « Essai sur le Don, forme archaïque de l'échange » (*Ann. Sociol.*, 1923-1924) ; MALINOWSKI, « Primitive Economies », *Economic Journal*, mars 1921.

(11) Cf. MAURICE COURANT, *En Chine, mœurs et institutions*, Paris, 1901 ; E.-H. PARKER, *China and religion*, Londres, 1905 ; FARJENEL, *Le Peuple Chinois, ses mœurs et ses institutions*, Paris, 1905 ; G. DUBARBIER, *La Chine contemporaine*, Paris, 1926 ; P. MAYBON, *Les Associations en Chine (thèse droit)*, Paris, 1925 ; MALOUÉ C. L'ESTRANGE, *New China*, Londres, 1926.

(12) DE LA MAZELIÈRE, *Essai sur l'évolution de la société indienne*, Paris, 1903 ; S. LÉVI, *Le Népal*, Paris, 1905 ; C. BOUGLÉ, *Essai sur le régime des castes*, Paris, 1908 ; P.-A. WADIA et G.-N. JOSHI, *The Wealth of India*, Londres, 1925.

(13) FUKUDA TOKUZO, *Die Gesellschaftliche und wirtschaftliche Entwicklung in Japan*, Stuttgart, 1900 ; LUDOVIC NAUDEAU, *Le Japon moderne ; OHTA RIICHI, Hoson Shakai Mondai no Suko*, Tokio, 1925.

Le régime des castes, dans l'Inde, l'organisation des classes féodales au Japon, combinés avec des institutions morales très fortes, contribuent de même à former des systèmes économiques différents du nôtre, sinon dans les formes extérieures, du moins dans leurs principes fondamentaux.

Cependant ces vieilles civilisations, très différentes de la nôtre, sont depuis longtemps, mais plus particulièrement depuis la fin du XIX^e siècle, en contact avec celle-ci. Dans quelles conditions se font ces interpénétrations, y a-t-il simple juxtaposition, ou fusion, ou élimination? C'est ce que, seule, une étude analytique de ces milieux sociaux et économiques pourrait nous apprendre.

Malgré ces réserves nécessaires, il est permis de dire qu'aujourd'hui encore il est aisé de distinguer ces systèmes sociaux et économiques du nôtre.

Mais il est d'autres civilisations qui ont eu sur celle de notre temps une influence directe et qu'il est, par suite, beaucoup plus difficile d'individualiser et de distinguer de la nôtre.

Considérons tout d'abord l'antiquité gréco-romaine. Combien de nos institutions juridiques, combien de nos formes de pensée et d'art même lui sont empruntées plus ou moins directement. Notre civilisation n'est-elle pas désignée par l'expression de civilisation « gréco-latine » qui marque nettement cette filiation historique?

Cependant, au point de vue économique, il existe de l'antiquité à nous une différence qui suffit à creuser, entre les deux systèmes économiques, un fossé infranchissable. L'institution de l'esclavage domine toute la vie économique de l'antiquité et ne joue aucun rôle dans la nôtre (14).

L'antiquité a connu, il est vrai, une économie commerciale complexe: le grand commerce maritime, chez les Grecs, à Athènes et dans les grandes villes d'Asie, donna naissance à des institutions comme celles des associations financières, assurances, etc... A Rome, la ferme des impôts, l'exploitation des pays de conquête donna naissance à un grand maniement de capitaux. On connut, par les « argentarii », les vastes opérations financières. Mais ce ne furent jamais là que des manifestations très sporadiques de vie économique complexe. Dans tout le monde antique, c'est la propriété foncière qui est l'institution sociale fondamentale et c'est l'économie naturelle qui reste le cadre de vie principal pour l'immense majorité du peuple (15).

(14) Sans doute, on a souvent exagéré le rôle de l'esclavage dans la vie économique de l'antiquité. Mais il serait tout aussi peu scientifique d'en nier l'importance. Cf. S. CICCOTI, *loc. cit.*, et BUCKLAND, *The roman law of slavery*, London, 1908.

(15) Cf. Henri FRANCOTTE, *Formation des Villes, Etats, Confédérations, Liges dans la Grèce ancienne*, Paris, 1901; *L'Industrie dans la Grèce ancienne*, 1900; Paul GUIRAUD, *La Propriété foncière en Grèce*, Paris, 1893, ch. IV; *Etudes économiques sur l'Antiquité grecque*, Paris, 1905; G. GLOTZ,

Ainsi, malgré tous les emprunts que nous avons faits à cette antiquité dans les domaines de la pensée, de la morale et de l'art, il paraît impossible de ne pas distinguer notre système économique de celui de l'antiquité.

Faut-il faire alors remonter l'origine de notre économie moderne au Moyen âge ?

Ici encore nous trouvons, incontestablement, des liens de filiation très étroits, mais aussi des différences profondes.

A partir de Charlemagne, à la suite des invasions arabes, toute activité commerciale disparaît à peu près complètement (16), et la vie économique s'enferme dans des cadres locaux étroits, de type domanial et féodal et, depuis la fin du x^e siècle, corporatif (17). Toute la vie économique est dominée alors par des considérations morales. Le producteur est lié vis-à-vis du consommateur par un rapport éthique et vis-à-vis des autres producteurs par un souci d'égalité économique. L'organisation féodale met, d'autre part, obstacle à la constitution des vastes marchés caractéristiques de l'économie moderne.

Nous sommes donc amenés à considérer le système économique moderne que nous voulons étudier comme limité, dans le temps, par la grande réforme qui, à partir du xv^e siècle, crée, dans le domaine politique, social et économique, l'Europe moderne.

Bien entendu, il serait aussi antiscientifique de considérer notre système économique comme séparé, dans le temps, des systèmes antérieurs par une coupure nette, que de le considérer comme séparé, dans l'espace, des autres régimes économiques du temps présent par des barrières infranchissables. La vie économique se présente à nous comme un flux, sans solution de continuité, sans cloisons étanches. Ainsi, dès le Moyen âge, nous voyons se constituer en Europe des noyaux de capitalisme qui vont préparer, élaborer les formes de la civilisation moderne.

Toutefois, nous pouvons dire qu'au point de vue plus particulièrement économique où nous nous plaçons, trois grands faits historiques ont contribué, plus que tous autres, à caractériser le milieu et à le distinguer des précédents, ce sont : le développement

Etudes sociales et juridiques sur l'Antiquité grecque, Paris, 1906 ; *Le Travail dans la Grèce ancienne*, Paris, Alcan, 1920 ; G. SALVIOLI, *Le Capitalisme dans le monde antique*, Paris, 1920 ; E. CICCOTI, *Le déclin de l'esclavage antique* (trad. Platon), Paris, 1910 ; Edouard MEYER, *Histoire de l'Antiquité*, Paris, 1912 ; E. CAVAIGNAC, *Population et Capital dans le monde méditerranéen antique*, Paris, 1923.

(16) Cf. H. PIRENNE, « Un contraste économique : Mérovingiens et Carolingiens » (*Revue belge de Philosophie et d'Histoire*, avril 1923) ; A. DOPSCH, *Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der europoeischen Kulturentwicklung*, Vienne, 1918-1920.

(17) W. GALLION, *Der Ursprung der Zünfte in Paris*, Berlin, 1910 ; Ernst MUMMENHOFF, *Der Wandwerker in der deutschen Vergangenheit*, Leipzig, 1901 ; BOISSONNADE, *Le travail dans l'Europe chrétienne du Moyen âge*, Paris, 1921.

de la liberté de l'industrie et du travail, la constitution des grands Etats modernes, l'expansion de l'économie capitaliste.

Ce qui frappe d'abord lorsqu'on se reporte aux civilisations du présent ou du passé différentes de la nôtre, c'est le rôle médiocre qu'y joue l'initiative individuelle.

Dans les sociétés primitives, les qualités d'initiative et d'activité économique créatrice se manifestent, très généralement, dans une classe seulement de la population, et presque toujours cette classe est formée par un peuple venu de pays moins favorisés par la nature. Transportés dans un pays où la vie est plus facile, ces conquérants sont mis, par là même, en possession d'un excès d'énergie économique, qui permet à leur initiative de se développer, d'autant plus que l'asservissement des vaincus les libère en grande partie du souci d'assurer leur vie matérielle immédiate.

Mais là où les migrations, la conquête n'assurent pas l'afflux de sang nouveau, la faculté d'initiative est bientôt comprimée par la coutume (18).

Les principaux obstacles nés de la coutume et qui s'opposent à cette libération proviennent presque partout de l'organisation de la famille et de la propriété.

Lorsque l'individu n'est considéré, même chef de famille, que comme l'associé principal et le simple administrateur des biens communs, comme cela se produisait dans la famille romaine primitive, par exemple, toute initiative hardie du chef va rencontrer l'opposition du conseil de famille et cette opposition sera presque toujours irréductible.

D'autre part, dans les sociétés primitives, la forme de la propriété foncière est toujours collective. Chaque famille n'ayant que la jouissance, souvent temporaire, d'une portion de cette propriété collective du clan, de la tribu, du village, de la mark, toute initiative d'un propriétaire doit rencontrer l'opposition des chefs de la collectivité.

Il est probable que ce sont là les causes qui ont le plus retardé le développement de l'initiative individuelle dans le genre humain.

L'esprit d'entreprise apparaît et grandit sous des influences diverses.

Parfois le facteur principal doit être cherché dans le milieu : établissement, par exemple, dans un pays fluvial ou maritime. On comprend aisément que, chez un peuple établi au bord d'un fleuve ou d'une mer, l'influence de la coutume n'ait pas la même prise sur l'individu. L'homme plus hardi que les autres pourra libérer ses facultés d'initiative en quittant son milieu. C'est à cette raison que l'on peut rattacher la fondation de nombreuses

(18) Cf. NICHOLSON, *Principles of political Economy* (2^e livre), London ; Alfred MARSHALL, *Principes d'Economie politique* (trad. Sauvaire, Jourdan), t. I, chap. II.

colonies grecques et le développement de l'esprit d'initiative dans la Grèce antique.

Ailleurs, ce seront les qualités ethniques qui joueront le rôle principal dans l'œuvre de libération. Ainsi, chez les Romains, peuple de guerriers, les qualités économiques d'initiative individuelle, ferme volonté, résolution hardie et prompte, toujours contenue par une réflexion sérieuse et bien définie, apparaîtront comme des prolongements naturels des qualités guerrières.

Historiquement, le mouvement social qui, dans ce domaine de l'initiative économique individuelle, conduit de l'antiquité au régime économique présent, fut lent, surtout au début.

Les Germains, après avoir conquis l'empire romain, eurent une grande difficulté à s'instruire économiquement et à se libérer des liens de la coutume (19).

Puis vient la période du Moyen âge. Tout esprit d'initiative individuelle se réfugie dans les villes libres où s'élabore, véritablement, la civilisation économique moderne.

Mais les cités auraient succombé sous la domination des campagnes et de la féodalité, sans l'apparition de nouvelles forces économiques brisant les liens de contrainte, propageant la liberté, réveillant les espérances de progrès grâce à l'invention de l'imprimerie, à la Réforme, à la découverte du nouveau monde. Nous entrons alors dans l'économie moderne : l'initiative individuelle se libère peu à peu, chez les peuples. L'émancipation se fait d'abord en Angleterre. La grande entreprise s'y développe et l'évolution, qui pousse vers la liberté toujours plus grande de l'industrie, s'affirme.

C'est à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e siècle que le mouvement d'évolution acquiert tout son développement, c'est aussi à ce moment que la science économique formule, pour la première fois, ses dogmes individualistes dans les deux pays où cette évolution économique se manifeste, la France, qui voit naître la théorie physiocratique, et l'Angleterre, où triomphe la théorie d'Adam Smith.

Alors, libéré de toutes les entraves qu'apportaient la coutume et la législation des époques précédentes, l'esprit d'initiative des individus peut se donner libre carrière. Cette activité s'exerce tout d'abord dans le domaine scientifique. Les découvertes des techniciens et savants sont ensuite utilisées dans le domaine de la pratique, et il en résulte une transformation du monde économique rapide et profonde, comme l'humanité n'en avait pas encore connue. Dans le cadre, ainsi élargi par la science, de l'activité économique, la libre initiative individuelle devait faire des miracles et, vraiment, on peut dire qu'elle les a réalisés.

(19) Cf. Eduard MORDEN, *Die germanische Urgeschichte in Tacitus Germania*, Leipzig, 1920.

L'on comprend que, devant le merveilleux résultat d'une pareille organisation, la doctrine de la liberté individuelle ait pu puiser, chaque jour, de nouveaux arguments dans le monde des faits.

Mais voici que la période de croissance économique, qui s'est développée au cours du siècle dernier, fait place à une période de développement plus normal. Et, naturellement, on commence à étudier de plus près les conséquences de la liberté économique absolue (20). C'est surtout au point de vue de la répartition que les défauts, les lacunes apparaissent. Sans nier les bienfaits, dans le passé, des activités libres des individus, on remet en cause le principe même de la liberté économique qui cependant demeure aujourd'hui encore, nous le verrons, un des fondements essentiels du régime.

Ce développement du principe de la liberté économique des individus s'est combiné historiquement avec un autre grand phénomène qui est celui de la formation des économies nationales, qui caractérise également l'économie moderne.

Le monde civilisé actuel est, en effet, divisé en un assez grand nombre d'Etats souverains, petits ou grands, qui sont, au point de vue international, des personnes distinctes les unes des autres. D'autre part, au point de vue intérieur, chacun de ces Etats se développe comme il entend : le principe de non-intervention est aujourd'hui universellement accepté.

Ces phénomènes, qui caractérisent l'âge moderne, sont tout à fait ignorés de l'antiquité, qui ne connaît que la domination exercée tantôt par tel grand Etat, tantôt par tel autre, ou la fédération politique passagère et toujours instable de petites unités économiques juxtaposées, qui ne peuvent prétendre à la qualification d'économies nationales. Jamais on ne rencontre, à ces époques, la manifestation de ce sentiment de respect réciproque des Etats entre eux qui domine tout le droit international moderne.

Sous la féodalité, on voit apparaître, sans doute, et se former ces intérêts généraux : peu à peu, les grands fiefs se substituent aux seigneuries, la vie économique devient régionale. Toutefois, nous pouvons dire que l'idée économique nationale correspond à une période nettement circonscrite par l'apparition des grands Etats modernes.

Le premier pays qui ait réalisé son unité politique et économique est l'Angleterre. Après la conquête normande se forme une sorte de ligue, d'union entre les différentes classes de la nation, en vue de limiter le pouvoir royal et, de très bonne heure, on voit se développer les libertés publiques ; des pouvoirs plus ou moins considérables sont accordés au Parlement ; la nation

(20) Cf. J.-M. KEYNES, *The end of laissez-faire*, Londres, 1926.

a, dans une certaine mesure, la possibilité d'exprimer ses vues et de les réaliser. Aussi, dès le milieu du xiv^e siècle, on trouve, dans la législation anglaise, des preuves de l'existence d'une action nationale au point de vue économique et fiscal. Ainsi, on protège l'industrie indigène des lainages contre l'industrie similaire des autres pays. Mais l'Angleterre reste encore dans un état de dépendance vis-à-vis du commerce étranger. Elle est alors, avant tout, un pays agricole qui exporte des laines brutes, le commerce lui-même avec l'étranger étant encore réservé aux hanséates. Ce n'est que dans la seconde moitié du xvi^e siècle, avec le règne d'Elisabeth, que l'Angleterre s'affranchit complètement de cette dépendance (21).

En France, le développement économique et la constitution d'une économie nationale ont eu lieu aussi d'assez bonne heure. Dès la monarchie capétienne et avant la moitié du xv^e siècle, on trouve déjà en France des rudiments très importants d'une économie nationale. Mais ce n'est guère qu'après la grande secousse de la guerre de Cent ans que s'affirme le sentiment d'une vie économique nationale. Ce sentiment se développe et grandit, en même temps que le pouvoir royal, de Louis XI jusqu'à Colbert (22).

A côté de l'Angleterre et de la France, on peut aussi placer l'Espagne qui, dans la seconde moitié du xv^e siècle, à partir du règne de Ferdinand et d'Isabelle, par la réunion de la Castille et de l'Aragon, forme la fédération hispanique. L'Espagne fait, à ce moment, des progrès très rapides. Le xvi^e siècle est pour elle une période de grande puissance économique. Mais la décadence commence dès le $xvii^e$ siècle.

Dans d'autres Etats, par suite des conditions politiques, l'apparition d'une économie nationale a été plus tardive. Parmi ceux-là on peut citer l'Italie, les Flandres, les pays riverains du Rhin. Là, les tendances à l'unité économique ont été combattues et neutralisées par les divisions intestines entre les petites principautés qui se partageaient politiquement ces pays.

L'Italie est cependant le pays de l'Europe qui a possédé le premier une civilisation économique brillante. Dans les républiques du nord de l'Italie, Pise, Florence, Gênes, Venise, Milan, on constate, dès la fin du Moyen âge, un remarquable développe-

(21) Cf. W. ASHLEY, *Histoire et Doctrines économiques de l'Angleterre*, trad. franc., Paris, 1900 ; *L'Évolution économique de l'Angleterre* (esquisse historique), trad. franc., Paris, 1926 ; CUNNINGHAM, *The growth of english industry and commerce*, modern Times, 3^e édit., 1903 ; Albert DEMANGEON, *L'Empire britannique*, Paris, 1923 ; HOBSON, *The evolution of modern capitalism*, London, 1894 ; Elie HALÉVY, *Histoire du Peuple anglais au xix^e siècle*, Paris, 1913-1923.

(22) Henri SÉE, *L'Évolution commerciale et industrielle de la France sous l'ancien régime*, Paris, 1925 ; *La France économique et sociale au $XVIII^e$ siècle*, Paris, 1925 ; Emile LEVASSEUR, *Histoire des Classes ouvrières en France, Histoire du Commerce*, Paris, 1911.

ment de la vie économique. L'agriculture, l'industrie, le commerce y sont florissants. Cependant aucune de ces Républiques n'a pu devenir le noyau d'une véritable économie nationale. Ce n'est qu'à une époque beaucoup plus récente que l'Italie, après avoir réalisé son unité politique, a vu se développer chez elle une économie nationale.

Dans les Flandres, des guerres continuelles, des divisions intestines empêchent de même la formation d'une économie nationale, malgré plusieurs efforts faits en ce sens, à diverses époques. Au xiv^e siècle, par exemple, une économie nationale apparaît dans ces pays, grâce à la réunion des Flandres, de la Hollande et de quelques pays allemands sous l'autorité de la maison de Bourgogne. Mais c'est là un état transitoire qui se maintient à peine quelques années. Plus tard, à la fin du xvi^e et dans la première moitié du xvii^e siècle, tandis que les Flandres restent un pays d'agriculture, le commerce devient l'apanage des Provinces-Unies émancipées. La Hollande figure alors, à côté de la France et de l'Angleterre, au premier rang des puissances économiques de l'Europe (23). Mais son économie nationale reste toujours particulièrement fragile parce qu'elle repose presque exclusivement sur le commerce maritime sans que les industries navales soient appuyées sur d'autres industries nationales.

La fragilité de la puissance économique de la Hanse, épanouie à la fin du xv^e siècle et en décadence dès le xvi^e, s'explique de la même manière. Les hanséates ne sont que des navigateurs intermédiaires qui n'ont pas une force de pénétration sensible dans l'hinterland allemand.

Pour l'Allemagne, la formation de l'unité s'est heurtée longtemps à des obstacles d'ordre politique. D'une part, le fractionnement féodal s'est continué bien plus tard que dans l'Europe occidentale et les efforts vers l'unité ont échoué à la suite des guerres de religion. Un groupement, la ligue des Etats catholiques sous l'hégémonie de la maison d'Autriche, se constitue en face de la ligue des Etats protestants. De fait, ce n'est qu'au xix^e siècle que l'Allemagne réalise son unité économique. Le Zollverein allemand, aboutissant à la suppression des droits de douanes, se constitue dès 1828. Cependant l'unité économique ne s'est réellement affirmée qu'à la suite de la constitution de l'unité politique, après 1870 (24).

(23) Paul KLETTER, *Nordwestenropa's Verkehr. Handel und Gewerbe*, Vienne, 1924 ; Henri PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. I, II et III ; P.-J. BLOCK, *Geschichte der Niederlande*, trad. all. ; Henri SÉE, « L'activité commerciale de la Hollande à la fin du XVII^e siècle » (*Rev. d'Hist. écon.*, 1926) ; Hubert VAN HOUTTE, *Histoire économique de la Belgique à la fin de l'Ancien Régime*, Gand, 1920.

(24) Hugo-C.-M. WENDEL, *The evolution of industrial freedom in Prussia (1845-1849)*, New-York, 1921 ; DIETERICI, *Der Volkswohlstand in preussischen Staate*, 1846.

Nous voyons de grandes économies nationales se former à l'époque moderne, comme celle de la Russie (25), des Etats-Unis (26), du Japon.

Le mouvement n'est, certes, pas achevé. Des pays comme les Etats de l'Inde, de l'Amérique du Sud, du Brésil, de l'Australie, de l'Afrique australe, qui furent pendant longtemps des pays simples producteurs de matières premières, tendent à s'ériger en économies nationales complexes, avec toute la gamme des industries agricoles et de transformation. Et ces formations économiques s'affirment même sur le terrain politique. L'Afrique australe réclame, au nom d'une nouvelle doctrine de Monroë, la constitution d'une autonomie qui veut être aussi politique qu'économique (27).

Mais déjà, comme nous l'avons fait remarquer pour le principe de la liberté de l'industrie et du travail, nous devons noter une réaction, encore timide mais sensible, qui tend à atténuer les effets du développement de ces nationalismes économiques.

Tout d'abord les conditions mêmes de la vie économique exigent une extension toujours plus grande des marchés, et la nation politique devient un cadre trop étroit. Les économies nationales débordent au dehors des frontières politiques et visent à la domination mondiale. De ces économies nationales agressives, appuyées sur des forces militaires orgueilleuses, naissent les plus graves dangers, comme l'a prouvé le cataclysme de la guerre de 1914-1918. Des conceptions nouvelles se font jour qui visent au groupement des économies nationales ou à leur compénétration. Mais, ici encore, ce ne sont que tendances, velléités, qui préparent l'avenir peut-être, mais qui ne modifient pas encore d'une façon vraiment sensible les conditions du régime qui est toujours le nôtre.

L'expansion capitaliste constitue, avons-nous dit, le troisième élément essentiel parmi ceux qui ont contribué, historiquement, à la formation du régime économique moderne. Mais il importe tout d'abord de marquer avec précision le sens que nous donnons ici à l'expression « expansion capitaliste ».

On sait que, généralement, les sociologues, historiens et économistes, désignent, sous le nom de capitalisme moderne, le régime économique lui-même, qui se manifeste par un ensemble de phénomènes comme le développement du grand commerce

(25) J. KULISCHER, *Russische Wirthschaftsgeschichte*; P. MILIOUKOF, *Essais sur l'Histoire de la Civilisation russe*, trad. franç., 1901.

(26) D. PASQUET, *Histoire du Peuple américain*, Paris, 1924; E. JOHNSON, *History of domestic and foreign Commerce of the United States*, 1915; C.-L. BECKER, *Beginnings of the American people*, Boston, 1914; V.-S. CLARK, *History of the Manufactures in the United States*, Washington, 1916; G.-D. WRIGHT, *L'Evolution industrielle des Etats-Unis*, trad. franç., 1901; N. MURRAY BUTLER, *Les Etats-Unis d'Amérique* (biblioth. France-Amérique), Paris, 1926.

(27) ANTONELLI, « Les Destins de l'Europe », *Rev. Econ. intern.*, juin 1926.

international, l'épanouissement de la grande industrie, le triomphe du machinisme, l'épanouissement des grandes puissances financières. Nous prenons ici le mot « capital » dans un sens beaucoup plus restreint, pour désigner uniquement la richesse mobilière dans la mesure où elle est utilisée, en dehors de la consommation directe, pour le développement de la vie économique (28).

En ce sens, on peut dire qu'un certain capitalisme existait déjà dans l'antiquité et même dans certaines sociétés plus anciennes, comme les sociétés phéniciennes, qui ont connu une vie commerciale assez intense (29).

Mais, dans toute l'antiquité, à Rome comme en Grèce, le capital joue dans la vie économique un rôle très secondaire. Les richesses mobilières proviennent presque exclusivement du pillage, de la guerre, du trafic des impôts et de l'usure par le prêt à la consommation (30).

Au Moyen âge, nous voyons apparaître les premières manifestations du capitalisme dans les villes commerçantes de l'Italie, des Pays-Bas, puis de France et d'Angleterre. Ce capitalisme, d'abord commercial, se complète rapidement par un capitalisme financier qui trouve bientôt ses principaux et meilleurs profits dans les opérations relatives aux finances publiques. Les grands marchands de « l'arte di Calimala » de Florence deviennent des banquiers qui font des opérations de change, commanditent des entreprises, assurent des navires, puis enfin deviennent les banquiers et les prêteurs du Saint-Siège, du royaume de Naples et de tout l'Occident chrétien, en France, en Espagne, en Portugal, en Angleterre (31). Aux Pays-Bas, dès le x^e siècle, nous voyons grandir un capitalisme commercial qui commence à s'appliquer à l'industrie, notamment à la fabrication des draps et du laiton (32). En France, un capitalisme commercial se déve-

(28) M. Henri Sée a noté justement qu'en Angleterre le mot « capital », né assez tard, a désigné d'abord uniquement la somme destinée à être placée (invested) et à rapporter un intérêt. En France, le mot « capital », qui ne fut longtemps qu'un adjectif, n'a pris son sens moderne qu'à l'époque où se développent les sociétés par actions. Auparavant, au xvii^e siècle par exemple, le sens de capital s'exprimait par les mots de « principal » ou « intérêt ». Cf. H. SÉE, « L'Évolution du sens des mots intérêt et capital » (*Rev. d'Hist. écon.*, 1924) et CANNAN, *Histoire de la production et de la distribution des richesses dans l'économie politique anglaise de 1776 à 1848*.

(29) Cf. LUJO BRENTANO, *Die anfang des modernen Kapitalismus*, Munich, 1916.

(30) Cf. ci-dessus et la bibliographie jointe.

(31) Cf. GEORGES RENARD, *Histoire du Travail à Florence*, Paris, 1914 ; G. YVER, *Le commerce et les marchands dans l'Italie méridionale aux XIII^e et XIV^e siècles*, Paris, 1903.

(32) Cf. HENRI PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. I et II : « Les périodes de l'histoire sociale du Capitalisme » (*Bull. de l'Académie de Belgique*, 1914) ; G. DE MAREZ, *L'Organisation du travail à Bruxelles au XV^e siècle*, Bruxelles, 1904 ; G. BIGWOOD, « Le régime juridique et économique du commerce de l'argent en Belgique au Moyen âge » (*Mém. de l'Acad. de Belgique*, 1921 et 1922).

loppe, aux XII^e et XIII^e siècles, à la suite des croisades, à Marseille principalement, et un capitalisme bancaire restreint, dans les grandes foires (33). Sur ces bases, nous voyons se constituer, vers la fin de l'époque médiévale, des puissances financières importantes, les juifs (34), l'Eglise, par les monastères (35) et les grands ordres comme les Templiers (36). Mais c'est seulement au XVI^e siècle, lorsque les bourses remplacent les foires (37), lorsque la spéculation sur les capitaux (38) et le crédit public (39) se développent, que le capitalisme pénètre vraiment l'économie médiévale pour la bouleverser.

A ce moment, il va s'alimenter à une source nouvelle et particulièrement féconde: les grandes découvertes maritimes donnant naissance aux empires coloniaux. Alors l'Europe entre vraiment en contact avec le reste du monde, va y chercher le coton, la soie, les épices, le sucre, les bois de teinture et d'ébénisterie, l'indigo, le café, le tabac. La piraterie, l'exploitation féroce des indigènes dans les colonies (40), les pillages des « conquistadores », l'importation des métaux précieux d'Amérique (41) développent très rapidement et dans des proportions considérables les richesses mobilières, en Europe, non point seulement dans certaines places commerciales et dans certains milieux sociaux comme au Moyen âge, mais beaucoup plus généralement.

Au même moment — par un mouvement parallèle et lié — se constituent les grands Etats maritimes et coloniaux: l'Espagne, la France, la Hollande, l'Angleterre (42).

Le capitalisme élabore alors ses formes commerciales modernes.

(33) Cf. P. HUVELIN, *Essai historique sur le droit des Marchés et des Foires*, Paris, 1897 ; André ALLIX, « Les Foires, étude géographique » (*La Géographie*, 1923).

(34) Cf. HOFMANN, *Der Geldhandel der deutschen Juden während der Mittelalters* (Forschungen de Smoller, 1910).

(35) Cf. R. GÉNÉSTAL, *Rôle des Monastères comme Etablissements de crédit, étudié en Normandie du XI^e siècle à la fin du XIII^e siècle*, Paris, 1901.

(36) Cf. Léopold DELISLE, « Les opérations financières des Templiers » (Mém. de l'Académie des Inscriptions, 1889).

(37) Richard EHRENBURG, *Das Zeitalter der Fugger*, Iéna, 1896.

(38) Cf. Henri HAUSER, « Spéculation et spéculateurs au XVI^e siècle » (dans *Travailleurs et marchands de l'ancienne France*, Paris, 1920) ; Bouzon, « La Banque à Lyon aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles » (*Revue d'Histoire de Lyon*, 1902 et 1903).

(39) Cf. Henri SÉE, *Les origines du capitalisme moderne*, p. 40 et s.

(40) Cf. W. SOMMART, *loc. cit.*, chap. XIII ; HARING, *Trade and navigation between Spain and Indies in the time of the Habsburgs*, Cambridge, 1918 (Harvard Economic Studies) ; Henri SÉE, « Documents sur le commerce de Cadix » (*Rev. Histoire des Colonies françaises*).

(41) Cf. Germain MARTIN, « La Monnaie et le Crédit privé en France aux XVI^e et XVII^e siècles » (*Rev. d'Hist. économique*, 1909) ; J. G. VAN DILLEN, « Amsterdam, marché mondial des métaux précieux aux XVII^e et XVIII^e siècles » (*De Economist*, 1923).

(42) Cf. P. BOISSONNADE, « Les relations commerciales de la France et de la Grande-Bretagne au XVI^e siècle » (*Rev. Hist.*, 1920) ; J. A. GORIS, « Les Colonies marchandes méridionales à Anvers de 1488 à 1567 » (*Travaux de l'Université de Louvain*, 1925) ; H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. III ; CUNNINGHAM, *The growth of english industry and commerce*, modern Times, 3^e éd., 1903.

On voit naître les sociétés par actions (43), les grandes compagnies de commerce (44), les grandes banques (45), tandis que, dans certains pays comme la France, l'expansion de la richesse mobilière se fait principalement en fonction du crédit public (46).

Mais, à partir du XVIII^e siècle, le capitalisme commercial accuse une évolution nouvelle et se prolonge en capitalisme industriel, évolution que précipitent et accentuent les découvertes mécaniques (47).

Alors, le capitalisme a pénétré tous les compartiments de la vie économique et s'épanouit pleinement dans le domaine commercial, financier et industriel, entraînant derrière lui des transformations sociales profondes, qui ne sont pas toutes achevées et derrière lesquelles nous voyons déjà se profiler les formes d'évolutions nouvelles.

C'est ce régime économique, élaboré lentement sous l'influence de ces divers éléments que, raisonnablement, l'économiste peut et doit, à l'heure actuelle, étudier d'abord.

Etienne ANTONELLI.

(43) Cf. W.-R. SCOTT, *The constitution and finance of english, scottish and irish joint stock companies to 1720*, Cambridge, 1912.

(44) Cf. P.-J. BLOCK, *Geschichte der Niederlande* (coll. Heerem et Ukert) ; H. SÉE, *L'Activité commerciale de la Hollande à la fin du XVII^e siècle* ; EHRENBURG, « Die Amsterdamer Aktienspekulation in 17 Jahrhundert » (*Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 3^e série, t. III).

(45) Cf. J.-G. VAN DILLEN, *Bronnen tot de geschiedenis der wisselbanken*, La Haye.

(46) Cf. PHILIPPOVITCH, *Die Bank von England im Dienste der Finanzverwaltung des States*, Wien, 1885 ; Ph. SAGNAC, « Le crédit de l'Etat et les Banquiers à la fin du XVII^e et au commencement du XVIII^e siècle » (*Rev. d'Hist. Moderne*, 1908) ; THIRION, *Vie privée des financiers au XVIII^e siècle*, Paris, 1895.

(47) Cf. LEWINSKI, *L'Évolution industrielle de la Belgique*, Bruxelles, 1911 ; Paul MANTOUX, *La Révolution industrielle au XVIII^e siècle*, Paris, 1906 ; Arnold TOYNBEE, *Lectures on the industrial revolution*, London, 1884 ; HAMMOND (J.-L.) and HAMMOND (Barbara), *The rise of modern industry*, Londres, 1925 ; Ch. BALLOT, *L'introduction du machinisme dans l'industrie française*, Paris, 1923. — Cf. sur le développement du capitalisme en général, l'ouvrage magistral de Werner SOMBART, *Der moderne Kapitalismus*, 4^e éd., 1922, et Henri SÉE, *Les origines du capitalisme moderne*, Paris, 1926, qui contient une abondante et utile bibliographie.

NOTES CRITIQUES SUR LA THÉORIE DOMINANTE DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

par FRANÇOIS BUJAK

Professeur à l'Université de Lwow

I. — Les créateurs de la théorie des étapes de l'évolution économique, qui domine actuellement dans la science, surtout allemande et anglo-saxonne, sont les deux savants allemands : Charles Bücher et Gustave Schmoller.

En particulier, c'est l'opinion de Ch. Bücher qui a la préférence; celui-ci, en prenant pour base la longueur du chemin parcouru par le bien économique, à partir du moment de sa production jusqu'au moment de sa consommation, divise l'évolution générale de la vie économique en trois étapes :

1° *Economie domestique fermée* (*geschlossene Hauswirtschaft*), dans laquelle la production et la consommation se présentent comme un processus indivisible au dedans d'une famille ou d'un lignage, ou bien dans la sphère d'un grand domaine administré d'après un seul et même principe à l'aide des esclaves (*latifundium* romain), ou encore à l'aide des paysans assujettis (*économie domaniale*) ;

2° *Economie urbaine* (*Stadtwirtschaft*) à l'intérieur d'un territoire composé d'une ville et d'une petite zone agricole entourant la ville, dans lequel a lieu un échange direct du surplus de la production agricole des villages contre le surplus de la production industrielle des artisans de la ville ;

3° *Economie nationale* (*Volkswirtschaft*), qui a pour but la satisfaction autonome des besoins économiques du territoire de l'Etat entier, où l'échange devient par conséquent *indirect* en créant la fonction commerciale comme son organe.

Ch. Bücher constate ensuite l'apparition, au cours de l'époque moderne et actuelle, des manifestations de l'économie mondiale (*Weltwirtschaft*) ; la plus importante de ces manifestations, qui se laisse observer de plus en plus clairement, est la division des pays en producteurs de matériaux bruts et producteurs

d'objets manufacturés. Il ne croit pas pourtant que l'économie nationale puisse se transformer au fur et à mesure en économie mondiale.

G. Schmoller s'appuie sur la base statistique et géographique, c'est-à-dire sur l'accroissement progressif du nombre de la population et de la superficie du pays formant un organisme économique. Il distingue :

1° Epoque de l'*économie rurale*, ou l'époque de l'économie de tribus (*Dorf-oder Stammwirtschaft*), dans laquelle les économies agricoles homogènes, incapables, par leur constitution même, de pratiquer l'échange, comprenant 1000 à 25.000 individus sur une superficie de quelques centaines à quelques milliers de kilomètres carrés, forment un organisme économique;

2° Epoque de l'*économie urbaine* (*Stadtwirtschaft*), dans laquelle l'échange se développe en partie, car à côté de l'agriculture commencent à exister le métier et le commerce. L'étendue de ces organismes ne s'agrandit pas, mais le nombre de leur population monte de 50 à 200.000 têtes;

3° Epoque de l'*économie territoriale* de petits Etats souverains (*Territorialstaatenwirtschaft*), dont chacun comprend d'un demi-million à 2 millions d'habitants, sur une superficie de 10 à 150.000 kilomètres carrés ;

4° En même temps que la précédente commence l'époque de l'*économie nationale*, à savoir, dans les Etats qui comprennent 2 à 50 millions d'habitants sur une superficie de 200 à 500.000 kilomètres carrés ;

5° Epoque de l'*économie mondiale*, qui prend son origine dans les Etats possédant 80 millions et plus d'habitants sur une superficie de 20 millions de kilomètres carrés et plus.

Il faut remarquer que la division de Schmoller n'est pas aussi contradictoire que celle de Bücher par rapport à l'existence de l'échange avant l'époque de l'économie urbaine.

Economiste de grand renom, mais auteur souvent confus, W. Sombart accepte en principe le schéma de Bücher ; il y introduit pourtant encore un autre élément de division dans l'histoire économique ; cet élément est pour lui le capitalisme. L'évolution économique se divise, d'après lui, en époque précapitaliste et en époque capitaliste. L'économie précapitaliste se divise en :

1° Economie fermée individuelle ;

2° Economie de transition ;

3° Economie d'artisan.

La première correspond bien évidemment à l'économie fermée, familiale; la troisième à l'économie urbaine. Cependant, un autre économiste allemand, Harms, doute qu'il puisse jamais exister une époque d'économie fermée à domicile, et il affirme tout franchement que l'économie urbaine ne se suffisait jamais au degré où le prétend Bücher et, à sa suite, la plupart des historiens

allemands de l'économique, Bülow en particulier. Il affirme ensuite avec toute conviction, en bravant les doutes de Bücher, qu'il faut qualifier l'époque présente de la vie économique comme étant l'économie mondiale. Il considère donc l'existence de l'échange comme l'élément essentiel de la vie économique sur le terrain tout entier de son développement.

II. — Ch. Bücher, de même que G. Schmoller, représentent leurs schèmes d'évolution économique comme une construction *fondamentale d'évolution normale des sociétés humaines*. Sans doute, leurs constructions sont, en apparence, logiques et cohérentes, mais la connexité logique ne suffit pas aussi pour bien saisir la réalité des phénomènes ; elle ne suffit pas davantage pour construire l'histoire économique. La raison humaine s'efforce à disposer dans un ordre logique chaque groupe des phénomènes quelconques, physiques, biologiques, sociaux. Mais que de fois des systèmes très logiques en apparence, comme ceux des phénomènes physiques, durent subir un changement parce que des recherches nouvelles apportaient des changements dans la connaissance même de ces phénomènes.

Chaque système doit être tel qu'il puisse, en l'état actuel de nos connaissances, comprendre le groupe tout entier des phénomènes qu'on a étudiés ; donc, dans l'histoire économique, il doit comprendre l'ensemble des formes économiques, depuis les temps les plus reculés jusqu'aux époques les plus récentes, en les simplifiant, mais sans les violer et sans omettre aucune de leurs parties. Les définitions de ces constructions ne doivent pas être contradictoires.

Le point de départ, pour Bücher et Schmoller, est, à vrai dire, le développement économique de l'Allemagne et seulement depuis le x^e siècle, en prenant aussi en considération l'histoire de l'Italie, de la France et de l'Angleterre. L'un et l'autre savant, en créant sa division, a omis en principe toutes les parties de l'Europe situées à l'est de l'Allemagne, à savoir : la Scandinavie, la Russie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la péninsule balkanique et même la péninsule pyrénéenne toute entière. Ensuite ils ont délibérément négligé l'Asie toute entière, en laissant de côté toute l'antiquité classique et l'Orient antique.

Ce point de vue ouest-européen, ou plutôt allemand-national, bien étroit, explique l'incompatibilité du système des savants allemands avec la réalité du développement économique universel.

Un coup d'œil suffit pour remarquer l'in vraisemblance complète de la supposition qu'aucun phénomène ou institution de quelque importance pour l'histoire économique universelle, n'ait existé sur toute cette énorme étendue de pays omis par les savants allemands.

Après avoir établi les étapes imaginées par lui-même, Bücher

leur donnait d'abord des cadres chronologiques : économie domestique jusqu'au xix^e siècle, économie urbaine du xix^e au xvi^e siècle, économie nationale depuis le xvi^e siècle. De la même manière procédait Schmoller, lui qui, cédant au patriotisme prussien, a commis une faute fondamentale en acceptant pour deux époques — époque de l'économie territoriale et nationale — la même date de commencement. Bücher, formulant définitivement sa théorie, vaincu sur le point du degré d'évolution de l'antiquité classique, n'attacha plus d'importance à la chronologie en prétendant que ce ne sont pas tous les peuples qui subissent précisément de même manière et en même temps les mêmes degrés d'évolution, et que les points de repère incontestables qui pourraient être utiles à la consolidation des cadres chronologiques manquent.

Quant à la question de la division de l'évolution économique en degrés ou en époques, on peut appliquer les méthodes suivantes :

1° On peut s'appuyer sur l'apparition de la *nouvelle forme*, qui devient un élément *constant et important* dans une certaine époque, sans égard à son importance ;

2° Ou bien on peut accepter que la formule nouvelle est non seulement un élément constant, mais encore qu'elle donne *le ton à la vie économique* et y joue le rôle principal ;

3° Ou encore on peut s'appuyer sur la constatation de la *prépondérance quantitative* de la nouvelle forme sur les formes plus anciennes.

La première et la troisième manière de résoudre cette question de division est claire et sûre, mais la troisième manière peut être appliquée aux temps modernes, et cela dans une mesure bien restreinte, car nous ne disposons pas, pour la plupart, des sources servant à la définition des rapports quantitatifs entre les formes économiques fondamentales. Même aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire, par exemple, si c'est la consommation de nos propres produits qui a la prépondérance dans la vie économique mondiale, ou bien la consommation des marchandises acquises par la voie de l'échange ; ou encore nous ne pouvons dire non plus si c'est le capital en argent qui a la supériorité décisive sur les biens immobiliers. Cependant la deuxième manière est trop vague et offre un vaste champ aux conceptions arbitraires. Or, Bücher a précisément basé sa division sur la deuxième manière, la moins sûre.

III. — Ch. Bücher a reçu l'idée d'économie domestique d'un économiste allemand plus ancien, à savoir de Rodbertus, qui l'avait puisée chez Aristote ; mais il l'a traitée d'une manière superficielle et en a tiré des conclusions fausses. L'économie fermée à domicile comme forme primitive de la vie économique est, chez Aristote, une déduction logique, d'ordre secondaire et accessoire, et ne fait point l'objet d'une démonstration histo-

rique. A la base de cette déduction, Rodbertus, et à sa suite Bücher, nient l'existence authentique de l'organisation capitaliste de la vie économique en Grèce, représentée par Aristote avec toute exactitude et conviction, organisation dont le facteur principal eût été la marchandise et l'argent, et le profit *sans bornes* le moteur-maître. (*Politicon*, I, 3, § 10.)

La réaction éthique d'Aristote contre l'exubérance du capitalisme, à savoir contre le revenu du capital en argent, avait été prise par un système objectif théorique de la vie économique de la Grèce d'alors, tandis qu'en réalité Aristote accepte non seulement la légitimité de l'intérêt pour les emprunts productifs, au cas où le capital prêté apporte du profit, mais encore il constate l'existence de la spéculation par achat de tous les stocks de marchandises sur le marché (monopole).

L'idée de l'économie fermée à domicile est en contradiction avec le principe énoncé et bien justifié par Aristote, accepté aujourd'hui dans toute l'étendue ; c'est le principe qui dit : « Il n'existe que l'homme social ; hors de la société, l'existence de l'homme est impossible. » L'existence sociale dans la sphère économique, c'est la collaboration, l'action mutuelle et l'échange, ce que la science constate dans tous les degrés des sociétés humaines, même les plus inférieures, et ce que nous allons reprendre tout à l'heure.

Par conséquent, cette idée s'appuie sur le principe que, jusqu'au niveau de l'économie urbaine qu'avaient gagné les peuples ouest-européens à la deuxième moitié du Moyen âge (xii^e-xv^e siècles), l'homme possédait les qualités techniques universelles ; il était capable de se procurer tout ce dont il avait besoin, et enfin, il ne ressentait point le besoin de la division du travail, dont la conséquence invincible est l'échange.

Enfin cette idée est en contradiction avec l'idée de *l'économie sociale*, qui commence là où commence l'échange. L'idée de l'économie fermée à domicile exclut celle de l'échange ; elle est hors de l'économie sociale, ce qui est accepté généralement dans la théorie économique.

Les résultats des recherches archéologiques, ethnographiques, linguistiques et historiques confirment complètement ce fait que la division du travail et l'échange, même entre les tribus, c'est-à-dire entre les nations, font partie des éléments constants de vie économique des tribus primitives, même les plus inférieures. Ainsi les Pygmées de l'Afrique et des îles de la Sonde, les Weddas de Ceylan, les Australiens et les peuples polaires, connaissent l'échange des services et des biens et les pratiquent. La facilité avec laquelle les Européens ont toujours pu entamer des relations d'échange avec tous les peuples qu'ils rencontraient pour la première fois, confirme complètement la connaissance de l'échange chez les peuples du monde entier.

L'archéologie nous découvre d'innombrables et énormes monuments, des produits divers datant des époques très reculées, si parfaits du point de vue artistique et technique, qui exigent les travaux des spécialistes, que la supposition que chaque homme les aurait pu faire et que tous les hommes auraient été des techniciens universels et parfaits est impossible.

De plus, l'archéologie nous fournit des preuves plus convaincantes encore pour l'existence de la division du travail et de l'échange ; elle constate la propagation en masse des produits de différentes pierres et métaux sur de grandes superficies, même des centaines et des milliers de kilomètres séparant les lieux de leurs gisements naturels, ce qui nous force à accepter non seulement la spécialisation dans la production, mais encore l'entremise professionnelle, c'est-à-dire le commerce, et cela depuis l'époque néolithique, soit, dans l'Europe centrale et septentrionale, 5000 à 1500 ans avant J.-C.

On ne peut pas déprécier la valeur des documents fournis par les archéologues en affirmant que c'étaient des cas exceptionnels et — par rapport à la grandeur de la production — très petits, car nous ne connaissons pas le prix de ces objets, c'est-à-dire la quantité du travail que représentent ces objets et les marchandises données en échange (1). La constance et l'importance d'un facteur tel que l'échange, qui jouait son rôle dans la vie des peuples européens aux temps préhistoriques et à l'aube de l'histoire, jusqu'au développement des villes entre le XII^e et le XIII^e siècle, est corroborée par la coutume de l'achat des femmes et de la vente des filles, qui dominait partout, puis le système des peines d'amende surtout et des peines payées, en petite partie, en bétail et en peaux, pris comme la base du droit pénal chez les peuples germaniques et slaves. L'importance et l'extension du crédit est confirmée par le droit civil chez ces peuples qui prive les hommes de la terre et même de la liberté à cause des dettes non payées. Les sources historiques primitives confirment l'existence des voies commerciales, des bureaux

(1) Il suffit d'attirer notre attention sur l'existence des puits d'extraction du silex et du sel à l'époque néolithique, par exemple des vastes puits de haute Autriche, près de Salzbourg, quelques centaines au moins de puits d'extraction du silex à Magonia et à Borownia sur le fleuve Kamienna, dans les montagnes de Swiety-Krzysz (Góry-Swietakrzyskie, Pologne), datant de l'époque mésolithique (précampinien), environ 1000 puits d'extraction du silex dans le district de Wolkowysk (Niemen supérieur) (époque néolithique ; ensuite il faut prendre en considération la découverte de Dobelsberg, en Courlande (Lettonie, année 1869), qui se compose de 1200 objets, armes de fer pour la plupart, qui datent du V^e siècle après J.-C., et puis encore des milliers de découvertes des trésors sur l'étendue bornée par l'Océan Atlantique d'une part et par le Volga de l'autre, qui datent du premier mille après J.-C., et qui contiennent souvent quelques centaines ou quelques milliers de monnaies, objets d'or et d'argent, dont le poids est de quelques kilos, même de quelques dizaines de kilos. Il est évident qu'on ne les y avait point apportés sans frais de Grèce, de Rome, de Byzance, d'Iran.

de douane, des auberges et des places de marché en si grand nombre, qu'ils émerveillent si l'on prend en considération la rareté du peuplement d'alors (1).

Il faut enfin souligner que, dans les villes naissantes ou dans celles qui conquéraient leur autonomie aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, la fonction dirigeante reposait — jusqu'à la moitié du ^{xiii}^e siècle en Italie et jusqu'au ^{xiv}^e siècle en Allemagne — entre les mains des marchands et non dans celles des artisans. Ce que nous venons de dire est inconciliable avec l'affirmation de Bücher, qui dit que l'économie urbaine avait été créée pour l'échange *direct* entre les artisans des villes et les habitants des villages voisins, donc sans participation des marchands.

De même en Sibérie, au ^{xix}^e siècle, commençaient à exister de petites villes de commerce exclusivement où il n'y avait point d'artisans

Les villes sont donc d'abord des foyers de commerce de la population villageoise, différenciée au point de vue de la profession ; plus tard naît et s'établit, dans les lieux les plus favorables au point de vue des communications, la couche des marchands, autour desquels s'assemble et se multiplie, au fur et à mesure, la population d'artisans, après avoir abandonné les villages où elle vivait autrefois longtemps parmi les agriculteurs.

Les latifundia romains et les grandes fermes seigneuriales plus récentes ont été faussement comprises dans l'époque de l'économie fermée domestique. Ces exploitations ne produisaient jamais pour la consommation intérieure exclusivement, car elles n'étaient jamais en état de satisfaire à tous les besoins de leurs propriétaires civilisés. L'« omnia domui nascuntur » de Trimalcio n'est que la vanterie d'un nouveau riche romain dans l'œuvre littéraire, niée par tout ce que nous savons sur la vie économique de l'empire romain. S'il existe une économie uniforme dans un latifundium tout entier, son but est de reproduire un surplus et puis d'échanger ce surplus contre les richesses qui sont en même temps les moyens d'échange. Les latifundia romains travaillent pour le débouché déjà au temps de Caton (II^e siècle av. J.-C.), et ils pratiquent l'échange, en tous cas jusqu'au moment de l'abaissement du niveau de la vie économique et de la civilisation de la partie occidentale de l'empire romain au ^{iv}^e siècle apr. J.-C. Même en ce temps-là, ils ne devinrent point des économies domestiques, car, comment

(1) En Pologne, par exemple, avant le commencement de la colonisation, basée sur la loi allemande qui devait donner l'origine aux villes et à l'échange intérieur ; sur l'étendue entre Vistule et Notec d'une part et entre la frontière occidentale de l'ancienne République de l'autre, on peut constater cent places de marché, et, en haute Silésie et en Silésie centrale, quarante environ.

eussent pu exister alors dans leur milieu les marchés et les taxes, dont l'existence nous est attestée par les sources historiques ? Les grandes économies du Moyen âge et les économies modernes de corvée ont le même caractère économique que les latifundia romains. Elles ont toutes le caractère d'une entreprise capitaliste et doivent souvent leurs origines à la colonisation systématique, et aux capitaux qu'on y a placés. La colonisation allemande au Moyen âge, sur les territoires slaves et baltiques, y amenait non seulement des hommes comme travailleurs, mais aussi des capitaux. En Pologne, par exemple, nous sommes étonnés par le rôle important que jouait le crédit dans l'administration des grandes exploitations rurales déjà au xv^e siècle sur les territoires de la Ruthénie rouge (*Rus Czerwona*), et plus encore dans les temps plus récents. C'est déjà dans la première moitié du xvii^e siècle que se forma à Lwow une institution spéciale de *contrats*, à laquelle on pouvait donner le nom de « bourse agricole », et qui durait à Kiev jusqu'au commencement du xx^e siècle.

IV. — La caractéristique de l'économie urbaine a été donnée par Bücher et Schmoller, non d'après un organisme social normal, comme ils le prétendent, mais plutôt d'après un organisme exceptionnel, lequel ne se répète nulle part dans une forme si diverse. Ils se servent à cette intention de l'histoire moyenâgeuse des villes allemandes et italiennes, que l'on ne peut considérer comme typique ; ce sont déjà, par exemple, les villes anglaises, qui n'avaient pas joué un tel rôle et n'étaient pas parvenues à un tel degré d'autonomie, car ce fut aussi l'Angleterre elle-même qui n'avait pas subi le démembrement en petits territoires féodaux et en républiques urbaines comme l'ont subi l'Allemagne et l'Italie. Il faut souligner que Cunningham et Rogers, les plus éminents historiens anglais de la vie économique, sont loin d'une telle conception de l'économie urbaine.

A plus forte raison, l'histoire des villes des autres parties de l'Europe, en commençant par l'Espagne et la Moscovie, ne correspond-elle point à cette caractéristique. On ne peut pas indiquer dans le passé des sociétés mentionnées ci-dessus une époque dans laquelle les villes auraient joué un rôle pareil à celui de l'Allemagne, mais il est impossible de prétendre que ces sociétés n'aient pas quitté jusqu'à ce moment l'époque de l'économie à domicile sans échange ; au contraire, quant à la Russie, à la Pologne et à tous les pays situés à l'est de l'Allemagne, il faut constater qu'ils se trouvent depuis assez longtemps déjà dans la phase de l'économie nationale.

C'est un fait digne d'attention que, dans les Etats de l'Europe orientale (Russie, Roumanie), ainsi que dans les Etats sud-américains et dans les colonies australiennes, — quoiqu'ils soient jusqu'à présent les pays de la *production primitive* agricole et

minière, — l'échange extérieur joue le rôle important. Le nombre des marchandises exportées et importées dans ces pays, et des marchandises qui sortent et qui entrent dans la plupart des exploitations, est si remarquable, qu'il faut dire qu'ils se trouvent plutôt au stade de l'économie mondiale que de l'économie nationale.

Il en résulterait que les sociétés en question sautent en quelque sorte deux degrés de l'évolution, c'est-à-dire l'économie urbaine et l'économie nationale, en passant directement au degré le plus haut, à savoir à l'économie mondiale. Une classification qui admet de telles anomalies ne peut être considérée comme la bonne.

Il faut souligner que l'époque de l'économie nationale est caractérisée par le développement du *mercantilisme*, dont l'élément essentiel est la protection de l'industrie en vue de l'exportation de ses produits. Ce n'est pas alors l'échange intérieur qui donne le ton à la vie économique, mais plutôt l'échange extérieur en Angleterre, en France et dans d'autres pays dont le niveau économique est à peu près pareil, par exemple en Hollande. Les douanes intérieures qu'on a maintenues en France, en Prusse et en Autriche jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, nous montrent bien que l'échange intérieur n'était point la marque essentielle de l'époque appelée l'économie nationale.

Sans entrer dans l'analyse détaillée de ce phénomène, nous démontrerons encore que le développement économique de la Pologne ne peut être ramené au schème allemand. C'est déjà dès la première moitié du XIV^e siècle que la Pologne se trouvait sur le degré de l'économie nationale, ou bien il faudrait dire qu'elle ne s'y trouve jamais. Les villes, en Pologne, n'ont jamais constitué une force économique indépendante et ne pouvaient pas s'opposer à l'Etat. La politique économique de Ladislas Lokietek (1305-1333) et de Casimir le Grand (1333-1370) est une politique nationale d'Etat. La pierre de touche de la politique économique de l'Etat polonais comme unité politique, ce sont, au XV^e et au XVI^e siècles, les querelles commerciales, surtout avec la ville de Wroclaw (Breslau) et d'autres villes de Silésie qui continuaient à se renouveler incessamment. Déjà, au commencement du XVI^e siècle, la Pologne introduit les douanes à la frontière, en présence de quoi les douanes intérieures tendirent à disparaître. La noblesse polonaise avait introduit en toute connaissance des choses, au XVI^e siècle, la production du blé, des bestiaux et des marchandises forestières pour le débouché, pour l'échange, mais cet échange se faisait à l'étranger. A la fin du XVI^e siècle, la Pologne occupait probablement la même position dans l'échange international que la Russie ou l'Argentine à la fin du XIX^e siècle. En exportant les marchandises, la noblesse polonaise importait en échange les produits de l'industrie étrangère. La ruine des

villes en Pologne, au XVII^e et au XVIII^e siècle, atteste fortement ce fait, que l'importation des produits d'industrie fut un facteur de premier ordre dans la vie générale économique de la Pologne.

Rien de ce que nous savons de l'histoire économique ne peut être ajusté à la théorie de Bücher. Devons-nous dire : tant pis pour les faits, pour la réalité ?

Il faut réfléchir sur ce qu'il est nécessaire de mettre à la place de ce schème vicieux. Tous les éléments principaux de la vie économique existent depuis les temps préhistoriques. *L'essentiel de l'évolution est constitué par le progrès de l'échange*, causé par le progrès de la spécialisation professionnelle et de la division du travail. L'évolution économique se confond avec le développement de l'industrie, au sens le plus large de ce mot. Une question se pose maintenant : comment faut-il mesurer ce progrès de la vie économique ? Si nous prenions pour base *les hommes*, la mesure en serait l'accroissement du nombre des hommes qui administrent une économie domestique indépendante sans posséder la terre, puis les progrès de la différenciation.

Si nous prenions pour base *les marchandises*, la quantité qui en parvient à la consommation par voie d'échange serait la mesure du progrès de la vie économique. La première méthode doit être appliquée par rapport à l'échange intérieur, tandis que, par rapport à l'échange extérieur, il est nécessaire d'appliquer la deuxième méthode.

Par rapport au passé plus éloigné, les calculs de cette sorte sont très difficiles, le plus souvent même impossibles, vu les documents très insuffisants dont nous disposons et qui sont pourtant indispensables à ce but. Il faut souligner ici que les historiens de la vie économique les plus éminents, comme E. Levasseur et Cunningham, en écrivant l'histoire de leurs nations, la divisent d'après la division de l'histoire politique tout simplement.

FR. BUJAK.

LES COMMUNAUTÉS AGRAIRES DU PÉROU PRÉCOLOMBIEN⁽¹⁾

par LOUIS BAUDIN

Professeur à la Faculté de Droit de Dijon.

Parmi les grandes civilisations antiques, il en est une que les économistes et les sociologues ont fort négligée : celle du Pérou précolombien. Quel spectacle plus étonnant cependant que celui de cet immense empire, s'étendant des frontières des républiques actuelles de la Colombie et de l'Equateur jusqu'au rio Maule, au sud de Valparaiso, sur un territoire grand comme six fois la France, et qui s'est édifié en dehors de toute influence étrangère entre les deux immensités qui le séparaient du reste du monde : la forêt vierge amazonienne et l'Océan Pacifique ? C'est là que 12 millions d'hommes vivaient sous le sceptre de l'*Inka*, l'homme-dieu régnant à Cuzco, la cité sainte, dans son palais lambrissé d'argent et d'or.

Quoique nous trouvions dans l'organisation péruvienne des éléments tout à fait originaux qui lui donnent à certains égards l'apparence d'un socialisme d'Etat et qui ont constitué l'apport personnel des conquérants *inka*, ceux-ci étaient trop habiles politiques pour avoir détruit les institutions antérieures ou les avoir transformées par pur caprice. Aussi l'empire reposait-il sur d'anciens systèmes sociaux, déjà existants sans doute à l'époque dite de Tiahuanaco, lorsque des peuples inconnus construisirent sur les bords du lac Titicaca ces prodigieuses murailles de pierre qui émerveillent aujourd'hui les voyageurs. C'est la plus importante de ces institutions ancestrales que nous nous proposons d'examiner ici en recherchant dans quelle mesure les *Inka* ont cru devoir la maintenir.

Le cellule sociale primitive du Pérou est l'*ayllu*, clan totémique formé par l'ensemble des descendants d'un ancêtre commun, réel ou supposé (2). Lorsque ce clan est devenu sédentaire, il a

(1) Cet article constituera un chapitre d'un ouvrage qui paraîtra prochainement sur : *L'Empire des Inka*.

(2) Les Indiens ignorant l'écriture, nous ne possédons aucun document rédigé dans la langue *quichua* qui était parlée sur le plateau à l'époque de

perdu peu à peu son caractère personnel et a pris un caractère territorial. La terre a remplacé le lien du sang comme fondement de l'organisation sociale. Seuls les *ayllu* des conquérants inka ont continué de demeurer purement consanguins.

L'*ayllu* territorial, c'est la communauté agraire.

Comme il est naturel en un pays dont le sol est pauvre et dont la population ne cesse de croître, l'agriculture présente une grande importance au Pérou. Le souverain lui-même prend à certains jours la charrue en mains, comme faisait l'empereur de Chine, et laboure, accompagné d'une suite nombreuse, le champ de *Kolkampata*, consacré au Soleil ; chaque fonctionnaire dans sa province imite cet exemple (3). Dans le calendrier péruvien, plusieurs périodes de temps portent des noms qui sont des allusions aux travaux agricoles. Quand un Indien vient à mourir, on laisse auprès de lui un petit sac contenant des graines qui lui permettront de semer son champ dans l'autre monde. « Ce que les Indiens aiment par-dessus tout, c'est la terre », écrit F. de Tolède (4), et Cobo s'émerveille de voir que les artisans de son temps, malgré les objurgations des Espagnols, ne résistent pas au plaisir d'aller aider leurs voisins à travailler le sol quand le moment du labour est venu (5).

Si les physiocrates avaient connu le Pérou, nul doute qu'ils ne l'eussent louangé plus encore que la Chine !

LA POLITIQUE AGRAIRE

Pour comprendre cette politique, endossons nous-même la *kuchma* indienne, ou chemise sans manches, et suivons un des derniers Inka qui vient de conquérir une province du plateau et qui, après avoir fraternisé avec les vaincus dans de grandes fêtes, annonce qu'il va organiser leur territoire de manière à le rendre aussi riche et aussi prospère que les autres pays déjà soumis à sa puissance.

Tout d'abord, rien n'est changé : le *kuraka* ou chef local reste en fonctions, les *ayllu* gardent leurs biens, mais une nuée de fonctionnaires arrivent de Cuzco et se mettent au travail. Avant de distribuer les terres, ils doivent en augmenter l'étendue, et c'est la lutte contre le milieu qui continue, qui s'intensifie.

Les agents de l'Inka commencent par grouper en villages ceux

la conquête. Les premiers chroniqueurs ont reproduit comme ils ont pu, dans leur propre langue, les sons qu'ils entendaient. Nous adopterons ici l'orthographe espagnole, parfois légèrement modifiée, en rappelant au lecteur que *u* se prononce *ou*, la double *l* comme une *l* mouillée, *ch* comme *tch*.

(3) CIEZA DE LEON : *Crónica*, segunda parte, ch. 19. — LAS CASAS : *Apolo-gética*, ch. CLXXXI.

(4) *Memoria dado al Rey* : *Colección de documentos del Archivo de Indias*, t. VI, p. 533.

(5) *Historia*, liv. 14, ch. 8.

des Indiens qui se sont retirés en des lieux isolés, dans des *pukara* ou emplacements fortifiés, soit par crainte, soit pour se trouver à proximité de quelque endroit vénéré (6) ; c'est là l'opération que les Espagnols tenteront de nouveau plus tard de mener à bien sous F. de Tolède, et qu'ils nommeront la *reducción de los pueblos de naturales* (7). Puis les géomètres procèdent, au moyen de cordes et de pierres, à l'arpentage des terres cultivables et les statisticiens au dénombrement des habitants. Les hommes, les femmes, les enfants, les maisons, les animaux, les bois, les mines, les salines, les sources, les lacs, les rivières, tout est dûment noté et compté, et une carte en relief est dressée (8).

Au vu de ces documents, l'Inka et son conseil décident s'il y a lieu d'envoyer dans le pays des colons, des instructeurs, des matériaux ou des semences et quels travaux il convient d'effectuer. Puis les ingénieurs rassemblent les indigènes et leur font construire les terrassements et les canaux. Le long des pentes des montagnes, ils font niveler la terre au moyen de remblais soutenus par des murs en pierre non cimentés, de 2 à 3 mètres de hauteur et de 1 mètre d'épaisseur, légèrement inclinés en arrière, de manière à mieux résister à la pression des terres rapportées. Ils édifient ainsi une série de terrasses en gradins, les *sukre* des Quichua, les *andenés* des Espagnols, que relie entre elles des escaliers de pierre (9).

Non seulement ces terrasses augmentent la surface cultivable, mais encore elles évitent les effets dévastateurs des pluies qui entraînent les semences. Sans doute ce procédé de culture est-il antérieur à l'époque inka, puisqu'on le trouve dans des pays malayo-polynésiens et, en Amérique même, dans des régions où les souverains de Cuzco n'ont jamais pénétré, et où il paraît remonter à des temps très anciens, mais les terrasses dues aux Inka sont mieux construites que toutes les autres (10). Cette construction, quand les pentes sont raides, exige une grande habileté (11) ; Alonso Ramos raconte que les terrasses élevées dans l'île Titicaca pour y planter de la coca s'écroulèrent en ensevelissant les plantations (12). C'est encore aujourd'hui un

(6) ONDEGARDO : *Relación*, p. 16. — CIEZA DE LEON : *Crónica*, segunda parte, chap. 24. — BALBOA : *Histoire du Pérou*, trad. franç., ch. 9. — COBO : *Historia*, liv. 12, chap. 24.

(7) J. DE LA ESPADA : *Relaciones geográficas*, t. I. App., Introduction n° 3. — V. un ordre de réduction : *Colección de documentos inéditos del Archivo de Indias*, t. 18, p. 514.

(8) GARCILASO : *Comentarios*, liv. 5, chap. 14. — DAMIAN DE LA BANDERA : *Relación*, p. 98.

(9) On trouvera d'excellentes photographies de ces terrasses dans BINGHAM : *In the Wonderland of Peru*, p. 515. — V. aussi M. SCHMIDT : *Die materielle Wirtschaft bei den Naturvölkern*, p. 49.

(10) BANDELIER : *The Islands of Titicaca...*, partie 3, note 64.

(11) Près de Salamanca, par exemple. BOWMAN : *The Andes of Southern Peru*, p. 59.

(12) *Historia de Copacabana*, p. 8.

sujet d'étonnement pour le voyageur que de voir comment la moindre parcelle de terre était utilisée et aussi quels travaux gigantesques ont été parfois accomplis pour amener l'eau dans des champs minuscules.

Ce n'est pas tout, en effet, de disposer d'une terre, encore faut-il se procurer l'eau nécessaire pour la féconder. On comprend quelle était l'importance de l'hydraulique quand on songe que, pour arroser les terrasses supérieures au flanc de hautes montagnes, le liquide devait être porté de fort loin à dos d'homme dans des vases (13).

Les travaux d'irrigation exécutés par les Indiens sont tels, qu'ils nous paraissent fantastiques (14). Les canaux, dont la longueur dépasse parfois 100 kilomètres, sont creusés dans le roc, passent dans des tunnels, franchissent les vallées sur des aqueducs longs de 15 à 20 mètres; souvent des réservoirs les alimentent, tel celui de Nepeña, formé par une digue en pierre construite à travers une gorge, et qui mesure 1200 mètres de longueur sur 800 mètres de largeur. Sur le mont Sipa, en face de Pasacancha, des canaux souterrains forment un système de vases communicants (15).

Ici encore, les Indiens avaient, bien avant les Inka, commencé à canaliser les eaux; les *Kalchaki* et les *Kara* semblent avoir été fort experts en cette matière, de même que les *Chimu*, puisque les Inka, pour les réduire à merci, ont été obligés de détruire certains aqueducs (16).

L'usage de l'eau ainsi amenée à grands frais était sévèrement réglementé; chaque Indien devait bénéficier du précieux liquide pendant un certain temps et à un moment fixé à l'avance; il était puni s'il négligeait de le faire (17). Cette réglementation rappelle celle des *comunidades de aguas* espagnoles. « Il n'y a pas mieux à Murcie », s'écrie Acosta (18). Elle rappelle aussi celle que les Mormons appliquaient sur les bords du grand lac

(13) JOYCE : *South-American Archæology*, chap. 10.

(14) Il faut songer que les Indiens ignoraient le fer et la roue, qu'ils avaient pour animal de transport le médiocre *lama* et que leurs seuls outils étaient le marteau de pierre, le ciseau de bronze et la hache de cuivre.

(15) JOYCE : *South-American Archæology*, ch. 10. — WIENER : *Pérou et Bolivie*, p. 543.

(16) LAS CASAS : *De las antiguas gentes...*, p. 112. — BASTIAN : *Die Kulturländer...*, t. 2, p. 69. — HUTCHINSON : *Two years in Peru*, t. I, p. 125. — Wiener raconte qu'un voyageur ayant remarqué des traces de cultures anciennes à quelques lieues de Trujillo, dans un pays désert, chercha le canal d'irrigation, en découvrit les restes, le fit reconstruire et devint multimillionnaire (*Pérou et Bolivie*, p. 107). Les résultats d'une bonne irrigation dans les pays chauds de la côte ont été surprenants; la vallée de Nazca, aujourd'hui peu fertile, était un véritable paradis en des temps très anciens. (MARKHAM : *The Incas of Peru*, ch. 12.) Les *Kalchaki* habitaient la Bolivie du sud, les *Kara* l'actuelle République de l'Equateur, les *Chimu* la côte péruvienne.

(17) GARCILASO : *Comentarios*, liv. 5, ch. 4.

(18) *Historia natural*, t. I, liv. 3, chap. 18.

Salé, mais chaque membre de la communauté était autorisé à puiser l'eau en quantité proportionnelle au travail qu'il avait apporté à la construction du canal ; ce simple point de détail permet de mesurer la différence qui existe entre le système autoritaire des Péruviens et le système coopératif des Nord-Américains (19).

Les canalisations ne se rencontraient pas seulement en pays secs, elles existaient encore en pays pluvieux, où elles étaient destinées à éviter les dégâts causés par les torrents. Partout l'eau, en exigeant des travaux exécutés en commun et une réglementation rigide, était un facteur de solidarité.

Une fois la surface cultivable augmentée et les terres irriguées, il était procédé au bornage. Pour éviter toute confusion, les experts envoyés par l'Inka donnaient des noms à chaque relief du sol ou confirmaient ceux qui existaient déjà, puis ils délimitaient les territoires de chaque communauté en plaçant des bornes (20). Ils n'avaient plus ensuite qu'à distribuer les terres.

LE PARTAGE DU SOL

En principe, le sol attribué à chaque communauté était divisé en trois parties, la première affectée au Soleil, la seconde à l'Inka, la troisième à la communauté elle-même. Une telle division se rencontre chez d'autres peuples. En Espagne même, il existait dans certaines provinces des terres royales et seigneuriales que les habitants devaient cultiver (21) et des terres consacrées au culte (*hermandades ó cofradías de tierras*), mises en valeur par les membres des communautés et dont les produits servaient à couvrir les frais des fêtes religieuses, à faire dire des messes et à payer les enterrements (22).

Cette division tripartite est certaine. C'est à tort que quelques auteurs, comme Reclus, Lorente, Pret, parlent de quatre parties en ajoutant à celles que nous venons d'indiquer soit le territoire attribué aux infirmes, veuves et orphelins, soit celui attribué aux chefs locaux (23). Mais ces trois parties sont-elles égales entre elles ? Marmontel, Spencer, Markham, Lindner croient à leur égalité (24) ; Martens, plus circonspect, admet qu'elles sont

(19) HAMILTON GARDNER : « Cooperation among Mormons » (*Quarterly Journal of Economics*, 1917).

(20) GARCILASO : *Comentarios*, liv. 5, ch. 14. — CIEZA DE LEON : *Crónica*, segunda parte, chap. 24. — BETANZOS : *Suma y Narración*, ch. 12. — LAS CASAS : *De las antiguas gentes...*, p. 173.

(21) *Fuero General de Navarra*, liv. 3, titre 4, chap. 6.

(22) J. COSTA : *Colectivismo agrario en España*, p. 556.

(23) RECLUS : *Géographie Universelle*, t. 18, p. 539 ; *L'Homme et la Terre*, t. 4, p. 431. — WIENER : *Essai...*, ch. 4. — LORENTE : *Historia antigua...*, p. 241. — PRET : *Les Institutions sociales*.

(24) MARMONTEL : *Les Incas*, t. I, chap. 2. — SPENCER : *Principes de sociologie*, trad. franç., t. 3, p. 774. — MARKHAM : *The Incas of Peru*, ch. XI, et *Introduction à Sarmiento*, p. xv. — LINDNER : *Weltgeschichte seit der Völ-*

« d'égale importance à peu près » (25) ; Reclus affirme que les quatre parts qu'il envisage sont égales et que « l'Inka était, par conséquent, le propriétaire réel de la moitié du territoire national » (26). Ces jugements nous semblent erronés.

Reportons-nous d'abord aux sources. Ondegardo affirme que les parts variaient suivant la qualité de la terre et le nombre des habitants (27) ; Cobo répète les dires d'Ondegardo (28).

En second lieu, l'inégalité des trois parties est conforme à l'esprit du système inka. La première préoccupation du souverain est en effet d'attribuer à chaque communauté un territoire suffisant pour lui permettre de vivre et par suite, dans les pays à population abondante où la stérilité du terrain ne permet pas d'augmenter la superficie des territoires cultivables, les parts du Soleil et de l'Inka restent faibles ; dans le cas contraire, elles sont importantes. Acosta est très explicite : « L'Inka donnait à la communauté la troisième partie des terres. Or, bien qu'on ne puisse pas dire au vrai si cette portion était plus ou moins grande que celle de l'Inka et que celle du Soleil, il est certain qu'on prenait garde qu'elle pût suffire abondamment à la nourriture des habitants de chaque agglomération » (29).

Enfin l'inégalité des parts ressort de la manière dont est partagée celle qui est affectée à la communauté. L'étendue de terrain reconnue comme suffisante pour nourrir un homme marié et sans enfants est une unité économique appelée *tupu*, mot aymará qui signifie *mesure*. C'est donc à une répartition suivant les besoins que l'on procède, ceux-ci étant supposés uniformes, mais cette répartition s'applique aux moyens de production et non aux produits. L'Indien reçoit un *tupu* le jour où il prend femme et n'est plus nourri par ses parents, il en reçoit un autre pour chaque fils, un pour chaque serviteur, et la moitié d'un seulement pour chaque fille. Les chefs ayant plusieurs domestiques arrivent ainsi à avoir un nombre assez élevé de *tupu*.

Qu'est-ce exactement que ce *tupu* ? Prescott note que, selon Garcilaso, le *tupu* équivalait à une fanègue et demie et représente l'étendue de terre qu'on peut ensemençer avec un quintal de maïs (30) ; Beuchat écrit que le *tupu* est une mesure de super-

kerwanderung, t. 4, p. 423. — HANSTEIN déclare que cultures et récoltes étaient divisées en trois parts égales (*Die Welt des Inka*, p. 34).

(25) *Un Etat socialiste au XV^e siècle*, p. 62.

(26) *Géographie Universelle*, t. 18, p. 540. Il est curieux de constater que le grand géographe est un des auteurs qui ont le moins bien compris l'esprit des institutions péruviennes. WIENER s'est complètement trompé dans son exposé du régime agraire et il est fâcheux que Reclus et plusieurs autres écrivains contemporains aient accepté ses affirmations les yeux fermés.

(27) *Relación*, p. 18 et p. 32. Et aussi, *Carta al D^r de Liébana : Nueva colección de documentos inéditos para la historia de España*, Madrid, 1896, t. VI, p. 274.

(28) *Historia*, liv. 12, chap. 28.

(29) *Historia natural*, t. 2, liv. 6, chap. 15.

(30) PRESCOTT : *Histoire*, trad. franç., p. 63, note 1.

ficie égale à une fanègue espagnole, soit 0 are 64 (*sic*) (31). J. de la Espada et Markham donnent au *tupu* 60 pas de long sur 50 de large (32) ; Castonnet des Fosses l'évalue à 58 ares ; Perrone à 64 ares (33). Si l'on s'en tient à ces renseignements, le *tupu* semble être quelque peu élastique, et en effet, selon nous, il l'était (34). Nous sommes persuadé que les efforts des historiens pour apprécier la surface du *tupu* sont absolument vains, parce que cette mesure devait être variable (35). Il eût été absurde, en effet, d'uniformiser les superficies des lots dans des pays différents les uns des autres ; l'étendue de territoire qui aurait permis à une famille de subsister dans une région fertile eût été tout à fait insuffisante dans une région stérile. *Le tupu est simplement le lot de terre nécessaire à l'entretien d'un ménage sans enfant*, comme nous l'avons dit, et aucun chiffre ne doit le définir. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Ondegardo écrit simplement que les lots n'excédaient pas beaucoup ce qui était nécessaire pour subsister (36). Nous trouvons une confirmation de notre manière de voir dans le système adopté de nos jours dans la région de Casta, au Pérou. L'objet du travail, en l'espèce un canal, est divisé en un nombre de *topo* égal à celui des travailleurs, mais d'étendue variable suivant les difficultés du terrain et suivant l'âge et les forces de chacun. Il ne s'agit donc pas là d'une mesure fixe (37).

Garcilaso note que les *andenés*, c'est-à-dire les terres jadis

(31) Manuel, p. 605, note 1.

(32) J. DE LA ESPADA : *Biblioteca hispano-ultramarina*, vol. 5, p. 53. — MARKHAM : Trad. angl. de la deuxième partie de la *Crónica* de Cieza de Leon, p. 43, n. 1.

(33) CASTONNET DES FOSSES : *La civilisation de l'ancien Pérou*, pp. 26. — PERRONE : *Il Peru*, p. 352.

(34) La fanègue, d'origine arabe, n'a jamais eu, en Espagne même, une valeur identique suivant les lieux, qu'on la considère comme une mesure de capacité ou une mesure de surface. Or, si l'on examine avec soin les différentes valeurs, on voit que les écarts entre celles de la fanègue considérée comme unité de capacité sont très inférieurs aux écarts entre celles de cette même fanègue considérée comme unité de surface. A trois exceptions près, dans les provinces où l'on utilise le mot « fanègue » à la fois dans les deux sens, la valeur de la fanègue mesure de capacité varie entre 54 et 56 litres, tandis que celle de la fanègue mesure de surface varie, ces trois mêmes provinces exceptées, entre 19 et 67 ares. Il en résulte que la fanègue est bien une mesure de capacité et qu'elle a été utilisée accessoirement comme mesure de superficie. Elle vaut environ 55 litres, et c'est par extension qu'elle a désigné la surface nécessaire pour fournir 55 litres de grain, surface forcément variable suivant les lieux. Notons encore que le *tupa*, au Pérou, indiquait bien une surface et non pas une capacité. La mesure indienne précolombienne de capacité était la *pocha*.

(35) C'est l'avis de CUNOW : *Die Soziale Verfassung...*, p. 75, et de PRET, *Les Institutions...*

(36) *De la orden que los Indios tenyan*, p. 102.

(37) TELLO Y MIRANDA : *Wallalo*, p. 533. — Mc. Bride estime que le lot attribué actuellement au chef de famille, lors des partages périodiques dans les communautés boliviennes, est de 24 acres environ. (*The agrarian communities...*, p. 6.) Lors de la tentative socialiste réalisée en Chine, au XI^e siècle, les terres étaient réparties annuellement, chaque groupe de dix familles recevant un lot. Or, des auteurs modernes ont calculé que ce lot représen-

stériles et rendues cultivables par les soins de l'Inka, sont de préférence mises dans le lot de ce dernier (38), sage mesure qui nous montre à quel point le souverain demeure soucieux de ne pas prendre pour ses sujets figure de spoliateur. Ondegardo écrit bien que la part de l'Inka est vraisemblablement la plus grande des trois, mais il n'est pas très affirmatif et même il se contredit (39). La vérité est que, dans quelques localités, la plus grande part est affectée au culte, dans d'autres à l'Inka, et que, dans certaines enfin, la part de la communauté excède chacune des deux autres (40).

Ce mode de distribution par *tupu* montre que la communauté est en réalité servie la première, puisque sa part doit être égale au nombre de ses membres multiplié par la surface du *tupu* nécessaire pour faire vivre chacun d'eux. Le Soleil et l'Inka obtiennent le surplus, l'excédent du sol disponible. Il y a dans cette politique agraire une curieuse analogie avec la politique que nous appliquons nous-mêmes au Maroc et qui peut être considérée comme le dernier mot de la colonisation moderne (41).

Lorsque les terrains de la communauté sont de nature variée, le *tupu* consiste en plusieurs fractions espacées de manière que chacun des copartageants ait des sols de qualités différentes à cultiver. Il en est ainsi de nos jours sur les bords du lac Titicaca, où chaque Indien obtient en même temps une parcelle située sur les bords du lac, où il sèmera du blé, une autre sur la pente des collines où le *quinua* pourra mûrir et une dernière sur le sommet où seules pousseront les pommes de terre (42).

taît 260 hectares, chiffre colossal qui s'expliquerait peut-être dans un pays à faible population, mais qui est certainement inexact pour la Chine. (CAUBERT : « Un essai de socialisme en Chine au XI^e siècle », *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1895, p. 763.)

(38) *Comentarios*, liv. 5, chap. 1.

(39) Il déclare que, dans quantité de villages, tout ce qu'on récoltait était attribué au Soleil (*Relación*, p. 18) et ensuite qu'en visitant les ruines des greniers, il s'est rendu compte que ceux de l'Inka étaient plus grands que ceux du Soleil (*Relación*, p. 20). Il est probable qu'aux abords des temples la part du culte était la plus grande, et que la part de l'Etat l'emportait au contraire dans le voisinage des places fortes. (TRIMBORN : *Der Kollektivismus*, p. 581.)

(40) COBO : *Historia*, liv. 12, chap. 28. — Ce partage entre le Soleil, l'Inka et la communauté n'était pas toujours définitif, en ce sens que les terres du Soleil de l'Inka étaient déterminées quelquefois annuellement, mais ceci paraît avoir été exceptionnel. (ONDEGARDO : *De l'état du Pérou avant la conquête*, traduction Ternaux-Compans, p. 356, in *Nouvelles annales de Voyages*, collection Angrand, à la Bibliothèque Nationale de Paris.)

(41) Les fonctionnaires du protectorat calculent dans chaque province la surface de terre nécessaire pour permettre à une tente de vivre ; ils comptent en moyenne 10 hectares de terres de culture et 10 hectares de terre de parcours ; c'est là l'équivalent du *tupu* et, notons-le, c'est une unité variable avec le degré de fertilité du sol. En multipliant cette unité par le nombre des tentes de la tribu, on obtient la surface de territoire que cette tribu doit obligatoirement conserver. L'excédent seul devient disponible ; il peut être acheté par le protectorat. (L. BAUDIN : « Le régime des terres au Maroc et la colonisation française », *Revue des Sciences politiques*, avril 1926, p. 203.)

(42) Mc BRIDE : *The agrarian...*, p. 6. — De même, dans la région de

Le partage qui intervient entre les membres de la communauté est un partage de jouissance seulement. Il a lieu chaque année entre tous les chefs de famille, valides ou non, c'est-à-dire entre ceux qui sont susceptibles de consommer et non entre ceux qui sont capables de produire. Cependant, si tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que les lots ne peuvent être, au Pérou, ni vendus, ni donnés, ni échangés, puisque leurs détenteurs n'en sont qu'usufruitiers, quelques-uns, parmi les écrivains modernes, n'ont pas admis que le partage ait été annuel. Prescott, en particulier, a voulu devancer une évolution qui lui a semblé inévitable en émettant une hypothèse que rien ne justifie : « Il est probable, dit-il, que, sous l'influence de cet amour de l'ordre et de cette horreur du changement qui caractérisaient les institutions péruviennes, chaque nouveau partage du sol confirmait généralement l'occupant dans sa possession, et le preneur à l'année (*tenant for a year*) était converti en propriétaire à vie (*proprietor for life*) (43) ». Mais les anciens chroniqueurs sont formels. « On partageait tous les ans les terres de la communauté », dit Acosta (44). Ondegardo le répète en ajoutant que, de son temps, ces lotissements annuels ont lieu encore « dans la majeure partie du royaume » (45). Dans le même sens se prononcent Herrera et Garcilaso (46) ; Cobo dit avoir assisté à de tels partages dans certaines provinces (47). Il ne faut pas s'étonner de cette coutume en un pays de jachères prolongées ; quel intérêt l'Indien aurait-il pu avoir en effet à récupérer exactement pour le cultiver de nouveau le lot qui lui avait été assigné quatre ou cinq années auparavant ?

Ici encore, le système péruvien ne diffère pas beaucoup de celui qui a existé chez un grand nombre de peuples anciens : en Germanie, les distributions de terres étaient annuelles, mais chaque famille obtenait la superficie qu'elle désirait, parce que la population était peu nombreuse (48). Dans l'Espagne du xix^e siècle, on trouve encore des partages périodiques de terres collectives à intervalles de temps très rapprochés, par exemple

Castá, chaque famille a deux lots ou plus, afin de pouvoir récolter à la fois des produits de terres froides et des produits de terres tempérées. (TELLO y MIRANDA : *Wallalo*, p. 506.)

(43) *History...*, éd. angl., 1847, t. I, p. 29. — Dans le même sens : CISNEROS : *Las Comunidades...*, p. 451, et F. GARCIA CALDERON : *Le Pérou contemporain*, p. 18, note I. — WIENER déclare que les individus étaient usufruitiers à vie des terrains concédés (*Essai...*, ch. 4). F. COSIO suppose que le partage s'appliquait seulement aux lots attribués chaque année aux familles nouvelles formées par le mariage (*La propiedad colectiva del ayllu*).

(44) *Historia natural*, t. 2, liv. 6, chap. 15.

(45) *Relación*, p. 32. — *Copia de carta...*, p. 458 (in *Colección de documentos inéditos para la historia de España*, Madrid, 1848, t. 13.)

(46) HERRERA : *Historia general*, déc. 5, liv. 4, chap. 2 ; — GARCILASO : *Comentarios*, liv. 5, chap. 5.

(47) COBO : *Historia*, liv. 12, chap. 28.

(48) CÉSAR : *De Bello Gallico Comentarîi*, liv. 6, par. 22, et liv. 4, par. I.

tous les deux ou trois ans, dans le district de Sayago (province de Zamore) (49). Au Maroc, l'assemblée de tribu (*djemâa*) répartit les terres tous les quatre ou cinq ans entre les *douars*, et chaque assemblée de douar, à son tour, les répartit tous les ans entre les chefs de famille (50).

Qui effectuait le partage ? Probablement la communauté elle-même (51). Les *tupu*, une fois indiqués, étaient marqués par des entourages de pierres (52).

LE PARTAGE DU BÉTAIL

Les règles applicables au bétail sont analogues à celles que nous venons d'indiquer, mais le nombre de bêtes laissé à l'Indien est minime. Les terres de parcours sont divisées entre le Soleil, l'Inka et les communautés, cette dernière part étant moins étendue que les deux autres (53). Chaque chef de famille reçoit un couple de lamas, qu'il doit soigner et qu'il n'a pas le droit de tuer, sauf quand ces animaux deviennent vieux. Cependant, au Collao, où le nombre des bêtes a été toujours fort grand, cette interdiction n'existe point et les habitants peuvent fabriquer et échanger de la viande séchée (54). En outre, quelques communautés conservent des troupeaux non sujets à partage et dont la laine est distribuée entre leurs membres. A certaines époques, des bêtes de ces troupeaux sont abattues et leur viande consommée (55).

Ne concluons pas trop vite de cet examen que l'Inka s'est taillé la part du lion, surtout en ce qui concerne le bétail, car ce serait méconnaître complètement le caractère du système. Tout l'ensemble des dispositions que nous exposons constitue, à proprement parler, le *minimum d'existence* de l'Indien, mais l'excédent attribué à l'Inka n'est pas du tout uniquement consommé par ce dernier ; il retourne en grande partie à l'Indien lui-même par deux voies différentes : celle des donations et celle des distributions de réserves. Ainsi l'Inka donne au *kuraka* ou aux personnes de mérite des troupeaux que l'on nomme *troupeaux pauvres* par opposition aux *troupeaux riches* du sou-

(49) J. COSTA : *Colectivismo agrario...*, p. 340.

(50) L. BAUDIN : *Le régime des terres au Maroc*, loc. cit.

(51) Santillan prétend que le gouverneur était chargé de ce soin, ce qui est invraisemblable. Ce haut fonctionnaire remplissait des fonctions importantes qui ne lui permettaient pas de perdre son temps à des opérations de ce genre.

(52) BASTIAN : *Die Kulturländer*, t. II, p. 565.

(53) ONDEGARDO : *Relación*, p. 23 ; — ACOSTA : *Historia natural*, t. 2, liv 6, ch. 15 ; — COBO : *Historia*, liv. 12, ch. 29.

(54) LATCHAM : *La existencia...*, p. 61. — Prescott exagère quand il dit qu'en principe les lamas appartiennent à l'Inka seul. — Le Collao est la région qui s'étend au nord du lac Titicaca, entre ce lac et le nœud de Vilcafiota.

(55) CUNOW : *Die soziale Verfassung...*, p. 86.

verain (56). Ces derniers sont, en réalité, des troupeaux de l'Etat affectés aux besoins de la population entière ; *ce sont des entreprises nationales d'élevage.*

Les troupeaux se distinguent les uns des autres par leur couleur. Quand dans l'un d'eux un agneau n'a pas la même teinte que sa mère, on le met dans un troupeau de couleur correspondante.

Le plateau herbeux sert de terre de pâture, tout sol irrigable étant cultivé.

L'EXPLOITATION DU SOL

Une fois les grands travaux de mise en valeur effectués et les terres divisées, l'exploitation commence. A partir de la fin du mois de juillet l'Indien laboure, puis, en octobre, il sème, et à ce moment tous les autres travaux sont suspendus, afin que nul ne soit détourné de cette tâche. La récolte a lieu en mai ; pour être recueillis à la même date, le *quinua* et la pomme de terre doivent avoir été semés en août ou en septembre. En juin, enfin, on rentre les récoltes dans les maisons et les greniers publics (57).

En principe, chaque famille d'Indiens cultive ses *tupu*, mais ses voisins lui apportent leur concours en cas de besoin. Cette aide mutuelle (*minka*) s'est perpétuée jusqu'à nos jours (58). Par contre, les terres du souverain et du culte sont cultivées par l'ensemble des membres de la communauté sous la conduite et conformément aux prescriptions de leur chef. Mais il faut bien faire attention que ce travail en commun donne lieu à une répartition des tâches par individu, répartition indispensable pour éviter que chacun ne compte sur le travail des autres. « Quand plusieurs groupes d'Indiens entreprennent un travail, dit Ondegardo, ils commencent par se répartir la besogne, qui est ensuite subdivisée entre chaque individu ; la part de chacun se nomme *suyo*. Celui qui a fini le premier n'aide pas les autres, sans quoi ceux-ci ne feraient rien, car, chacun comptant sur l'aide du voisin, avancerait le plus lentement possible (59). »

Les *suyo* consistent donc en étroites et longues bandes de terrain parallèles assignées aux Indiens sur les terres de l'Inka et du Soleil. Ces lots ne doivent pas être confondus avec les

(56) ONDEGARDO : *Relación*, p. 29.

(57) FALCON : *Representación...*, p. 152 ; — BANDELIER : *The Islands of Títicaca*, p. 87.

(58) FELIX COSIO : *La propiedad colectiva del ayllu*, ch. 5 ; — DE RIVERO et TSCHUDI : *Antiquités péruviennes*, trad. fr., p. 212.

(59) ONDEGARDO : *De l'état du Pérou...*, trad. franç., ch. 12. — Cobo explique que les Indiens répartissent entre eux le travail par bandes de terrain et que, cette répartition une fois faite, chacun fait venir pour l'aider sa femme et ses enfants. (*Historia*, liv. 12, ch. 28.)

tupu, pris sur la terre commune et dont les produits appartiennent à ceux qui les exploitent.

Un des grands mérites de l'*Inka* est d'avoir fait de ce travail de la terre un véritable plaisir. « Les *Inka* avaient disposé et réglementé ce service de telle sorte que les Indiens le tinrent pour récréation et partie de plaisir », dit Cobo, et plus loin : « Le travail des terres était une des plus grandes récréations et fêtes qu'ils avaient (60). » En particulier, la culture des terres du souverain prend l'aspect d'une véritable réjouissance publique ; les Indiens s'y livrent en habits de fête et chantent en travaillant les louanges du monarque. On comprend l'étonnement des Espagnols, peu habitués à regarder le travail comme un plaisir. Jamais le « travail attrayant » rêvé par Fourier n'a trouvé en ce monde plus parfaite expression (61).

L'ORDRE DES CULTURES

L'ordre des cultures indiqué par Garcilaso est le suivant :

1° *Les terres du Soleil*. — La divinité passe la première, c'est chose normale, et c'est bien à elle que ces terres sont réservées et non aux prêtres, car ceux-ci ne peuvent user des récoltes du Soleil que pendant le temps où ils sont de service dans le temple, le service se prenant à tour de rôle. Lorsque les prêtres n'officient point, ils doivent travailler leurs propres terres et ils reçoivent à cet effet des lots comme les autres Indiens.

Les terres du Soleil devraient s'appeler correctement *terres du culte* ou de la religion, car le Soleil n'en est pas l'unique bénéficiaire ; toutes sortes de dieux secondaires, d'idoles locales, ont leur part de produits (62).

(60) *Historia*, liv. 14, ch. 8.

(61) Cependant, F. Xavier Peñaranda nous représente le travail en Espagne dans les terres communales comme une fête, et J. Costa note que cet auteur fameux parle de ce travail absolument dans les mêmes termes que le Père Cobo parle du travail des Péruviens sur les terres de l'*Inka*. (PENARANDA : *Resolución universal sobre el sistema económico y político más conveniente á España*, Madrid, 1789 ; J. COSTA : *Colectivismo agrario...*, p. 189.) Cabet, dans son *Voyage en Icarie* (1840), fait de grands efforts d'imagination pour rendre attrayant le travail dans les ateliers ; mais jamais, de nos jours, les instruments ne seront assez perfectionnés ni le cadre assez plaisant pour qu'un ouvrier trouve de l'attrait à son travail. La seule et véritable solution est celle des *Inka* ; elle est d'ordre psychologique. L'Indien était heureux de prendre de la peine pour travailler les terres du monarque qu'il adorait.

(62) Beuchat (*Manuel*, part. IV, ch. 7), écrit que les champs situés dans un certain rayon autour de Cuzco, la ville sainte, étaient considérés comme terres du Soleil, ce qui est invraisemblable. Au contraire, Betanzos nous dit que le territoire environnant Cuzco avait été distribué aux *orejones* de la capitale, ce qui paraît être la vérité. (*Suma y Naración*, ch. 12.) — C'est seulement la terrasse de Kolkampata, près de Cuzco, qui était consacrée au Soleil et travaillée par les *Inka*. Mais il est possible que, dans certains villages, tout ait appartenu au Soleil, comme à Arapa, au nord du lac Titicaca (ONDEGARDO, *Report*, p. 156) ou à l'*Inka* (J. DE LA ESPADA : *Relaciones geográficas*, t. II, p. 18).

2° *Les terres des incapables*, de ceux que les Espagnols appellent *impedidos* (empêchés), c'est-à-dire des veuves, orphelins, infirmes, aveugles, malades, soldats partis aux armées et femmes de ces soldats. Elles consacrent le *droit à l'assistance* de tous ceux qui ne peuvent pas ou qui ne peuvent plus travailler. Certains Indiens désignés dans chaque communauté ont la charge de ces terres ; quand ils jugent le moment opportun, ils montent sur quelque lieu élevé et, en sonnant de la trompe, ils préviennent les habitants d'avoir à se rendre au travail.

3° *Les terres des Indiens capables*, c'est-à-dire des sujets aptes à travailler.

4° *Les terres des kuraka, chefs militaires et hauts fonctionnaires*.

5° *Les terres de l'Inka*. — Ce travail constituait le principal tribut payé au souverain ; ce n'était pas là une innovation, car les anciens chefs n'exigeaient en général de leurs sujets aucune autre contribution (63).

LES MODES DE CULTURE

Les Inka s'efforcent non seulement d'étendre la culture, mais encore de l'intensifier. Lorsqu'ils soumettent une province, ils prescrivent de rechercher quelle est la nature des terres pour savoir quelle culture leur convient le mieux. Malheureusement, le sol ingrat du plateau doit rester en jachères souvent fort longtemps ; actuellement, dans la région du lac Titicaca, les terres se reposent trois, quatre, sept ou dix ans (64). Dans le district de Carangas, en Bolivie, ces chiffres atteignent vingt et même trente ans (65).

Les instruments agricoles sont fort primitifs ; le soc (*taklla*) consiste en un morceau de bois dur d'un mètre environ de longueur, aplati à une de ses extrémités près de laquelle sont fixés deux bâtons en croix. Le laboureur pose le pied sur ces bâtons pour enfoncer la partie plate dans le sol. Comme le dit Beuchat, c'est en réalité une sorte de bêche (66). La *laya*, qu'utilisent les Basques espagnols, est semblable à cet instrument aratoire, sauf

(63) A. DE VEGA : *Descripción que se hizo en la provincia de Xauxa. Relaciones geográficas*, t. I, p. 84.

(64) BANDELIER : *The Island of Titicaca*..., p. 80.

(65) MC BRIDE : *The agrarian*..., p. 7. — Il en résulte qu'il fallait une grande superficie de terrain pour nourrir un nombre restreint d'habitants et il ne faut pas se fonder sur les vestiges nombreux de cultures qu'on rencontre pour en conclure que la population était très dense, comme l'ont fait certains observateurs. (LATCHAM : *La existencia*..., p. 37.) Il n'est pas nécessaire de supposer, comme le fait Beuchat, que ces jachères prolongées sont dues à des motifs d'ordre religieux (*Manuel*, partie IV, ch. 7).

(66) Ou de « pelle tranchante », comme écrit DURRET (*Voyage de Marseille à Lima*, Paris, 1720, p. 207). — Dans son manuscrit inédit, Poma de Ayala représente l'Inka Virakocha cultivant la terre avec un instrument de ce genre, sa femme brisant les mottes. (A. MEANS, *Some comments*...)

qu'elle est en métal (67). La femme suit le laboureur en enlevant les cailloux et en brisant les mottes soit à la main, soit avec un pieu recourbé, soit avec une masse de pierre ou de métal.

Les Indiens, avec leur *taklla*, ne tracent pas un sillon ; comme le dit Cobo, ils creusent des *camellones* (68), expression pittoresque et bien connue de tous ceux qui ont parcouru les forêts vierges sud-américaines. On appelle *camellones* les trous réguliers et profonds creusés par les pieds des bêtes le long des pistes détrempées ; ils sont à l'animal ce qu'est l'ornière à la voiture. L'Indien, avec son instrument, aligne donc une série de trous avec une habileté qui surprend les Espagnols (69).

Ce travail, comme la plupart des travaux au Pérou, se fait en chantant ; la mélodie rythme le mouvement, le coup d'enfoncement dans le sol marquant la mesure. Quand les Indiens labourent ensemble, ils se mettent tous sur une même file, chacun dans son *suyo*, s'il y a lieu, et enfoncent leurs pieux en cadence. Bingham nous fait le tableau de ce labour en commun tel qu'il l'a vu près de la Raya, dans le haut Pérou : « Les hommes travaillent à l'unisson et sont placés sur une longue ligne, chacun armé d'une bêche primitive ou « charrue à pied » (*foot plough*) au manche de laquelle des points d'appui pour les pieds sont fixés ; ils bondissent en avant avec un cri à un signal donné et plongent leurs bêches dans le sol. Faisant face à chaque couple d'hommes, se trouve une femme ou une jeune fille qui doit retourner les mottes avec la main (70). »

Les autres travaux agricoles : buttage des pommes de terre, sarclage des champs ensemencés, se font à la main ou avec une sorte de houe (71).

Seuls les hommes de vingt-cinq à cinquante ans sont astreints au travail agricole, exception faite pour ceux qui appartiennent à la caste supérieure et pour les chefs locaux. Les enfants sont chargés de protéger les semences en chassant les oiseaux avec leurs frondes. Pour écarter les animaux sauvages, les Indiens entourent leurs champs d'une bordure de *quinua*, et pour éviter la gelée ils brûlent des feuilles et des plantes sèches, de manière que la fumée soit rabattue par le vent sur toute la culture (72).

(67) J. DE LA ESPADA, note 1 de la page 190 du tome III de l'édition de Cobo de 1890.

(68) COBO : *Historia*, liv. 14, ch. 8.

(69) P. RODRIGUEZ DE AGUAYO : *Descripción de la ciudad de Quito. Relaciones geograficas*, t. III, p. 95. — Les Kara de l'Equateur avaient une pelle de bois dur, avec une encoche au milieu servant de poignée. (VERNEAU et RIVET, *Ethnologie ancienne de l'Equateur*, p. 16.)

(70) BINGHAM : *Inca-Land*, p. 122.

(71) COBO : *Historia*, liv. 14, ch. 8. — Sur la côte, il est une autre culture importante, celle du coton, mais fort simple également. Il suffit de creuser des trous pour enfouir la semence et d'irriguer. (PAYNE : *History...*, t. I, p. 370.)

(72) ROUMA : *La civilisation des Incas*, p. 59 ; GARCILASO : *Comentarios*, liv. VII, ch. 5. — Santillan prétend que les enfants récoltaient la coca,

Les anciens Péruviens n'ignorent point l'usage des *engrais*. Les excréments humains et le fumier de bétail servent d'abord à féconder le sol, mais, lorsque les Inka conquièrent les rivages du Pacifique, ils ont à leur disposition les fameux *guano*, encore aujourd'hui si appréciés, et ils les exploitent avec cet esprit de méthode et ce souci de ménager l'avenir qui les caractérisent et que l'on trouve rarement chez les gouvernements actuels. Les îles Chincha, où se trouve le précieux fumier d'oiseau, sont partagées entre les différentes provinces de l'Empire, de sorte qu'aucun monopole ne puisse s'établir au profit de l'une d'elles. Il est défendu sous peine de mort de tuer les oiseaux ou même de les déranger en allant dans les îles au temps de la ponte (73).

Un autre engrais très usité dans les provinces côtières est le poisson, qui se trouve en abondance le long des rivages (74). La culture se fait alors en creusant des excavations profondes jusqu'à ce que l'on rencontre une couche d'humidité ; on maintient la terre par des murs en brique et on sème en faisant avec un pieu effilé des trous dans chacun desquels on enterre deux ou trois grains de maïs avec quelques têtes de poisson (75).

LES TRACES DE PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE

Tel est dans son ensemble ce système agraire, que le comte de Carli et Florez Estrada regardent comme le meilleur système connu et qui n'est nullement communiste, ainsi que l'ont affirmé tant d'auteurs (76). Mieux vaudrait le qualifier de collectiviste, puisque l'Indien possède privativement toute la récolte de son

ce qui est peu vraisemblable, cette cueillette n'ayant lieu que dans des régions insalubres (*Relación*, par. 11).

(73) GARCILASO : *Comentarios*, liv. 5, ch. 3. — Tombé dans l'oubli, le *guano* a été de nouveau utilisé au XIX^e siècle : son exportation en Europe a commencé en 1835, sur l'initiative d'un Français. (MIDDENDORF : *Peru*, t. II, p. 178.) Après une longue période d'exploitation épuisante, le gouvernement péruvien a réagi au début du XX^e siècle. Depuis 1908, il fait évacuer les îles pendant des périodes de trente mois au minimum, pour permettre aux cormorans et aux pélicans d'y revenir et d'accroître les dépôts. (R. MURPHY : *Bird islands of Peru*.)

(74) GARCILASO : *Comentarios*, liv. 5, ch. 3. — CIEZA DE LEON : *Crónica*, part. I, ch. LXXIII. — « Pour comprendre cette coutume, il faut savoir que la mer rejette sur le sable du rivage, plusieurs fois par an, des milliers de poissons, gros en moyenne comme des sardines, malades ou morts des suites de secousses sismiques sous-marines suivies d'échappement de gaz délétères. » (D'HARCOURT : *L'Amérique avant Colomb*, p. 139.)

(75) M. Schmidt appelle ce procédé de culture : « La culture en profondeur », *tiefkultur*. (*Die Materielle Wirtschaft bei den Naturvölkern*, p. 37.)

(76) DE CARLI : *Delle lettere americane*, lettre XVI, trad. franç. éd. de 1788, t. I, p. 233. M. DE TEZANOS PINTO (*El impuesto único y la exención de impuesto á las mejoras*, p. 44), CASTAING (*Le Communisme au Pérou*), et PRADO Y UGARTECHE (*Estado social del Perú durante la dominación española*, p. 150) qualifient le système péruvien de communiste. « L'ayllu n'était pas un phalanstère où on gardait les produits en commun pour que tous pussent en jouir également » (FELIX COSIO : *La propiedad colectiva del Ayllu*).

tupu et que le facteur de production, la terre, est seul mis en commun.

Les autres biens faisant l'objet d'une propriété privée sont la maison, l'enclos, les arbres fruitiers, quelques animaux domestiques et les meubles, qui consistent surtout en ustensiles de ménage (77). La propriété immobilière limitée à l'habitation et au jardin attenant se rencontre chez beaucoup de peuples anciens, dans la Rome antique, chez les Germains, à Java, en Russie.

Tous ces biens ne forment sans doute qu'un *misérable pécule*, comme le dit Lorente (78), mais d'autres plus importants peuvent s'ajouter à eux par la volonté du souverain.

La principale source de propriété individuelle consiste dans les donations de l'Inka. Le souverain seul peut greffer sur les régimes existants qu'il n'a pas modifiés un mode nouveau de posséder qui est son œuvre. Ces dons consistent en terres, lamas, vêtements, objets précieux ; ils sont destinés à récompenser des services rendus, brillante conduite à la guerre ou construction de grands travaux (79) ; ils peuvent aussi avoir un but politique lorsqu'ils sont faits à des *kuraka*. Les terres reçues en don ne sont pas aliénables ; elles sont transmissibles par héritage, mais ne peuvent pas être divisées entre les héritiers ; ceux-ci les possèdent collectivement, l'un d'eux est chargé de leur direction, c'est lui qui « représente le défunt », comme le dit Ondegardo (80) et qui répartit les produits par tête de manière que chaque descendant ait une part égale. Ce mode de transmission des biens est caractéristique (81). Les enfants du défunt sont considérés comme ayant des droits égaux, mais l'idée ne vient pas de découper pour ce motif le bien en parts égales et de les distribuer ; tout demeure commun, les fruits seuls sont partagés et ils le sont obligatoirement, même si les descendants deviennent si nombreux que chacun n'obtient qu'un épi de maïs. Ce système ne porte pas d'ailleurs préjudice à la règle que nul ne peut profiter d'un fruit qu'il n'a pas contribué à produire, sauf les exceptions prévues par la loi de l'Inka. Celui qui est absent au temps des semailles n'a droit à aucune portion de la récolte (82).

Cette propriété, provenant de donations, est bien une propriété individuelle et non une tenure, car les jurisconsultes espagnols,

(77) Nombreux sont les auteurs qui ont prétendu à tort qu'au Pérou le peuple, suivant l'expression de Prescott, « n'avait rien qui méritât le nom de propriété ». (PRESCOTT : *Histoire*, trad. franç., t. I, p. 172 ; — MORUA : *Historia*, p. 114 ; — CRONAU : *Amerika*, t. II, p. 101 ; — SUAREZ : *Historia general*, t. I, p. 218 ; — BREHM : *Das Inka-Reich*, p. 40 ; — MOIREAU, in *Histoire générale de Lavisse et Rambaud*, t. IV, p. 961.)

(78) *Historia antigua*, p. 247.

(79) ONDEGARDO : *Relación*, p. 37 ; — P. PIZARRO : *Relación*, p. 271.

(80) *De l'état du Pérou*, trad. franç., p. 37.

(81) Les règles applicables aux donations étaient les mêmes, qu'il s'agit de terres ou de bétail. (COBO : *Historia*, liv. XII, ch. 29.)

(82) ONDEGARDO : *Report*, p. 162, copié par COBO : *Historia*, liv. XII, ch. 28.

très versés en droit féodal, ont toujours soutenu la première opinion, mais elle se présente avec des caractères spéciaux qui la distinguent de la propriété individuelle quiritaire du droit romain, puisqu'elle n'est pas absolue, le détenteur ne pouvant échanger ni vendre le bien reçu. Ce n'est pourtant pas là une propriété collective ; les terres qui en font l'objet sont soustraites aux partages périodiques et transmises aux descendants du propriétaire.

En résumé, une triple propriété immobilière coexistait au Pérou, la troisième étant de beaucoup la moins importante :

1° *Propriété nationale* (de l'Etat) : édifices publics, terres, pâturages, forêts en pays non boisés, plantations de coca, mines ;

2° *Propriété collective* (des communautés), soit avec exploitation commune (pâturages, terres des incapables, forêts en pays boisés), soit avec exploitation familiale (terres cultivables) ;

3° *Propriété privée* : maisons, enclos et biens provenant de donations.

LOUIS BAUDIN.

BIBLIOGRAPHIE

- J. ACOSTA : *Historia natural y moral de las Indias* (1590), Madrid, 1792.
P.-R. DE AGUAYO : « Descripción de la ciudad de Quito », in *Relaciones geográficas*, t. III, Madrid, 1881-1897.
M.-C. BALBOA : *Miscelánea austral* (1578-1586), trad. franç., Paris, 1840.
A. BANDELIER : *The islands of Titicaca and Coati*, New-York, 1910.
D. DE LA BANDERA : « Relación general de la disposición y calidad de la provincia de Guamangua » (1557) in *Relaciones geográficas*, t. I, Madrid, 1881.
A. BASTIAN. — *Die Kulturländer des alten America*. Berlin, 1878-1889, 3 vol.
J. DE BETANZOS : *Suma y Narración de los Incas que los Indios llamaron Capaccuna* (1551), Madrid, 1880.
H. BEUCHAT : *Manuel d'archéologie américaine*, Paris, 1912.
H. BINGHAM : *Inca-Land*, New-York, 1922.
I. BOWMAN : *The Andes of Southern Peru*, Londres, 1920.
R. BREHM : *Das Inka-Reich*, Iéna, 1885.
F.-G. CALDERON : *Le Pérou contemporain*, Paris, 1907.
J.-R. DE CARLI : *Delle lettere americane*, Florence, 1780.
B. DE LAS CASAS : *Apologética historia sumaria* (1552), Madrid, 1909 ; — *De las antiguas gentes del Perú* (extrait du précédent paru dans la *Colección de libros raros ó curiosos*, t. 21).
A. CASTAING : *Le communisme au Pérou*, Paris, 1884 (Archives de la Société américaine de France).
H. CASTONNET DES FOSSES : « La civilisation de l'ancien Pérou », Angers, 1896 (*Revue des Religions*).

- C. DE CASTRO Y D. DE ORTEGA MOREJON : *Relación* (1558), *Colección de documentos inéditos para la historia de España*, t. 50.
- P.-F. CEVALLOS : *Resumen de la historia del Ecuador desde su origen hasta 1845*, Quito, 1886-1889, 6 vol.
- P. DE CIEZA DE LEON : *Crónica del Perú* (1553), Madrid, 1880.
- B. CISNEROS : « Las comunidades de indigenas en el Perú », *Revista universitaria de Lima*, 2^e et 3^e trim. 1919.
- F. COSIO : « La propiedad colectiva del ayllu », *Revista de la Universidad de Cuzco*, sept. 1916.
- B. COBO : *Historia del Nuevo Mundo* (1653), Séville, 1890-1895.
- J. COSTA : *Colectivismo agrario*, Madrid, 1898.
- R. CRONAU : *Amerika*, Leipzig, 1892, 2 vol.
- H. CUNOW : *Die soziale Verfassung des Inkareichs*, Stüttgart, 1896.
- J. DE LA ESPADA : *Relaciones geográficas de Indias*, Madrid, 1881-1897.
- L. FALCON : *Representación hecha en concilio provincial* (1582), t. XI de la *Colección de libros referentes á la historia del Perú*.
- GARCILASO DE LA VEGA : *Comentarios reales*, Lisbonne, 1609.
- O.-V. HANSTEIN : *Die Welt des Inka*, Dresde, 1923.
- R. D'HARCOURT : *L'Amérique avant Colomb*, Paris, 1925.
- A. DE HERRERA : *Historia general de los hechos de los Castellanos* (1601-1615), Madrid, 1730.
- J. HUTCHINSON : *Two years in Peru*, Londres, 1873.
- J. JOYCE : *Archaeology of the South-American Continent*, Londres, 1912.
- R. LATCHAM : *La existencia de la propiedad en el antiguo imperio de los Incas*, Santiago de Chile, 1923.
- TH. LINDER : *Weltgeschichte seit der Völkerwanderung*, Stüttgart, 1901-1905.
- S. LORENTE : *Historia antigua del Perú*, Lima, 1860.
- MAC BRIDE : *The agrarian communities of Highland Bolivia*, New-York, 1921.
- C. MARKHAM : *The Incas of Peru*, Londres, 1910.
- J.-F. MARMONTEL : *Les Incas*, Paris, 1777.
- O. MARTENS : *Ein sozialistischer Grosstaat vor 400 Jahren*, Berlin, 1895, traduit sous le titre : *Un grand Etat socialiste au XV^e siècle*, Paris, 1910.
- J. DE MATIENZO : « Gobierno del Perú » (vers 1560), in *Publicaciones de la session de historia de la facultad de filosofia y letras de Buenos-Aires*, 1910.
- C. MEAD : *Old civilizations of Inca-land*, New-York, 1924.
- P.-A. MEANS : « Some comments on the inedited manuscript of Poma de Ayala », *American Anthropologist*, juillet 1923.
- E.-W. MIDDENDORF : *Perú*, Berlin, 1893.
- A. MOIREAU : *Histoire générale* (Lavisse et Rambaud), Paris, 1894, t. IV.
- M. DE MORUA : « Historia del origen y genealogia real de los reyes Incas del Perú » (1590), in *Coleccion de libros referentes á la historia del Perú*, deuxième série, t. IV.
- R. MURPHY : *Bird islands of Perú*, New-York, 1925.
- P. DE ONDEGARDO : *Relación del linaje de los Incas* (1560), trad. angl., Londres, 1873 (*Report*). *Relación de los fundamentos...* (1571) et *De la orden que los Indios tenyan en dividir los tributos*, in *Colección de documentos del Archivo de Indias*, t. 17.
- E.-J. PAYNE : *History of the New World*, Oxford, 1892, 2 vol.
- G.-M. PERRONE : *Il Peru*, Rome, 1926.
- P. PIZARRO : *Relación del descubrimiento y conquista de los reinos del Perú* (1571), Madrid, 1844.
- J. PRADO Y UGARTECHE : *Estado social del Perú durante la dominación española*, Lima, 1894.
- C.-A. PRET : « Les institutions sociales et la législation du Pérou avant la conquête », Paris, 1901 (*Bulletin de la Société d'Ethnographie*).
- W. PRESCOTT : *History of the conquest of Peru*, Londres, 1847, trad. franç., Paris, 1861.

- A. RAMOS GAVILAN : *Historia de Nuestra Señora de Copacabana*, Lima, 1621.
- E. RECLUS : *Géographie Universelle*, Paris, 1893. — *L'Homme et la Terre*, Paris, 1905.
- DE RIVERO et TSCHUDI : *Antigüedades peruanas*, Vienne, 1851, trad. franç., Paris, 1859.
- G. ROUMA : *La civilisation des Incas et leur communisme autocratique*, Bruxelles, 1924.
- B. SAAVEDRA : *El ayllu*, Paris, 1913.
- F. DE SANTILLAN : *Relación del origen, descendencia, politica y gobierno de los Incas* (1555), Madrid, 1879.
- P. SARMIENTO DE GAMBOA : *Historia general llamada Indica* (1572), Berlin, 1906.
- M. SCHMIDT : *Die materielle Wirtschaft bei den Naturvölkern*, Leipzig, 1923.
- H. SPENCER : *Principles of Sociology*, Londres, 1879.
- G. SUAREZ : *Historia general del Ecuador*, Quito, 1890-1892.
- J. TELLO Y P. MIRANDA : « Wallalo », revue *Inca* de Lima, avril 1913.
- M. DE TEZANOS PINTO : *El impuesto único y la exención de impuesto á las mejoras*, Buenos-Aires, 1923.
- H. TRIMBORN : « Der Kollektivismus der Inkas in Peru », revue *Anthropos*, juillet-décembre 1923-1924.
- R. VERNEAU et P. RIVET : *Ethnographie ancienne de l'Equateur*, Paris (1912-1922).
- CH. WIENER : *Pérou et Bolivie*, Paris, 1880 ; — *Essai sur les institutions politiques, religieuses, économiques et sociales de l'Empire des Incas*, Paris, 1874.

Colección de documentos inéditos sacados de los Archivos de Indias, Madrid, 1864-1884, 42 vol.

Colección de documentos inéditos para la historia de España, Madrid (depuis 1842), 103 vol.

L'AFFLUX DES MÉTAUX PRÉCIEUX AU XVI^e SIÈCLE ET LA THÉORIE DE LA MONNAIE CHEZ LES AUTEURS FRANÇAIS

par PAUL HARSIN

Au point de vue économique, la période de l'histoire dite moderne est dominée par un événement d'une importance capitale : l'afflux des métaux précieux des Indes espagnoles.

Jusqu'au xv^e siècle, le monde avait vécu dans le cadre relativement étroit de l'économie urbaine. La rareté du numéraire, de plus en plus sensible, constituait un obstacle insurmontable à l'activité des transactions commerciales autres que locales. Aussi a-t-on vu la politique monétaire des souverains s'attacher à y remédier par les moyens les plus artificiels : « augmentations » et mutations (1). Mais ces efforts demeurèrent peu encourageants. Nous avons une preuve décisive de cette gêne monétaire dans les prix extrêmement bas de la seconde moitié du xv^e siècle et dans leur cause, la cherté des métaux précieux (2).

L'activité commerciale de la fin du xv^e siècle et surtout du début du xvi^e n'aurait vraisemblablement pas réussi à provoquer l'essor économique du siècle de la Renaissance sans la révolution monétaire dont elle s'accompagna.

La quantité d'or et d'argent, détenue alors par l'Europe pouvait s'évaluer, au dire des statisticiens, à un milliard environ (francs-or), dont une bonne partie était thésaurisée. Elle était alimentée par le faible rendement des mines du continent, et, à la vérité, n'augmentait guère sensiblement. Mais, dès la décou-

(1) Voir l'important ouvrage de LANDRY, *Essai économique sur les mutations des Monnaies dans l'ancienne France, de Philippe le Bel à Charles VII* (Paris, 1910).

(2) D'AVENEL, *Histoire économique de la Propriété, des Salaires, des Denrées et de tous les prix en général...*, t. I, p. 15 ; et surtout l'étude sur le pouvoir d'achat de la livre tournois en tête du livre de P. RAVEAU, *L'Agriculture et les Classes paysannes. La transformation de la Propriété dans le haut Poitou au XVI^e siècle* (Paris, 1926).

verte de l'Amérique, la production argentifère se chiffra annuellement aux environs de 30 millions, somme qui doubla au cours de la première moitié du xvi^e siècle, d'après les calculs de Soetbeer (3).

En 1545, la découverte des mines de Potosi eut pour conséquence de tripler presque d'un seul coup la production annuelle de l'argent. Celle de l'or, au contraire, n'augmenta pas sensiblement au cours du xvi^e siècle. En somme, nous pouvons tenir pour très probable qu'au cours de ce siècle la quantité du numéraire circulant en Europe décupla ou à peu près.

Quels ont été les effets et les conséquences de cette inflation ?

L'effet le plus immédiat a été naturellement une dépréciation sensible du métal blanc et une diminution croissante de son pouvoir d'achat. Cependant, la coïncidence de cet afflux de moyens monétaires avec le renouveau économique, auquel il a donné un essor grandissant, a empêché cette dépréciation de confiner à la catastrophe. Bien au contraire, il ressort de tous les faits connus que la multiplication des richesses et la prospérité collective qui se manifestent au début du xvii^e siècle sont des témoignages suffisants du bénéfice de l'opération.

Toutefois, il faut avoir soin de bien sérier les questions et d'envisager chaque pays en particulier. Cette masse de métaux précieux commença par s'abattre sur l'Espagne et par y provoquer un renchérissement énorme et immédiat. Elle permit cependant à Charles-Quint et à Philippe II d'établir et de maintenir en Europe la prépondérance espagnole. Mais, à la longue, la décadence économique, caractérisée par le chômage de l'industrie et la misère du peuple, plongea au xvii^e siècle la péninsule hispanique dans une crise effroyable.

La France et les principaux Etats du continent, au contraire, privés de mines, ne pouvaient participer à cette abondance métallique que par le canal du commerce international. Ils attirèrent l'argent espagnol en échange des produits de toute espèce qu'ils allaient vendre au delà des Pyrénées. Et dans cette mesure, on le voit, l'afflux du métal précieux devait se faire non seulement plus régulier, mais encore plus économiquement normal. L'or et l'argent venaient remplacer des marchandises exportées qui avaient été réellement produites. Ils se répandaient sur un plus grand nombre de personnes et provoquaient à leur tour des productions nouvelles par l'appât d'une rémunération abondante et certaine. Loin de bénéficier exclusivement à quelques grands armateurs et au gouvernement central, ils venaient solliciter immédiatement l'activité du peuple entier.

Aussi peut-on calculer que si la quantité des métaux précieux

(3) LEVASSEUR, *Histoire des Classes ouvrières et de l'Industrie en France avant 1789*, t. II, p. 59.

décupla en un siècle, le niveau général des prix en France ne quadrupla même pas (4). C'est donc, de toute nécessité, que le développement industriel et commercial multiplia les denrées et les marchandises dans de fortes proportions.

Il est aisé de trouver la preuve de ces affirmations dans l'étude des faits. Pour la hausse des prix d'abord, les témoignages ne manquent pas. Ils sont toutefois presque tous de la seconde moitié du xvi^e siècle, et la chose est naturelle, puisque la production de l'argent n'atteignit des proportions inouïes qu'après 1545. Encore faut-il bien distinguer les diverses denrées. Le prix du blé, par exemple, avait augmenté de 70 % en 1550, il avait triplé vingt-cinq ans après et quintuplé à la fin du xvi^e siècle. La viande, au contraire, ne fit qu'un peu plus que doubler et le vin ne renchérit que du tiers (5). Le prix de la terre tripla à peu près et les loyers subirent, selon les régions, des augmentations qui allèrent de 50 à 300 %.

Il n'en faudrait pas conclure naturellement que les revenus ont suivi une marche parallèle. Et c'est ici le revers du tableau. A nous en tenir aux salaires, nous constatons une hausse nominale assez considérable, mais, compte tenu de la quantité d'argent fin des espèces, on voit que presque nulle part l'augmentation du salaire n'a dépassé 50 % (6). Il en faut conclure que le salaire réel a très sensiblement diminué.

Cette situation a été celle de beaucoup de créanciers, des rentiers, des fonctionnaires, d'une grande partie de la noblesse.

Mais, d'autre part, les bénéficiaires ne furent pas rares. Le paysan propriétaire s'enrichit considérablement, la bourgeoisie commerçante fit des profits énormes. Le journalier agricole est celui dont le salaire, sans être cependant plus rémunérateur qu'au xv^e siècle, profita de la plus sensible majoration. Au surplus, nous avons des témoignages probants du luxe déployé par de nombreuses classes de la population. Les ambassadeurs italiens en manifestèrent à maintes reprises leur étonnement (7). La toilette féminine est notamment un objet d'admiration. La multiplication des édits somptuaires en dit long à cet égard. On assiste à une dépossession progressive de la noblesse de ses propriétés foncières au profit du bourgeois et du paysan (8). Bref, les cadres sociaux, les différences de classes, que le Moyen âge avait cristallisés, craquent de toutes parts.

Il serait superflu d'aborder ici l'examen des mesures que le

(4) La moyenne des prix est de trois à quatre fois plus élevée à la fin du siècle qu'à son début. (Travaux de la conférence de M. Simiand à l'Ecole pratique des Hautes-Etudes.)

(5) LEVASSEUR, *op. cit.*, pp. 61-63 ; — LIAUTEY, *La hausse des prix... au XVI^e siècle*, pp. 54-55.

(6) D'AVENEL, *op. cit.*, t. III, pp. 392 et suiv.

(7) LEVASSEUR, *op. cit.*, pp. 6-10.

(8) RAVEAU, *op. cit.*, chap. II, et pp. 290 et suiv.

gouvernement français crut devoir prendre pour combattre la cherté. Ce travail, au demeurant, a été fait et bien fait (9). Les opinions furent naturellement très partagées sur l'appréciation d'un pareil phénomène : nous allons avoir l'occasion d'en examiner les plus sérieuses. Pour les contemporains, on peut dire que la véritable cause du renchérissement passa presque à moitié inaperçue, tant il est vrai que le problème monétaire a toujours été tenu pour compliqué et contradictoire auprès du vulgaire. On préfère recourir à des explications plus simplistes. Le monde ne paraît rien avoir appris depuis !

En guise de conclusion à cette petite introduction, nous pouvons constater que, grâce à l'activité économique multiforme du xvi^e siècle, la capacité d'absorption du marché européen s'est révélée singulièrement forte. Malgré une inflation métallique sans précédent, malgré l'ordre de grandeur de la révolution monétaire, la hausse des prix n'a guère atteint la proportionnalité attendue. Le développement de la production nationale, alimentée par cet afflux de moyens d'échange, a permis de réduire la crise dans une mesure considérable. C'est là une expérience curieuse, rare et prolongée, d'une des manifestations les plus importantes de la théorie de la circulation des richesses.

LA CONTROVERSE MALESTROICT-BODIN

La hausse des prix, considérable et persistante, que tant de témoignages dénonçaient, devait amener le gouvernement de Charles IX à prendre les mesures qui paraissaient s'imposer.

Toutefois, on crut nécessaire de procéder à une enquête officielle et minutieuse dont on confia le soin à l'un des spécialistes les plus en vue de la Chambre des Comptes, le sire de Malestroict, conseiller du roi. Après trois ans de recherches, celui-ci déposa ses conclusions en mars 1566 sous forme de deux dissertations courtes et limpides, mais décorées du titre de *Paradoxes*. L'auteur voulait exprimer par là qu'il entendait heurter l'opinion commune et poser le problème sur des bases nouvelles. Et, de fait, son rapport témoigne d'un point de vue réellement déconcertant : « Que l'on se plainct à tort en France de l'enchérissement de toutes choses, attendu que rien n'est enchéri depuis trois cens ans. » Tel est le titre du premier paradoxe.

En bon logicien, notre auteur cherche à édifier sa thèse sur un syllogisme de solide apparence. Tout le monde reconnaîtra que l'on ne peut dire que quelque chose soit enchéri, à moins que, pour se le procurer, il ne faille donner plus d'argent que jadis. Or, si l'on établit qu'en fait, réellement, on ne donne pas une

(9) LIAUTEY : *La hausse des prix et la lutte contre la cherté en France au XVI^e siècle* (thèse Paris, 1921).

quantité d'or ou d'argent plus considérable pour subvenir à ses divers besoins, la thèse sera démontrée.

Partant de cette forte position, Malestroict fait appel aux ressources d'une méthode strictement déductive, mais il n'en évite pas les dangers. Sous Philippe de Valois, nous dit-il, l'écu d'or valait 20 sols tournois, il était de même poids et de même aloi que le nôtre, qui vaut à présent 50 sols. Dès lors, l'aune de velours *DEVAIT coûter alors* 4 livres, c'est-à-dire 4 écus, *PUISQU'ELLE vaut aujourd'hui* 10 livres, c'est-à-dire toujours 4 écus.

Poursuivant ses exemples, notre auteur prend pour terme de comparaison les prix de l'année 1565, parce que, nous dit-il, l'année présente 1566 est trop anormale par suite de la destruction des récoltes. De nos jours, le muid de vin vaut 12 livres tournois. Or, sous le roi Jean II, on avait frappé des francs-or qui valaient 20 sols tournois, tandis qu'aujourd'hui ils en valent le triple. Si, *par conséquent, en ce temps-là*, le muid de vin coûtait 4 livres ou 4 francs-or, on ne le payait pas moins cher qu'à présent où il vaut 12 livres, c'est-à-dire toujours 4 francs-or à 60 sols tournois.

Sous saint Louis, on frappa des sols d'argent nommés douzains, parce qu'ils valaient en effet 12 deniers tournois : on en taillait alors 64 au marc. Aujourd'hui, les douzains ne sont plus qu'à 3 $\frac{1}{2}$ deniers de fin, aussi en taille-t-on 320 au marc d'argent fin, c'est-à-dire cinq fois plus. Dès lors, ce qui coûtait alors 1, coûte maintenant 5. Par conséquent, si nous achetons aujourd'hui l'aune de velours 10 livres, nous ne donnons pas plus d'argent fin que sous saint Louis, où *elle devait* en coûter 2. Ainsi encore l'aune de drap qui se vend 100 sols ne « revient qu'à 20 sols du temps passé ».

D'où provient donc l'opinion commune qui veut croire à un enchérissement de toutes choses? De la confusion entre les monnaies d'usage, pièces de consistance réelle et matérielle, et la monnaie de compte, purement imaginaire, sans la moindre substantialité. Sans doute, il nous faut donner un plus grand nombre de livres et de sous que jadis, mais si l'on réfléchit que sous ces noms de livres et de sous se dissimulent nos écus, nos francs et nos douzains, on constatera que seule l'expression numérique de notre monnaie a augmenté. Mais si l'on ne s'attache qu'à la quantité d'argent fin ou d'or fin contenue dans ces expressions chimériques de livres, — et c'est cela seul qui importe, — on trouvera que la stabilité des valeurs et des prix est chose parfaite depuis trois siècles. « L'enchérissement que l'on cuide être maintenant sur toutes choses, ce n'est qu'une opinion vaine ou image de compte sans effet ni substance quelconque (10). »

(10) Seul M. Hauser a, sur ce point, rendu justice à Malestroict. Il y a chez lui, écrit-il, une idée fort juste : à savoir que la monnaie de compte

Cette description du phénomène appelait une explication. C'est ce qu'a voulu faire Malestroict dans son second paradoxe: « Qu'il y a beaucoup à perdre sur un escu ou autre monnoye d'or et d'argent encores qu'on la mette pour mesure pris qu'on la reçoit. »

La politique monétaire des rois de France a consisté à augmenter la valeur extrinsèque de l'écu, c'est-à-dire à exprimer par un même chiffre d'écus un nombre toujours plus considérable de livres tournois, seule monnaie légale. Mais ils n'ont agi en cela que contraints et forcés par le peuple, qui s'est toujours appliqué à donner aux monnaies réelles une valeur supérieure au cours légalement fixé. C'est pourquoi il a fallu modifier constamment ce cours, au grand préjudice de bien des classes de citoyens. Cependant le peuple croit en général qu'il n'a rien perdu s'il peut « mettre l'écu pour le même pris qu'on le lui a donné ». Ici Malestroict constate sans doute un des faits les plus éternellement significatifs de l'ignorance du vulgaire en matière monétaire. Une livre est une livre, disait-on au ^{xvi}^e siècle, un écu est un écu, comme on dit aujourd'hui (ou plus exactement comme on disait hier) un franc est un franc. La notion du pouvoir d'achat de la monnaie est donc bien analysée par notre auteur, et les exemples qu'il en donne achèvent de préciser son étude. Un officier qui, au ^{xiv}^e siècle, avait 20 livres de gage touchait alors 20 écus, c'est-à-dire le prix de cinq aunes de velours. A présent, pour 20 livres de gage, il ne reçoit que 8 écus à 50 sols, c'est-à-dire le prix de deux aunes de velours. Il perd donc la valeur de trois aunes de velours, « bien qu'il mette ses écus pour le pris où il les a reçus ». Sous Jean II, une rente foncière de 36 livres valait 36 francs-or (à 20 sols), c'est-à-dire le prix de neuf muids de vin. Aujourd'hui, elle n'en vaudra plus que 12, c'est-à-dire le prix de trois muids de vin.

Malestroict remarque avec perspicacité la disparité du pouvoir d'achat entre l'or et l'argent. C'est sur cette dernière monnaie, en effet, que l'on a pratiqué des « surhaussements » continuels, c'est-à-dire des affaiblissements de valeur intrinsèque. Dès lors, le prix des monnaies d'or ne peut que s'en ressentir et augmenter en conséquence.

De telles pratiques ont des effets déplorables. Le roi, malgré la constance du rendement nominal des impôts, ne reçoit guère en réalité autant d'or et d'argent que ses prédécesseurs. Cette situation est celle de tous les créanciers. « Pareillement, écrit Malestroict, les seigneurs et autres subjects de Sa Majesté qui ont cens et rentes, gages, estats et appointements n'en reçoivent aussi

n'est qu'une image, que l'or est une marchandise comme une autre et que l'important, en définitive, c'est le poids d'or fin contre lequel s'échangent telles ou telles marchandises ». (« La controverse sur les monnaies, 1566-1578 », dans le *Bulletin des Sciences économiques et sociales du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, 1905, p. 14.)

grande quantité d'or et d'argent fin qu'ils recevoient le temps passé, mais sont (comme le Roy) payez en cuivre au lieu d'or et d'argent. Pour lequel cuivre l'on ne peut recouvrer autant de marchandise que l'on feroit pour semblable quantité d'or et d'argent fin, ainsi la perte que l'on cuide avoir par l'enchérissement de toutes choses ne vient pas de plus bailler, mais de moins recevoir en quantité d'or et d'argent fin que l'on avoit accoustumé. » Aussi conclut-il que, plus on hausse le prix des monnaies, plus on augmente la cherté et par conséquent la misère.

Tel est cet opuscule fameux du conseiller de Malestroict, auquel on ne semble plus aujourd'hui reconnaître d'autre mérite que d'avoir provoqué « la magistrale réponse de Bodin » (11). Cela ne nous paraît guère équitable, car c'est faire abstraction des réelles qualités d'analyse de l'auteur. Sans doute, il n'a pas vu la cause essentielle et même presque unique de l'enchérissement : ce défaut de perspicacité n'est pas chose rare chez un technicien lorsqu'il se trouve en présence d'événements nouveaux. Mais, à côté de cette grave lacune, n'y a-t-il pas quelques observations pénétrantes, une lucidité de raisonnement et d'exposition qui méritent mieux que le dédain. En condamnant — avec mesure — les mutations monétaires, il est certes dans la grande tradition d'Oresme, dont rien ne prouve qu'il ait connu l'œuvre, mais il est avant tout en opposition déclarée avec l'opinion de son temps. Aussi faut-il lui savoir gré de son indépendance d'esprit.

Mais, a-t-on dit, il ne propose aucun remède, puisqu'il prétend qu'il n'y a pas enchérissement réel. C'est se trop presser de conclure. Sans doute, l'opuscule de Malestroict se borne à décrire et à expliquer le phénomène mystérieux dont tout le monde se plaint. Mais pour oser prétendre qu'il n'entendait prendre aucune mesure, il faudrait démontrer qu'il n'a joui d'aucune influence sur la politique royale. Or, c'est précisément le contraire qui est vrai.

Dès 1567, une ordonnance s'attache à empêcher le « surhaussement » particulier dont, au dire de Malestroict, chacun est cause et victime. Et, en 1577, la célèbre ordonnance de septembre abolit le compte par livres pour y substituer celui par écus, c'est-à-dire consacrait de manière éclatante la véritable réforme qu'implicitement notre auteur demandait d'un bout à l'autre de son opuscule. Il avait dénoncé le compte par livres comme la cause unique de l'enchérissement : le roi l'a abolit après avoir pris l'avis de tous les spécialistes de l'Etat. Que voudrait-on de plus ?

Il nous a semblé que ces quelques réflexions légitimaient l'analyse que nous avons cru pouvoir reprendre, après tant d'autres, de l'écrit de Malestroict. Il nous faut à présent passer à son illustre contradicteur, Jean Bodin.

(11) LIAUTEY, *op. cit.*, p. 111.

Lorsque le futur auteur de *la République* eut pris connaissance des *Paradoxes* de Malestroict, il leur répliqua par un opuscule demeuré fameux qui fut, quelques années plus tard, légèrement modifié et étendu. L'auteur s'était livré à une minutieuse enquête personnelle non seulement dans les plus anciennes coutumes imprimées, mais dans les registres du Châtelet de Paris et du Cadastre de Toulouse.

Il commence par donner à son adversaire une leçon de méthodologie. L'abus de la déduction, nous l'avons vu, avait conduit Malestroict à inférer les prix du XIII^e et du XIV^e siècle en partant de ceux de l'année 1565 et en tenant compte seulement des « augmentations » de monnaie. Bodin va droit au vice de cette méthode et reproche à ce dernier d'avoir négligé de rechercher les prix qui avaient été réellement payés aux XIII^e et XIV^e siècles. C'est ainsi, dit-il, que l'exemple du velours ne prouve rien, car la question est précisément de savoir s'il y en avait sous Philippe le Bel. Or, on n'en trouve aucune trace dans les textes, et il est fort à supposer que l'importation de cette marchandise est relativement récente. Mais si, abandonnant ce procédé logique pour recourir à une méthode inductive, nous recherchons dans les textes anciens quelle peut avoir été l'augmentation des prix, nous voyons que les vins et les blés coûtent maintenant vingt fois plus qu'il y a un siècle, et que, depuis cinquante ans le prix de la terre a triplé. Ce qui nous doit frapper, c'est que cette hausse formidable est surtout l'œuvre du XVI^e siècle et que pourtant, pendant ce même espace de temps, le surhaussement des monnaies n'a été que du tiers de leur valeur.

Il faut donc chercher une autre raison que celle proposée par Malestroict pour expliquer cette cherté extraordinaire. Aussi, après avoir multiplié les exemples de hausse réelle des prix, après avoir eu recours aux sources les plus diverses, Bodin en vient à énumérer cinq causes d'enchérissement. Mais il a bien soin de mettre en évidence celle qui lui paraît prépondérante : « La principale et presque la seule (que personne jusque icy n'a touchée) est l'abondance d'or et d'argent, qui est aujourd'huy en ce royaume plus grande qu'elle n'a esté il y a quatre cens ans. »

En effet, n'est-il pas naturel que la cause primordiale de cherté soit « l'abondance de ce qui donne estimation et pris aux choses ». Or, à aucune époque de l'histoire, on n'a vu autant de métaux précieux en France. L'exploitation des mines américaines, qui a répandu sur l'Europe une masse incroyable d'or et d'argent, ne date que du début du XVI^e siècle. Si l'Espagne en a profité directement comme propriétaire, c'est le commerce étranger, le trafic du Levant, l'activité bancaire de la place de Lyon, qui ont permis à la France d'en bénéficier. Bodin montre par des exemples qu'avant le XVI^e siècle la rareté de l'argent était chose normale. Et d'autre part, il découvre dans l'histoire

de l'antiquité de nombreux cas de cherté de la vie provoqués par l'abondance de l'or. Aujourd'hui, dit-il, l'Espagne a plus de métaux précieux que la France, aussi les vivres y sont-ils plus chers.

Notre auteur cependant ne néglige pas les autres causes d'augmentation des prix, accessoires, il est vrai. Il signale d'abord les prix de monopole imposés par les syndicats patronaux et ouvriers ; ensuite la disette provoquée soit par l'excès d'exportation des denrées, soit par le gaspillage des marchandises qui demeurent dans le pays ; puis l'avidité avec laquelle la cour et les seigneurs recherchent les produits qu'ils aiment ; enfin l'affaiblissement de la valeur intrinsèque des monnaies.

Sur ce dernier point, Bodin prend à partie les estimations de Malestroict. Celui-ci a fait erreur dans plusieurs de ses évaluations sur les espèces du XIII^e siècle. Il se trompe de plus de moitié sur la proportion des sols anciens et des nôtres. Puis, chose plus grave, il a choisi à dessein ses époques de comparaison : il ne tient compte que des périodes de très forte monnaie de jadis et néglige les autres. C'est ainsi qu'il oublie qu'entre saint Louis et Philippe de Valois il y eut Philippe le Bel. Or, à certaines époques, la monnaie valait encore moins qu'au XVI^e siècle (12). Dès lors, la plupart des déductions de Malestroict sont arbitraires.

Après avoir ainsi établi sa thèse positive et dénoncé la cause primordiale du mal, Bodin en vient à proposer les remèdes.

Constatons ici que le savant auteur ne manque pas de partager le préjugé de son temps quant à la thèse chrysohédonique. « Premièrement, l'abondance d'or et d'argent, qui est la richesse d'un pays (13), doit en partie excuser la cherté : car s'il y en avoit telle disette que le temps passé, il est bien certain que toutes choses seroient d'autant moins prisées et acheptées que l'or et l'argent seroit plus estimé. » Ainsi donc ce mal comporte un bien : c'est la multiplication des échanges, signe caractéristique de toute période d'inflation. C'est pourquoi Bodin est loin de vouloir enrayer cette augmentation du volume des moyens monétaires : ce n'est pas là que gît le mal, mais bien dans les effets produits sur les contrats et les échanges par l'altération de ces métaux.

On le voit, notre auteur semble ne plus se rendre compte de son premier raisonnement. Si la cherté, qui est le phénomène significatif du temps, est un mal, il faudrait logiquement s'attaquer à sa cause essentielle, à savoir l'abondance d'argent. Si au

(12) Bodin parle de la valeur intrinsèque des espèces en or fin ou en argent fin, et non naturellement de leur pouvoir d'achat.

(13) M. OBERFOHREN, dans son étude : « Jean Bodin und seine Schule » (*Weltwirtschaftliches Archiv*, avril 1913, pp. 249 et suiv.), remarque avec raison que, dans sa réponse, Bodin dit deux fois que l'abondance d'or et d'argent fait la richesse d'un pays.

contraire cette cherté est un bien, ou tout au moins une chose indifférente, à quoi bon chercher des remèdes à une situation aussi peu inquiétante ? Mais, en voulant assurer la stabilité des prix tout en accueillant libéralement tout l'or étranger en quelque quantité que ce soit, on se heurte à une évidente contradiction. C'est ce qu'à notre avis Bodin ne semble pas avoir compris, ni ses modernes commentateurs avoir remarqué. Et cela réduit considérablement la valeur des raisonnements auxquels il se livre à présent, et où nous allons le suivre.

Pour assurer la stabilité des prix, faute de quoi tout demeure incertain, il faut obtenir et réaliser « l'égalité des monnaies ». Pour cela, il suffit d'observer à la faveur de quels faits les faux-monnayeurs réussissent à parvenir à leurs fins. Or, l'expérience révèle que leurs pratiques ne sont rendues possibles que par le mélange que l'on fait des métaux. Au lieu de frapper des pièces d'or pur ou d'argent fin, on y mélange, en quantité plus ou moins considérable, le cuivre ou tout autre métal grossier. S'il est reconnu nécessaire de fondre avec l'or et l'argent une petite partie de métal étranger pour assurer la solidité des pièces, il faut cependant arriver à ne frapper les monnaies que de métaux simples et faire observer dans la fabrication un rapport de 23/24 pour le métal précieux pur.

En second lieu, puisque le rapport 1/12 est à peu de choses près observé presque partout en Europe entre l'or et l'argent, il faut le rendre stable et définitif. En frappant des pièces d'or de même poids que les pièces d'argent de même marque, le public saura qu'il lui faut donner douze pièces d'argent pour une pièce d'or semblable et on évitera ainsi les tromperies des orfèvres et des changeurs.

Enfin, et sa première réforme devait logiquement le conduire là, Bodin entend proscrire radicalement toute monnaie de billon. Celui-ci a été cause des plus grands abus et le peuple s'y laisse trop facilement prendre. Toutefois, si pour les menus paiements il est nécessaire de recourir à de fort petites divisions monétaires, on pourra à la rigueur, faute de pièces d'argent d'une infime grandeur, avoir recours à une monnaie de cuivre pur, strictement limitée. Mais Bodin entendait ne tolérer ce billon qu'à la toute dernière extrémité. C'était là, à son sens, une cause importante de la fluctuation des prix, surtout à raison du commerce international. L'étranger, en effet, fait un grand usage du billon pour venir enlever les marchandises sur les frontières orientales de la France, et le public l'accepte toujours en paiement parce qu'il le voit circuler facilement.

Nous serions curieux de savoir quelle efficacité Bodin pouvait bien attendre de ces mesures ? (14). Si, comme il l'a démontré

(14) M. Roger Picard a écrit avec raison : « Ses conceptions sont plus d'un

antérieurement, l'abondance d'or et d'argent est la cause principale « et presque la seule » de la cherté, on ne voit pas comment la hausse des prix pourrait être efficacement combattue par les remèdes qu'il propose. Aussi croyons-nous qu'il y a dans tout l'opuscule de Bodin un défaut de rigueur et de logique qui en réduit sensiblement la valeur. Cette mise au point était nécessaire pour déterminer la part d'exactitude qu'il faut reconnaître dans le concert d'éloges dont on a depuis un siècle entouré J. Bodin.

Toutefois, selon l'opinion unanime, il est un honneur que l'auteur de *la République* peut fièrement et intégralement revendiquer : c'est celui d'avoir créé la théorie quantitative de la monnaie et des prix (15). Malgré l'impressionnant faisceau que constituent les admirateurs de l'illustre écrivain, il vaut la peine, croyons-nous, de reprendre la question et de l'examiner d'un peu près.

Et d'abord qu'est-ce que la théorie quantitative ? C'est, pensons-nous, la théorie qui enseigne que, toutes choses égales d'ailleurs, le niveau général des prix doit augmenter dans la même proportion que la quantité de monnaie. Une théorie quantitative n'existe réellement que si elle réunit les éléments de cette définition. Ainsi du moins l'ont entendu ses défenseurs les plus qualifiés depuis Locke et jusqu'à Irving Fisher.

Or, est-ce cela que nous apporte Bodin ? Nullement. Il n'y a pas un mot de tel dans toute son œuvre.

Mais, ont dit ses commentateurs, la théorie quantitative que l'on lit chez Bodin exprime seulement cette idée que l'augmentation du stock monétaire détermine une certaine augmentation des prix. Bodin n'a nullement affirmé de proportionnalité et en cela il s'est peut-être montré plus prudent et plus près des faits que beaucoup de ses successeurs.

Mais, nous le demandons, y a-t-il eu vraiment un seul anti-quantitativiste sérieux qui ait nié cette possibilité ? Aussi le mérite de Bodin se réduit-il singulièrement. A-t-il seulement été le premier à énoncer sa fameuse théorie ? On a signalé avec raison, avant lui, un auteur littéraire, Noël du Fail (16), et à tort le jurisconsulte Dumoulin (17). Il eût été plus juste de citer le grand

philosophe et d'un humaniste que d'un technicien. » (*Revue d'Histoire des doctrines économiques*, 1912, p. 356.)

(15) Voyez toutefois une opinion beaucoup plus mesurée chez M. POSE : « Esquisse de l'évolution de la théorie quantitative », in *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1926, p. 156.

(16) M. BODIN DE SAINT-LAURENT (*Les idées monétaires et commerciales de J. Bodin*, thèse Bordeaux, 1907, p. 34) fait observer avec raison que l'on trouve l'explication de Bodin sur la hausse des prix dans les *Balivernes et contes d'Eutrapel* de NOËL DU FAIL (t. II, p. 35), ouvrage paru en 1548.

(17) M. LIAUTEY (*op. cit.*, p. 109) trouve que, dans son *Sommaire du livre analytique...*, Dumoulin paraît avoir conscience de la loi quantitative. Je n'y ai rien vu de tel ni dans l'édition de 1547, ni dans celle de 1586

nom de Copernic (18). Mais là n'est pas la question. Pouvons-nous affirmer que la théorie en question, réduite par conséquent à sa plus simple expression, a été énoncée par Bodin ?

Une formulation un peu nette fait certainement défaut chez notre auteur. Il écrit bien que c'est « l'abondance d'or et d'argent qui cause le mespris d'iceluy, et la charté des choses prisées », mais sans donner à cette constatation faite à propos d'une épi-isode d'histoire romaine un caractère de généralité. Aussi se fonde-t-on le plus souvent sur l'ensemble de la thèse défendue dans l'ouvrage pour soutenir que Bodin n'a pas pu ne pas concevoir la théorie quantitative.

Il y a toutefois, vers la fin de son opusculé, une phrase assez claire pour impliquer une notion suffisante de généralité. Elle est, du reste, tout à fait incidente : « Mais il est impossible d'arrêter le prix des choses retenant le billon, qui est partout différent et inégal : car tout ainsi que le prix de toutes choses diminue, diminuant la valeur des monnoyes, comme dit la loy, aussi croist-il en augmentant le prix des monnoyes (19). » On reconnaîtra cependant que c'est assez maigre pour justifier les couronnes qu'on lui a tressées (20).

Il nous reste deux questions à examiner. Et tout d'abord quelle a été l'influence de Bodin sur la doctrine du xvi^e siècle au point de vue monétaire ? Nous serions en général tentés de croire qu'elle a été décisive et notamment que la révélation de la principale cause de l'enchérissement n'a plus fait de doute pour personne. Il n'en est rien cependant (21).

Certes, on peut signaler en France divers auteurs qui se sont

(M. Liautey confond d'ailleurs la date de cet ouvrage avec celle de la mort de l'auteur, 1566). Au contraire, à la page 194 de celle-ci, je lis une adhésion formelle de Dumoulin à la thèse de Malestroict, qui était d'ailleurs l'opinion courante depuis longtemps parmi les spécialistes.

(18) M. BODIN DE SAINT-LAURENT (*op. cit.*, pp. 33 et 34) conteste ce mérite à Copernic, bien qu'il cite sa phrase : « Potest enim propter immoderatam multitudinem moneta vilesce-re »... Il trouve même que Copernic n'en a pas eu l'idée parce qu'il a écrit que « l'or et l'argent augmentent de valeur en même temps que les autres marchandises ». Est-ce la traduction de Wolowski qui l'a induit en erreur ? Je ne sais. Mais il y a là un contre-sens parfait. Copernic dit au contraire que la valeur de la monnaie décroît et que le prix du lingot augmente avec les autres marchandises. Au surplus, voici un texte décisif de Copernic : « Moneta vilescente, omnium verum quæ ad victum et humanum usum pertinent, pretium ascendere, experimur. » (DMOCHOWSKI, « N. Copernic économiste », in *Revue d'Economie politique*, 1925, p. 111.)

(19) Le sens n'est pas douteux, mais combien la terminologie de Bodin est flottante et vicieuse : « la diminution de valeur des monnoyes provoque la diminution du prix des choses » !

(20) Voyez, par exemple, les exagérations de M. BODIN DE SAINT-LAURENT (*op. cit.*, chap. I). Un point de vue plus juste est celui de M. GERMAIN MARTIN in *Revue d'Hist. des doct. écon.*, 1909, p. 21.

(21) Mais à d'autres points de vue, d'ordre économique, son influence fut grande. Voyez, par exemple, comme père de « l'économie universelle », l'intéressant article de M. OBERFOHREN, déjà cité (*Weltwirtschaftliches Archiv*, 1913, pp. 249-285).

directement inspirés de Bodin. Girard du Haillan, par exemple, dans son *Discours*, n'a guère fait que démarquer l'opuscule de l'auteur de la *République*. Encore, estime-t-il que la principale cause de la cherté réside dans la guerre civile (22). L'auteur anonyme du *Traité des finances de France* partage entièrement l'opinion de Bodin et le copie servilement (23). Il est même possible qu'en Angleterre ce soit sous l'influence des idées de notre auteur que Stafford, rééditant en 1581 le dialogue de Halès sur la hausse des prix, y ajoute parmi les causes de la cherté la « great store and plenty of treasure » (24).

Mais, à côté de ces quelques noms, que d'auteurs combattent ou négligent la thèse de Bodin ! C'est Nicolas de Montand, dans son *Miroir des Français* (25), qui essaye de réfuter ce dernier par les faits ; c'est Claude Haton qui, dans ses *Mémoires*, attribue la cherté à la disette et à la guerre (26). Ce sont surtout les officiers de la Cour des monnaies, qui emboîtent le pas à Malestroict. Il y a mieux : lorsqu'ils ont à mentionner Bodin au cours de leurs écrits, c'est souvent avec un dédain voisin du mépris qu'ils en parlent. « Savant de cabinet », telle est, en somme, l'appellation dont ils le décorent (27) :

Tout cela nous paraît significatif (28).

Pour terminer, demandons-nous si Bodin a joui de quelque influence sur la législation de son temps. La réponse ne saurait être douteuse. Le célèbre édit de 1577, qui abolissait l'usage de la monnaie de compte, préparé d'ailleurs par l'ordonnance de 1571 qui avait autorisé le compte par écus, consacra la thèse qui résultait de la publication de son adversaire Malestroict (29). Les délibérations des notables de l'assemblée de Saint-Germain-

(22) CIMBER et DANJOU : *Archives curieuses de l'histoire de France*, première série, t. VI, p. 429.

(23) CIMBER et DANJOU, *op. cit.*, t. X, pp. 379-385 ; — HAUSER, *op. cit.*, p. 26.

(24) COSSA : *Histoire des doctrines économiques*, p. 191 ; — ESPINAS : *Histoire des doctr. écon.*, p. 145.

(25) Publié en 1581 : LIAUTEY, *op. cit.*, pp. 139-149.

(26) LIAUTEY, *op. cit.*, pp. 150-154.

(27) On peut se rendre compte de la vigueur de l'attaque en lisant le quatrième opuscule des *Traité*s de Poullain, dont il sera question ci-après. Et, en plein XVIII^e siècle, voici en quels termes un auteur compétent, DUPRÉ DE SAINT-MAUR, parle de Bodin : « Son ouvrage, écrit d'un ton dogmatique et magistral, n'est qu'une déclamation perpétuelle qui n'établit rien de précis et présente à tout moment le faux pour le vrai. » (*Essai sur les Monnaies ou Réflexions sur le rapport entre l'argent et les denrées*, 1746, p. 108.) Il y a là, évidemment, beaucoup d'injustice.

(28) M. BODIN DE SAINT-LAURENT (*op. cit.*, pp. 38-39) nous paraît avoir raison contre M. HAUSER (*op. cit.*, p. 31) lorsqu'il estime que LA NOUE, dans ses *Discours politiques et militaires* (pp. 665-671), ne révèle aucune influence de Bodin. Cette observation s'applique aussi à M. OBERFOHREN, *op. cit.*, p. 266, note 2.

(29) Il est surprenant de lire chez M. BODIN DE SAINT-LAURENT (*op. cit.*, p. 91) que l'édit de 1577, bien que n'adoptant pas le système de Bodin, manifesta une tendance vers ses idées en ordonnant qu'à l'avenir on compterait par écus. Et chez M. LIAUTEY (*op. cit.*, p. 123, n. 1) qu'il est permis de croire que l'ordonnance réformatrice de 1577 a été inspirée par les idées de Bodin.

des-Prés sont significatives à cet égard (30). Les réformes de Bodin nous paraissent même pas avoir été sérieusement envisagées (31).

Il n'est sans doute pas impossible d'expliquer ce peu de succès de la doctrine de Bodin. L'attribution de la cherté à des causes monétaires s'est de tout temps heurtée à l'opinion du vulgaire. Et les expériences récentes que l'Europe a connues en ont été une nouvelle preuve. De plus, le signe caractéristique des périodes d'inflation, où les moyens monétaires sont multipliés, est fort souvent la constatation d'une pénurie réelle d'argent. Et ce n'est point là un paradoxe. La hausse des prix qui accompagne toute inflation commence par rendre absolument nécessaire un volume de moyens d'échange et finit par provoquer une véritable disette de monnaie. C'est ainsi, dit-on aujourd'hui, que l'inflation appelle l'inflation. Or, au xvi^e siècle, la hausse considérable des prix empêchait les esprits d'admettre qu'il y eût surabondance d'argent, et plus la cherté se faisait sentir, plus il devenait nécessaire d'y parer par une augmentation du stock métallique. Aussi, pour la plus grande partie de l'opinion, l'excès de monnaie, masqué sous son usage multiplié, n'apparaissait pas comme le mal initial, et l'on préférait chercher les causes de la cherté parmi les contingences du temps.

Ces constatations nous permettent de rattacher les doctrines que nous avons étudiées aux faits eux-mêmes, dont elles ne sont, la plupart du temps, que l'expression. Et si la perspicacité n'a pas été le signe dominant des « auctores minores » signalés ici, l'esprit d'observation et le sens pratique ne leur ont toutefois pas fait défaut. A ce titre, ils ont mérité mieux que l'oubli.

Quant à Bodin, dont nous nous sommes attachés à réduire la personnalité à sa juste mesure, nous serions fâchés qu'il sortît discrédité de nos mains. Bien au contraire, en essayant de lui restituer sa véritable physionomie, en déterminant avec le plus d'exactitude possible la part d'originalité qui lui revient, nous n'avons cédé à aucun esprit de système. Il nous a paru que l'illustre auteur de *la République* ne pouvait rien perdre de sa juste valeur en étant replacé dans son milieu. En dissipant l'encens qui avait été répandu autour de son œuvre, nous y avons gagné de mieux connaître l'économiste et le réformateur. Bodin reste le premier à avoir remarqué, ou du moins expliqué, pour la France, la cause essentielle de la vie chère, provoquée au xvi^e siècle par l'afflux des métaux précieux. Son explication

(30) LIAUTEY, *op. cit.*, pp. 303-310. Aucune des opinions de Bodin n'y a trouvé d'écho.

(31) Bodin nous rapporte cependant qu'aux Etats de Blois de 1576 il proposa son système aux officiers des monnaies, qui auraient approuvé en principe, mais reconnu l'application tout à fait impossible. C'est tout dire, n'est-il pas vrai ?

demeure aujourd'hui la seule qui rende compte du phénomène. C'est là son véritable mérite, sa gloire réellement personnelle.

LES OFFICIERS DE LA COUR DES MONNAIES (32)

La Cour des monnaies eut à se rendre compte du phénomène universellement constaté : la dépression du numéraire et la hausse des prix. Elle eut à étudier les remèdes à y apporter.

L'opinion publique, toujours mal éclairée, dénonçait les causes les plus invraisemblables et réclamait des mesures de rigueur contre tous les vendeurs. Les spécialistes, de leur côté, étaient saisis de divers projets. L'un d'eux, attribuant le désordre à la circulation des espèces étrangères, voulait en prohiber le cours ; un autre entendait substituer le compte en écus au compte par livres ; un autre voulait proscrire le billon et toutes les monnaies légères : bref, tous les projets présentés cherchaient à remédier au mal sans s'attaquer, par ignorance naturellement, à la racine de celui-ci.

Les officiers de la Cour des monnaies, à l'école de Malestroict, paraissent bien attribuer à des influences purement monétaires la hausse des prix. Pour eux, les perturbations amenées dans le cours des espèces par les ordonnances royales ou par les habitudes du public ont pour conséquence le « surhaussement » exagéré des monnaies. Aussi allons-nous les voir s'attacher à démontrer que des espèces droites sont une condition indispensable d'une bonne circulation monétaire.

Sous leur influence (32 *bis*), on promulga en 1577 deux édits

(32) C'est en 1909 que l'attention fut, pour la première fois, attirée sur ces officiers. M. GERMAIN-MARTIN, dans un article très documenté de la *Revue d'Histoire des doctrines économiques et sociales* (t. II, pp. 1-40) : « La monnaie et le crédit privé en France aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles ; les faits et les théories (1550-1664) », souligna la valeur et l'importance des écrits de certains de ces techniciens. Il compléta partiellement la liste donnée par M. Dubois dans son *Précis*. Il est possible d'identifier les auteurs de certaines des œuvres en question. Les *Raisons pour montrer que l'édit nouvellement fait sur les monnoyes est juste...* (1609) sont de LOUIS DE CHABANS ; l'*Advertissement pour servir de response au discours naguères publié sur le fait des monnaies* (1609) est de N. ROLAND ; l'*Advis au Roy sur le règlement et surhaussement des monnoyes étrangères* (1635) est de JEAN DOUET. Quant au *Traité des monnoyes par un conseiller d'Etat* (1621), M. Germain-Martin n'a pas remarqué qu'il a pour auteur le Henri Poullain auquel il attribue en 1709 le *Traitez des monnoyes*. Cette dernière œuvre, recueil de divers opuscules, n'est autre que la réédition du livre de 1621. Enfin, étant donné que la précision chronologique est ici fort importante, l'opuscule de Grimaudet n'est pas de 1586, mais de 1576. Je ne m'attacherai ici qu'à la seule théorie de la monnaie ; tous les développements, jusqu'à la fin de mon article, constituent la mise au point d'une communication faite en décembre 1925 à la Conférence d'Histoire économique de M. Simiand, directeur à l'Ecole des Hautes-Etudes.

(32 *bis*) Voyez les écrits du général de la Cour des monnaies, TURQUAM : *Remontrances adressées au Parlement de Dijon sur le compte à livres et écus* (1573), puis *Mémoire pour l'abolition du compte à livres* (1578), où il prend la défense de la mesure qui a été promulguée sur son rapport.

pour ordonner le compte par écus et pour proscrire toutes les pièces étrangères. De telles mesures n'étaient évidemment pas de nature à enrayer la hausse des prix ; aussi, un quart de siècle après, devait-on en revenir au compte par livres exactement pour les mêmes motifs.

On a d'ailleurs l'impression très nette que les techniciens de l'époque ont été entièrement débordés par les événements. Jamais encore des perturbations de cet ordre de grandeur ne s'étaient manifestées et plus d'un mauvais plaisant dut sans doute proclamer la faillite de la science économique des gouvernants. Les conséquences pratiques de l'inflation sur l'exécution des contrats avaient leur écho en jurisprudence. Les arguments « pour le débiteur » et « pour le créancier » étaient âprement débattus (33).

Les « Paradoxes » étaient à la mode et un général de la Cour des monnaies, F. Garrault, usa de cette forme pour essayer de démontrer que l'« augmentation » des monnaies ne peut provoquer que le bon marché des denrées, tandis que la cherté provient en réalité de la réduction de la valeur extrinsèque des espèces. A première vue, son raisonnement semble un jeu de mots, mais, à la réflexion, il y a chez lui quelques observations justes. Comme tous ses collègues, depuis Malestroict, il attribue au compte par livres le renchérissement imaginaire de la vie (34). Mais il a remarqué que l'étranger n'a jamais égard qu'à la valeur intrinsèque des espèces et non au cours prescrit par la loi. Le commerçant d'un pays voisin entend, par conséquent, retirer de la vente de ses propres denrées en France une quantité toujours égale de métal fin. Mais si une ordonnance vient abaisser la valeur de l'écu de 4 à 3 livres, les prix, exprimés en livres, ne

(33) Voyez l'opuscule de l'avocat du roi Grimaudet, dédié au président de la Chambre des comptes : *Des monnoyes, augment et diminution du pris d'icelles* (1576). Des deux thèses en vogue, l'une prétendait que le débiteur ne doit payer qu'en l'espèce de monnaie qui a été convenue, mais si rien n'a été prévu, et qu'une augmentation « vienne à se produire, il ne faut tenir compte que de la valeur intrinsèque. L'autre, au contraire, soutenait que la bonté de la monnaie est la valeur qui lui est imposée par la loi, qui lui est essentielle, et non la matière de laquelle elle est faite ». Il y a de la jurisprudence dans les deux sens, mais Grimaudet se prononce pour la dernière solution. Il en donne un argument purement juridique, mais assez curieux. C'est, dit-il, un contrat réel ; le débiteur a reçu les espèces sans une appréciation, donc selon l'estimation ou la valeur imposée par la loi. Si, par après, cette estimation vient à être augmentée, c'est un accident qui arrive par l'autorité de la loi. Aucune indemnité n'est due au créancier. Mais si une « diminution » provoque le phénomène contraire, le débiteur ne peut-être tenu de rendre plus qu'il n'a reçu. Voyez sur ces points l'article de M. PICARD : « Les mutations des monnaies et la doctrine économique en France du xvi^e siècle à la Révolution (*Revue d'Hist. des doct. écon.*, 1912, pp. 343-367). Tenir compte cependant de ce que la date de 1585 donnée par M. Picard, pour cet opuscule, est inexacte. La chose a son importance, car l'œuvre de Garrault, publiée en 1578, a une telle analogie avec certains chapitres de Grimaudet qu'il faut que l'une procède de l'autre.

(34) Le premier des deux *Paradoxes* de Garrault est le même que le premier de ceux de Malestroict.

suivront pas cette marche. Le vendeur étranger voudra recevoir 4 écus là où il se contenterait de 3, sous prétexte que 4 écus ne font présentement que 12 livres. Et le commerçant du pays lui-même entendra recevoir, au moins pendant tout un temps, une valeur réelle plus considérable en échange d'une marchandise dont le prix est demeuré nominalelement invariable. Au fond, il y a eu une augmentation indiscutable du coût de la vie, provoquée par cette réduction de la valeur des monnaies.

Au contraire, si un édit vient à « surhausser » la valeur de l'écu, que voyons-nous ? C'est que, provisoirement, les prix ne suivent pas cette marche et que les étrangers s'empresment de venir opérer des râfles de denrées sur le territoire français. Portugais, Espagnols et Flamands reçoivent en échange de leur monnaie d'or, demeurée cependant invariable, une plus grande quantité de marchandises. *Nil novi sub sole* ! Pour l'étranger, par conséquent, il y a bien une diminution réelle des prix, provoquée par une « augmentation » du cours des espèces.

L'opuscule de Garrault cesse, par conséquent, de mériter l'épithète peu flatteuse de paradoxale lorsque l'on tient compte de la position de l'auteur : il se place au point de vue du commerce international. Loin, par conséquent, de n'être qu'un jeu de l'esprit, sa brochure témoigne d'un véritable esprit d'observation. Et les constatations qu'il a faites ne peuvent nous étonner, puisque nous vivons aujourd'hui sous un régime partiellement analogue. La coexistence de deux monnaies, l'une de compte et l'autre de paiement, avait certainement pour effet de favoriser de semblables phénomènes. Aussi conçoit-on que le « général des monnaies » Garrault salue la mesure qui vient d'être prise par l'édit de 1577 comme devant assurer définitivement la santé monétaire de son pays.

Cependant la réforme de 1577 n'apportait aucun remède à la situation économique de la France. Plusieurs « augmentations » furent décrétées pour essayer de maintenir un équilibre définitif des prix : ce fut en vain. Parmi les techniciens de la Cour des monnaies, deux courants d'opinions se firent jour. L'un d'eux voulait en revenir purement et simplement au compte par livres tel qu'il était pratiqué avant 1577, attribuant à cet édit le « surhaussement des espèces » (35) ; l'autre, au contraire, entendait le renforcer en interdisant jusqu'à l'emploi du nom de livre, puis, lorsque l'opinion adverse eut prévalu en 1602, en fabriquant des livres réelles (36).

(35) LOUIS DE CHABANS : *Raisons pour montrer que l'édit...*, et *Apologie de l'édit des monnoyes...* La thèse de l'auteur est que « tout enchérit quand la monnoye surhausse » (p. 12) et que le récent édit de 1577 a provoqué le surhaussement légal.

(36) COQUEREL : *Suite des rencontres de M. Guillaume en l'autre monde* (s. d.). L'auteur met en scène Turquam, qui vient défendre son œuvre de

Ce qui est toutefois remarquable dans toutes ces discussions, c'est la conception intransigeante de tous ces auteurs sur la nécessité d'avoir une monnaie droite. « Le peuple sera instruit », écrit Coquerel, général en la Cour des monnaies, « que le prix n'est point donné aux espèces d'or et d'argent pour leur forme accidentale : mais à cause de la quantité et de la bonté de la matière. C'est pourquoy elles doivent estre d'un prix certain, sans les exposer, les unes fortes, les autres faibles, et qui ne practiquera le poids, verra tousiours du désordre » (37).

Un autre, D. Godefroy, procureur du Roi aux monnaies, écrit : *Le vray moyen de n'estre jamais trompé aux payemens est ne les recevoir qu'au poix et à la loy*, et, condamnant formellement les mutations, déclare : « L'équité naturelle ne permet aux roys, princes et estats s'enrichir aux dépens du public, ny vendre la valeur outre son juste prix et bonté intrinsèque (38). »

Chez François le Bègue, avocat général près la Cour des monnaies, nous trouvons un exposé complet de la question. Le technicien sait ici se hausser jusqu'à la théorie. Il admet l'importance du numéraire : les provinces qui en sont privées voient leur commerce disparaître (39). Aussi propose-t-il de punir de mort ceux qui favorisent l'exportation des monnaies, de « deffendre l'entier apport des manufactures qui rend nostre peuple négligent », de se passer le plus possible de l'étranger, de faire observer les lois somptuaires (40). Il veut distinguer les effets d'un surhaussement sur le coût de la vie de ceux d'une augmentation réelle du stock métallique. Le premier ne provoquerait qu'un enchérissement imaginaire (?), tandis que le second, conséquence d'un afflux de métaux précieux, « lesquels pour estre plus communs s'eschangent en plus grande quantité contre les autres necessitez que la terre produit plus prodigalement », engendre une cherté réelle (41). Il envisage enfin assez longuement les remèdes à apporter au désordre monétaire.

C'est donc chez nos auteurs de la Cour des monnaies que nous trouvons les premières affirmations vraiment nettes de la théorie de la monnaie marchandise (42). Et cependant, chose curieuse,

1577 et même la renforcer, en décrivant toutes les espèces « rognées et légères ».

(37) COQUEREL, *op. cit.*, p. 33.

(38) GODEFROY : *Advis présenté à la royne pour réduire les monnoies à leur juste prix et valeur, empescher le surhaussement et empirance d'icelles* (1611), pp. 11, 15. Le travail débute par un court historique de la monnaie (pp. 48) ; l'auteur y déclare avoir sous les yeux une copie du livre de N. Oresme.

(39) F. LE BÈGUE, *Traictié et advis sur les désordres des monnaies et diversité de moyens d'y remédier* (1600), p. 19.

(40) *Ibidem*, p. 27.

(41) *Ibidem*, pp. 37-38.

(42) Je ne méconnais nullement ici la portée de l'œuvre de N. Oresme, mais je me place dans le cadre du xvi^e siècle et du début du xvii^e.

plusieurs ne manquent pas de dire incidemment que la monnaie n'est pas une marchandise (43). Mais il ne faut pas se laisser tromper par les mots. Ils entendent par là que la monnaie est quelque chose de plus que le lingot d'or ou d'argent dans lequel elle est taillée, que ses usages économiques lui confèrent une dignité spéciale. Mais, au sens où nous l'entendons aujourd'hui, ils n'en sont pas moins les premiers tenants de la théorie susdite.

Nous avons réservé pour la fin de cette revue l'examen des théories d'un conseiller du début du XVII^e siècle, H. Poullain (44). Elles nous paraissent de tous points remarquables et ont passé presque inaperçues jusqu'en ces derniers temps (45). Un travail de l'auteur, publié en 1608 et intitulé : *De la science et connoissance que doit avoir un conseiller d'Estat au fait des monnoyes*, débute par cette définition originale : « Comme la viande est la nourriture du corps, les nerfs la ligature qui le fait mouvoir et le sang qui luy donne vie pour user de ses fonctions, de mesme le fait des monnoyes en un Estat est la viande qui le nourrit, les nerfs qui le font mouvoir et le sang qui luy donne vie et le fait végéter en tous ses membres, par le moyen du prix, cours et exposition des espèces (46). »

Il fait ensuite un exposé très clair des causes des désordres monétaires. Leur première source, c'est la proportion à maintenir entre l'or et l'argent. Pour lui, cette proportion est essentiellement variable (47) et non point de 1/12 comme certains le veulent. Si cette proportion, quelle qu'elle soit, vient à être augmentée, l'or est attiré à l'étranger; dans le cas contraire, c'est l'argent. Il montre quels en sont les effets pour le commerce international (48) et réfute en passant la théorie de la balance des contrats. « Autrefois pour remédier au transport des espèces de la province, l'on a proposé d'enjoindre aux marchands regnicoles de permuter avec les étrangers marchandise pour marchandise sans considérer que cette ordonnance, si elle avoit lieu, seroit grandement dommageable à la France, qui a beaucoup plus à vendre qu'elle n'a à acheter de ses voisins et il seroit impossible de la faire observer par les regnicoles, pendant qu'ils trouveront du profit et au transport des espèces d'or et d'argent

(43) « La monnoie n'est pas une marchandise, mais le prix de toute autre marchandise. » (GODEFROY : *Advis présenté à la royne...*, p. 148.)

(44) Auteur de plusieurs écrits réunis sous le titre de *Traitez des monnoyes* (1621, 2^e éd., 1709).

(45) Elles n'ont point échappé à MM. Germain Martin et Landry dans leurs travaux déjà cités.

(46) *Op. cit.*, p. 2 ; définition reproduite par M. GERMAIN MARTIN, *op. cit.*, p. 23.

(47) C'est aussi l'avis de N. ROLAND : *Advertissement pour servir de réponse...* (1609), p. 37.

(48) Poullain montre comment les Français peuvent gagner dans le commerce international en maintenant une proportion plus forte en France qu'ailleurs.

de France et en l'achat des marchandises étrangères en les rapportant revendre parmi nous (49). »

Une autre source de désordre réside dans le cours des espèces étrangères. Le remède serait de les décrier, quelles qu'elles soient, à l'exception d'une espèce de billon en usage dans les provinces frontières. Mais il serait bien entendu que décrier les pièces étrangères, c'est simplement leur donner cours au poids du fin qu'elles renferment : ce n'est point les proscrire (50).

Une troisième cause de désordre provient des diverses sortes d'affaiblissement que les princes peuvent faire subir à leurs monnaies, soit en diminuant le poids, soit en réduisant seulement l'aloi, soit en surhaussant le cours des espèces, c'est-à-dire leur valeur extrinsèque, soit en chargeant la traite d'un droit très lourd, soit en modifiant la proportion entre l'or et l'argent, soit enfin en fabriquant beaucoup de billon. Ces six procédés sont condamnables. Si on vient à tomber dans de pareils errements, tout conseiller doit avoir à cœur de revenir le plus vite possible à la monnaie forte. D'ailleurs, le roi est toujours victime de ces procédés, car il touche beaucoup de revenus (51).

Il montre les dangers que constitue une circulation exagérée de billon, par suite du jeu de la loi de Gresham : « Les mauvaises espèces estouffent et chassent les bonnes parce que dans l'Estat elles tiennent lieu et servent autant que les bonnes » (52). Cependant le billon est nécessaire en quantité modérée, et notre auteur se livre à cet égard à une vive critique de Bodin, qui aurait voulu le supprimer.

Plus importante est encore la position prise par Poullain à l'encontre du préjugé chrysohédonique : « En tout Estat, selon qu'il est grand, fertile et plein de denrées et marchandises nécessaires et utiles à la vie humaine, il y doit aussi avoir *proportionnement certaine quantité d'espèces de monnoye limitée*, pour l'entretien du trafic et commerce qui se fait en iceluy (53). Et l'auteur estime que 8 millions de livres suffisent à la France.

Il manifeste la même intelligence à l'égard des causes des variations de prix en écrivant « que le prix de toutes choses diminue, à proportion du cours et valeur des monnoyes, et que toutes choses aussi augmentent de prix à mesure que le cours et valeur des monnoyes augmente et surhausse » (54).

Il est probablement le premier auteur qui ait essayé de décrire le mécanisme de l'augmentation des prix, que d'autres avaient déjà constaté sans le commenter. Il montre, se propageant de

(49) *Op. cit.* p. 21.

(50) *Op. cit.*, pp. 23 et suiv.

(51) *Op. cit.*, pp. 34 et suiv.

(52) *Op. cit.*, p. 67.

(53) *Op. cit.*, p. 63.

(54) *Op. cit.*, p. 162.

proche en proche sur les divers articles de consommation, les effets d'une hausse initiale, et le mouvement gagner les prix des services. « De mesme les gens de mestier, artisans, manouvriers, serviteurs et autres, ressentans leurs vivres et leurs vestemens enchérir et le salaire ordinaire de leur journée n'estre suffisant pour l'entretien d'eux et de leur famille, augmentent aussi leur dit salaire à proportion de ce qu'il leur faut par jour, pour l'entretien et nourriture d'eux et de leur famille (55). »

Il est vain de vouloir alors limiter la hausse par l'application d'un tarif maximum: le seul effet d'un tel édit serait de faire disparaître les denrées du marché.

Le phénomène du change est enfin décrit par Poullain avec une précision de termes et une clarté d'exposition dignes d'éloges (56). Il a surtout mis en relief comment ce phénomène sait rendre vains tous les effets cherchés par les mutations monétaires dans l'ordre du commerce international.

Tels sont les sentiments dont la Cour des monnaies s'est faite l'écho pendant près d'un demi-siècle. C'est parmi ses membres, et non parmi ceux que l'on appelle encore les « économistes » de cette période (57), qu'il faut chercher des conceptions scientifiques sur « le fait des monnaies ». Les œuvres des savants techniciens que nous venons d'étudier sont surtout consacrées aux côtés pratiques des phénomènes de la circulation des richesses. Ils ont cherché à doter la France d'un système monétaire stable et ils ont analysé les inconvénients de celui qui existait alors, parmi les contingences du temps. Mais nous n'avons le plus souvent décelé chez eux presque aucune vue systématique, aucun esprit de généralisation (58). Il nous faut à présent tourner les yeux vers une œuvre de caractère tout différent.

L'ŒUVRE DE SCIPION DE GRAMONT (59)

En 1620, le secrétaire de la Chambre du Roi, Scipion de Gramont, dédia au comte de Schomberg, surintendant des finances, un livre portant ce titre : *Le Denier royal, traicté curieux de l'or et de l'argent*.

(55) *Op. cit.*, p. 364.

(56) Voir GERMAIN MARTIN, *op. cit.*, pp. 29-31.

(57) C'est-à-dire Sully, Montchrestien, Emeric Crucé et quelques autres.

(58) Exception faite, bien entendu, pour H. Poullain.

(59) A ma connaissance, l'œuvre de Scipion de Gramont n'a fait l'objet que d'un seul article publié en 1890 dans le périodique italien *Filangieri* (15^e année, fasc. 5) par M. CONIGLIANI sous le titre : « L'aumento apparente nelle specie pubbliche e il Denier royal ». Encore ne dois-je ce renseignement qu'à Cossa (*Histoire des Doctrines économiques*, pp. 190-191), qui résume cet article, car je n'ai pu me procurer la revue en question. M. DUBOIS y consacre quelques notes dans son excellent *Précis de l'Histoire des doctrines économiques*, et c'est d'après lui que les rares auteurs qui aient cité Gramont en ont parlé. M. Liautey, cependant, a pris personnellement connaissance de l'œuvre.

Nous ignorons à peu près tout de l'homme, ainsi que des circonstances qui firent naître son livre (60). Il semble avoir été ignoré ou méconnu de ses contemporains (61) et il est tombé depuis dans un oubli presque complet (62). Aussi grande a été notre surprise en constatant dans cet auteur un économiste autrement délié et perspicace, un érudit mieux renseigné que la plupart des publicistes de l'ancien régime.

Que trouvons-nous dans son livre ? Cinq choses essentielles : 1° la première histoire de la monnaie un peu complète que l'on ait écrite ; 2° une théorie de la monnaie singulièrement avancée pour son temps ; 3° la première théorie psychologique de la valeur vraiment digne de ce nom ; 4° une opinion définitive sur l'explication de la hausse des prix du xvi^e siècle et sur la querelle Bodin-Malestroict (63) ; 5° enfin une étude comparée sur les régimes fiscaux et les rendements d'impôts des pays de l'antiquité et de l'Europe du xvii^e siècle.

Cela nous paraît de nature à justifier le jugement le plus flatteur. Nous allons, à présent, reprendre chacun de ces points, en lui cédant la parole le plus souvent possible.

Si la chose n'était impossible, on jurerait que c'est de Scipion de Gramont que les auteurs de manuels et de traités d'économie politique se sont inspirés au xix^e siècle pour retracer l'histoire de la monnaie. Cet exposé classique, devenu fastidieux et traînant partout, était chose plutôt nouvelle au début du xvii^e siècle (64), aussi mérite-t-il que nous nous y arrêtions.

Après l'ère du communisme primitif, caractérisé par l'absence de transactions commerciales, le monde connu, avant l'invention de la monnaie, une période d'échanges en nature lorsque « le mien et le tien commencèrent d'entrer au monde, enfans premiers nés de la division et partage » (65). C'est encore, nous dit-il, le cas des Brésiliens, des Canadiens, etc...

L'auteur signale alors les « incommodités » du troc, notamment pour les voyageurs. Il insiste sur la difficulté de l'échange : « Que voudrions-nous apporter au marché pour acheter nostre disner ? Faudroit-il donner une peau d'agneau pour avoir un poisson, ou

(60) Il serait né en Provence et mort en Italie vers 1638 ; il fit plusieurs voyages en Italie, peut-être comme agent diplomatique. (Voyez la *Biographie universelle* de MICHAUD, t. xvii, pp. 325-326, et les dictionnaires de Descubes, de Dezobry, etc., qui se copient l'un l'autre.)

(61) Il avait cependant, paraît-il, la confiance du cardinal de Richelieu.

(62) Il est cité avec éloge dans la *Bibliographia politica* de NAUDÉ, mais, dans toute la littérature économique de l'ancien régime, je n'ai trouvé d'allusion au *Denier royal* que dans DUTOR, *Réflexions sur le commerce et les finances* (1738), et encore, pour un simple renseignement statistique.

(63) C'est la seule chose que les auteurs modernes aient retenu de Scipion de Gramont.

(64) On avait bien les quelques considérations d'Aristote, de N. Oresme et de Godefroy, mais c'est bien peu de chose, si on les compare avec l'exposé de Gramont.

(65) *Le Denier royal*, p. 3.

bien troquer nos gants avec un poulet ? Que de paroles et disputes, avant que s'accorder du prix ! » (66). Aussi l'usage d'un intermédiaire d'échange, d'une monnaie, est-il indispensable. La monnaie est donc « le fondement et la fin du commerce », comme le disait Aristote, puisque celui-ci consiste en achats et en ventes.

Le rôle de l'argent est extraordinairement actif et infiniment varié. Son pouvoir est immense, « tout est à luy s'il a de l'argent ». « L'argent est un vrai Prothée qui se change en tout ce qu'on veut : c'est du pain et du vin, c'est du drap, c'est un cheval, une maison, un héritage, une ville et une province. Et plut à Dieu que ce ne fust une mitre et une crosse, puisqu'on les a parfois pour ce prix-là. L'argent est tout en vertu et puissance (67). » Et l'auteur le compare à la matière première des philosophes, qui contient en puissance toutes les formes possibles.

On pourrait ainsi croire que Gramont verse dans le préjugé chrysohédonique de son temps. Il n'en est rien. L'or, cependant, dit-il, « n'est toutesfois qu'un métal, et une chose la moins nécessaire que l'on scauroit trouver, combien que les hommes colloquent en iceluy les richesses et le souverain bien, qui est un abus qu'Aristote reprend en ses *Politiques* »... (68).

Et, à l'appui de son opinion, notre auteur invoque, après Oresme, l'exemple du roi Midas qui, ayant la singulière fortune de transformer en or toute ce qu'il touchait, faillit mourir de faim. Il rappelle l'histoire des peuples de Carmanie, qui enfouissaient les métaux précieux aussi profondément que possible pour qu'ils ne viennent pas les corrompre. Il cite également le cas des Ethiopiens, qui « tenaient l'or et l'argent pour si vils et si infâmes », qu'ils ne s'en servaient que pour forger les chaînes des prisonniers. Et il oppose ces exemples à la dépravation de ses contemporains. Puis il conclut :

« De cecy l'on peut voir que la nécessité de l'or et de l'argent n'est fondée sur la nature, mais sur la volonté des hommes, laquelle venant à changer, ou en oster l'usage, comme il se pourroit faire, ces métaux ne seroient estimez qu'en tant qu'on s'en pourroit servir pour les usages de la maison, comme on fait des vases de cuivre ou d'estain, et maintenant réduits en monnoye ne servent que de gage, sur lequel les hommes trouvent, comme sur une bague, ce qui leur fait besoin, avec ceste condition toutesfois qu'il n'est pas nécessaire de le retirer, puisque celui qui l'a s'en peut desfaire entre les mains du premier venu, pour le mesme prix qu'il luy couste. Car la monnoye n'emprunte point sa valeur de la matière dont elle est composée, mais bien de la forme, qui est l'image ou la marque du prince, laquelle estant

(66) *Le Denier royal*, p. 8.

(67) *Ibidem*, p. 11.

(68) *Op. cit.*, p. 12.

empreinte en quelque autre sujet pour si vil et abject qu'il soit, ne laissera de luy donner sa valeur ou d'estre recüe pour bonne durant le temps qu'elle aura cours et mise (69). » Gramont cite, en effet, l'exemple de la monnaie de cuir, qui aurait circulé quelque temps sous le roi Jean (70), et celui du billon, qui n'a pas cours en dehors du pays émetteur. Par conséquent, dit-il, « ce n'est pas une chose essentielle à la nature de la monnoye de la graver en or, en argent ou en cuivre, comme nous l'avons maintenant ».

Arrêtons-nous un instant à cet exposé. Remarquons d'abord que l'on trouve ici, pour la première fois depuis Aristote, la fameuse expression de gage appliquée à la monnaie, formule que l'on attribue couramment à Boisguilbert et qui aura une si grande fortune au XVIII^e siècle. Ensuite, nous constatons que Gramont se fait de la monnaie une idée assez différente de celle des officiers de la Cour des monnaies. Loin de défendre la théorie classique de la monnaie-marchandise, il semble se rallier tout à fait à celle de la monnaie-signe. Il paraît attribuer une importance capitale à l'empreinte du prince et en faire dériver toute la valeur du numéraire. Mais ce serait se tromper grossièrement sur sa pensée que de le croire. En effet, il nous dit expressément que, démonétisés, l'or et l'argent conserveraient une valeur proportionnée à leurs usages industriels. Nous verrons au surplus tout à l'heure quelle est son opinion véritable, et comment il en arrive à formuler la première théorie psycho-sociologique de la monnaie.

Revenons-en maintenant à son historique de la monnaie. Gramont nous donne de multiples exemples de monnaies hétéroclites : le poivre en Ethiopie, des noyaux au Mexique, des coins de fer au Paraguay. Ces intermédiaires d'échange, nous dit-il, empruntent « leur valeur et leur cours de la loy du prince, ou du consentement général du pais puisé de la coutume » (71). Au golfe du Bengale, ce sont les coquillages pêchés qui constituent la monnaie ; mais ils offrent un inconvénient par leur « trop d'abondance ». En Chine, ce sont les lingots eux-mêmes ; en Tartarie, ce sont des cartons noirs, mais ceux-ci se gâtent et se détruisent trop facilement (72). Aussi n'y a-t-il « matière plus propre à faire la monnoye que le métal et principalement l'or, l'argent et le cuivre » (73).

(69) *Op. cit.*, pp. 13-14.

(70) Bien des auteurs, depuis le xvi^e siècle, doutaient cependant de la réalité de ce fait.

(71) *Op. cit.*, p. 18. Il cite le latin « numus », signifiant monnaie, qui vient du grec νομος = loi.

(72) *Op. cit.*, pp. 21-26.

(73) Il y a ici une réminiscence évidente d'Oresme, mais de quels développements Gramont n'enrichit-il pas cette phrase de l'évêque de Lisieux : « Et de ce que non pas toutes choses précieuses sont convenables à faire deniers ne monnoie, car pierres précieuses, poivres, verres et semblables choses ne sont point à ce convenables naturellement, mais seulement or,

L'auteur fait ensuite l'historique de la marque de la monnaie qu'il fait remonter jusqu'à Saturne, tout en manifestant des réserves. Puis il conclut : « Comme donc l'or est le plus noble de tous les métaux, aussi est-il le plus propre pour servir de monnoye courante, d'autant qu'il ne se rouille, ne s'use et ne se diminue par le temps comme font les autres métaux (74). » On peut, de plus, avec l'or transporter un grand trésor en un petit volume, et ce métal est divisible à volonté. L'or a donc plus d'avantages que le diamant, lequel à la longue finit par s'altérer et auquel la divisibilité fait perdre une notable partie de sa valeur (75). Aussi est-ce l'or qui mesure toute chose matérielle. « On ne peut luy donner de prix, puisque c'est luy qui le donne aux autres » choses. D'où vient sa valeur, dès lors ? De lui-même, parce qu'il est le plus parfait des corps (76). Moins perspicace ici qu'ailleurs, Gramont ne semblerait pas s'être élevé jusqu'à la notion du pouvoir d'achat de la monnaie, puisqu'il se rattache à une notion plutôt simpliste.

Mais l'auteur prévoit une objection. Puisqu'il faut beaucoup d'or pour acheter un petit diamant, ne faut-il pas attribuer une plus grande valeur au diamant ? Cette objection est sérieuse, répond-il, et il nous faut ici rechercher la « vraie source du prix (77) des choses et d'où véritablement elles empruntent leur valeur. Car l'or n'en est que le signe et l'instrument usuel pour la mettre en pratique, mais la vraie estimation d'icelles tire sa source du *jugement humain* et de cette faculté qu'on nomme estimative en laquelle le prix (valeur) de chascue chose est formellement » (78). C'est ainsi, dit-il, que les fous et les enfants, privés de cette faculté, ne peuvent apprécier la valeur, non plus que les ignorants. Et il donne comme exemple typique le cas des Suisses qui, après la bataille de Granson, vendirent pour deux sols des plats d'argent et pour un florin un magnifique diamant.

Ce n'est donc plus seulement de la marque du prince, mais de la coutume, du consentement de tous, du jugement humain que la monnaie emprunte la valeur qui lui permet de jouer son rôle d'intermédiaire, d'échange et de mesure des valeurs. C'est donc, en somme, la confiance générale que l'on place en elle, la certitude que l'on a de son emploi facile et indiscuté qui lui confère sa principale vertu.

Notre auteur est ainsi conduit à nous exposer sa théorie de la

argent et cuivre... » (*Traité de la première invention des monnoies de N. Oresme*, publié par Wolowski, p. xviii.)

(74) *Op. cit.*, p. 29.

(75) *Op. cit.*, pp. 32-35.

(76) *Op. cit.*, pp. 38 et 42.

(77) *Prix* est entendu ici dans son sens étymologique d'estimation et de valeur. C'est d'ailleurs dans ce sens que notre auteur l'emploie presque toujours.

(78) *Op. cit.*, pp. 46-47.

valeur. « Pour entamer donc ce sujet, je dis que les hommes estiment les choses ou pour la nécessité, ou pour l'utilité, ou pour le plaisir, ou pour la rareté d'icelles. Toutes sont en considération, mais la nécessité va devant (79). » Ici Gramont envisage surtout les choses qui servent à nous nourrir. Il donne toute une série d'exemples, et notamment celui du pain et de l'eau, qui, comptés pour rien « en dehors de la nécessité », sont inestimables en cas de faim et de soif (80).

Mais l'utilité n'a guère une moindre importance. Dépouillés de fer, les Persans n'hésitent pas à donner beaucoup d'or pour en avoir. Quant à nous, c'est le contraire, parce que l'or, qui nous fait défaut, nous est indispensable. A ce critère d'utilité, on peut encore ajouter celui de commodité ou d'intérêt. C'est ainsi que les païens adorent les idoles non pour elles-mêmes, mais pour le bien qu'ils en attendent ou pour éviter le mal qu'elles sont susceptibles de déclencher (81).

Le plaisir que nous éprouvons de certaines choses nous porte encore à leur conférer une valeur. C'est pourquoi, trouve-t-il, dans les cours, on fait parfois plus de cas des bouffons que des philosophes (82).

Enfin certaines choses qui ne sont ni nécessaires, ni utiles, ni même de nature à nous procurer du plaisir, sont estimées seulement pour leur rareté. C'est le cas des perles et des diamants, des choses anciennes, telles que les tableaux, les verres romains, les médailles, les vieux chaudrons (83).

On pourrait, dit-il encore, ajouter une cinquième cause de valeur. C'est « l'affection par le moyen de laquelle un amoureux, par exemple, estimera beaucoup un bracelet de cheveux, un anneau ou quelque autre faveur de sa maîtresse et ne voudrait le changer pour tout l'or du monde » (84). Mais manifestement l'auteur revient ici à son critère de rareté.

Gramont passe alors à un nouvel ordre d'idées. « L'or même et l'argent qui sont la mesure du prix des autres choses ont amoindri beaucoup de leur prix et valeur pour la grande abondance que nous avons maintenant. De là vient que plusieurs ne pénétrant nullement cette cause tiennent qu'anciennement toutes choses estoient bien à meilleur marché qu'on ne les a maintenant et qu'elles se sont renchéries de plus de la moitié (85). »

C'est à cette question que notre auteur va à présent s'attacher, sur les traces de Malestroict et de Bodin.

La grande querelle du xvi^e siècle n'était pas encore close et

(79) *Op. cit.*, p. 48.

(80) *Op. cit.*, pp. 48-51.

(81) *Op. cit.*, pp. 51-54.

(82) *Op. cit.*, pp. 55-57.

(83) *Op. cit.*, pp. 57-67.

(84) *Op. cit.*, pp. 67-71.

(85) *Op. cit.*, p. 72.

l'explication de la hausse des prix fournie par Bodin n'avait pas rallié tous les esprits. Notre auteur va prendre une position sinon indépendante, du moins nouvelle, en précisant de la manière la plus heureuse les termes du problème. Sans doute, nous dit-il, Bodin a raison de prétendre que l'on donne maintenant plus d'argent pour la même chose (86), mais Malestroict n'a pas tort de croire que rien n'est enchéri depuis trois siècles.

Il commence par reprendre la réfutation des déductions de Malestroict et montre clairement que le raisonnement de celui-ci n'est qu'une pétition de principes lui permettant de négliger la recherche des prix réels du XIII^e et du XIV^e siècles.

Mais il n'épargne pas davantage les inductions de Bodin sur la frappe des monnaies. Il entre à cet égard dans des détails où il n'est pas besoin de le suivre ici (87). Il est toutefois incontestable, conclut-il, que les prix ont plus que triplé pendant la seconde moitié du XVI^e siècle, alors que la frappe des écus n'a passé que de 93 ½ à 102 au marc d'argent.

Peut-on dire cependant qu'il y ait cherté ? Mais d'abord qu'est-ce que la cherté ? Le mot vient du latin *caritas*, qui signifie la disette. Est-ce la quantité des choses nécessaires à la vie qui aurait diminué ? Bien au contraire, et l'exportation du blé français en est une preuve manifeste. Par conséquent, conclut-il, on ne peut pas dire que ces choses soient plus chères, elles n'ont pas augmenté de prix ou plutôt de valeur (88).

Pour le démontrer, Gramont fait d'abord observer « que le prix (valeur) est un mot relatif qui se rapporte à quelque autre prix, et qu'apprécier une chose est la comparer à quelque autre de même valeur, tout ainsi que peser quelque chose est la contrebalancer avec quelque autre qui soit de mesure poids... » (89). Si jadis on payait un setier de blé 10 sous qui en valaient 20 de notre monnaie, c'est que l'on estimait autant cet argent que ce blé, lequel était alors cependant moins rare que l'argent. Aujourd'hui il circule six fois plus d'argent et il en faut six fois plus pour cette même mesure de blé (90). Mais, remarquons-le bien, c'est la matière qui a cru, sa quantité numérique, et non pas sa valeur. Par conséquent, « le prix (valeur) de l'argent, quoy qu'il mesure le prix des autres choses, n'est pas pourtant fixe et stable comme sont les poids et les mesures, mais il change, accroît et diminue suivant l'abondance et la rareté, tirant iceluy sa valeur

(86) M. DUBOIS (*Précis de l'Histoire des doctrines économiques*, p. 185, n° 3), reproche à Gramont de chercher à Bodin une querelle de mots. Au fond, dit-il, il reconnaît être d'accord avec lui. Sans doute, mais la netteté et la précision de Gramont sont bien supérieures à l'expression de la pensée toujours un peu confuse de Bodin.

(87) GRAMONT, *op. cit.*, pp. 76 et suiv., 84 et suiv.

(88) Je rappelle que le mot « prix » a presque toujours, chez Gramont, le sens de « valeur ».

(89) GRAMONT, *op. cit.*, p. 116.

(90) Gramont ne nous dit pas comment il a pu établir ces chiffres.

du jugement des hommes, qui s'altère souvent ou par raison, ou par opinion » (91).

Arrêtons-nous encore un instant à ces quelques réflexions. Ici, il est peut-être permis de croire que Gramont a pu concevoir assez nettement la notion du pouvoir d'achat de la monnaie. Loin de reprendre son ancien errement sur le prix de l'or en soi, ne procédant que de sa propre vertu, parce qu'étant « le plus parfait des corps », il remarque à présent l'instabilité de sa valeur ou de son prix, provoquée par son abondance ou par le jugement estimatif des hommes, et mesurée par la masse de produits qu'il permet d'acheter. D'autre part, il semblerait que la précision des chiffres qu'il nous donne, — six fois plus d'argent, d'où il en faut six fois plus pour la même quantité de blé, — témoigne d'une conception plus avancée d'une certaine théorie quantitative: du moins voyons-nous l'affirmation d'une certaine proportionnalité dans la pensée de l'auteur. Mais encore une fois, Scipion de Gramont, pas plus que Bodin, quoique mieux que lui, n'a dégagé *in terminis* la loi quantitative elle-même, qu'il appartiendra à Locke de formuler.

La cherté est donc purement apparente. Bodin et le vulgaire, en employant ce mot, ont abusé de l'expression en la « fondant sur la quantité et non sur la qualité de l'or ». Idée ingénieuse et même féconde, car il semble que notre auteur envisage une dépréciation de l'or provoquée par un autre facteur que sa propre abondance. Ce facteur serait évidemment son fameux « jugement humain », et il est regrettable qu'il n'ait point tiré d'autre parti de cette suggestion. Il y a peut-être là un correctif nécessaire de toute théorie quantitative.

Cependant, cette hausse des prix n'a-t-elle occasionné aucun inconvénient ? Si, répond Gramont, mais cela dépend des catégories de citoyens que l'on envisage. Quiconque a des revenus en nature ne peut être lésé. En effet, celui qui jadis vendait la moitié de sa récolte pour acheter des habits, les achètera encore aujourd'hui pour le prix de vente de cette moitié de récolte. Tous les prix ayant subi une hausse analogue, aucune perte ne peut en résulter.

Mais pourtant les créanciers se sont trouvés sacrifiés. Les bénéficiaires de rentes constituées en blé se sont vu imposer judiciairement par leurs débiteurs la conversion de leur rente en argent. Et non seulement ils ne reçoivent plus qu'une monnaie dépréciée, mais ils ont encore dû consentir une réduction du taux de l'intérêt. « Ainsi le débiteur gagne ce que le créancier a perdu. » Les pensions, les gages ont pareillement diminué (92).

Donc une chose n'est pas nécessairement plus chère parce qu'on

(91) *Op. cit.*, p. 119.

(92) *Op. cit.*, pp. 120-125.

doit donner plus d'argent pour l'acquérir. Cela ne serait vrai que si la quantité de monnaie n'avait pas varié. La cherté ne peut provenir que de la disette des choses nécessaires (93).

Pour le moment, ajoute Gramont, le prix réel des choses a plutôt diminué depuis un siècle. En effet, la production a augmenté dans de notables proportions, l'esprit inventif des hommes a imaginé de nouveaux moyens de satisfaire les besoins, en perfectionnant les arts mécaniques, en amoindrissant la peine. Aussi voyons-nous certaines choses, telles que le velours et le satin, jadis l'apanage des princes, servir aujourd'hui à l'usage des bourgeois. Notre auteur a donc bien vu, sans malheureusement formuler encore de loi explicative, que l'inflation de métal précieux avait activé la production, et, en augmentant les richesses réelles du pays, avait contribué au bien-être général. Il n'a pas vu que la hausse des prix a dû être d'autant plus limitée que la production s'accroissait et qu'ainsi elle n'a pas été proportionnelle à l'accroissement du numéraire. Il lui manquait d'ailleurs pour cela les moyens de procéder à une vérification statistique.

Enfin il en vient à la dernière partie de son exposé et je crains bien que tous les beaux développements qui précèdent n'aient d'autre but que de préparer son argumentation finale.

On se plaint, dit-il, de ce que la France est écrasée d'impôts, chacun trouve qu'il paye toujours de plus en plus de taxes et que le gouvernement n'est guère ménager du bien de ses sujets. Or, s'il est vrai que nominalelement les impositions n'ont jamais été lourdes, réellement il n'en est rien. Procédant à une comparaison avec les autres pays de l'Europe, l'auteur la fait tourner au profit du contribuable français. Il fait aussi l'historique des diverses contributions qui ont été imaginées depuis l'antiquité pour subvenir aux besoins des Etats. Puis envisageant la France elle-même depuis le Moyen âge, il montre que, malgré la progression ininterrompue des budgets, la dépréciation de la monnaie a elle-même dépassé cette augmentation des impôts. Dès lors, il est plus facile au contribuable du xvii^e siècle de s'acquitter d'une grosse somme, qu'à celui du xiv^e d'en payer une médiocre (94). Les considérations que Gramont présente tout le long de sa démonstration sont en général fort intéressantes et complètent

(93) Ici l'auteur entre dans des considérations sur l'abondance des métaux précieux. En un siècle, l'Espagne, dit-il, a dû recevoir 900 millions d'or et d'argent. Ce chiffre est à peu près dix fois inférieur à la réalité. — La France, écrit-il, en a eu sa part par la vente de ses blés, de ses toiles, de son vin et de son sel (pp. 132 et suiv.).

Il étudie longuement les manières dont l'or et l'argent peuvent disparaître et en distingue quatre : 1^o par les broderies, les toiles d'or, gazes, dorures, armes et meubles précieux ; 2^o par la vaisselle et les batteries de cuisine, l'argenterie, les bijoux ; 3^o par l'épargne, la thésaurisation, la constitution des trésors des Etats ; 4^o par les naufrages de galions, les enfouissements d'or à l'époque des guerres et des invasions (pp. 148-188). Le plus grand danger, selon lui, serait l'épuisement des mines.

(94) *Op. cit.* pp. 199-299.

de manière heureuse l'information de ce livre, si riche d'idées et de faits.

Nous croyons avoir ainsi justifié l'éloge dont cette œuvre méconnue ou oubliée nous semble digne. Pour terminer, attirons encore l'attention sur l'intérêt que présentent pour l'histoire des doctrines économiques les thèses les plus originales de l'auteur.

Sa théorie de la valeur, fondée sur les concepts d'utilité et de rareté, ne sera-t-elle pas la grande théorie psychologique des *xix^e* et *xx^e* siècles ? N'est-ce pas autour de ces deux notions cardinales que les écoles les plus récentes ont brodé leurs analyses ingénieuses ? Et qui donc, avant lui, avait dégagé ces concepts avec une telle simplicité et une pareille assurance ? Plus justement qu'un Buridan, Gramont nous paraît mériter le nom de père de la théorie psychologique de la valeur en économie politique.

A cette notion se rattache d'ailleurs sa théorie de la monnaie, que nous avons appelée « psycho-sociologique » à la suite des auteurs contemporains (95). La prépondérance accordée au « jugement humain », aux habitudes du public, dans l'explication de la valeur de la monnaie, s'écartant à la fois de la théorie de la monnaie-marchandise, pure conception métalliste, et de celle de la monnaie-signes, création du prince, est, au début du *xvii^e* siècle, une innovation telle qu'il faudra attendre le *xix^e* pour en percevoir un véritable écho.

PAUL HARSIN.

(95) CHLEPNER, « La théorie du papier-monnaie et la théorie générale de la monnaie » (*Revue d'Economie politique*, 1914, pp. 451 et suiv.). Voir aussi TARDE, *Psychologie économique*, t. I, pp. 281 et suiv. ; NOGARO, *La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains*, pp. 231 et suiv. ; ANSIAUX, *Traité d'Economie politique*, t. II et III, *passim*.

L'ORGANISATION
ADMINISTRATIVE ET ÉCONOMIQUE DU TRAVAIL
DANS UNE DRAPERIE RURALE EN FLANDRE
DU XV^e AU XVIII^e SIÈCLE :
LA DRAPERIE-SAYETTERIE
D'HONDSCHOOTE ¹

par E. COORNAERT
Agrégé de l'Université.

Hondschoote, à 22 kilomètres à l'est de Dunkerque et 1 kilomètre de la frontière belge, est aujourd'hui une petite ville avenante, dont l'aspect, au milieu d'une campagne exclusivement agricole, surprend le voyageur. Elle n'est plus qu'un marché sans importance et pourtant, comparée à certains chefs-lieux de canton voisins, même plus peuplés, elle se présente, mieux qu'eux, avec l'allure d'une ville. C'est que si aujourd'hui, avec moins de 3000 habitants, elle s'endort à l'écart des grandes voies de communication, Granvelle l'appela jadis « le plus beau bourg de Flandre », tandis qu'elle était réputée *per totam fere Europam* (Sanderus). Elle dut cet éclat à sa draperie-sayetterie, l'un des types les plus caractéristiques de cette draperie « rurale » que M. Pirenne a mise en relief d'une façon prestigieuse.

*
**

Dès 1280, dans les villages contigus à Hondschoote et qui devaient lui être subordonnés au siècle suivant dans une même unité économique, des travailleurs de la draperie s'associaient à la révolte des artisans yprois. A Hondschoote même, la draperie est signalée dans la première moitié du XIV^e siècle : la liste des

(1) Les faits avancés dans les pages qui suivent seront étudiés d'une façon complète dans une thèse de doctorat ès lettres sur la sayetterie d'Hondschoote. Les références et justifications paraîtront avec la thèse elle-même.

126 Hondschootois tués à la bataille de Cassel — publiée par M. Pirenne — comprend au moins un drapier et un foulon ; vers le même temps, l'Italien Pezolotti signale l'importation à Florence des *soies de Doudiscatto*. En 1374, où elle était peut-être en recul, la production annuelle de cette draperie devait être d'environ 1300 pièces. A cette date, le comté Louis de Male, favorable par système à l'industrie des campagnes et soucieux de doter une de ses filles naturelles mariée au fils du seigneur d'Hondschootte, accorda à cette seigneurie, ainsi qu'à trois villages voisins, une charte qui lui assurait le monopole de ses produits.

Elle fabriquait une espèce spéciale de sayes drapées, une camelote destinée presque exclusivement à l'exportation, que sa légèreté désignait surtout à l'usage des populations des pays chauds. Aussi, au xv^e siècle, où le commerce flamand était orienté surtout vers les ports de la Hanse, malgré quelques expéditions en Prusse et jusqu'en Silésie, les sayes hondschootoises ne furent pas une marchandise de grand trafic comme les draps de la Lys ; mais des courants assez actifs en emportèrent toujours vers les pays méditerranéens ou par le port de Bruges ou par la route du Rhin et les foires de Francfort. Pendant ce siècle, le commerce hondschootois décupla : l'exportation était de 1350 pièces en 1395 ; de 1465 à 1486, elle varie entre 12.000 et 15.300. Mais quand, au tournant des xv^e et xvi^e siècles, le grand commerce se reporta vers le sud, Hondschootte profita de l'élan imprimé par Anvers à l'activité économique des Pays-Bas. En relations habituelles avec le port de l'Escaut depuis le milieu du xv^e siècle, son industrie fut adoptée par les grands marchands anversoises et ses tissus connurent une vogue extraordinaire. De 1495 à 1525 la production annuelle moyenne passe de 11.000 pièces à 40.400 ; à partir de 1528 (2), des progrès vertigineux la portent de 28.000 pièces en 1528 à 35.000 en 1529, à 40.000 en 1531, à 52.000 en 1544, à 63.000 en 1554, à 70.000 en 1555, à 82.000 en 1561, à 93.000 en 1562 ; elle se maintient, sauf en 1565, au-dessus de 90.000 jusqu'en 1568, où elle atteint 97.795, et, malgré les pires vicissitudes, reste au-dessus de 80.000 jusqu'en 1580. Les sayes partent en France, en Italie, en Espagne, au Portugal et de là en grande partie « en Turquie et aux Indes ». Les sayetteurs hondschootois ne peuvent faire face aux commandes. Les ouvriers affluent de toutes parts : au moment de l'apogée, les travailleurs du tissage et de l'apprêt — non comptés ceux des métiers de la laine — furent peut-être 3000. Le bourg lui-même, qui s'appelle désormais

(2) De 1528 à la fin du xvii^e siècle, des statistiques à peu près ininterrompues donnent le total de l'exportation annuelle et le plus souvent le détail des envois de chaque marchand. Les chiffres qu'elles fournissent expriment des valeurs de compte. Il y avait à Hondschootte des sayes *doubles* et des sayes simples : dans les comptes d'exportation, chaque saye double était comptée pour deux ; les chiffres donnés ci-dessus pour le xiv^e et le xv^e siècle sont calculés sur la même base.

une ville, compte environ 10.000 habitants (3). Mais son succès porte avec lui ses dangers : en Flandre même, on copie sa technique à Ypres, à Bruges, à Lille ; on l'imité en France à Amiens, puis à Chartres, en attendant qu'au *xvii^e* siècle les serges *façon d'Ascot* deviennent une fabrication courante en France et les scoti et scotini en Allemagne. Dans le même temps, les troubles religieux ravagent la Westflandre et chassent les travailleurs : ouvriers et drapiers s'en vont en Angleterre, dans les pays rhénans et surtout en Zélande et en Hollande. Puis, c'est la destruction totale : en juillet 1582, les soldats du duc d'Anjou mettent le feu à la ville pour la piller plus à l'aise. Quelques isolés restent dans les ruines, mais le magistrat siège à Nieuport pendant seize mois.

Quand les Hondschotois revinrent chez eux, il leur fallut vingt années d'efforts pour assurer de nouveau à leur industrie une certaine prospérité. Sous les archiducs, elle conquiert une deuxième apogée : en 1629, son exportation dépassa 59.000 pièces et à cette date le nombre des travailleurs put être de 1200 à 1400. Mais les concurrences de plus en plus nombreuses, le déplacement des voies de communication et surtout les guerres la ruinèrent : de 1642 à 1713, le flux et le reflux des armées ne cessa de balayer cette région. Au début du *xviii^e* siècle, tandis que, mieux placées, les draperies rurales de la région lilloise développaient leur essor, la sayetterie d'Hondschote s'éteignit. Elle n'eut même pas la chance de fixer clairement sur son nom le souvenir de sa réputation passée : ce nom s'attacha à des tissus légers comme les siens, mais travesti à l'espagnole en *anacoste* (anascota) et à l'italienne en *escot* (ou *scoto*).

La permanence de ces noms est du moins le témoignage d'une industrie bien caractérisée. L'industrie hondschotoise resta fidèle pendant quatre siècles à une même technique. Ce fut une de ses faiblesses, mais c'avait été sa force. Etroitement subordonnée du point de vue commercial et financier aux marchés de Bruges, d'Anvers, de Lille, Hondschote était encore inférieure aux grandes villes industrielles comme Lille, comme Leyde, qui réunissaient dans leurs murs plusieurs variétés de draperie ; mais, parmi les *spécialités* des *xvi^e* et *xvii^e* siècles, la sayetterie ne connut pas d'égale. Aussi, pour n'avoir été qu'un centre de deuxième grandeur, l'importance de son industrie et la continuité de son évolution la rend significative, autant que les grands marchés au rôle un peu exceptionnel, des conditions du travail en son temps.

Cette industrie fut à son origine une industrie rurale, le resta

(3) Les inquisiteurs, en 1562, déclarent qu'« il ne a que dire du nombre, car c'est ung abysme », et lui attribuent « *xviii* à *xx^m* testes en tout ».

essentiellement jusqu'au xvi^e siècle et en garda des caractères pendant toute son existence. Le drapier et le foulon de 1328 possédaient quelques terres, comme d'ailleurs tous les Hondschootois tués à Cassel. La production de la fin du xiv^e siècle aurait été à peine celle de trente à quarante tisserands spécialisés, — ce qui eût déjà été peu dans ce bourg dès lors aussi riche et peuplé que Bergues-Saint-Winoc, le chef-lieu voisin, — et le nombre de ceux qui s'adonnaient exclusivement à la draperie était sans doute moins élevé. Au xvi^e siècle encore, beaucoup de drapiers sont cultivateurs et, parmi les ouvriers, il n'en manque pas qui, à la belle saison, travaillent aux champs. Enfin quand, en 1629, le cumul de la draperie et de tout autre métier est interdit, l'ordonnance du magistrat spécifie comme « bien entendu » que la culture reste permise aux fabricants.

Car peu à peu, depuis que la charte avait fait de la sayetterie une industrie privilégiée, des règlements, qui laissèrent libres cependant les travaux préparatoires de la laine jusqu'au filage, avaient enfermé l'activité des travailleurs dans des limites de plus en plus étroites : ainsi s'était répétée l'évolution qui avait fait passer précédemment de la liberté à la réglementation d'autres draperies rurales de la région. A Hondschooto, la législation industrielle fut le fait des autorités municipales. En effet, en 1430, le crédit personnel de son seigneur, le comte de Hornes, auprès de Philippe le Bon avait procuré à ce bourg une véritable autonomie dans sa châtellerie ; au xvi^e siècle, la situation obérée de la famille de Hornes permit aux Hondschootois de se débarrasser de l'autorité seigneuriale et de constituer une commune au petit pied. Les échevins, choisis surtout parmi les principaux entrepreneurs de la sayetterie, surveillèrent et dirigèrent l'organisation industrielle. Le métier, dont le magistrat nommait les chefs et fixait les règlements, prit tous les caractères d'une industrie urbaine surtout à partir du milieu du xvi^e siècle : législation technique sans cesse compliquée, réglementation toujours plus stricte de l'accès au métier, qui aboutit au xvii^e siècle à sa fermeture pour les étrangers, interdiction du cumul de deux professions réglementées ou de l'une d'elles et du négoce, fixation du salaire des apprêteurs, subordination étroite de ces derniers à l'autorité et même limitation de leur nombre, etc. Dès la fin du xvi^e siècle, le métier faisait figure de service municipal et l'exercice de la draperie était, dans une certaine mesure, une fonction publique. Hondschooto suivait l'exemple de tous les centres industriels importants et, quelques novateurs exceptés, la masse de ses producteurs, entrepreneurs et ouvriers, adoptait dans ses traits essentiels l'idéal conservateur qui était celui du temps et de la région.

Cependant, seule peut-être de tous les centres drapiers parmi lesquels elle se développait, Hondschooto garda quelques carac-

tères qui la mettent à part : une liberté complète y fut toujours laissée à tous les travailleurs pour la durée de leur travail et aux entrepreneurs pour le développement de leurs exploitations, pourvu que ces derniers restassent confinés dans leur profession. Ces libertés ne furent pas dues à un développement plus lent de la législation qui aurait pu, plus tard qu'ailleurs, prendre à son compte ces limitations de l'initiative individuelle et en aurait été empêchée par la chute de l'industrie : elles étaient accordées de propos délibéré. Au xv^e siècle, quand la sayetterie commençait de grandir et fixait ses premiers règlements, les deux villes de Bergues et de Furnes, l'une et l'autre à deux heures et demie de marche d'Hondschoote, qui s'efforçaient à se donner chacune une draperie et s'essoufflèrent jusqu'au xvi^e siècle à rivaliser avec leur voisine, limitaient sévèrement la durée de la journée de travail : or, à Hondschoote, et là seulement, fileuses, tisserands, apprêteurs travaillèrent toujours à la lumière le soir ou le matin, comme bon leur semblait. — A une date inconnue, le nombre de certains métiers à tisser avait été fixé à deux par drapier. Sur ce point, le xvi^e siècle marqua un progrès de la liberté. En 1557, les « communs drapiers, qui se disaient menacés dans leur indépendance par le développement des grandes entreprises, prièrent le magistrat de tenir la main à l'application de l'ancien règlement : malgré leur supplique, la défense disparut des heures, — cela au moment même où le magistrat luttait contre le cumul de professions distinctes. Cette liberté acquit force de loi : quand, en 1657, une autre requête du même genre fut adressée aux autorités, elle n'eut pas plus de succès. Ainsi, à partir du milieu du xvi^e siècle, la production des drapiers ne fut jamais limitée. Celle des apprêteurs ne le fut pas davantage. Les autorités se tenaient dans une voie moyenne entre la tendance corporative qui essayait de répartir également entre tous les producteurs les garanties de développement et la tendance individualiste qui favorisait la production à outrance. Dans un cadre qui était le même que celui des industries des grandes villes, du Moyen âge comme du xvi^e siècle, cette industrie rurale laissait une place limitée, mais plus large qu'ailleurs, à l'initiative individuelle.



Ainsi avaient pu se former des entreprises relativement libres qui furent des tentatives de capitalisme industriel. Jusqu'au milieu du xvi^e siècle, les entreprises indépendantes des drapiers — ou simples artisans ou véritables entrepreneurs — et les entreprises des apprêteurs — dépendantes du point de vue technique, mais parfaitement indépendantes du point de vue économique — avaient coexisté sans empiéter les unes sur les autres. Mais, au moment de l'énorme accroissement de la pro-

duction et de la population industrielle, au moment où de toutes parts, surtout d'Anvers, venaient des appels à l'audace et même à la spéculation, des entrepreneurs plus audacieux tentent de modifier les conditions traditionnelles du travail. Les uns réunissent dans des exploitations de plus en plus étendues plusieurs branches de la fabrication et dirigent à la fois peigneurs, fileuses, ourdisseurs, tisserands. D'autres, de riches marchands plus encore que des drapiers, veulent joindre à leur négoce ou à leur industrie l'exercice de la teinture. Les autorités agissent de façon différente devant ces deux sortes de tentatives.

C'était un procès classique, celui des entrepreneurs voulant achever eux-mêmes leurs tissus avec les apprêteurs et surtout avec les teinturiers ; cette querelle, accompagnement presque fatal du succès d'une industrie et de la prospérité de ses maîtres, s'était élevée en France, en Angleterre, dans l'Allemagne de l'Ouest comme en Flandre pour aboutir, suivant les circonstances, à des résultats variés. Pour les riches entrepreneurs, être maîtres à la fois du tissage et de cette opération savante et coûteuse qu'était la teinture, c'était s'assurer la domination de l'industrie. A Hondschoote, les autorités avaient mis fin vers 1540 à une première tentative dans ce sens, d'un marchand venu du dehors. Vingt ans plus tard, des Hondschootois la recommencèrent : le magistrat laissa faire plusieurs années, puis interdit formellement cette ébauche de « monopole ». Ce fut l'occasion d'un long procès où le principal marchand de la place, qui exporta chaque année de 15.000 à 25.000 pièces pendant vingt ans, un personnage « grandement emparenté », avec qui le procureur général de Flandre, en le poursuivant pour crime de fausse monnaie, se croyait obligé d'être prudent, voulut tenir tête aux autorités, mais eut finalement le dessous. Dans le même temps, le magistrat étendit son interdiction au cumul de deux industries d'apprêt. Désormais, marchands et apprêteurs furent strictement cantonnés dans leur profession. En fait, la puissance de l'argent, si elle ne transforma pas cette organisation, finit par la fausser, du moins en ce qui concernait les rapports des grands entrepreneurs eux-mêmes et des maîtres de l'apprêt : les riches, drapiers, et marchands, réduisirent les apprêteurs à n'être plus que des façonniers à leur service ; mais ils ne s'emparèrent pas de leurs exploitations. L'organisation hondschootoise resta réfractaire à leur dessein de concentration « horizontale ».

Elle ne l'était pas à l'extension illimitée des entreprises dans leur propre domaine. Les fabricants, nous l'avons vu, avaient le loisir de développer leurs entreprises sans limite. De fait, le nombre des maîtres qui, par rapport au nombre total des travailleurs, ne fut sans doute que du tiers ou du quart dans les périodes difficiles et du sixième dans les périodes prospères, atteste un développement relativement considérable des entre-

prises. Au xvi^e siècle, un drapier faisait travailler « beaucoup et diverses personnes de lui inconnues », « un tas de monde », et son exploitation participait à la fois de l'industrie à domicile et de la manufacture. Au xvii^e, certains drapiers employaient chez eux jusqu'à dix et douze valets, hommes faits et enfants, et plusieurs « travaillaient avec xx, xxv et xxx ostilles ». Or, ceux qui exploitaient trente métiers (dont un bon nombre appartenaient sans doute aux tisserands mêmes) faisaient travailler environ deux cents personnes (même environ trois cent cinquante si l'on devait compter les fileuses de fil de chaîne ; mais la plupart de celles-ci étaient des foraines et travaillaient loin d'Hondschoote). Il y eut donc là des entreprises vraiment importantes, comparables à celles des grands drapiers des villes du Moyen âge.

Mais elles ne correspondaient certainement pas à l'état moyen de l'organisation du travail. Bien peu de ces drapiers faisaient préparer pour leur compte toute la laine et tout le fil qu'ils faisaient mettre en œuvre : ils en achetaient à des maîtres indépendants. Dans les inventaires de biens qui nous sont parvenus, la moyenne des métiers possédés par les drapiers est sensiblement inférieure à dix. La production moyenne par drapier, dans la mesure où nous pouvons la connaître, s'établit sensiblement près du maximum autorisé dans telle ville de Hollande ou de l'Allemagne de l'Ouest : si un petit nombre de patrons en fabriquait quatre ou cinq fois plus, la masse des maîtres dut rester en dessous de ce maximum. D'ailleurs, si les grandes entreprises avaient été la forme normale de l'organisation industrielle, les marchands riches, qui avaient le droit de faire tisser et dont quelques-uns le firent à l'occasion, n'auraient pas manqué de s'assurer ce moyen de s'enrichir. Or, vers 1643, les deux plus grands marchands de la ville, qui avaient couramment des créances sur les drapiers et dont l'un au moins se distinguait par son âpreté au gain et sa dureté, virent désertier complètement leurs comptoirs, par suite de difficultés suscitées par les variations de la monnaie et l'un d'eux ne put, pendant quelque temps, acheter une seule saye : ces capitalistes, qui avaient réduit à leur merci les apprêteurs peu nombreux, ne s'étaient donc pas souciés de mettre la main sur l'industrie. Il n'est pas douteux que la grande majorité des drapiers étaient des artisans indépendants travaillant dans un atelier familial avec un petit nombre de métiers.

Ainsi, en dehors de quelques grandes entreprises qui font son originalité, l'organisation hondschootoise du travail paraît avoir été sensiblement la même que celle des villes réglementées, où six métiers autorisés étaient un chiffre normal. Les règles corporatives, gênantes pour les riches audacieux, correspondaient donc à l'état moyen d'une industrie où l'initiative individuelle

était laissée libre. Mais pourquoi l'industrie hondschootoise, relativement libérale, s'était-elle fixée dans une organisation aussi modeste ? Sans doute la médiocrité des capitaux des drapiers, même les grands, pouvait limiter leur action ; mais le crédit y aurait suppléé si besoin il y avait eu. En réalité, les initiatives des grands entrepreneurs s'arrêtaient devant l'indépendance d'un bon nombre de drapiers qui exerçaient à la fois l'industrie et la culture, et qui, eux, n'avaient nul besoin d'étendre considérablement leur draperie ; d'autre part, dès lors qu'un petit groupe de maîtres n'avait pu s'emparer de toute la production (comme le firent au xvii^e siècle les apprêteurs en Hollande et les marchands-teinturiers à Calw, dans le Wurtemberg), la faible mise de fonds que demandaient les instruments de travail permettait à un trop grand nombre de gens de s'ériger en drapiers indépendants. La modestie de l'outillage faisait obstacle au développement des grandes exploitations capitalistes qui — à moins de conditions exceptionnelles, comme les privilèges de l'économie colbertiste — ne devaient se généraliser qu'avec le machinisme moderne.



Pour l'organisation administrative comme pour l'organisation économique du travail, ce centre d'industrie rurale présente des caractères complexes. Les réalités économiques s'y révèlent indociles à nos classifications : l'individualisme et l'esprit corporatif se suivent du xiv^e au xviii^e siècle ; les habitudes de liberté et la tendance de plus en plus forte à la réglementation apparaissent comme des moments successifs de son histoire, comme ils l'avaient été dans l'histoire d'industries voisines ; l'esprit du temps, auquel cependant le milieu hondschootois est réfractaire par certains côtés, s'unit aux nécessités matérielles pour imposer une forme d'organisation du travail qui reste sensiblement la même dans toutes les draperies aussi longtemps que durent les mêmes conditions techniques.

E. COORNAERT.

LES ANTILLES FRANÇAISES SOUS L'ANCIEN RÉGIME

ASPECTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

LES CABARETS ET LEURS GRANDS PROTECTEURS ⁽¹⁾

par LÉON VIGNOLS

I. — UN GÉNÉRAL A LA RECHERCHE D'UNE CITADELLE-FANTÔME

Vers la fin de la guerre de Sept ans, le ministère français, craignant une grosse attaque anglaise contre notre colonie de Saint-Domingue, envoya dans cette île, l'année 1761, le vicomte de Belzunce avec un petit corps expéditionnaire de 5.500 hommes, tout ce qu'il osait prélever en France dans les conjonctures d'alors. Avant le départ de ce général, le ministre lui dit : « Je redoute que vous n'ayez à subir une descente ennemie, à laquelle vous ne pourriez résister en rase campagne tant que les milices de l'île ne seront pas encore rassemblées et bien en main ou que je n'aurai pu vous envoyer du renfort. Heureusement, il vous sera aisé de tenir au Cap même, longtemps s'il le faut, dans la citadelle Saint-Joseph, forteresse considérable, cons-

(1) SOURCES PRINCIPALES. — (HILLIARD D'AUBERTEUIL), *Considérations sur l'état présent de la colonie française de Saint-Domingue*, Paris, 1776-1777, 2 in-8°. L'auteur avait été douze ans avocat à Port-au-Prince. Avec l'assentiment du ministre de la Marine, il lui dédia cet ouvrage, qui fut, à Saint-Domingue, brûlé par le bourreau. Hilliard paya de sa liberté d'abord, et plus tard de sa fortune, ses idées hardies. — MOREAU DE SAINT-MÉRY, *Lois et Constitutions des colonies françaises de l'Amérique-sous-le-Vent* [de Saint-Domingue], Paris, 1784-1790, 6 in-4°. Index alphab. à chaque volume (voir au mot *Cabarets*). Ce recueil célèbre va de 1550 à 1785. — ADRIEN DESSALLES, *Histoire générale des Antilles françaises*, Paris, 1847-1848, 5 in-8°. Le troisième volume, dont j'ai usé ici, est du grand-père, Pierre-Régis Dessalles. Il est intitulé, assez inexactement, « Annales du Conseil souverain de la Martinique », dont l'auteur et son père faisaient partie. Très intéressant recueil de textes, et d'observations personnelles. Les quatre volumes rédigés par le petit-fils pourraient être réduits à trois, tant y abondent les bavardages d'un « colonial » forcené et d'un anglophobe rageur. Style pitoyable, composition défectueuse ; le plus souvent, références imprécises ou absentes. Malgré tous ces défauts, l'auteur ayant fait de très grandes recherches, surtout aux Archives de la Marine et des Colonies, sa compilation est précieuse, à condition de la soumettre à un contrôle incessant. — DE VAISSIÈRE, *Saint-Domingue, 1629-1789. La vie et les mœurs créoles sous l'Ancien régime*, Paris, 1909, in-8°.

truite il y a une quinzaine d'années, à quinze cents pas de la ville. »

Belzunce, à son arrivée au Cap, demanda aussitôt à visiter cette citadelle. On lui répondit qu'il n'y en avait pas, que l'unique fortification était le fort Picolet, « qui ne tiendrait pas deux heures contre une attaque » sérieuse. Interloqué, croyant sans doute à quelque quiproquo bizarre, le général insiste pour visiter la citadelle recommandée par le ministre. On se résigne à le mener au lieu dit Saint-Joseph, et, conclut Hilliard d'Auberteuil, Belzunce demeura stupéfait « quand on lui fit voir, à l'endroit qui lui avait été indiqué par le ministre, une enceinte de roches mal recrépie, avec douze embrasures du côté de la mer. Il avoua que le fort Saint-Joseph n'offrait pas de grandes ressources ».

Mais trop grande était sa courtoisie de gentilhomme, trop enraciné son élégant scepticisme, pour qu'il ne retînt pas la question qui sûrement lui monta aux lèvres : « Où passent donc les ressources que doit procurer l'affermage des innombrables cabarets, dont le produit, aux Antilles françaises, est affecté officiellement aux « travaux du Roi » et en particulier aux fortifications ? » La documentation historique nous permet de répondre à cette question indiscrète.

II. — LES PREMIERS IMPOTS SUR LES CABARETS.

LE ROI SE LES ATTRIBUE BIENTOT, POUR LES FORTIFICATIONS.

L'extension du nombre des cabarets, l'énorme consommation des vins et eaux-de-vie de France, paraissent avoir effrayé, au début, certains administrateurs et les corps officiels de nos colonies antillaises, peuplées surtout de flibustiers, de boucaniers, d'aventuriers de toutes sortes, y compris des « fils de famille », souvent cadets de petite noblesse, presque tous aussi forcenés buveurs que trousseurs de cottes. Ils entrevirent là, peut-être, un danger social : multiplicité des querelles, bagarres, duels, désordres publics ; et un d'ordre économique : gâchage d'argent au préjudice de l'avenir colonial. Vellétés de bonnes dispositions d'une faible minorité, mais tôt abandonnées. Un essai de réforme, en février 1658, moins de trente-deux ans après notre premier établissement aux Antilles : le Conseil supérieur de la Martinique réduisit le nombre des cabarets à trois pour le chef-lieu, le modeste bourg de Saint-Pierre, à un pour chaque quartier de l'île.

En 1668, on fixa un certain droit en faveur de l'hôpital sur les cabaretiers, puis, comme ils ne se conformaient pas à l'arrêté, le Conseil les interdit tous, les remplaça par d'autres et taxa chacun des nouveaux à 1000 livres pesant de sucre, monnaie courante aux îles ; le produit de cette taxe affecté à la construction d'un pont à Saint-Pierre. Taxe qui, en 1673, fut subitement portée à 2.500 livres de sucre, destinée aux travaux publics en

général, mais avec l'espoir d'obtenir ainsi la diminution du nombre des cabarets, qui allait croissant malgré les défenses. Espoir déçu ; très peu après, ce nombre était plus que doublé, et il continua de croître, bien que, dès l'année suivante, on eût augmenté de 500 livres pesant la redevance annuelle exigée.

Mais le très économe Colbert dut penser qu'il y avait là de quoi éviter au Trésor métropolitain certaines dépenses coloniales et, en décembre 1680, le roi s'attribua le produit de la taxe en ce qui concernait la Martinique. En septembre 1683, il s'en empara dans les autres îles. Le produit fut déclaré applicable aux fortifications antillaises.

III. — LES GRANDS PROFITEURS : GOUVERNEURS GÉNÉRAUX ET INTENDANTS ; CYNISME ET INGÉNIOSITÉ.

Cette application des taxes cabaretières aux fortifications devait être faite sur ordonnances du gouverneur général (habituellement qualifié : « le général »), visées par l'intendant. Prescription régulière et qui, en France, aurait assuré généralement un peu de garantie relative ; mais aux colonies sévissait une spoliation effrénée des deniers de l'Etat. Elle s'étala de manière fantastique dans cette affaire des taxes cabaretières. « Insensiblement », — bien que lourd, l'adverbe est joli, — « insensiblement, les gouverneurs généraux et intendants convertirent ce droit à leur profit, et le Conseil n'a jamais eu connaissance du titre sur lequel ils se sont fondés pour en réclamer le produit », ou une partie du produit, car enfin il fallait bien qu'à Sa Majesté il en restât quelque chose, que l'on fit par intermittence exécuter ou entretenir çà et là des travaux de fortification vaille que vaille. Au surplus, durant bien des années après que la levée de ces droits avait été affermée à bail, le prix du plus haut bail, à la Martinique, n'avait pas dépassé 9.000 livres. Tandis qu'à Saint-Domingue « les administrateurs » (le général et l'intendant) avaient pu lui faire rendre, année moyenne, depuis fort longtemps, 25.000 à 28.000 livres, et certains profits personnels à côté. En vérité, cela produisait maigrement, il y fallait remédier.

Aussi, en 1745, au renouvellement de ce bail dans l'île martiniquaise, les deux administrateurs en chef, ne forçant d'ailleurs que de 1.000 livres le prix d'affermage, y firent ajouter « un pots-de-vin de 30.000 livres pour les cinq années de bail. Cette dernière somme fut partagée entre eux seuls et il n'en fut pas fait mention dans l'acte ». Mis en goût, ils maintinrent le bail au même taux pour la période de 1750-1755, mais exigèrent « deux pots-de-vin, l'un de 30.000 livres, l'autre de 25.000 ». Était-il possible de faire mieux ? Nos gens résolurent la question par l'affirmative, avec une véritable virtuosité dans l'ingéniosité d'esprit. Au renouvellement de 1755, ils ne demandèrent « qu'un

seul pot-de-vin, de 50.000 livres, toujours pour les cinq années de bail », puis annoncèrent, quant au nombre des cabaretiers, une réduction fondée « sur le bien public », ils en supprimèrent cent cinquante sur deux cents. Mais, tandis qu'ils avaient prélevé sur chacun des deux cents, pour autorisation de tenir cabaret, une somme de 35 livres, ils firent verser par chacun des cinquante maintenus 400 livres, se procurant ainsi un total de 20.000 livres; et en sus, 120 livres pour chacun de leurs deux secrétaires, ce qui faisait encore 12.000 livres.

Donc le prélèvement s'élevait en tout à 82.000 livres. Quand même, leur robuste appétit était mal satisfait ; ils « ne tardèrent pas à accorder, au même titre, des permissions à tous » les candidats cabaretiers « qui se présentèrent. Avec cette différence, pourtant, que ces surnuméraires furent indépendants de la ferme, et que leur taxe se percevait au profit du général et de l'intendant, par un commis préposé à cela ».

IV. — UNE ALERTE.

Ils allaient un peu fort et commettaient l'imprudence de ne pas réserver à Sa Majesté un pourcentage convenable dans le croît du rendement. Malgré l'étrange (ou trop explicable) longanimité coutumière de Versailles à l'égard de manœuvres de cette nature, on s'émut bientôt en haut lieu : c'est que voici venir les années noires du règne et la fatale chasse à l'argent ; pour employer une expression familière d'à présent, on en était à racler les fonds de tiroirs. Or, le tiroir Antilles, bien raclé, pouvait fournir une somme très appréciable ; en conséquence, il y eut, en 1759 et années suivantes, une série de mesures destinées à le bien vider.

D'abord une imposition de 4 millions de livres sur les habitants de Saint-Domingue, devenue la plus riche colonie française, — non en richesse solidement assise, mise en réserve définitive, mais en richesse de production annuelle et en richesse d'étalage somptuaire. Au cours de la discussion sur ce sujet, le « général » avait traité avec une ironie assez lourde de forme, maladroite au fond, la question des fermages, du fermage des cabarets entre autres, refusant que l'on cherchât de ce côté pour trouver une part des 4 millions qu'exigeaient la Cour. Les millions furent d'ailleurs votés (par une « Assemblée nationale » *fabriquée* tout exprès), sous la menace militaire et sous la promesse solennelle que désormais les habitants jouiraient de certains privilèges, notamment seraient exempts du service, détesté, des milices. Promesse que la Cour et surtout le monde militaire étaient d'avance résolus à ne pas tenir, qu'en effet ils ne tinrent pas.

Mais la même année 1759 parut une longue ordonnance royale,

du 29 juillet, qui augmentait les appointements de tous les officiers militaires et civils de la colonie, affectant de déclarer leurs salaires insuffisants jusqu'alors pour « les mettre en état de se soutenir décemment dans leurs places » ; après quoi elle leur commandait impérieusement l'abandon complet des si nombreux « à-côtés » louches que de temps immémorial, et toujours davantage, tous s'étaient attribués, souvent au détriment des droits de Sa Majesté. Le préambule de l'ordonnance indique, en particulier, qu'ils se sont attribué « des émoluments » sur les divers fermages, par exemple sur celui des cabarets ; choses « peu convenables à la dignité des places » occupées, et à charge aux habitants. Très belle situation était faite, du reste, aux deux plus grands profiteurs. Pour les appointements du gouverneur général, de son secrétaire, pour ses frais de bureaux, l'entretien de ses dix gardes (compris capitaine, lieutenant et cornette), etc., 150.000 livres. Pour les appointements de l'intendant, de son secrétaire, pour ses frais de bureaux, le paiement de ses commis, la solde de ses archers, etc., 120.000 livres.

Ordonnance analogue pour la Martinique, le 1^{er} décembre suivant. Elle déclarait aussi la ferme des cabarets réunie au domaine de Sa Majesté et le produit des droits uniquement employé aux dépenses nécessaires pour « l'avantage... des isles ». Cette ordonnance ne fut enregistrée au Conseil supérieur qu'en 1761 ; les deux administrateurs en chef ne s'étaient point hâtés de la présenter à l'enregistrement !

V. — LA FORCE D'INERTIE, LE TRIOMPHE DES PROFITEURS

C'est que le ton comminatoire du ministre provoquait un changement de tactique. Depuis le maître presque omnipotent, le gouverneur général, jusqu'au dernier garde-magasin et aux cabaretiers eux-mêmes, tous les profiteurs de l'état de choses séculaire laissent de côté le cynisme étalé et le machiavélisme de la dernière manœuvre, celle de 1755. Ils y substituent le vieux procédé classique de la force d'inertie, l'inapplication effective des règlements émanés du pouvoir central et, il va de soi, simultanément, les protestations d'obéissance accompagnées, par les chefs, de prescriptions de façade qu'ils faisaient publier avec une gravité imperturbable. Tactique qui, en France, ne réussissait qu'un temps, variable, toujours long, mais relativement borné, vu la proximité du pouvoir central ; par contre, aux Antilles, on était à deux mille lieues de Versailles, et les moyens de communication, donc de surveillance, étaient alors rudimentaires.

Il fut d'ailleurs introduit habilement, dans une ordonnance de 1763, un article qui rappelait de façon réjouissante les plus belles années des périodes de sans-gêne. Cet article déclarait

avec une ingénuité voulue : Les aubergistes et traiteurs qui ne feront que donner à manger seront exempts du droit levé sur les autres, « pourvu qu'ils ne vendent chez eux aucun vin ni boisson spiritueuse ». Le client libre de boire de l'eau, sauf arrangement du tenancier avec qui de droit.

Des ordonnances, arrêts et règlements, il en fut renouvelé des quantités, pour la n^e fois, et promulgué d'autres. Le tout exécuté dans la stricte mesure où ils profitaient aux innombrables fraudeurs de toute envergure, inappliqué quant au reste. Inappliquées ou « tournées », les interdictions de fermer plus tard que 9 heures du soir, de vendre à boire aux esclaves, d'héberger des étrangers, soldats et matelots sans en avertir le commissaire de police, d'établir des cabarets dans les lieux « détournés », c'est-à-dire dans les campagnes (ils y étaient tenus soit par des esclaves, pour le compte des planteurs, soit par des mulâtres ou nègres libres).

De sorte qu'à la veille de la Révolution, en 1786, Pierre-Régis Dessalles, assesseur au Conseil supérieur de la Martinique, constate que, malgré les prescriptions officielles en limitant le nombre, « les cabarets sont aujourd'hui plus nombreux que jamais » dans cette île. Et voici, pour Saint-Domingue, les précisions données par Hilliard d'Auberteuil, qui fut douze ans avocat à Port-au-Prince. Dans une statistique qu'il établit pour 1775 environ, il relève :

1° Dans les campagnes et en bloc, 1.500 « magasiniers-entreponeurs, faiseurs de charrois, cabaretiers, ouvriers des guildives » (fabriques de tafia) ; 2° dans les villes, 1.500 cabaretiers, teneurs de billards et de jeux. Il ajoute cette note : « On serait surpris de voir qu'il y a dans les villes 1.500 cabarets ou billards si l'on ne savait pas combien 12.000 navigateurs et gens de mer, répandus dans les ports et rades, contribuent à les faire valoir. » — En admettant qu'il y eût, dans les « villes » (la plupart de grosses bourgades), 18.000 autres « consommateurs » tout au plus, elles contenaient donc en moyenne un cabaret pour vingt « consommateurs » (2). Si forte qu'y pût être la vente, cela peut sembler maigre, mais les cabaretiers avaient d'autres moyens d'existence, les uns indiqués ci-dessous et certains dont je parlerai ailleurs. D'autre part, pour évaluer la consommation totale des boissons, qui était énorme, il faudrait connaître et ce que débitaient les « cabaretiers et traiteurs, teneurs de billards et de jeux », et ce qui, bu à domicile, provenait d'achats dans les magasins ou à bord des navires.

Quant à la guildiva (eau-de-vie de canne, tafia) mentionnée ci-dessus, elle était, depuis le troisième quart du xvii^e siècle, fabri-

(2) Vers 1775, la population entière, « villes » et campagnes, du Saint-Domingue français comprenait approximativement 25.000 blancs, 15.000 mulâtres et nègres libres et 290.000 esclaves.

quée sans cesse davantage dans toutes les plantations sucrières des Antilles, françaises et autres ; d'ailleurs, en proportion très variable de plantation à plantation. Elle était en partie exportée, surtout pour la traite négrière, et en plus grosse partie consommée sur les plantations et dans les cabarets des ports, bien que les gens difficiles bussent toujours, de préférence, de l'eau-de-vie de France.

VI. — LES GAINS VARIÉS DES CABARETIERS ; CERTAINS CLIENTS TRÈS SPÉCIAUX. — LEURS BÉNÉFICES DE GUERRE

Les non-intéressés à la vente des boissons sentaient d'autant mieux le danger, qu'ils notaient avec ironie les jérémiades, contre le climat des îles, des blancs, qui, en énorme majorité, se gorgeaient de viandes, s'emplissaient de vins et eaux-de-vie et passaient les nuits avec des filles (blanches ou de couleur).

Mais trop petit était leur nombre, infime leur influence ; ils ne pouvaient que formuler le vœu inutile d'une réduction considérable du nombre des cabarets, faire observer que les cabaretiers abritaient, en des cachettes de leurs greniers dans les rares cas d'alerte, sans grandes précautions le reste du temps, quantité de matelots et soldats déserteurs, de nègres fugitifs (« marrons ») ; qu'ils étaient les recéleurs ordinaires et, en présence des occasions exceptionnelles, les acheteurs empressés de la plupart des objets de toute nature volés à bord des navires par des matelots, à la campagne et à la ville par des nègres et par des aventuriers tombés dans la misère et le chapardage.

Et les manifestations des complicités formaient un tel réseau, que presque toujours les coupables restaient impunis. Je n'ai pu relever jusqu'à présent qu'un seul exemple du contraire : en 1785, à Fort-Royal de la Martinique, un cabaretier fut condamné, comme recéleur de nombreuses marchandises volées « dans les magasins du Roi », au fouet, à la marque et aux galères ; un mal protégé, par extraordinaire. La police ne surveillait guère, perquisitionnait moins encore, surtout la nuit ; elle avait pour cela d'excellentes raisons sonnantes et trébuchantes. Tout comme les « officiers de juridiction » pour manquer de zèle à poursuivre, le cas échéant.

Pendant les guerres, très particulièrement au cours de la guerre pour l'indépendance américaine, force cabaretiers gagnèrent le quine, surtout par recel et achats de « vols immenses faits dans les magasins du Roi et de la Marine ». Ces procédés (et d'autres aussi peu recommandables) amenèrent certains d'entre eux à « se retirer en France avec des fortunes considérables », après les hostilités, et à y vivre en honnêtes bourgeois ayant pignon sur rue.

NOTES SUR LES FOIRES EN FRANCE ET PARTICULIÈREMENT SUR LES FOIRES DE CAEN AU XVIII^e SIÈCLE

par HENRI SÉE

Professeur honoraire à l'Université de Rennes.

M. Huvelin, dans son excellent *Essai sur le droit des marchés et des foires* (1), a montré fortement la décadence des foires internationales à partir du xvi^e siècle. Par contre, il prouve que les foires régionales ou locales sont restées plus longtemps prospères, et que même, au xvii^e siècle, elles ont connu une véritable renaissance, que Colbert notamment a encouragé leur développement (2).

Mais M. Huvelin croit apercevoir, dès la fin du xvii^e siècle, le déclin de ces foires et leur profonde décadence au xviii^e (3). Sans doute, les conditions nouvelles du commerce semblent tendre à diminuer l'importance du commerce périodique : on voit, par exemple, les épiciers vendre bien des objets dont le trafic semblait l'apanage des foires ; puis, — et c'est là un phénomène plus important, — les marchands s'adressent plus volontiers directement aux fabricants, qui eux-mêmes sollicitent leur clientèle en leur envoyant des échantillons (4). Puis les administrateurs commencent à manifester des préventions contre les foires, et encore plus les économistes, comme Turgot, qui y voit une manifestation de privilèges surannés et néfastes à l'expansion économique (5).

Cependant, il semble bien que la décadence des foires régionales est bien moins marquée au xviii^e siècle que ne le croyait Huvelin, qui, d'ailleurs, n'avait pour étayer son opinion que peu d'études vraiment scientifiques. Il n'est pas juste de dire que,

(1) Paris, 1897. Cf. aussi la bonne étude générale d'André ALLIX : « Les Foires, étude géographique » (*La Géographie*, ann. 1923).

(2) *Essai...*, pp. 301 et suiv.

(3) *Ibid.*, pp. 308 et suiv.

(4) Cf. BONNASSIEUX : « La question des foires au xviii^e siècle » (*Mémoires de la Société des Sciences morales, Lettres et Arts de Seine-et-Oise*, an. 1893).

(5) Voy. surtout son article de l'*Encyclopédie* sur les « Foires et marchés ».

dès cette époque, les foires ne sont plus guère que des marchés de bétail et d'approvisionnements agricoles.

Rien qu'à parcourir le *Dictionnaire universel de Commerce* de Savary des Brulons (6), on a déjà une impression toute différente; on voit qu'il y a, par exemple, des foires très actives à Caen, à Guibray, à Rouen, à Bordeaux, en Bretagne, en Anjou, et qu'elles sont fréquentées par beaucoup de marchands, même de provinces éloignées, et aussi par des négociants étrangers (7). Les draps de Vire sont vendus non seulement aux foires de Caen et de Guibray, mais à celles de Saint-Denis, de Troyes, de Reims (8).

Mais voici qui est plus probant encore. En étudiant des correspondances commerciales de négociants de Vitré et surtout de Laval, nous avons pu voir que des transactions fort importantes s'y opéraient, et que, comme dans les grandes foires internationales du Moyen âge, il s'y faisait encore bien des règlements de comptes, malgré le développement du système bancaire sur certaines grandes places. Même, à l'époque de la Révolution, voire pendant la période napoléonienne (9), les foires semblent jouer encore un rôle considérable (10).

Sans doute on peut distinguer plusieurs catégories de foires : des foires purement agricoles (ce sont les plus nombreuses), des foires qui sont tout à la fois agricoles et commerciales ; d'autres qui sont exclusivement commerciales.

Dans cette dernière catégorie, il faut ranger les foires qui se tiennent dans des ports comme Dieppe (11) et surtout comme Rouen et Bordeaux. A Rouen, nous dit Savary des Brulons, les trois foires franches (de Saint-Romain et surtout de la Chandeleur et de la Pentecôte, ces deux dernières durant chacune quinze jours) sont « fort fréquentées par les étrangers, en particulier par les Hollandais, Anglais, Ecossais, et par les nations du Nord, qui viennent y acheter non seulement du cru de Normandie, mais aussi de toutes les provinces de France, lesquelles y envoient

(6) Edition de Copenhague, 1759-1765, art. *Foires*, t. I, col. 645-682.

(7) Sur les foires au XVIII^e siècle, on trouvera de nombreux documents aux Archives Nationales (F¹² 1228-1286).

(8) Voy. PAUL NICOLLE : *Histoire de Vire pendant la Révolution*, Vire, 1923, p. 9, thèse de doctorat ès lettres.

(9) Rappelons que Napoléon I^{er} créa la première foire-exposition en 1806 ; ce fut aussi la première exposition des produits de l'industrie ; elle eut lieu en mai de cette année. Voy. le décret du 15 février 1806 (*Bulletin des Lois*, IV^e série, t. IV, p. 307) ; cf. H. SÉE : « Le commerce des toiles de Laval pendant le premier Empire et sous la Restauration » (encore inédit).

(10) Voy. H. SÉE : « L'industrie et le commerce de Vitré de 1790 à l'an IX » (*Mémoires et Documents pour servir à l'histoire de l'industrie et du commerce*, de JULIEN HAYEM, 10^e série, 1926) ; — « Le commerce des toiles de Laval dans la première moitié du XVIII^e siècle, d'après les papiers de Pousteau-Duplessis » (*Ibid.*, 10^e série) ; — « Le commerce des toiles de Laval, à la fin de l'Ancien régime et pendant la Révolution » (*Bulletin de la Commission historique de la Mayenne*, année 1927) ; — « Le commerce des toiles de Laval pendant le premier Empire et sous la Restauration » (inédit).

(11) SAVARY DES BRULONS, *op. cit.*, t. I, col. 665-666.

beaucoup ; c'est que la mer est relativement proche et que la marée permet l'accès de navires de 200 tonneaux » (12). Les deux foires franches de Bordeaux, très florissantes depuis 1565, et qui ont lieu du 1^{er} au 15 mars et du 15 au 29 octobre (cette dernière la plus importante à cause du trafic des vins), font un commerce très actif et sont fréquentées par beaucoup d'étrangers, notamment par des Hollandais : « Il y a presque toujours dans le port de Bordeaux, dit Savary des Brulons, jusqu'à cent vaisseaux étrangers, mais dans le temps des foires, il est ordinaire d'y en voir quatre cents à cinq cents, et quelquefois davantage..., et l'on est pas surpris, en temps de foire, quand il y en a de plus de cinq cents tonneaux (13). »

Les foires de Caen et de Guibray, ainsi que les foires d'Anjou, au contraire, doivent, semble-t-il, leur importance, en partie au fait qu'elles sont aussi de grands marchés agricoles. Les foires de Caen et de Guibray (faubourg de Falaise) se sont sans doute développées parce que leur situation géographique destinait ces localités à devenir le théâtre d'échanges agricoles très importants ; Caen et Falaise, en effet, se trouvent à la limite des terres herbagères du massif armoricain et des « plaines », propres aux céréales, de la Normandie orientale ; de grands marchés de bestiaux s'y sont développés et leur trafic s'est étendu à toute la région de l'Ouest, et encore plus au XVIII^e siècle, lorsque les prairies artificielles se répandent dans toute la Normandie (14).

C'est aussi sans doute à des raisons analogues qu'il faut attribuer la prospérité des foires de l'Anjou, de Saumur, de Beaupréau, de Cholet. Les foires de Saumur sont surtout agricoles ; mais, aux foires de Cholet, centre industriel, surtout depuis l'époque de Colbert, il se fait un important trafic de toiles, qu'y viennent acheter des marchands du Poitou, du Limousin, de la Rochelle, de Bordeaux, de Paris. Les foires d'Angers, réputées déjà au Moyen âge, puis ruinées, à deux reprises, par la Guerre de Cent ans et les guerres de religion du XVI^e siècle, furent restaurées en décembre 1646. Les foires de la Fête-Dieu ou du Sacre et de la Saint-Martin durent chacune huit jours ; on y vend à la fois du bétail et des marchandises ; elles restent florissantes pendant tout le XVIII^e siècle, même pendant la Révolution, comme le montrent les *Affiches de Maine-et-Loire* du 6 novembre 1793 ; et on les mentionne souvent encore pendant le premier

(12) SAVARY DES BRULONS, *op. cit.*, t. I, col. 660. Les marchandises qui y sont échangées et vendues sont exemptes de la moitié des droits de sortie.

(13) *Ibid.*, t. I, col. 660-662. Cf. L. VIGNOLS et H. SÉE : « La correspondance d'un marchand de sardines de Concarneau, 1722-1730 (*Mémoires et Documents* de HAYEM, 10^e série). »

(14) Cf. RENÉ MUSSET : *L'élevage du cheval en France au XVIII^e siècle*. 1917, pp. 83-86, 220 et suiv.) ; — J. LECŒUR : *Esquisses du Bocage normand*, t. I ; — NICOLLE : *Histoire de Vire pendant la Révolution*, introduction.

Tous nos remerciements à M. R. Musset, à qui nous devons ces précieux renseignements.

Empire dans la correspondance commerciale de négociants de Laval. On y voit figurer des bijoutiers, des couteliers, des bonnetiers d'Orléans, des négociants en toile du bas Maine, des marchands de fil ; il y vient des marchands non seulement du Maine, mais de la Normandie, du Poitou, de l'Auvergne, de Chartres, etc., etc. (15).

II

Les foires de Guibray et de Caen sont plus importantes encore que les foires d'Angers (16).

La foire de Guibray (17) tenait « en France le premier rang après celle de Beaucaire », dit Savary des Brulons (18). Elle avait lieu dans la seconde quinzaine d'août. On y venait de toutes les parties de la France et même de l'étranger. On y vendait, tout à la fois, du bétail, parfois plus de quatre mille chevaux (18 *bis*), et toute espèce de marchandises (joaillerie et orfèvrerie de Paris, épiceries, drogueries, étoffes de laines, de soie, cotonnades, toiles de lin et de chanvre). On y marque seize mille pièces d'étoffes de laine (18 *ter*). De 1765 à 1777, les marchandises apportées à cette foire sont évaluées à 8 ou 10 millions, et celles qui sont vendues, à 5 ou 7, tandis que, prétend-on, de 1715 à 1740, ces chiffres s'étaient élevés respectivement à 15-16 millions et 10-14. La raison, c'est que maintenant beaucoup de marchands tirent leurs assortiments des fabriques mêmes, que les marchands de Lyon ont cessé d'y envoyer leurs soieries et qu'il s'est établi des marchands épiciers dans les villes de la région (Falaise, Lisieux, Bernay, Alençon, le Mans, Mayenne, Laval) (19). Savary ajoute encore : « Outre les marchands et les commis nécessaires à la police de la foire, il s'y fait encore un grand concours de noblesse et de peuple des environs, attirés par les divertissements qui y continuent tout le temps qu'elle dure, ce

(15) A.-M. BOUCHARD : *Origine et importance des anciennes foires de l'Anjou*, Angers, 1886 ; Arch. mun. d'Angers, CC. 49.

Nos bien vifs remerciements à M. A. Le Moy pour les renseignements qu'il nous a fournis.

(16) Nous tenons à adresser nos plus vifs remerciements à M. Sauvage, archiviste du Calvados, pour les précieux renseignements qu'il nous a donnés.

(17) Elle tire son nom de la chapelle de Notre-Dame de la Guibray.

(18) *Op. cit.*, art. *Guibray*, t. III, col. 246. Cf. aussi des articles de D. BIRÉ (*Compte rendu du Congrès du Millénaire de la Normandie*, Rouen, 1912, t. II, pp. 310-324 et 549-562) ; *Guibray au temps de Louis XIII*, Caen, 1848 ; — TH. LIÉBARD : *Falaise. Etude historique et économique de la foire de Guibray*, 1904.

(18 *bis*) Ce chiffre, donné par Savary, semble excessif. En tout cas, à la fin de l'Ancien régime, il n'est plus que de quatre cents à cinq cents ; c'est que les marchands de Paris et de Rouen les achetaient directement chez les éleveurs avant la foire.

(18 *ter*) SAVARY DES BRULONS, t. V, col. 187. Sur la foire de Guibray, voy. aussi Arch. Nat., F¹² 1235.

(19) *Mémoires de Brunet, inspecteur général des manufactures de la généralité d'Alençon*, 1777 (Arch. Nat., F¹² 656).

qui ne contribue pas peu à la rendre plus belle et plus marchande. » Pendant tout le XVIII^e siècle, elle conservera son ancienne importance et elle sera encore prospère pendant la première moitié du XIX^e siècle.

Quant aux foires de Caen, les documents que nous avons pu recueillir sur elles prouvent qu'elles restent bien achalandées pendant tout le cours du XVIII^e siècle (20). On ne constate une baisse dans leur activité qu'aux époques de crise.

En dehors du bétail et des chevaux, dont il se fait un trafic considérable, on vend à Caen toutes sortes d'objets manufacturés, comme le prouvent les « états des marchandises vendues », dressés chaque année (21). Ce sont :

Les draperies de Basse-Normandie (de Caen, Saint-Lô, Cherbourg, Valognes, Condé, etc.) ;

Les dentelles ;

Les livres ;

La ganterie ;

La cordonnerie ;

La parfumerie ;

La faïencerie ;

Les draperies de Rouen, Sedan, Abbeville, etc. ;

Les peluches, parures, calmandes, camelots d'Amiens ;

Les laines et pinchinats de Tours ;

Les soieries de Lyon et de Tours ;

Les écarlates de Saint-Denis et les serges d'Aumale ;

Les rubans, modes, bas de soie et gants de Paris ;

Les draps et serges de Falaise et du Poitou ;

Les tanneries ;

Les épingles de Laigle et de Rugles ;

Les étamines et raz de castor de Reims ;

L'ivoire, l'ébène et l'écaille de Dieppe ;

Les étamines de Nogent-le-Rotrou ;

Les bas et mouchoirs, vendus par les Suisses ;

Les étoffes de soie, d'or et d'argent, vendues par les Juifs ;

Les fils de Bretagne ;

Les étoffes du Languedoc ;

Les siamoises, vendues par les marchands de Rouen ;

Les toiles, batistes, linons, vendus par les marchands de Laval ;

Les toiles d'Alençon, d'Argentan, de Séez, de Mamers ;

Les fils de chanvre, lin et coton ;

Les toiles de coton broché de Paris ;

(20) Rappelons que la foire de Caen avait été créée par Henri IV en 1594. Au XVII^e siècle, elle a pris une grande importance ; voy. L. DUVAL, *Etat de la généralité d'Alençon à l'époque de Louis XIV*, Alençon, 1890.

(21) Arch. du Calvados, C 1363. — Nous nous sommes servi de l'Etat de 1779.

Les toiles teintes et indiennes de Rouen et de Bolbec (22).

Les « états annuels des marchandises » vendues aux foires, et aussi les observations des inspecteurs des manufactures, nous permettent de saisir sur le vif l'activité de ces foires pendant le dernier siècle de l'Ancien régime.

Pendant la guerre de la Succession d'Espagne, les foires de Caen connurent une profonde dépression. C'est ainsi qu'en 1707, les marchandises exposées représentent une valeur de 1.385.000 livres, et les marchandises vendues, seulement 740.125 livres. En 1708, la situation n'est pas meilleure. A partir de 1710, on constate un petit relèvement ; ainsi, en 1712, nous trouvons les chiffres respectifs de 2.308.930 livres et de 1.460.635 livres. Voici, en 1714, un nouveau progrès (2.750.000 et 1.985.807 livres). Mais, pendant les premières années du règne de Louis XV, la crise persiste, et c'est seulement en 1722 que la valeur des marchandises exposées s'élève à 3.249.000 livres et celle des marchandises vendues à 2.403.000 livres (23).

Consultons les observations de l'inspecteur des manufactures ; nous constatons les mêmes faits (24).

En 1714, l'inspecteur montre que les draperies du pays se sont, en général, bien vendues, bien que, l'hiver précédent, « les marchands du dehors en aient beaucoup acheté » (25). Mais les autres marchandises n'ont eu qu'un débit fort médiocre et les prix sont fort élevés. Les espèces sont si rares, que les paiements ont été très difficiles ; la noblesse ne s'est pas acquittée vis-à-vis des détaillants, de sorte que les marchands n'ont pu payer que le tiers ou le quart de leurs billets. Les marchands souhaitent ardemment la paix (26).

La crise persiste. En 1717, la foire a été encore plus mauvaise que les années précédentes : plus de la moitié des marchandises est restée invendue, et le reste n'a été débité qu'« à crédit et à perte » ; bien des marchands n'ont pu couvrir « leurs frais de voiture et de nourriture ». Il n'a pas circulé plus de 50.000 livres, au lieu du chiffre ordinaire d'un million. La plupart des marchands qui devaient des billets ne sont pas venus et les autres n'en ont acquitté qu'un sixième.

En 1728, voici encore une mauvaise année. Seuls, les grenades, les cuirs, les draps de Vire et les serges de Caen se sont vendus

(22) Remarquons que, pendant la première moitié du XVIII^e siècle, les catégories de marchandises mises en vente sont moins nombreuses ; voy. les « états de marchandises » (Arch. du Calvados, C 1361).

(23) Arch. du Calvados, C 1361. Voy. ci-dessous l'Appendice.

(24) Arch. du Calvados, C. 1361.

(25) Et cependant, depuis dix ans, « la quantité des manufactures diminue annuellement, car beaucoup de maîtres sont ruinés et le nombre des ouvriers, dont beaucoup se sont engagés, a bien diminué ».

(26) Les objets manufacturés sont bien meilleurs, à cause de la bonne qualité des laines et du peu de débit, qui fait que les ouvriers soignent mieux leur travail.

un bon prix. Il y a eu disette d'argent, et on a dû accepter des billets à long terme. En 1729, à cause du peu d'intervalle entre la foire de Caen et celle de Guibray, on a apporté encore moins de marchandises qu'en 1728, et les ventes ont été mauvaises, exception faite pour les cuirs et les draps du pays.

Mais, à partir de 1740, l'inspecteur Bocquet du Hautboscq constate la prospérité des foires de Caen. En 1741, les ventes ont été excellentes ; seules, les soieries ont eu peu de débit (27). Il est vrai qu'en 1742, il y a un très fort fléchissement, que l'on attribue aux dépenses de l'Etat, à la cherté, au fait qu'il est venu peu de marchands bretons ; seule, la vente des cuirs a été assez bonne ; les toiles aussi n'ont subi qu'une faible diminution ; puis, les préparatifs de guerre ont assuré un bon trafic sur les chevaux (28).

Mais, en 1743, malgré les craintes de guerre, les ventes ont été très satisfaisantes : le trafic sur les draperies, les toiles, les cuirs a été avantageux. On se plaint seulement de la rareté de l'argent, sans d'ailleurs qu'il y ait eu de difficultés pour les paiements. On n'a compté que deux faillites de 25.000 à 30.000 livres. En 1744, la guerre a éclaté ; le nombre des ouvriers, pris par la milice, a diminué ; le prix des étoffes s'est accru ; il est venu peu de Bretons. Cependant, les toiles et toileries, les cuirs, se sont très bien vendus ; sur la draperie, on ne constate qu'une petite diminution. Et il n'y a eu aucun protêt. On a été moins satisfait de la foire de 1745 ; cependant les toiles, les cuirs, les draps se sont assez bien vendus. En 1744, la vente des chevaux avait été excellente ; au contraire, à cette foire-ci, elle a été faible. Mais, en somme, le produit total n'a guère été moindre qu'en 1744. « Le succès des armements de Saint-Malo a procuré plus de consommations pour la Bretagne. » On n'a constaté qu'une seule banqueroute, malgré la rareté de l'argent. En 1746, malgré la continuation de la guerre et une légère diminution sur les ventes, les transactions ont été satisfaisantes. La foire de 1747 a surpassé toutes les espérances ; les ventes en gros ont été bonnes sur toute la ligne ; les ventes au détail, favorisées par le beau temps, n'ont pas moins bien réussi (29).

La foire de 1752 a été médiocre, à cause des intempéries de

(27) Les circonstances ont favorisé la foire : 1° l'intervalle plus long, cette année, entre la foire de Caen et celle de Guibray ; 2° le bon espoir que donne la récolte ; 3° la cherté des vivres, qui a rendu la foire plus rapide. — La foire de Guibray se tenait pendant la seconde quinzaine d'août ; la foire de Caen, qui avait lieu à la Quasimodo, était plus ou moins éloignée de celle de Guibray suivant la date de Pâques.

(28) Seuls les épiciers de la ville ont exposé des marchandises ; « on achète moins l'épicerie dans les foires, parce qu'on voit qu'il n'y a rien à gagner ».

(29) Seules, les soieries se sont moins bien vendues, par suite des deuils de cour. Les Bretons, délivrés de la crainte d'une descente des Anglais, sont venus nombreux.

1751 ; cependant, elle a été moins mauvaise qu'on ne le craignait. Celle de 1753 marque un progrès sensible, malgré la date rapprochée de la foire de Guibray et les nombreuses banqueroutes qui se sont produites sur plusieurs places de commerce ; il y a amélioration dans toutes les catégories de marchandises, à l'exception des bas au métier et de la bonneterie. La vente des chevaux elle-même a été meilleure qu'en 1752. En 1754, la foire a été fort bonne, surtout pour les étoffes, et, en particulier, pour les toiles. En 1755, il est vrai, il y a une diminution assez marquée, excepté en ce qui concerne les toiles ; et cependant, remarque l'inspecteur, « les foires sont plus remplies que jamais » ; « depuis la dernière foire, on compte trente établissements nouveaux ».

Même pendant la guerre de Sept ans, les foires de Caen restent actives. L'année 1757 a été très bonne. En 1758, il y a quelque diminution ; cependant, la vente des toiles a été très bonne, celle des draperies, des cuirs, des soieries (30) s'est soutenue. La foire de 1759 a été bonne dans toutes les branches du trafic, notamment en ce qui concerne les toiles et la draperie (31). En 1760, l'année est satisfaisante pour la foire de Caen, comme pour les foires bretonnes. Et l'inspecteur constate, dans ses *Observations*, que le commerce des foires régionales ne suit pas les fluctuations du commerce général ; elles maintiennent leur chiffre d'affaires, malgré la guerre. La raison n'est-elle pas que leur prospérité dépend surtout de l'état de l'agriculture, car elles sont agricoles autant que commerciales, et ce sont surtout les gens des campagnes qui constituent le contingent principal des consommateurs ? Et, parmi les industries qui alimentent les foires de Caen et de Guibray, on compte en première ligne les industries textiles (draps et surtout toiles), qui sont surtout des industries rurales et domestiques (32). Les « états des toiles vendues » le montrent bien : les toiles de Bretagne, de Basse-Normandie, de Laval, constituent quelques-uns des articles les plus importants. Pendant la guerre de la Succession d'Espagne, la valeur des toiles exposées ne dépasse guère 125.000 livres, mais déjà, en 1721, on y expose pour 370.000 livres de toiles et on en vend pour 316.000 (33). Il ne semble même pas que la concurrence des indiennes, dont la fabrication devient libre en 1759 (34), ait nui beaucoup au commerce des toiles ; l'inspecteur des manufactures remarque en 1760 :

Il s'est glissé, parmi ces indiennes écloses précipitamment, tant de

(30) Le prix des soieries a diminué de 20 sols par aune pour les fortes étoffes, de 10 sols pour les étoffes légères. L'inspecteur constate les progrès de la culture des mûriers, même en Basse-Normandie.

(31) Il y a eu beaucoup de protêts, mais pas de faillite.

(32) Voy. R. MUSSET : *Le Bas-Maine*, Paris, 1917. — Pour la draperie de Vire, cf. PAUL NICOLLE : *Histoire de Vire pendant la Révolution*, introduction.

(33) Arch. du Calvados, C 1316, et l'Appendice.

(34) E. DEPITRE : *Les toiles peintes en France, aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1912.

mauvaises qualités et de mauvais goûts, qu'il est à présumer que les Français, inconstants par eux-mêmes et d'ailleurs si féconds en plusieurs branches d'industrie, s'en détacheront pendant le cours de quelques années.

Prédiction qui, d'ailleurs, ne devait nullement se réaliser.

III

En 1761, la guerre de Sept ans n'est pas encore terminée. Cependant, l'inspecteur Bocquet du Hautbosq note que la foire a été bonne. Une grande quantité de marchandises y a été apportée et la vente a dépassé « les espérances ». C'est que les Espagnols ont fait des achats dans plusieurs grandes villes, et qu'il y a eu une grande exportation ; l'espérance d'une paix prochaine a produit aussi son effet. Les chevaux, il est vrai, ont été rares et de peu de valeur, par suite des remotes ; la vente des soieries a été moins bonne qu'à l'ordinaire ; le trafic des bas et de la bonneterie a été médiocre. Mais les draperies et les toiles se sont bien vendues (35) ; les cuirs, également ; la vente de l'épicerie a été considérable malgré les prix élevés ; les « expéditions sur la Bretagne » ont un peu augmenté. Le trafic au détail a été bon aussi.

En 1762, l'inspecteur constate les mêmes faits, bien que les expéditions vers la Bretagne aient diminué d'un sixième. Malgré la rareté de l'argent, on n'a pas constaté de faillite, et il y a eu très peu de protêts, « car on a prolongé les termes, à cause de la proximité de la foire de Guibray ».

En 1763, la paix a été signée. Aussi le mémoire de l'inspecteur des manufactures, Morel, note-t-il une grande amélioration du trafic (36) :

La liberté de la navigation, de retour par la paix, paraît avoir excité l'émulation et l'industrie des fabricants et redonné au commerce une partie de cette activité qu'on a remarquée en lui dans des temps plus heureux ; et, malgré les entorses qu'il a souffertes d'un grand nombre de faillites faites récemment dans cette province, qui donnent un soupçon de la bonne foi de ses négociants, cette foire a été plus marchande qu'elle ne l'avait été depuis quelques années.

On a d'abord craint que l'abondance des marchandises apportées ne provoquât une vente désavantageuse. Il n'en a rien été. Près des cinq sixièmes des marchandises ont été vendues à un prix très avantageux. Et l'inspecteur ajoute :

Les expéditions pour la Bretagne ont été considérables, par les enlè-

(35) Celles qui ont été le moins recherchées, ce sont les draperies de la généralité de Caen.

(36) Arch. du Calvados, C 2989.

vements faits par les marchands de cette province, ceux du Poitou et de l'Aunis pour pourvoir nos colonies, surtout en toiles peintes ou indiennes de France, qui ont été vendues en totalité, quoique leur valeur ait été de plus d'un demi-million de livres. Aussi le grand débit qui s'en fait, tout préjudiciable qu'il soit à nos fabriques, a-t-il provoqué nombre d'ouvriers à Caen et autres lieux de basse Normandie à faire quantité de toiles blanches et unies, destinées au même usage.

En 1764, on constate de nouveaux progrès (37) : le chiffre total des transactions commerciales a augmenté de 1.172.850 livres, c'est-à-dire d'un sixième ; les achats pour la Bretagne et autres pays exportant dans les colonies ont augmenté dans la même proportion, et l'on a bien vendu également le bétail et les chevaux (38). En 1765 (39), nouvelle augmentation de trafic, estimée à 88.100 livres. L'inspecteur Morel en donne la raison :

La foire prochaine de Guibray, se trouvant quinze jours plus éloignée de celle de Caen que l'année précédente, est une des causes qui ont favorisé la vente, parce que l'échéance des billets a été prolongée d'autant, motif déterminant pour l'acheteur.

Les billets de change, en effet, s'acquittaient de foire en foire.

L'augmentation a été surtout sensible sur les toiles du Bocage, malgré l'élévation des prix. Par contre, les marchands de Paris, du Forez et de Liège ont vendu 3.000 livres de moins d'armes à feu, parce que les paysans ont fait l'acquisition de quantité de vieux fusils des milices garde-côtes, que le Roi a fait vendre. « Les billets ont été acquittés avec beaucoup plus d'exactitude que la rareté de l'argent ne l'avait fait espérer » ; il y a eu peu de protêts. En 1765 (40), l'accroissement du trafic s'est élevé à 142.000 livres, sans doute, dit Morel, parce que « la foire de Guibray a été encore éloignée de huit jours sur 1765 ». Si on a constaté une diminution sur les serges et frocs de Caen, sur les soieries et les galons d'argent, il y a eu augmentation sur les crêpes et gazes (41). La vente de nombre d'articles s'est accrue d'un seizième.

En 1767 (42), l'augmentation des ventes est encore plus sensible, bien qu'il y ait eu diminution de leur produit sur les dentelles de fil et de soie (5.000 livres), sur les épiceries (10.000),

(37) Cependant, il faut faire exception pour les draperies de Vire, Saint-Lô et Cherbourg : la foire de Guibray étant assez proche, on a remis les achats à celle-ci, car ces draperies ne servent qu'en hiver, et « les billets auraient eu trop peu de temps à courir de la foire de Caen à celle de Guibray. Ce qui a nui aussi à cette vente, ce sont les préférences des Génovéfains, Prémontrés et Jacobins pour les raz de castor, ainsi que l'expulsion des Jésuites, qui « s'habillaient avec les frostes de Saint-Lô ».

(38) Arch. du Calvados, C 2.989.

(39) *Ibid.*, C 2.989.

(40) *Ibid.*, C 2.989.

(41) A cause du deuil de la Cour.

(42) Arch. du Calvados, C 2.989.

les armes à feu (16.000) (43), les toiles de coton broché (230.000), les indiennes (80.000). Mais on a vendu pour 80.000 livres en plus de chevaux, et les ventes au détail, à cause du beau temps, ont été abondantes. « Les protêts, ajoute Morel, ont été rares, bien qu'on ait peu d'argent comptant ; la plus grande partie du commerce s'est faite, en effet, en papier payable en foire de Guibray et même à des échéances plus éloignées. »

Mais, en 1768 (44), commence une période de mauvaises années qui se prolongera pendant environ dix ans. Cette année même, on constate une énorme diminution, de 2.253.000 livres. L'inspecteur Morel l'attribue à la cherté des vivres. Beaucoup de marchands étrangers ne sont pas venus, car ils ont pensé que les détaillants n'achèteraient rien ; et, en fait, chacun songe surtout à pourvoir à sa nourriture. Sur la plupart des articles, on constate une diminution d'un quart, d'un tiers, quelquefois de moitié (45). Il y a eu cependant peu de protêts, car « les marchands ont mieux aimé s'entendre pour prolonger les termes des paiements ».

La foire de 1769 (46) a été encore moins bonne que celle de l'année précédente ; il y a eu diminution de 129.000 livres, et l'inspecteur attribue toujours cette faiblesse du trafic à la cherté des vivres. Les plus fortes diminutions ont porté sur les draperies de Beauvais, Amiens, Paris et Reims. Il y a eu, au contraire, quelque augmentation sur les soieries, galons et dentelles, à cause de la fin des deuils de la Cour ; une augmentation d'un dixième sur les approvisionnements des marchands exportateurs de Bretagne. Les ventes des chevaux et du bétail s'est accrue de 13.000 livres, malgré leur rareté, par suite de leurs prix exorbitants. Par contre, « les indiennes, les toiles de Rouen et généralement tous les ouvrages de coton se sont vendus en plus grande quantité, mais à plus bas prix, à cause de la diminution de celui du coton ». Les pluies fréquentes ont nui au commerce de détail. « Jamais on n'avait vu l'argent aussi rare, ni tant de protêts », mais, en général, on a renouvelé les billets, dont l'échéance a été fixée à la prochaine foire de Guibray.

Les « états des marchandises » (47) nous apprennent qu'il y eut encore une nouvelle diminution en 1770. Au contraire, en 1771 (48), malgré la cherté des vivres, l'inspecteur Morel constate

(43) « A cause de l'ordre [du Roi] de désarmer les bourgeois et gens des campagnes. »

(44) Arch. du Calvados, C 2.989.

(45) Par exemple, les draps de Basse-Normandie, les draps et soieries, les étamines, la bonneterie, la librairie, l'orfèvrerie, les peluches et pannes d'Amiens, les batistes, linons, mousselines, fils de chanvre, lin et coton, vendus par des marchands de Cholet.

(46) Arch. du Calvados, C 2.989.

(47) *Ibid.*, C 1.362.

(48) *Ibid.*, 2.989.

que, sur 1770, il y a eu une augmentation des ventes de 875.000 livres. Il est vrai qu'on constate une diminution sur les serges de Caen, « branche de commerce qui décline visiblement », et une diminution plus forte encore sur les dentelles, « dont la fabrication se ralentit tous les jours » (49). La vente des toiles a augmenté de valeur, malgré la diminution du nombre des pièces, par suite de la hausse des prix, et on constate le même fait, en ce qui concerne les chevaux et le bétail. La vente des indiennes, par contre, a été favorisée par leur prix modique. Les marchands de Bretagne ont acheté beaucoup plus, car, l'année précédente, ils n'avaient fait que peu d'approvisionnements. Le beau temps a favorisé la vente au détail (50).

Mais, dans les années qui suivent, on constate une diminution : en 1772, de 433.600 livres ; en 1773, de 143.900 ; en 1774, de 67.900 (51). Cependant, en 1773, l'inspecteur constate que la foire n'a pas été si mauvaise. Les marchands bretons ont été peu nombreux, mais ils « étaient chargés de commissions », et leurs achats ont été plus forts qu'en 1772. Les marchands de Rouen, qui avaient apporté moins de marchandises, ont fait aussi moins d'affaires ; les Picards et les Rémois ont fait des affaires passables ; les marchands de Nogent-le-Rotrou, du Poitou, de Tours, ceux de la généralité de Caen, « ont assez bien vendu ». Les ventes des cuirs et des toiles ont été bonnes, bien que le prix de celles-ci ait un peu haussé. Le trafic au détail a été favorisé par le beau temps. Il y a eu un tiers de moins de protêts qu'en 1772, et « les négociants accordent des termes plus longs ».

Bien que la crise de cherté se soit un peu atténuée, elle subsiste encore en 1774 ; on se préoccupe surtout de se procurer des subsistances et « des choses d'absolue nécessité », comme les toiles, dont le débit a un peu augmenté. Cependant, « relativement à l'état actuel du commerce », l'inspecteur déclare que la foire a été assez bonne : on a effectué une vente assez rapide des cuirs et du bétail ; les achats des Bretons se sont accrus d'environ un sixième. L'argent a été moins rare que les années précédentes (52).

En 1775 et 1776, il y a encore diminution de la valeur des marchandises : en 1775, de 123.700 livres ; en 1776, de 202.500. En 1775 (53), on en attribue la cause à la rareté de l'argent, à la cherté des vivres, à la proximité de la foire de Guibray. Les

(49) Un atelier de trois cents ouvrières vient de fermer à Caen, ce qui a provoqué une véritable consternation, car « c'est la ressource de la plupart des femmes du peuple de la ville et de la campagne, pour les deux tiers des bourgeoises et quantité de pauvres personnes de condition ».

(50) L'argent a été rare, et il y a eu des protêts, mais les échéances ont été renvoyées à la foire de Guibray.

(51) Rapport de l'inspecteur des manufactures Godinot de Ferrière. (Arch. du Calvados, C 1.362.)

(52) *Ibid.*, C 2.989.

(53) Rapport de 1775 (*ibid.*, C 1.362).

articles nécessaires à la vie se sont bien vendus, comme les toiles, les cuirs (54), le fil et le coton, mais l'épicerie a diminué d'un quart ; les chevaux, moins nombreux, se sont bien vendus (55). En 1777 et en 1778, les « états de marchandises » marquent encore une diminution (55 *bis*).

Cependant, en 1779, voici que se produit de nouveau une augmentation de la valeur des marchandises vendues. La période de crise est passée. Et, dans les dernières années de l'Ancien régime, les foires de Caen apparaissent comme encore vraiment actives.

En 1785, le rapport de l'inspecteur des manufactures déclare que « la vente a été assez bonne ». Les marchands de Beauvais, Amiens, Reims, Rouen (56) ont beaucoup vendu. La soierie et la draperie se sont bien débitées, ainsi que les toiles peintes (57), dont le trafic a été plus considérable qu'à l'ordinaire. Les toiles de la généralité (58), dont les prix ont augmenté, et la tannerie ont été d'une bonne vente ; la totalité des pièces de cotonnade a été plus forte que l'année précédente d'un vingt-troisième. Par contre, sur la bonneterie, il y a eu diminution d'un tiers. Seule, la vente au détail a été mauvaise, malgré le beau temps, à cause de la sécheresse, qui ruine les gens de la campagne. L'argent a donc été rare, et il y a eu beaucoup de protêts (59).

L'année 1786 (60), a été beaucoup moins bonne que les précédentes, à cause de la sécheresse néfaste aux pâturages ; les achats de la Bretagne et de la Basse-Normandie, pays d'élevage, ont été bien moindres (61). En ce qui concerne la draperie, les toiles, les cotonnades, il s'en est vendu moitié moins (62). Le trafic de l'épicerie, de la bonneterie, du bétail, des chevaux a été très médiocre. Il y a eu, il est vrai, beaucoup de cuirs, mais moins qu'en 1785. Par contre, en 1787, la vente de toutes les catégories de marchandises a été excellente, malgré le haut prix des

(54) Le commerce des cuirs, cependant, a souffert « de la rigueur des employés pour cette partie, qui ont arrêté nombre de cuirs ».

(55) « Les difficultés pour les paiements ont été réglées à l'amiable. »

(55 *bis*) Arch. du Calvados, C 1.363.

(56) Cependant, la quantité de la toilerie de Rouen a été moindre d'un tiers, « à cause du grand nombre de *quinées* qui se fait à Rouen pour l'Amérique » ; les prix se sont élevés de 7 %.

(57) On a exposé surtout beaucoup de toiles peintes de l'étranger.

(58) On a moins vendu de toiles d'Alençon.

(59) L'inspecteur ajoute : « Dans ce moment, il y a dans cette province une grande quantité de velours et de bonneterie d'Angleterre, introduits frauduleusement, et dont les premiers circulent en grande partie par coupons ; c'est à la ferme générale à faire veiller particulièrement sur cet objet. »

(60) Arch. du Calvados, C 2.989.

(61) Les employés des fermes persécutent les petits marchands de la généralité de Caen ; ils cherchent à leur extorquer ainsi 50 ou 60 livres, quelquefois 100 sous ; il serait à désirer « que tout arrangement ou accommodement fût interdit aux employés des fermes ; on éviterait ainsi les abus ».

(62) Cependant les toiles d'Alençon et de Rouen, les toiles peintes de Reims et d'Amiens ont été d'une bonne vente.

objets. En 1788 (63), on constate un fléchissement général des ventes ; c'est que commence la crise si aiguë de la fin de l'Ancien régime (64).

IV

De tout ce qui précède, on peut conclure que le fléchissement des ventes aux foires de Caen, que l'on constate pendant certaines périodes, et surtout de 1769 à 1776, est dû à des périodes de crises, et principalement de crises agricoles. A considérer toute la seconde moitié du XVIII^e siècle, on peut observer une certaine diminution du trafic, mais moins considérable que l'on pourrait le penser. En 1762, qui a été une bonne année, les marchandises exposées représentent une valeur de 6.667.500 livres ; les marchandises vendues, de 5.542.000 livres. En 1779, les marchandises exposées s'élèvent encore à la somme de 5.829.000 livres et les marchandises vendues, à celle de 4.372.000 (65). Et il y aura des années bien meilleures, notamment 1785 et 1787 (66).

Une autre preuve encore, indirecte, il est vrai, qu'il n'y a pas eu décadence de la foire de Caen, c'est que l'espace qui lui était réservé a été agrandi en 1781, après de longues démarches de la municipalité et de l'inspecteur des manufactures, qui déjà, en 1764, avait sollicité cette mesure (67). En 1779, la municipalité de Caen revient à la charge, demande que, pour la vente des cuirs, on ajoute le Cours-la-Reine à l'enclos de la foire. Le rapport des maire et échevins, du 6 décembre de 1779, montre que l'étendue du champ de foire est devenue insuffisante (68) :

La place occupée jusqu'à présent par les marchands de cuirs serait abandonnée aux marchands colporteurs, qui viennent de différents endroits du royaume pour y vendre leurs marchandises, et qui souvent sont obligés de s'en retourner en plus grande partie, faute de se procurer aucun emplacement.

(63) Arch. du Calvados, C 2989.

(64) Le traité de commerce de 1786, avec l'Angleterre, a exercé aussi une mauvaise influence. Cependant, dit l'inspecteur, « la chambre de commerce de Rouen a déclaré à tort que le traité avec l'Angleterre avait ruiné la fabrique des gazes de Caen ; c'est faux, car celle-ci est toute récente ».

(65) Arch. du Calvados, C 1.362, et l'Appendice.

(66) L'affluence des personnes qui fréquentent la foire de Caen nous est attestée encore par les dépenses de nourriture, que l'on estime à des sommes assez considérables. Ainsi, dans l'*Etat des marchandises de 1715*, où les marchandises exposées sont évaluées à 2.438.850 livres, on lit les articles suivants :

« Pour dépense de bouche, y compris la nourriture des chevaux, comme de pain, chair, vin, cidre, pour foin et avoine, pendant les huit plus forts jours, à 7.000 livres par jour..... 56.000 l.

« Et pour autres dépenses des quatre premiers jours devant l'ouverture de la foire, y compris les quatre derniers jours depuis la foire, à 5.000 livres par jour..... 40.000 l. »

(67) Requête du 26 avril 1764 (Arch. du Calvados, C 2989).

(68) *Ibid.*, C 2.988.

L'arrêt du Conseil du 26 juin 1781 accorde le Cours-la-Reine pour la vente des cuirs (69) :

L'emplacement des cuirs, déclare-t-il, est devenu trop petit pour le contenir. La quantité en a augmenté au point que, quoique les piles soient chacune de trente cuirs et très serrées, tous les marchands ne peuvent étaler l'intégrité de leurs marchandises.

Toutefois, il est certain que le commerce permanent se développe beaucoup au XVIII^e siècle. C'est ce que remarque dès 1755 l'inspecteur des manufactures Bocquet du Hautbosq (70). « Les négociants, dit-il, prennent l'habitude tout à fait raisonnable de se fournir, pendant l'hiver, aux sources mêmes, c'est-à-dire dans les manufactures, ce qui entraîne la diminution du commerce des foires. » Dans ses *Observations de 1758*, il fait la même remarque ; les particuliers, de leur côté, préfèrent acheter en toute saison aux marchands sédentaires ; seuls, les marchands des petites villes, de plus en plus nombreux, restent les fidèles clients des foires ; celles-ci sont donc toujours aussi peuplées, mais ne font pas plus d'affaires (71).

Quinze ans plus tard, l'un de ses successeurs constate les mêmes faits, mais est mu davantage par des raisons doctrinales. En 1774, Godinot de Ferrières écrit :

Les motifs qui donneront toujours lieu à l'affaiblissement du commerce des foires sont fondés sur la facilité que les marchands ont éprouvée de commercer plus directement avec les manufactures depuis la confection des grands chemins ; les frais considérables, d'ailleurs, qu'occasionnent le déplacement des marchands, l'importation des marchandises d'une province dans une autre, influent nécessairement sur la valeur de ces mêmes marchandises : autant d'obstacles au progrès des foires (72).

Un économiste physiocrate, Turgot lui-même s'exprimerait de même sorte. D'ailleurs, l'année précédente, l'inspecteur a donné des arguments plus précis encore en faveur de sa thèse (73) :

Les marchandises qu'on expose aux foires, que sont-elles ? Ce sont, en général, le rebut et le reste des magasins, dont on dupe souvent le consommateur, en général peu connaisseur, qui ne s'aperçoit qu'il a été trompé que lorsqu'il est de retour chez lui. Comment se fait la vente de ces marchandises ? Dans des loges où il règne dans la plupart la plus grande obscurité, qui est d'autant plus favorable au vendeur qu'on n'aperçoit que très difficilement le vice d'une étoffe ou d'une marchan-

(69) Arch. du Calvados, C. 2.988.

(70) *Ibid.*, C 1.361.

(71) « Les manufactures, conclut-il, fournissent moins aux foires, parce qu'elles n'envoient que le reste de leur consommation de l'hiver. »

(72) Rapport du 7 juillet 1774. (Arch. du Calvados, C 2.989.)

(73) Rapport de 1773. (*Ibid.*, C 1.362.)

dise quelconque (74). Aussi commence-t-on à revenir sur le compte des foires, qu'on verra se réduire à la seule vente des bestiaux.

S'il n'y avait, dans les foires, que des ventes au détail, l'observation de l'inspecteur pourrait être justifiée, dans une certaine mesure ; mais beaucoup de transactions se font entre marchands ; seraient-ils assez naïfs et inexpérimentés pour se laisser ainsi duper ?

Cependant, si l'on considère l'énorme développement du commerce général au cours du XVIII^e siècle (le commerce extérieur semble avoir quadruplé) (75), il est certain que le trafic des foires, même actives, n'a pas subi un accroissement proportionné, loin de là. A ce point de vue, on pourrait dire qu'il y a eu une décadence relative des foires régionales.

En tout cas, les foires provoquent une grande circulation d'argent. Les règlements de comptes s'y opèrent toujours ; beaucoup de billets ou lettres de change s'y négocient, comme dans les grandes foires du Moyen âge, car, dans bien des cas, les marchandises vendues à Caen viennent à échéance à la foire de Guibray, qui se tient quelques mois plus tard. Les inspecteurs des manufactures, dans leurs Observations, notent toujours la façon dont se sont accomplis les règlements de compte. « L'argent est rare », tel est le refrain qui revient presque chaque année, et, pendant les époques de crise, la rareté des espèces devient extrême.

V

Les marchands de Caen supportent avec quelque impatience la concurrence que leur font les marchands forains, et ne craignent pas de leur manifester leur hostilité.

Ainsi s'explique la requête adressée, le 12 avril 1733, aux maire et échevins de Caen, « juges conservateurs des privilèges

(74) Sur l'installation matérielle des foires au XVIII^e siècle, Savary des Brulons (*op. cit.*, art. *Foires*, col. 649) donne des renseignements assez précis : « Plusieurs foires se tiennent en pleine campagne et sous des tentes et baraques, comme celles de Guibray et de Beaucaire. D'autres, dans des lieux fermés de murs où sont élevées des boutiques qui, tirées à la ligne et avec symétrie, forment des rues et des places, mais qui d'ailleurs sont toutes découvertes, ou seulement plantées de quelques arbres contre l'ardeur du soleil, comme est la foire de Saint-Laurent qui se tient à Paris en été. Enfin, il en est, comme celle de Saint-Germain, en la même ville, qui, se tenant en hiver, ont leurs boutiques rangées le long de plusieurs grandes allées qui se traversent les unes les autres, et qui sont garanties de l'injure du temps par de grands apprentis de charpente, couvertes de tuiles, qui s'étendent sur toute l'enceinte intérieure de la foire. Les boutiques où les marchands tiennent leurs marchandises et font leur négoce, particulièrement dans les deux grandes foires de Paris, dans celles de Caen et autres principales villes de France, se nomment des *loges*. On dit : « Ce marchand a deux loges à la foire de Saint-Germain », pour dire : « Il y tient deux boutiques. »

(75) Voy. H. SÉE : *L'évolution commerciale et industrielle de la France sous l'Ancien régime*, pp. 245 et suiv.

et franchises de la foire royale », par les communautés des drapiers et merciers. « Ils ont, disent ces derniers, droit de visiter les marchandises, comme serges, draps et autres étoffes, concernant leur profession, pour voir si elles ne sont pas défectueuses, à l'effet de quoi ils ont un bureau au champ de foire, et les marchands sont tenus de les porter ou faire leurs déclarations, pour être lesdites marchandises visitées et marquées, ce qui a été confirmé par une ordonnance de M. le Lieutenant général de police du 28 avril 1710. » Malgré ces règlements, les marchands étrangers qui apportent leurs marchandises en foire et en ville le font sans prévenir les gardes des communautés avant le déballement, et aussi souvent « restent dans des magasins hors de l'enclos de la foire » ; c'est un grand préjudice pour les « suppliants » et pour le public, à cause de « la défectuosité des marchandises qui se vendent ». Conformément à cette requête, le maire et les échevins, le 16 avril 1733, ordonnent que tous les marchands, avant le déballement, soient tenus de déclarer leurs marchandises au bureau des gardes, où elles seront ensuite visitées et marquées, à peine de confiscation et de 50 livres d'amende (76). Une autre ordonnance de la municipalité, du 3 avril 1751, défend « à tous les marchands externes (forains) d'exposer leurs marchandises ailleurs que dans l'enclos de ladite foire tant qu'il y aura des loges vacantes ».

Dans bien d'autres villes que Caen, on constate également une vive hostilité des marchands de la localité contre les forains. C'est ainsi qu'à Angers une ordonnance du 8 novembre 1647 interdisait aux gardes de la communauté des marchands de troubler les forains. Le Parlement de Paris, cédant aux instances des marchands et échevins d'Angers, avait, le 10 avril 1715, rendu un arrêt interdisant aux forains « de déballer et vendre leurs marchandises dans les auberges et maisons où ils logaient », arrêt qui, il est vrai, fut révoqué le 16 septembre 1717. Les persécutions, au cours du XVIII^e siècle, continuent contre les forains, et, en 1758, le Parlement enleva aux Juifs le droit d'étaler leurs marchandises dans la salle de la mairie (77).

Les marchands des villes redoutent, en effet, et de plus en plus, la concurrence des marchands juifs, qui, n'ayant pas le droit

(76) Arch. du Calvados, C 2.988. Cette ordonnance fut renouvelée le 25 avril 1754.

(77) Voy. A.-M. BOUCHARD, *op. cit.* — Le 17 avril 1760, la municipalité de Caen interdit à tous marchands de requérir « aucunes ventes volontaires ou forcées de marchandises dans l'enclos de la foire ». Ces ventes, déclare-t-elle, ne sont forcées qu'en apparence ; c'est un procédé pour attirer le public, séduit par le bon marché. Les revendeuses achètent dans ces ventes des marchandises de mauvaise qualité qu'elles revendent aux bourgeois ; les étrangers y font aussi des achats, et, pendant ce temps, les boutiques de la foire sont désertes. Des marchands de Rouen, Paris, Amiens, Tours, etc., s'en seraient plaints l'année précédente. (Arch. du Calvados, C 2.988.)

de tenir boutique, courent les foires (78). L'inspecteur des manufactures constate, dès 1743, « que la vente des marchands de Caen a souffert à cause des Juifs qui ont attiré tout le commerce des soieries » ; et il ajoute :

Ils sont venus pour la première fois avec une grande quantité d'étoffes de soie de toutes espèces et qualités, qu'ils ont établies à des prix dont la modicité a frappé le public, qui était prévenu en leur faveur à la foire de Guibray dernière. La nouveauté, la curiosité, la variété de leurs marchandises, le bon marché et la prévention, tout a été pour eux.

On a visité leurs marchandises au déballage, puis trois jours après ; elles étaient en règle. Mais, à côté de marchandises excellentes, n'en vendent-ils pas de défectueuses ? Au Conseil du roi, il appartient de juger leur cas : « il serait à craindre qu'ils ne fussent une occasion de mal faire pour un certain nombre de fabricants, qui ont accoutumé de leur fournir. » En 1744, les marchands juifs sont revenus, et ils ont vendu leurs soieries beaucoup moins cher que les marchands chrétiens de Tours et de Paris. En 1745, ceux-ci souffrent toujours beaucoup de leur concurrence.

L'abolition des communautés de métiers par la Révolution aurait dû alors, semble-t-il, favoriser les progrès des foires. En réalité, cette suppression leur a plutôt nui, car bien des marchands, comme les Juifs, qui ne pouvaient guère trafiquer que dans les foires, purent ouvrir boutique dans les villes ; ce fut un nouveau progrès pour le commerce *permanent* et sédentaire.

Cependant, quelque temps encore, semble-t-il, les foires régionales connurent une réelle activité commerciale ; même, pendant la période napoléonienne, les foires de Caen et surtout celles de Guibray continuèrent à jouer un rôle assez notable. Elles ne seront réduites à se borner au commerce des produits agricoles et surtout du bétail que lorsque, à partir de 1840 ou 1850, la transformation des voies de communication et des transports ouvrira une ère nouvelle dans l'histoire du commerce extérieur.

HENRI SÉE.

(78) Voy. H. SÉE : « Le commerce des Juifs en Bretagne au XVIII^e siècle » (*Revue des Etudes juives*, 1925). — Cf. W. SOMBART : *Les Juifs et la vie économique*, 1911, trad. fr., 1923.

APPENDICE

I. — ETATS DES MARCHANDISES EXPOSÉES ET VENDUES
AUX FOIRES DE CAEN (79)

ANNÉES	MARCHANDISES EXPOSÉES (valeur en livres)	MARCHANDISES VENDUES (valeur en livres)
1707	1.385.778	740.125
1708	1.331.871	775.000
1710	1.856.634	1.222.000
1711	1.944.120	1.179.654
1712	2.308.937	1.460.635
1713	2.333.289	1.621.956
1714	2.750.519	1.985.807
1715	2.438.850	1.458.332
1717	2.176.897	1.127.209
1722	3.249.743	2.403.039
1762	6.667.650	5.542.020
1764	7.840.500	6.438.000
1765	8.000.000	6.566.000
1766	8.140.000	6.708.000
1767	8.853.000	6.946.000
1768	5.984.000	4.693.000
1769	5.842.000	4.564.000
1771	6.863.000	5.276.000
1772	6.429.400	4.596.000
1773	6.285.000	4.624.000
1774	6.217.600	4.759.200
1775	6.094.000	4.580.000
1776	5.891.400	4.300.000
1777	5.767.800	4.237.000
1778	5.719.000	4.191.000
1779	5.829.000	4.372.000

ÉTAT DES TOILES EXPOSÉES ET VENDUES AUX FOIRES DE CAEN

ANNÉES	MARCHANDISES EXPOSÉES (valeur en livres)	MARCHANDISES VENDUES (valeur en livres)
1708	101.386	67.500 (80)
1710	129.659	98.240
1711	125.450	74.579 (81)
1712	182.263	140.245
1713	201.530	159.674
1715	109.252	54.962
1716	254.615	78.241
1721	370.908	316.000
1727	212.546	130.871

(79) Arch. du Calvados, C 1361 et 1362.

(80) Toiles de Laval : exposées, 5.200 ; vendues, 3.000. Toiles de Bretagne : exposées, 4.000 ; vendues, 3.000.

(81) Toiles de Laval : exposées, 5.850 ; vendues, 3.250. Toiles de Bretagne : exposées, 4.750 ; vendues, 1.600.

II. — CONFLIT ENTRE LA MUNICIPALITÉ DE CAEN
ET LES OFFICIERS DE POLICE
A PROPOS DES JEUX DE HASARD A LA FOIRE (82)

Le 14 avril 1736, deux marchands forains, Fr. Labbé, de Douai, et Jacques des Brosses, d'Yvetot, adressent aux maire et échevins de Caen, « juges et conservateurs des privilèges et franchises de la foire », une requête, déclarant qu'ils ont apporté des marchandises, qu'ils désireraient vendre « avec la livre et le dé », comme la municipalité les y a autorisés l'année précédente. Le maire et les échevins leur accordent cette permission, pour laquelle ils acquitteront un droit de 3 sous pour chaque séance.

Mais, dans une ordonnance du 13 mai 1737, le lieutenant de police interdit ces jeux de hasard, puis fait opérer par un commissaire une saisie sur ces deux forains. La municipalité réplique en faisant citer devant son tribunal le commissaire, le condamnant à la restitution des jeux saisis et à une amende envers les forains. Le lieutenant de police s'en plaint vivement dans son mémoire :

Le commissaire est cité avec ignominie devant le maire et les échevins, menacé de prison, condamné en une amende envers le Roi, à des intérêts envers le malfaiteur et à la restitution par corps du jeu saisi... La saisie a, d'ailleurs, eu lieu hors de l'enceinte de la foire.

En réponse à ce mémoire, le maire et les échevins de Caen rédigent un mémoire (16 décembre 1737), dans lequel ils déclarent que le procureur général du Parlement de Rouen, de passage à Caen, a permis oralement au maire de tolérer ces jeux de loterie, en raison des 3 sous qui doivent revenir aux pauvres de l'Hôtel-Dieu. Les officiers de police ont toléré parfois des jeux plus dangereux. Le maire et les échevins prétendent que la saisie ordonnée par le lieutenant de police sur les deux forains était répréhensible, et que leur juridiction s'étend sur les forains même hors de l'enceinte de la foire. Ils invoquent l'ordonnance d'Henri IV de 1594, qui les institue « juges et conservateurs des privilèges et franchises de la foire ».

Le Conseil du Roi, saisi de l'affaire, donne raison à la municipalité et maintient les maire et échevins dans le droit de juridiction, conformément à l'ordonnance de 1594.

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

VICTOR AUGAGNEUR. — *Erreurs et brutalités coloniales*. (Paris, Ed. Montaigne, 1927 ; in-12, 215 pp.)

Dans ce petit livre, M. Augagneur fait le récit des troubles et des répressions qui ensanglantèrent Madagascar de 1895 à 1905. Mais il en tire des constatations qui forment les principes d'une politique coloniale.

Les procédés de violence, expose-t-il, constituent non seulement un crime, mais une faute à l'égard des intérêts de la nation colonisatrice. Le but de la colonisation, ce ne peut être ni la rapine ni la contrainte imposée aux indigènes pour leur faire adopter des mœurs nouvelles, ni même l'enrichissement de la métropole. Il y a un devoir civilisateur qui consiste à introduire le respect et la garantie de la vie humaine et de la propriété là où ils n'existaient pas, et cela en usant d'autorité.

Mais l'accession des indigènes à la vie et au travail économiques ne doivent s'opérer que par la persuasion et par la communication aux indigènes de besoins nouveaux, qui les pousseront au travail. Cela obtenu, il conviendra de rémunérer leur travail avec équité si on veut qu'ils y persévèrent. Ensuite, on pourra exiger des impôts, qui seront aisément payés, étant très supportables. Notre politique coloniale a réussi chaque fois qu'elle a suivi cette orientation. Malheureusement, elle s'en écarte encore trop souvent, et il faut louer M. Augagneur d'avoir rappelé ces principes, à la fois utiles et justes, avec sa haute autorité.

ROGER PICARD.

*
**

ERNST BAASCH. — *Holländische Wirtschaftsgeschichte (Handbuch der Wirtschaftsgeschichte)*, publié par le professeur Georg Brodnitz. (1 vol. in-8 de 632 pp., Iéna, Fischer, 1927.)

M. Baasch a donné à l'important *Manuel de l'Histoire économique* que publie M. Brodnitz une étude d'ensemble de l'histoire économique néerlandaise depuis la fondation des Pays-Bas unis par l'Union d'Utrecht jusqu'à nos jours. L'auteur s'est attaché à mettre en relief les traits caractéristiques de l'économie nationale néerlandaise à partir du moment où elle s'est constituée comme une unité autonome. Il a consacré des chapitres particulièrement intéressants au développement de la politique commerciale, notamment au passage au libre-échange et aux vicissitudes de l'économie et de la politique coloniales.

EDMOND LASKINE.

**

A. BERNARD. — *Pour devenir léniniste. Textes choisis*. Tome I : *Le Capitalisme*. 1 vol. in-16 de 117 pp. (Paris, Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité.)

C'est la première partie d'un recueil de « morceaux choisis pour l'éducation communiste élémentaire », spécialement destinés à l'usage des écoles et des cours organisés dans le Parti. Les extraits sont empruntés aux œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Plekhanof, de Lafargue, Guesde, Rosa Luxembourg, Boukharine, Zinovief, et de vulgarisateurs russes du marxisme, tels que Stakow, Zorine, Adoratsky.

Les théoriciens marxistes les plus incontestés et les plus originaux n'ont rien fourni à ce recueil lorsqu'ils n'ont pas adhéré au bolchevisme ; ainsi Hilferding, dont le *Finanzkapital* jette pourtant d'autres lumières sur le mécanisme de l'économie capitaliste que les brochures de Zorine.

E. L.

**

D^r WILHELM BICKEL. — *Die ökonomische Begründung der Freihandelspolitik. Eine dogmenhistorische Untersuchung*. (1 vol. in-8° de 200 pp. de la collection *Zürcher Volkswirtschaftliche Forschungen*, publiée par le professeur Saitzew, Zurich, Girsberger, 1926.)

L'auteur s'est proposé de retracer l'histoire de la théorie économique du libre-échange ; il lui est apparu, très justement, qu'elle avait revêtu, selon les temps et les pays, des formes très diverses ; il y a d'autant plus de mérite, qu'il ne cache point ses sympathies personnelles pour le libre-échange.

Il étudie successivement, après une courte introduction sur le mercantilisme et les premières manifestations de tendances libre-échangistes au xvii^e siècle, le libre-échangisme français du xviii^e, les œuvres de North, de Barbon, de Decher, de Vanderlint et de Hume ; puis l'expression classique de la doctrine dans l'œuvre d'Adam Smith ; David Ricardo et la propagande de l'*Anti-Corn-Law-League* ; l'œuvre de J.-E. Mill ; les écoles libre-échangistes de France et d'Allemagne, et le développement de l'orthodoxie libre-échangiste depuis Stuart Mill ; enfin la doctrine libre-échangiste depuis la grande guerre. Les positions principales des principaux théoriciens sont brièvement et clairement définies et, le cas échéant, chaleureusement défendues.

Pour finir, M. Bickel recherche les causes pour lesquelles la science économique — notamment dans les Universités allemandes — s'est détournée, vers 1880, du libre-échangisme. Il les voit moins dans les problèmes posés par la grande crise agricole des pays européens, que dans l'abandon du libéralisme en général par l'école historique et le socialisme de la chaire. Mais il estime que les recherches et les théories de Dietzel sur la relation entre les droits protecteurs et la répartition du revenu national doivent rendre la politique de réforme sociale largement solidaire du libre-échange.

L'ouvrage de M. Bickel, solidement documenté et vigoureusement

écrit, représente, dans ses dernières pages, un effort intéressant pour rajeunir et renouveler les positions traditionnelles du libre-échange.

E. L.

**

G.-H. BOUSQUET. — *Essai sur l'évolution de la pensée économique*. (Paris, Giard, 1927. In-8°, xv-314 pages.)

Notre collaborateur, M. G.-H. Bousquet, s'est proposé, dans l'important ouvrage qu'il vient de publier, d'examiner les doctrines économiques sous leur aspect subjectif et de les classer en fonction du caractère plus ou moins scientifique qu'elles présentent. Sans chercher à décider si les doctrines qu'il expose sont objectivement exactes, il essaie de se rendre compte des sentiments qui ont poussé leurs auteurs à les formuler, de la façon dont ils en concevaient eux-mêmes l'objet.

Suivant l'évolution des doctrines, l'auteur nous montre l'économie politique naissant sous l'action des tendances psychologiques les plus diverses et généralement les moins scientifiques possible, certains auteurs visant aux préceptes pratiques, d'autres étant inspirés par une foi mystique, d'autres encore élaborant des synthèses sans avoir observé les faits ou cherchant à justifier tel ordre de choses établi ou telles revendications d'ordre sentimental.

Peu à peu, les faits économiques sont devenus objet d'études désintéressées et orientées vers la recherche de l'explication scientifique ; on a ainsi abouti au système mathématique de l'équilibre, dans lequel M. Bousquet voit le couronnement de la théorie économique moderne. Les économistes, grâce à un continuel effort sur eux-mêmes, ont acquis la mentalité scientifique et ils cherchent, comme les autres savants, à procéder à l'observation coordonnée des faits et à créer dans les esprits le sentiment de rationalité. La science n'est pas autre chose, selon l'auteur, que l'effort pour créer un pareil sentiment ; son objectivité, la concordance de ses explications avec le réel, sont invérifiables.

L'ouvrage de M. G.-H. Bousquet se lit avec le plus vif intérêt. Il témoigne de lectures très vastes et de facultés critiques pleines d'entrain. A voir l'allégresse avec laquelle l'auteur « exécute » tant de ses devanciers et non des moindres, on se prend à penser qu'au lieu de placer, comme il le fait, son ouvrage sous le symbole du *Tristan*, de Wagner, il eût mieux choisi en évoquant le *Crépuscule des Dieux*.

R. P.

**

E. CARCASSONNE. — *Montesquieu et le problème de la Constitution française au XVIII^e siècle*. Paris, Presses Universitaires, 1927, in-8°, xvi-736 pp.

C'est un véritable monument que M. Carcassonne vient d'élever à la gloire de Montesquieu et c'est plus encore, car, pour préciser la pensée politique de son auteur et pour en suivre l'influence sur l'esprit public du XVIII^e siècle, M. Carcassonne a été conduit à écrire une histoire complète des doctrines du droit public à la veille de la Révolution.

On se représente trop volontiers Montesquieu et son époque comme partisans du seul raisonnement abstrait et comme entichés d'anglo-manie politique. Il faut décidément réformer cette opinion. La Constitution anglaise, si elle eut parmi nos ancêtres ses fanatiques, ne resta cependant point à l'abri des critiques et ne fut pas le seul élément d'étude ou de comparaison examiné par les réformateurs publics. D'autre part, on observe au cours du XVIII^e siècle, une tendance constante, de la part des historiens, des juristes, des « publicistes », à rechercher les règles traditionnelles de la Constitution française, les lois fondamentales de la monarchie et à les interpréter ou à les corriger en fonction des nécessités de la vie sociale qui les entourait.

De Boulainvilliers à Montesquieu et de celui-ci à Mably, le courant est ininterrompu de la réflexion critique qui décrit, juge et vise à réformer les institutions et les usages politiques et qui édifie peu à peu une théorie de la monarchie tempérée où le sujet, insensiblement, se transforme en citoyen. C'est la formation de ce système que suit M. Carcassonne, à travers les mille nuances opposées ou complémentaires des doctrines, en dépouillant une immense littérature faite d'autant de gros ouvrages que de menus libelles, en étendant son enquête bien au delà des témoignages abstraits de la philosophie de cabinet et en la faisant porter sur les manifestes de partis, les polémiques, les correspondances, les mémoires, les remontrances des corps et des ordres.

On imagine quel labeur suppose la réalisation d'un plan de cette espèce. M. Carcassonne l'a accompli de manière à donner satisfaction à la plus exigeante des méthodes historiques. Son livre est un modèle d'érudition critique, de précision dans les références et d'abondance utile dans les justifications. C'est aussi un exposé très lumineux, et non moins vivant, des idées et des systèmes derrière lesquels on nous montre sans cesse les intérêts, les mobiles, le tempérament des auteurs. On admire, à travers les chapitres de ce livre, la belle activité intellectuelle de la société cultivée du XVIII^e siècle, son goût passionné pour les problèmes d'organisation politique que *l'Esprit des Lois*, s'il ne le créa pas, développa, du moins, de prodigieuse façon, en l'alimentant et en lui ouvrant des horizons infinis. Le grand ouvrage de Montesquieu n'a rien d'un traité dogmatique, aux solutions impérieuses, aux exposés donnés pour définitifs. C'est, dans toute la force du terme, un livre suggestif ; il soulève une multitude de questions, il éclaire, il propose, il ne conclut pas toujours. Ainsi laisse-t-il dans l'esprit de ses lecteurs le désir de le compléter, de l'interpréter, de le dépasser ; il les force à réfléchir, à faire œuvre personnelle, et c'est par là qu'il a pu rester comme un ferment toujours actif de l'idéologie politique. Les formules de Montesquieu n'épuisent pas tout son système, et son système n'épuisait pas toute sa pensée. Aussi devait-il faire école, car il n'y a de disciple que si le maître s'est gardé de tout livrer de lui-même, d'achever sa doctrine jusqu'en ses plus minutieux détails. Et comme il n'est pas deux lecteurs qui lisent un même livre de la même façon (1), on comprend qu'un ouvrage comme

(1) Signalons, en passant, à ce sujet, un fort curieux ouvrage, auquel le public français n'a pas prêté toute l'attention qu'il méritait, *l'Esquisse de psychologie bibliologique* de A. Roubakine (Paris, Povolosky, 1924).

l'Esprit des Lois ait pu servir de stimulant et de caution à des écrivains politiques de tendances bien différentes. Cette filiation multiple et divergente de la doctrine de Montesquieu apparaît avec une remarquable netteté dans le bel ouvrage de M. Carcassonne, à la valeur duquel on ne saurait trop rendre hommage.

ROGER PICARD.

HENRI CHARDON. — *L'organisation de la République pour la paix*. (Paris, Presses Universitaires, 1927. In-8°, xxvii-148 pages.)

On pourra s'étonner de trouver cet ouvrage dans la collection de l'Histoire économique et sociale de la guerre, car encore que les réflexions de l'auteur soient largement inspirées par les événements de 1914-1918, son livre est un traité d'organisation politique et un essai de philosophie sociale plus qu'une œuvre d'histoire, mais on ne se plaindra pas, à coup sûr, qu'il l'ait publié.

Les travaux de M. Chardon, sur les réformes politiques et administratives, sur l'organisation de la démocratie, sont trop connus pour qu'on ait besoin de les rappeler à l'occasion de ce dernier livre. Le lecteur se les remémore, d'ailleurs, à chaque page, car il rencontre ici les idées que l'auteur a maintes fois développées ailleurs.

La pensée inspiratrice de ce livre, c'est que le fait pour les organisations politiques de l'Europe d'avoir abouti au massacre de 1914 et à la paix si précaire de 1919 prouve que toutes ces organisations, « toutes les notions sur lesquelles elles reposent et tout ce qui met les hommes comme des jetons, entre les doigts de quelques joueurs, est à reviser » (p. xxv).

C'est cette revision que M. Chardon entreprend, en prenant pour matière les institutions publiques de notre pays. Le problème consiste à donner vraiment la souveraineté au peuple, par l'exercice du contrôle, mais à confier la tâche administrative à une élite bien sélectionnée. L'organisation sociale ne peut avoir pour fin que le bonheur humain, qui consiste à faire participer le plus grand nombre possible d'hommes au plus grand nombre de biens matériels et moraux que produit une civilisation. Ces principes, que M. Chardon retrouve dans le programme d'Eisenach, il en fait l'application à la société contemporaine et élabore ainsi un système de réformes politiques et sociales où le sentiment de justice ne cesse jamais d'être accompagné par celui du réel et du réalisable. Il y a, dans cet ouvrage, tout l'essentiel d'un programme démocratique à la fois pratique et largement humain.

R. P.

PAUL DUEZ. — *La responsabilité de la puissance publique (en dehors du contrat)*. Paris, Dalloz, 1927, in-8°, xvi-210 pp.

Le but principal que s'est proposé l'auteur de ce livre, c'est de systématiser la jurisprudence du Conseil d'Etat concernant la responsabilité extra-contractuelle de la puissance publique, d'extraire des nombreux arrêts de la haute Assemblée rendus depuis une cinquantaine d'années une doctrine cohérente et logique de la responsabilité.

Mais, tout en atteignant ce but et par des méthodes d'une rigueur qui ne laisse rien à désirer et qui donnent pleine satisfaction à l'esprit, M. Duez a, en même temps, apporté une remarquable contribution à l'histoire de l'idée de l'Etat, et c'est par là que son livre relève des études d'histoire des doctrines sociales.

De plus en plus, la puissance publique perd de son irresponsabilité, autrefois incontestée. C'est la conception impérialiste et métaphysique de l'Etat qui fait place peu à peu à une conception réaliste et solidariste ; les fonctions de l'Etat se sont accrues et, à l'interventionnisme qui gagnait la doctrine économique, devait correspondre une jurisprudence de la responsabilité de l'Etat. C'est aussi par une analyse approfondie du principe démocratique que cette jurisprudence s'est formée ; M. Duez la rattache fort justement à la notion d'égalité de tous les citoyens devant les charges publiques ; un préjudice résultant du fait de l'Etat constitue une véritable charge publique pour le citoyen qui le subit ; il convient donc qu'il en soit indemnisé, sinon le principe d'égalité se trouve violé.

Nous ne faisons là que dégager l'idée centrale de l'évolution juridique que nous retrace M. Duez, mais nous voudrions pouvoir suivre l'auteur dans les analyses pénétrantes qu'il fait des textes de lois et des arrêts pour retracer toutes les étapes et tous les cheminements de cette évolution. Qu'il nous suffise de noter l'impression de solidité et de sécurité que donne sa belle construction juridique, où rien n'est laissé dans l'ombre et qui, provenant d'un énorme amas de matériaux, en apparence disparates, possède une unité remarquable.

R. P.

DANIEL ESSERTIER. — *Psychologie et sociologie. Essai de bibliographie critique*. (Paris, Alcan, 1927, in-8°, 234 pp.)

Entre la psychologie, science qui se renouvelle sans cesse, et la sociologie, nouvelle venue et qui se cherche encore, les rapports sont nombreux, mais non toujours nettement établis. Si des auteurs cherchent à expliquer tous les phénomènes psychologiques, d'autres, en revanche, entendent rendre compte de la formation des sentiments et des idées de l'homme par le milieu social seul. Mais la nécessité de distinguer la psychologie des collectivités de celle des individus n'est plus guère contestée et l'existence de représentations collectives est à peu près généralement admise. D'autre part, les psychologues reconnaissent l'importance de l'étude des sociétés primitives pour la parfaite intelligence des mystères de l'esprit humain.

Etude des faits de psychologie collective, étude des faits ethnographiques, explication sociologique de l'activité mentale et recherche d'une connaissance profonde et globale de l'âme humaine, voilà les domaines où psychologie et sociologie collaborent aujourd'hui.

Ces divers problèmes sont posés dans leurs rapports réciproques et dans leurs limites respectives par l'introduction dont M. Essertier a fait précéder sa nomenclature bibliographique. Celle-ci n'intéressera pas seulement le lecteur par l'abondance des références qu'elle apporte, mais aussi par l'ingénieuse classification à laquelle elle les subordonne et surtout par les notices très synthétiques et

d'une grande exactitude qui accompagnent la présentation de chaque ouvrage cité. Le livre de M. Essertier est, au premier chef, un très bon instrument de travail pour les spécialistes des sciences sociales.

R. P.

**

B. GRÆTHUYSEN. — *Origines de l'Esprit bourgeois en France*.
I. *L'Eglise et la Bourgeoisie*. (Bibliothèque des Idées, Paris, Gallimard, 1927, in-8°, XIII-298 pp.)

La formation de la classe bourgeoise et de son idéologie a suscité, depuis quelques années, l'intérêt des essayistes et des économistes. M. Græthuyssen a entrepris d'en faire une étude complète et le fragment qu'il en apporte aujourd'hui est du plus vif intérêt. L'auteur montre comment l'esprit bourgeois s'est trouvé en opposition avec la tradition religieuse en France, à la fois comme représentant le rationalisme et comme inspirant le capitalisme. Une démonstration du même genre avait été déjà esquissée par Sombart, mais ici elle prend toute son ampleur.

Sous l'influence de la bourgeoisie française, à la fois raisonneuse et attachée aux biens de ce monde que ses efforts tendent à multiplier, les prédicateurs religieux et les directeurs de conscience vont être amenés à modifier leurs doctrines. Entre les « grands » et les « pauvres », qui composèrent pendant longtemps les deux seuls groupes sociaux considérés par eux, ils vont faire place à la bourgeoisie, classe riche, mais qu'aucune prérogative de naissance ne distingue. L'idée du Dieu autoritaire, régent de toutes les actions humaines et distribuant arbitrairement la grâce, va faire place à celle d'une Providence plus distante des hommes, moins soucieuse du détail de la conduite des fidèles et plus encline à les juger selon les règles de la justice rationnelle. Les sermons, les livres de piété, les manuels à l'usage des prêtres, dont l'auteur a dépouillé d'innombrables exemplaires, attestent cette transformation au cours des deux derniers siècles. Ainsi l'Eglise cessera de discuter la question du prêt à intérêt, admettra qu'on puisse faire son salut tout en se livrant à la vie matérielle qu'exige la fonction économique de la bourgeoisie. La morale ascétique doit composer avec la morale des producteurs. M. Græthuyssen a conduit toute cette histoire de mœurs et d'idées avec la plus grande objectivité et avec une finesse d'analyse qui rend son ouvrage particulièrement agréable à lire.

R. P.

**

CARL KÖTTGEN. — *L'Amérique économique*. — Paris, Payot, 1927, in-8°, 192 pp.

L'auteur de ce livre est l'une des personnalités les plus représentatives de l'industrie allemande : directeur général des usines Siemens-Schuckert, vice-président de l'Office national des recherches économiques, il est hautement qualifié pour traiter des problèmes de l'organisation du travail industriel.

Le livre qu'il nous donne se compose d'abord d'un exposé général

sur les méthodes américaines de production, sur l'esprit qui, aux Etats-Unis, anime le patronat, les ouvriers et les pouvoirs publics, unis dans un même effort pour la prospérité économique. Cet exposé constitue comme une sorte de vaste commentaire des documents statistiques et descriptifs qui emplissent l'autre moitié de l'ouvrage et qui, sans cesse, apportent la comparaison entre la situation économique de l'Amérique et celle de l'Allemagne.

De cet ensemble de faits ressort une constatation dominante, c'est que le revenu moyen de l'Américain est de 70 % plus élevé que celui de l'Européen et que la production, aux Etats-Unis, fournit un rendement de 70 % supérieur à celui de la production allemande, — et, *a fortiori*, française. C'est sur la rationalisation des choses et sur la discipline solidaire entre les producteurs que compte M. Kœtting pour voir l'Europe se hausser au niveau de l'Amérique.

R. P.

*
**

JEAN-PIERRE LAZARD. — *Politique et théories monétaires anglaises d'après-guerre*. (1 vol. in-16, 125 pp. Recueil Sirey, Paris, 1927.)

Ce petit ouvrage, fait de la réunion d'une série d'articles parus dans la *Revue Politique et Parlementaire* et dans la *Revue d'Economie politique*, est l'œuvre d'un jeune économiste prématurément enlevé à un avenir des plus brillants au moment où il venait de donner la preuve de l'exactitude de son information et de sa subtilité d'analyse.

Deux parties très nettes, en effet, se divisent l'ouvrage. Dans la première, ce sont les faits qui sont résumés en un tableau concis, non sans indiquer au passage les principes directeurs des décisions prises; dans la deuxième, les théories monétaires anglaises contemporaines sont exposées et jugées.

La politique monétaire anglaise d'après-guerre comporte en réalité trois étapes distinctes. Dans la première, de 1919 à 1922, fidèle à ses doctrines classiques, l'Angleterre s'efforce d'agir sur la situation par la déflation des signes monétaires et des dépôts en banque, avec un succès d'ailleurs assez mince. De 1922 à 1924, c'est la période de stabilisation, conçue d'ailleurs beaucoup plus comme un enrayement des fluctuations intérieures des prix que comme une atténuation des variations du change. On s'aperçoit alors, en effet, des méfaits de la déflation, un moment masqués par la crise de 1921, et, pour assurer le succès de la politique stabilisatrice, on met en jeu tout un mécanisme ingénieux d'action combinée de l'Etat intervenant par l'émission de Bons du Trésor, de la banque agissant par le taux de l'es-compte et des établissements de crédit, contractant ou dilatant les crédits ouverts à leurs clients. L'Angleterre ne néglige point pour cela la politique extérieure des changes. Par une pression continue, elle ramène la livre sterling du taux déprécié qu'elle avait connu à celui de l'ancienne parité du dollar et elle en permet la stabilisation définitive grâce à l'application du « gold exchange standard ». Cet aspect de la politique financière de l'Angleterre d'après-guerre est incontestablement celui qui a soulevé les plus vives critiques, tant au dehors qu'au dedans. C'est un épisode de l'opposition d'intérêts existant entre les industriels d'une part, la Cité et le commerce d'autre part, anti-

nomie qui s'est terminée par la victoire de la Cité. Par ce retour à l'étalon d'or, l'Angleterre a affirmé la suprématie financière de Londres et des traites sur Londres comme moyen international de paiement. Elle a sacrifié la stabilité des conditions internes : profits, salaires à la stabilité du change, c'est-à-dire des relations extérieures. Fidèle à la politique d'autrefois qui a fait sa grandeur, elle est restée libre-échangiste et commerçante avant tout, mais il ne faut pas oublier, dit M. Lazard, que sa prospérité a été due au *xix^e* siècle au développement de son industrie, de son commerce et de sa banque et qu'elle ne pourra sans doute pas toujours rester un entrepôt et un simple financier sans que son industrie prospère.

A ce vigoureux raccourci de faits, la deuxième partie ajoute une analyse, non moins complète dans sa concision, des théories monétaires. Deux doctrines principales se partagent aujourd'hui l'opinion en Angleterre, comme d'ailleurs dans le monde scientifique en général, comme doctrines explicatives des fluctuations des prix : la théorie quantitative fondée surtout sur la quantité des signes monétaires, et la théorie des changes reposant sur l'action économique ou psychologique des changes sur le niveau général des prix.

L'exposé de la théorie quantitative et l'interprétation anglaise qu'en donnent Keynes et surtout Hawtrey, moins connu que le précédent, mais peut-être plus profond et plus suggestif, peut se résumer ainsi : la conception classique de la monnaie métallique à valeur intrinsèque et de ses substituts fiduciaires a vécu, elle est remplacée par la conception de la monnaie-crédit, qui tire sa valeur de l'offre émanant des banques et de la demande résultant des réserves de pouvoir d'achat que les particuliers veulent conserver. La monnaie de papier et la monnaie métallique deviennent ici de simples substituts, des compléments de cette monnaie-crédit. L'équation quantitative est donc un moyen de grouper les facteurs agissant sur la monnaie. En tant qu'équation, elle exprime bien un truisme ; mais cette interprétation conduit à deux constatations qui en étendent la signification : 1° les variables ainsi groupées ne sont pas indépendantes, l'une ne peut varier sans produire de réactions sur l'autre ; 2° les variations des facteurs autres que les prix de l'équation sont cause de variations des prix, en particulier les variations du volume des moyens de paiement conduisent nécessairement à une variation dans les habitudes monétaires. Par là, ces conceptions se rapprochent singulièrement, soit de la théorie psychologique du revenu monétaire de M. Aftalion, soit de la théorie de l'automatisme, de l'adaptation de la quantité de monnaie aux besoins de M. Robert Wolff.

Touchant le change, les théoriciens monétaires anglais contemporains, comme Keynes et Hawtrey, ont plutôt tendance à se rallier à la théorie de la parité du pouvoir d'achat qui, malgré les réserves qu'appelle sa confrontation avec les faits, a cependant pour eux le mérite de faire de la parité du pouvoir d'achat l'élément solide et le pivot autour duquel ont lieu les variations brèves du change. Elle n'est, en somme, que le rajeunissement de la théorie ricardienne, et elle affirme qu'à la longue le niveau des prix est l'élément déterminant du change. C'est donc par une action sur les prix intérieurs que l'on peut espérer influencer sur le cours du change. On sait qu'au contraire les économistes continentaux : français, allemands, italiens,

etc., etc., ont presque tous fait le procès de la thèse du professeur Cassel et conviennent que le change est plus déterminant du prix que déterminé par lui.

A cet accord sur les théories ne correspond pas même entente sur la politique monétaire. Les formules en présence sont au nombre de trois. D'une part, le plan préconisé surtout par Keynes, qui a pour but de stabiliser le niveau des prix en pratiquant une politique de contrôle des crédits, eux-mêmes atteints par le taux de l'escompte. Il semble logique, en effet, dans un pays où la plus grande partie du pouvoir d'achat consiste en crédit bancaire, de surveiller et de régler leurs variations en laissant la quantité de billets se fixer d'elle-même. D'autre part, l'adaptation du système en vigueur avant-guerre de l'étalon-or pur et simple, qui a pour but de stabiliser le change. Enfin, entre les deux, un système préconisé par Hawtrey, qui serait un étalon d'or dont on s'efforcerait d'atténuer les inconvénients.

Comme son préfacier, M. Charles Rist, c'est sur une parole de mélancolie et de regret que nous terminerons ce compte rendu. A en juger par la vigueur de ces deux écrits, résultat d'un séjour d'une année à peine dans une université anglaise et d'un profond acquis économique, M. Lazard eût été pour la science française un précieux auxiliaire ; il est heureux, cependant, que ce petit livre reste comme un témoignage à la fois de sa valeur et du profit qu'il avait tiré de l'enseignement de ses maîtres.

WILLIAM OUALID.

*
**

MARCEL MARION. — *Ce qu'il faut connaître des crises financières de notre histoire.* (Paris, Boivin, s. d., in-12, 159 pp.)

Dans ce petit volume, qui fait partie d'une collection de vulgarisation estimable, l'auteur a mis à la portée du grand public les résultats des travaux d'où sont sortis les quatre volumes de sa grande *Histoire Financière*. C'est un résumé exact et fidèle d'une partie de notre histoire financière, auquel on ne saurait reprocher que de rester parfois un peu bref sur des crises pourtant importantes (celles du xvi^e siècle, entre autres) et de contenir aux événements contemporains des allusions qui n'ajoutent rien à la clarté de l'exposé. Mais tout le livre est très vivant, précis, et se lit avec profit.

R. P.

*
**

B. NOGARO. — *La Monnaie et les phénomènes monétaires.* (Paris, Giard, 1925, in-8°, 322 pp.)

Parmi la multitude d'ouvrages qu'a suscités la crise monétaire, ouverte depuis dix ans dans tous les pays du monde, celui de M. Nogaro mérite une place à part, précisément parce que ses origines remontent à une époque où les phénomènes monétaires ne jouaient qu'un rôle inaperçu dans la vie sociale. Ce livre est le résultat de recherches poursuivies par l'auteur, avec une persévérance scientifique qui l'a amené à réagir contre un grand nombre de doctrines admises et à considérer sous un angle nouveau des faits jusqu'alors insuffisamment analysés.

Dès le début du livre et dans la simple analyse historique des systèmes monétaires pratiqués au cours du XIX^e siècle, on s'aperçoit que M. Nogaro a réuni une ample provision de faits et que ses raisonnements vont porter sur une réalité plus vaste et plus riche que ceux qu'on rencontre chez ses devanciers ; il précise avec beaucoup de soin les caractères de ces systèmes et prépare ainsi les voies à l'élaboration d'une théorie générale de la monnaie.

C'est cette théorie qui est exposée dans la deuxième partie de l'ouvrage, après un examen serré des doctrines quantitatives, et au cours d'une discussion approfondie des idées émises sur le phénomène du change. Enfin, dans une dernière partie, qui vise à tirer de la précédente des déductions pratiques, des procédés d'art politique, M. Nogaro essaie d'établir les conditions dans lesquelles on peut revenir à des conditions normales sur le marché des changes et comment on peut réaliser un étalon stable des valeurs.

Le thème dominant de ce livre consiste à montrer comment la monnaie, au cours de l'évolution économique des pays modernes, s'est dématérialisée et, de marchandise qu'elle était, est devenue un simple pouvoir d'achat. L'or n'est plus l'indispensable support de l'étalon monétaire ; mais le « consensus omnium », la certitude d'une convertibilité réciproque des diverses monnaies nationales dans des conditions et des proportions stables, la régulation de l'émission, constitueraient la base et la garantie véritable de la monnaie. A pousser jusqu'au bout cette théorie si approfondie par son auteur, on la voit rejoindre celle que les juristes sociologues soutiennent quant à la nature du droit : la valeur de la monnaie reposerait, comme l'autorité de toute institution juridique, sur une croyance collective.

R. P.

WILLIAM OUALID. — *Leçons sur la Monnaie et les problèmes monétaires*. (Paris, Sirey, 1927, in-8°, 225 pp.)

Notre excellent collègue et ami W. Oualid a eu l'heureuse idée de réunir en volume les leçons qu'il a professées sur la monnaie pendant l'année 1926-1927, devant les élèves de l'École supérieure d'enseignement financier. Bien qu'il se défende, trop modestement, d'avoir voulu faire œuvre originale, l'auteur n'en a pas moins apporté là une précieuse contribution à l'étude des phénomènes monétaires d'aujourd'hui.

Sans entrer dans l'exposé critique et comparatif des doctrines, — qu'il tient, sans doute, en réserve, — il en a dégagé ce qui, dès à présent, peut être considéré comme acquis et il s'est principalement attaché à décrire la structure et le fonctionnement du mécanisme monétaire, après avoir montré l'évolution des systèmes et les raisons des transformations qu'ils ont subies.

Tel qu'il nous est donné, ce cours d'économie monétaire témoigne d'une documentation particulièrement riche et d'une maîtrise entière d'une matière connue pour sa complexité. Il faut savoir gré à l'auteur d'en avoir fait profiter ses lecteurs, en apportant à l'exposé de son sujet une précision et une clarté trop souvent absentes de la littéra-

ture monétaire dont l'inflation redoutable, depuis quelques années, est due à tant d'économistes improvisés.

R. P.

*
**

RICHARD PASSOW. — *Kapitalismus. Eine begrifflich-terminologische Studie*, 2^e éd., un vol. in-8° de 136 pp., Léna. Gustav Fischer, 1927.

Qu'est-ce que le *capitalisme* ? C'est ce que se demande l'auteur, honorablement connu par de bonnes études sur l'organisation des entreprises modernes, sur les sociétés par actions, sur les entreprises privées et publiques en matière de fourniture de gaz, d'électricité et de transports en commun.

Il n'a pas de peine à montrer le caractère vague et équivoque des mots de *capitalisme*, de production *capitaliste*, etc., la confusion qu'ils introduisent dans le vocabulaire de la science économique, les significations très diverses qui leur sont attribuées, l'abus qui en est quotidiennement fait. Il conclut qu'ils ne peuvent être considérés comme répondant à des notions claires et distinctes, et qu'ils doivent être bannis de la science économique.

Avec un grand luxe de citations, il établit, d'ailleurs, que la notion même de *capital* n'est ni moins imprécise ni moins ambiguë.

Il critique les diverses définitions qui ont été ou pourraient être données du capitalisme (utilisation de moyens de production produits; économie fondée sur le prêt à intérêt; économie monétaire développée, etc.). Il termine par un chapitre court, mais net et vigoureux, où il donne comme caractéristique de la vie économique moderne le développement et l'hégémonie des grandes entreprises. Mais il empêchera malaisément que l'on fasse de cette caractéristique une définition nouvelle du « capitalisme ».

E. L.

*
**

FRANCISZEK PERSOWSKI. — *Osady na prawie ruskim, polskim, niemieckim i wloskiem w ziemi Lwocockiej*. (1 vol. in-8° de 160 pp. avec cartes, Lvow, 1927.)

Sous la direction du professeur Bujak, de l'Université de Lvow, se poursuit la publication d'une collection d'« Etudes d'Histoire sociale et économique ». Le travail de M. Persowski, qui constitue le troisième fascicule de cette collection, est consacré à la recherche de l'influence du droit russe, polonais et allemand sur le territoire de Lvow (Leopol).

E. L.

*
**

MARCEL POETE. — *Une Vie de Cité : Paris, de sa naissance à nos jours. II. La Cité de la Renaissance*. (Paris, Aug. Picard, 1927, in-8°, 338 pp.)

Nous avons signalé, en son temps, la publication du premier volume de cette histoire de Paris et, à cette occasion, nous avons indiqué les sources, la méthode et l'objet de cette étude. Dans le volume visé ici, l'auteur nous décrit l'évolution de Paris, du milieu du xv^e siècle à la

fin du xvi^e. La grande ville devient réellement alors la capitale de la France, en même temps que se forme notre unité nationale. Elle va, dès lors, s'embellir et s'agrandir : de vieilles fortifications disparaîtront, des quartiers nouveaux surgiront sur l'emplacement des cultures ou des marais, le mouvement vers l'ouest commence à s'accomplir, avec l'abandon par le roi de son logis des Tournelles pour le Louvre, qu'il réédifie. En même temps, la population parisienne s'accroît et se diversifie. On y voit apparaître la classe des fonctionnaires ; celle des marchands y prend une importance qu'elle doit à son opulence et à l'élargissement de l'économie qui, de locale, devient nationale ; la vie de cour, à ses débuts, fixe à Paris quantité de seigneurs vivant noblement avec leurs nombreux domestiques et toute une population de laquais s'ajoute à la foule parisienne. Des étrangers en grand nombre y maintiennent une population flottante dont quelques éléments se fixent parfois dans cette ville, qu'ils adoptent pour leur patrie. Enfin, au xvi^e siècle surtout, Paris devient le refuge de tous les mendiants du royaume et cette plèbe, vivant de rapine quand l'aumône fléchit, cause de vives inquiétudes à l'autorité.

M. Poète a su décrire ce mouvement de classes sociales avec beaucoup de vie. De même, il expose en détail, et sans monotonie pourtant, les transformations matérielles de la Cité, montrant comment sont apparus les problèmes d'urbanisme, comment on les a compris et résolus, à la mode du temps. La description qu'il nous donne de la rue parisienne, avec ses flâneurs, ses commerçants en plein vent, ses baladins, avec les fêtes, les processions, les cortèges qui s'y déroulent, les exécutions de justice qui s'y accomplissent, est de plus réussies.

L'auteur a su réunir dans son livre, comme dans le précédent, une quantité considérable de faits ; il les présente avec art et avec un sens très vif du pittoresque et, tout en laissant à cette étude son caractère scientifique, il a su lui donner l'attrait d'un livre d'agrément. La mode est aux biographies « romancées » ; M. Poète prouve que le genre peut s'étendre des individus aux collectivités et des personnes physiques à ces personnes morales que sont les grandes capitales, mais surtout qu'il ne nécessite aucune déformation de la vérité historique.

R. P.

JEAN RAY. — *Index du Code civil* (Travaux de l'Année Sociologique, publiés sous la direction de M. Marcel Mauss) (1 vol. in-8° de ix-117 pp., Paris, Alcan, 1926.)

L'utile travail de M. Jean Ray contient tous les mots qui figurent dans le texte du Code, accompagnés des références à tous les articles où ils se trouvent et illustrés, le cas échéant, des citations qui peuvent en éclairer la signification ou l'emploi. Cet index constitue le pendant de l'indispensable *Wörterverzeichnis zum Bürgerlichen Gesetzbuche* de Gradenwitz et il rendra certainement de grands services. Il est étonnant qu'au temps surtout où l'exégèse du Code civil constituait l'*alpha* et l'*omega* de la science juridique en France, nul ne se soit avisé d'entreprendre la tâche qu'a si consciencieusement menée à bien M. Ray.

E. L.



HENRI SÉE. — *La Vie économique de la France sous la Monarchie censitaire (1815-1848)*. (1 vol. in-8° de 165 pp., Félix Alcan, Paris, 1927.)

Cet ouvrage n'est point inconnu des lecteurs de la *Revue d'Histoire économique et sociale* ; ils en ont eu, en effet, la primeur au cours des années 1921, 1923 et 1924, et les remaniements qui ont été apportés aux études primitives n'en changent point sensiblement le fond. C'est un excellent tableau de la situation économique et sociale de notre pays pendant la période de monarchie bourgeoise, qui va de 1815 à 1848, que nous a tracé M. Henri Sée, plus que quiconque préparé à des études de cette nature par ses nombreux travaux antérieurs d'histoire économique.

De ce livre, où aucun des aspects de la vie économique française : agriculture, industrie, commerce, banques, mouvements ouvriers, n'est passé sous silence, se dégagent les conclusions suivantes. La période 1815-1848 est, pour la France économique, une période de transformation profonde. Si la Restauration rappelle plutôt l'Ancien régime, par contre la Monarchie de Juillet laisse plus qu'entrevoir les progrès du reste du siècle. En 1815, l'agriculture n'a pas subi de grands changements. Certes, la condition sociale des paysans a été améliorée par la suppression du régime seigneurial et la vente des biens nationaux, mais la technique agricole demeure la même et nombreuses sont encore les terres en friche. Il faut attendre 1840 pour que l'agriculture marque quelques progrès que traduisent la variété des productions, l'accroissement du troupeau, la diminution des jachères et l'augmentation du rendement unitaire. Les causes de ces progrès sont les encouragements officiels, les améliorations des voies de communication qui étendent le marché. Néanmoins, toute crainte de disette n'a point encore disparu ; la hausse du prix du pain et la pénurie des pommes de terre en 1847 justifient cette appréhension.

C'est également à partir de 1830 que l'industrie prend son essor. Le machinisme fait de grands progrès. La machine à vapeur se répand. Dans l'industrie cotonnière se dessine un mouvement de concentration industrielle qui s'épanouira pleinement dans la seconde partie du XIX^e siècle. Sa conséquence principale est la disparition de la petite industrie rurale. Toutefois, dans nombre de branches, c'est encore la dispersion qui est le phénomène dominant, ainsi que l'atteste le faible accroissement de la population urbaine qui, en 1846, représente à peine le quart de la population totale.

Les progrès de l'industrie modifient la condition des ouvriers. De grandes agglomérations sont créées ; la surpopulation apparaît. Les ouvriers n'ont aucun moyen d'action pour obtenir une condition meilleure. Il leur est interdit de se grouper, de former des associations de résistance, car, par suite du régime censitaire, toute la puissance politique et légale est aux mains de la haute bourgeoisie. C'est alors que, devant le contraste qui sépare celle-ci du prolétariat ouvrier souvent misérable, se pose la question ouvrière, comme s'était posée, au XVIII^e siècle, la question paysanne. Ainsi s'explique l'importance des doctrines sociales. Les théories socialistes ne restent plus dans le vague.

Elles quittent le champ de l'utopie pour se baser sur l'étude des réalités économiques. De là la floraison des théories sur l'organisation du travail ou la répartition de la richesse propres à Sismondi, à Buret, aux saint-simoniens et aux fouriéristes, aux collectivistes ou aux socialistes, comme Leroux ou Louis Blanc. Ces doctrines ne demeurent point seulement l'apanage de quelques intellectuels, elles pénètrent les milieux ouvriers, elles cristallisent en quelque sorte les aspirations subconscientes et les transforment en une véritable conscience de classe.

Dans le même temps, aux progrès techniques de l'agriculture et de l'industrie, aux mouvements sociaux, s'ajoutent les transformations dans le monde des affaires, favorisées par le développement des voies de communication. Les transactions, ralenties par le blocus continental et la diminution du domaine colonial, reprennent de plus en plus actives. Un nouvel empire colonial se forme, le commerce extérieur se ranime, le mouvement d'affaires s'accroît, les établissements financiers se développent, les opérations de banque se multiplient, la spéculation se généralise.

De toute cette évolution, M. Sée trace vigoureusement les étapes et en mesure la portée grâce aux nombreux renseignements statistiques dont il illustre ses développements. Sans avoir la prétention d'épuiser la matière, ce petit livre complète cependant sur bien des points l'*Histoire des Classes ouvrières* de Levasseur. Se cantonnant à une période déterminée, il a pu l'étudier davantage en profondeur ; il en a dressé le bilan, il en a relevé la bibliographie. Souhaitons qu'il ait suscité ainsi quelques nouveaux travaux monographiques ou synthétiques plus étendus.

W. O.

WILLIAM STUBBS. — *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*, édition française, tome III. Traduction, études et notes additionnelles par Georges LEFEBVRE, publiées sous la direction et avec une introduction de Ch. PETIT-DUTAILLIS. (Paris, M. Giard, 1927, in-8°, LXIII-859 pages. Bibl. internationale de droit public.)

Ce volume clôt l'excellente édition française du grand ouvrage de Stubbs, qui, bien que déjà ancien, conserve encore une réelle valeur, malgré tous les travaux postérieurs, qui ont pu rectifier les vues de l'auteur. A notre point de vue, on lira surtout avec intérêt le dernier chapitre, qui contient beaucoup de données sur l'histoire économique et sociale de l'Angleterre à la fin du Moyen âge.

Cependant, le principal intérêt de l'édition consiste dans les excellentes études additionnelles, œuvre de M. Georges Lefebvre, et dans la remarquable introduction de M. Ch. Petit-Dutaillis. L'un et l'autre montrent en quel sens l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre a été renouvelée par les travaux de nombreux historiens, et notamment de Maitland, Pollard, Tout. M. Petit-Dutaillis prouve fortement que la grande Charte de 1215 n'a pas eu la signification qu'on lui a souvent attribuée. Les barons, révoltés contre l'autorité royale, ne songeaient nullement à fonder un régime constitutionnel : ils luttaient uniquement pour défendre leurs intérêts et leurs privilèges. Dans la suite, c'est le roi lui-même qui convoque les Parlements parce qu'il en a besoin pour

l'exercice même de son pouvoir, et notamment pour percevoir les taxes qui lui sont nécessaires. L'assistance au Parlement est beaucoup moins un droit qu'un devoir, absolument comme en France l'assistance aux Etats généraux. A ce point de vue, les dissemblances entre les deux pays sont bien moins grandes qu'on ne le croit souvent.

M. Lefebvre montre encore très fortement que toute l'histoire des libertés politiques de l'Angleterre s'éclaire singulièrement à la lumière de l'histoire administrative. On appréciera, à ce point de vue, son étude si claire sur les transformations de la *Curia regis*. Peu à peu se différencient ses diverses sections, peu à peu s'élaborent les traditions administratives, qui imposent un frein même à l'arbitraire de la personne royale.

On ne lira pas avec un moindre intérêt et un moindre profit l'étude relative aux origines de la Chambre des Communes. Pendant longtemps, on le voit, il n'y a pas de Chambre des Communes proprement dite : chevaliers des comtés et députés des villes sont convoqués pour prendre part au Conseil du Roi au Parlement ; ils n'ont aucun pouvoir législatif ; ils viennent pour présenter des pétitions et pour voter des taxes. Leur rôle est, en somme, assez humble et s'affaiblit même dans la seconde moitié du *xiv^e* siècle et au *xv^e*. Jamais, à ces époques, les Communes n'ont songé à entrer en conflit avec la royauté ; c'est une conception qu'elles ne pouvaient absolument pas avoir. Et M. Lefebvre conclut très justement : « Les travaux de M. Pollard ont montré que ce furent les Tudors qui, en appelant les Communes à voter des statuts pour opérer la révolution religieuse et fortifier la monarchie ancienne, les associèrent enfin au gouvernement de l'Angleterre. » Cette excellente mise au point, tout en mettant en lumière les acquisitions nouvelles de la science historique, montre aussi que parfois la réaction contre les vues de Stubbs a été quelque peu excessive et elle remet en valeur certaines d'entre elles, qui s'affirment solides et résistantes.

HENRI SÉE.

*
**

ROBERT UPDEGRAFF. — *Captains in Conflict*. (1 vol. in-8, 284 pp., A.-W. Shaw Company, Chicago et New-York, 1927.)

L'évolution économique des Etats-Unis et de leur organisation industrielle a fourni à l'auteur de ce roman documentaire le fond de son livre. C'est l'histoire de la lutte entre deux hommes, Rowntree et Lockhart, incarnant chacun deux époques, deux tendances, deux aspects des affaires modernes. Le premier, fils de Fowler Rowntree, représente l'ancien industriel cherchant à agir sur le public par l'excellence de ses produits, l'ingéniosité de ses inventions et la modicité de ses prix. Le second est le brasseur d'affaires, avide de bénéfices réalisés par des combinaisons financières et des amalgamations savantes, poursuivant la maîtrise du marché et la manipulation des cours. Dès les premières pages, le conflit éclate. Le père de Rowntree étant mort, Lockhart, qui produit 8 % des appareils de chauffage des Etats-Unis tandis que Rowntree en fabrique 10 %, propose à celui-ci une entente pour la domination du débouché. Rowntree refuse. Lockhart jure sa perte ou sa défaite.

La lutte commence avec ses alternatives de succès et d'échecs.

Rowntree essaie de réaliser une économie dans la production de ses articles pour s'assurer la clientèle, mais le trust fondé par Lockhart vend à perte. Rowntree imagine des perfectionnements, il invente un nouveau brûleur qui fait affluer les commandes. Le trust le poursuit en contrefaçon pour l'utilisation d'un procédé déposé par Lockhart et le fait condamner. Les clients du trust, avisés par ce dernier que toute vente d'un appareil Rowntree les expose à la saisie et à l'amende, annulent leurs ordres. Rowntree résiste. Il essaie de vendre directement aux consommateurs, mais il est bientôt acculé à la ruine. Sa banque lui refuse tout crédit s'il ne modifie ses méthodes. Il a un sursaut d'énergie. Il s'adressera non plus aux quincailliers, mais aux marchands d'appareillages d'immeubles. Il réussit. Son usine reprend son ancienne activité. Dès lors, il est remis à flot et désormais la lutte va se poursuivre à son avantage, malgré les tentatives déloyales de Lockhart, qui n'hésite pas à fomenter une grève dans l'usine de son rival et même à y provoquer un incendie pour l'empêcher d'exécuter ses commandes.

La situation se renverse. Confiant dans la vertu de l'organisation scientifique généralisée, Lockhart a discipliné peu à peu tous les établissements amalgamés par ses soins, mais il ne réussit qu'à y introduire l'irresponsabilité et la routine, où le moindre obstacle enraye tout l'organisme. Son concurrent en prend avantage. Le trust ne pouvant exécuter ses ordres, Rowntree se substitue à lui. La grande guerre éclate. Rowntree y contribue comme chef de service au ministère à Washington. Lockhart, « défaitiste », accumule les bénéfices de guerre, qu'il affecte à des immobilisations telles que l'armistice le trouve privé de fonds de roulement jusqu'au jour où il doit quitter la présidence du trust sous les huées du conseil d'administration. L'heure de la revanche a sonné pour Rowntree. Il est nommé président du trust et chargé de le renflouer. Il y parvient. Ses titres font prime. Lockhart spéculé sur eux. Il les achète par paquets dans l'espoir de redevenir maître de l'assemblée et de remplacer à son tour son rival. Celui-ci l'apprend. Il n'est pas désarmé. Dans la succession de son père, il a trouvé un document établissant la félonie de Lockhart, qui s'est attribué faussement le brevet au nom duquel il a poursuivi et fait condamner Rowntree. Ce dernier a hésité jusque-là à s'en servir pour ne point attrister la femme de Lockhart, qui fut autrefois fiancée à son père. Mais celle-ci est morte. Il n'a plus de raisons de ménager son adversaire. Dans une conversation pathétique avec lui, il lui révèle son secret, et celui-ci s'effondre, paralysé. Désormais débarrassé de ce souci, Rowntree va humaniser sa production. A l'organisation mécanique de son usine, à la poursuite pure et simple des profits, il va substituer la confiance de son personnel et faire appel à sa collaboration continue pour mieux satisfaire les besoins du public. Le bon trust a vaincu le mauvais. Les Rowntree de l'avenir, à qui est dédié ce livre, feront vite oublier les Lockhart du passé avec leurs méthodes de banditisme industriel.

C'est, comme disent les Américains, un livre pour le million. Il a la puérilité littéraire des romans transatlantiques, mais il n'en constitue pas moins un document vécu d'une période qui n'est pas encore terminée.

**

Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Bigorre, publiés par G. BALENUÉ. Tarbès, 1925 ; in-8, 643 p. — *Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Civray*, publiés par BOISSONNADE et CATHELINÉAU. Niort, 1925 ; in-8, xxxviii-398 pp.

Ces volumes appartiennent à la collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution, dont la publication se poursuit si heureusement depuis vingt ans. Les Cahiers de Bigorre, pour la plupart faits d'après des modèles circulant dans la région, affirment tous la fidélité des habitants au roi, se plaignent de la milice, des injustices fiscales et de mille petits abus locaux. Les éditeurs nous ont ainsi donné deux cent cinquante-huit cahiers.

Les cahiers de Civray nous ont paru plus intéressants ; la région présentait les plus grandes diversités dans la situation des cultures, dans les conditions économiques des habitants, et par conséquent les revendications des paroisses devaient nécessairement différer. C'est ce qu'exposent fort bien les éditeurs dans une excellente introduction. Les quatre-vingt-douze cahiers qu'ils publient constituent, pour la plupart, des œuvres originales ; quelques autres se sont fait des emprunts réciproques ; un petit nombre, enfin, semblent avoir été établis sur un type commun. Tous contiennent les données les plus précises sur la situation économique de la région, sur la vie sociale, sur l'esprit public. L'intérêt de telles publications ne saurait trop être souligné pour les études d'histoire économique.

R. P.

**

Jahrbuch für Soziologie, t. I, II, III, avec un volume complémentaire ; — RENÉ WORMS, *Die Soziologie*. Braun, éditeur, Karlsruhe.

L'éditeur Braun, à Karlsruhe, un des plus actifs de l'Allemagne, s'efforce, sous la haute direction scientifique du professeur G. Salomon, de Francfort, d'éveiller l'intérêt pour les questions sociologiques dans le public allemand. Il a créé à cet effet plusieurs collections ou bibliothèques de haute valeur. Dans l'une d'elles paraît la traduction du petit livre de Worms. Une autre est constituée par l'*Annuaire sociologique*. Cet annuaire est très différent de l'*Annuaire* de Dürkheim, qui comprenait surtout des comptes rendus. Le professeur Salomon nous présente, au contraire, exclusivement des études originales dues aux sociologues de tous pays. Le lecteur a ainsi une idée du mouvement sociologique international. Quoique ces travaux soient naturellement très différents entre eux de tendance et de nature, le professeur Salomon fait régner une certaine unité dans l'*Annuaire*, en consacrant plus spécialement chaque tome à des questions connexes ; ainsi le premier tome (1925) contient plutôt des travaux historiques et juridiques, le second (1926) des études psychologiques et économiques ; le dernier (1927), complété par un volume séparé (*Nation et Nationalité*), est consacré à la sociologie politique. A ce dernier ont collaboré M. Siegfried (La crise ethnique aux Etats-Unis) et M. Maunier (La sociologie des Kabyles).

Parmi les nombreux autres articles des précédents volumes, citons

entre autres : « Le rythme séculaire de l'Histoire » (professeur Joël, Bâle), « La Sociologie de Max Weber » (professeur Walther, Göttingen), « La Commune » de M. Bourgin ; etc. L'*Annuaire* constitue donc une intéressante collection, qui contribuera à internationaliser la sociologie.

G.-H. B.

*
**

Les Possibilités économiques de la France. Conférences faites à l'Ecole des Sciences politiques. Paris, Alcan, 1927 ; in-12, 272 pp.

On a réuni dans ce volume les conférences de M. Jouasset sur le sous-sol, de M. Bommelaer sur la sidérurgie, de M. Caziot sur l'agriculture, de M. de la Beaumelle sur le textile, et de M. Wallon sur les conditions générales de notre développement économique.

Ces conférences sont suivies chacune d'allocutions très substantielles qui les complètent et dont quelques-unes, comme celles de M. de Peyerimhoff ou de M. de Rousiers, sont de véritables conférences, ou comme celle de M. Duchemin, traitent avec abondance un sujet spécial. Tous ces exposés, faits devant un public cultivé et sachant écouter des propos sérieux, sont très nourris de faits et de chiffres ; leur valeur est naturellement inégale et, nous a-t-il semblé, d'autant plus grande que le conférencier était plus spécialisé ou qu'il avait plus nettement circonscrit son sujet.

Telles qu'elles se présentent, les conférences de l'Ecole des Sciences politiques font une œuvre de vulgarisation qui sait ne point abaisser ni diminuer les sujets traités.

R. P.

OUVRAGES REÇUS AUX BUREAUX DE LA « REVUE »

MANUEL DEVALDÈS. — *La maternité consciente. Le rôle des femmes dans l'amélioration de la race.* (Paris, Radot, 1927, 10 fr. [Exposé des doctrines eugénistes et de la législation qui s'en inspire en divers pays.])

DIXI. — *Un régime nouveau : une élite, un chef.* (Paris, Chiron, 1927.)

LOUIS AUREGLIA. — *La politique monégasque de 1911 à 1926.* (Paris, Giard, 1927, in-8°.)

PACCAGNELLA. — *Umanizzamo l'insegnamento della musica.* (Milano, 1927, in-8°.)

LEONARDO PENA. — *Histoire du Chili.* (Paris, Alcan, 1927, in-12.)

(1) Nous signalons ici les livres auxquels il n'est pas consacré de compte rendu.

UN ÉCHEC INDUSTRIEL SOUS LOUIS XV

LA MANUFACTURE DE POINTS D'ESPAGNE DE CLAMART

par PAUL-M. BONDOIS

Archiviste-Paléographe

LA LINGÈRE. — Voilà du point d'esprit,
de Gênes et d'Espagne.

HIPPOLYTE. — Ceci n'est guère bon
qu'à des gens de campagne !

(CORNEILLE, *La Galerie du Palais*,
1634, acte I, scène vi.)

Pendant tout le XVIII^e siècle, les créations de manufactures royales (à monopole complet et absolu) ou simplement privilégiées se sont multipliées (1) parce que ces entreprises, ainsi protégées et sans concurrence possible, permettaient à d'entrepreneurs industriels de lancer aisément de nouvelles fabriques, grâce aux avantages considérables qui leur étaient ainsi accordés. Le fait a été constaté, dès cette époque, par des administrateurs contemporains (2). Ces tentatives furent surtout essayées pour des travaux de luxe (3), qui exigeaient d'importantes mises de fonds et dont

(1) Sur le développement des manufactures royales, voir J. SAVARY DES BRUSLONS, *Dictionnaire universel de Commerce*, t. II, 1748, in-fol., p. 628 ; G. MARTIN, *La grande Industrie sous Louis XIV*, 1899, in-8, p. 219 ; Id., *La grande Industrie sous Louis XV*, 1910, in-8, *passim* ; A. DUBOIS, *Précis d'Histoire des Doctrines économiques*, 1903, in-8, pp. 206-215 ; E. LEVASSEUR, *Histoire des Classes ouvrières*, t. II, 1859, in-8, p. 490 ; G. SCHELLE, *Vincent de Gournay*, 1897, in-16, pp. 141, 243 ; H. SÉE, *L'Évolution commerciale et industrielle de la France sous l'ancien Régime*, 1925, in-8, pp. 130, 255 ; Id., « Que faut-il penser de l'œuvre économique de Colbert ? », dans *Revue Historique*, t. 152, 1926, in-8, pp. 184-185.

(2) Entre autres par Jean-Charles-Philibert Trudaine de Montigny, fils et collaborateur du grand Trudaine.

(3) Sur le rôle de Colbert à ce point de vue spécial des manufactures d'objets de luxe, voir P.-M. BONDOIS, « Colbert et l'industrie de la dentelle : les manufactures d'Auxerre et de Montargis », dans *Mémoires et Documents sur l'histoire du Commerce et de l'Industrie en France*, 6^e et 7^e séries, 1921-

le succès était incertain. Aussi tout capitaliste entreprenant une nouvelle affaire s'efforçait-il avant tout d'obtenir des gouvernants le titre précieux qu'il s'empressait de faire graver au-dessus des portes des bâtiments de sa manufacture et de faire figurer au haut de ses lettres et de ses factures.

Mais les membres du Conseil de commerce, auxquels ces demandes étaient adressées, ne se montrèrent pas toujours favorables; ils craignaient de vulgariser cette faveur et de la discréditer en l'accordant à des organisateurs peu sérieux et dont les fabriques ne tardaient pas à périlcliter et même à succomber. C'est ce qui se produisit pour la requête de Jean-Gabriel de Combles (ou Decombles) négociant en dorures de la capitale, qui ouvrit une manufacture de points d'Espagne (4), de galons et réseaux d'or, d'argent et de soie, près de Paris, dans le joli village de Clamart (5). La prudence des administrateurs fut, en cette occasion, pleinement justifiée; à la suite de procédés regrettables employés par le directeur dans l'organisation de son entreprise, l'affaire échoua. Un dossier fort intéressant à la précieuse collection Joly de Fleury, conservée à la Bibliothèque nationale (6), permet de suivre de près cette tentative et de se rendre compte des raisons de son échec, tout en attirant l'attention sur une localité bien connue encore par la beauté de ses ombrages.

*
**

LA CRÉATION DE LA MANUFACTURE

Dès 1728, Jean-Gabriel de Combles, qui, s'il semble avoir eu de graves défauts, a tout au moins été un homme actif et entreprenant et ne s'embarrassant d'aucun scrupule, résolut d'installer à Clamart une « manufacture de points d'Espagne, de réseaux d'or, d'argent, de soie, de galons et produits analogues » (7). Il acheta une vaste maison, la garnit de meubles, d'outils et d'ustensiles; ce qui représenta, si on le croit, une dépense initiale de

1922, in-8, pp. 204 et 225; Id., « Note sur Colbert et les industries de la faïence et de la verrerie à Nevers », dans *Bulletin de la Société nivernaise des Lettres, Sciences et Arts*, 1925, in-8, p. 14.

(4) C'est-à-dire de dentelles faites de fils métalliques (or, argent, etc.), tandis que les « réseaux » sont des dentelles fort simples, et constituées par un simple assemblage de fils et de nœuds. Ces lourds et somptueux produits, dont la mode venait d'Espagne, n'étaient pas toujours appréciés. À certains moments, leur trop grande splendeur — jointe à leur prix élevé, — choquait, et l'on prétendait recourir à des produits plus légers, moins rutilants et mastocs, et capables de produire par une finesse plus grande des effets artistiques beaucoup plus délicats.

(5) Seine, arrondissement et canton de Sceaux.

(6) Département des Manuscrits. Le dossier dont nous parlons est conservé au volume 124, fol. 16 et suiv.

(7) Cette industrie, autrefois florissante et qui faisait vivre « une partie du peuple et de la campagne », était en décadence « par le défaut d'ouvriers et le peu d'attention apporté pour la soutenir et en perfectionner le goût » (Ms. cité, f. 37). Il semblait donc utile de le réorganiser.

70.000 livres, tout en exigeant, d'autre part, des frais annuels importants, puisqu'ils montaient à 40.000 livres.

Puis il rassembla des ouvrières (8). C'étaient de jeunes enfants de Paris qu'il prenait en apprentissage ; il s'engageait auprès des parents à leur apprendre leur métier, en leur donnant des notions qui leur permettraient d'améliorer leurs travaux et de gagner fort convenablement leur vie. Des contrats furent conclus et passés régulièrement par-devant notaire, par exemple avec les parents de la jeune Anne-Louise Guichard, demeurant rue Saint-Louis, au Marais (9), avec ceux de Marie-Judith Carré, rue Princesse, au faubourg Saint-Germain (10), ainsi qu'avec Martin Foissart, Jean Perron, Antoine Leuillet, Philibert Voisin (11), dont les enfants étaient plus âgées et avaient jusqu'à quatorze ans.

Mais les frais généraux étaient lourds. Des apprenties maladroites gâtèrent beaucoup de matières premières, à elles confiées, et qui coûtaient bon. Ces jeunes filles, même la seconde année, n'étaient pas encore assez « en forme » pour gagner ce qu'elles dépensaient, si bien que De Combles dut déboursier, sans espoir de bénéfices ou de rentrées, des sommes importantes. De plus, pour constituer les stocks nécessaires, il avait fait « des avances considérables, dans lesquelles peu de particuliers auraient accepté de s'engager ». Dès cette époque, il s'était efforcé de régler la discipline de la fabrique à son idée, en prétendant, pour imposer de l'ordre, donner une éducation chrétienne stricte. Mais il aboutit, comme nous verrons, à un système de claustration assez singulier et qui doit être condamné. Enfin, l'insuccès financier fut tel, dès le début, que le trop confiant industriel résolut de solliciter la protection et l'aide du gouvernement.

*
**

L'ORGANISATION DE L'ENTREPRISE ET LES REQUÊTES DE DE COMBLES AU CONSEIL DE COMMERCE.

Aussi, en juillet 1730, le patron sollicita humblement la protection des membres du Conseil-Bureau de commerce ; il désirait obtenir le monopole de l'industrie pour vingt ans, l'érection de son atelier en titre de *manufacture royale*, l'exemption de toutes

(8) Il voulait alors employer deux cents filles de dix à douze ans, qui devaient s'engager pour douze ans.

(9) Actuellement rue de Turenne. Contrat sur formule imprimée du 2 juillet 1729 (Ms. cité, f. 58-59).

(10) Actuellement, cette rue existe encore entre la rue du Four et la rue Guisarde. Contrat du 6 janvier 1730 (*id.*, f. 39-41). Dans ces traités, le droit de « correction » était formellement reconnu par les parents au patron. Celui-ci obtenait aussi un gros dédit, en cas de résiliation de l'affaire. Ces actes, tout en faveur de De Combles, qui avait trouvé de pauvres gens ignorants, étaient vraiment léonins.

(11) *Id.*, f. 55 et 57.

charges fiscales pour ses ouvrières et employés, la certitude de la fourniture de la maison du Roi, l'approbation des contrats et engagements signés avec les parents, et les droits de correction, de poursuite et de réclamation des travailleuses, réfractaires ou fugitives.

Les conseillers ne voulurent pas s'engager, craignant que l'affaire ne put se soutenir, et écoutant aussi les revendications des merciers parisiens, qui protestaient contre ce projet de monopole, qui entravait leur commerce. Sur rapport du conseiller Jean Anisson, sieur de Hauteroche (12), il fut décidé le 11 juillet que deux députés seraient envoyés pour inspecter la fabrique avant qu'aucune décision ne fût prise (13).

De Combles ne perdit pas courage devant cette attitude de suspicion. Insistant sur l'intérêt que présentait l'affaire pour développer à nouveau une industrie qui périssait (14), il fit rédiger un projet de lettres patentes (15).

Il proposa alors un règlement qui comprenait des articles relatifs à l'engagement des filles à lui confiées par leurs parents, ainsi qu'à leur nourriture, leur entretien, leur « éducation », et la discipline nécessaire au travail et au bon ordre. Ce texte intéressant mérite d'être analysé (16).

D'après lui, les apprenties engagées devaient avoir au moins douze ans, et elles devaient six ans de services à leur patron, à la suite d'un strict contrat dressé par-devant notaire. Les actes rédigés par De Combles, avant la publication du nouveau règlement, pouvaient être résiliés dans le mois suivant la publication de cet acte, mais les filles qui quittaient la manufacture devaient payer 200 livres par année de présence (17) ; par contre, si ces anciennes pensionnaires restaient chez De Combles, elles devaient accepter les conditions nouvelles et, entre autres, rester six ans complets à Clamart. L'engagement n'était résiliable que pour raison de maladie. Les parents ne pouvaient retirer leurs enfants que pour des « causes valables » et après en avoir référé au lieutenant de police, qui devait statuer souverainement sur leur démarche et le montant de l'indemnité payée à l'entrepreneur.

Le régime de la manufacture était réglé de façon différente

(12) *Inventaire des procès-verbaux du Conseil de commerce au XVIII^e siècle* (aux Arch. nat.), par P. BONNASSIEUX et E. LELONG, 1900, in-4°. Introduction, p. xxxvii.

(13) *Arch. nat.*, F¹² 77, p. 367.

(14) Cette décadence était attribuée « au défaut d'ouvrières et au peu d'attention apporté pour développer le goût de la fabrique ». De Combles insistait aussi sur son dévouement et le caractère social — selon lui — de son entreprise : Les enfants par lui rassemblés, disait-il, sont exposés « par le sexe à bien des dangers et nécessitent de grands soins de surveillance et de conduite ». Nous verrons ce que cachaient ces belles paroles.

(15) *Bibl. nat.*, Joly de Fleury, 124, fol. 37.

(16) Ms. cité, f. 30.

(17) Cette clause, exigeant un dédit considérable, empêchait les départs.

suivant les saisons. En « été », du 1^{er} avril au 1^{er} octobre, les filles se levaient à 5 heures du matin, se rendaient à la chapelle à 6 heures, puis gagnaient l'atelier. Le « petit déjeuner » avait lieu à 8 heures, et le « dîner » (18) à midi. Pendant les repas, le silence devait être absolu et de pieuses lectures devaient se faire régulièrement. Le dîner était suivi d'une heure de récréation, puis le travail reprenait jusqu'au « goûter » de 4 heures du soir, et au « souper » (19) de 7 heures et demie, qui avaient lieu en suivant les mêmes règles. Une nouvelle récréation durait jusqu'à 9 heures. Puis, sous la surveillance de l'économe, c'était le coucher, après la prière en commun à la chapelle.

Durant l'hiver, les ouvrières se levaient à 6 heures et se couchaient à 10 heures (20). La manufacture avait donc une organisation calquée sur celle d'un couvent (21).

Aussi, le dimanche, la vie des pensionnaires était avant tout consacrée aux exercices religieux, auxquels les ouvrières ne pouvaient participer durant la semaine, puisqu'elles fournissaient des journées de dix heures d'activité. Ce jour-là, les filles se levaient à 7 heures, allaient à la chapelle à 8 heures, y faisaient les prières et y écoutaient une « courte méditation » du chapelain. Puis c'était la « récréation » jusqu'à 10 heures et demie, avant le « sermon ». Après le « dîner » et une nouvelle récréation jusqu'à 3 heures, les dentellières assistaient aux vêpres et au catéchisme, se rendaient à 8 heures à « souper », et, après prières et dernière récréation, regagnaient leurs lits.

Pour compléter l'enseignement religieux, le chapelain devait s'assurer que ses ouailles fréquentaient régulièrement les sacrements, et, durant le travail à l'ouvrage, des lectures « spirituelles » étaient faites pour donner à toutes une perpétuelle leçon de piété.

Mais si les obligations des apprenties étaient nettes, celles du patron étaient moins strictement spécifiées. Il devait, pendant les six années de l'engagement, « nourrir, loger, entretenir, blanchir, chauffer, éclairer » ses ouvrières et leur donner le nécessaire, qu'elles fussent en bonne santé ou malades. Il devait les habiller de siamoise (22) en hiver et de toile grise ou blanche en été. Les tabliers devaient être faits en toile à carreaux, et les bas de laine filée (23). Pendant la mauvaise saison, les filles portaient des

(18) Le déjeuner actuel.

(19) Le dîner actuel.

(20) De Combles devait veiller à la question de la température : il devait faire mettre des poêles dans les « ouvrages ».

(21) Ce caractère de vie conventuelle de certaines entreprises industrielles de l'ancien Régime a été déjà signalé (P.-M. BONDOS, « Colbert et l'industrie de la dentelle : Le point de France à Reims et à Sedan » dans *Revue d'Histoire économique et sociale*, année 1925, in-8, pp. 367 et suiv.

(22) Etoffe de coton et de soie mélangées, analogue à celle que portaient les ambassadeurs de Siam, lors de leur fameuse visite à la cour de France.

(23) Il n'était pas spécifié si ces bas devaient être faits au métier ou à la main, ni s'ils étaient « d'estame » ou de « trème ». (Voir P.-M. BONDOS :

galoches (24), et aux mois chauds, des souliers. La coiffure de jour était un bonnet d'étoffe noire, et celle de nuit une cornette blanche. Le linge devait être changé tous les dimanches, et les draps tous les mois.

Les pensionnaires devaient toucher par semaine huit livres de pain bis-blanc (25), sans compter le pain à tremper dans la soupe. Les jours gras, elles recevaient à déjeuner six onces de viande et du bouillon, et à souper un potage maigre et des œufs ou des des légumes. Les jours maigres, le menu était analogue, sans viande et avec obligation de le varier le plus possible.

En cas de maladie nettement déclarée, les jeunes filles étaient transportées à l'infirmerie, où tous les soins possibles leur devaient être donnés. La clôture complète était, en échange de ces avantages assez relatifs, imposée aux malheureuses, transformées en prisonnières (26).

Une fois terminé leur temps, les ouvrières pouvaient reprendre un nouvel engagement de trois ans. Mais celles qui partaient (27) devaient alors recevoir un costume complet : robe longue de siamoise, jupon, tablier, une chemise, deux cornettes, deux mouchoirs et 30 livres d'argent liquide.

Les derniers articles du règlement étaient pris « pour empêcher tout désordre », car De Combles se doutait bien que le régime qu'il imposait devait provoquer des colères et des résistances. Aussi, pour empêcher les réclamations, il décida que les parents ne pourraient voir leurs enfants que deux fois par mois, aux dimanches ou aux jours de fête, ainsi qu'aux quatre grandes fêtes de l'année (28), dans un parloir disposé à cette intention. Ces visites étaient, de plus, surveillées. Une seule personne à la fois entrait dans la salle et devait « se retirer peu de temps après, pour faire place aux autres », sans pouvoir revenir le même jour, et cela le matin de 8 heures et demie à 10 heures et demie, et le soir de midi à 3 heures. En cas de maladie, les parents ou tuteurs pouvaient avoir accès auprès de la patiente. Mais ils ne devaient jamais apporter rien qui pût incommoder les pensionnaires, ni aucun livre « qui leur gastast l'esprit ». De plus, tout visiteur qui se permettrait « des excès » ou « tiendrait des propos injurieux ou indécents », se verrait poursuivi par-devant le lieutenant de police, qui devait y pourvoir suivant la gravité du cas.

La fabrication et le commerce des bas dans la France de l'ancien Régime, 1928, in-8, étude à paraître.)

(24) Chaussure dont le dessus est de cuir et la semelle de bois.

(25) Variété de pain bis un peu supérieure. Voir M. FRÉGIER : *Histoire de la police de Paris*, t. II, 1850, in-8, p. 502.

(26) Cet article fut supprimé, probablement sur l'ordre du procureur général.

(27) Naturellement, le nombre de celles-ci devait être, étant donné l'état misérable des ouvrières, bien plus considérable.

(28) Annonciation, Assomption, Toussaint, Noël.

Toute ouvrière qui s'échappait de la manufacture, du consentement des siens ou de son propre mouvement, était poursuivie. Le lieutenant de police, sur requête du patron, ordonnait des perquisitions et des recherches et faisait ramener par ses agents la délinquante à Clamart. L'entrepreneur pouvait aussi faire appréhender les complices de l'évasion.

Pour justifier ces mesures, qui faisaient une prison de cette manufacture, une surveillance suprême était donnée au lieutenant de police, qui pouvait visiter, quand il lui plaisait, la maison et obligeait le patron à justifier de sa conduite. Mais, en définitive, le grand négociant parisien avait dans son atelier une puissance absolue et vraiment tyrannique. Ce régime était tel qu'il suscita des oppositions sérieuses et que De Combles rencontra devant lui de violentes critiques, qui contribuèrent un peu à son échec.

**

LES PREMIÈRES DIFFICULTÉS

En effet, le procureur général du parlement de Paris, Guillaume-François Joly de Fleury, à qui le texte fut soumis, fit quelques objections (29). Ce haut magistrat était d'une grande conscience et portait à toutes les questions qu'il avait à examiner un regard scrupuleux ; il se renseignait précisément sur chaque affaire avant de se décider et s'efforçait de régler les problèmes suivant les lois du bon sens, de l'équité et de la justice. Il s'aperçut des tendances despotiques des propositions de De Combles et se méfia.

Aussi voulut-il développer le pouvoir de contrôle du lieutenant de police, qui pouvait faire retirer des enfants de la manufacture par jugement. Il refusa aussi de sanctionner les articles qui accordaient des indemnités au patron, et trouva le nombre d'heures de travail exagéré. Il exigea, de plus, que chaque pensionnaire eût un lit individuel, ordonna la distribution de viande au repas du soir et recommanda l'emploi de plats de riz pour les jours maigres. Enfin il réclama les droits de visite pour les administrateurs de l'Hôpital général, qui pourraient ainsi surveiller l'entreprise (30).

D'ailleurs, l'industriel trouvait encore sur son chemin d'autres résistances. Les merciers (31) et les marchands de galons d'or et d'argent de la capitale s'efforçaient d'entraver l'essor de l'atelier

(29) Ms. cité, fol. 19 et suiv.

(30) Joly de Fleury se méfiait donc de De Combles et ne croyait pas à la sincérité des belles déclarations où l'entrepreneur se vantait de son zèle philanthropique.

(31) P. VIDAL et L. DURU, *Histoire des merciers de Paris*, 1913, in-8.

de Clamart. Ces commerçants s'adressèrent, sans plus tarder, aux membres du Conseil de commerce (32).

Ils s'élevaient avec force contre les projets du « sieur Descombes (*sic*), homme vif et entreprenant, qui voulait envahir leur commerce à l'ombre du nom éblouissant de *manufacture royale*, comptant ainsi attirer la confiance du public ». Ils prétendaient que les allégations de leur concurrent n'étaient pas vraies et que l'industrie de la « dorure » n'était pas en décadence : au contraire, disaient-ils, ce trafic n'a jamais été plus florissant, et les produits livrés aux consommateurs sont « beaux et parfaits ». S'il y avait peut-être une légère diminution dans la production et la vente, il fallait l'imputer à l'évolution de la mode et au changement du goût. Ce commerce et cette fabrication n'étaient donc interrompus que momentanément, et ce n'était pas la création d'un atelier qui pouvait déterminer la reprise de l'emploi de ces ornements à fil métallique dans le costume.

D'ailleurs, il n'y avait pas, à cet égard, disette de main-d'œuvre. Beaucoup de travailleurs et travailleuses spécialistes confectionnaient des dentelles de ce genre dans tous les environs de Saint-Denis (33), à Villiers-le-Bel (34), Ecouen (35), Sarcelles (36). Les produits ainsi fabriqués étaient excellents, et jamais aucune plainte ne s'était élevée à leur sujet à la cour et à la ville. Enfin, « dans les plus pressantes nécessités », les marchands de Paris avaient recours aux fabricants de Lyon (37), si bien que toutes les commandes étaient toujours exécutées. En résumé, suivant les merciers, la tentative de De Combles n'aurait fait que ruiner les petits fabricants des environs immédiats de la grand-ville, ainsi que leurs familles, et « renverser » complètement le commerce.

Enfin l'entrepreneur de Clamart n'avait jamais livré que des produits inférieurs ; il n'était donc pas qualifié pour porter des jugements dénigrants sur l'industrie de ses concurrents. Il n'avait inventé ni expérimenté aucun procédé nouveau, et sa technique était la même que celle des dentellières qu'il critiquait. Ses

(32) Voir cette requête dans *Bibl. nat.*, ms. nouv. acq. franc. 22253, fol. 237-238.

(33) Seine, chef-lieu d'arrondissement et canton.

(34) Seine-et-Oise, arrondissement de Pontoise, canton d'Ecouen. — Sur cette fabrique, où travaillèrent des ouvrières protestantes avant la révocation, voir *Mémoires de Saint-Simon*, éd. Boislisle, t. V, 1886, in-8, p. 88.

(35) *Id.*, arrondissement de Pontoise, chef-lieu de canton.

(36) *Id.*, arrondissement de Pontoise, canton d'Ecouen. — Sur ces dentelles, voir J. SAVARY DES BRUSLONS, *Dictionnaire de Commerce*, t. II, col. 677 ; ROLAND DE LA PLATIERE, *Encyclopédie méthodique : Arts et Métiers*, t. II, 1785, in-8, p. 293 ; G. MARTIN, *La grande Industrie sous le règne de Louis XV*, 1899, in-8, p. 140 ; P.-M. BONDOIS, « La manufacture dentellière de Montargis », dans *Mémoires pour l'histoire du Commerce et de l'Industrie*, série VII, 1922, in-8, p. 234.

(37) Lyon était, avec Paris, le grand centre de fabrication et de vente des dentelles d'or et d'argent.

ouvrages étaient donc semblables à la production générale, et l'entreprise ne méritait pas le titre de *manufacture royale*, qui lui aurait conféré un monopole important.

Ce réquisitoire fit son effet. Les membres du Conseil de commerce, sans se laisser influencer par le rapport favorable de Jean Anisson, sieur d'Hauteroche, n'accordèrent pas le privilège demandé, et le 15 mars 1731, ils décidèrent d'envoyer trois commissaires pour visiter la manufacture. Cette enquête devait leur permettre de prendre une décision (38). A la suite des déclarations de ces envoyés et de l'intervention hostile du lieutenant de police, René Hérault, qui résuma les objections faites à l'assemblée tenue chez le premier président du Parlement, la demande de De Combles fut définitivement repoussée et son entreprise resta indépendante (39).

*
**

LES SCANDALES DE LA MANUFACTURE

Malheureusement pour l'affaire, d'autres causes d'échec allaient apparaître et compromettre définitivement la tentative.

Le régime auquel étaient soumises les jeunes travailleuses était dur et inhumain. De plus, et si l'on en croit les graves accusations qui furent portées contre De Combles et qui sont très précises, de véritables crimes s'y commettaient. Des filles maltraitées s'évadèrent, furent reprises, cruellement punies. Des parents finirent par protester et s'adressèrent à la justice.

Martin Foissart (ou Faussart), Jacques Guichard, Jean Perron, Antoine Leuillet et Philibert Voisin s'adressèrent au procureur général (40). Ils prétendaient que l'entrepreneur de Clamart avait renvoyé sans motifs beaucoup d'ouvrières, malgré ses engagements, et qu'il maltraitait horriblement celles qui restaient dans sa maison. Les malheureuses ne pouvaient résister à l'effroyable traitement que parce qu'elle avaient le ressort de la jeunesse. Mais certains drames s'étaient produits, et ces faits en disaient long sur la valeur morale du patron. Une des pensionnaires s'était coupé la gorge, une autre avait dévoré ses bras jusqu'au coude. De plus, des morts suspectes avaient été signalées.

Une des ouvrières qui avait pu s'échapper, Marie Chailliot, donnait des détails très nets, accusant son ex-maître d'attentats à la pudeur et de sévices épouvantables (41).

Un autre plaignant, Jacques Guichard, « garde-nuit sur le

(38) *Arch. nat.*, F¹² 78, p. 205.

(39) *Id.*, pp. 352-353.

(40) *Ms. cité*, f. 55-57.

(41). De Combles, disait-elle, « a fait déshabiller à nu et sans chemise plusieurs de ces filles pour les faire briser de coups sans qu'elles y donnassent occasion ».

port Saint-Paul », arguait que De Combles avait renvoyé les deux tiers des apprenties engagées « toutes nues et sans chemise » ! Il traitait fort mal les cinquante fillettes qui restaient, dont la fille du protestataire, Anne-Louise. Les pensionnaires étaient mal nourries et à peine entretenues; elles devaient fournir un travail au-dessus de leurs forces, ne pouvaient voir régulièrement leurs parents et, au moindre prétexte, étaient « trop sévèrement châtiées ».

Guichard avait en vain essayé de retirer son enfant de ce bain. L'entrepreneur savait terrifier ses employées, et lorsqu'une enquête avait été ordonnée, les filles avaient répondu de manière à innocenter complètement leur employeur. C'est pourquoi le malheureux s'était adressé au procureur.

*
**

LA DÉFENSE DU SIEUR DE COMBLES. LE RÔLE DU COMMIS DU VILLIER

Naturellement, l'accusé se défendit, et avec vigueur (42). Il répliqua tout d'abord qu'il traitait fort bien ses dentellières et qu'il avait strictement rempli les obligations du contrat conclu, apprenant tous les secrets de son art à des enfants ignorantes, que de pauvres parents ne pouvaient entretenir et qui, grâce à lui, étaient devenues capables de gagner convenablement leur vie. Il insistait sur le caractère philanthropique et « charitable » de sa tentative, et notait avec amertume qu'il était fâché que des filles qui lui avaient coûté gros pendant trois ans lui fussent retirées juste au moment où elles pensaient « lui devenir de quelque utilité ». Selon lui, « l'injustice était criante ».

Il prétendait être victime d'un complot ourdi par un de ses collaborateurs, qui l'avait basement trahi pour de très mesquins motifs et qui avait mérité vraiment le dernier supplice (43). Il s'agissait de son premier commis, le sieur du Villier (ou Devillier[s]), qui, quoique fort bien rétribué (44), n'était entré dans la place que pour ruiner son maître, qu'il avait volé à plusieurs reprises. Cet individu voulait enlever à De Combles toutes ses travailleuses : il avait su gagner à sa cause les contremaîtresses et voulait établir une nouvelle fabrique, qu'il dirigerait dans les environs de Saint-Denis. Mais, heureusement pour le patron, la portière de l'établissement avait refusé d'entrer dans cette combinaison.

(42) Ms. cité, f. 62-66.

(43) Il prétendait faire certifier ses affirmations par les procès-verbaux du commissaire Jean-Jacques Camuset et par les rapports mêmes du lieutenant de police René Hérault. Celui-ci, cependant, comme nous l'avons déjà vu, ne semble pas lui avoir été favorable.

(44) Il touchait 1500 livres, était nourri et logé.

Du Villier avait de hautes protections. Arrêté sur l'ordre du lieutenant de police Hérault, conduit au For-l'Evêque (45), il n'avait été condamné, après un an de prison, qu'à la réclusion à trente lieues de la capitale, et, grâce à une bienveillance singulière d'Hérault lui-même, qui « avait de la bonté pour sa famille », il avait même obtenu la révocation de la lettre de cachet qui avait été rendue contre lui et avait pu reprendre sa campagne auprès des parents des pensionnaires.

De Combles avait bien été prévenu de cette attitude ; mais, préoccupé par les détails de son affaire, il n'avait pas prêté une attention suffisante à ces menées et n'avait pas demandé une nouvelle arrestation. Du Villier avait donc recommencé ses attaques. Alors l'entrepreneur redemanda à nouveau l'établissement de lettres patentes, qui empêcherait la création d'ateliers analogues dans la banlieue parisienne. Certains parlementaires, comme le conseiller Jean-Baptiste-Maximilien Titon, étaient favorables à cette revendication, car ils trouvaient l'entreprise utile pour l'industrie et le commerce.

Le fabricant précisa alors ses explications (46). Il accusa Du Villier et ses complices de lui avoir dérobé des stocks de « matières d'or et d'argent » qui avaient été retrouvés dans les chambres des coupables ; de plus, ces individus auraient même tenté de mettre le feu aux magasins.

Mais Du Villier n'était pas arrivé à ses fins. Alors, il s'était résolu à soulever les parents des pensionnaires, en portant contre De Combles de graves accusations, et en prétendant qu'il « subornait la chasteté » de ses ouvrières. Les pères et mères avaient été convaincus, et c'était là l'origine des plaintes au procureur général.

Bien plus, certains de ces artisans, s'assemblant avec quelques soldats aux gardes, toujours turbulents, avaient voulu un jour forcer les portes de la manufacture pour enlever les « prisonnières ». Munis de faux ordres signés *Hérault*, ils s'étaient présentés aux corps de garde des maréchaussées voisines (47). Ces policiers avaient été aisément trompés et leur avaient prêté main forte.

Mais ce n'était pas là les seuls « crimes » de Du Villier et de ses partisans ; ils avaient, à plusieurs reprises, menacé et insulté le patron et multiplié contre lui libelles et factums.

Enfin, dernière manœuvre, ils avaient recouru au chapelain de la manufacture, le sieur Candeau, qui, loin d'écouter la voix de la reconnaissance et de défendre le chef de l'entreprise, avait suivi les comploteurs, leur avait donné raison et avait porté les plus graves affirmations contre la moralité de son maître.

(45) Rue Saint-Germain-l'Auxerrois.

(46) Cf. ce mémoire assez long dans le même ms., f. 43-54.

(47) Probablement Vanves et Issy.



LA LUTTE AVEC LE CHAPELAIN CANDEAU

De Combles, décidément mauvais psychologue, avait d'abord eu toute confiance en cet ecclésiastique. Mais il comprit vite l'importance des insinuations de cet homme, par suite de sa dignité et de son rôle. Aussi chargea-t-il avec violence le chapelain, l'accusant d'être un hypocrite, pourri de vices, et qui était devenu l'espoir de ses ennemis.

Devenu méfiant, le fabricant voulut renvoyer le faux bonhomme, sous prétexte que son ministère était coûteux, et décréta qu'il utiliserait dorénavant un prêtre externe, qui viendrait desservir la chapelle. L'habile Candeau s'offrit pour remplir ce rôle amoindri et De Combles ne put le refuser. Alors l'ecclésiastique, définitivement passé au parti de Du Villier, continua à faire son office de mouchard, rapportant tout ce qui se passait dans les ateliers, et, sous prétexte de calmer les querelles et d'aplanir les difficultés, déformant tous les actes et contribuant de toutes ses forces au développement des calomnies. « Il trahissait tout le monde pour bouleverser la maison. » Ainsi, il sut dégoûter les enfants, les rendit indociles et paresseuses; sous prétexte de les entretenir de religion et de morale, il s'enfermait avec elles dans la chapelle et leur apprenait la campagne et les revendications de leurs proches. Il leur gâtait donc l'esprit, leur faisait trouver malheureux leur état et leur inspirait le désir de la libération.

Chassé de sa place, Candeau obtint le vicariat d'Issy et ne songea plus qu'à la vengeance. Il prit chez lui une ancienne domestique de De Combles, dont celui-ci s'était débarrassé, gagna son curé à sa cause et sut renforcer le groupement des parents mécontents, qui signifièrent leur protestation par huissier et s'adressèrent directement au cardinal de Fleury, premier ministre.



LA VISITE DES ADMINISTRATEURS DE L'HOPITAL GÉNÉRAL

L'enquête judiciaire se poursuivait cependant.

Le 4 février 1733 (48), le directeur et un des administrateurs de l'Hôpital général, Louis-Philippe Desvieux et Charles Arrault, venaient visiter la manufacture et firent leur rapport (49). Ils examinèrent les ouvriers (salles de travail) et les dortoirs. Ils se montrèrent satisfaits en général. Cependant, d'après eux, les

(48) Ms. cité, f. 23 et suiv.

(49) Ils étaient accompagnés de la supérieure, la sœur Thérèse Bailly.

salles pour le coucher n'étaient pas suffisantes, et certaines pensionnaires auraient dû être logées dans des chambres séparées, ce qui pouvait se faire aisément, étant donné le petit nombre d'ouvrières (quarante-deux) (50).

L'examen du réfectoire ne donna lieu à aucune critique : la nourriture fut jugée de bonne qualité. La chapelle, qui pouvait contenir trois cents assistants, fut aussi appréciée.

Les visiteurs lurent les règlements avec De Combles et sa femme; certaines modifications furent adoptées : elles avaient été réclamées par le procureur général et portaient sur les rapports avec les parents, les délais fixés pour l'exécution des congés, le montant des indemnités de dédit. La question de l'uniforme fut aussi abordée, ainsi que des détails pour la nourriture, les commissaires recommandant l'emploi de soupes et de « galimafrées » (51).

L'eau potable fut reconnue fort bonne. Il fut décidé de fixer à huit ans l'engagement des ouvrières, et la question du trousseau livré à la sortie fut définitivement réglée (52).

De Combles fit aussi ses propositions pour le service religieux de la manufacture et proposa d'utiliser le service d'un prêtre d'une des paroisses voisines et qui remplirait un service analogue à celui du chapelain de Sainte-Claire à la Salpêtrière. En terminant, les inspecteurs tinrent à rendre hommage à la « surveillante générale », « fille fort sage et raisonnable », et qui contribuait, selon eux, à l'activité de l'entreprise.

**

L'ENQUÊTE DES OFFICIERS DE BOURG-LA-REINE ET L'ÉCHEC DE L'AFFAIRE

Mais l'enquête judiciaire allait se compliquer par l'intervention des officiers du bailliage de Bourg-la-Reine (53), N. Auxillon, président de l'élection, et Pierre-Nicolas de Lancezi, qui vinrent à la manufacture le 26 mars (54). Ils interrogèrent De Combles sur « le gouvernement de sa maison », le traitement des enfants et les différents chefs d'accusation qui étaient portés contre lui. Puis ils firent déposer par-devant eux les filles et les maîtresses, visitèrent toute la demeure, les chambres, les lits, le réfectoire et la chapelle. S'il faut en croire l'entrepreneur, ils se montrèrent satisfaits, et

(50) Si la manufacture se développait, d'autres mesures auraient dû être prises ultérieurement.

(51) Ragoûts de légumes et de viande.

(52) Une robe, un tablier en bon état, deux chemises, deux bonnets, deux mouchoirs, une paire de souliers. Les délégués acceptèrent la réduction du nombre des visites, que demandait De Combles.

(53) Seine, arrondissement et canton de Sceaux.

(54) Ms. cité, f. 50.

malgré leurs préventions, s'avouèrent convaincus de la fausseté des rapports et des réclamations (55).

Cette conclusion assez inattendue ne satisfaisait pas les ennemis du patron. Alors, jouant leur dernière chance, ils ameutèrent les parents, qui se présentèrent en troupe devant les portes de la fabrique, criant, conspuant, tempêtant et faisant « du scandale, capable de déranger l'harmonie de l'établissement ».

Cette manifestation fit d'autant plus d'effet que les pensionnaires, exaspérées et supportant mal la clôture, subissaient aisément les « mauvaises influences » du prêtre Candeau. De Combles, poussé à bout, accusa formellement celui-ci, prétendant qu'il avait fait du scandale, lors des réunions de Saint-Médard, au tombeau du diacre Paris (56), et ajoutant qu'il avait été mêlé à de vilaines affaires de mœurs.

La querelle devenait donc de moins en moins claire par des affirmations aussi contraires. Elle était difficile à régler (57). Il s'y mêla aussi une question délicate de jurisprudence. Car le bailli de Meudon (58) prétendait avoir la haute surveillance sur la fabrique (59), quitte à en référer au lieutenant de police, en cas important.

Les membres du parlement furent embarrassés pour juger. Ils n'accordèrent pas le titre de *manufacture royale* réclamé par De Combles, car, malgré tout, les accusations accumulées produisaient mauvais effet. Mais, d'autre part, ils ne semblent pas avoir poussé plus loin l'enquête et ne firent aucun blâme public à l'entrepreneur, ne cherchant pas à savoir si les agissements qu'on lui reprochait étaient vrais et ne voulant pas qu'on poursuive ses ennemis.

Mais, ainsi attaquée et ne vivant qu'en de mauvaises conditions, entourée de suspicions, l'affaire périlait. Elle ne paraît guère avoir subsisté longtemps après 1733 (60) et ne put probablement pas surmonter les difficultés du début. Le fait s'explique d'autant plus aisément que la mode des dentelles à fils métalliques passait complètement alors (61) et que l'emploi de ces

(55) Bien plus, le président tint à faire un petit discours aux ouvrières, leur conseillant de se montrer obéissantes et travailleuses.

(56) Sur les convulsionnaires de Saint-Médard, voir surtout le curieux ouvrage de CARRÉ DE MONTGERON, *La vérité sur les miracles opérés par l'intermédiaire de M. Paris, 1734-1741*, 3 vol. in-4°.

(57) Lettre d'Hérault à Joly de Fléury : ms. cité, f. 17.

(58) Seine-et-Oise, arrondissement de Versailles, canton de Sèvres.

(59) Observations sur le projet de lettres patentes de privilèges (même ms., f. 20 et suiv.). Le procureur général se montra favorable à cette revendication qu'il trouvait juste et raisonnable.

(60) Du moins nous n'en avons plus trouvé de traces.

(61) La citation de Corneille que nous citons en épigraphe semble prouver que ces dentelles étaient déjà en discrédit sous Louis XIII. Elles redevinrent ensuite à la mode. Nous voyons les demoiselles de Saint-Cyr (alors établies à Noisy) exécuter pour le lit du roi une broderie représentant *le Sacrifice d'Abraham* sur un velours cramoiisi brodé d'or et d'argent. E. TAMBOUR, *Les Gondi et le château de Noisy*, 1925, in-16, p. 381.

ornements ne figurait plus sur les vêtements de luxe des élégantes, si bien que la consommation et le trafic en étaient devenus très restreints.

*
**

CONCLUSION

Cette assez triste histoire comporte-t-elle des enseignements ? Devant les accusations réciproques portées par les adversaires en présence, le patron de l'entreprise et ses ennemis, c'est-à-dire ses employés et les pères de ses ouvrières, il semble difficile de se décider et la prudence commande d'imiter l'attitude expectante des juges de l'époque, qui n'ont pas pris de conclusion définitive. On peut cependant remarquer que les plaintes portées contre De Combles sont précises, et qu'au contraire la défense de cet industriel reste vague, peu cohérente. Mais l'historien ne doit pas s'arrêter au côté anecdotique de ce scandale, qui n'a laissé de traces que dans les archives du procureur général. Certaines conclusions se déduisent des documents rassemblés et conservés par Joly de Fleury, et peuvent aisément se formuler.

1° L'organisation du travail en cette fabrique de Clamart entraînait forcément des abus : l'exploitation de jeunes enfants faibles et sans protection, une clôture inutile, des règlements trop sévères et des contrats conclus uniquement à l'avantage du patron, tels sont les « défauts » qui ressortent à première vue de l'étude qui vient d'être faite en toute impartialité.

2° De plus, l'entreprise ne pouvait se développer et devait forcément diminuer, car les produits fabriqués étaient passés de mode et ne pouvaient plus être « lancés » dans les industries vestimentaires.

3° Enfin, l'analyse des documents prouve aussi l'inconvénient de la multiplication des *manufactures royales* et des monopoles absolus, qui empêchaient l'effet de la libre concurrence et favorisaient les excès de la routine et de la paresse (62).

Ces observations, qui ont un intérêt général, font saisir les raisons profondes de l'échec de la manufacture des points d'Espagne de Clamart qu'entreprit quelque peu à la légère et sans guère de scrupules, il y a près de deux siècles, le sieur Jean-Gabriel de Combles, Parisien.

PAUL-M. BONDOIS.

Mai 1925-octobre 1926.

(62) H. SÉE, « Que faut-il penser de l'œuvre économique de Colbert ? », art. cit., p. 185.

LA LÉGISLATION RESTRICTIVE DU TRAVAIL DES ENFANTS

LA LOI FRANÇAISE DU 22 MARS 1841 (1)

par M. LOUIS GUENEAU

Docteur ès lettres, docteur en droit, professeur au Lycée Charlemagne

INTRODUCTION

Avec la grande révolution industrielle qui, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e, transforma les conditions économiques de l'Europe, les usines se multiplièrent en Angleterre d'abord, sur le continent ensuite ; et, comme rien n'était alors organisé dans la production, les manufacturiers, entraînés par la concurrence, en arrivèrent à exploiter, de la manière la plus odieuse, une main-d'œuvre composée non seulement d'adultes, mais d'enfants.

Les abus n'étaient pas également répandus dans tous les genres d'industrie. Ainsi la métallurgie, par ce fait qu'elle exige une certaine force physique, s'accommodait moins facilement d'une exploitation de la jeunesse. Mais le mal était grand dans les industries textiles et plus spécialement cotonnières.

La déchéance physique et morale de certaines populations ouvrières fut si rapide qu'il fallut réagir. C'est l'Angleterre qui fut amenée, en raison même de son avance technique, à prendre l'initiative des mesures préservatrices. Dès l'année 1796, les docteurs Athin et Perceval avaient signalé le péril de ces méthodes

(1) *Sources essentielles.* — *Archives Nationales* : F. 12, 4704, 4705, 4706 (Commerce et industrie; Dossiers concernant la loi sur le travail des enfants). *Moniteur Universel* : années 1839, 1840, 1841.

Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse : 1827-1841.

CHARLES DUPIN : *Du travail des enfants, qu'emploient les ateliers, les usines et les manufactures, considéré dans les intérêts mutuels de la société, des familles et de l'industrie.* Paris 1840.

JULES SIMON : *L'ouvrier de huit ans.* Paris, 1867.

Un résumé de cette étude a été présenté au récent Congrès des Sciences historiques avec un point de vue un peu différent (droit comparé).

criminelles. Un premier remède intervint avec une loi de l'année 1802. Ce fut un filateur de coton, sir Robert Peel, père du célèbre homme d'Etat, député tory aux Communes, issu d'une ancienne famille saxonne depuis longtemps adonnée à l'industrie, qui eut l'honneur de faire passer ce premier bill, où l'on remarque des dispositions comme celles-ci : limitation de la journée de travail à douze heures pour les apprentis, interdiction du travail de nuit entre 9 heures du soir et 6 heures du matin; enfin, pendant les quatre premières années au moins de l'apprentissage, obligation de recevoir chaque jour ouvrable des leçons de lecture, d'écriture et d'arithmétique.

Ensuite le progrès social fut lent, mais régulier. De 1802 à 1834, on ne compte pas moins de neuf bills sur le travail des enfants. Nous signalerons seulement les principaux. La loi de 1802 ne parlait que des jeunes apprentis. Certains chefs d'usines, moins humains que sir Robert Peel, tournèrent l'interdiction en embauchant des gamins abandonnés. Alors Peel demanda en 1815 de remplacer le mot apprenti par celui d'enfant. Le Parlement refusa, mais ordonna une enquête qui dura jusqu'en 1819 et émut l'opinion, déjà très inquiète des troubles que déchaînaient les agitateurs radicaux. En 1819, un nouveau bill donna satisfaction à Peel, tout en maintenant le maximum de douze heures au-dessous de seize ans, avec, il est vrai, des intervalles pour les repas et l'interdiction d'embaucher avant l'âge de neuf ans.

Après 1819, les deux Peel ne sont plus les promoteurs de cette législation ouvrière. Ils sont débordés et dépassés par d'autres philanthropes, en particulier Wilberforce, le défenseur des nègres esclaves et des ouvriers enfants. Avec Wilberforce, une idée nouvelle apparaît : distinction des adolescents et des enfants, au-dessus et au-dessous de treize ans, ce qui suppose pour ceux-ci de nouvelles réductions dans la durée du travail. Ce principe, combattu par les Peel, comme excessif et désastreux pour l'industrie, ne s'imposa pas immédiatement. Dans le bill du 22 juin 1825, la disposition la plus importante se bornait à prescrire neuf heures de travail le samedi. Ensuite une loi de 1831 prohiba le travail de nuit jusqu'à vingt et un ans et limita les heures de travail à douze jusqu'à dix-huit ans.

La phase décisive s'ouvrit en 1832, après le vote de la grande loi électorale qui transforma les bases politiques de l'Angleterre, ébranla le parti tory, renouvela le Parlement, accéléra l'évolution démocratique du pays (2). Lord Ashley proposa le fameux « bill des dix heures », en faveur des ouvriers âgés de moins de dix-huit ans. A la suite de cette offensive, les industriels réclamèrent

(2) Cf. ELIE HALÉVY : *Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle*, t. III, pp. 104 et suiv.

une nouvelle enquête, qui fut confiée à une commission royale. Ces commissaires étaient des disciples de Bentham. D'accord avec les économistes de l'école libérale pour ne rien toucher à la législation des adultes, ils étaient d'avis qu'il fallait améliorer le sort des enfants. Ils transformèrent donc le bill de lord Ashley, bill « hypocrite » qui, sous prétexte de protéger l'enfance, cherchait en réalité la limitation légale de la journée de travail des ouvriers. Mais, en même temps, ils introduisirent dans le texte de loi trois idées essentielles, qui étaient d'incontestables améliorations : 1° distinction des enfants et des adolescents ; 2° prescriptions scolaires, basées sur le principe « prussien » de l'obligation ; 3° création d'inspecteurs officiels, destinés à assurer l'application de la loi. A quelques semaines de distance, le premier Parlement « réformé » votait à la fois la libération des esclaves et la protection des enfants. Les idées de Wilberforce triomphaient l'année même de la mort du grand philanthrope.

Le bill du 29 août 1833, ou Factory bill, est la loi anglaise fondamentale. Quant à celle du 20 février 1834 (*the factory amendment*), elle se borne à préciser la précédente.

Tels sont, dans la période antérieure à la loi française, les faits essentiels de la législation britannique. On peut remarquer dans l'ensemble qu'elle s'adresse à la fois au physique et au moral de l'ouvrier et se propose un triple but : 1° limiter l'âge d'admission et la durée du travail ; 2° assurer la fréquentation des écoles ; 3° garantir certaines conditions d'hygiène et de sécurité.

Mais elle ne concerne que les industries textiles.

Les historiens, et en particulier M. Elie Halévy, ont constaté qu'elle était en grande partie l'œuvre de certains éléments de la classe industrielle anglaise, inspirés par le parti évangélique et le sentimentalisme piétiste, tandis que, parmi les économistes, elle se heurtait à l'hostilité des disciples d'Adam Smith, si elle avait pour elle les disciples de Bentham. Nous constaterons sur le continent certains caractères analogues.

Il semble que ce soit seulement avec le bill de 1833 que l'Angleterre ait exercé à l'étranger une sérieuse influence. A partir de cette date, divers pays se procurent de suivre son exemple. D'abord, chez les Anglo-Saxons d'Amérique, il faut signaler dans l'Etat de Massachusetts l'acte du 16 avril 1836 et celui du 13 avril 1838. En Europe, la Prusse promulgue l'ordonnance du 6 avril 1839. La même année, l'Autriche complète, par l'ordonnance du 16 juillet, ses règlements du XVIII^e siècle. La Bavière entre également dans cette voie le 15 janvier 1840, et le grand-duché de Bade le 4 mars de la même année. En France, l'évolution est plus tardive. Elle n'aboutit à un résultat qu'au 22 mars 1841 (3).

(3) Nous limitons cette liste à 1841, date d'apparition de la première loi

En comparant toutes ces lois, on constate sans peine que la législation britannique, beaucoup plus précise et beaucoup plus complète, a généralement servi de base partout ailleurs. Ses principales dispositions ont d'ordinaire été renforcées en Prusse, adoucies chez nous. Cependant la loi française, moins rigoureuse que les autres, eut beaucoup de peine à s'imposer.

En France, les industriels étaient, pour la plupart, dominés par cet égoïsme qui a rendu tristement célèbre la bourgeoisie du temps de Louis-Philippe. Quant au peuple, misérable et à peine organisé, il contribuait lui aussi, inconsciemment, au malheureux sort de la jeunesse. Sismondi, qui fut un précurseur de l'interventionnisme et un défenseur des classes ouvrières, s'efforçait dès l'année 1819, dans ses *Nouveaux principes*, de leur démontrer que le salaire des enfants était autant de pris sur celui du père ou de la mère et qu'il n'augmentait pas d'une obole les ressources de la famille. Cependant, au lieu de se grouper pour imposer l'augmentation de leurs salaires, les ouvriers sollicitaient des manufacturiers l'enrôlement de leurs jeunes enfants, non seulement comme apprentis, mais comme simples manœuvres, à des taux dérisoires et dans des conditions de travail qui ne différaient guère de celles des adultes. Ces circonstances matérielles et morales expliquent pourquoi la France adopta le plus tard possible la politique restrictive.

La loi du 22 mars 1841 fut chez nous « le premier pas de la législation protectrice du travail ». Dans la période qui précède, on ne peut citer, en effet, que le décret du 3 janvier 1813, qui limite à dix ans l'âge d'admission dans les mines. Elle mérite donc quelques développements, d'autant plus qu'elle est passée trop souvent inaperçue des contemporains et des générations suivantes.

Parmi les historiens du règne de Louis-Philippe, Elias Regnault, qui cependant continue Louis Blanc, ne semble pas avoir vu tout l'intérêt qu'elle présentait. Thureau-Dangin, préoccupé surtout de politique extérieure, la signale à peine. Il faut arriver à l'*Histoire Socialiste* (M. Fournière) ou à l'*Histoire de Lavis* (M. Charléty) pour trouver à leur juste place dans la Monarchie de Juillet les phénomènes d'ordre économique et juridique qui eurent tant d'importance à cette époque.

La loi sur le travail des enfants n'a donné lieu à des études spéciales que sous Napoléon III, alors que l'empire libéral songeait à compléter l'œuvre législative des régimes antérieurs. Jules Simon, dans son *Ouvrier de huit ans*, publié en 1867, a consacré des pages touchantes aux souffrances de la main-d'œuvre

féminine et enfantine occupée dans la grande industrie. Au chapitre III, intitulé : *Que la durée de travail des enfants au-dessous de douze ans doit être égale à la moitié d'une journée d'ouvrier*, il a fait un rapide historique des lois anglaises et françaises (4).

Aujourd'hui, le classement progressif des documents aux Archives Nationales permet d'être plus précis et de retracer avec plus de sûreté la pénible histoire de la loi du 22 mars 1841, qui s'échelonne sur un long intervalle de quatorze ans (1827-1841), avec deux périodes principales : préparation, élaboration, dont la première a pour centre l'enquête de 1837, et la seconde celle de 1840.

I

PRÉPARATION

En France, bien que les industriels fussent en grande majorité hostiles à toute politique étatiste, c'est pourtant dans un centre manufacturier, animé, il est vrai, d'une grande piété protestante, que la propagande commença. Ce sont des Alsaciens, et plus spécialement la *Société Industrielle de Mulhouse* (S. I. M.), qui dénoncèrent le mal et préconisèrent les premiers remèdes.

Cette Société, fondée en 1825, et qui devait servir de modèle en France à d'autres associations du même genre, compta bientôt parmi ses membres actifs la plupart des cotonniers de la haute Alsace, et parmi ses membres honoraires ou correspondants des personnalités politiques et scientifiques telles que le baron Charles Dupin, Arago et Jean-Baptiste Say. Elle avait pour but essentiel de favoriser le progrès industriel. Mais ses statuts lui recommandaient aussi tout ce qui est de nature « à propager parmi la classe ouvrière l'amour pour le travail, pour l'économie et pour l'instruction ». L'amélioration du sort des travailleurs fut ainsi l'une de ses principales préoccupations.

Deux années seulement après sa fondation, la S. I. M. abordait, en effet, la question du travail des enfants. De 1827 à 1837, elle s'efforcera de vulgariser la législation britannique et de l'adapter aux conditions françaises. A la même époque, le problème était également posé en Allemagne ; de telle sorte qu'un certain parallélisme est à noter entre les deux pays et qu'il ne faut pas s'éton-

(4) A la même époque on peut signaler : LOUIS WOŁOWSKI : *Le Travail des Enfants dans les Manufactures*, 1868 (conférences populaires à l'asile de Vincennes). Un décret du 12 octobre 1868 ayant confié aux ingénieurs du corps des mines les fonctions d'inspecteurs du travail des enfants, Charles de Freycinet rédigea un commentaire de la loi de 1841, qui servit, après les événements de 1870, à préparer celle du 19 mai 1874. Il avait déjà, en 1867, présenté un rapport sur le travail des enfants en Angleterre.

ner de voir Mulhouse, ville alsacienne et presque rhénane, servir de trait d'union entre la pensée des deux peuples.

Le 30 novembre 1827, un manufacturier protestant de Guebwiller, Jean-Jacques Bourcart, co-propriétaire de la filature Nicolas Schlumberger et C^{ie}, l'une des plus grosses entreprises du Haut-Rhin, saisissait la Société d'une proposition sur la nécessité de fixer l'âge des ouvriers dans les filatures et de réduire les heures de travail. Il devait être à cet égard l'un des grands initiateurs français : « L'industrie de notre pays, disait-il, s'est développée d'une manière extraordinaire depuis quelques années, mais si d'un côté elle a soulagé la misère de la classe ouvrière en lui procurant du travail », elle n'a point, d'autre part, amélioré son état physique et moral, car la durée excessive des journées ruine la santé de la main-d'œuvre, des adultes d'abord, et à plus forte raison des enfants. « Il est de notre devoir de veiller sur le bonheur et le bien-être des ouvriers, aussi bien que de propager l'industrie, et c'est dans ce but que je vous propose de faire les démarches nécessaires pour prévenir le mal. »

Bourcart invoquait la législation anglaise, en particulier le bill du 22 juin 1825, qui était alors la mesure la plus récente. Au point de vue strictement industriel, il constatait que l'Angleterre ne s'était pas ruinée en réduisant les heures de travail. L'expérience avait démontré que, dans un temps plus court, les ouvriers anglais produisaient autant et même plus que les ouvriers français, car ils étaient moins épuisés et par ailleurs plus instruits. Au point de vue national, il signalait que l'affaiblissement de la jeunesse menaçait le recrutement de l'armée et la défense du pays. Auprès des gouvernements, ces préoccupations militaires et patriotiques étaient de puissants arguments (5).

Bourcart proposait d'adresser une pétition aux Chambres, afin d'obtenir le vote d'une loi qui limitât à douze heures la durée du travail dans les ateliers de filature pour tous les ouvriers et qui fixât à neuf ans l'âge auquel les enfants pourraient être introduits. L'intervention législative qu'il sollicitait allait donc très loin. Elle n'était pas limitée aux enfants. Elle s'étendait à toute la main-d'œuvre (6).

(5) Le premier chapitre de Jules Simon, qui débute par ces mots : « la patrie n'est pas en danger », et où l'on trouve cette affirmation, qui n'était pas absurde en soi, mais que les événements allaient cruellement démentir, que le second Empire n'était pas menacé d'un second Waterloo, est intitulé « *Que le premier secret de la force militaire d'un peuple est l'accroissement et l'amélioration de la race* ». Jules Simon donne également en épigraphe un passage du *Cours d'Economie politique* de Rossi, caractérisé par cette phrase : « Pour avoir des ouvriers de onze ans, on aurait de chétifs soldats de vingt ans. »

(6) À la même époque, d'autres publications de caractère local mettaient également en lumière les souffrances des ouvriers d'Alsace, mais sans étu-

Une commission fut, suivant l'usage de la Société, chargée d'étudier cette proposition. A l'assemblée générale de décembre 1827, le rapporteur, Zickel, donna à l'appui des théories de Bourcart de lamentables précisions. « Les enfants, dit-il, sont employés dès l'âge de huit ans. Dans les lieux où la population ouvrière est rare, on emploie même des enfants de sept ans, surtout lorsqu'il sont avec leur père dans le même atelier. Le travail commence généralement à 5 heures du matin, pour finir à 8 ou 9 heures du soir. Souvent, il se prolonge au delà de ces heures. Il est des filatures qui travaillent jusqu'à dix-sept heures par jour, et les seuls moments de repos, dans ces dix-sept heures, sont une demi-heure pour le déjeuner et une heure pour le dîner. » Beaucoup d'ouvriers, surtout à Mulhouse, habitent à une ou deux lieues de leur fabrique, faute de logement à proximité. Chaque jour, en toute saison et par tous les temps, ils sont obligés de faire une ou deux lieues pour aller à l'atelier et pour retourner chez eux. « Ainsi, sans parler de la nourriture peu substantielle qu'ils peuvent se donner, du mauvais état de leurs chaussures et de leur habillement, il est de ces ouvriers de tout âge, des enfants enfin, qui, tous les jours de la semaine, sont forcés de quitter le toit paternel à 3 ou 4 heures du matin, pour être rendus à l'atelier à 5 heures, et ne rentrent qu'à 9, 10 ou 11 heures du soir, ne pouvant consacrer de la sorte que quatre ou cinq heures à leur repos, à leur sommeil. »

Les conséquences d'un tel état de choses sont faciles à deviner. « Faudra-t-il maintenant s'étonner si les ouvriers des filatures forment une classe d'hommes rabougris et usés avant le terme fixé par la nature ? Faudra-t-il s'étonner si les détracteurs de l'industrie, ceux qui accusent si légèrement les industriels de ce *matérialisme* qui tend à étouffer tout sentiment d'humanité, déroulent avec complaisance le tableau de la misère de la classe ouvrière, présentée en parallèle avec l'opulence du manufacturier ? »

L'intervention de l'Etat peut seule imposer aux industriels des méthodes plus humaines, mais cette intervention porte atteinte à la liberté du travailleur quand il s'agit de l'ouvrier majeur, à la puissance paternelle quand il s'agit des enfants, et dans les deux cas à la liberté de l'industrie.

Avant de risquer auprès des pouvoirs publics une démarche inconsidérée, la commission était d'avis de consulter d'abord des économistes. Zickel annexait à son rapport les principaux

dier spécialement la condition des enfants. Le docteur Jean Gerspach, de Thann, publiait à Paris, en 1827, une thèse de médecine, sous le titre : *Considérations sur l'influence des filatures de coton et des tissages sur la santé des hommes*. A Mulhouse, Achille Penot entreprenait des statistiques sur la mortalité dans les milieux industriels.

articles de la loi britannique du 22 juin 1825 (7). Il y ajoutait quelques citations empruntées à l'un des ouvrages de Charles Dunoyer : *De l'industrie et de la morale, considérées dans leurs rapports avec la liberté*, ouvrage singulier si l'on pense aux situations immorales que la grande industrie engendrait alors partout, mais qui insistait avec raison sur la grandeur du rôle que les manufacturiers pouvaient être appelés à jouer dans les sociétés nouvelles.

Dunoyer allait devenir l'un des principaux docteurs de l'économie bourgeoise au temps de Louis-Philippe. Chez lui, comme chez tous les théoriciens de l'école libérale, disciples d'Adam Smith ou de Jean-Baptiste Say, et dont les doctrines ont plus ou moins leurs racines dans la révolution économique du XVIII^e siècle, le libéralisme consistait essentiellement à laisser les industriels agir à leur guise. On le verra accuser les ouvriers d'être responsables de leur misère, leur reprocher d'avoir trop d'enfants, leur refuser tout droit à l'association et à l'instruction, proclamer la nécessité des inégalités sociales (8). Toutefois, consulté par la S. I. M. sur la proposition Bourcart, s'il répudiait la première partie relative aux adultes, il admettait que l'on protégeât le travail des enfants, opinion très analogue à celle des disciples de Bentham et qu'il rétractera plus tard.

Jean-Jacques Bourcart, qui était allé visiter quelques villes manufacturières de l'intérieur, et qui avait constaté les mêmes excès qu'en Alsace, renouvela ses instances le 26 décembre 1828.

S'inspirant des avis de Dunoyer, il se limitait cette fois au travail des enfants. D'après ses nouvelles propositions, ceux-ci ne travailleraient dans les grandes fabriques ou ateliers fermés que neuf heures par jour au-dessous de neuf ans et douze heures

(7) A partir du 1^{er} août 1825, aucun ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra travailler dans une filature, ni dans une autre manufacture de ce genre, plus de douze heures par jour, non compris le temps nécessaire pour les repas, les heures de travail étant échelonnées entre 5 heures du matin et 8 heures du soir.

Aucun ouvrier au-dessous de seize ans ne travaillera le samedi plus de neuf heures, entre 5 heures du matin et 4 heures et demie du soir.

Le temps des repas sera ainsi réglé : une demi-heure au déjeuner, une heure au dîner.

En cas d'accident au moteur, le manufacturier sera autorisé à prolonger d'une heure par jour la durée du travail pendant six jours au plus.

Après une période d'arrêt forcé, dans les usines à roue hydraulique, même prolongation, mais d'une demi-heure par jour, pendant une durée égale au temps de chômage.

Les plafonds et les murs des ateliers seront blanchis à la chaux au moins une fois par an.

Chaque usine aura son registre d'inscription des enfants, avec toutes indications utiles.

Les contraventions sont punies d'amendes de 1 à 20 livres et seront de la compétence des juges de paix.

En tout quinze articles seulement.

(8) GONNARD : *Histoire des Doctrines économiques*, II, p. 282.

entre neuf et vingt et un ans. A plus forte raison, le travail de nuit devrait-il être restreint.

Mais les sentiments de philanthropie, même à Mulhouse, n'étaient pas unanimes. Un membre de la S. I. M., Frédéric Reber, combattit ces conclusions, imputa la misère des ouvriers à leurs désordres et mit ses collègues en garde contre le danger de ces expériences sociales dans des temps difficiles. Une crise économique avait, en effet, commencé en 1827, à l'heure même où s'ouvrait la question du travail des enfants. Elle s'aggrava en 1829 et atteignit son paroxysme après la Révolution de 1830. La Monarchie de Juillet eut ainsi des débuts pénibles et agités.

Avec les insurrections de Paris et de Lyon, des concessions dans l'ordre social auraient sans doute été opportunes, mais les hommes de la « Résistance », qui gouvernaient alors, songeaient plus à réprimer par la force les agitations ouvrières qu'à pratiquer une politique d'apaisement. Les propositions Bourcart furent indéfiniment ajournées.

Elles se trouvèrent ramenées à l'ordre du jour en 1833 par des circonstances extérieures, à l'occasion du vote de la grande loi sur l'enseignement primaire. Il ne faut pas s'étonner de voir ainsi la législation scolaire se mêler à celle du travail des enfants. Les deux questions sont étroitement liées. Elles sont l'antithèse l'une de l'autre. Quand les enfants vont à l'école, ils ne peuvent aller à l'usine et inversement. Si les abus se sont prolongés en France plus longtemps que dans les pays voisins, cela tient à l'absence d'un enseignement primaire organisé ; et si la loi de 1833, malgré les incontestables progrès qu'elle réalisait, n'a facilité que dans une faible mesure le vote des lois protectrices de l'enfance, c'est qu'elle était d'une portée restreinte, les études n'étant ni forcées ni absolument gratuites. Un moyen simple, pratique et radical de mettre fin à l'exploitation des enfants dans les usines aurait été d'établir l'enseignement primaire obligatoire jusqu'à un âge déterminé.

En 1833, Guizot voulut consulter les manufacturiers, afin de concilier les intérêts de l'industrie et ceux de l'éducation populaire. Il fit transmettre à la S. I. M. par le recteur de Strasbourg, M. Cottard, un questionnaire détaillé sur la plupart des difficultés que soulève ce problème. Ainsi Guizot, principal auteur de la loi scolaire, travailla indirectement aussi à préparer la loi de 1841.

1° A quel âge les enfants des deux sexes doivent-ils être admis dans les filatures, usines et autres établissements de même nature ?

2° Quelle sera la durée journalière de leur présence, soit dans la fabrique, soit dans les ateliers, tissages... qui en relèvent ? Quel sera le nombre des heures de travail et dans quelle proportion devra-t-il être avec leur âge ?

3° Quels seront les jours de repos ?

4° Le manufacturier sera-t-il tenu d'avoir une école gratuite pour ses jeunes ouvriers ? Dans l'affirmative, quelle sera la durée de ces leçons et ne conviendra-t-il pas de les faire donner plutôt de jour que de nuit ?

5° N'y aurait-il pas lieu de faire constater par le médecin cantonal la salubrité des salles de travail et l'état sanitaire des jeunes ouvriers ?

6° Dans le cas où la solution de ces questions deviendrait la matière d'un règlement législatif, par quelle autorité devrait-elle être arrêtée et sanctionnée ? par les Chambres de commerce ? concurremment par les ministères du Commerce et de l'Instruction publique ? par les trois pouvoirs ?

7° Quels seront les moyens de contrôle pour assurer l'exécution du règlement ?

8° Y aura-t-il une pénalité attachée à la contravention ? Devra-t-elle relever du tribunal de simple police ou rentrer dans l'application de l'article 319 du Code pénal ? Cette pénalité atteindra-t-elle les parents ou les manufacturiers seulement ? Sera-t-elle commune aux uns et aux autres ?

La commission, chargée d'étudier ce questionnaire, décida tout d'abord de répondre à l'appel du recteur, contrairement à l'avis d'un de ses membres, qui raisonnant à la manière de Reber, demandait que la Société s'abstint de le faire, ce qui prouve que, même dans ce milieu de protestants pieux et philanthropes, les résistances, avouées ou secrètes, ne désarmaient pas encore. Après une étude approfondie, qui démontra que les principes de liberté individuelle, d'autorité des parents et de liberté des industries n'étaient plus des objections valables, le rapporteur Kestner-Rigau fit adopter, le 27 février 1833, les réponses qui suivent :

1° Les enfants des deux sexes ne seront admis dans les filatures et tous autres établissements industriels qu'à l'âge de huit ans révolus.

2° Le nombre des heures de travail sera au maximum de dix heures par jour entre huit et dix ans, de douze heures entre dix et quatorze, de treize heures entre quatorze et seize, échelonnées de 5 heures du matin à 10 heures du soir. Le travail de nuit, après 10 heures, sera interdit au-dessous de quatorze ans. Il ne sera toléré entre quatorze et seize que dans les cas d'urgence, par exemple après accident au moteur hydraulique ou à vapeur et pendant huit heures seulement, avec liberté de tout le reste de la journée.

3° Les dimanches et jours de fête reconnus par la loi seront jours de repos.

4° Il n'est pas nécessaire que les manufacturiers créent des écoles, puisque la loi si impatiemment attendue sur l'instruction primaire doit doter chaque commune d'une école publique. Mais

quatre ans après la promulgation de cette loi, aucun enfant des deux sexes, de huit à seize ans, ne sera plus admis dans un atelier s'il ne sait lire et écrire.

5° Dans le contrôle médical, il serait préférable de substituer au médecin cantonal, qui n'existe pas partout, une commission composée d'un médecin, du juge de paix et de trois membres du Conseil municipal.

6° Un règlement législatif ne peut être qu'une loi, élaborée en commun par les trois pouvoirs.

7° Sous le contrôle du maire et de la commission précédemment indiquée, tout fabricant sera tenu d'avoir un registre, sur lequel il inscrira les noms des enfants, avec indication de leur âge et de leur capacité intellectuelle.

8° En cas de contravention, des pénalités frapperont à la fois les manufacturiers et les parents. Les amendes seront versées dans la caisse d'une institution de bienfaisance. Toutes ces affaires iront en simple police, mais l'emploi des enfants au-dessous de huit ans conduira les délinquants devant une juridiction supérieure.

C'était la première fois que le problème était sérieusement étudié chez nous. Sans doute quelques dispositions du bill de 1833 (conditions d'âge, durée du travail) seront plus libérales encore (9). Cependant il ne faut pas oublier que le questionnaire de Guizot et les réponses qu'il provoqua sont légèrement antérieurs au vote de la loi anglaise. La graduation des heures de

(9) Le Factory bill de 1833 est inséré au *Bulletin de la S. I. M.* de l'année 1835. C'est une loi beaucoup plus étendue et beaucoup plus complète que celle de 1825 (cinquante articles).

Principales dispositions : dans les établissements industriels précédemment indiqués, aucun enfant ne sera admis au-dessous de neuf ans.

Distinction fondamentale entre les enfants (moins de treize ans) et les adolescents (moins de dix-huit).

Aucun enfant ne doit travailler plus de quarante-huit heures par semaine, ou neuf heures par jour, avec liberté du samedi.

Aucun adolescent ne doit travailler plus de douze heures par jour ni plus de soixante-neuf heures par semaine.

Jusqu'à dix-huit ans, pas d'admission dans les usines sans un certificat médical et un certificat d'âge.

Enfants et adolescents doivent avoir pour les repas une heure et demie d'intervalle en dehors du travail effectif.

Ils se reposent les jours de fête.

Le travail de nuit, entre 8 heures et demie du soir et 5 heures du matin, est interdit. Toutefois, en cas d'accident ou de chômage forcé, les industriels sont autorisés à prolonger le travail de trois heures par semaine jusqu'à ce que le temps perdu ait été regagné.

Obligation pour les enfants d'aller à l'école au moins deux heures par jour, un certificat scolaire attestant cette présence hors de l'usine.

Création de quatre inspecteurs des manufactures, qui auront le droit de tout contrôler, de faire tous règlements utiles pour la bonne exécution de la loi, avec tous les pouvoirs ordinaires des juges.

En cas d'infraction, amendes contre les industriels, les parents et même les étrangers compromis dans ces incidents. Clauses très nombreuses et précises sur les poursuites et les juridictions.

travail suivant les âges, les préoccupations d'hygiène et de santé, les obligations scolaires précises, constituaient autant de questions capitales, que l'on perdra trop souvent de vue en France par la suite, mais que les Mulhousiens percevaient nettement. Le rapporteur, Kestner-Rigau, pouvait se féliciter des progrès réalisés en quelques années. Les « utopies » devenaient des « réalités ».

A l'assemblée générale du 29 mai 1833, le président, Zuber-Karth, énumérait avec non moins de fierté toutes les mesures que la Société avait prises en faveur des enfants dans l'ordre intellectuel et technique. Il rappelait aussi le bel éloge que Dupin avait fait de la S. I. M. à l'Académie des Sciences, l'année précédente : « La ville de Mulhouse nous paraît avoir résolu l'un des plus beaux problèmes de la civilisation moderne : l'alliance d'un noble amour pour toutes les libertés du travail et de la pensée avec un respect religieux, avec un culte zélé pour les vertus sociales, l'ordre, la paix, la bienfaisance, la protection éclairée envers l'instruction populaire, et dans les ateliers la pensée d'appliquer les lumières des sciences à la pratique des arts. » Toutefois, l'affaire n'eut pas autrement de suite, le rôle de l'instruction publique n'étant pas d'amorcer des réformes sociales.

En 1835, le problème fut une fois de plus ramené à l'étude par suite d'une intervention étrangère. L'Académie des Sciences morales et politiques, supprimée par le premier Consul en 1802, rétablie par ordonnance royale du 26 octobre 1832, sur le rapport de Guizot, avec mission de publier des mémoires et d'organiser des concours, entreprenait une campagne très analogue à celle des Mulhousiens. Elle avait chargé deux de ses membres, Benoiston de Châteauneuf et le docteur Villermé, de faire dans les départements des recherches d'économie politique et de statistique, dans le but de « constater, aussi exactement qu'il est possible, l'état physique et moral des classes ouvrières ».

Villermé inspecta surtout les régions de l'Est, les localités d'industries textiles (coton, laine et soie) et plus spécialement Mulhouse. Ici, il fut constamment en contact avec la S. I. M. Il bénéficia de ses travaux antérieurs et lui adressa, lui aussi, un long questionnaire, concernant d'ailleurs toute la population ouvrière. Par l'intermédiaire d'une commission, dont le rapporteur fut M. Josué Heilmann, la S. I. M. lui répondit avec sa conscience et sa précision habituelles. Villermé fit également sur place des enquêtes personnelles.

De ses voyages, il tira deux publications d'inégale importance et de portée différente, qui parurent en 1837 et 1840. Pour l'instant, la première est seule à considérer. Le 2 mai 1837, à la séance annuelle des cinq Académies, il prononça un discours sur la *Durée trop longue du travail des enfants dans beaucoup*

de manufactures. C'est un exposé très succinct et de caractère très spécial, limité à la question enfantine. En phrases saisissantes, mais directement inspirées des rapports de la S. I. M., Villermé dépeignait le malheureux sort des enfants de la banlieue de Mulhouse, employés dans les usines de la ville (10). Il estimait que la condition des jeunes ouvriers de l'industrie était pire que celle des forçats, car pour ceux-ci la journée de présence ne dépasse pas « douze heures, que le temps des repas réduit à dix ». Cette comparaison resta célèbre et fit un certain bruit. Villermé rendait hommage à Bourcart et à la S. I. M. Il réclamait; lui aussi, le vote d'une loi.

Tandis qu'à Paris l'opinion était ainsi directement saisie, la S. I. M., de son côté, ne restait pas inactive comme en 1833. A sa demande, la Chambre de commerce de Mulhouse et le Conseil général du Haut-Rhin avaient envoyé en 1835 une adresse au ministre du Commerce. En 1836, le Conseil général avait réitéré sa démarche. Enfin, en 1837, la Société intervint en personne.

Un appel ayant été lancé au bureau de la S. I. M. par quelques jeunes gens de la classe manufacturière, qu'attristait le sort de leurs camarades ouvriers, et qui rêvaient sans doute d'établir dans les usines cette « sollicitude fraternelle » dont parle Jules Simon, le 31 mai, c'est-à-dire quelques jours seulement après le discours de Villermé, au nom d'une nouvelle commission, Achille Pénot, déjà connu pour ses recherches sur les classes ouvrières, déposa des conclusions catégoriques sur l'odieux martyr des enfants. Il s'attachait surtout à résumer les derniers grands faits de la législation anglaise : enquête de 1832, bill du 29 août 1833. Il prétendait qu'après diverses difficultés, cette grande mesure de justice avait fini par être acceptée en Angleterre. La France devait donc s'engager aussi dans cette voie. Le rapport de Pénot fut imprimé. Un exemplaire en fut expédié aux députés et aux pairs.

En même temps, une pétition, signée du président Emile Dollfus et des membres du conseil d'administration, fut adressée aux trois ministres de l'Intérieur, de l'Instruction publique et du Commerce. Cette éloquente requête signalait le dépérissement rapide de la classe ouvrière, consécutif à l'exploitation de l'enfance et réclamait une loi pour mettre fin à ce danger, la concurrence ne permettant guère aux manufacturiers philanthropes d'atténuer ces maux.

Cette fois, la S. I. M. allait atteindre son but. Par suite des efforts combinés des Mulhousiens et de l'Académie des Sciences morales, l'année 1837 était une étape décisive. La machine politique se mettait en mouvement. Martin (du Nord), ministre du Commerce dans le cabinet Molé, ordonnait une enquête dans

(10) Comparer avec le rapport de Zickel (décembre 1827) précédemment indiqué.

toute la France (11). La même année, la Prusse, à la demande des régions rhénanes, mettait à l'étude un projet de loi.

*
**

Le 31 juillet 1837, Martin (du Nord) adressait aux préfets une circulaire qu'ils devaient transmettre aux Chambres consultatives des arts et manufactures, aux Chambres de commerce, aux Conseils de prud'hommes.

Dans ce texte, le ministre, rappelant les démarches de la S. I. M., précisait à sa suite la législation anglaise et résumait les principaux articles du bill de 1833, qui avait mis fin à des situations criantes.

« En France, disait-il, j'aime à le reconnaître, les plaintes de ce genre n'ont jamais été ni aussi unanimes ni aussi graves. Quelques hommes, quelques Conseils généraux ont cru devoir, de loin en loin, appeler l'attention du gouvernement sur cette question; mais on n'a jamais cité aucun fait qui donnât à penser que les abus auxquels l'Angleterre avait eu à remédier se fussent produits en France. On ne peut nier, toutefois, que nos manufacturiers ne reçoivent dans leurs ateliers des enfants en très bas âge, et que la durée du travail, à leur égard, ne soit laissée à l'arbitraire de ceux qui les emploient.

« Un travail continu et prématuré imposé à l'enfance peut avoir de graves inconvénients à cette époque de la vie, non seulement parce qu'il nuit au développement naturel des forces, mais encore parce qu'il est souvent un obstacle à l'instruction, les enfants ne pouvant y donner le temps nécessaire. Il en résulte que plusieurs d'entre eux arrivent à l'âge d'homme ne sachant ni lire ni écrire, affaiblis de corps et d'esprit, et ayant parfois puisé au sein des fabriques les leçons d'une immoralité précoce. »

Afin d'être exactement renseigné sur l'état de choses actuel, le ministre posait une première série de questions :

- 1° Depuis quel âge les enfants sont-ils reçus dans les fabriques ?
- 2° Quels sont les salaires qui leur sont attribués ?
- 3° Quelle économie résulte, pour le fabricant, de la substitution des enfants à des ouvriers adultes ?
- 4° Quelle est la durée de leur travail ?
- 5° Sont-ils soumis à des travaux de nuit ?
- 6° Les enfants des deux sexes sont-ils confondus dans les mêmes ateliers ?
- 7° Appartiennent-ils le plus souvent aux ouvriers occupés eux-mêmes dans les fabriques et dans quelle proportion ?

(11) L'enquête commerciale et industrielle de 1834 avait déjà révélé incidemment bien des exagérations dans le travail des ouvriers d'usine, adultes ou enfants. L'enquête de 1837 sera exclusivement consacrée au problème de la main-d'œuvre enfantine.

8° Quel est leur degré d'instruction ? Suivent-ils les écoles ? les suivent-ils le jour, le soir ou les dimanches ?

9° Quel est l'état de la moralité de ces enfants ?

10° Sont-ils l'objet de mauvais traitements de la part des maîtres ou de ceux qui les emploient ?

Le ministre ajoutait que, « sans vouloir rien préjuger sur le résultat de cette information », il fallait tout de même prévoir que des réformes seraient nécessaires. C'est pourquoi il posait également une seconde série de questions qui rappelaient celles de 1833, mais qui, tout en étant mieux groupées, étaient moins complètes et négligeaient complètement les procédés de contrôle et de sanction, sans lesquels une loi n'est qu'un vain mot.

1° Depuis quel âge les enfants pourront-ils être reçus dans les fabriques ?

2° La durée du travail sera-t-elle graduée suivant leur âge ?

3° Leurs forces physiques devront-elles être en rapport avec cet âge, et leur constitution reconnue bonne et capable de supporter les fatigues de l'atelier, ainsi que le veut la loi anglaise, qui exige comme justification un certificat du chirurgien de la localité ?

4° Quelle sera la durée du travail ?

5° A quel âge l'adolescent pourra-t-il librement s'engager, par lui, ou ses parents ou ses tuteurs, sans qu'aucune restriction soit apportée à la durée de son travail ?

6° Les veilles seront-elles interdites aux enfants et aux adolescents, et jusqu'à quel âge ?

7° Enfin dernière question sur la convenance et la possibilité d'astreindre les jeunes ouvriers à fréquenter les écoles.

Toute cette circulaire était empreinte de l'optimisme qui caractérise d'ordinaire les sphères officielles. Sans nier le mal, elle en atténuait d'avance les inconvénients. Si elle donnait comme exemple la législation anglaise, c'était avec l'espoir qu'il ne serait pas indispensable d'en adopter toutes les clauses. Ainsi elle dénonçait l'article qui limitait jusqu'à dix-huit ans révolus la liberté d'engagement des jeunes ouvriers. « Vous jugerez sans doute que c'est avec raison qu'on reproche la rigueur de cette disposition à la loi anglaise. »

L'enquête de 1837 a donné trois séries de documents, qui se superposent en quelque sorte : d'abord les réponses adressées de Paris et des départements, puis le résumé que le Bureau des Manufactures fit de ces réponses, enfin les avis des grands Conseils économiques.

La première série est la seule source directe. C'est donc la plus intéressante. Mais comme ces éléments d'information, aujourd'hui rassemblés aux Archives Nationales, n'ont pas été publiés, ils n'ont été connus que dans leur ressort immédiat et n'ont eu qu'un retentissement local. En dehors des Chambres

consultatives, des Chambres de commerce et des Conseils de prud'hommes, il faut noter quelquefois l'intervention des Conseils généraux et souvent aussi celle des préfets.

Certains départements n'ont pas envoyé de rapports, ou du moins ces textes n'ont pas été conservés : Basses-Pyrénées, Deux-Sèvres, Corse, Creuse, Haute-Garonne, Ille-et-Vilaine, Loir-et-Cher, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Oise, Sarthe, Somme, Tarn-et-Garonne.

D'autres départements, d'ordinaire aussi dans des régions agricoles, firent savoir qu'ils ne pouvaient rien préciser : Alpes-Maritimes, Calvados, Charente-Inférieure, Côtes-du-Nord, Dordogne, Finistère, Gers, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire, Vendée, Var.

Ailleurs, il s'en faut de beaucoup, même dans les centres industriels, que tous les corps constitués aient répondu à l'appel du ministre. Il n'est donc pas possible de présenter un tableau géographique complet du travail des enfants dans la France de cette époque. Parmi les documents actuellement conservés figurent 22 Chambres de commerce, 34 Chambres consultatives, 22 Conseils de prud'hommes, 2 Conseils généraux, une quinzaine de préfets ou sous-préfets (12).

Une statistique trop précise sur les avis exprimés serait dangereuse, car trop de rapports sont incertains ou même volontairement équivoques. Tout ce que l'on peut dire, c'est que, dans chacune de ces catégories, les deux opinions, pour et contre, sont numériquement à peu près égales.

Quels sont les principaux centres favorables à une réglementation imitée de l'Angleterre ? D'abord la région alsacienne. Dans le Haut-Rhin, les idées réformatrices de la S. I. M. ont été généralement adoptées. La Chambre de commerce de Mulhouse reprend à son compte les réponses de la Société à l'enquête rectorale de 1833. Les prud'hommes de Sainte-Marie-aux-Mines, de Cernay, Thann et Massevaux sont également favorables. Mais il est important de noter que ceux de Mulhouse font quelque résistance. Ils prévoient l'admission des enfants dans certains ateliers dès l'âge de six ans. Ils n'admettent volontiers ni graduation ni limitation du travail. « Tant que les parents ne surveilleront pas mieux leurs enfants, tant qu'ils ne seront pas astreints à les envoyer aux écoles, il sera plus nuisible qu'utile de restreindre les heures de service. » La vérification des forces physiques leur paraît inutile, car l'intérêt des patrons est d'embaucher seulement ceux qui sont capables de travailler. Les veillées ne doivent pas être complètement interdites. Les prud'hommes semblent très

(12) Nous laissons de côté les préfets et sous-préfets, qui se bornent à transmettre les avis des Chambres ou Conseils, sans exprimer d'opinion personnelle.

vexés de la réputation déplorable que certains économistes ont faite aux centres industriels. A Mulhouse, la cause de tout le mal n'est pas la mauvaise organisation du travail, mais l'afflux de tous les miséreux qui arrivent des régions voisines : Vosges, Bas-Rhin, Bade, Wurtemberg et Suisse.

A Strasbourg, la situation est inverse. Les prud'hommes manifestent un grand enthousiasme pour la législation anglaise. « Nous déclarons, disent-ils, que nous la trouvons bonne dans ses principales dispositions. Elle témoigne d'une vive et paternelle sollicitude pour l'avenir physique et moral des enfants. Elle insiste surtout sur leur développement intellectuel, et c'est là le principe fondamental sur lequel devrait reposer toute loi », car « l'instruction est la mère de toute civilisation ». Ils vont même plus loin. La portée du bill de 1833 n'est pas assez générale. Il faudra l'étendre à tous les ateliers qui emploient de jeunes ouvriers.

La Chambre de commerce est beaucoup moins libérale, sous prétexte que le sort des enfants est bien meilleur ici qu'à Mulhouse. Elle débute par des déclarations de principes telles que celles-ci : « Tous les intérêts doivent pouvoir se produire librement, ceux du fabricant, ceux du père de famille, ceux de la société entière prise dans son individualité... La destination de l'homme sur cette terre est le travail. Tout nous y convie : le besoin de nous nourrir, de nous vêtir, de nous abriter. Il est donc bien d'y habituer l'homme dès son enfance. » La Chambre accepte seulement les enfants à neuf ans, comme en Angleterre, afin de leur donner le temps de se fortifier et de s'instruire. Mais ensuite elle n'admet pour ainsi dire aucune intervention de la loi. Graduer et limiter le travail est une chose « impossible dans la pratique ». Les travaux de nuit ne doivent pas être « proscrits d'une manière absolue ». Ainsi, même en Alsace, tous les industriels n'étaient pas d'accord avec la S. I. M.

Le groupe textile de Rouen est favorable aux idées de réforme. A Rouen, trois textes d'origine différente sont à rapprocher, rapports de la Chambre de commerce, du Conseil des prud'hommes et de la Société libre pour concourir aux progrès du commerce et de l'industrie. Le premier de ces exposés débute par un bel éloge de la S. I. M., de ses initiatives et de ses interventions. Les prud'hommes déclarent également que, désireux de seconder les efforts des cotonniers d'Alsace, ils avaient déjà, quand la circulaire du 31 juillet leur est parvenue, chargé une commission de présenter au gouvernement des observations, en vue d'une loi dont l'opportunité est incontestable. Quant à la Société libre, elle suivait sans doute le même exemple, car elle aussi avait entrepris des recherches sur la situation des enfants dans les manufactures de Normandie.

Les trois rédactions sont d'accord pour faire des industries

de la région rouennaise une critique sévère. Les enfants entrent à sept ou huit ans dans les ateliers d'impression, à six ou sept ans dans les filatures. On les prenait même à quatre ans et demi ou à cinq ans dans les fabriques de lames. Ici leur travail consistait à mettre le fil dans les mains du lamier, qui lui-même n'était qu'un enfant de dix à douze ans; mais, depuis l'ouverture des salles d'asile, les lamiers n'ont plus trouvé d'auxiliaires aussi jeunes. Par contre, dans certaines entreprises de bobinage, des femmes continuent à rassembler des enfants de cinq ans et au-dessous, que les parents leur abandonnent moyennant des salaires de 20, 25 ou 30 centimes par jour. Ces femmes vivent aux dépens de cette main-d'œuvre qu'elles exploitent, et il paraît même qu'elles « cherchent dans des moyens plus immoraux encore un supplément à ce revenu déjà si peu moral ».

Les rapports de la région rouennaise vont quelquefois très loin dans leurs conclusions. La Chambre de commerce dépasse la Société Industrielle de Mulhouse, car elle s'inspire plus encore du bill de 1833 que des proclamations alsaciennes. Elle résume ainsi ses propositions : Dans les filatures et tissages de tous genres, mus par l'eau ou la vapeur, pas d'admission au-dessous de neuf ans révolus; — neuf heures de travail par jour (cinquante-quatre heures par semaine à l'exclusion du dimanche, mais non du samedi soir) au-dessous de treize ans; douze heures (soixante-douze heures par semaine) au-dessous de dix-huit; — pas de travail de nuit (entre 5 heures du matin et 10 heures du soir); obligation de fréquenter une école jusqu'à treize ans, au moins une heure par jour.

Les prud'hommes de Rouen, comme ceux de Strasbourg, ont même la prétention d'amender la législation anglaise. Pas d'admission avant dix ans. Préoccupations médicales et scolaires rigoureuses. Il faut que la jeunesse française arrive au même degré d'instruction qu'en Prusse et en Allemagne, où la connaissance de la lecture et de l'écriture est si généralement répandue, comme il est facile de le constater par l'emploi d'ouvriers étrangers. La future loi sera générale et absolue, c'est-à-dire qu'elle concernera toutes les industries et qu'elle ne comportera aucune atténuation ni exception, car ce serait ouvrir la porte aux abus et permettre de tourner les règlements. Elle sera appliquée avec vigueur, en brisant toutes les résistances. D'ailleurs, celles-ci ne devraient pas être dangereuses « dans cette ère de prospérité dont nous avons le bonheur de jouir », les agitations politiques ayant pris fin en 1835.

Toutefois, dans la même région, l'enthousiasme réformateur n'est pas aussi vif partout. A Elbeuf, la Chambre consultative et les prud'hommes réunis font également de la situation ouvrière un tableau très noir, mais leurs conclusions sont autres. « On ne peut se dissimuler qu'un règlement qui apporterait des modifi-

cations à l'état actuel des choses causerait une grande perturbation et blesserait tous les intérêts », ceux des manufacturiers et ceux des ouvriers, car les enfants ne trouveraient plus d'emploi. Il ne faut donc pas copier le bill de 1833. Sans doute « la pensée de cette loi est excellente, digne de notre admiration », mais « son application est impraticable dans nos établissements ». Il est nécessaire de procéder autrement, d'aller « pas à pas ». Le plus simple est de n'admettre aucun enfant avant l'âge de douze ans, ce qui du même coup rendra inutile toute réglementation industrielle. C'est à peu près ce que disait la Chambre de commerce de Strasbourg.

A Louviers, la Chambre consultative est résolument hostile aux projets de réforme. Au lieu de répondre aux questionnaires ministériels, elle reprend un à un les articles de la loi anglaise pour les réfuter. Par exemple, elle ne craint pas de demander à l'unanimité que le travail de nuit soit autorisé à partir de douze ans, attitude d'autant plus étrange qu'elle annexe à son rapport une lettre du docteur Picard, médecin en chef de l'hospice, qui fait une charge à fond contre le travail de nuit, principal responsable de l'abâtardissement de la race et de la transformation des enfants en « jeunes vieillards ».

Parmi les autres régions textiles, la ville de Troyes est à mettre également dans le camp des réformateurs. Les membres de la Chambre de commerce déclarent au ministre que les abus ordinaires n'existent pas ici; mais, « comme il paraît qu'ils se sont introduits ailleurs, et qu'il y a dès lors utilité d'y porter remède et d'empêcher leur invasion dans les lieux de fabrique qui en sont exempts, nous ne saurions trop, disent-ils, applaudir à l'intention que vous manifestez de provoquer une loi réglementaire qui détermine la condition des enfants dans les fabriques françaises ». La Chambre adopte les principes anglais, en particulier les obligations scolaires, et préconise, en cas de besoin, la construction d'écoles avec la participation des industriels.

A Lyon, comme dans les autres régions d'industries soyeuses, la multiplication des métiers à la Jacquart et le caractère familial des ateliers diminuent le rôle et les misères de la main-d'œuvre enfantine. Cependant, le rapport des prud'hommes lyonnais signale encore quelques catégories d'enfants, dont le sort est à plaindre.

Dans les tissages, les filles sont reçues très jeunes, dès l'âge de cinq ans, pour donner des mailles, garnir des maillons ou défaire des lisses. Ce travail n'est pénible que par son assiduité. Mais il dure quatorze heures par jour, avec des salaires de 30 à 40 centimes, ce qui rend impossible la première instruction.

Dans les dévidages, certains gamins sont employés à faire tourner les mécaniques. « Il est rare qu'au bout de quelques années ils n'aient contracté quelques difformités, car ce genre d'exercice, ne portant que sur un côté du corps, en altère pro-

fondément l'équilibre. » Une telle besogne devrait leur être interdite.

Dans les ateliers d'impression sur étoffes, filles et garçons, embauchés comme tireurs de huit à quinze ans, travaillent dix-huit heures dans les grands jours et jamais à la lumière, moyennant 40 et 50 centimes. Ils dépendent des ouvriers, qui les choisissent eux-mêmes, les rétribuent « et les traitent durement ».

Enfin les plus malheureux de tous sont les lanceurs, dans les ateliers de fabrication des châles. Chaque métier exige un enfant dont la tâche consiste à renvoyer la navette. Ces lanceurs, âgés de dix à quinze ans, sont obligés de travailler quinze heures par jour comme les ouvriers qu'ils accompagnent et qui souvent leur font subir de mauvais traitements. Ils gagnent 60 à 75 centimes. En dehors de leurs occupations ordinaires, les chefs d'ateliers les obligent souvent à porter des paquets de cartons, dont le poids est au-dessus de leurs forces, tandis que les ouvriers les assujettissent à rouler l'étoffe « à mesure de fabrication ». Il en résulte qu'un grand nombre de ces gamins « sont atteints bien jeunes de hernies. Leur instruction religieuse et morale est entièrement nulle. Les trois quarts ne savent pas lire. Généralement affaiblis de corps et d'esprit, ils n'ont que des habitudes vicieuses ». Leur réputation est si mauvaise, qu'ensuite on ne les accepte plus pour aucun apprentissage.

Les prud'hommes estiment qu'un moyen d'atténuer cette exploitation serait d'organiser des relais d'enfants, c'est-à-dire d'embaucher deux auxiliaires au lieu d'un, avec chacun une demi-journée seulement, ainsi que l'usage s'est établi dans certaines usines anglaises. Les heures gagnées de cette manière seraient employées à l'instruction, car le progrès intellectuel est plus nécessaire qu'ailleurs dans des industries de luxe, comme celles de la soierie. « La France ne saurait rester en arrière de l'Angleterre et de l'Allemagne. L'instruction des ouvriers anglais est un fait que personne ne met en doute. Généralement ils travaillent moins d'heures par jour et font plus d'ouvrage. » Dans le même but, les prud'hommes proposent d'organiser l'apprentissage. Des institutions de ce genre se rencontrent à l'étranger, alors que la France en est dépourvue.

Des idées analogues sont exprimées à Tarare, à Vienne et au Puy, à Montpellier, Bédarieux, Lodève et Clermont-l'Hérault. Les prud'hommes et la Chambre consultative de cette dernière localité, qui ont adopté une rédaction identique, sont d'avis qu'il faut reprendre au moins en partie les lois anglaises, conformes d'ailleurs à ce qui se pratique dans leurs ateliers depuis leur création. « Ainsi, disent-ils, nous nous trouvons à quelques exceptions près dans les conditions de la circulaire ministérielle. »

A ces avis nettement caractérisés, qui correspondent à des centres d'industries textiles : coton, laine et soie, il faut joindre

d'autres opinions favorables en tout ou partie : Chambres de commerce de Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Granville, Metz, Tours, Chambres consultatives d'Angoulême, Bernay, Châteauroux, Pont-Audemer, Saint-Lô, Saint-Omer, prud'hommes d'Alençon, Cholet, Villefranche, préfets de quelques départements : Ain, Allier, Côte d'Or, Meuse, Morbihan, Seine-et-Marne, Tarn.

La Chambre consultative de Châteauroux veut mettre les enfants à l'école et les mères au foyer. Elle déplore l'enrôlement des uns et des autres dans les usines. « Le ménage ainsi déserté va mal, sans ordre, sans économie. Les petits enfants sont mal soignés. Si l'ouvrier savait calculer sainement, il reconnaîtrait qu'il y a une véritable économie à tenir sa femme au logis. Il n'y a pas, au bout de chaque semaine, autant d'argent sonnante. Il y a, au bout de l'année, plus de bien-être. » Châteauroux demande aussi des écoles de filles, avec travaux de couture et de ménage.

Cette énumération, assez longue, laisserait supposer que les Mulhousiens avaient converti une grande partie de leurs contemporains. En réalité, il ne suffit pas de compter les voix. Il faut encore tenir compte des intérêts engagés. Or, nous voyons figurer ici certaines localités ou régions qui ne sont pas très industrielles et dont l'opinion ne pouvait pas avoir beaucoup de portée auprès des pouvoirs publics.

En sens contraire apparaissent des groupes compacts. Un premier ensemble se déploie de Paris vers le Nord et vers l'Est. Lille est une des forteresses de l'opposition. Lille, ainsi que Rouen, a donné trois documents complémentaires : rapport du Conseil des prud'hommes, rapport de la Chambre de commerce et mémoire annexe du filateur de coton Th. Barrois, qui appartient à la fois à cette Chambre, à la Société des Sciences de Lille et au Conseil central de salubrité du département du Nord. Ce mémoire sur « *l'état physique et moral des ouvriers employés dans les filatures et particulièrement sur l'état des enfants* », dont le titre n'est pas sans analogie avec certains travaux de Villermé, la Chambre de commerce n'a pas voulu le prendre absolument à son compte, mais elle a pensé qu'il était utile de le communiquer au ministre. C'est en effet le plus curieux des trois.

Barrois cite de longs passages du discours de Villermé et des travaux de la S. I. M., mais avec un esprit tout différent, ainsi qu'on en jugera par certaines considérations générales sur la population ouvrière de Lille. Barrois a tous les préjugés bourgeois de son temps. Prenant pour base de ses raisonnements ce qui se passe dans sa filature, il juge froidement, sans acrimonie, mais avec le sens pratique et l'absence de sentiments de l'homme d'affaires.

A Lille, le sort de la main-d'œuvre n'est pas, dit-il, aussi misérable qu'à Mulhouse, Sans doute les ouvriers sont d'ordinaire

maigres et pâles, mais cela tient moins à la durée du travail qu'à l'influence des logements, qui manquent d'air et de lumière. Il serait cependant facile d'objecter qu'ils passent beaucoup moins de temps chez eux qu'à l'usine. Barrois le constatera lui-même. Il affirme aussi qu'en dépit de cette mauvaise apparence, ils sont rarement malades. Il tient un compte exact des secours distribués chez lui sur une caisse commune. Depuis cinq ans, chaque ouvrier n'a eu en moyenne que huit ou neuf jours de maladie.

Après la santé, la moralité. Barrois semble, au premier abord, faire un grand éloge de la main-d'œuvre lilloise. « Le classe des ouvriers de nos manufactures contient peut-être, à nombre égal, moins d'hommes vicieux ou criminels que le reste de la société. En effet, notre filature de Lille existe depuis trente ans. Sa population moyenne a été depuis lors d'environ 280 ouvriers, ce qui revient à 8.400 ; et cependant, depuis lors, aucun n'a eu affaire avec la justice, si ce n'est une femme, qui a été accusée d'avoir porté des coups à une autre et qui a été facilement absoute. Aucun ouvrier n'a été renvoyé comme coupable de vol, sauf encore une femme, qui avait pris quelques morceaux de charbon. » Des méfaits de ce genre ont été signalés plus souvent parmi les éléments supérieurs du personnel, par exemple chez les mécaniciens. Barrois invoque aussi des considérations que les préjugés du temps classent parmi les éléments d'ordre moral. « Sur un aussi grand nombre d'individus, aucun n'a été atteint d'aliénation mentale, et enfin aucun ne s'est suicidé. Quelle est la classe de la société qui pourrait présenter une si belle statistique ? »

Si l'ouvrier a le respect de la chose d'autrui, sa moralité laisse, il est vrai, beaucoup à désirer au point de vue de l'ivrognerie et des mœurs. Barrois fait bonne guerre à ces vices avec des armes qui ont le grand avantage d'épargner son argent. « Un excellent moyen, dit-il, pour empêcher l'ivrognerie est de diminuer le salaire de ceux qui s'y livrent jusqu'à ce qu'ils se soient corrigés. Cela les humilie et ils cessent de se faire une gloire de savoir bien boire et d'être de bons lurons. » De même, tandis qu'il donne des rétributions aux femmes en couches, il les refuse aux filles-mères, car il part de ce principe que plus on leur infligera d'affronts, mieux elles se garderont.

Ici encore, la cause de tout le mal n'est pas l'atelier, mais le logement, « tellement exigü que l'ouvrier n'a souvent pour lui et sa famille qu'une chambre, où les sexes sont confondus et où les jeunes enfants sont témoins de choses qu'ils ne devraient point connaître. Tout cela a les plus graves inconvénients pour les mœurs des jeunes ouvriers, tellement qu'il n'est pas rare que les filles soient déflorées par leurs frères ».

Voilà de graves accusations. A plusieurs reprises, Barrois insiste sur cette crise du logement, qu'il n'est pas facile d'atténuer, car Lille est une citadelle, une ville fermée de murs, où le terrain

est rare et les servitudes militaires nombreuses. Cet état de choses expliquerait en partie, d'après lui, pourquoi les enfants sont embauchés si jeunes. Les habitations, réduites à une pièce, peuvent à peine servir pour dormir. Le jour, l'ouvrier vit avec sa famille dans les ateliers, ou passe au cabaret le temps que son travail lui laisse. « Ainsi les enfants seraient souvent abandonnés à eux-mêmes sans soins et sans surveillance, s'ils ne pouvaient suivre leurs parents dans les ateliers. Quelquefois les mères apportent avec elles leurs nourrissons, et on est étonné de trouver des enfants dans les corbeilles au coton. Lorsque ceux-ci grandissent, les parents demandent quelquefois la permission de les amener avec eux, afin de surveiller leur conduite et de les placer comme dans des salles d'asile. On ne leur demande que de très petits services, propres seulement à les occuper. Le plus souvent, ils montent des bobines et ne sont occupés que moitié du temps de travail. Ils peuvent ensuite dormir et dorment, en effet, d'un bon sommeil, sous les métiers. » L'atelier, sous la plume du filateur lillois, prend une allure familiale et presque idyllique qui contraste avec les sombres peintures de Mulhouse et de Villermé.

Cependant, quand les enfants cessent d'être en bas âge, ils sont embauchés dans les mêmes conditions que les adultes et ne sont plus payés pour dormir. Mais Barrois a la réplique facile : « Leur travail dans les filatures est fort long à la vérité, toutefois il n'emploie ni la force corporelle ni les facultés intellectuelles. Il ne fait qu'exercer leur adresse et, quoique le travail des jeunes gens qui suivent les cours universitaires soit moins long, il les fatigue beaucoup plus. Probablement on trouverait qu'il meurt en proportion plus de jeunes gens parmi les écoliers que parmi les ouvriers, car souvent on entend parler de jeunes gens de l'un et l'autre sexes morts par suite du travail forcé de leurs études, et nous ne voyons jamais les jeunes ouvriers mourir par excès de travail. »

C'est sans doute pour cette raison qu'il faut se défier des bienfaits de l'instruction. Loin de chercher à la répandre parmi les ouvriers, un Etat bien organisé doit s'appliquer à la restreindre. A quoi bon faire naître dans le peuple des ambitions qui plus tard ne pourront être satisfaites ? Et d'ailleurs, en quoi est-il nécessaire d'avoir fait des études, même primaires, pour travailler dans une filature de coton ? La législation scolaire de 1833 ne donnera que des résultats ridicules. « Les premiers magistrats de nos départements viendront dans des cérémonies solennelles couronner des lauréats qui sauront à peine lire et écrire. »

Pourquoi chercher des modèles en Angleterre, pays « dont la législation est incohérente » ? Comment limiter le travail des enfants sans désorganiser les usines ? Avec l'introduction des machines, les travaux de la grande industrie ont cessé d'être

pénibles ; d'ailleurs, si les gamins avaient trop de liberté, ils en profiteraient pour commettre dans les rues toutes sortes d'excès. Enfin si l'âge d'admission était réglementé, des conséquences terribles seraient à prévoir. Beaucoup d'ouvriers, qui maintenant reconnaissent leurs enfants, naturels ou légitimes, et assurent leur subsistance parce que la charge n'est pas de longue durée, seraient tentés de les abandonner. Toute transformation serait « un pas vers la taxe des pauvres, ou un motif d'augmenter le nombre, toujours croissant, des enfants trouvés ».

Il était intéressant de résumer cette déposition pour montrer que tous les industriels français n'étaient pas animés des mêmes sentiments de philanthropie et de progrès que les Mulhousiens. Barrois dit cyniquement ce que bien d'autres manufacturiers pensent.

La Chambre de commerce de Lille n'est guère plus favorable à une réglementation, et l'opinion des prud'hommes n'est pas beaucoup plus libérale. Ils concluent ainsi : « Une foule de considérations, que votre sagacité, Monsieur le Ministre, a sans doute déjà prévues, s'opposent, suivant notre conseil, à l'adoption d'une loi qui serait absolument calquée sur la loi anglaise. »

A Tourcoing, le maire, président de la Chambre consultative, raisonne à peu près de la même manière. « Pour ce qui est des dispositions du bill de 1833, nous croyons, dit-il, que nous ne pourrions pas les appliquer à nos manufactures. » Tout ce qu'il serait possible de faire, ce serait de prendre seulement les enfants à neuf ans. Les prud'hommes ne voient pas davantage la possibilité de graduer le travail ni d'interdire les veillées. A Roubaix, la Chambre consultative partage les idées de la Chambre de Tourcoing. De plus, elle ne veut pas entendre parler d'une participation des industriels aux dépenses d'enseignement. « Cela serait contraire à la loi, qui veut que l'instruction primaire soit gratuite en France. » Elle propose un moyen bien simple : accorder aux jeunes ouvriers deux heures d'intervalle vers le milieu de la journée. « La première heure serait employée à nourrir le corps, la seconde à nourrir l'esprit. » La région du Nord est donc hostile dans son ensemble.

Les Ardennes, avec leurs industries, en particulier drapières, constituent un centre de résistance non moins énergique. Les Chambres ou Conseils, sauf à Givet, sont d'accord pour s'opposer aux réformes. Les prud'hommes de Sedan pensent « que l'application des lois anglaises dans nos manufactures n'est nullement nécessaire et serait même d'une exécution plus que difficile, pour ne pas dire impossible ». Les Chambres consultatives de Rethel, Sedan, Charleville, présentent les conditions de travail des enfants dans la région sous des couleurs extrêmement favorables. Ici, dit celle de Sedan, les jeunes ouvriers « ne sont pas assujettis à un travail excessif ». Ils sont traités « avec huma-

nité et bienveillance ». Rien ne s'oppose au développement de leurs forces physiques et leur santé est bonne. Leur moralité est satisfaisante et « l'administration s'occupe soigneusement de l'enseignement élémentaire ». Atténuer ainsi la première partie du questionnaire est un moyen commode d'esquiver la seconde. Il est clair que toute réforme devient inutile. La Chambre de Charleville fait un aveu : « La solution de presque toutes ces questions se présente sous deux aspects (celui de l'ouvrier et celui du patron)... Une même mesure peut être à la fois envisagée comme bonne ou mauvaise, selon le point de vue sous lequel on la considère. »

Le Conseil général des Ardennes, à la demande de Cunin-Gridaine, l'un des principaux manufacturiers de Sedan, député des Ardennes, déclare qu'il « ne faut pas organiser par des dispositions législatives le travail des jeunes enfants dans les ateliers de manufacture. Ce serait porter atteinte à la puissance paternelle et même détruire entièrement les liens de famille ».

Parmi les industries lorraines, l'esprit dominant est également contraire aux idées que défend Mulhouse de l'autre côté des Vosges. Les prud'hommes de Nancy n'admettent pas la graduation du travail. « Nous croyons, disent-ils, qu'elle serait plutôt nuisible qu'utile, car tel enfant peut à l'âge de huit ans travailler douze à quinze heures par jour, tandis que tel autre, fût-il même âgé de quinze ans, ne pourra fournir la moitié de ce temps. Il faut donc laisser à cet égard toute liberté aux parents. » Même raisonnement, aussi contestable, à propos des veillées. « Une telle interdiction semble encore inutile, car on le répète, dès l'instant que les enfants ne pourront supporter la veillée, leurs parents sauront bien les y soustraire. »

Le sous-préfet de Sarrebourg a des théories analogues. Il déclare que dans certaines industries, comme celle du verre, « il est absolument nécessaire que les enfants commencent jeunes ». Son collègue de Lunéville est un peu plus modéré.

Saint-Quentin et Reims ne veulent pas davantage de réglementation. La Chambre de commerce et les prud'hommes de Reims prétendent résoudre toutes les difficultés en consacrant le dimanche à l'instruction de la jeunesse.

A Paris, les industries ne sont pas alors très nombreuses. Les plus importantes sont des industries de luxe : bijouterie, dorure, ciselure, avec un apprentissage à peu près organisé. Mais il y a aussi des filatures de coton ou de laine, des impressions sur étoffes, équipées comme à Lyon, et des fabriques de papiers peints, où la main-d'œuvre enfantine est nombreuse et souvent maltraitée.

La Chambre de commerce est d'inspiration très conservatrice. Au début de son rapport, elle reconnaît qu'un des premiers

devoirs de la génération qui passe est de songer à celle qui vient. Toutefois, après ce préambule prometteur, elle déclare que « les hommes pratiques » sont obligés de reconnaître « qu'en certains cas il est bien difficile de se livrer sans réserve aux idées philanthropiques, qu'ils embrasseraient volontiers avec ardeur si les exigences de notre état social ne les forçaient de s'arrêter devant des difficultés presque insurmontables ». Une législation sur cette matière soulève dans leur pensée de multiples points d'interrogation.

La Chambre ne refuse pas de transmettre au ministre les suggestions libérales de quelques-uns de ses membres. C'est donc une situation inverse de celle que nous avons constatée à Lille. Un fabricant de papiers peints, Leroy, est très préoccupé de l'état moral de la jeunesse. Il réclame une loi qui, dans le cours de la journée, arrêtera le travail pour permettre aux enfants de s'instruire et sera sanctionnée par des amendes aux parents et aux chefs d'atelier. Leroy comprend cette instruction primaire d'une manière originale. Il voudrait dans les écoles gratuites une tenue de livres simple et facile, tout à fait à la portée de l'enfance et réduite à ses éléments. « J'ai, dit-il, la conviction que l'intelligence des enfants la saisirait à merveille, si la théorie, se bornant aux principes indispensables, n'était que l'accessoire et la pratique le principal. On les habituerait de bonne heure à des idées d'ordre et de raisonnement... » Il croit aussi que ce serait un moyen indirect de leur inculquer des habitudes d'économie et peut-être de préparer leur ascension sociale. « Provoqué par une noble émulation et par l'espoir d'améliorer sa position, l'ouvrier qui a fait quelques épargnes voudra plus tard les exposer aux chances de l'industrie. »

Les conclusions de la Chambre sont naturellement différentes. Elles sont hostiles à la législation anglaise, qui sur ce point n'a produit « aucun résultat », et qui d'ailleurs n'est pas sans contrepartie désagréable. « Gare à la taxe des pauvres ! car si nous voulons toujours et en tout prendre l'Angleterre pour modèle, il ne faut pas avoir seulement devant les yeux les merveilles de son industrie. Il faut voir aussi de quel prix elles sont souvent payées. » En France, et plus spécialement à Paris, une loi restrictive ne s'impose pas et serait même pernicieuse. « Il y aurait danger à laisser percer et arriver à la connaissance des enfants de Paris l'idée que l'on trouve qu'ils travaillent trop et à les autoriser en quelque sorte par là à abandonner le travail, sous prétexte d'en éviter l'excès. » Que feraient-ils, si l'on augmentait leurs heures de liberté ? « Ils s'en iraient peupler la maison des jeunes détenus, qui n'a déjà que trop de pensionnaires. »

Dans toutes ces questions d'ordre politique et social, il est, paraît-il, ridicule de demander « à la loi et toujours à la loi toutes les solutions ». En réalité, il faut lui substituer « un auxiliaire

indispensable, qui manque à tout et partout : la religion ». Il faut ramener les enfants au bien par le travail et l'épargne. Sur ce point seulement, les théories de la Chambre se rapprochent des idées de Leroy.

En dehors de ces considérations un peu vagues, elle formule deux vœux d'utilité pratique : institution à Paris d'un Conseil de prud'hommes, chargé entre autres choses de régler les conditions des contrats d'apprentissage et d'en surveiller l'exécution, ensuite création d'écoles du dimanche, avec instruction morale et religieuse, sur le modèle des Etats-Unis, où des sociétés philanthropiques ont organisé des classes de ce genre avec plein succès.

Le midi méditerranéen constitue un second ensemble souvent défavorable à la législation anglaise. Dans certains départements, comme les Bouches-du-Rhône, la Vaucluse, le Gard et l'Aude, la situation des ouvriers est bonne et n'a pas besoin, paraît-il, d'être modifiée. « L'air vif et sain de notre climat, écrit la Chambre de commerce d'Avignon, compense si bien les mauvais effets de celui moins pur des usines », que la santé des travailleurs est excellente.

La Chambre consultative de Sommières fait de la vie locale une peinture qui mérite d'être retenue : « Dans cette ville, l'ouvrier est travailleur, économe et propriétaire de quelque coin de terre. Sa conduite est bonne et il jouit d'une certaine aisance. Les enfants, n'ayant pas l'exemple du désordre et de la débauche, ne sont pas vicieux. Ils n'ont que les défauts de leur âge. » Ils ne sont pas maltraités. Un ouvrier qui se permettrait des actes de violence serait immédiatement renvoyé. D'ailleurs, « les mœurs publiques se sont tellement adoucies, que l'exemple de ces brutalités est excessivement rare : la raison publique en a fait justice. L'homme qui bat sa femme ou maltraite ses enfants est un objet de mépris. » Pourquoi modifier une législation qui renferme assez de dispositions pour prévenir et réprimer les abus ? La Chambre termine par des formules qui ont belle apparence : « Liberté pour l'ouvrier, liberté pour le maître, protection pour tous, voilà ce que le gouvernement doit garantir... Pour les écoles, pas plus que pour les églises, il ne faut admettre la maxime du *compelle eos intrare*. »

Les prud'hommes de Carcassonne et la Chambre consultative de Limoux, constatant que dans les pays méridionaux les enfants sont plus « précoces » qu'en Angleterre, affirment qu'une réglementation ne s'impose pas.

En dehors de ces régions, d'autres opposants se rencontrent dispersés des Hautes-Alpes jusqu'à Cherbourg et à Nantes. Certains avis sont nettement formulés, par exemple celui du préfet de Gap, qui du reste ne fait honneur ni au sens littéraire ni au sens critique de ce fonctionnaire. « La condition de l'ouvrier

anglais est tout à fait spéciale. Il est accoutumé à des comforts de nourriture, de logement et de vestiaire, tout à fait disparates aux nôtres... Il se nourrit avec du pain et du beurre, avec de la viande et des pommes de terre, et boit habituellement de la bière, tandis que pour le nôtre, en général, ces aliments sont un luxe presque inconnu. » Quand on entre dans une filature de coton à Manchester, on éprouve « un vif mouvement de surprise en apercevant, dès le matin, une prise de vapeur sur le générateur, employée à mettre en ébullition une énorme bouilloire pour faire le thé des ouvriers ». Tout ce bien-être est obtenu grâce à l'exploitation de la jeunesse.

Mais, d'ordinaire, les opinions sont plus enveloppées. La Chambre consultative de Privas et la Chambre de commerce de Nantes prétendent l'une et l'autre partager la sollicitude du gouvernement. Si elles n'admettent pas de législation restrictive, c'est afin de permettre aux enfants de trouver du travail et aux familles de se procurer un supplément de ressources.

Enfin, on ne sait comment classer les mémoires équivoques, qui, n'osant pas nier tous les abus, s'arrêtent seulement aux faits de moralité et d'instruction, deux points de vue qui ne leur semblent pas engager directement la responsabilité des industriels, ceux qui préconisent le minimum de transformation, ceux qui trouvent les réformes « désirables », mais difficiles.

C'est à peu près ce que disent les prud'hommes et la Chambre consultative de Bar-le-Duc, attitude incertaine qui leur attire de la part du préfet une sévère et courageuse réplique. « Il s'en faut bien, dit celui-ci en parlant de leurs réponses, qu'elles présentent le mal dans toute son étendue. » Prenant la parole à son tour, il décrit une situation, que les deux Conseils n'ont pas voulu dénoncer. « On ne peut pas se dissimuler que la population élevée dans les fabriques est une population abâtardie et détériorée au physique comme au moral. Seul son aspect le prouve avec évidence. Il est impossible de ne pas reconnaître au premier coup d'œil l'ouvrier des filatures, des papeteries, des ateliers de tissage et autres usines semblables, de ceux qui exercent les métiers ordinaires. Sa faiblesse, sa pâleur, sa physionomie éteinte, révèlent à l'instant les effets délétères de cette vie d'atelier.

« Les opérations du recrutement nous montrent aussi chaque année combien l'influence de ces professions est funeste à la santé. Il est rare qu'un ouvrier fileur ou tisserand soit propre au service. Il est presque toujours réformé pour la faiblesse de sa constitution, lors même qu'il n'est ni scrofuleux ni rachitique, ce qui arrive le plus souvent.

« Leurs facultés intellectuelles ne sont pas plus développées que leurs forces corporelles. Ils sont généralement dépourvus d'instruction, ne savent ni lire ni écrire, parce que, dans leur enfance,

ils n'ont pas eu le temps de fréquenter les écoles. Leur intelligence, sans exercice dans un travail purement mécanique et toujours le même, semble s'atrophier comme leurs membres et devient incapable du moindre effort.

« Quant à leur état moral, on comprend ce qu'il doit être quand on considère dans les ateliers ce mélange, cette promiscuité de tous les sexes et de tous les âges. La prostitution, qui commence souvent avant la puberté, y est à peu près générale. On peut juger de l'immoralité qu'amène la présence des grandes fabriques par ce fait que la ville de Bar, avec sa population de 13.000 âmes, fournit à peu près le quart des enfants naturels qui naissent dans le département.

« Il est donc d'une haute importance que l'emploi des enfants dans les ateliers soit soumis à des règlements rigoureux qui empêchent les fabricants d'abuser de ce moyen de réduire les prix de la main-d'œuvre. »

En somme, il n'était pas possible de considérer l'enquête de 1837 comme une adhésion franche à la politique des réformes. Tous ces documents contradictoires constituaient un arsenal où partisans et adversaires de la future loi pouvaient également puiser des armes. A vrai dire, le gouvernement n'avait fait appel qu'aux chefs d'industrie. Les principaux intéressés, c'est-à-dire les ouvriers, ne pouvaient pas être directement consultés, puisqu'ils ne possédaient ni associations ni véritables représentants. Tout au plus pouvaient-ils exprimer une opinion dans les Conseils de prud'hommes. Toutefois, leur sentiment n'était pas douteux. En général, ils n'étaient pas mieux disposés que les manufacturiers à l'égard d'une législation qui, sous prétexte de les protéger, entravait leur travail et diminuait leur profit immédiat.

Le Bureau des Manufactures fut chargé de résumer ces dépositions, qui au total formaient une masse considérable et peu accessible. Son rapport d'ensemble fut imprimé en décembre 1837. C'est le texte le plus connu et qui a servi de base aux discussions ultérieures. A vrai dire, ce travail fut moins un résumé qu'une interprétation dans le sens des réformes, et c'est ce qui a fait considérer plus tard l'enquête de 1837 comme favorable à la future loi.

Le Bureau a suivi l'ordre du questionnaire ministériel. Dans la première série, qui correspond aux faits, il énumère les abus, sans d'ordinaire chercher à les voiler.

1. — Les enfants sont reçus dans les usines « depuis l'âge de six ans, dans quelques localités de l'Isère, du Nord (Roubaix), du Haut-Rhin (Mulhouse), de la Seine-Inférieure (Rouen) et du Bas-Rhin (Strasbourg) ; depuis sept ans dans les départements de l'Ain, de l'Aisne, de la Marne, de l'Indre, de Maine-et-Loire et des Vosges. Mais, en général, on peut regarder huit et neuf ans comme étant l'âge auquel les enfants sont communément admis.

Les travaux à six et sept ans paraissent se borner à bobiner le fil ou à ramasser le coton qui s'échappe des ventilateurs ».

Le Bureau des Manufactures n'hésite pas à se faire l'écho de rumeurs infamantes. « On semble croire, à Elbeuf, que l'état de désordre dans lequel vivent quelques pères les contraint de livrer leurs jeunes enfants à un travail prématuré », de telle sorte que si cette opinion était vraie, le travail de la jeunesse ne servirait qu'à entretenir l'inconduite des parents.

2. — Les salaires s'échelonnent « de 25 à 75 centimes, c'est-à-dire que les gages sont généralement en proportion avec l'âge de l'enfant et son habileté ». Ils ne dépassent pas, à six et sept ans, 25 et 30 centimes. Ils s'élèvent ensuite à 40 centimes et au-dessus. Le Bureau signale comme une initiative intéressante qu'à Dortan (Ain) les jeunes auxiliaires touchent « de 35 à 70 centimes et qu'ils reçoivent, en outre, le logement et la nourriture, avantages qui ne s'accordent qu'en échange d'un engagement de plusieurs années. Cet état de choses doit, sans aucun doute, avoir d'heureux résultats sur la condition morale de ces enfants et il serait à désirer que cet arrangement pût être adopté ailleurs ».

3. — « Le plus grand nombre des réponses s'accordent à reconnaître qu'il y a économie réelle pour le fabricant ; mais quelle en est l'importance ? » De 30 à 50 %, dit le Bureau des Manufactures, suivant les industries et même les fabriques. A cet égard, la Chambre de commerce de Rouen a cité un exemple caractéristique. Un des bons filateurs de la région, dont l'usine produit 3.000 livres de coton par semaine, soit 150.000 par an, occupe 130 ouvriers, parmi lesquels 42 enfants de huit à quinze ans. Si les deux tiers de ces enfants, supposés âgés de huit à douze ans étaient remplacés par des « adultes de treize à quinze ans », ce filateur éprouverait une perte de 56 francs par semaine, soit 2.912 francs par an, c'est-à-dire que le prix de revient de chaque livre de coton se trouverait augmenté d'un centime trois quarts. Il est vrai que la Chambre de Rouen, qui donne ici au mot « adulte » une signification si particulière, fait elle-même à ce calcul une objection sérieuse. Avec des ouvriers plus âgés, le travail serait mieux fait et les objets fabriqués auraient plus de valeur.

Précisément, d'autres rapports « nient qu'il y ait aucune économie, parce que, dans leur opinion, on perd sur la qualité du produit ce que l'on gagne sur le salaire ». Dans l'Aisne, on serait même disposé à renvoyer les enfants, et le Bureau en arrive tout naturellement à cette conclusion que, si l'emploi de la main-d'œuvre enfantine ne procurait aucun bénéfice, une législation restrictive ne devrait rencontrer aucune difficulté.

Mais, en réalité, le remplacement par des adultes n'est pas possible. « Partout on déclare qu'il est certains travaux qui ne peuvent être bien et facilement exécutés que par des enfants... ;

que c'est d'ailleurs une occasion de rendre service aux pères, qui travaillent avec eux..., et que c'est préparer pour l'avenir de bons et habiles ouvriers. »

4° La durée du temps de présence varie entre douze et seize heures et celle du travail effectif entre douze et quatorze, déduction faite des intervalles accordés pour les repas. Le Bureau s'empresse d'ajouter que « c'est trop », surtout quand les enfants ont à parcourir plusieurs kilomètres pour se rendre à l'usine, comme cela se produit à Mulhouse et à Rouen.

La besogne auxquels ils sont soumis n'a rien en elle-même de pénible et n'est nullement au-dessus de leurs forces. « Tout le monde semble d'accord sur ce point » ; mais on ne dissimule pas non plus qu'elle les épuise par sa continuité, « en même temps que le séjour prolongé dans l'air épais des ateliers leur est extrêmement contraire ». On prétend quelquefois que les jeunes ouvriers « seraient moins sainement chez eux », mais c'est une affirmation « très contestable », car un enfant ne serait pas retenu à la maison « pendant quatorze ou seize heures sans prendre l'air, et c'est précisément ce dont il manque dans sa vie de travail forcé ».

Le Bureau constate également qu'on est « d'accord sur un autre point : c'est que, si on limitait la durée du travail des enfants, ce serait limiter celle des ouvriers qui les occupent », puisque les uns ne peuvent se passer des autres. Toutefois, les industriels consentent d'ordinaire, outre le temps des repas, à sacrifier deux heures pour l'instruction religieuse de la première communion. « Ce qui a lieu pendant deux mois de l'année ne pourrait-il pas se pratiquer toujours ou du moins pendant l'époque de la moins grande activité des fabriques ? » Cette remarque du Bureau des Manufactures est évidemment judicieuse et libérale.

5. — Le travaux de nuit sont exceptionnels. « Cependant il n'est pas rare que, dans les grands centres de fabrique, les enfants passent la nuit du samedi au dimanche. » La Chambre consultative d'Elbeuf constate que, « dans les moments de presse, on multiplie les moyens de production autant et plus qu'il *n'est humainement possible de le faire*, soit en augmentant les heures de travail, soit en passant fréquemment les nuits entières ». Enfin certaines industries à feu continu emploient deux équipes, qui font tour à tour une semaine de jour et une semaine de nuit.

Le Bureau estime que « le travail de nuit est onéreux pour le fabricant » et qu'il est « une cause de grande démoralisation ».

6. — Les deux sexes se trouvent presque toujours confondus. « Il paraît certain que cet état de choses est fâcheux pour la morale, mais il ne serait pas possible, ou du moins extrêmement difficile, d'y porter remède. » La Société d'Emulation de Rouen a vainement cherché une solution. « Pour quelques pères de

famille, cette confusion a l'avantage de les réunir à leurs enfants. »

7. — La proportion des jeunes ouvriers qui travaillent avec leurs parents « varie depuis un dixième jusqu'à la moitié ». Il ne faut pas s'imaginer que les enfants servent toujours de rattachés à leurs pères, car souvent ceux-ci préfèrent les placer avec d'autres ouvriers, dans des ateliers différents, ou même par calcul dans d'autres fabriques, « afin que, si celle qui les occupe venait à s'arrêter, toute la famille ne se trouvât pas, dans le même temps, sans travail ».

Cependant cette méthode n'est pas sans inconvénient, car on a remarqué dans certaines localités que, là où les jeunes gens ne travaillent pas avec leurs pères et touchent eux-mêmes leurs salaires, « ils prennent des idées d'indépendance qui les affranchissent des liens de la famille et les précipitent dans le désordre ». Il serait donc préférable de faire travailler ensemble enfants et parents et de remettre à ceux-ci les salaires de tous.

8. — « Les réponses sont unanimes pour déclarer que l'instruction des enfants est nulle là où ils sont reçus dès l'âge de six ans, puisqu'à cet âge ils n'ont encore pu suivre les écoles ; qu'en général on ne rencontre d'enfants sachant lire et écrire, et encore très imparfaitement, que lorsqu'ils sont reçus de dix à onze ans, et même arrive-t-il souvent que l'indifférence des parents est telle, que beaucoup ne profitent pas des salles d'asile ou des institutions, généralement gratuites, qui existent aujourd'hui dans tous les grands centres de fabrication. »

Une fois que garçons ou filles sont entrés dans les usines, il est facile de comprendre qu'ils n'ont plus la possibilité de s'instruire.

La fatigue des longues journées de travail ne leur permet pas de fréquenter les écoles du soir ni du dimanche, et d'autre part les familles, par esprit de lucre, n'admettent pas que les heures de classe puissent être prises sur le temps de l'atelier.

Le Bureau s'étonne d'autant plus de cette mentalité que les postes de contremaîtres, attribués seulement à ceux qui ont reçu quelque instruction, devraient être une cause d'émulation.

9. — La moralité est aussi « nulle » que l'instruction. Un fait a plus spécialement attiré l'attention du Bureau des Manufactures : « L'immoralité des enfants semble être plus grande précisément là où ils sont reçus très jeunes dans les fabriques. C'est en effet dans les départements de l'Aisne, de l'Isère, de Maine-et-Loire, du Nord, du Bas-Rhin, de la Seine-Inférieure et des Vosges que les plaintes sont vives et unanimes... Dans le Nord, on cite des faits dont on ne peut malheureusement pas suspecter la véracité, car beaucoup d'ouvriers vivent à Lille en « bohémiens ». Dans les Vosges, « l'usage immodéré de la boisson hâte et développe la démoralisation des enfants ».

Quelle est la cause de ce lamentable état de choses ? la mauvaise éducation familiale, la promiscuité des usines, la corruption des mœurs ? Les avis sont très partagés, et le Bureau hésite à prendre parti. Cependant sa remarque préliminaire devrait l'amener à penser que l'atelier n'est pas « une école de mœurs », ni même « une école d'ordre, de travail et de soumission ».

10. — Les mauvais traitements sont devenus très rares. « Sous ce rapport, il y a donc amélioration. » Cela tient beaucoup plus à l'esprit actuel qu'au système des amendes ou à ce fait que les jeunes ouvriers sont indispensables et difficiles à remplacer. Cette unanimité de réponses explique « pourquoi les plaintes élevées si haut en Angleterre à ce sujet ne se sont point fait entendre en France ».

Avec la seconde série de questions, le Bureau des Manufactures est beaucoup moins catégorique. Il constate d'ailleurs que, dans cet ordre d'idées, la plupart des rapports qu'il a analysés sont vagues et hésitants. « On s'effraie toujours quand il faut changer ce qui est même reconnu mauvais... Parmi les plus ardents propagateurs de la nouveauté, il y a incertitude dans les moyens d'exécution. » Le résumé présente ici quelques atténuations et quelques omissions.

1° D'abord, il est indispensable de recevoir les enfants dans les ateliers. Leur délicatesse de doigts, leur souplesse de corps s'accommodent seules de certaines tâches, et d'ailleurs leur emploi réalise une économie.

A quel âge doivent-ils être reçus ? « Les avis sont partagés entre neuf et dix ans. » Le Bureau estime que le premier chiffre est préférable. Adopter le second serait tout à la fois entraver la vie industrielle et imposer aux familles ouvrières de lourds sacrifices, car il n'existe pas chez nous, comme en Angleterre, de taxe des pauvres. Le rapport général reproduit ici une opinion de la Chambre de commerce de Lille, en particulier du filateur Barrois, sur la multiplication possible du nombre des enfants trouvés.

Mais, en même temps, le Bureau semble très impressionné par une suggestion des prud'hommes de Rouen et par les services que sont appelées à rendre les salles d'asile. Ces institutions « offrent aux enfants, jusqu'alors abandonnés, des soins et une première éducation morale qu'ils ne trouveraient ni chez eux ni au sein des ateliers, où ils suivent leurs pères ». A Rouen, les familles ouvrières commencent à préférer les salles d'asile aux ateliers, ce qui semblerait prouver que, dans le travail de leurs fils ou de leurs filles, les parents chercheraient moins un bénéfice qu'une sécurité. Le jour où cet usage se répandra ailleurs, « on aura fait beaucoup pour la moralisation de la jeunesse ». En même temps, les familles verront sans crainte promulguer une loi qui limitera l'admission dans les fabriques.

L'âge de neuf ans peut donc être adopté, mais à condition que les enfants aient d'abord fréquenté les écoles pendant trois ans. Tous ceux qui reculent la limite d'âge sont unanimes à imposer cette obligation et veulent que le temps ainsi prélevé sur le travail manuel « tourne au profit de l'éducation ».

2° et 4° Faut-il limiter et graduer le travail ? « Les réponses sont très diverses. Dans quelques départements, on dit que c'est impossible. Dans d'autres, on le désire, mais on ne sait comment arriver à ce résultat. Ailleurs enfin, on reconnaît la nécessité que cela soit ainsi. »

Le Bureau des Manufactures se prononce en faveur du principe de Wilberforce. Il estime que « deux classifications semblent indispensables et de nature à être facilement adoptées, comme elles le sont en Angleterre, pourvu que la mesure soit générale et obligatoire : ce serait de limiter la durée du travail de neuf à treize ans et de treize à dix-huit ans ». Il est d'ailleurs disposé à prendre à son compte les chiffres que proposait Mulhouse dès l'année 1833 pour des catégories analogues.

Il signale la proposition des prud'hommes de Vienne (Isère), à savoir « que l'ouvrier fileur qui occupe quatre enfants au-dessous de treize ans soit pourvu d'un cinquième enfant, afin qu'ils aient tour à tour un cinquième de journée consacré à leur instruction ». Mais il passe sous silence les propositions de relais, beaucoup plus caractéristiques et complètes, faites ailleurs, par exemple à Lyon.

Sur la question du dimanche, au contraire, les avis sont unanimes. Le travail doit être rigoureusement interdit.

3° Le Bureau estime, évidemment à tort, que la vérification de la capacité physique a peu d'importance et n'est pas nécessaire, l'intérêt des industriels étant « de n'avoir que des ouvriers en état de bien travailler ». Il note toutefois que dans beaucoup de localités on demande que les enfants ne soient admis qu'avec un certificat médical. Mais alors, si l'on doit sur ce point imiter la législation britannique, il faudra, dit-il, éviter « les abus auxquels elle a donné lieu, les faux qu'elle a provoqués, et qui ont fait dire à quelques détracteurs de la loi anglaise qu'elle était une loi de parjure ».

5° L'adolescent pourra librement s'engager « à quinze ans, avec l'agrément et le consentement de ceux dont il dépend. Telle est la réponse la plus générale », et d'ailleurs le Bureau ajoute que cette question n'aurait plus aucun intérêt si le travail de tous était réduit à douze heures, comme on le demande dans certains départements. Ici encore, le rapport général n'est pas exempt de parti pris. Il tient visiblement compte de l'avis préliminaire du ministre.

6° Sur les veillées, la rédaction du Bureau est un peu confuse, Le travail de nuit sera interdit aux enfants ayant moins de

quinze ans, « dans le triple intérêt de la santé, de la moralité et de l'instruction », mais il semble que pour les adolescents les exceptions seront permises, alors que la loi britannique est jusqu'à dix-huit ans très restrictive. Chambres et Conseils hésiteraient à se prononcer formellement de peur d'entraîner la cessation de tout travail de nuit et de paralyser l'industrie. « Mais, ajoute le Bureau, cette crainte, qui avait été bien plus vive en Angleterre, ne paraît pas s'être réalisée partout, à en juger par les derniers documents qui nous sont parvenus ».

7° Sur les problèmes d'instruction, les réponses ont été unanimes. De toutes parts, « on veut astreindre les familles à envoyer les enfants dans les écoles ; on veut arriver, autant que possible, à moraliser par l'instruction et l'éducation cette classe nombreuse de jeunes ouvriers, qui n'apportent en général dans les fabriques que les principes d'une profonde corruption ».

Des mesures coercitives, pour fâcheuses qu'elles soient en elles-mêmes, sont nécessaires, car l'insouciance ou l'âpreté des parents doivent être combattues. A Mulhouse et dans le Haut-Rhin, les manufacturiers ont créé à leurs frais des écoles, qui ne sont pas fréquentées. A Reims, trois classes du soir, ouvertes pendant deux heures, et une classe du dimanche, n'ont pas eu plus de succès.

Le Bureau, qui à cet égard est très optimiste, estime qu'il faut suivre ici l'exemple de nos voisins. Les Anglais ont fait de grands sacrifices pour créer des écoles. Malgré l'opposition de tous, le Factory bill, « en ce qui concerne l'instruction, est de jour en jour mieux observé ». Chez nous, des résultats encore meilleurs devraient être obtenus, maintenant que la loi scolaire de 1833 a créé partout un vaste système d'enseignement primaire. Quand les parents sauront que l'instruction est la première condition nécessaire pour entrer dans les usines, ils enverront leurs enfants en classe.

D'autre part, les garçons et filles, qui à neuf ans auront été admis, après avoir justifié qu'ils savaient lire et écrire, seront-ils dégagés de toute obligation scolaire ? Le Bureau n'hésite pas à dire que « l'on aurait bien peu fait pour l'enfance si on ne la contraignait pas jusqu'à treize ans à suivre les écoles au moins une ou deux heures par jour, outre les leçons du dimanche. C'est, en effet, de neuf à douze ans qu'en France on prépare l'enfance à l'instruction religieuse qui, de toutes, est celle qui a le plus de rapports avec l'éducation proprement dite. C'est d'elle que l'enfant apprendra ses devoirs ; c'est à elle qu'il devra ses principes de moralité. Aussi voyons-nous partout reproduire avec insistance le vœu d'une éducation religieuse. On n'aurait rien fait, ou du moins on laisserait très imparfaite l'œuvre entreprise, celle de la moralisation des enfants, si l'on n'étendait jusqu'à treize ans l'obligation de l'enseignement ».

Enfin, le Bureau des Manufactures est amené à déborder quelque peu le cadre du questionnaire ministériel. Quelles industries faut-il réglementer ? La plupart des Chambres et Conseils n'ont en vue que les usines dont l'eau ou la vapeur constituent la force motrice. Mais d'autres envisagent tous les ateliers où l'industrie est exercée « en grand ». Quel procédé juridique faudra-t-il adopter ? Des règlements d'administration publique plutôt que des articles de loi.

Dans l'ensemble, le rapport général du Bureau des Manufactures indiquait assez clairement les abus, mais il n'indiquait pas clairement les remèdes. Il fut distribué aux trois Conseils généraux de l'Agriculture, des Manufactures et du Commerce, à l'ouverture de leur session, le 14 décembre 1837.

Le premier de ces Conseils n'était pas directement intéressé. Il donna cependant son adhésion au principe. Les deux autres se prononcèrent aussi pour la politique des réformes, mais sans être d'accord sur les mesures à prendre. Le Conseil du Commerce envisageait seulement les établissements équipés pour « la filature et le tissage de la laine, du coton, de la soie ou du lin », c'est-à-dire les industries textiles, où des faits particulièrement choquants avaient été signalés. Au contraire, le Conseil des Manufactures était d'avis d'embrasser toutes les usines en général, pour ne créer ni inégalités ni injustices. Mêmes divergences à d'autres points de vue. Le Conseil du Commerce n'admettait les enfants qu'à huit ans, mais avec douze heures de travail par jour. Le Conseil des Manufactures les admettait à sept ans, mais avec une gradation : de sept à dix ans, huit heures de travail ; de dix à douze ans, douze heures ; de douze à seize ans, treize heures. Les travaux de nuit, interdits en principe, étaient tolérés dans certaines circonstances particulières à partir de quinze ans chez l'un (Commerce), de treize et même de dix ans chez l'autre (Manufactures).

Parallèlement à ces enquêtes et à ces consultations en France, le gouvernement se documentait sur les résultats obtenus par la législation anglaise et sur les polémiques qu'elle avait soulevées. Le directeur du Bureau des Manufactures s'occupa de traduire et de mettre en ordre une foule énorme de documents : tableaux statistiques des enfants, classés par industrie, rapports des chirurgiens et des quatre inspecteurs généraux chargés d'appliquer la loi de 1833 : Léonard Horner, Jones Howell, Robert Saunders, J. Stuart, discussions concernant le *Factory bill*. Précisément, en 1837, un économiste anglais, de l'école libérale, Nassau W. Senior, venait de publier à Londres sous ce titre : *Lettres au très honorable président du Bureau de commerce sur l'acte relatif aux manufactures de coton*, une étude critique, avec une lettre de Léonard Horner à Senior sur le même sujet et un échange de vues entre MM. Edmund, Ashworth, Thomson et

Senior. Celui-ci prétendait que la loi de 1833 avait donné de mauvais résultats, et qu'en particulier le système des relais d'enfants n'avait pas réussi. Horner affirmait au contraire que la législation nouvelle était en bonne voie et que, par exemple, les relais étaient déjà organisés dans 524 manufactures, sur 1289 qui devaient expérimenter cette méthode.

Qui avait raison ? Probablement les défenseurs du bill de 1833. Mais les adversaires de toute législation ouvrière pouvaient facilement le contester et prétendre que les documents anglais, comme les autres éléments de l'enquête de 1837, laissaient partout subsister des doutes (13).

Ils s'efforcèrent de tirer parti le mieux possible des circonstances. La plupart des manufacturiers restaient hostiles. Beaucoup de ceux qui n'avaient pas osé nier les abus ne demandaient que le maintien du *statu quo*. Le Parlement était dominé par la bourgeoisie industrielle et marchande. Le gouvernement, dégagé de la période des insurrections républicaines, n'avait plus à ménager les classes populaires. Celles-ci, d'ailleurs, accueillaient avec défiance un projet de loi qui risquait de diminuer les salaires familiaux. Avec la complicité de Molé, une tactique dilatoire fut décidée, qui allait consister à faire traîner en longueur l'étude législative, à faire oublier les faits révélés en 1837, afin de contester plus tard la possibilité ou la nécessité d'une réforme.



Cependant sous les formes les plus diverses : considérations politiques ou sociales, statistiques économiques ou morales, études sur la criminalité, l'indigence ou la charité, une foule d'écrits dénonçaient les misères effroyables dont les ouvriers étaient accablés avec le développement des usines, et démontraient clairement que les sociétés modernes avaient abouti à un nouveau servage, aussi terrible que l'ancien, servage des villes et non plus des campagnes, sous le joug d'une autre féodalité, de caractère industriel (14).

Cette propagande n'était pas seulement conduite par les premiers théoriciens du socialisme et du communisme, parmi lesquels Louis Blanc et Proudhon, publieront aux environs de 1840 *l'Organisation du Travail* ou les fameux *Mémoires sur la Propriété*. Elle comptait dans ses rangs des savants tels que Charles Dupin, et même des aristocrates d'ancien régime, tels que le

(13) Villermé et Jules Simon ont trop exclusivement utilisé, dans cette enquête, les rapports du Bureau des Manufactures et des Conseils supérieurs.

(14) Fournière (*Histoire Socialiste*), dans certains chapitres : « Servitude et misère du Prolétariat », « Grèves de 1840 », à l'aide de ces documents contemporains, a fait une sinistre peinture de la vie ouvrière sous la Monarchie de Juillet.

baron de Morogues, le baron d'Haussez, le vicomte de Villeneuve-Bargemont. Dans son *Economie politique chrétienne*, celui-ci passait en revue tous les problèmes soulevés par l'apparition de la grande industrie. Les pages qu'il publiait ainsi en 1834 sur Lille et le département du Nord se trouvaient confirmées en 1837 par les aveux du manufacturier Barrois. De même le baron d'Haussez, ancien ministre de Charles X, étudiant la Grande-Bretagne en 1833, tournait en ridicule les larmes de crocodile que certains Anglais versaient sur le sort des nègres esclaves, alors que dans les filatures les enfants étaient plus malheureux que les noirs d'Amérique.

Dans ces conditions, les défenseurs de la jeunesse ne pouvaient garder le silence. Leurs voix allaient devenir de plus en plus nombreuses, unissant Paris et la province, protestants et catholiques. Toutefois, plusieurs années de lutte devaient encore être nécessaires pour triompher de l'hostilité, ou tout au moins de l'indifférence de l'opinion et des pouvoirs publics.

A Paris, dès l'année 1837, c'est-à-dire au cours même des enquêtes paraissait une brochure intitulée : *Quelques réflexions sur l'emploi des enfants dans les fabriques et sur les moyens d'en prévenir les abus* (15). L'auteur, Gillet, adjoint au maire du XI^e arrondissement, avait été chargé de répondre au questionnaire ministériel. Il avait visité les fabriques de son arrondissement et même celles des autres quartiers. Il commentait favorablement le bill de 1833 et le principe de Wilberforce. L'enseignement lui paraissait nécessaire au moins jusqu'à treize ans.

En 1838, l'abbé Ferry, curé de Saint-Nicolas-du-Port, près de Nancy, adressait une requête au Parlement pour signaler le terrible sort des enfants embauchés dans les usines de la contrée. Rapidement atteints de dégénérescence physique, ils ne peuvent « donner à l'agriculture, à l'industrie, à la défense de la patrie que des bras faibles et énervés ». Leur ignorance est telle qu'ils sont pour ainsi dire frappés « d'interdiction civile », tandis que la continuité des mauvais exemples dans les ateliers entraîne chez eux une absence complète de moralité.

« C'est à cette école de tous les vices qu'ils apprennent à être sans affection pour leurs parents, sans soumission pour leurs chefs, sans respect pour les personnes et les propriétés. C'est là qu'ils sont imbus des plus détestables principes contre la société et les autorités qui les gouvernent, contre la religion et ses ministres. C'est là qu'ils entendent et ne goûtent que trop pour le repos du monde ces maximes d'indépendance et d'anarchie, qui tiennent l'Europe suspendue sur un volcan. »

L'abbé Ferry sollicitait une mesure législative, analogue à

(15) Brochure de 32 pages, publiée à Paris en novembre 1837 et réimprimée en 1840 avec 84 pages.

« l'excellente loi de 1833 sur l'instruction », et qui obligeât les industriels à supprimer « ce dur et avilissant esclavage », à libérer « ces enfants, plus à plaindre que s'ils étaient condamnés à la chaîne, attachés qu'ils sont à une machine qui peut les broyer à chaque instant » (16).

Dans ces régions de l'Est d'où était partie la propagande de la S. I. M., se révélait aussi un véritable apôtre dont l'action allait désormais seconder celle des Mulhousiens, en s'inspirant des mêmes principes religieux : Daniel Le Grand, qu'une étude récente a qualifié de précurseur de la législation internationale du travail, et qui à cet égard se classe à côté de Blanqui et de Villermé (17).

Le Grand était né à Bâle d'une famille de protestants français, qui avaient émigré à la révocation de l'édit de Nantes, et qui, à la Révolution, rentrèrent en France, d'abord en Alsace, puis dans les Vosges, à Fouday, près de Saint-Dié. Les Le Grand étaient des manufacturiers spécialisés dans les industries textiles. Ils participèrent activement à la propagande piétiste internationale, alliant à l'évangile huguenot le culte des philosophes du XVIII^e siècle. Daniel fut imprégné de ces idées. Pendant sa jeunesse, il étudia à l'institut protestant de Reichenau et respira « l'air pur de l'Helvétie ». Devenu industriel à son tour, il s'efforça d'assurer le bonheur de ses ouvriers et fit de son usine une grande famille d'allure un peu patriarcale. Puis, de Fouday, son âme s'éleva à des conceptions moins archaïques et plus grandioses. Dans le domaine politique et social, il multiplia les interventions en France et même à l'étranger. De sa « chaumière », des « gorges » ou des « montagnes des Vosges », il lança des brochures anonymes où il s'intitulait simplement « un protestant » ou « un industriel ». Il fit aussi des démarches personnelles auprès des gouvernements. Il avait connu Louis-Philippe à Reichenau. Il avait les sympathies de la duchesse d'Orléans. Il fut en relations avec de nombreux hommes d'Etat français et étrangers, en particulier avec l'un des auteurs du Factory bill, lord Ashley.

Sa première brochure est de l'année 1833. Elle est adressée au ministre de l'Intérieur, comte de Montalivet. Daniel Le Grand

(16) Ces sentiments n'étaient nullement limités au bas clergé. Bientôt l'archevêque de Rouen, prince de Croy, bien placé, dans une région d'industries cotonnières, pour apprécier les abus de la grande industrie, dénonçait du haut de la chaire « l'extrême oppression de l'extrême faiblesse ». Il s'écriait : « Pauvres petits enfants, que les lois se hâtent d'étendre leur protection sur votre existence, et que la postérité lise avec étonnement sur le front de ce siècle si content de lui-même : « En ces jours de progrès et de découvertes, il fallut une loi de fer pour défendre de tuer les enfants par le travail. » (Cité par Gillet dans son édition de 1840, pp. 8 et 9, et par Dupin : *Du Travail des Enfants...*, pp. L et LI.)

(17) RAYMOND WEISS : *Un précurseur de la législation internationale du travail, Daniel Le Grand (1783-1859), son œuvre sociale et internationale*. Paris, 1926.

est encore sous le coup des tragiques événements de Paris et de Lyon. Des réformes et des concessions lui paraissant nécessaires pour éviter le retour de ces émeutes sanglantes, il trace un programme un peu vague et incohérent d'amélioration politique et sociale, basé sur la religion et les mœurs, où voisinent la répression de l'alcoolisme et la sanctification du dimanche, et où l'on est surpris de voir donner en exemple « Pomaré, roi de Tahiti ».

Mais les théories de Le Grand ne tardent pas à se préciser, en se limitant au domaine des questions ouvrières. De l'idée de patronage, il passe à celle d'intervention de la loi. De tous les maux que provoquent le machinisme et la grande industrie, il prend surtout en pitié l'exploitation des enfants; et bientôt la lecture de la brochure de Gillet lui inspire l'idée de faire, lui aussi, campagne. En 1838, il publie à Strasbourg une *Lettre, adressée à MM. Gros, Odier, Roman et C^{ie}*, chefs de l'importante manufacture de Wesserling, et dont l'esprit philanthropique était alors bien connu. Il y commente l'enquête de 1837, avec ses craintes de voir échouer les projets de réforme. Il énumère les abus qu'il faut surtout combattre : admission des enfants avant l'âge de douze ans révolus, durée excessive du travail, prolongé au delà de dix heures du soir, c'est-à-dire la nuit, ainsi que les dimanches et fêtes, impossibilité pour la jeunesse de s'instruire, mélange des sexes, casernement en usine. Le député F. Delessert, qui s'intéressait à ces questions et suivait de très près l'application des lois anglaises, se chargea de faire parvenir cette lettre au Parlement et au ministère.

En 1839, indigné des méthodes dilatoires du gouvernement, Le Grand fait imprimer sous ce titre : *Nouvelle lettre d'un Industriel des montagnes des Vosges à M. Delessert*, une communication datée du 11 novembre de l'année précédente et où il expose ses vues, directement inspirées de l'Angleterre, mais avec des améliorations qu'il juge indispensables : admission à dix ans seulement, quarante-huit heures de travail par semaine pour les enfants (jusqu'à treize ans) ; soixante-neuf heures pour les adolescents (de treize à dix-huit ans) ; deux heures de classe par jour jusqu'à treize ans, une heure jusqu'à seize, cette instruction devant être essentiellement religieuse, car la religion reste pour Le Grand la base de toutes choses. D'autres brochures apparaîtront au cours des années suivantes (18).

Mais surtout il faut signaler de nouvelles offensives victorieuses des Mulhousiens et de l'Académie des Sciences morales. Au début de l'année 1839, lors de la discussion de l'adresse, le ministre Martin (du Nord), interrogé, avait répondu qu'une loi était en

(18) WEISS, ch. III, pp. 137 à 175, Exposé complet de la doctrine de Le Grand.

préparation sur cet important objet et serait présentée dans le cours de la session qui s'ouvrait.

Ne voyant rien venir, les Mulhousiens firent une fois de plus une démarche décisive. Ils expédièrent au Parlement un nouveau mémoire, doublé par un autre texte d'inspiration évangélique, par une requête de la *Société pour l'encouragement de l'instruction primaire parmi les Protestants de France*, qui insistait surtout sur trois doléances : les enfants sont admis trop jeunes dans les usines, ils sont astreints à des heures de travail trop nombreuses, ils ne peuvent recevoir aucune instruction. Ainsi les protestants restaient au premier rang de ceux qui menaient le bon combat. Toutefois, ils n'étaient pas seuls. En dehors de l'abbé Ferry, Gillet, Delessert, Dupin et Villermé, par exemple, étaient catholiques.

L'Académie des Sciences morales appuyait cette action. Avec les mêmes éléments qu'en 1837, Villermé publiait cette fois un grand ouvrage de caractère général, intitulé : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers, employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*. Des deux parties qui forment ce travail, la première se compose de monographies régionales, où Mulhouse et la haute Alsace tiennent une place considérable. La seconde est consacrée à des vues et à des tableaux d'ensemble sur la condition matérielle, les mœurs, la santé, le mouvement de la population ouvrière, les institutions et les organisations professionnelles. Le chapitre IV concerne spécialement les enfants. Villermé reprend ici et développe, en utilisant l'enquête de 1837, ce qu'il avait esquissé dans son Discours.

L'ouvrage eut deux éditions successives, l'une partielle au début de l'année 1839 (l'Académie des Sciences morales n'ayant inséré dans ses Mémoires que la seconde partie), l'autre, complète en librairie au début de l'année 1840. Le *Tableau* est encore plus connu que le *Discours*, ce qui rend inutiles de longs commentaires. Sur la question des enfants, Villermé démontrait qu'ils n'étaient pas seulement victimes partout d'un surmenage effroyable de jour et de nuit, mais aussi quelquefois de coups et de mauvais traitements. En Normandie, par exemple, le nerf de bœuf figurait sur les métiers parmi les instruments de labeur. D'autre part, l'auteur étudiait toutes les difficultés que provoque la grande industrie, nouveauté redoutable, mais nécessaire, et s'élevait avec une grande largeur d'esprit à l'idée d'une législation internationale du travail (19).

(19) Même après le vote de la loi française, Villermé resta sur la brèche à l'Académie des Sciences morales. A la séance du 29 janvier 1842, il commentait un exposé du comte Petetti de Roreto, conseiller d'Etat en Sardaigne, relatif au travail des enfants dans les divers Etats. Il constatait que cette question prenait chaque jour un plus grand intérêt et devenait pour ainsi

En même temps, dans le public, l'Académie encourageait les études de caractère social. Pour l'attribution du prix Félix de Beaujour, elle proposait la question suivante : *Déterminer en quoi consiste et par quels signes se manifeste la misère en divers pays. Rechercher les causes qui la produisent.* En 1840, sur le rapport de Villermé, elle partageait le prix entre trois mémoires, dont le premier, présenté par Eugène Buret, fut développé dans un ouvrage qui s'intitula : *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, et dont le livre II étudiait plus spécialement la condition physique et morale des ouvriers (20).

En pratiquant cette politique, l'Académie se bornait à accomplir une des tâches qui avaient justifié sa création. Pour comprendre l'influence qu'elle était capable d'exercer, il suffit de passer en revue ceux qui la composaient. Vers 1840, la section d'économie politique et statistique comprenait des hommes tels que Charles Dupin, Villermé, Rossi, Adolphe Blanqui; celle de morale, Charles Dunoyer; celle de philosophie le baron de Gérando et Victor Cousin; celle de législation, droit public et jurisprudence, André Dupin, le comte Portalis; celle d'histoire, Guizot et Thiers.

Nous ne considérons plus aujourd'hui Villermé et Dupin comme de véritables économistes, alors que nous considérons comme tel Dunoyer, classé de son temps parmi les moralistes. Les *Séances et Travaux de l'Académie des Sciences morales* nous donnent de précieuses indications sur les sentiments qui animaient tous ces grands esprits à l'égard de la législation restrictive du travail des enfants. A vrai dire, la plupart de ces données concernent l'application de la loi de 1841 et non sa préparation, mais elles n'en sont pas moins intéressantes, car elles

dire « européenne ». C'est une expression qui déjà était juste en 1840. (Académie des Sciences morales, *Séances et Travaux*, I, p. 131.)

Le 7 et le 14 janvier 1843, il résumait la dernière enquête anglaise, ordonnée le 20 octobre 1840, à la suite d'une motion de lord Ashley, et dont le rapport avait été publié le 21 avril 1842. (*Id.*, III, p. 45.)

On prétend quelquefois qu'un autre membre de l'Académie, Adolphe Blanqui, frère aîné du révolutionnaire, fut en 1840 chargé d'une enquête dans le département du Nord, où les caves de Lille étaient devenues tristement célèbres. S'appuyant sur les observations d'un spécialiste, le docteur Gasset, il aurait dénoncé un véritable « massacre des Innocents ». Les enfants étaient décimés non seulement dans les usines, mais dès le berceau. Dans une rue de Lille, uniquement peuplée d'ouvriers, la rue des Etaques, on aurait compté jusqu'à quarante-six décès d'enfants en bas âge pour quarante-huit naissances. (FOURNIÈRE : *Histoire Socialiste*, p. 355.) Des faits de ce genre concordent parfaitement avec les récits de Barrois. Toutefois, ce docteur Gasset est inconnu à Lille et l'Académie des Sciences morales n'a rien conservé de la prétendue mission de Blanqui. Par contre, celui-ci devait en 1848, toujours sous les auspices de l'Académie, publier avec ce titre : *Les classes ouvrières en France* (2 volumes in-18) les observations qu'il avait réunies au cours de voyages à travers les principaux centres manufacturiers : Rouen, Lille, Lyon, Saint-Etienne, Bordeaux..., et qui lui avaient permis de constater que, malgré le vote de la loi de 1841, le sort des enfants n'avait pas été sensiblement amélioré dans les usines.

(20) 2 volumes in-8, Paris, 1840.

montrent que, malgré la décision des Chambres, certains économistes restaient irréductibles.

En 1841, au cours d'une discussion sur l'ouvrage d'Eugène Buret, Blanqui déclarait, à propos des questions d'indigence et de charité : « Pour moi, s'il me fallait choisir entre l'économie politique de Malthus et cette économie politique plus humaine, plus chrétienne, dont M. de Villeneuve-Bargemont est l'expression en France, j'aimerais mieux me tromper avec le second que d'avoir raison avec le premier... La raison est rarement dans les théories absolues... Je préférerai toujours celui qui s'accorde le mieux avec les nobles penchants du cœur et les préceptes éternels de l'humanité (21). »

En 1844, à propos d'un mémoire sur le travail des enfants à Paris, Dupin et Villermé défendaient la loi de 1841. Dunoyer, au contraire, affirmait que la législation restrictive avait échoué en France comme en Angleterre (22).

Une discussion de l'année 1845, au sujet de deux ouvrages concernant de près ou de loin l'organisation du travail, est encore plus caractéristique. Certains membres de l'Académie se déclaraient partisans d'une action énergique de l'Etat et donnaient comme exemple la loi sur le travail des enfants. « Souvent l'intervention du pouvoir social n'est pas seulement un droit, mais encore un devoir rigoureux.. C'est parce qu'on ne fait pas pour les classes laborieuses ce que recommandent les théories les plus simples et les plus sages, que l'on voit se produire des théories vagues et insensées qui ne peuvent mener qu'au désordre et à l'anarchie. » L'enfant n'étant pas un ouvrier libre et conscient, « quand son père n'est pas en état de régler son avenir, la loi morale veut que l'Etat intervienne ».

Blanqui formulait ainsi son opinion : « Admettons que la loi sur le travail des enfants éprouve chez nos voisins (Anglais) des difficultés et des entraves; que faut-il en conclure?... Il en est de même pour la traite des noirs. Les efforts tentés sur plusieurs points ont aggravé le mal sur d'autres. Faut-il pour cela renoncer à l'abolition de la traite ou à la protection des jeunes ouvriers? » « Le bien ne s'improvise pas. En toutes choses, le progrès offre des transitions pénibles. N'enlevons pas à l'Etat la tutelle de l'enfance... Il a une belle tâche à remplir. »

Dunoyer n'admettait aucun de ces arguments. A son avis, l'Etat ne devait pas intervenir dans les usines : « Le travail est une marchandise qu'il n'est pas plus permis de soumettre que toute autre à des lois de maximum et de minimum. On n'a pas pris garde qu'en réglementer la durée, c'est inévitablement en réglementer le prix.

(21) *Séances et Travaux*, t. I, p. 303, février 1841.

(22) *Ibid.*, t. VI, p. 372, novembre 1844.

« Les enfants sont mineurs sans doute, mais est-ce une raison pour que la loi dispose de leur travail ? Si, personnellement, ils ne sont pas libres, n'ont-ils pas leurs parents et tuteurs pour les protéger ? J'entends dire que ces tuteurs sont incapables ; mais, tout incapables qu'ils soient, la loi ne leur confie-t-elle pas, sous tous les rapports, la personne et les biens les plus précieux des enfants, et partant ne peut-elle pas, sans plus d'imprudence, leur confier aussi la disposition de leur travail ? » Dans la voie de l'intervention, où s'arrêtera-t-on ? « Et pourquoi, si l'on doit limiter le travail des enfants, ne limiterait-on pas aussi celui des femmes, celui des adultes faibles ou infirmes, et finalement celui de toutes les classes ouvrières ? N'est-ce pas là que l'on tend de l'autre côté du détroit ?... »

Se démasquant de plus en plus, il n'hésitait pas à dire : « Il serait insensé de prétendre soustraire les enfants aux nécessités de leur situation... Il est à peu près impossible d'éviter qu'ils suivent la condition de leurs parents et séjournent à la fabrique aussi longtemps qu'eux. » S'il est nécessaire de réprimer certains abus, les mesures à prendre sont du domaine de la loi pénale. Ce n'est point par voie de dispositions réglementaires qu'il faut procéder. Et comme Mignet le pressait de formuler son système de répression judiciaire, il se tirait d'affaire par des échappatoires.

Sur la question plus générale de l'organisation du travail, Dunoyer n'était pas moins catégorique. « Ce n'est, disait-il, qu'un non-sens ridicule et les ouvrages, dont cette théorie fait tous les frais, ne méritent pas l'honneur d'une discussion académique. »

Il est vrai qu'à cet égard Villermé, et surtout Blanqui, étaient également très timides et considéraient cette conception comme une erreur. Vanter les bienfaits de l'organisation du travail, disait Blanqui, c'est poursuivre « une chimère, qui ne saurait jamais passer à l'état de réalité ». Publier un livre sur ce sujet, « c'est refaire pour la cinquantième fois un traité sur la quadrature du cercle ou la pierre philosophale. Décréter le travail, lui assigner des règles, des conditions, des limites, est pour un gouvernement chose impossible ; il n'en est pas le maître... » Entraîné par ces préjugés, il en arrivait, même sur la législation du travail des enfants, à des théories étranges. « Peut-être la suppression absolue du travail des enfants dans les manufactures serait-elle une mesure des plus utiles » ; mais une loi de ce genre serait tout à fait impossible. « Elle n'aurait pas en France quinze jours de durée. Chassés de nos manufactures, les enfants iraient à l'étranger solliciter un travail qu'ils demanderaient en vain à leur patrie (23). »

Tel était l'état d'esprit des économistes français les plus

(23) *Séances et Travaux*, t. VIII, pp. 177 et suiv., juillet 1845.

notoires de ce temps-là. Quatre ans après le vote de la loi de 1841, Dunoyer n'avait encore rien appris ni rien oublié. Quant à Rossi, nous verrons qu'il n'était guère mieux disposé. Favorable en principe à une législation protectrice, il accumulait contre elle tant de précautions, qu'il la rendait impossible. Toujours soucieux d'augmenter les sources de richesse, il craignait que l'intervention de la loi ne provoquât des crises industrielles (24). Ainsi l'école libérale française était profondément divisée. Parmi ses représentants, ceux que nous considérons aujourd'hui comme ses chefs et ses grands théoriciens accueillaient avec défiance ou même avec hostilité les nouveautés sociales. D'autres, moins éminents peut-être, mais plus humains, et chez qui la théorie tenait moins de place que les études et les investigations pratiques, estimaient qu'il était nécessaire de rompre avec le pessimisme de Ricardo et de Malthus, avec les principes abstentionnistes de l'école de Manchester. Blanqui et la plupart de ses collègues s'étaient ralliés aux idées nouvelles dont Villermé et Dupin étaient les grands promoteurs (25).

Etant donné que l'Académie des Sciences morales groupait en elle tous les principaux noms des deux Chambres, son adhésion à la politique réformatrice était de nature à entraîner celle du Parlement.

II

ÉLABORATION

Le travail législatif s'est accompli de 1839 à 1841. Tout d'abord, en raison du caractère équivoque des enquêtes de 1837, le gouvernement avait pu se dérober. L'année 1838 fut absolument vide. Mais, en 1839, il fallut songer à mettre la loi sur le métier.

A l'extérieur, la Prusse et l'Autriche décidaient de suivre l'exemple de l'Angleterre et faisaient voter des ordonnances contre le travail des enfants. Cette adhésion stimulait le zèle des philanthropes français.

A l'intérieur, de nouvelles difficultés commençaient pour la Monarchie de Juillet. Les deux années 1839 et 1840 allaient être extrêmement pénibles. La tentative de gouvernement personnel du roi avait échoué. En mars 1839, la chute de Molé marqua le

(24) On attribue d'ordinaire à Rossi une largeur de vues que devait démentir son attitude à la Chambre des Pairs lors de la discussion de la loi sur le travail des enfants.

(25) P. PIC : *Législation industrielle*, 5^e édition, p. 23.

retour à l'instabilité ministérielle et aux intrigues parlementaires. Le 12 mai, Barbès et Auguste Blanqui, suivis de quelques partisans, pénétraient les armes à la main dans l'Hôtel de Ville et essayaient de soulever la population parisienne. Sans doute cette insurrection, dite des Saisons, n'avait aucun succès. Mais c'était peut-être le début d'une seconde phase de révolutions et d'émeutes. Quelques concessions devenaient indispensables.

Les deux pétitions de la S. I. M. et de la Société protestante pour l'encouragement de l'Enseignement primaire furent présentées, avec des rapports remarquables, à la Chambre des pairs le 31 mai par le comte de Tascher, à la Chambre des députés le 15 juin par Billaudel, et provoquèrent des débats favorables aux idées de réforme. Le député des Ardennes Cunin-Gridaine, devenu ministre du Commerce dans le cabinet Soult, formé au lendemain de l'émeute du 12 mai, essaya de nier l'utilité d'une loi, sous prétexte que les abus, en France, étaient « exceptionnels » et que les bills anglais étaient généralement éludés de l'autre côté du détroit. Il fut vigoureusement pris à partie par F. Delessert. Le gouvernement dut s'engager à présenter un projet au cours de la session prochaine. Il s'exécuta, mais d'assez mauvaise grâce, et chercha encore à limiter, sinon à éluder ses promesses.

Le 11 janvier 1840, Cunin-Gridaine présentait à la Chambre des pairs, dont la capacité législative, en vertu de l'article 16 de la Charte révisée, était la même que celle de l'autre Chambre, et dont la compétence en matière sociale était unanimement reconnue grâce à la réputation de certains de ses membres, un projet de loi relatif au travail des enfants employés dans tous les ateliers, usines ou manufactures de France.

Ce texte était composé seulement de six articles. A l'avenir, les enfants au-dessous de seize ans ne seraient plus embauchés que suivant les termes de règlements spéciaux (art. 1). Ces règlements préciseraient l'âge d'admission, la durée et les conditions du travail (art. 2). Ils tiendraient compte de « la diversité des industries, des procédés et du climat. Ils seraient généraux ou locaux : tantôt ordonnances royales en forme de règlements d'administration publique, tantôt arrêtés des préfets sur les avis du Conseil général, des maires, des Chambres de commerce, des Chambres consultatives, des Conseils de prud'hommes, et sous l'approbation du ministre (art. 3). En cas d'infraction, les industriels seraient punis d'une amende de 16 à 100 francs, doublée en cas de récidive (art. 4), et les pères ou tuteurs d'une amende de 5 à 15 francs, avec emprisonnement de trois jours au plus en cas de récidive (art. 5). Dans les départements, où cette mesure paraîtrait nécessaire, des inspecteurs pourraient être créés, qui veilleraient à l'application de la loi (art. 6).

En somme, ce projet était très différent de la législation britannique ; mais, s'il présentait une incontestable originalité, il com-

portait en lui-même une contradiction : général dans son principe, il devenait particulier dans son application. D'autre part et surtout, il avait une forme insidieuse : derrière une universalité, d'apparence très libérale, et qui dépassait de beaucoup les lois anglaises, il ne précisait rien. Le pouvoir exécutif demandait seulement l'autorisation de réglementer à sa guise le travail des enfants, avec l'intention bien arrêtée, et qui ne doit pas surprendre de la part de Cunin-Gridaine, d'esquiver les réformes les plus importantes. Suivant le mot sévère, mais juste, de Charles Dupin, il annonçait vaguement « un droit de tout faire, avec la faculté de ne rien faire ».

Un court exposé des motifs semblait « atténuer l'importance et contester même la nécessité pressante de la loi ». Le tableau des faits, tel qu'on le présentait d'ordinaire, n'était pas, disait le ministre, « exempt d'une certaine exagération ». L'enquête de 1837, le rapport général du Bureau des Manufactures, les réponses des grands Conseils, laissaient planer beaucoup d'incertitude. Il avait été impossible de se mettre d'accord sur les points principaux : âge d'admission, heures de travail... Sans doute le gouvernement était d'avis d'intervenir, mais « avec une extrême réserve ». A des abus de caractère local, il fallait commencer par opposer des « règlements locaux et particuliers ». Plus tard seulement, des règlements généraux seraient élaborés « en pleine connaissance de cause ».

S'il faut en croire les contemporains, ce projet ne fit d'abord aucune impression ni dans les Chambres, ni dans le public, ni dans la presse, car la pensée de tous était ailleurs. Barbès et Blanqui avaient été traduits devant la Chambre des Pairs, dont les travaux législatifs se trouvèrent ainsi interrompus jusqu'au milieu de février 1840. Ce procès absorbait toute l'attention.

Mais dans certains milieux industriels, comme à Mulhouse, le texte ministériel fut immédiatement étudié et attaqué. Dès le 29 janvier, à la S. I. M., le docteur Pénot publiait un nouveau rapport dans lequel il critiquait sévèrement tous les termes contestables de l'exposé des motifs et du projet. Il démontrait qu'une loi ainsi conçue reposerait sur une base fausse et dangereuse. Avec des règlements locaux, établis par les préfets, les conditions imposées aux industries seraient variables d'un département à l'autre, ce qui provoquerait l'anarchie et le redoublement des concurrences déloyales. Mieux vaudrait, disait le docteur Pénot, laisser les choses dans l'état déplorable où elles sont qu'adopter les desseins ministériels. Des mesures législatives générales étaient seules acceptables. Malgré la diversité des industries, des procédés et des climats, elles n'étaient pas impossibles, puisque l'on arrivait bien à établir des conditions d'âge uniformes pour le service militaire ou l'admission aux écoles. Comme point de départ, pourquoi ne prendrait-on pas toute usine, de quelque

nature qu'elle fût, qui occuperait plus de vingt ouvriers de tout âge, sous n'importe quelle dénomination ?

Toujours très soucieuse de progrès intellectuel, la S. I. M. voulait aussi, comme en Suisse et en Allemagne, punir les parents qui négligent l'instruction morale et scolaire de la jeunesse. « Dans nos sociétés modernes, et surtout dans nos gouvernements constitutionnels, recevoir l'instruction primaire est un droit que chaque enfant apporte en naissant. »

De même Bourcart, dans une brochure datée du 6 février et publiée à Paris sous le titre : *Du travail des jeunes ouvriers dans les manufactures, usines ou ateliers*, reprenait la parole. Il affirmait que les abus dépassaient de beaucoup en étendue et en gravité ce qu'avaient laissé voir les documents, un peu circonspects, adressés au gouvernement en 1837. Par exemple à Lille, à Louviers, à Elbeuf, à Bolbec, c'est-à-dire dans des centres textiles, il avait fallu épuiser la totalité des numéros du rôle de la conscription pour trouver le nombre d'hommes nécessaires au service militaire. Mais ensuite il s'en tenait trop exclusivement à ses propositions de l'année 1827. Commentant la législation britannique et la nouvelle loi prussienne, il montrait que les Prussiens avaient copié la loi anglaise de 1825, « si sage dans ses prescriptions », plutôt que celle de 1833, qui, sur bien des points, « dépasse les bornes raisonnables » ; de telle sorte que Bourcart, l'initiateur d'autrefois, se trouvait maintenant, comme Peel en Angleterre, largement dépassé, ainsi qu'il arrive souvent aux combattants de la première heure. Il n'admettait pas que l'on distinguât les enfants et les adolescents et réclamait douze heures de travail pour tous. En 1838, il était revenu d'un voyage en Angleterre, persuadé que les neuf heures du bill de 1833 étaient le plus souvent éludées. Les usines anglaises fonctionnant pendant douze heures, les équipes d'enfants travaillaient six heures par jour dans une usine et six heures dans une autre, ce qui constituait un système de relais tout à fait frauduleux. Bourcart demandait enfin une loi égale pour tous, puisque tous les Français sont égaux devant la loi.

Mais les philanthropes alsaciens n'avaient pas à s'inquiéter. La commission de la Chambre des pairs, chargée d'examiner le projet Cunin-Gridaine, prit son rôle au sérieux. Elle était remarquablement composée. Sous la présidence du baron de Gérando, à qui l'on doit le *Traité de la bienfaisance publique*, elle réunissait le baron Charles Dupin, membre de l'Institut, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, auteur de nombreuses publications de caractère scientifique, économique et social, et qui allait se faire l'apôtre des jeunes ouvriers (26),

(26) Au catalogue de la Bibliothèque Nationale, la liste des œuvres de Charles Dupin va de la page 1035 à la page 1071 du tome XLIV.

l'économiste franco-italien Rossi, le philosophe Victor Cousin, de Gasparin, le marquis de Louvois et le comte de Tascher. La commission s'entoura d'une abondante documentation puisée non seulement en France, mais en Angleterre et dans les pays germaniques. Elle fit paraître devant elle des industriels venus des diverses régions du royaume.

Jules Simon estime que les noms de ces commissaires doivent être cités « par un juste sentiment de reconnaissance pour un grand service rendu à l'humanité ». Mais il importe d'ajouter que tous n'eurent pas un égal mérite. Une minorité de deux membres préféra le projet du gouvernement, en dépit de ses insuffisances et de ses allures suspectes, à tous les amendements ou transformations adoptés à l'unanimité par leurs collègues. Il est assez inattendu de rencontrer dans cette minorité deux grands intellectuels, Rossi et Cousin, tandis que la majorité libérale était formée d'aristocrates. C'est le même phénomène qu'en Angleterre, où les tories étaient parfois plus favorables que les whigs aux revendications des populations industrielles, car, propriétaires ruraux, ils n'avaient rien à perdre à l'amélioration du sort des masses ouvrières.

La majorité imposa ses vues philanthropiques, guidée surtout par son rapporteur Dupin, dont le rôle fut essentiel et dont le rapport, déposé le 22 février, est un document capital (27). Dupin remerciait le gouvernement de s'être adressé d'abord à la Chambre haute pour inaugurer un travail législatif qui devait guérir « une plaie hideuse ». Il mettait à l'honneur tous ceux qui, avant lui, avaient pris la défense des ouvriers enfants et s'efforçait de faire tomber toutes les objections. Il prouvait que l'Angleterre ne s'était pas ruinée avec ses lois sociales, puisque de 1802 à 1838, c'est-à-dire après trente-six ans de législation protectrice du travail des enfants, ses exportations de cotonnades et de lainages étaient passées de 300 à 750 millions. En France, l'enquête de 1837 avait révélé des faits lamentables que les statistiques permettaient de vérifier. A la suite d'une étude comparative entre régions agricoles et régions industrielles, Dupin démontrait qu'à tous les points de vue : service militaire, moralité (naissances légitimes, crimes contre les personnes, crimes contre les propriétés), les pays d'agriculture étaient très supérieurs aux autres.

Dans la rédaction qu'il substituait au texte ministériel, il

(27) Dupin a réuni en un petit recueil, intitulé : *Du travail des enfants, qu'emploient les ateliers, les usines et les manufactures, considéré dans les intérêts mutuels de la société, des familles et de l'industrie*, divers documents intéressant la question : adresse à la Chambre des députés, rapport à la Chambre des pairs, comparaison du projet Cunin-Gridaine et du texte voté par les pairs, résumé de la discussion à la Chambre haute. La seconde partie du recueil concerne le projet de loi de 1847.

partait d'un principe tout différent, moins original, mais plus efficace. Les règlements administratifs, arbitraires et de caractère plus ou moins local, faisaient place à une organisation législative, uniforme et générale, conforme aux vues de la S. I. M. et de Bourcart, et qui, s'inspirant de l'expérience anglaise, se limitait aux catégories industrielles, où les abus étaient les plus sensibles. Dupin estimait avec raison qu'il n'était pas possible de tout réglementer du premier coup.

A ces catégories, il imposait donc des conditions déterminées d'âge et de travail, ainsi que des obligations scolaires. Pour être admis dans les manufactures, les enfants devaient avoir suivi au moins pendant deux ans les écoles primaires, sauf si les industriels assuraient ensuite l'instruction de leurs jeunes ouvriers. Il exigeait aussi des livrets individuels et des registres de contrôle. Il prévoyait des règlements intérieurs.

Après ces articles, qui avaient l'avantage de remplacer par des clauses précises les propositions si vagues de Cunin-Gri-daine, Dupin se rapprochait du projet ministériel. Il accordait au gouvernement, au moyen de règlements d'administration publique, le droit de préciser certaines questions, d'assurer, d'étendre ou de renforcer l'application de la loi. Il reprenait à son compte les sanctions proposées par le ministre, en élargissant la responsabilité des pères ou tuteurs, précédemment limitée au simple cas d'admission prématurée des enfants dans les usines. Enfin, chose inattendue, étant donné son point de départ, il accordait le contrôle non pas à des inspecteurs, mais aux préfets, sous-préfets et maires, assistés de médecins.

Les dispositions que nous venons d'énumérer subiront quelques remaniements au cours du travail législatif, mais on peut dire que dès maintenant l'armature était édifiée. Dupin doit être considéré comme le véritable rédacteur parlementaire de la loi de 1841. Sans doute cette nouvelle version n'était pas parfaite. Elle n'était pas exempte de certaines contradictions. Elle n'était même pas très complète. Elle abandonnait par exemple aux règlements d'administration publique les préoccupations d'hygiène, de santé et de capacité physique. Elle n'en constituait pas moins un immense progrès dans son esprit plus encore que dans sa forme.

« Contre l'habitude de la noble Chambre, déclare Dupin, la lecture du rapport, le 22 février 1840, ne fut pas écoutée. » Molé venait de prononcer l'éloge funèbre du général Bernard (28). L'épopée faisait du tort aux questions administratives.

(28) Qui combattit à Waterloo et, n'ayant pas été autorisé à suivre Napoléon à Sainte-Hélène, partit rejoindre Lafayette aux Etats-Unis, où il exécuta de grands travaux d'ordre stratégique et économique. Il fut ministre de la Guerre en 1836. Il appartenait au corps du génie.

Mais bientôt un revirement se produisit et même tout esprit de parti sembla s'évanouir d'une discussion où « l'humanité seule avait le droit d'être écoutée ». Depuis le *Journal des Débats* jusqu'au *National*, depuis la *Presse* jusqu'au *Siècle*, depuis l'*Univers* jusqu'au *Journal du Commerce*, depuis le *Journal de Paris* jusqu'au *Courrier Français*, tous les organes de l'opinion publique adoptèrent les bases posées par la commission.

Entre la lecture et la discussion du rapport survint encore un incident, la chute du ministère Soult, après l'échec de la dotation Nemours. Le nouveau gouvernement, que présidait Thiers, et qu'on appelle couramment le ministère du 1^{er} mars, serait-il favorable aux réformes sociales ? Victor Cousin devenait ministre de l'Instruction publique et Alexandre Gouin, ministre du Commerce. L'opposition qui s'était manifestée à la commission ne passerait-elle pas dans le nouveau cabinet ?

Néanmoins, la Chambre des pairs se mit activement au travail. Sous la Monarchie de Juillet, son prestige fut moindre que sous la Restauration. Elle continuait cependant à réunir les plus grands noms du pays dans l'ordre intellectuel et moral, comme au point de vue de la fortune et de la naissance.

La discussion fut ouverte le 4 mars, bien plus, comme le fait remarquer Fournière, par les hasards de l'ordre du jour des pairs, que par la volonté de Thiers, qui ne semble pas s'être spécialement intéressé à ce projet de loi et n'intervint pas devant la Chambre. Gouin déclara que, sans abandonner le système du gouvernement qui l'avait précédé, il était prêt à se rallier aux idées de la commission. Ainsi le ministère était décidé à laisser faire, sans se compromettre ni prendre parti.

Mais il est tout à fait exagéré de prétendre que le projet soit passé devant les pairs comme une simple « loi d'intérêt local », avec des débats incolores et sans retentissement (29). En réalité, la discussion fut très animée. « Les administrateurs les plus distingués, les jurisconsultes les plus profonds, les orateurs les plus célèbres » prirent la parole et soulevèrent une foule de controverses, même sur des questions comme celles de l'enseignement primaire et des jours fériés, où l'enquête de 1837 aurait dû permettre de débayer rapidement le terrain et de considérer comme acquis certains résultats.

« Pour suffire au développement, au conflit des idées entre de tels antagonistes, six séances consécutives ont été consacrées à l'une des plus grandes et des plus belles discussions qui fassent honneur à la Chambre des pairs. » Dupin ajoute que les ennemis de cette Chambre furent obligés de lui rendre hommage, en particulier le journal le plus avancé de l'opposition, celui qui se

(29) Cf. FOURNIÈRE : *Monarchie de Juillet*, p. 355.

posait, pour ainsi dire, en adversaire systématique de la pairie, *le National* (30).

En principe, les idées de réforme ne rencontrèrent pas d'opposition. Mais, bien que le gouvernement eût à peu près abandonné les propositions primitives, celles-ci conservaient des défenseurs. Il y eut bataille entre les partisans de Cunin-Gridaine et ceux de Charles Dupin.

Trois grandes entités, l'économie politique, la philosophie et la science, représentées par trois grandes hommes, Rossi, Victor Cousin et Gay-Lussac, jouèrent un rôle peu brillant, puisqu'elles se prononcèrent contre le projet de Dupin ou contribuèrent à le rendre inefficace. Ce fut Rossi qui ouvrit le feu. Il reprit devant l'assemblée les arguments, qu'il avait sans doute développés au cours des travaux préparatoires. Il constatait que deux systèmes étaient aux prises. « La première opinion est celle de la majorité de votre commission et paraît être aujourd'hui celle de l'administration. La seconde est la mienne ; un autre membre de la commission l'a partagée. Je ne sais si M. le Ministre de l'Instruction publique conserve les opinions de l'illustre M. Cousin. »

Il combattait le projet de Charles Dupin en se plaçant tour à tour à trois points de vue. D'abord, invoquant l'autorité de Montesquieu et l'influence des divers milieux sur les facteurs politiques, il affirmait qu'une bonne loi sur le travail des enfants était actuellement impossible, car l'enfance est un « fait multiforme, qui diffère suivant les âges et même selon les climats de la naissance... Une seule méthode était admissible. En une matière aussi difficile, aussi délicate, aussi compliquée, aussi neuve, il fallait commencer par la voie expérimentale », c'est-à-dire par des essais. L'Angleterre, de 1802 à 1833, a dû élaborer huit bills successifs. N'est-ce pas la preuve qu'on ne peut légiférer sur cette question ? D'ailleurs, si les Anglais ont obtenu quelques résultats, il vaut mieux ne pas s'en prévaloir, car il n'existe aucune analogie entre leur esprit et le nôtre.

Ensuite la future loi donnerait un démenti formel à tous les principes de notre droit public, en particulier à celui de l'égalité, puisqu'il y aurait désormais deux régimes industriels distincts, l'un protégé, l'autre abandonné à l'arbitraire des manufacturiers.

(30) Ce journal dut reconnaître, déclare Dupin, « que, dans toutes les discussions où cette assemblée débat de simples matières administratives, elle montre une grande supériorité de lumières et d'expérience sur la Chambre des députés. Elle essaie, au moins, d'aller au fond des questions, et les traite souvent avec un calme et une maturité que l'on chercherait vainement dans l'assemblée élective ». (*National*, 9 mars 1840.) Dupin, qui fait cette citation (*Du travail des enfants...*, pp. xx, xxi et xxii), ajoute d'ailleurs que s'il faut accorder aux pairs « l'expérience et la haute raison », il ne manque pas de députés éminents, capables de discuter avec fruit des questions sociales. Il en dresse même une liste.

Enfin Rossi prétendait que Dupin et ses collègues, « vaincus par la puissance de la vérité, comme il arrive à toutes les consciences honnêtes, avaient défait d'une main la loi qu'ils avaient préparée de l'autre ». Il y avait, à son avis, contradiction absolue entre les dispositions législatives qu'ils proposaient et les règlements d'administration publique qui s'y trouvaient insérés. Après avoir essayé de rédiger une loi, ils étaient obligés de revenir au texte primitif du gouvernement.

Après cette argumentation générale et théorique, Rossi ne fut pas moins agressif dans la discussion de certains articles. Par exemple, il ne voulut pas admettre d'obligation scolaire et fit une grosse impression à la tribune en imaginant le dialogue qui suit, entre un enfant et un chef d'industrie : « Donnez-moi du travail... — Non, vous n'aurez pas de travail. Vous n'avez pas été à l'école. — Mais mon père a aussi perdu son salaire. — Peu nous importe ! Vous n'avez pas été à l'école. — Mais je mourrai de faim ! — Encore une fois, non, c'est la loi. Vous n'avez pas été à l'école. » Cette question des obligations scolaires était fondamentale. On peut dire qu'elle constituait un excellent critérium pour déterminer le véritable libéralisme des économistes et des hommes d'Etat.

Cependant Rossi avait la prétention d'être favorable à la protection de la jeunesse ouvrière. Son *Cours d'Economie politique*, cité par Jules Simon, semble en effet démontrer qu'il n'admettait pas toutes les exagérations de la grande industrie (31). Il trouvait seulement que la manière de Dupin était « vicieuse ». Mais, étant donné qu'il rejetait une solution, imparfaite peut-être, mais loyale, pour préconiser un projet vague et suspect, il se conduisait en fait comme s'il avait été hostile aux projets de réforme (32). Avec lui, comme avec Dunoyer, l'économie politique se prêtait de mauvaise grâce aux transformations industrielles et sociales.

Dupin ne manqua pas de faire observer que la loi et les règlements d'administration publique se complèteraient au lieu de se contredire. De même, les deux dispositions scolaires ouvraient une alternative assez claire, la seconde étant un adoucissement de la première. Le dialogue supposé entre l'enfant et le manu-

(31) Dans la deuxième leçon, Rossi, arrivant à l'économie politique appliquée, était amené à parler, comme Villermé et Blanqui, un langage moins théorique et plus humain. « Le but de la société, comme le but de l'individu, n'est pas seulement d'être riche ; ce but peut même, dans certains cas, être subordonné à un but plus élevé. Supposons que ce fût un moyen de richesse nationale que de faire travailler les enfants quinze heures par jour, la morale nous dirait que c'est là une chose nuisible à l'Etat, qu'elle paralyserait les forces de la population. Pour avoir des ouvriers de onze ans, on aurait de chétifs soldats de vingt ans. »

(32) Il est vrai que, dans les partis politiques d'extrême-gauche, on est volontiers partisan du tout ou rien. Fournière (*Histoire Socialiste*) semble approuver certaines objections de Rossi.

facturier lui apparaissait donc d'un absolutisme cruel et faux qui l'indignait. Par contre, l'intervention de Montesquieu le faisait sourire.

Avec Victor Cousin, la philosophie ne montra pas beaucoup plus de largeur d'esprit que l'économie politique. Toutefois, cette opposition fut moins catégorique. Sans abandonner les opinions qu'il avait défendues à la commission, Victor Cousin rendait hommage à la compétence du rapporteur. Il avouait que laisser aux autorités locales le soin de réglementer l'industrie, c'était les obliger à prendre l'offensive contre les plus riches et les plus redoutables de leurs administrés, c'est-à-dire leur demander l'impossible. Il en arrivait à dire, à la façon de son collègue, le ministre Gouin, que l'essentiel était sous n'importe quelle forme de mettre fin aux abus, et qu'il ne « convenait point d'embrasser à la hâte une opinion extrême dans une matière incertaine et compliquée, qui appelle naturellement le concours de tous les hommes de bien, de toutes les opinions désintéressées, de toutes les lumières ».

Mais il resta intransigeant à l'égard de certains articles. Par exemple dans les questions scolaires, en dépit des conclusions de l'enquête de 1837, il était hostile au principe de la coaction : « Je l'ai vu appliqué avec succès en Allemagne et dans quelques cantons démocratiques de la Suisse. Mais j'ai vu aussi l'instruction primaire fleurir tout autant dans un pays où le principe de la coaction est inconnu, c'est-à-dire en Hollande. C'est là que l'instruction primaire a porté ses véritables fruits, car elle a fait de la population hollandaise une des populations à la fois les plus industrieuses et les plus morales de la terre. » Il ajoutait que les propositions de Dupin étaient inadmissibles. « Dans l'état actuel de notre législation, est-il possible de vouloir contraindre à l'instruction primaire les enfants qui vont travailler dans les manufactures ? Chose bizarre ! Dans un village, le maire et le curé, ces deux pères de la famille communale, ne pourraient contraindre aucun enfant de ce village à fréquenter l'école publique, fondée et entretenue par la commune et par l'Etat... ; et dans une manufacture, nul enfant ne pourrait travailler sans avoir suivi ou sans suivre deux ans l'instruction primaire ? » Il estimait plus moralisatrices les méthodes de liberté et d'exhortation. « Ne l'oubliez pas, la contrainte n'est pas un bon ressort de civilisation. Le système d'exhortation a ce précieux avantage qu'il donne à l'école le caractère qui lui appartient. Une école doit être un noble asile où les enfants viennent et demeurent avec plaisir, où les parents les envoient avec confiance. La liberté doit y présider, car la confiance et l'amour ne se commandent pas. La culture de l'homme, pour être vraiment morale, ne doit rien avoir de servile ni de forcé. »

Les philosophes affectionnent les considérations théoriques. Il

est vrai que Victor Cousin se flattait d'ajouter à sa démonstration des arguments d'ordre pratique. Il invoquait les résultats obtenus en France depuis 1830 par lui-même autant que par ses prédécesseurs ou ses collègues du Conseil général de l'Instruction primaire. En sept années, le nombre des élèves dans les écoles de garçons était passé de 970.000 à 1.970.000. Avec les filles, c'était un total de plus de 3 millions sur une population enfantine inférieure à 5 millions. « Voilà ce que le système de l'exhortation a produit. La coaction est superflue et même dangereuse. »

La discussion mit aux prises avec le ministre du jour celui de la veille et du lendemain. Il n'est pas surprenant de voir ainsi les ministres de l'Instruction publique jouer un grand rôle dans ces débats, la question du travail des enfants dans les manufactures étant, comme nous l'avons déjà constaté maintes fois, étroitement liée à celle de l'enseignement primaire et de la fréquentation des écoles. Villemain, ancien et futur collaborateur de Soult, intervint avec plus de raison pour soutenir qu'il ne s'agissait ni de coaction ni de tyrannie en général, mais que, dans ce cas particulier, jamais, avec un régime de liberté, la jeunesse des centres industriels n'irait à l'école. Dupin soulignait l'attitude singulière de Victor Cousin : « Nous regrettons profondément que les efforts les plus énergiques de M. le Ministre de l'Instruction publique aient eu pour objet de retirer aux enfants des manufactures ce bienfait impératif de l'instruction primaire, que nous voulions consacrer dans notre loi... Une autre gloire appartenait, suivant nous, au membre de l'Institut, à l'ami des lumières, au traducteur de Platon, à l'immortel ennemi des sophistes. »

Cousin fit aussi quelques objections à la formule qui interdisait tout travail les jours fériés. Dans un amendement, il proposait de s'en référer au texte de la loi du 18 décembre 1814 sur le même objet.

Mais la Restauration avait rendu le catholicisme peu populaire. La loi de 1814 était mal appliquée, et d'ailleurs elle n'interdisait que le travail extérieur. Dupin combattit l'amendement et derrière lui prit à partie les adversaires de la religion. « L'athéisme au masque d'airain, disait-il, s'est caché sous le manteau surpris à la tolérance. » Comme argument contre le repos des jours fériés, on invoquait les Israélites. Dupin refusait d'admettre qu'une si petite minorité fût un obstacle. Il attaquait violemment l'athéisme, responsable de tous les troubles qui, depuis « la profanation de Saint-Germain-l'Auxerrois », avaient si profondément désorganisé la Monarchie de Juillet.

A cette opposition de Rossi et de Cousin, il faut joindre un autre grand intellectuel de ce temps, le physicien Gay-Lussac. La science, elle aussi, paraissait avoir partie liée avec la grande industrie, l'une appliquant les découvertes de l'autre. Certains savants étaient d'accord avec certains économistes pour favo-

riser par tous les moyens possibles la production, la vie manufacturière et la richesse de l'Etat.

Gay-Lussac prit la parole avec âpreté. Il voulait réduire au minimum la réglementation : « Violent à chaque instant le domicile d'un fabricant, le soumettre à une surveillance continuelle, inquisitoriale, le rendre responsable de la santé d'un enfant, lui imposer des sacrifices de toute espèce, c'est aller trop loin. » Il en arrivait dans cette voie à des accusations grosses de conséquences : « Il semblerait que le gouvernement dût se porter non seulement le tuteur, mais en quelque sorte le directeur de tous les établissements industriels. Ce serait un commencement de saint-simonisme ou de phalanstérisme. »

Il n'admettait qu'une sorte d'intervention à l'égard des industries dangereuses et insalubres. Il signalait à ce sujet les lacunes du projet de loi, mais il essayait, par contre, de restreindre à des considérations de ce genre l'attention de la Chambre des pairs.

Il reprochait à Dupin certaines expressions un peu vives : « Il ne faut pas voir dans l'emploi des enfants une sordide avarice, une sorte de barbarie. Il y a autre chose; il y a souvent de la générosité... » Il rappelait le mot de Chaptal, à savoir que la vie des manufactures n'est qu'une alternative de succès et de revers et que l'industriel, pour assurer du travail à ses ouvriers, dissipe souvent aujourd'hui l'argent qu'il a gagné la veille. Entraîné par ses sympathies, Gay-Lussac en arrivait à cette définition de l'industriel qui est pour le moins surprenante après les révélations de l'enquête de 1837 : « Le fabricant est dans l'Etat un véritable père de famille, naturellement ami de l'ordre et de la paix. Honneur donc et protection à cet utile et si recommandable citoyen ! »

A vrai dire, il n'était peut-être pas inutile de prendre ainsi la défense de la grande industrie, car celle-ci fut violemment attaquée par certains membres de la Chambre haute, en particulier Montalembert, « qu'on est toujours certain, disait Dupin, de trouver sur la brèche lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts du peuple », et dont l'éloquence impressionna vivement les pairs.

A la suite de Villermé et des Mulhousiens, Montalembert n'hésita pas à stigmatiser les abus de la grande industrie. Il caractérisait à merveille l'attitude de tous ceux qui, par des voies plus ou moins obliques, refusaient de les combattre. « En présence des faits révoltants que présente l'histoire actuelle de l'industrie, on n'ose pas dire qu'il ne faut rien faire et qu'on veut maintenir indéfiniment cette cruelle exploitation de l'innocence, mais on dit : « Vous ne pouvez rien réglementer par la loi. « Cherchez un autre moyen ; examinez ; essayez diverses « méthodes ; qu'il n'y ait rien de général, d'impératif ; en attendant, nous continuerons notre système. » Je ne puis croire qu'après dix ans d'examen, après les quinze ans d'expérience

de l'Angleterre, après les exemples de la Prusse et de l'Autriche, il ne soit pas grand temps d'arrêter ce système homicide par une répression directe. »

Il prenait directement à partie « le savant M. Rossi ». Les Anglais ont fait « jusqu'à huit bills sur cette matière. Ne pensez-vous pas, Messieurs, qu'il soit plus honorable pour l'Angleterre d'avoir fait huit tentatives, même insuffisantes, que de n'avoir rien fait, parce que le remède était difficile ? »

Montalembert était naturellement très sensible au péril militaire et national qui menaçait le pays : ...« Pour moi, j'ai souvent été effrayé du danger que courait la gloire de la France sous un régime industriel, parce que ce régime, préoccupé uniquement des grands intérêts matériels que le moindre orage peut compromettre, apprend aux peuples à se déshabituer de cette susceptibilité et de cette délicatesse en fait d'honneur national qui doit distinguer un grand peuple. »

Rappelant les arguments et les statistiques de Dupin, les comparaisons entre régions agricoles et industrielles, il ajoutait : « Si les méthodes suivies par l'agriculture faisaient dégénérer à ce point la race bovine ou la race chevaline, on s'empresserait de porter remède à ces méthodes, et parce qu'il s'agit de la race humaine, on reste les bras croisés; on recule devant les difficultés d'exécution ! »

Enfin il faut citer cette tirade fameuse, où apparaissent toute l'éloquence et toute la fougue du tribun catholique libéral : « Souvent je me suis dit : Si un tyran, un conquérant étranger s'était emparé de la France, comme la Russie, par exemple, s'est emparée de la Pologne, et s'il nous eût tenu ce langage : « Dès qu'ils seront en état de se tenir sur leurs jambes, des « centaines de milliers de vos enfants vous seront enlevés, « seront introduits dans des établissements où leur organisa- « tion physique sera dégradée, affaiblie d'année en année, où, « au lieu de connaître les jouissances, la gaieté, la liberté de leur « âge, ils seront initiés à tout ce qu'il y a de plus déplorable « dans la dépravation humaine, où ils seront moralement abrutis « d'abord, puis intellectuellement hébétés, pour être ensuite phy- « siquement énervés, où vos jeunes filles perdront leur innocence « avant même d'être nubiles » ; si un tyran, dis-je, en agissait ainsi avec la France, il n'y aurait pas assez de haine et d'injures à déverser sur sa tête.

« Eh bien ! le joug de l'industrie est celui-là, Messieurs. »

Avec Montalembert, d'autres aristocrates, tels que le baron de Morogues ou le duc de Praslin, qui avaient affirmé par la parole ou par la plume leurs sentiments d'humanité, donnèrent leur adhésion à la politique des réformes.

Il est facile de prétendre qu'il y avait là une vengeance de l'ancienne féodalité terrienne, « paresseuse et rentière », contre

la nouvelle féodalité industrielle, « ardente au labeur et au gain » (33). Il faut avouer cependant que ces représentants de l'ancienne noblesse avaient le beau rôle et que le sinistre tableau qu'ils faisaient de « l'industrie casernée », avec ses « usines transformées en prison, où tous les âges, tous les sexes sont condamnés à une dégradation systématique et progressive », était beaucoup plus près de la réalité que les définitions idylliques de Gay-Lussac.

Toutefois, il eût été maladroit de laisser supposer que la future loi fût l'expression d'une politique de représailles. A cet égard, le marquis de Gérando sut trouver une note plus habile sinon plus juste : « Qui a provoqué cette loi ? Qui l'a sollicitée avec instance ? — Une réunion de fabricants.

« Où ? — Dans l'une des villes les plus manufacturières de France.

« Et quels sont ces fabricants ? — Des hommes qui exercent précisément le genre d'industrie que cette loi atteint.

« Qui a été consulté sur l'utilité et l'opportunité de cette loi ? — L'élite des fabricants sur toute la surface de la France.

« Qu'ont-ils répondu ? — Leurs réponses sont unanimes sur la nécessité de mesures protectrices. »

La discussion se prolongea devant la Chambre des pairs du 4 au 10 mars 1840, et dans le vote final, sur 126 votants, il y eut 91 boules blanches contre 35 boules noires.

Le texte de la commission triomphait, avec seulement quelques modifications. Le rapporteur ne perdait qu'un seul article, celui qui imposait des obligations scolaires, mais c'était à son gré l'un des plus importants. La Chambre des pairs, en suivant ici les raisonnements de Rossi et de Cousin, se mettait en contradiction avec les affirmations maintes fois répétées en 1837. Dupin était profondément affligé d'avoir été accusé de vouloir faire mourir de faim les enfants que leurs parents ou leurs tuteurs n'auraient pas envoyés deux ans à l'école. De même, il fut très sensible aux accusations de Gay-Lussac, qui faisaient de lui un révolutionnaire et un saint-simonien.

Maintenant le projet de loi, sous la forme d'un texte en dix articles, devait être soumis à l'examen de l'autre Chambre. Le vœu le plus ardent de Charles Dupin était de voir les députés rétablir les clauses qui lui étaient si chères. Il leur adressa un manifeste, intitulé : *A mes amis non politiques de la Chambre des députés*, pour leur demander de se hâter et d'inaugurer « l'ère nouvelle ».

Le 11 avril 1840, le ministre Gouin présenta aux députés la rédaction des pairs. Il déclarait que ceux-ci avaient eu raison d'estimer nécessaires des dispositions législatives générales et de

n'abandonner « facultativement » que des points de détail aux règlements d'administration publique. Le gouvernement « adhéraît au système préféré par la Chambre des pairs, tout en s'associant à l'esprit qui avait dicté le projet de loi primitif », heureuse formule administrative qui ménageait toutes les susceptibilités.

La commission chargée de l'examen fut ainsi composée: Cunin-Gridaine (Ardenne), président; de Jussieu (Seine), secrétaire; Hippolyte Carnot (Seine), Cochin (Seine), François Delessert (Pas-de-Calais), Fulchiron (Rhône), Grandin (Seine-Inférieure), Guilhem (Finistère), Renouard (Somme). En dehors de Carnot, pas de personnalité vraiment éminente, mais des compétences, des industriels, comme Cunin-Gridaine ou Grandin, des membres du Conseil général des manufactures, comme Fulchiron, ou du Conseil du commerce, comme Delessert.

La tendance réformatrice, qui était surtout celle de François Delessert et d'Hippolyte Carnot, s'imposa facilement aux Cunin-Gridaine et aux Grandin. De nouvelles communications, adressées d'Angleterre à Charles Dupin, démontraient que l'opposition au bill de 1833 faiblissait chaque jour. Le projet de la Chambre des pairs fut donc adopté dans l'ensemble, avec quelques retouches, destinées seulement à l'améliorer, à rendre l'application plus certaine.

Le texte qui allait être proposé aux députés comprenait douze articles. Il s'appliquait à deux catégories d'établissements industriels : manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, fabriques dangereuses ou insalubres de première et de seconde classe.

Sur les conditions de travail, pas de modification importante, sauf que la limite du travail de jour était portée de 8 à 9 heures du soir. Par contre, le travail de nuit était plus nettement défini.

A l'unanimité, la commission reprenait les clauses scolaires de Dupin, en les adoucissant de manière à éviter la cruelle objection de Rossi : obligation de suivre une école jusqu'à douze ans, avant ou après l'admission dans les usines, dispense admise au-dessus de douze ans.

Elle conservait intégralement les articles concernant les deux catégories de règlements d'administration publique. Elle simplifiait les prescriptions relatives aux livrets et aux registres. Elle laissait plus clairement aux chefs d'usines la rédaction des règlements intérieurs et elle atténuait les sanctions prévues contre eux, tout au moins pour la première contravention.

Enfin et surtout, elle transformait le mode de contrôle. Elle écartait les autorités locales, trop absorbées ou trop intéressées à ne rien contrôler. A défaut des inspecteurs de l'instruction primaire, qu'elle jugeait très qualifiés pour cette tâche, mais qui étaient eux-mêmes très occupés, elle confiait la surveillance à des inspecteurs spéciaux. Elle revenait ainsi aux méthodes

anglaises plutôt qu'au projet primitif du gouvernement. Sur ce point seulement, elle était en désaccord avec Dupin.

Au milieu de quelle atmosphère se déroulait ce travail ? Le 16 mai 1840, dans un discours qui avait fait scandale et lui avait valu à l'Observatoire les remerciements d'une délégation ouvrière, l'astronome Arago, plus idéaliste que Gay-Lussac, s'était trouvé d'accord avec Louis Blanc pour réclamer une « nouvelle organisation du travail ». Mais quelques esprits seulement étaient capables de s'élever à des vues si hautes et si larges. Les fonds secrets, la politique des affaires accaparaient l'opinion publique.

La session parlementaire prit fin avant que le projet de loi fût présenté à la Chambre. Du moins, le gouvernement de Thiers décida-t-il de mettre à profit les vacances pour entreprendre une nouvelle enquête intérieure et extérieure, pour consulter les intéressés, en particulier sur la question qui seule divisait réellement les deux commissions législatives : contrôle par les autorités locales ou par des inspecteurs spéciaux.

*
**

Le 1^{er} juillet 1840, le ministre Gouin adressait aux départements le texte des trois projets de loi, qui venaient d'être successivement établis : texte primitif du gouvernement, texte voté par la Chambre des pairs, texte amendé par la Commission de la Chambre des députés.

« D'accord sur le but, disait-il, ces projets présentent quelques différences essentielles. » Le gouvernement avait cru tout d'abord que « la variété des industries, la diversité des climats, la nouveauté du régime, ne permettaient pas d'imposer partout une règle fixe, invariable, uniforme... La Chambre des pairs n'a pas adopté ce système ; elle a cru qu'il fallait procéder à l'aide de *mesures législatives, générales et perpétuelles* ; la commission de la Chambre des députés s'est rangée à cet avis ; le gouvernement n'a aucun motif pour ne pas l'adopter. »

D'autres divergences, mais de moindre importance, se sont manifestées à propos de la nomenclature des établissements à soumettre au régime de la loi, des limites d'âge, de l'observation du dimanche et des jours fériés, de l'obligation de suivre les écoles, de la rédaction des règlements intérieurs des fabriques, des pénalités...

Les dispositions les plus contestées sont celles « qui ont pour but d'assurer l'exécution de la loi. L'administration s'était réservé le droit de créer dans chaque département une ou plusieurs inspections ; la Chambre des pairs a voulu que la surveillance fût déléguée aux préfets, aux sous-préfets et aux maires ; la com-

mission de la Chambre des députés a proposé de revenir au système des inspections, mais en rendant la création obligatoire. L'organisation d'une inspection efficace étant la condition vitale, mais aussi la difficulté principale de la loi, le ministre fait appel sur cette question, plus encore que sur les précédentes, à la compétence des principaux intéressés. « Je désire que, du point de vue pratique où vous êtes placés, vous vouliez bien examiner les moyens d'application ; comme le gouvernement, vous voulez l'exécution franche et entière de la loi ; elle importe à l'honneur du pays et à la dignité de notre industrie ; je compte donc sur votre concours, et j'attends des communications que je réclame de votre expérience et de vos lumières un résultat utile pour les dernières discussions qui doivent précéder l'adoption des mesures législatives à intervenir. »

Les deux enquêtes de 1837 et de 1840 présentent ainsi des caractères très distincts. Cette fois, il ne s'agissait plus de savoir si une loi était nécessaire. Les meilleures modalités étaient seules à déterminer.

Le gouvernement s'adressait non seulement aux Chambres de commerce, aux Conseils de prudhommes, aux Chambres consultatives des arts et manufactures, mais aux Conseils généraux. Les préfets étaient même invités à formuler leurs avis sur le contrôle et l'inspection, points de vue qui les concernaient directement.

De cette enquête, les Archives Nationales ont conservé un volumineux dossier, qui concerne surtout les Conseils généraux. Les résultats d'ensemble ont été résumés en deux rapports qui ont paru au *Moniteur* en décembre 1840, et dont l'un est de Renouard. Ces deux textes ne concordent pas toujours exactement dans le détail et dans les chiffres. Le rapporteur de la Chambre des députés s'excuse d'avoir travaillé un peu vite, soucieux qu'il était de ne pas retarder le vote de la loi. Mais l'impression générale est identique.

Le gouvernement reçut les réponses de 67 Conseils généraux, 21 Chambres de commerce, 21 Chambres consultatives, 20 Conseils de prud'hommes. Les Conseils et Chambres de caractère économique étaient donc moins nombreux qu'en 1837. L'acceptation de la loi, dans le sens le plus large, étant désormais à peu près assurée, ces abstentions s'expliquent. Les localités représentées étaient toujours à peu près les mêmes. Toutefois, les avis étaient souvent différents, car les hommes et les circonstances avaient également changé. D'ordinaire, l'opinion avait évolué dans le sens des réformes. Par suite de la prédominance des Conseils généraux, l'enquête de 1840 prenait les allures d'un référendum surtout politique, alors que celle de 1837 avait été surtout une consultation des milieux industriels.

En réalité, le total des réponses était de 106 au lieu de 129,

car 17 Conseils généraux, 1 Chambre de commerce, 4 Chambres consultatives, 1 Conseil de prud'hommes n'avaient exprimé aucune opinion, leur circonscription ne contenant pas d'établissement que la loi pût atteindre, ou le temps ayant manqué pour délibérer. Ainsi la Loire et le Nord, régions cependant très industrielles, se déroberent sous ce dernier prétexte. Au contraire, d'autres départements, comme la Meurthe, expédièrent des rédactions très complètes et très documentées. Les classifications sont ici beaucoup plus faciles à établir qu'en 1837, car les avis sont plus précis et moins enveloppés.

1. *Utilité de la loi.* — Les deux rapports d'ensemble sont d'accord pour constater que les adversaires déclarés sont maintenant très peu nombreux. Depuis l'enquête de 1837, ils ont perdu beaucoup de terrain. Aucun Conseil général n'a osé prendre parti contre les projets de réforme. A côté de la Chambre de commerce de Lille, que nous retrouvons sans étonnement dans l'opposition, il faut signaler en particulier les Chambres de commerce de Saint-Etienne et de Cherbourg, la Chambre consultative de Saint-Quentin, le Conseil des prud'hommes de Roubaix.

Ces différents corps prétendent que l'exécution de la loi se heurtera à d'énormes difficultés et provoquera les plus grandes perturbations économiques et sociales. Nuisible aux fabricants, elle sera bien plus funeste encore aux classes ouvrières, car elle diminuera le salaire familial. Quel est, en effet, le manufacturier, dit la Chambre consultative de Saint-Quentin, qui voudrait se soumettre aux prescriptions et encourir les pénalités de la future législation ? Quel est celui qui, moyennant un léger sacrifice, ne cherchera pas à mettre sa responsabilité à couvert en n'employant que des ouvriers placés en dehors de ses limites ? Les progrès de la grande industrie et du machinisme diminuent chaque jour l'effort physique de la main-d'œuvre. Dans quinze ou vingt ans, la population des centres manufacturiers ne sera pas plus qu'ailleurs impropre au service militaire. Dans l'intérêt du pays, de l'industrie et surtout des ouvriers, le Gouvernement doit renoncer à ses projets et ne rien changer à l'état de choses actuel.

Mais la presque unanimité des réponses affirme l'utilité et la nécessité de la loi, qu'elle recommande très vivement à la sollicitude du gouvernement et des Chambres, comme seule capable de « faire cesser des abus qui affligent depuis longtemps, dit la Chambre de commerce de Rouen, tous les hommes de bien, amis de l'humanité ».

2. *Principe de la loi.* — Sur le principe fondamental de la loi, règlements particuliers ou mesures législatives générales, une quinzaine de rédactions seulement restent favorables au projet primitif du gouvernement et laissent à l'administration le soin de désigner les industries à réglementer. Ce sont, par exemple, les Conseils généraux des Ardennes, du Doubs, du Gard, de la

Gironde, du Loir-et-Cher, de la Meurthe, du Pas-de-Calais, de Saône-et-Loire, de la Haute-Vienne, des Vosges, les Chambres de commerce de Bordeaux, Boulogne, Valenciennes, la Chambre consultative de Bédarieux. Ici, comme à la Chambre des pairs, se prononcer en faveur du projet Cunin-Gridaine était une manière détournée de combattre ou de retarder les réformes.

La théorie des mesures législatives générales est adoptée partout ailleurs. Mais elle n'est pas toujours entendue de la même manière. Une quinzaine d'autres rapports se prononcent pour l'universalité et demandent une loi applicable aux enfants de toutes les industries, ce qui rend inutile toute nomenclature précise. Certains Conseils veulent même atteindre les ateliers familiaux et les petites industries, car ils prétendent que les enfants y sont parfois encore plus exploités que dans les grandes usines.

Toutefois, la grande majorité des réponses préfère ne pas aller jusque-là, car le contrôle ne serait pas facilement effectif ou bien l'intervention quotidienne de l'autorité administrative ruinerait la puissance paternelle. Comme au Parlement, on estime qu'il est nécessaire de s'arrêter aux grands établissements industriels et de faire un choix, c'est-à-dire de dresser une nomenclature préliminaire. Mais, dans cette troisième catégorie de suffrages, les avis sont encore très partagés. Les uns vont plus loin que les députés ou les pairs et demandent, par exemple à Paris, que cette énumération soit étendue à d'autres industries, fabrication et impression des papiers peints, mise en œuvre des métaux précieux : orfèvrerie, bijouterie. D'autres, au contraire, formulent des restrictions. Le Conseil général de la Haute-Marne « voudrait qu'on exceptât les ateliers de fabrication et de fonte du fer qui emploient moins de douze ouvriers », et la Chambre de commerce d'Avignon les moulinages de soie.

Parmi ceux qui se rallient implicitement ou explicitement au projet de la Chambre des pairs et de la Commission de la Chambre des députés, on peut signaler encore les Conseils généraux suivants : Ain, Allier, Ardèche, Aveyron, Basses-Pyrénées, Bouches-du-Rhône, Cantal, Drôme, Eure, Eure-et-Loir, Haut-Rhin, Jura, Loiret, Maine-et-Loire, Marne, Moselle, Nièvre, Oise, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Somme, Tarn, Var, Vaucluse, Yonne ; les Chambres de commerce d'Amiens, Arras, Carcassonne, Dieppe, Lyon, Montpellier, Morlaix, Mulhouse, Orléans, Reims, Rouen, Strasbourg ; les Chambres consultatives de Bar-le-Duc, Clermont-l'Hérault, Laigle, Montauban, Rennes, Roubaix, Saint-Claude, Saint-Dié, Saint-Geniez, Yvetot ; les Conseils de prud'hommes d'Alençon, Avignon, Bar-le-Duc, Bolbec, Calais, Clermont-l'Hérault, Elbeuf, Lyon, Mulhouse, Nancy, Orléans, Reims, Rouen, Sainte-Marie-aux-Mines.

3. *Conditions d'âge et de travail.* — Sur ces questions, dont

l'intérêt est considérable, Renouard, écartant quinze réponses qui ne sont pas suffisamment claires, retient quatre-vingt-onze avis :

« Vingt-trois demandent que la loi ne pose aucune règle absolue ». Nous retrouvons naturellement ici tous ceux qui préfèrent le système des règlements particuliers.

Mais « la grande majorité, dit le rapporteur, exige que l'âge et le temps de travail soient déterminés. Ce vœu est aussi exprimé en termes généraux par plusieurs avis, que nous écartons comme ne s'expliquant pas suffisamment ». Le point essentiel est la division en deux catégories : enfants et adolescents. Parmi les réponses qui réclament des règles précises, seize combattent ce principe.

Par contre, quarante-neuf avis sont favorables, mais ici encore une classification est à faire. Trente-quatre assemblées ou Conseils approuvent pleinement les chiffres proposés par les pairs et la commission des députés. Ils représentent les partisans les plus convaincus de la future loi.

D'autres adoptent cette disposition fondamentale, mais avec quelques divergences sur la durée du travail. D'une part, six assemblées ou Conseils sont d'avis de l'augmenter. « La Chambre de commerce de Mulhouse demande onze heures de huit à douze ans, douze heures de douze à seize ans. La Chambre de commerce de Reims, neuf heures de huit à douze ans, treize heures de douze à seize. Le Conseil général de l'Eure, neuf heures de neuf à treize ans, treize heures de treize à seize. La Chambre consultative d'Elbeuf, huit heures et quarante minutes de huit à douze ans, treize heures de douze à seize. Le Conseil des prud'hommes de la même ville propose une division identique, mais en élevant à treize ans l'âge maximum de la première catégorie. Le Conseil des prud'hommes de Cambrai admet l'article du projet, mais en arrête l'effet à quinze ans. »

« Sept avis, au contraire, veulent diminuer le travail. Le Conseil général des Basses-Alpes demande six heures de dix à douze ans, huit heures de douze à seize. Le Conseil des prud'hommes d'Alençon propose le même temps de travail, en commençant à huit ans la première catégorie d'âge, dont il préférerait la suppression. La Chambre de commerce de Dieppe, huit heures jusqu'à treize ans, douze heures jusqu'à dix-huit. Les Chambres de commerce de Lyon et de Troyes maintiennent les deux catégories de huit et douze heures, mais diffèrent l'admission jusqu'à dix ans. La Chambre consultative de Saint-Dié est du même avis, en portant l'admission à neuf ans. Le Conseil des prud'hommes de Lyon propose huit heures de dix à douze ans, douze heures de douze à quinze ans. »

Renouard met encore à part certains rapports. « Le Conseil des prud'hommes de Sainte-Marie-aux-Mines approuve l'article quant

aux garçons ; il voudrait moins de travail pour les jeunes filles et la séparation des sexes. »

Le Conseil général de la Meurthe, dont la délibération est complétée par une excellente notice de M. Godard-Desmarets, ancien manufacturier, propose de répartir seulement sur deux groupes de deux journées, à raison de douze heures par jour, les quarante-huit heures de service exigées par semaine des enfants de la première catégorie, afin de leur laisser deux jours francs pour aller en classe. De même, il propose de décider que ceux qui n'auront travaillé dans aucune manufacture avant onze ans, et qui jusqu'à cet âge auront suivi régulièrement les écoles, pourront être considérés comme appartenant à la seconde catégorie, c'est-à-dire à celle des adolescents.

Enfin en dehors de toutes ces classifications, quelques réponses, n'envisageant qu'une seule classe de jeunes ouvriers, suppriment entièrement la première et reculent l'admission jusqu'à douze ans. Tel est l'avis du Conseil général de la Seine-Inférieure, de la Chambre de commerce de Boulogne, du Conseil des prud'hommes d'Orléans.

Mais, en somme, sur la question d'âge la plupart des suffrages se rallient au chiffre de huit ans. « Pas une voix ne s'est élevée » pour demander que le minimum d'admission fût fixé au-dessous de cette limite.

D'ordinaire, on demande aussi que l'âge soit constaté au moyen de simples certificats des maires, délivrés gratuitement.

4. *Travail de nuit.* — L'interdiction est admise à peu près sans contestation. La plupart des assemblées ou conseils adoptent le chiffre de treize ans que propose la commission des députés.

Quelques rapports, tout en admettant ces bases, réclament des dérogations, comme la Chambre de commerce de Bordeaux, en faveur des verreries, ou comme le Conseil général de la Meurthe, en faveur des usines à moteur hydraulique et surtout à feu continu chez qui le concours des enfants est indispensable pour le « tisage ».

Au sujet des heures qui doivent borner le travail, quelques assemblées proposent de suivre dans une certaine mesure le lever du soleil et de fixer diversement, suivant les saisons, la durée du jour et de la nuit. Ainsi le Conseil général de la Meurthe est d'avis de commencer la journée à 4 heures du 1^{er} octobre au 1^{er} avril, et à 3 heures du 1^{er} avril au 1^{er} octobre. Les ouvriers auraient ainsi en été quelques heures de repos vers midi.

Toutefois, la grande majorité des corps consultés est favorable au principe des limites fixes, telles que la commission des députés les a établies, en particulier avec l'heure de 9 heures du soir.

5. *Repos des dimanches et fêtes.* — De tous les articles proposés, aucun n'a obtenu une approbation aussi générale ni aussi énergique.

Un seul rapport est hostile. Quelques autres, favorables en principe au repos hebdomadaire, préféreraient que ce repos ne fût pas impérieusement fixé le dimanche, par exemple le Conseil général de la Meurthe, qui parle au nom des usines à feu continu. A Lille, on voudrait tolérer les réparations et travaux urgents, le nettoyage des métiers et ustensiles, besognes que les ouvriers ont l'habitude de faire le dimanche matin.

Au contraire, certains corps n'admettent aucune exception. La Chambre de commerce d'Amiens, formulant un avis souvent exprimé ailleurs, déclare que si la gêne qui résultera pour certaines industries de l'application stricte de la loi rendait le travail du dimanche moins commun dans les ateliers pour les ouvriers de tout âge, « ce serait une raison de plus d'y tenir ».

L'immense majorité recommande formellement l'observation du dimanche, non seulement comme un repos nécessaire aux jeunes gens, mais comme une condition indispensable de leur instruction et de leur éducation.

6. *Instruction primaire et religieuse.* — Le référendum présentait ici un grand intérêt, car il s'agissait d'articles contestés, proposés par Dupin, supprimés par les pairs, rétablis par la Commission des députés.

Renouard résume ainsi la situation :

Parmi les Conseils généraux, un seul, celui des Vosges, s'est prononcé contre l'obligation.

Un assez grand nombre gardent le silence ou n'envisagent, ici comme ailleurs, que des règlements particuliers.

Le projet de la commission est formellement approuvé dans les départements suivants : Ain, Aisne, Allier, Ardèche, Basses-Alpes, Bouches-du-Rhône, Drôme, Eure-et-Loir, Jura, Loiret, Maine-et-Loire, Haute-Marne, Moselle, Oise, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Var.

D'autres ne s'en écartent pas sensiblement. Le Conseil général de l'Eure veut qu'une large part d'action soit donnée aux comités d'instruction primaire, afin que les enfants ne soient pas abandonnés à eux-mêmes pendant les loisirs que la loi leur donnera. Celui de la Somme demande, pour le même motif, que les communes soient tenues d'avoir une ou plusieurs salles d'asile. Le Haut-Rhin, que la loi oblige les enfants à fréquenter l'école deux heures par jour. La Seine, que les certificats des instituteurs publics ou privés figurent chaque mois sur les livrets des jeunes ouvriers. La Nièvre, que la fréquentation des classes soit obligatoire les jours fériés. La Meurthe, que les enfants aient préalablement fréquenté les écoles pendant un an. La Marne, la Saône-et-Loire, que l'admission soit reculée jusqu'à dix ans, afin de leur laisser tout le temps nécessaire à leur instruction.

Sur cinquante-six avis, clairement formulés, des Chambres de commerce, Chambres consultatives et Conseils de prud'hommes,

les opinions sont ainsi partagées : six se taisent sur les questions d'instruction ; six repoussent l'obligation imposée aux enfants de suivre les écoles ; deux, adoptant en termes généraux le projet de la Chambre des pairs, s'en réfèrent implicitement sur ce point à des règlements ; cinq demandent explicitement qu'on se borne à des règlements ; cinq regardent l'article comme inutile, parce qu'ils retardent l'âge d'admission jusqu'à dix, douze ou treize ans. »

En sens contraire, on ne compte pas moins de trente-deux avis, qui réclament des conditions préalables d'enseignement. Quelques-uns sont même plus sévères que les commissaires de la Chambre des députés : « Trois veulent que l'instruction soit obligatoire, sous des sanctions pénales ; sept, qu'on admette seulement dans les usines les enfants sachant lire et écrire, ou qui auront un temps d'école déterminé. » Les autres acceptent purement et simplement le texte de la commission.

Parmi les assemblées ou Conseils qui font ainsi de l'instruction une obligation formelle, on peut citer : les Chambres de commerce d'Amiens, Boulogne, Dieppe, Lyon, Morlaix, Mulhouse, Reims, Strasbourg, Troyes, les Chambres consultatives de Laigle, Bar-le-Duc, Bolbec, Elbeuf, Roubaix, Saint-Geniez, Yvetot, les prud'hommes d'Alençon, Amiens, Bolbec, Clermont-l'Hérault, Elbeuf, Lyon, Mulhouse...

En résumé, la grande majorité des corps consultés approuve les articles scolaires, car l'ignorance apparaît comme « la source de tous les vices ». En 1840 comme en 1837, les opinions vont parfois très loin dans le sens de l'obligation, puisqu'elles en arrivent à dire que la loi serait comme non avenue si des mesures coercitives n'étaient prises afin d'assurer la fréquentation des écoles, ce qui est un démenti formel aux doctrines de Victor Cousin. Toutefois, elles ne s'expliquent pas toujours suffisamment sur les difficultés pratiques soulevées par cette obligation, ni sur la manière dont celle-ci peut se concilier avec le travail des usines.

7. *Livrets. Pouvoir réglementaire de l'administration. Règlements intérieurs.* — Ici rien de sensationnel. On demande seulement que l'établissement des livrets et registres n'entraîne pas de frais pour les ouvriers.

A propos du pouvoir réglementaire, le Conseil général de la Meurthe se plaint que l'administration ne puisse agir que par voie de restriction des libertés industrielles et non d'extension.

Enfin l'opinion, à peu près unanime, est que les chefs d'usines établiront en conformité avec la loi, mais librement, leurs règlements intérieurs, qui, librement acceptés par les ouvriers, deviendront ainsi de véritables contrats entre les manufacturiers et leur personnel.

8. *Contrôle et inspections.* — Cette question était au contraire

capitale et prêtait à contestation. Les réponses montrent « une extrême divergence » dans les idées.

Une importante minorité, surtout parmi les Conseils généraux, se prononce pour le projet de la Chambre des pairs, c'est-à-dire qu'elle confie la surveillance aux préfets, sous-préfets et maires. Le Conseil de la Meurthe suggère que l'on pourrait autoriser les préfets et sous-préfets à déléguer dans ces fonctions les membres des Conseils de préfecture, des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement.

D'autres rapports donnent la préférence aux inspecteurs des écoles primaires, aux juges de paix ou aux fonctionnaires de police.

Cependant, la majorité s'est ralliée au projet des députés. On admet communément que les administrateurs ordinaires ont déjà trop d'occupation. La méthode des inspections spéciales apparaît comme seule capable d'assurer les sanctions. Mais ces inspecteurs devront être recrutés avec soin, avec des garanties suffisantes d'impartialité à l'égard des conflits entre patrons et ouvriers, d'honnêteté à l'égard des secrets de fabrication.

Certains Conseils de prud'hommes précisent d'ailleurs la manière dont ils comprennent ces commissions.

Celui de Rouen prévoit : 1° un membre de la magistrature civile, président ; 2° deux membres de la Chambre de commerce ou Chambre consultative ; 3° deux membres du Conseil des prud'hommes.

Celui d'Alençon : 1° le président du tribunal de commerce ou le juge de paix, président ; 2° deux membres du Conseil municipal ; 3° deux des habitants les plus imposés, n'exploitant aucune industrie soumise à la loi.

Les partisans des inspections spéciales se divisent eux-mêmes sur le principe de la rétribution. Les uns veulent la gratuité, pour ne pas charger le budget. Les autres estiment que cette gratuité empêchera tout contrôle sérieux.

De l'aveu de Renouard, le référendum laisse planer ici quelque incertitude. Toutefois, l'opinion des préfets, appelés comme on sait à donner leur avis, est beaucoup moins équivoque. La plupart, peu soucieux d'exercer une surveillance supplémentaire sur les usines, se prononcent pour les inspections spéciales. Certains d'entre eux n'hésitent pas à prendre parti contre leur Conseil général, par exemple le préfet du Loiret et celui de la Haute-Saône.

9. Contraventions et pénalités. — Deux observations seulement sont à retenir. Quelques Conseils se prononcent contre la peine d'emprisonnement, infligée aux parents et tuteurs en cas de récidive. Ce châtiment trop sévère peut aigrir l'esprit des familles. L'amende elle-même risque d'accroître la misère de certains ouvriers.

Au contraire, on trouve généralement trop légères les sanctions qui atteignent les chefs d'industrie. Les prud'hommes d'Elbeuf proposent, en cas de récidive, de porter l'amende à 400 francs par enfant, sinon les contraventions laisseraient souvent des bénéfices aux délinquants. Un autre vœu demande l'emprisonnement jusqu'à cinq jours.

Tels sont les divers points que l'enquête de 1840 passe en revue. Mais les observations sont quelquefois plus larges. Par exemple, le Conseil général de l'Eure, qui représente Louviers et une partie de la banlieue industrielle de Rouen, critique certaines paroles, prononcées lors des débats à la Chambre haute. « Quelques orateurs de la Chambre des pairs, dont les discussions sont ordinairement si modérées et si sages, ont porté sur cette question l'excès de leurs hyperboles jusqu'à l'outrage, et les industriels ont dû croire en les lisant qu'ils n'étaient probablement pas des hommes aux yeux de ces ardents philanthropes. »

D'autres Conseils veulent intervenir plus directement encore dans le travail parlementaire. Celui de la Haute-Marne annexe à ses observations un projet de loi en douze articles, qui d'ailleurs n'apporte aucune idée vraiment nouvelle.

En somme, les conclusions de l'enquête de 1840 étaient beaucoup plus favorables que celles de 1837. Sur un point essentiel cependant, elles manquaient de netteté, sur la question du contrôle et des inspections. Or, cette incertitude allait avoir sur l'avenir de la loi les conséquences les plus graves.

À l'étranger, il n'était plus nécessaire d'enquêter sur la législation anglaise, désormais familière à nos hommes d'Etat. C'est du côté des pays de langue germanique, bien que l'essor économique n'y fût pas alors ce qu'il est devenu aujourd'hui, que portèrent les investigations. Le député Carnot fut chargé de faire un voyage d'études, qu'il résuma dans une longue *Lettre à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce sur la législation qui règle dans quelques Etats de l'Allemagne les conditions du travail des jeunes ouvriers*. Cette documentation germanique étant beaucoup moins connue que les rapports empruntés à l'Angleterre, il est indispensable de préciser les points essentiels de la remarquable étude d'Hippolyte Carnot.

Le député de Paris visita seulement les principaux districts industriels : Prusse rhénane, Saxe, Bohême, Basse-Autriche. « Partout, dit-il, j'ai trouvé à l'étude la question du travail des enfants. » En Prusse, une loi a été votée, dont il raconte l'histoire, en partant des plaintes que les régions rhénanes avaient réitérées. En Allemagne comme en France, le problème commence à se poser en 1827. Dix ans plus tard, sous la double pression du président de la province du Rhin, M. de Bodelschwingh, et des Etats de cette province, un projet de loi est mis à l'étude, qui aboutit au réglement du 9 mars 1839. Ce texte,

inspiré de la législation anglaise, est forcément très sommaire en ses dix articles. Par exemple, aucun contrôle n'a été prévu. Il est vrai que les administrations locales prussiennes présentaient, ainsi que l'indique Carnot, des garanties particulières d'indépendance et d'activité (34).

Dans la Basse-Autriche, l'ordonnance du 16 juillet 1839 est intervenue aussi en faveur des enfants. C'est un règlement encore plus bref que le réglement prussien et tout pénétré d'influences religieuses (35). En Saxe, le pasteur Lange se dispose à présenter un projet aux Etats.

Dans les autres régions parcourues par Carnot, il n'existe encore aucun texte législatif. L'administration, « en général peu jalouse de réformes, cherche dans l'arsenal de ses vieux règlements s'il n'en est point qui soient applicables à ces intérêts nouveaux », et c'est d'ordinaire une tâche facile. En effet, une série de lois et de décrets, qui par exemple en territoire autrichien remontent souvent à Marie-Thérèse et à Joseph II, existent en matière d'enseignement (loi générale du 6 décembre 1774). Dans tous les pays de langue germanique, les obligations scolaires, beaucoup plus rigoureuses qu'en France, empêchent bien des abus.

De même, dès le XVIII^e siècle, en Autriche, les règlements relatifs à l'apprentissage, par exemple l'ordonnance du 18 février 1787, se sont efforcés d'empêcher une exploitation abusive de l'enfance.

« Le code prussien, les lois et ordonnances de Wurtemberg, de Hanovre, de Brunschwick, de Saxe-Weimar, sont conçus dans le même esprit. Partout on exige que le maître remplace auprès de l'apprenti l'autorité paternelle », et qu'en particulier il complète

(34) Les principales dispositions du réglement prussien sont les suivantes :

Pas d'admission avant neuf ans dans une fabrique, mine, forge ou fonderie.

Pas d'admission avant seize ans pour les enfants dépourvus d'instruction, à moins que les fabricants n'assurent cette éducation au moyen d'écoles spéciales entretenues à leurs frais.

Dix heures de travail par jour au plus jusqu'à seize ans, sauf prolongation d'une heure dans certains cas exceptionnels, avec une heure et demie de repos et seulement entre 5 heures du matin et 9 heures du soir.

Pas de travail pendant les heures d'instruction religieuse de la première communion.

Obligation pour les chefs d'industrie de tenir un registre.

En cas d'infraction, amende de 1 à 5 thalers infligée aux manufacturiers et portée de 5 à 50 thalers en cas de récidive.

Liaison étroite entre l'usine et l'école.

Surveillance stricte au point de vue de l'hygiène et de la morale.

(35) Principales dispositions :

En principe, les enfants ne doivent plus être admis dans les usines avant douze ans ou sans se conformer aux prescriptions de la loi générale des écoles du 6 décembre 1774 ; confession et communion quatre fois l'an ; maximum de travail : treize heures ; pas de travail la nuit, ni les dimanches et jours de fête ; registres et livrets ; contrôle des autorités ecclésiastiques sur tous ces points.

l'instruction générale ou technique du jeune ouvrier, sous le contrôle des chefs de corporations. Carnot a été frappé de trouver dans tous ces anciens textes plusieurs prescriptions « semblables à celles que nous voudrions voir adopter dans nos manufactures ».

L'Allemagne se trouve ainsi dans des conditions très spéciales, et dont il faut tenir grand compte. « Elle possède une multitude d'écoles établies et une législation coercitive d'instruction primaire ; des règlements de corporations industrielles qui étendent fort loin leur protection sur l'enfance ; un système municipal complètement organisé et fonctionnant régulièrement ; un clergé qui marche généralement d'accord avec l'esprit de la nation. »

A vrai dire, la nouvelle législation germanique sur le travail des enfants tient encore peu de place dans la pratique. Le réglement prussien est trop récent pour être bien appliqué. L'ordonnance autrichienne a été mal accueillie par certains manufacturiers influents. Trois mois ne s'étaient pas écoulés que la Chambre aulique de Vienne en suspendait l'application, sous prétexte que « la régence de la Basse-Autriche avait outrepassé ses pouvoirs et qu'un règlement de cette importance devait être commun à toutes les provinces de l'empire ».

En Bohême et en Autriche, parcourant certains ateliers, Carnot a vu les enfants « baiser humblement la main ou les habits » du maître, ce qui est « un reste de servage ». De même en Saxe, où les familles ouvrières sont presque toujours nombreuses, le sort de la jeunesse est souvent misérable. Mais, en France, il est « incomparablement plus triste ». En somme, et malgré tout, l'impression générale n'est pas mauvaise dans les pays de langue allemande, en raison des habitudes prises depuis longtemps en matière d'apprentissage et d'instruction primaire.

Dans ses conclusions, Carnot constatait qu'une judicieuse combinaison des règlements germaniques sur ces deux questions « donnerait presque toute l'économie d'une loi sur le travail des enfants ».

Il estimait aussi qu'après le vote de cette réforme « le concours effectif et spontané des fabricants pourrait seul faire de sa pratique un véritable bienfait ». Or, il était permis de compter désormais sur la coopération des industriels : « Partout, disait-il, ce sont des manufacturiers qui, les premiers, ont dénoncé les abus et provoqué leur répression ; c'est la patrie des fabriques, l'Angleterre, qui a donné l'exemple ; en France, c'est la Société industrielle de Mulhouse. En Prusse, c'est de la province rhénane, et d'Elberfeld en particulier, que sont venues les premières réclamations. En Saxe et dans les Etats autrichiens, les deux principaux centres de fabriques ont pris l'initiative, Chemnitz et la Bohême. Ces précédents sont d'un heureux augure. »

Si quelques industriels, entraînés par l'appât du gain essayaient de résister, la loi d'abord, puis l'opinion publique « plus forte que la loi », briseraient facilement leur opposition.

Cette double enquête, intérieure et extérieure, achevait d'éclairer le Parlement. S'inspirant des avis formulés en France, la commission de la Chambre des députés fit quelques retouches à son projet. Par exemple, elle remania l'article deuxième sur les conditions d'âge et de travail et, pour faciliter la marche des industries, elle établit une nouvelle répartition des heures, comptées par semaine et non plus par jour. Sur le contrôle et les inspections, la réserve lui semblait plus que jamais s'imposer. Par contre, ses convictions s'étaient fortifiées sur les autres points. Elle estimait en particulier qu'elle aurait eu désormais le droit de formuler des obligations scolaires encore plus strictes.

Quant au rapport de Carnot, il devait intervenir moins directement dans la rédaction des termes de la loi française, mais il démontrait, lui aussi, la nécessité d'une réforme sociale et d'une politique scolaire.

La Société industrielle de Mulhouse ne resta pas en dehors de ces enquêtes. Le 1^{er} novembre, elle expédiait encore aux ministres et aux Chambres une pétition à laquelle était joint un projet de loi complet en dix articles qui, reprenant le dernier texte en date, c'est-à-dire celui de la commission des députés, y apportait seulement quelques correctifs : application à toutes les industries, pas de travaux de nuit avant quatorze ans, ce qui était très libéral, mais aussi dix heures de travail au lieu de huit pour les enfants de huit à douze ans, ce qui l'était moins.

D'autres associations firent comme la Société industrielle de Mulhouse. Par exemple, le 7 novembre, la Société industrielle de Saint-Quentin signalait tous les abus qui sévissaient encore parmi les filatures, les tissages de tulles et de châles, les sucreries, les briqueteries de sa région. Certains chefs d'usines considèrent les ouvriers comme « indécrottables », ce qui rend inutile à leurs yeux toute législation. Cependant, une loi est possible et nécessaire. La grande idée qui domine la Société de Saint-Quentin, c'est que la place des enfants est à l'école et non pas à l'usine. « Quand, depuis plusieurs années, l'Angleterre et la Prusse ont réglé par des lois le travail des enfants dans les manufactures, nous devrions rougir, nous Français, d'avoir laissé subsister des abus monstrueux, sans avoir fait la moindre tentative pour les faire disparaître. » Si l'industrie a des droits, par exemple celui de réclamer une protection douanière, elle a aussi des devoirs, et la loi peut intervenir pour protéger les ouvriers et la société tout entière contre les inconvénients que présente le travail dans les fabriques. Des dispositions législatives devraient même prendre la place des règlements d'administration publique proposés par le Parlement. Ainsi tous les industriels de Saint-Quentin ne

partageaient heureusement pas les opinions rétrogrades de leur Chambre consultative.

A côté de ces démarches collectives, les interventions individuelles continuaient. Bourcart et Le Grand étaient maintenant aux antipodes l'un de l'autre. Bourcart, de plus en plus distancé, maintenait son point de vue. Dans une nouvelle brochure (36), il conjurait la Chambre de fixer à douze heures la durée du travail des enfants à partir de douze ans, ce qui constituerait déjà un grand progrès sur l'état de choses actuel. « Les hommes pratiques, disait-il dans un langage qui rappelle celui de la Chambre de commerce de Paris en 1837, savent que dans les filatures les enfants sont obligés de travailler aussi longtemps que les adultes. »

Le Grand se préoccupait d'abord de préparer le passage du projet de loi devant la Chambre des députés. Le 16 août et le 2 décembre 1840, il adressait de nouvelles lettres à François Delessert. Il insistait sur la nécessité de ne pas admettre comme en Angleterre les relais d'enfants, dont il énumérait les terribles conséquences : extension du nombre des garçons et filles embauchés dans les usines et victimes de la grande industrie, augmentation de la durée du travail des adultes, obligés de marcher parallèlement avec les doubles attelages d'enfants, renvoi progressif des ouvriers âgés, à mesure que les jeunes atteindraient l'âge de seize ans.

Le 15 novembre, il expédiait aussi une adresse à la Chambre des députés, avec un projet de loi en dix articles, où l'on retrouve les dispositions qu'il recommandait à Delessert dans ses lettres des années précédentes et qui étaient trop hardies pour avoir des chances de succès (37).

Au cours des mois qui suivront, c'est-à-dire pendant l'achèvement du travail législatif, il restera aux aguets. Avant le retour du projet de loi à la Chambre des pairs, le 4 janvier 1841, il écrira à Charles Dupin et lui demandera de corriger dans le sens de ses propositions le texte voté par les députés.

Puis, s'adressant directement à la Chambre haute, il lui fera parvenir, successivement, le 25 janvier, une « très humble requête », et le 5 février un « suprême appel, sous la forme d'un conte familial : *Le Relais, ou la mère de famille et le fileur*, fiction

(36) *Observations de M. J. Bourcart, associé de MM. Schlumberger et Cie, filateurs à Guebwiller (Haut-Rhin), relatives à l'article 2 du projet de loi sur le travail des enfants dans les manufactures, présenté par la Commission de la Chambre des députés*, Paris, 1840, 7 pages.

(37) Extension à toutes les industries, pas de travail de nuit avant seize ans, pas de relais au-dessous de cet âge, pas d'admission avant dix ans en général (et même avant treize ans pour les illettrés, avec obligation d'assurer leur instruction jusqu'à seize ans au moyen de leçons qui seront d'abord de deux heures par jour, puis d'une heure, aux frais des manufacturiers), séparation des sexes, mesures contre le travail abusif des enfants sous le toit paternel, contrôle des inspecteurs et des comités d'instruction primaire.

d'une triste réalité », dans lequel il décrit la ruine d'une famille ouvrière, qui, attirée par un gain illusoire, livre successivement tous ses enfants à un industriel.

En même temps, sa vocation internationale s'éveillait. Dès le 5 décembre 1840, il avait lancé un premier *Appel aux Gouvernements de l'Allemagne et de la Suisse*, pour les solliciter d'adopter sans plus de retard le régulateur prussien (38). Ces démarches de Le Grand du côté du Rhin n'ont rien qui doive surprendre. En raison même de ses origines, il était très au courant de tout ce qui se passait dans les pays germaniques. La langue allemande lui étant restée très familière, il priait Dupin d'excuser « ses germanismes et ses phrases à longue haleine ». Plus encore que les Mulhousiens, il était qualifié pour servir d'agent de liaison entre les divers peuples de l'Europe occidentale.

Cette propagande fit à Daniel Le Grand une grande réputation parmi les députés et les pairs, mais elle n'eut qu'une influence restreinte sur les termes mêmes de la future loi.

Tandis que se déroulaient ces nouvelles enquêtes et cette nouvelle campagne, les circonstances, à l'intérieur et à l'extérieur, devenaient de plus en plus défavorables.

Des événements graves se multipliaient. En juin 1840, de grandes grèves éclataient à Paris. A la suite d'arrestations en masse, les ouvriers se retiraient sur les Buttes-Chaumont, que l'on dénommera le mont Aventin du travail. En août, le prince Louis-Napoléon tentait à Boulogne un nouveau coup d'Etat bonapartiste.

Puis le péril extérieur rejeta au second plan tous ces incidents, avec toute idée de réforme sociale ou même de réforme électorale. La question d'Orient menaçait de déchaîner une guerre européenne et de liguier contre la France une nouvelle Sainte-Alliance. Il fallait d'urgence procéder à de grands préparatifs militaires et songer aux fortifications de Paris. Quelle place pouvait avoir dans l'opinion publique la future loi sur le travail des enfants ? Aux yeux de la bourgeoisie, elle faisait perdre un temps précieux à la défense nationale. Du côté ouvrier, elle n'était qu'un infiniment petit dans l'immensité des questions sociales.

En octobre, la crise atteignit son paroxysme avec l'attentat de Darmès contre le roi et la démission de Thiers. Le maréchal Soult constitua un nouveau cabinet, celui du 29 octobre, dont l'homme essentiel allait être Guizot. Cunin-Gridaine redevenait ministre de l'Agriculture et du Commerce, ce qui pouvait paraître de mauvais augure. Il est vrai que Villemain était ministre de l'Instruction publique et Martin (du Nord) garde des Sceaux.

(38) M. Weiss a signalé d'autres appels respectueux du même genre en 1848 et 1855. Tous ces documents, à l'exception des deux lettres directement envoyées à la Chambre des pairs, ont été réunis par Le Grand en une brochure qui parut à Strasbourg en janvier 1841, avec l'*Appel* et une traduction du régulateur, empruntée au rapport de Carnot.

Toutefois, la fin de l'année fut plus calme et prépara l'apaisement. Le patriotisme se dégonfla avec le retour des cendres de Napoléon. Le nouveau gouvernement ne fit rien pour contrarier la marche du projet de législation restrictive.

*
**

Le texte arriva devant la Chambre des députés le 21 décembre. Impressionnée par les conclusions de l'enquête de 1840, l'opposition avait à peu près capitulé. Cunin-Gridaine lui-même était décidé à s'incliner. Les débats furent donc beaucoup plus incolores qu'à la Chambre des pairs. En dehors de Lamartine et de Victor Dalloz, ils ne mirent pas aux prises des personnalités aussi connues et éminentes. D'ailleurs, de grands discours étaient inutiles. Il n'était pas nécessaire de modifier sensiblement le texte de la Commission. Il ne restait qu'à ratifier les résultats du référendum.

Dans la discussion générale, les principaux adversaires de la loi furent les députés de certains grands centres industriels. Nous ne sommes pas surpris de retrouver ici les représentants de Lille. Nous sommes plus étonnés de rencontrer ceux de Rouen.

En dépit de sa « réputation de philanthropie », et bien qu'il ait passé la plus grande partie de sa vie à soulager la misère des classes ouvrières, le médecin Thémistocle Lestiboudois, député du Nord (Lille), déclarait qu'un « devoir impérieux » l'obligeait à combattre le projet, car les vœux des corps institués pour défendre les intérêts industriels de la ville manufacturière qu'il avait l'honneur de représenter étaient venus « se joindre à ses convictions ».

De même, parmi les députés de Rouen, le maire Barbet et le fabricant d'Elbeuf Victor Grandin s'efforçaient de démontrer que les ouvriers n'étaient pas intéressants. Le premier incriminait leur imprévoyance. Bien des familles viennent en ville « par le motif qu'on n'est pas obligé de faire des économies, et que, si le travail manque, on trouve d'abord les bureaux de bienfaisance et plus tard les hospices ».

L'autre insistait sur leur intempérance. Les usines d'Elbeuf, disait-il, groupent une main-d'œuvre de 12.000 sujets, parmi lesquels 6000 adultes, 4000 femmes et 2000 enfants de l'un et l'autre sexe. Le total des salaires s'élève à 5.333.000 francs par an. Or, la consommation d'eau-de-vie est journalièrement de 2000 bouteilles à 2 fr. ou 2 fr. 25, soit 800.000 francs dans l'année, ce qui représente la septième partie du gain des ouvriers. Autre exemple : dans un groupe de villages des environs de Rouen qui ne forment pour ainsi dire qu'une seule rue, longue de deux lieues, il existe un cabaret pour trois habitations, douze débitants d'eau-de-vie pour un boulanger ou un boucher.

Grandin protestait aussi avec véhémence contre les accusations odieuses que l'on prodiguait maintenant aux industriels, à la suite des discours de Montalembert. Le travail dans les fabriques, assimilé à celui des nègres, était couramment qualifié de traite des blancs.

Villemain clôtura ces débats préliminaires en demandant le vote de la loi, comme « une dette et même une dette arriérée », qu'il fallait se hâter d'acquitter.

Dans la discussion des articles, quelques dispositions seulement soulevèrent des polémiques. Devant les résultats si catégoriques de la récente enquête, intérieure et extérieure, les obligations scolaires furent admises sans lutte.

Par contre, un amendement, évidemment contraire à toutes les conclusions de 1837 et de 1840, chercha, en ne formulant que six jours de travail par semaine, à supprimer la clause du dimanche, que l'on accusait de rétablir en fait le catholicisme comme religion d'Etat et de ramener la France à l'article 6 de la charte de 1814, aboli en 1830. Le garde des Sceaux combattit cet amendement comme antireligieux. Alors Portalis, qui avait contribué à la suppression de l'article 6, dénonça l'audace croissante de la réaction et le retour à l'intolérance. Il invoqua la situation délicate des juifs. Mais l'un de ceux-ci, le banquier Fould, vint dire à la tribune qu'il se ralliait au texte de la commission : « Je dirai qu'il serait injuste, souverainement injuste, parce qu'une minorité de 300.000 individus ne professe pas la religion de 33 millions d'hommes, de gêner la conscience de ces 33 millions d'hommes... Nous habitons un pays où le dimanche est fêté. C'est à nous de suivre les usages. Nous nous y soumettons sans inconvénient... Tous ceux qui ont reçu quelque éducation religieuse et morale comprennent que fêter la divinité le samedi ou le dimanche est indifférent pour leur conscience... Je me résume en remerciant les honorables auteurs de l'amendement, mais, quant au culte que je professe, il n'en a pas besoin. Il est heureux de la protection qu'il trouve dans la loi générale et n'en demande pas davantage. »

François Delessert félicita Fould de cette déclaration, qui dénotait de sa part beaucoup de largeur d'esprit et faisait le plus grand honneur aux israélites.

Encouragés par certaines réponses de la dernière enquête, plusieurs députés insistèrent en faveur de l'extension de la loi à toutes les industries, les uns sincèrement et par philanthropie, les autres, comme Grandin, par jalousie à l'égard des manufactures qui restaient libres, et dans le but de rendre l'application plus difficile.

Le principe des inspections, que l'enquête n'avait pas suffisamment élucidé, souleva des querelles assez vives. Une partie de la Chambre exprima ses craintes que les officiers de police judiciaire, même les plus humbles, n'eussent le droit de pénétrer,

quand bon leur semblerait, dans les usines pour y exercer une continuelle inquisition, sinon une véritable persécution. On alla jusqu'à dire que les industriels seraient assimilés à ceux qui tiennent des cabarets ou autres mauvais lieux publics.

Le vote des sanctions fut également laborieux. Lamartine prit vivement à partie le paragraphe qui concernait les parents. Il trouvait « injustes et exorbitantes » les sanctions prévues contre eux. Il estimait qu'on ne peut comparer le délit du manufacturier, qui va tenter la misère du pauvre, avec celui du malheureux père, qui se laisse tenter lui-même par la faim et la misère, et qu'il ne fallait pas frapper deux fois pour une même contravention. « Punissez une fois, punissez le vrai coupable, et n'en cherchez pas dans la famille et dans l'indigence ! » D'ailleurs, il n'entendait pas faire tort à la législation restrictive : « Je la crois utile, s'écriait-il avec son idéalisme de romantique, je la crois nécessaire, parce qu'elle énonce législativement ce grand principe que tout doit être soumis en France à la loi, même l'industrie, parce qu'elle permet de dire à l'ouvrier : « Tu ne seras pas « une machine livrée à l'exploitation de qui que ce soit dans le « pays. Tu ne vivras pas seulement de la sueur de ton front, « tu ne vivras pas seulement de pain, mais tu vivras de la parole, « de l'instruction religieuse, qui nourrissent ton âme et qui font « de toi une créature que la cupidité peut chercher à avilir, mais « que la loi doit défendre et que l'ange même doit respecter. »

La Chambre décida que le projet s'appliquerait à une troisième catégorie de fabriques, celles qui occupent plus de vingt ouvriers. Les autres modifications qu'elle imposa furent peu nombreuses et peu importantes (certificats et règlements intérieurs). Elle coupa en deux l'article des inspections, de telle sorte que le texte des commissaires se composa désormais de treize articles. Par l'entremise de Victor Dalloz, député du Jura (Saint-Claude), le célèbre fondateur du *Répertoire de Jurisprudence générale*, elle remania les sanctions, dont elle supprima, à la suite de Lamartine, la clause qui frappait les parents.

Par contre, elle refusa de suivre les suggestions de Lestiboudois, qui, faute de pouvoir enrayer la politique des réformes, essayait de revenir aux méthodes dilatoires et proposait de reculer jusqu'au 1^{er} janvier 1843 l'application des conditions d'âge.

Le 29 décembre 1840, la discussion était terminée. Sur 235 votants, 185 voix se prononcèrent en faveur de la loi et 50 seulement contre.

Le projet devait maintenant retourner devant la Chambre des pairs. Dès le 12 janvier 1841, Cunin-Gridaine demandait à la Chambre haute de ratifier l'œuvre des députés et de suivre l'exemple du ministère. « Une fois rallié au principe de la loi, le gouvernement est entré sans hésitation dans la voie si habilement tracée par votre Commission, et moi personnellement, qui

vous avais saisis du projet primitif, je me suis félicité d'avoir eu à défendre dans une autre Chambre des principes que vos délibérations avaient fait prévaloir, et dont je viens aujourd'hui, sans embarras et avec une conviction entière, vous demander la consécration nouvelle. »

Le texte, renvoyé à Dupin, fut étudié en séance le 22 et le 23 février. Deux journées suffirent. Ce fut une discussion de pure forme. Dupin aurait voulu rétablir quelques dispositions primitives, frapper les parents coupables, réduire le travail de nuit. Il n'y parvint pas. « Je suis profondément affligé de voir que la noble Chambre, qui l'année dernière s'était honorée par un esprit si favorable envers la faible enfance, ne persiste pas dans ses votes ». Il s'accusait de maladresse ou « d'insuffisance » et prétendait que son rôle était devenu aussi « ingrat » qu'il avait été précédemment « honorable et flatteur ».

En fait la Chambre des pairs ne fit que deux modifications qui méritent d'être signalées. Elle supprima dans l'énumération du premier article les usines insalubres et dangereuses, pour cette raison qu'elles tombaient sous le coup des règlements d'administration publique.

Elle précisa les conditions du travail de nuit en s'inspirant de la rédaction primitive, de manière à mieux indiquer les concessions que la loi faisait d'une part aux industries ordinaires en cas d'accident ou de chômage, et d'autre part en temps normal aux usines à feu continu. Gay-Lussac avait démontré que désormais une foule d'opérations industrielles se prolongeant des jours et des semaines, le travail de nuit était nécessaire. Par contre, Dupin et Montalembert faisaient observer que l'on risquait ainsi de transformer l'interdiction en exception, alors qu'elle devrait être la disposition générale. Il est vrai que la Chambre des pairs introduisait un correctif à l'aide des règlements d'administration publique.

Le vote d'ensemble réunit presque l'unanimité des suffrages. Sur 106 votants, il y eut 104 boules blanches et seulement 2 boules noires.

Enfin, le 11 mars 1841, le projet revint à la Chambre des députés pour une homologation définitive. François Delessert avait espéré que les pairs y apporteraient de nombreux perfectionnements. Son espoir était déçu et la future loi serait très imparfaite. Il demandait au gouvernement d'assurer des crédits suffisants pour que l'inspection, condition indispensable de l'application de la loi, fût sérieusement organisée.

Ici, comme à la Chambre des pairs, la politique des réformes finissait par rallier, au moins en apparence, presque l'unanimité. Au vote final, sur 235 votants, il y eut seulement 17 opposants. Quatorze années de propagande et de lutte avaient été nécessaires pour arriver à ce résultat.

La loi fut promulguée le 22 mars, sans que cette première mesure de justice sociale provoquât la moindre émotion. *L'Atelier*, ce journal ouvrier récemment fondé, ne lui consacra même pas un article.

TEXTE DE LA LOI DU 22 MARS 1841

AVEC L'INDICATION DES SOURCES POLITIQUES (EN ITALIQUE)
ET JURIDIQUES (39)

ARTICLE 1. — Les enfants ne pourront être employés que sous les conditions déterminées par la présente loi :

1° Dans les manufactures, usines ou ateliers à moteur mécanique ou à feu continu et dans leurs dépendances. (*Commission des pairs*, Solution mixte entre le caractère limitatif de la législation anglaise [bill du 29 août 1833, art. 1] et le caractère général de la loi prussienne, art. 1.)

2° Dans toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers, réunis en ateliers. (*Chambre des députés*, Disposition nouvelle empruntée à la Société Industrielle de Mulhouse.)

ART. 2. — Les enfants devront, pour être admis, avoir au moins huit ans. (*Commission des pairs*. Le bill de 1833, art. 7, donne le chiffre de neuf ans ; celui de huit ans est emprunté à la réponse de la S. I. M. au questionnaire de 1833.)

De huit à douze ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de huit heures sur vingt-quatre, divisées par un repos. (*Commission des pairs* : Principe de Wilberforce, inspiré du bill de 1833, art. 8, avec cette différence que la loi britannique prend comme âge intermédiaire entre enfance et adolescence le chiffre de treize ans. Celui de douze ans est emprunté au rapport du Conseil général des Manufactures, enquête de 1837. Le bill de 1833 indique neuf heures par jour et quarante-huit heures par semaine, avec liberté du samedi soir, ce qui revient au même.)

De douze à seize ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de douze heures sur vingt-quatre, divisées par un repos. (*Commission des pairs*, Bill du 22 juin 1825, art. 1, seize ans et douze heures, sauf le samedi, alors que le bill de 1833 porte la limite d'âge à dix-huit ans.)

Ce travail ne pourra avoir lieu que de 5 heures du matin (*Commission des pairs*) à 9 heures du soir (*Chambre des députés*. Loi prussienne, art. 5, inspirée elle-même du bill de 1825, art. 1, et du bill de 1833, art. 5, avec cette différence que la limite du soir est fixée à 8 heures seulement en 1825 et à 8 heures et demie en 1833.)

L'âge des enfants sera constaté par un certificat délivré sur papier

(39) Sens de certaines expressions : *Commission des pairs* signifie que l'article en question a été établi par la Commission de la Chambre des pairs et voté ensuite par cette Chambre en première lecture. — Indications analogues pour la Commission de la Chambre des députés. — *Chambre des pairs 1* signifie que l'article a été présenté sous forme d'amendement et voté en séance par la Chambre haute en première lecture. — *Chambre des pairs 2* désigne le second passage du projet de loi devant la Chambre haute.

non timbré et sans frais, par l'officier de l'état civil (*Chambre des députés*, inspiré des articles 12 et 13 du bill de 1833.)

ART. 3. — Tout travail, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, est considéré comme travail de nuit.

Tout travail de nuit est interdit pour les enfants au-dessous de treize ans. (*Commission des députés*, précisant les idées de la *Commission des pairs*, mêmes références que pour le § 4 de l'art. 2, en particulier art. 5 et 14 du bill de 1833 ; mais la loi prussienne adopte l'âge de seize ans et la loi britannique celui de dix-huit. Le chiffre de treize ans apparaît dans le rapport du Conseil des Manufactures, enquête de 1837.

Si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes l'exigent, les enfants au-dessus de treize ans pourront travailler la nuit, en comptant deux heures pour trois, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin. (*Commission et Chambre des députés*, reprenant une idée de la *Commission des pairs*, inspiré des articles 3, 4 et 5 du bill de 1833, des articles 4 et 5 du bill de 1825, mais avec aggravation, car la législation britannique ne prévoit au maximum qu'une prolongation d'une heure par jour en 1825, trois heures par semaine en 1833.)

Un travail de nuit des enfants ayant plus de treize ans, pareillement supputé, sera toléré, s'il est reconnu indispensable, dans les établissements à feu continu, dont la marche ne peut pas être suspendue pendant le cours des vingt-quatre heures. (*Chambre des pairs 1 et 2*. Disposition nouvelle, la législation anglaise ne concernant que les industries textiles.)

ART. 4. — Les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi. (*Commission des pairs*: jours de fêtes. *Commission des députés*: dimanches. Lois prussienne et autrichienne, art. 5 ; bill de 1833, article 9.)

ART. 5. — Nul enfant, âgé de moins de douze ans, ne pourra être admis qu'autant que ses parents ou tuteurs justifieront qu'il fréquente actuellement une des écoles publiques ou privées existant dans la localité. Tout enfant admis devra, jusqu'à l'âge de douze ans, suivre une école.

Les enfants âgés de plus de douze ans seront dispensés de suivre une école lorsqu'un certificat, donné par le maire de leur résidence, attestera qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire. (*Rédaction de la Commission des députés*, reprenant une idée de la *Commission des pairs*. Le premier paragraphe s'inspire de la loi prussienne, art. 2, et du bill de 1833, article 20, mais il est beaucoup moins catégorique que la loi prussienne (seize ans), et moins précis que la loi anglaise (deux heures par jour). Le deuxième paragraphe, correctif du premier, est une disposition nouvelle.)

ART. 6. — Les maires (*Chambre des députés*) seront tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur, un livret sur lequel seront portés l'âge, le nom, les prénoms, le lieu de naissance et le domicile de l'enfant, et le temps pendant lequel il aurait suivi l'enseignement primaire.

Les chefs d'établissement inscriront : 1° sur le livret de chaque enfant la date de son entrée dans l'établissement et de sa sortie ; 2° sur un registre spécial toutes les indications mentionnées au pré-

sent article. (*Commission des pairs*. Ces dispositions s'inspirent de la loi prussienne, art. 7, et du bill de 1833, article 18. Toutefois, les législations étrangères ne parlent que des registres d'usine. L'octroi de livrets aux jeunes ouvriers est une extension d'usages français antérieurs.)

ART. 7. — Des règlements d'administration publique pourront : 1° étendre à des manufactures, usines ou ateliers, autres que ceux qui sont mentionnés dans l'article 1, l'application des dispositions de la présente loi ; 2° élever le minimum de l'âge et réduire la durée du travail déterminés dans les articles 2 et 3 à l'égard des genres d'industrie où le labeur des enfants excéderait leurs forces et compromettrait leur santé ; 3° déterminer les fabriques où, pour cause de danger ou d'insalubrité, les enfants au-dessous de seize ans ne pourront point être employés ; 4° interdire aux enfants, dans les ateliers où ils sont admis, certains genres de travaux dangereux ou nuisibles ; 5° statuer sur les travaux indispensables à tolérer de la part des enfants, les dimanches et fêtes, dans les usines à feu continu ; 6° statuer sur les cas de travail de nuit, prévus par l'article 3. (*Commission des pairs*, §§ 1, 2, 3 ; *Chambre des députés*, § 4 ; *Chambre des pairs* 1, § 5 ; *Chambre des pairs* 2, § 6. Dispositions nouvelles inspirées par le projet primitif de Cunin-Gridaine. Toutefois, le bill de 1833, art. 18, reconnaît aux inspecteurs le droit de faire des statuts et règlements.)

ART. 8. — Des règlements d'administration publique devront : 1° pourvoir aux mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi ; 2° assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans les ateliers, usines et manufactures ; 3° assurer l'instruction primaire et l'enseignement religieux ; 4° empêcher, à l'égard des enfants, tout mauvais traitement et tout châtiment abusif ; 5° assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants. (*Commission des pairs*. Mêmes références que pour l'article précédent.)

ART. 9. — Les chefs des établissements devront faire afficher dans chaque atelier, avec la présente loi et les règlements d'administration publique qui y sont relatifs, les règlements intérieurs qu'ils seront tenus de faire pour en assurer l'exécution. (*Chambre des députés*, précisant les idées de la *Commission des pairs*. Le bill de 1833, article 27, parle seulement de règlements généraux et non de règlements intérieurs.)

ART. 10. — Le gouvernement établira des inspections pour surveiller et assurer l'exécution de la présente loi. Les inspecteurs pourront, dans chaque établissement, se faire représenter les registres relatifs à l'exécution de la présente loi, les règlements intérieurs, les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes, ils pourront se faire accompagner par un médecin, commis par le préfet et le sous-préfet. (*Commission des députés*, résumé des articles 17 et suivants du bill de 1833.)

ART. 11. — En cas de contravention, les inspecteurs dresseront des procès-verbaux, qui feront foi jusqu'à preuve contraire. (*Commission des députés*, imitation très atténuée de l'art. 33 du bill de 1833, qui définit les pouvoirs des inspecteurs anglais, pouvoirs

considérables, puisqu'ils ont les mêmes droits que les juges et peuvent mettre en mouvement la police.)

ART. 12. — En cas de contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique, rendus pour son exécution, les propriétaires ou exploitants des établissements (*Commission des députés*) seront traduits devant le juge de paix du canton et punis d'une amende de simple police qui ne pourra excéder 15 francs.

Les contraventions qui résulteront, soit de l'admission d'enfants au-dessous de l'âge, soit de l'excès de travail, donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'enfants indûment admis ou employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 200 fr.

S'il y a récidive, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle et condamnés à une amende de 15 à 100 francs. Dans les cas prévus par le paragraphe second du présent article, les amendes réunies ne pourront jamais excéder 500 francs.

Il y aura récidive lorsqu'il aura été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique qu'elle autorise. (*Chambre des députés*, fin du § 1, §§ 2, 3, 4, *précisant les idées de la Commission des pairs*, résumé généralement atténué des dispositions très nombreuses et précises du bill de 1833, art. 24, 28 et de 29 à 50. La législation anglaise ne parle pas de récidive, mais prévoit la prison, en cas de non-paiement des amendes.)

ART. 13. — La présente loi ne sera obligatoire que six mois après sa promulgation. (*Commission et Chambre des pairs* 1. Le bill de 1833, art. 8, prévoit des délais qui s'échelonnent de six à trente mois suivant les catégories de main-d'œuvre.)

Au point de vue des origines politiques, il est facile de se rendre compte que, dans la rédaction de la loi, la part de la Chambre haute a été prépondérante et que, si la dernière partie fut plus spécialement l'œuvre des députés, le reste peut généralement être revendiqué par les pairs.

Au point de vue juridique, l'originalité de la loi française est faible et se réduit à quelques dispositions qui n'ont rien de fondamental. Pour le reste, elle s'inspire de l'étranger, surtout de l'Angleterre. Dans l'ensemble, ses prescriptions sont moins sévères que celles de la législation prussienne ou anglaise. Plus complète que le réglement prussien, elle est beaucoup moins précise et étendue que les bills anglais. Ses lacunes sont nombreuses. Elle ne dit rien de la liberté d'engagement, question qui d'ailleurs ne fut posée en 1837 que pour être immédiatement éliminée. Elle passe à peu près sous silence les obligations médicales, qui tiennent une si grande place en Angleterre, obligations formulées en 1837, mais qui, depuis lors, furent de plus en plus atténuées. Elle se contente de peu de chose en matière d'instruction, malgré les conclusions concordantes des enquêtes de 1837 et de 1840. Toutefois, son principal défaut sera de ne pas être appliquée, faute d'un contrôle sévère. Là était le point faible de la législation

française. C'est évidemment ce qu'avaient escompté ses adversaires, et c'est sans doute pourquoi leur opposition avait désarmé en 1840.

Jules Simon, en 1867, appréciait ainsi la loi de 1841 : « Elle embrasse plus d'établissements que le bill de 1833, elle ne se borne pas, comme la loi anglaise, aux moulins de coton et de laine...

« En revanche, la protection qu'elle accorde est moins efficace. Elle permet l'entrée des enfants dans les manufactures à huit ans ; la loi anglaise ne la permettait qu'à neuf ans. En France, un enfant passait à douze ans dans la classe des adolescents, et à treize ans seulement en Angleterre. La protection légale cessait chez nous dès que le jeune travailleur avait atteint seize ans ; elle le suivait chez nos voisins jusqu'à dix-huit. Les enfants, dans les deux pays, devaient chaque jour huit heures de travail ; mais les adolescents ne devaient que soixante-neuf heures par semaine en Angleterre, et en France soixante-douze. Enfin, le travail de nuit, quoique interdit chez nous, était encore possible dans certains cas très rares, tandis qu'en Angleterre l'interdiction était rigoureuse et absolue (40).

« On le voit, la loi de 1841 n'était pas à beaucoup près, aussi radicale que le bill de 1833, et ceux qui la regardent comme une entrave imposée à l'industrie doivent convenir au moins que nos voisins portent des chaînes plus pesantes que les nôtres. » Jules Simon faisait également observer que la loi, très mal appliquée, fut à peu près éludée dans quelques centres manufacturiers et qu'elle fut considérée « comme une tentative de philanthropie peu éclairée, essentiellement nuisible à l'industrie française ». Pour cette raison, à la veille de la Révolution de Février, les manufacturiers préconisèrent un projet nouveau qui, sous prétexte d'amender la loi de 1841, devait en assurer l'annulation. Après une nouvelle intervention de Dupin, cette manœuvre fut arrêtée par les événements de 1848 et le *statu quo* se prolongea sous la seconde République et le second Empire. C'est seulement après 1874 que la législation protectrice du travail des enfants est devenue une réalité. Si l'acte de 1841 se perd déjà dans le lointain du XIX^e siècle, son application sincère est chose toute récente.

De Freycinet, dans son commentaire, est plus optimiste : « Telle qu'elle est et malgré les inévitables imperfections, qui devaient marquer un début en cette grave matière, la loi du 22 mars 1841 n'en a pas moins constitué un immense progrès. Si elle n'a pas donné tous les bons résultats qu'on attendait, la faute n'en est pas aux dispositions de la loi elle-même, mais uni-

(40) Jules Simon exagérait en parlant de cas très rares. De même, la législation britannique admettait aussi, comme on l'a vu, quelques exceptions.

quement au manque d'un personnel organisé pour en assurer l'exécution. »

L'*Histoire* de Lavissee constate que les discussions parlementaires des années 1840 et 1841 fournissent d'intéressants indices sur le chemin que les esprits venaient de parcourir. On commençait à comprendre que l'Etat doit intervenir pour émanciper les travailleurs. Mais cette libération était à peine amorcée. « La loi sur les enfants, dit M. Charléty, n'est qu'un premier pas ; la réduction de la journée de travail à douze heures, l'interdiction de mêler les sexes, la création de salles d'asile, le repos hebdomadaire, voilà ce qui reste à faire. »

Le texte de 1841 est un point de départ, une introduction à l'histoire de notre législation sociale. Son importance est donc capitale et par suite il est nécessaire de mettre à l'honneur ceux qui, plus que tous les autres, contribuèrent à son élaboration, c'est-à-dire, dans les milieux économiques, les cotonniers d'Alsace et la Société Industrielle de Mulhouse ; dans les milieux intellectuels, l'Académie des Sciences morales, et dans les milieux politiques, Charles Dupin.

LOUIS GUENEAU.

LES CORPORATIONS DANS L'ANCIEN JAPON ⁽¹⁾

par M. YOSHITOMI

*Docteur en droit, docteur ès lettres de l'Université de Paris,
Licencié en droit de l'Université de Tokio.*

Dans l'ancien Japon existait une corporation des commerçants et des artisans, dite d'abord *za* (« siège »), puis *kumi* (« corporation »). Quelle est la date exacte de son apparition ? Ici, les savants sont loin d'être d'accord (2), mais, ce qui est certain, c'est qu'elle existait déjà à l'époque de Kamakura (1186-1332) (3). Depuis lors, elle a subi une certaine transformation au cours des âges, tant dans son organisation intérieure que dans sa forme

(1) Comme documents directs V. TEIKUN-ORAI, *Lettres sur la morale* ; AZUMA-KAGAMI, *Miroir de l'Est* ; KAIDÔKI, *Récit sur la voie maritime* ; GION-SHIKKÔ-NIKKI, *Journal de la fête de Gion* ; KASUGA-BUNSHO, *Archives du Temple Kasuga* ; KITANO-BUNSHO, *Archives du Temple Kitano* ; CHIKATOSHI-NIKKI, *Journal de Chikatoshi* ; MUKASHI-MONOGATARI, *Causerie sur le passé*, etc., etc. Comme livres de commentaires, voir professeur YOKOI, *Histoire commerciale du Japon* ; du même auteur, *Histoire industrielle du Japon* ; professeur ENDÔ, *Histoire commerciale du Japon* ; professeur MIURA, *Etudes sur l'histoire du Droit*, pp. 843-909. En langue européenne, voir professeur FUKUDA, *Die gesellschaftliche und wirtschaftliche Entwicklung in Japan*, Stuttgart, 1900. Comme articles, voir SHIBA, « Le Za », dans le *Grand dictionnaire d'Economie politique*, vol. II, pp. 1329 et suiv. ; professeur FUKUDA, « Considérations sur le Za du Japon médiéval », dans la *Revue de l'Economie nationale*, vol. X, n° 6, vol. XI, n° 1 ; docteur NAKAYAMA, « Les origines du Za », dans la revue *Histoire et Géographie*, vol. 29, nos 3 et 4 ; professeur MIURA, « Les finances à l'époque de Kamakura », dans *Histoire de la civilisation de l'époque de Kamakura*.

(2) Le professeur Yokoi déclare que le *za* ne date que de l'époque de Muromachi (1332-1603). (Voir professeur Yokoi, *Histoire commerciale du Japon*, p. 97.) Le professeur Fukuda est d'avis qu'il existait déjà à l'époque de Heian (794-1186) ; cet avis est suivi par le docteur Nakayama. Le professeur Miura affirme que les origines du *za* se trouvent dans le haut Empire (des origines à la Réforme de Taika de 646). Le docteur Shiba soutient qu'il date de l'époque de Kamakura (1186-1332).

(3) D'après GION-SHIKKÔ-NIKKI (*Journal de la fête de Gion*), *wata-shin-za*, « nouveau *za* de coton », existait aux environs de l'ère Bunyei (1264-1274). D'après le *Kasuga-Bunsho* (Archives du Temple Kasuga), il y avait en 1292 un *za* des charpentiers du temple Tôdaiji. Le *Journal de la fête de Gion* en date de 1343 écrit qu'il y avait à Kyôto quelques *za* de commerçants de coton. Ces documents directs disent éloquentement que le *za* existait à l'époque de Kamakura.

extérieure. Nous allons l'étudier successivement à l'époque de Kamakura, puis à celle de Murochi, enfin à celle des Tokugawa.

I. — A L'ÉPOQUE DE KAMAKURA (1186-1332).

A la fin de l'époque précédente, à savoir celle de Heian (794-1186), l'administration tomba dans le désordre et une série de guerres civiles se mit à ravager le Japon. L'autorité des fonctionnaires locaux fut réduite à néant, et le manque de police qui s'ensuivit amena une insécurité insupportable dans les régions plus ou moins éloignées de la capitale. Le principe de la nationalisation de la terre inaugurée par la Réforme de Taïka de 646 (4) tomba peu à peu en désuétude et les temples, ainsi que les potentats de provinces, en s'appropriant les domaines publics, formaient des Etats semi-indépendants, au sein de l'Empire nippon. Leur puissance devint tellement grande, que leurs domaines privés, appelés *shoen*, formaient une zone pour ainsi dire d'exterritorialité où les autorités locales n'avaient aucun pouvoir. Les paysans, pour parer à l'insécurité, offraient leur terre à ces potentats pour recevoir de ceux-ci en échange une protection efficace ; ce fut là la cause de l'établissement de la féodalité au Japon (5). Les commerçants et les artisans, à leur tour, s'ingénierent à offrir certains avantages aux temples puissants pour recevoir en échange de ceux-ci leur protection (6). Ils formèrent un groupe et offrirent à un temple puissant certains services tels que l'exécution à leurs frais de la fête religieuse, la construction ou la réparation des établissements sacerdotaux, la contribution pécuniaire, etc. Le temple, en échange, leur donna le titre soit de *shin-jin*, « personne de Dieu », soit de *kô-jin*, « personne publique » ; en d'autres termes, la qualité de personnel du temple était la meilleure garantie contre l'exigence des guerriers ou l'exaction des potentats locaux (7).

(4) La Réforme de Taïka, réglementée par le Code de Taihō de 701, réalisa de fait le socialisme d'Etat en nationalisant toute la terre, que le gouvernement distribua à toutes les personnes âgées de plus de six ans. Pour le détail, voir YOSHITOMI, *Etude sur l'histoire économique de l'ancien Japon, des origines à la fin du XII^e siècle*, Paris, Pédone, 1927, pp. 114 et suiv.

(5) La féodalité s'établit aux environs du XII^e siècle ; pour le détail, voir YOSHITOMI, *op. cit.*, pp. 130 et suiv.

(6) Les temples, à cette époque, étaient de grands propriétaires fonciers et ils avaient même des troupes à eux pour protéger leur domaine. Ce fut un moyen très efficace d'entrer en relations avec les temples pour obtenir de ceux-ci une protection.

(7) La qualité de personnel de temple accordée à ces commerçants ou artisans était purement nominale. D'après un livre ancien, le *Zoku-Sajō-Shō*, la circulaire gouvernementale de 1157 se plaint que les temples, dont le nombre de personnel fut limité officiellement, donnent ce titre arbitrairement à n'importe qui, pourvu que celui-ci acquitte une certaine contribution, et que les gens qui abusent ainsi du titre de personnel de temple, augmentent sensiblement ; cette circulaire ordonne aux autorités locales de

Le groupe des commerçants et des artisans se basait en principe sur la communauté de profession. Par exemple, ceux qui trafiquaient la soie, le coton, le papier, ou les fabricants d'armes, les charpentiers, etc., ont tous formé leur groupe indépendant et particulier, car il s'agissait ici de défendre leurs intérêts communs. Lors de la fête, chaque groupe occupait un siège particulier dans le temple protecteur. De là, ces commerçants ou artisans furent appelés *za-nin*, « hommes de siège » ou *Za-shûn* « gens de siège ». Ils furent appelés au début « hommes de siège de tel ou tel temple », mais à mesure que le nombre de ces groupes liés au même temple augmentait, ils se mirent, pour éviter la confusion, à porter, au lieu du nom du temple, celui de leur profession, comme par exemple « homme du siège de coton », ou « hommes du siège de soie », et finalement le mot *za* « siège » perdant complètement son sens original, devint synonyme du groupe de ces commerçants ou artisans, c'est-à-dire du mot « corporation » (8).

À cette époque, la fonction du personnel de temple était héréditaire et de là celle du personnel nominal, c'est-à-dire le titre de *za*, finit par avoir le caractère héréditaire ; ce lien, en d'autres termes l'échange de services de la corporation et de son temple protecteur, continué de génération en génération, rendit finalement la corporation exclusive qui, à l'époque suivante, se mit à exercer un véritable monopole grâce à l'intervention de leur protecteur (9).

II. — A L'ÉPOQUE DE MUROMACHI (1332-1603).

Quoique le *za* date de l'époque de Kamakura, son plein développement s'accomplit au cours de l'époque de Muromachi (1332-1603). Les membres appartenant au même *za* augmentaient de plus en plus. D'après le *Journal de la fête de Gion* en date de

prendre des mesures pour mettre fin à ce procédé des temples. Le *Journal de fête de Gion*, en date de 1343, cite les débats qui eurent lieu au tribunal concernant le procès des deux *za* nouveau et ancien de coton. L'ancien *za* attaquant le nouveau *za*, dit : « Vous portez le titre de nouveau *za*, mais où est votre *za* ? vous faites le commerce de coton tous dispersés dans les différentes localités ; vous ne vous groupez pas en un seul endroit. Dans ces conditions, comment pouvez-vous prétendre avoir un *za* ? À cela, les membres du nouveau *za* répondirent : « Le *za* est le titre de personnel d'un temple. Nous sommes le personnel du temple Hiyoshi ; donc, il n'y a rien d'extraordinaire à ce que nous formions un *za*. » Cette réplique est assez éloquente pour indiquer les relations entre le *za* et les temples.

(8) Lorsque les membres du même *za* augmentaient trop, on formait *shin-za*, « nouveau *za* », vis-à-vis duquel le vieux *za* fut appelé en général *hon-za*, « *za* principal ». Les archives de cette époque mentionnent qu'il y avait deux *za*, nouveau et ancien, dans le commerce du coton à Kyôto.

(9) Etant donné que le rapprochement de la corporation et du temple avait pour but d'obtenir la protection de celui-ci, ce ne furent que quelques temples puissants, surtout au centre du Japon, qui étaient l'objet de la demande de la part des commerçants et des artisans.

1343, le nouveau *za* de coton (10), attaché au temple Gion, comprenait soixante-quatre commerçants et l'ancien *za* (11) plus de quarante. Ce même temple protégeait, en dehors de ces deux *za*, de nombreux autres, tels que ceux de fil, de brocart, de soie, d'étoffe, de poisson, de riz, de blé, etc. Ces corporations furent contrôlées, du côté du temple, par certains prêtres qui s'en chargeaient à tour de rôle, et du côté des commerçants, par le commis particulier appelé *toiya*, « maison de consultation ». La corporation, en dehors de l'exécution de certains travaux de temple, que nous avons vus plus haut, payait à celui-ci une somme d'argent appelée *kôsen*, « monnaie de tribut », ou *nengu*, « tribut annuel ». Prenons l'exemple des *za* de temple Gion ; chaque membre de l'ancien *za* de coton devait payer à ce temple annuellement 120 *mon* (12), et chaque membre du nouveau *za*, 200 *mon*. D'autre part, il devait payer au *toiya*, c'est-à-dire au commis, 20 *mon* par an. Il faut en conclure que la charge des commerçants était très lourde. Le temple accordait aux commerçants ou aux artisans qui s'acquittaient de ces contributions un titre appelé *fuda*, prouvant leur qualité de personnel de temple, et assumait par là la responsabilité d'interdire à tous les commerçants étrangers à ces corporations d'exercer le commerce ou l'industrie protégés ; c'est ainsi que ces *za* ont obtenu de ces temples puissants le droit de monopole d'un commerce ou d'une industrie déterminés (13). Le *za* ayant le monopole d'un commerce ou industrie déterminés, il avait le droit de percevoir une taxe de tous ceux qui, n'appartenant pas au *za*, exerçaient le même métier. Lorsque ceux-ci s'adonnaient clandestinement au métier monopolisé, le *za*, dont les intérêts étaient ainsi lésés, avait le droit de leur appliquer certaines sanctions, entre autres la confiscation des marchandises. Quant aux protecteurs, les commerçants et les artisans se mirent, avec le temps, à s'attacher aux autres puissants que les temples, par exemple au gouvernement shôgunal, aux autorités locales (14) ou à la cour impériale de Kyôto, qui accordaient le droit de monopole dans le district qui se trouvait sous leur influence. Ces titres de monopole étant héréditaires, ils devinrent finalement une véritable valeur mobilière susceptible d'être vendue ou hypothéquée. Chaque *za* avait son statut particulier, qui devait être observé strictement par tous ses membres. Les *za* des artisans furent beaucoup moins nombreux que ceux des commerçants. L'histoire mentionne qu'il y avait aux environs de l'ère Eiroku (1558-1569), dans les deux provinces

(10) *Wata-shin-za*.

(11) *Wata-hon-za*, « *za* principal de coton ».

(12) Unité de monnaie ; 100 *mon* font un *yen*.

(13) Le monopole fut appelé alors *jisen*, « exclusivité ».

(14) Par exemple, *Shugo* ou *Zitô*, qui étaient des fonctionnaires locaux nommés par le gouvernement shôgunal.

de Suruga et de Tôtômi, des *za* de bûcherons, et aux environs de l'ère Tenshō (1573-1586), des *za* de charpentiers (15).

III. — A L'ÉPOQUE DES TOKUGAWA (1603-1868).

Avec le gouvernement shōgunal des Tokugawa, les guerres civiles, qui ont ravagé le Japon depuis le ^{xiii}^e siècle, prirent fin et l'ère d'une paix durable apparut. Les temples et les potentats féodaux ont perdu complètement leur puissance devant l'autorité agrandie du pouvoir central et, par une conséquence toute naturelle, le *za*, qui avait sa raison d'être dans la protection de ces potentats, tendait à disparaître. D'ailleurs, le gouvernement shōgunal, jaloux de son influence, ne pouvait pas supporter que le droit de monopole fût accordé par les autorités qui n'étaient pas les siennes. Il ordonna donc, en 1629 (16), la dissolution de tous les *za* formés auparavant et encouragea la formation d'une nouvelle corporation dépendant directement de lui. Cette nouvelle forme de groupe fut appelée *kumi*, « corporation », ou *nakama*, « camarade ». Le caractère du *kumi* est presque identique à celui du *za*; il était une corporation de commerçants ou d'artisans ayant la même profession et il exerça le monopole dans une localité déterminée; il payait au gouvernement shōgunal, et non plus aux temples et aux potentats locaux, une contribution appelée *myōga-kin*, qui était en fait impôt de patente; la qualité de membre de *kumi* était héréditaire comme celle de l'ancien *za*. Ils possédaient chacun un titre appelé *kabu*, « souche ». Tous ceux qui n'avaient pas ce titre ne pouvaient pas exercer la profession dont la corporation avait le monopole. Au cas où un commerçant ou un artisan exerçait un métier monopolisé sans obtenir le titre de la corporation intéressée, celle-ci demandait l'intervention des autorités shōgunales. Le nombre total de titres d'un *kumi* était fixé soit par le statut de la corporation, soit par ordre des autorités publiques, et celui qui n'était pas héréditairement membre d'une corporation n'avait pas le moyen d'exercer la profession monopolisée, car il ne pouvait pas acquérir le titre nécessaire pour entrer dans la corporation, à moins qu'un membre fût mort et qu'il achetât le titre du défunt ou que la corporation augmentât le nombre des titres et qu'il en acquit un. Chaque membre avait un titre et n'en avait qu'un. Les frais de la corporation furent répartis entre tous les membres à part égale. La corporation avait son bureau appelé *kaisho*, « lieu de réunion », et un représentant du nom de *gyōji*, « contrôleur de la conduite », élu par les membres. Le représentant avait un mandat, soit pour un an (dans ce cas, il fut appelé *toshi-gyōji*, « gyōji annuel »), soit simplement pour un mois (dans ce cas, il fut appelé *tsuki-*

(15) Appelés *zaimoku-za*, « *za* de bois ».

(16) Sixième année de l'ère Kanyei.

gyôji, « *gyôji mensuel* »). Le *gyôji* convoquait de temps en temps la réunion des membres, laquelle fut appelée *yoriai*, « réunion », ou *nakama-yorai*, « réunion des camarades ». La corporation avait son statut dit *môshi-awase*, « accord », qui devait être en principe approuvé par les autorités. Dans le statut figurent en général des clauses recommandant aux membres la loyauté et le crédit. Les sanctions stipulées contre l'infraction au statut étaient plutôt d'ordre moral. Le reproche pour une infraction légère et la cessation du trafic pour une infraction grave étaient les sanctions principales. La corporation n'existait que dans les grandes villes, notamment à Tôkyô (Edo, alors), à Kyôto et à Osaka. La date exacte de son apparition n'est pas bien connue, mais ce qui est certain, c'est qu'en 1645 il y avait une corporation des fripiers à Osaka. Aux environs de 1813 (17), il y avait à Tôkyô (alors Edo), 68 corporations, et aux environs de 1833 (18), il y avait à Osaka 88 corporations.

Avec la restauration de Meiji de 1868, toutes ces corporations ont disparu et la liberté de profession fut établie (19).

CONCLUSION

A l'époque de Kamakura (1186-1332), les commerçants et les artisans se groupèrent en *za* pour s'attacher à un temple puissant qui, en échange de certains services, accorda une protection efficace contre l'insécurité provenant du désordre politique. A l'époque de Muromachi (1332-1603), ils formèrent un *za* et obtinrent des temples prépondérants, aussi bien que des autres potentats non seulement une protection, mais aussi le monopole d'une profession déterminée, moyennant une contribution pécuniaire. A l'époque des Tokugawa (1603-1868), ils ont formé un *kumi* pour défendre leurs intérêts communs et ils ont obtenu du gouvernement shôgunal le droit de monopole de leur profession (20). On comprend ainsi que la transformation que subit la corporation depuis le XII^e siècle fut motivée en principe par le changement des conditions du monde extérieur.

M. YOSHITOMI.

(17) Dixième année de l'ère Bunka.

(18) Quatrième année de l'ère Tempô.

(19) Sur la corporation sous les Tokugawa, voir KABU-NAKAMA-NAMAYECHÔ-MAYEGAKI : *Préface à la liste des noms des camarades* ; SEJI-KEMBUN-ROBU : *Récit de choses vues et entendues sur le monde*, vol. 5 ; D^r SHIBA : *Kumi*, dans le *Grand dictionnaire d'Economie politique*, vol. I, pp. 814 et suiv.

(20) Je tiens à signaler ici une certaine ressemblance existant entre les corporations japonaises et le guild de l'Angleterre (gild de l'Allemagne). Tous deux avaient au début une relation étroite avec la religion. Ils avaient pour but de défendre leurs intérêts contre l'insécurité extérieure. Ils avaient le monopole de leur profession. Ils ont apparu à l'est et à l'ouest simultanément aux environs du XII^e siècle. C'est là une preuve de plus pour affirmer que le processus de l'évolution du peuple japonais et des peuples européens est en principe identique, sans qu'il y ait pour cela aucune relation réciproque. Pour la similitude de l'évolution dans les autres domaines économiques et sociales, voir YOSHITOMI, *op. cit.*, pp. 237 et suiv.

ANALYSES ET COMPTES RENDUS

CORRADO BARBAGALLO. — *Le déclin d'une civilisation, ou la fin de la Grèce antique*. Trad. de Georges Bourgin. (Paris, Payot, 1927, in-8, 320 pp.)

M. Barbagallo, qui dirige la *Nuova Rivista Storica*, est l'un des maîtres de l'école historique actuelle en Italie. Le livre dont M. Bourgin nous donne la traduction apporte un remarquable témoignage de l'érudition, de la méthode et de la vigueur de synthèse de l'auteur.

Il ne s'agit nullement ici d'un ouvrage de philosophie historique, — M. Barbagallo ayant réservé les considérations de cet ordre, fort judicieuses d'ailleurs, pour son introduction, — mais de l'examen objectif des faits qui ont entraîné la décadence de la civilisation hellénique. Parmi ces faits, l'auteur relève en premier lieu l'esclavage, la guerre à l'état permanent, l'impérialisme, et il se trouve que c'étaient là trois facteurs sans lesquels la société grecque n'aurait pu ni se constituer ni évoluer ; mais ils contenaient en eux le germe de sa destruction. Ils ont entraîné l'affaiblissement économique des cités hellènes, leurs exactions fiscales, leur tyrannie féroce à l'égard des peuples vaincus et, partant, la dissolution sociale et les révoltes extérieures.

M. Barbagallo a fort bien montré aussi comment la civilisation romaine et méditerranéenne des trois siècles antérieurs à notre ère avait pu s'organiser sans le concours de la Grèce et avaient, tout naturellement, tendu à l'isoler, de sorte qu'une fois conquise par Rome, elle restait néanmoins en dehors des courants économiques et des aires de force qui mouvaient le monde antique.

L'ouvrage de M. Barbagallo est établi sur une littérature extrêmement vaste et dont toute la documentation se trouve classée ici dans un ordre remarquablement clair, interprétée judicieusement et animée par un sens historique qui lui communique beaucoup de vie et de signification.

ROGER PICARD.

*
**

FR. BENDIXEN. — *Das Wesen der Geldes*, 4^e éd. (Duncker et Humblot, Munich, 1926, 66 pp.).

Ce tout petit livre, qui ne dépasse pas l'étendue d'un article de dimension moyenne, a été écrit voici déjà vingt ans par un disciple de Knapp ; il en est aujourd'hui à sa quatrième édition. Le mérite de Bendixen consiste à avoir très bien aperçu que les théories juridiques de Knapp n'ont aucune valeur économique, et c'est pourquoi la bro-

chure du disciple, infiniment plus instructive que le volume du maître, peut être considérée comme une réfutation de ce dernier. (V. en particulier la note page 52.) L'étude de Bendixen est une bonne introduction à l'étude des théories monétaires; l'auteur est favorable à une large politique d'escompte de la part de la Reichsbank parce que les billets ainsi émis ont leur contre-partie dans des marchandises destinées à être vendues à bref délai. On lira avec intérêt ces explications de Bendixen, qui touchent aux problèmes les plus controversés de la théorie et de la pratique du crédit. Comme on le voit, Bendixen repousse avec énergie le principe de circulation, que défend aujourd'hui avec le plus grand talent son compatriote A. Lansburgh (je signale en passant les articles *tout à fait remarquables* de ce dernier, dans *Die Bank*, à peu près inconnus en France); aussi arrivent-ils à des conclusions très opposées dans la pratique. Une comparaison entre les idées de l'un et de l'autre est donc intéressante à tous les points de vue.

G.-H. BOUSQUET.

*
**

GEORGE-EDGAR BONNET. — *Les expériences monétaires contemporaines*, 1 vol. in-16 de 213 pp. (Paris, Armand Colin, 1926.)

M. Bonnet, à qui nous devons déjà deux excellentes monographies sur la politique monétaire anglaise d'après-guerre et sur la stabilisation monétaire égyptienne, a donné, dans cet excellent petit livre, une synthèse de tous points remarquable des grandes expériences monétaires contemporaines : anglaise, américaine, allemande, française, autrichienne, tchécoslovaque, polonaise, belge. Il s'est efforcé de joindre à la description des faits l'explication, et de confronter les théories monétaires avec les expériences. Il est difficile de s'acquitter de ces tâches diverses et délicates avec plus de clarté, de précision, d'objectivité et de prudence que ne l'a fait M. Bonnet.

Il définit d'abord quelques notions essentielles, résume brièvement la théorie quantitative de la monnaie et celle du change, puis précise le sens des mots *inflation* et *déflation*. « Sous le terme devenu si courant, mais généralement si mal compris, d'*inflation*, on entendra : l'accroissement, dans une collectivité donnée, du pouvoir nominal d'achat par rapport à la masse des richesses réelles échangeables. Et par *déflation*, l'on entendra exactement l'inverse : la diminution du pouvoir nominal d'achat relativement à la masse des richesses réelles. On eût évité bien des fautes, bien des malheurs, si tous ceux qui s'excitèrent aux cris d'*inflation* ou de *déflation* avaient pris auparavant le soin de déterminer le sens des mots qu'ils employaient.

L'auteur étudie d'abord l'expérience *anglaise* : la politique financière d'après-guerre se pose comme objectif essentiel la reconquête du prestige de la place de Londres, dû au fait que le régime monétaire anglais représentait avant la guerre le type achevé du système à étalon d'or. Au printemps de 1925, l'effort accompli aboutit au résultat cherché : l'étalon d'or est rétabli, avec un succès que M. Bonnet considère comme complet. (P. 43.)

Aux *Etats-Unis*, sans que l'étalon d'or ait jamais été menacé, une violente inflation se produit ; en trois ans, l'or perd la moitié de sa

valeur. Mais, « en dépit d'un énorme afflux de métal jaune, une puissante organisation bancaire a eu pour préoccupation de maintenir la stabilité des prix, de « diriger » la monnaie et le crédit, et depuis quatre ans y réussit ».

L'expérience *allemande* permet d'observer, sur une vaste échelle et avec une grande précision, le processus et les conséquences d'une dépréciation monétaire aboutissant à l'effondrement complet d'une monnaie nationale. « Pendant deux ou trois ans, l'Allemagne a fait, en matière de politique monétaire, tout ce qu'il ne fallait pas faire. Elle a ensuite opéré, avec courage et habileté, un remarquable redressement. Dès l'hiver 1924, en quelques mois, le problème budgétaire a été résolu. La réforme monétaire a été rapide et heureuse. Mais l'économie nationale n'a pas aussi facilement retrouvé la santé : l'élimination du poison trop longtemps absorbé ne va pas sans douleur. (P. 91.)

Quant à la *France*, elle est demeurée trop longtemps incertaine, non seulement de la voie à suivre, mais de l'objectif même à se proposer. Pour combler les déficits budgétaires, elle a recouru aux avances de la Banque de France, puis aux emprunts à court terme au public. Les dépenses afférentes à la reconstitution des régions dévastées ont bouleversé toute l'économie française et rendu pénible la remise en équilibre de nos finances publiques (p. 99). « Les années d'après-guerre avaient démontré qu'aucune politique monétaire ne prévaut contre une politique fiscale insuffisamment énergique. L'année 1925 prouva mieux encore que ni politique monétaire ni politique fiscale ne sont efficaces quand elles accompagnent une politique générale démagogique et maladroite. » (P. 104.) L'exposé de M. Bonnet s'arrête au plan des experts, qui reçoit son approbation : l'auteur n'a pas connu la politique financière du gouvernement d'Union Nationale, la « technique de la confiance », et il n'a donc pu en confronter les méthodes avec celles du plan des experts.

Confrontant, dans la seconde partie de son livre, les faits avec les théories monétaires, M. Bonnet conclut que « les phénomènes monétaires apparaissent à l'analyse d'une complexité telle qu'ils débordent bien souvent le cadre trop étroit des doctrines d'avant-guerre... Une observation plus exacte oblige à reviser les systèmes. Les théories s'assouplissent, perdant ainsi la séduction de leur simplicité primitive. » (P. 212.)

Le lumineux exposé de M. Bonnet constitue le plus utile et le plus salubre rappel aux réalités et au respect des faits.

E. LASKINE.

MENTOR BOUNIATIAN. — *La Loi de variation de la Valeur et les Mouvements généraux des prix.* (Bibliothèque internationale d'Economie politique, Paris, Giard, 1927, 1 vol. in-8 de 154 pp.)

M. Mentor Bouniatian, bien connu en France par son ouvrage sur les crises, qui a été traduit en 1922 dans la Bibliothèque internationale d'Economie politique, lui donne ici un intéressant complément. Le présent ouvrage est consacré à la recherche des causes qui expliquent les mouvements généraux des prix. M. Bouniatian rappelle que, dans

la première moitié du xix^e siècle, s'opposèrent à cet égard la doctrine des disciples de Ricardo, qui donnaient une explication monétaire des fluctuations des prix, et celle de Thomas Cooke, qui en cherchait la cause du côté des marchandises, dans les alternatives de leur pénurie et de leur abondance. De même aujourd'hui, certains économistes, par exemple Irving Fischer, développent une théorie monétaire des fluctuations des prix. D'autres, parmi lesquels se range M. Bouniatian, expliquent les mouvements généraux des prix par les variations de la désirabilité des marchandises. M. Bouniatian remarque que les théoriciens de l'école autrichienne ne nous donnent généralement qu'un exposé des lois statiques de la valeur et ne prennent pas comme objet principal de leurs études les problèmes dynamiques du mouvement des prix dans le temps. C'est là pourtant le point essentiel à élucider. M. Bouniatian s'efforce de le faire en s'appuyant sur les lois et formules de Weber, Fechner, Bernoulli et King. Son exposé est malheureusement un peu diffus et n'a pas la belle netteté des ouvrages de Menger, de von Wieser et de Bohm-Bawerk. Il constitue néanmoins une contribution notable à l'étude d'une question autour de laquelle, comme l'a dit Stanley Jevons, tourne toute la théorie économique.

G. PIROU.

*
**

V.-A. BONTHOUX. — *Le Régime économique des Incas*. (Paris, Giard, 1927, in-8, 114 pp.)

Il ne faut point chercher dans ce livre l'étude approfondie du régime économique des Incas ; sa description y tient tout juste huit pages. Le reste du livre nous apporte l'exposé des thèses économiques personnelles de l'auteur et dont il affirme que l'application réaliserait le régime inca, lequel est, pour lui, le meilleur de tous.

M. Bonthoux développe ainsi l'idée que les émissions de rente constituant de l'inflation au même titre que celle de la monnaie, il faut, de toute nécessité, et sans délai, rembourser les rentiers par des billets de banque qu'on fabriquera tout exprès. Au surplus, c'est sur les émissions continues de monnaie que repose la pièce maîtresse du système inca : le crédit gratuit. Pour empêcher l'inflation de bouleverser le niveau des prix, l'auteur préconise un prélèvement massif sur la fortune. Il demande en outre l'assurance obligatoire (vie et incendie) et monopolisée par l'Etat, et la suppression du commerce, qui serait remplacé exclusivement par des coopératives et par des services municipaux.

L'auteur qui n'a, visiblement, aucune culture économique, a jeté, en vrac, dans son livre toutes les idées, justes ou aventurées, que lui a suggérées une passion, qu'on devine sincère, du bien public. Mais les historiens de l'économie péruvienne pourront se dispenser de mentionner ce livre dans leur bibliographie, malgré son titre pourtant si précis.

R. P.

*
**

LOUIS CAZAMIAN. — *Ce qu'il faut connaître de l'âme anglaise.* (Paris, Boivin, 1927, in-12, 160 pp.)

Connaître l'âme d'un peuple, même quand on en fait partie, est chose malaisée. C'est qu'à vrai dire on s'efforce, en pareil cas, de trouver au modèle étudié des traits originaux et des caractères cohérents, complémentaires, alors que souvent un peuple, plus encore qu'un individu, n'offre qu'une psychologie sans traits spécifiques et surtout sans aucune logique.

Si le peuple anglais possède des caractéristiques mentales bien accusées, tels que le réalisme, la foi dans sa mission, l'esprit d'équipe et de tradition, et d'autres encore, en revanche sa psychologie nous apparaît pleine de contradictions déconcertantes. Nous comprenons mal ses sentiments parce qu'il ne les exprime pas sur le même mode que nous ; nous l'accusons parfois d'insincérité parce que ses complexes psychologiques ne sont pas composés des mêmes éléments que les nôtres et, dès lors, nous paraissent feints, étant, pour notre esprit, entachés de contrariétés.

Aussi la tâche de nous dépeindre l'âme de ce grand peuple, d'en démonter le mécanisme, d'en faire apercevoir l'harmonie propre et de la rendre pleinement sympathique était-elle difficile et exigeait-elle, à côté d'une connaissance approfondie de l'histoire et de la société anglaises, un don de psychologie véritable. M. Cazamian, dont les beaux livres sur la littérature et la vie britanniques font autorité, s'est acquitté de cette tâche de la plus heureuse façon et son ouvrage, destiné au grand public, travaillera, sans aucun doute, à la compréhension morale des deux peuples anglais et français.

R. P.

*
**

G. CIORICEANU. — *La Dette publique de la Roumanie.* (Paris, Giard, 1927, in-8, 119 pp.)

L'auteur, qui est un spécialiste des questions financières, ne se borne pas dans ce livre à examiner la structure juridique de la dette roumaine : il en expose amplement l'aspect économique.

La dette roumaine d'avant la guerre a eu pour objet l'outillage national, la dette d'après-guerre, la reconstitution des régions dévastées, l'unification monétaire et la réforme agraire. Au total, elle n'atteint pas 4 milliards de francs-or, mais si faible que ce chiffre puisse paraître, il est considérable, eu égard au rendement que la Roumanie a retiré de ses nombreux emprunts et relativement à la faible capacité contributive de ses habitants.

M. Cioriceanu ne se fait pas faute de critiquer la prodigalité des divers gouvernements roumains, l'absence de méthode avec laquelle ils ont endetté le pays, l'inopportunité des mesures fiscales qui entravent la production et le commerce. Il conclut, fort justement, que la Roumanie ne pourra supporter sa dette que si elle restaure sa monnaie et si elle améliore sa production et sa balance des comptes, toujours déficitaire.

R. P.

*
**

JACQUES CROKAERT. — *La Méditerranée américaine. L'expansion des Etats-Unis dans la mer des Antilles*. Préface de M. Jaspar, premier ministre et ministre des Colonies de Belgique. (Paris, Payot, 1927, 1 vol. in-8 de 273 pp. avec une carte.)

Le livre excellent de M. Crokaert n'est pas fondé seulement sur de solides études historiques ; il est aussi le témoignage d'un voyageur qui a parcouru les rives et les îles de la mer des Caraïbes, un voyageur qui sait voir et faire voir.

Il a parfaitement discerné l'importance mondiale de la mer des Antilles et la continuité de l'effort nord-américain pour l'encercler et la dominer. Il ne méconnaît ni la grandeur, ni les aspects favorables, ni non plus les faiblesses et les brutalités de cet effort. Il fait, en tout cas, parfaitement sentir comment celui-ci s'applique à des terres et à des peuples sur lesquels la colonisation espagnole et française a laissé des traces ineffaçables, en créant des civilisations d'une originalité savoureuse et d'une vitalité insoupçonnée.

E. L.

*
**

K. DIEHL et P. MOMBERT. — *Ausgewählte Lesestücke zum Studium der Politischen Ökonomie*, t. I et X (« Vom Geld »), XVIII-XIX (« Valuta »), XX (« Arbeiter und Maschine ») (G. Braun, éditeur, Karlsruhe i. B.)

La collection de morceaux choisis des professeurs Diehl et Mombert a obtenu à bon droit le plus grand succès ; certains de ces volumes n'ont pas eu moins de quatre éditions. Le plan de la collection est simple : chaque volume (ou plusieurs d'entre eux) est consacré à une seule partie de la science économique (par exemple, la monnaie, la population, la rente, les crises, etc.) et reproduit les textes les plus intéressants des auteurs anciens, ou même modernes, sur la question. Une introduction précède chaque volume. A notre sentiment, il eût été peut-être désirable, étant donné le but didactique de la collection, que MM. Diehl et Mombert eussent pris un peu plus position à l'égard des textes, en ne craignant pas de les munir de notes, d'observations critiques, etc. ; à tout le moins, sous sa forme actuelle, chaque volume est-il empreint d'un grand esprit d'impartialité.

Voici, à titre d'exemple, un aperçu des tomes I et X, qui traitent de la monnaie. Le tome I contient : trois textes mercantilistes (Hornigh, Justi, Mun), deux textes défendant la théorie quantitative (Hume, et l'admirable *Haut prix des lingots* de Ricardo), deux textes où est exposée la théorie du coût de production (Senior, J. Helferich), un texte du métalliste K. Kniès, enfin une conférence de Knapp, qui donne un aperçu de sa théorie étatiste. Le tome X, abandonnant la théorie pure, est consacré à des théories plus concrètes ; on y trouve un texte de Law, une défense du bimétallisme (Wolowski) et du monométallisme-or (Bamberger), l'exposé du principe de banque (Fullarton et A. Wagner) et du principe de circulation (S.-J. Loyd), un plaidoyer en faveur de la liberté et de la décentralisation des banques

d'émission (Horn) ou de la réglementation de celles-ci (Wolowski), enfin la reproduction presque *in extenso* du petit chef d'œuvre de Goschen sur les changes étrangers.

En somme, cette intéressante anthologie économique est susceptible d'intéresser d'autres encore que les seuls étudiants.

G.-H. B.

LOUIS FRANCK : *La stabilisation monétaire en Belgique* (Paris, Payot, 1927, in-8, 172 pp.). — EMILE HOFFMANN : *La stabilisation du franc belge* (Lille, éd. du *Mercure de Flandre*, 1927, in-8, 180 pp.). — HENRI FOURNIER : *La réforme monétaire et financière en Belgique* (Paris, Giard, 1927, in-8, 262 pp.).

Ces trois ouvrages, parus à quelques semaines d'intervalle, traitent d'un même sujet d'actualité d'une manière assez différente. L'analyse des faits relatifs à la réforme monétaire se retrouve dans chacun d'eux, moins systématique chez M. Franck que chez les deux autres auteurs, moins complète chez M. Hoffmann que chez M. Fournier, parce qu'ayant consacré un autre et très estimable ouvrage à la première tentative de stabilisation monétaire en Belgique, il n'a pas jugé utile de reprendre dans son deuxième livre les développements contenus dans le précédent.

Mais ces ouvrages se distinguent encore par leur structure et par leur ton, comme aussi par leur portée. M. Louis Franck, parlementaire belge qui prit une part active à la lutte contre le cabinet Pouillet et contre le plan financier de stabilisation du ministre Janssen, qui dirige aujourd'hui la Banque nationale de Belgique, après avoir inspiré à M. Francqui les principales directives de son plan financier, M. Franck nous a donné un livre qui est une polémique et une apologétique. L'auteur reproduit ses discours au Parlement belge, ses lettres ouvertes au ministre des Finances qu'il combattait, et il est amené à faire l'éloge constant du système monétaire actuel de la Belgique. Son livre est très vivant et possède l'intérêt prenant de tout ouvrage écrit par un homme qui a participé lui-même aux événements qu'il étudie. On songe, en le lisant, à ces Mémoires de Gaudin, duc de Gaète, récemment réédités, et dont nous avons parlé ici même.

Quant à M. Hoffmann, écrivain indépendant, lui aussi donne parfois à son exposé une allure critique assez combative. Son analyse du mécanisme technique de la réforme belge est d'une précision qui ne laisse rien à désirer. Mais si ses conclusions sont écourtées et comme absentes, en revanche, il ne laisse pas, au cours du livre, d'exprimer assez vivement son opinion sur les choses et les gens. Il s'en faut qu'il partage l'admiration de M. Franck pour le système monétaire adopté par le cabinet Francqui. Ce qu'il y a de bon dans ce système, selon lui, c'est ce qui a été emprunté au plan Janssen ; mais alors que celui-ci considérerait surtout le côté social de la stabilisation, M. Francqui n'a voulu considérer que la question de production nationale. Il a stabilisé, mais à quel prix ! dit M. Hoffmann, comme un humoriste disait d'un haut personnage : « Il est arrivé, mais dans quel état ! » M. Francqui, nous dit l'auteur (p. 43), s'est mis du côté du plus fort et a délibérément sacrifié, « stabilisé dans la ruine »

(p. 98) les petits, les ouvriers, les rentiers. Pour avoir négligé le problème des prix, il a d'ailleurs préparé, sans doute, les plus graves mécomptes aux industriels eux-mêmes.

M. Fournier ne manifeste pas de telles sévérités, et son livre est écrit avec une modération de ton parfaite. Nous ne pouvons que louer son analyse minutieuse autant qu'élégante des diverses phases de la restauration monétaire en Belgique. Il apprécie avec justesse les causes qui ont entraîné l'échec de la première tentative, et surtout il montre que l'expérience ne fut pas entièrement perdue, et que le second système belge a largement profité du précédent, quelque passagère qu'en ait été la durée. L'un des principaux mérites du livre de M. Fournier consiste aussi en ce qu'il a procédé à une enquête directe sur les conséquences économiques de la réforme ; il a interrogé des chefs d'entreprises, des financiers, des dirigeants de coopératives et de syndicats, des administrateurs de services publics, et la partie de son ouvrage où il relate les résultats de ses recherches est entièrement neuve dans la littérature, pourtant abondante, du sujet. R. P.

*
**

GASTON GIUSTINIANI. — *Le Commerce et l'Industrie devant la dépréciation et la stabilisation monétaire* (sic). *L'expérience allemande*. (Paris, Alcan, 1927, in-8, xxi-211 pp.)

L'auteur, particulièrement bien placé par ses fonctions d'ingénieur à la Micum (mission interalliée de contrôle des usines et des mines), pour observer la vie économique de l'Allemagne, apporte dans son livre une étude très objective et très documentée des effets de l'inflation, de la restauration monétaire et de la politique de rationalisation qui se sont succédé chez nos voisins depuis quelques années.

Les crises se sont développées là-bas en quelque sorte par emboîtement, l'inflation est née du désordre des finances de guerre, mais les industriels et les pouvoirs publics ayant profité de l'inflation pour augmenter la capacité de production des entreprises et du pays très au delà des facultés d'absorption du marché intérieur et des clients étrangers de produits allemands, il s'en est suivi une crise de réadaptation, dans laquelle les causes purement monétaires se doublaient d'influences économiques.

Dans ces circonstances imprévues par leur nouveauté autant que par les proportions des événements, l'Allemagne a su faire preuve d'une grande souplesse. Non seulement tels individus à l'esprit pénétrant, comme ce Michael dont M. Giustiniani oppose la politique à celle de Stinnes, mais des collectivités, de grandes institutions bancaires ont su comprendre le sens des événements et, jusqu'à un certain point, les diriger ou tout au moins les utiliser. Le rôle des banques dans la liquidation de l'expérience inflationniste a été particulièrement bien saisi et mis en valeur par l'auteur.

Ses chapitres principaux nous montrent l'influence de la dépréciation monétaire sur le prix de revient et sur les fonds de roulement, les aspects économiques de la fuite devant le mark, les causes et les modalités de la politique d'intégration, les conséquences de la stabilisation monétaire sur les prix et, en général, sur l'organisation industrielle.

Pour conclure, M. Giustiniani reconnaît que l'évolution ainsi parcourue par l'Allemagne lui est particulière, qu'il faut se défier des raisonnements analogiques qui transposeraient les observations faites sur le Reich en prévisions appliquées à l'avenir possible d'autres pays. Il montre notamment que la politique de rationalisation actuellement pratiquée en Allemagne et que l'on prône parfois un peu aveuglément chez nous, est moins strictement nécessaire en France qu'au delà du Rhin, car notre industrie est loin de s'être développée d'une manière aussi irrationnelle que l'a fait l'industrie allemande pendant les troubles de l'inflation. La conclusion est bonne à retenir, comme l'ouvrage qu'elle clôt est bon à consulter sur de très nombreux points.

R. P.

**

PAUL HARSIN. — *Contribution à l'étude du Système de Law*. (Annales de la Société Scientifique de Bruxelles, Paris et Louvain, 1927, in-8, 39 pp.)

Notre collaborateur, M. P. Harsin, a retrouvé, au cours des recherches qu'il effectue sur la vie et l'œuvre de Law, deux Mémoires inédits du grand financier. Le premier est un projet de réforme fiscale applicable à la France et rédigé en 1719 ; signalé par divers auteurs, tels que Lemontey, Levasseur, Vignes, Marion, il n'avait pas encore été mis au jour. Sous le titre de *Mémoire sur le denier royal*, c'est un projet de remplacement des impôts existants par une contribution assise sur la valeur en capital de la fortune immobilière ; un excellent exposé des principes d'une saine administration des finances le précède.

L'autre mémoire, entièrement inconnu, semble postérieur à la chute du Système, et aurait été composé probablement en 1723. C'est une justification des idées de Law, avec un examen de la situation économique laissée par l'échec du Système et des possibilités de relever la Compagnie des Indes. Law y reconnaît les erreurs qu'il avait pu commettre dans la conception ou dans l'exécution de ses idées et, notamment, renonce à l'idée du crédit forcé. La publication *in extenso* de ces deux mémoires, dont des copies existent aux Archives Nationales et dans les dépôts des Affaires étrangères, apporte une intéressante contribution à l'histoire financière de la Régence. Notons toutefois que M. Harsin, qui paraît n'avoir trouvé ces documents que par hasard et au cours de laborieuses recherches, eût pu les consulter le plus simplement du monde à la Bibliothèque nationale, dans le manuscrit français n° 776, qui contient, nous le lui signalons avec plaisir, encore bien d'autres pièces curieuses sur Law et sur le Système.

R. P.

**

N. LÉNINE et G. ZINOVIEF. — *Contre le courant*, t. I (1914-1915). (Bureau d'éditions, de diffusion et de publicité, 1926, 1 vol. in-8° de 283 pp., 20 francs.)

Ce volume constitue le recueil des articles écrits par Lénine et Zinovief pendant la guerre, de septembre 1914 à octobre 1915, c'est-à-

dire jusqu'à la Conférence de Zimmerwald exclusivement. Les autres volumes continueront cette collection jusqu'à février 1917.

L'intérêt historique et doctrinal de ces articles est très considérable. C'est en effet pendant cette période de guerre que s'est formée la troisième Internationale bolcheviste et que s'est constituée, dans ses thèmes essentiels, la critique impitoyable, menée depuis par le bolchevisme, contre la doctrine, la tactique et la politique socialdémocrates.

Il faut particulièrement noter la vigueur avec laquelle sont dénoncés, dans les articles de cette première période de la guerre, la désagrégation idéologique de la Sozialdemokratie allemande, le vote unanime des crédits de guerre par les députés socialdémocrates au Reichstag, le chauvinisme de Kautsky et de Haase (pp. 16-17), et les ruses doctrinales par lesquelles les théoriciens de la Sozialdemokratie allemande et leurs disciples à l'étranger tentaient de masquer cette retentissante faillite.

E. L.

■
**

EMMANUEL LÉVY. — *La Vision socialiste du Droit*. (Collection internationale des Juristes populaires, Paris, Giard, 1926, 1 vol. in-12 de 173 pp.)

M. Edouard Lambert, professeur à la Faculté de droit de Lyon, présente, dans une vibrante et chaleureuse préface, l'œuvre de son collègue, « l'écrivain qui a été en France le constructeur de doctrines juridiques du socialisme », l'émule et le continuateur de Ferdinand Lassalle. La pensée, forte et audacieuse, du juriste lyonnais s'est exprimée dans des fragments qui s'échelonnent de 1896 à 1922 : ce sont ces fragments, parfois détachés de plus amples développements, que l'on trouvera réunis dans ce petit livre : *la Transmission, la Confiance, la Logique, l'Affirmation du droit collectif, l'Attente, la Créance, le Crédit, Droit naturel, et la Mesure*.

E. L.

■
**

L. LÉVY-BRUHL. — *L'Ame primitive*. (Paris, Alcan, 1927, in-8°, 451 pp.)

Continuant ses remarquables travaux sur la mentalité primitive, M. Lévy-Bruhl examine, dans cet ouvrage, la manière dont les primitifs se représentent leur individualité. Comment se représentent-ils leur vie, leur âme, leur personne ? A vrai dire, les représentations qu'ils en ont sont extrêmement confuses pour nous. La « loi de participation », si bien dégagée par l'auteur dans ses précédents volumes, joue ici à plein. Pour la mentalité primitive, les limites de l'individu sont variables et mal définies ; elle attache une importance particulière aux « appartenances », c'est-à-dire aux objets qui ont pris contact avec l'individu, aliments dont la consommation est restée inachevée, vêtements portés, aux parcelles de son corps qui s'en sont détachées, cheveux, ongles, à l'ombre, au reflet, etc., et, dans de nombreux cas, ces appartenances sont considérées comme le double de l'individu et peuvent se substituer à lui. Dans l'esprit du primitif, l'individualité se concilie sans peine avec la multiprésence ; elle n'est

pas détruite par la mort et les défunts vivent simplement sur un autre plan, mêlés aux vivants.

M. Lévy-Bruhl a, comme de coutume, apporté une masse considérable de faits et d'observations positifs pour en extraire les explications qu'il présente et qui nous font pénétrer plus avant avec lui dans la connaissance de l'étrange psychologie des primitifs, tout en jetant parfois des lumières curieuses sur les survivances de cette mentalité jusque chez les êtres évolués de nos civilisations.

R. P.

**

CH. LORTSCH. — *La Hongrie économique et les intérêts français en Hongrie*. (Paris, Giard, 1927, in-12, xv-178 pp.)

Exposé statistique et descriptif des ressources économiques de la Hongrie, de son commerce extérieur, de son organisation ferroviaire et bancaire, précédé d'une préface de M. G. Blondel et suivi du texte complet de la convention commerciale franco-hongroise du 13 octobre 1925.

**

MALECZYNSKI (KAROL). — *Najstarsze targi w Polsce i stosunek ich do miast juzed kolonizacja na prawie memieckiem* (Les plus anciens marchés en Pologne et leur rapport avec les villes avant la colonisation d'après le droit allemand). (Lwow, 1926, 204 pp. et une carte.)

Les différents problèmes concernant l'histoire du commerce en Pologne avant l'organisation des villes d'après le droit allemand, c'est-à-dire avant le XIII^e siècle, ont été étudiés par plusieurs auteurs, mais toujours d'une manière accidentelle. A part quelques exceptions se rapportant aux voies commerciales, les monographies spéciales concernant ce sujet faisaient défaut.

La provenance et l'organisation primitive des marchés polonais au XI^e siècle et au commencement du XIII^e forment l'objet principal du travail de l'auteur. Les X^e et XI^e siècles, sauf de rares exceptions, ont dû, faute de sources, être omis.

Les notions sur les marchés qu'on trouve dans les documents du XI^e siècle prouvent qu'ils existaient alors depuis longtemps, mais les dates de leurs fondations nous sont inconnues. Ce n'est que dans quelques cas qu'il est permis de supposer que ces marchés existaient déjà avant l'introduction du christianisme en Pologne, dans les centres du paganisme. Les marchés les plus importants se trouvaient sur les principales voies commerciales de transit international. La plus importante de ces voies était la route qui passait par Breslau et Cracovie et qui reliait l'Allemagne méridionale à la Russie méridionale, et dont l'existence peut être prouvée vers le commencement du X^e siècle. Beaucoup moins nombreux étaient les marchés fondés dans les localités possédant une production minière ou industrielle importante, ou au moins dépassant la demande locale.

Les marchés du XI^e siècle étaient situés sur les domaines du souverain, de l'Eglise et des seigneurs laïques. Il semble que l'organisation de ces plus anciens marchés dépendait uniquement du seigneur,

propriétaire dudit domaine. Les plus anciennes notions sur l'organisation du marché par l'autorité souveraine sur les domaines non princiers datent de 1212.

Les villes (*civitates, urbes*) au XI^e et XII^e siècles étant très peu nombreuses, la plupart des marchés devaient être constitués dans les villages (*villa forenses*). Une partie considérable de ces villages s'élevèrent, au cours du XIII^e et XIV^e siècles, au rang des villes. L'octroi d'une charte de franchises municipales, qui souvent coïncidait avec l'immigration allemande, ouvre une nouvelle ère dans l'histoire de ces localités. Environ 70 % des anciens marchés du XII^e et du commencement du XIII^e siècle sont nommés par les sources de la première moitié du XVI^e siècle *oppido* ou *civitates* et forment des villes.

Ce fait prouve que le grand mouvement de la formation des villes au XIII^e siècle ne présente qu'une sorte de règlement juridique d'une évolution économique antérieure à l'époque de l'immigration allemande.

Sans doute, l'auteur n'a pas épuisé le sujet, mais il est certain qu'il a avancé considérablement nos connaissances sur l'organisation du commerce polonais antérieure au XIII^e siècle.

J. RUTKOWSKI.

ROBERT MICHELS. — *Sozialismus in Italien*. (G. Braun, Karlsruhe i. B., 1925, xx-419 pp.)

ROBERT MICHELS. — *Sozialismus und Faschismus*. (G. Braun, Karlsruhe i. B., 1925, vi-339 pp.)

E. VON BECKERATH. — *Wesen und Werden der faschistischen Staates*. (J. Springer, Berlin, 1927, 155 pp.)

Voici trois bons livres allemands sur l'Italie. Les deux premiers sont du professeur Michels. Cet auteur, qui est d'une grande fécondité, publie des ouvrages toujours vivants et intéressants ; ses connaissances bibliographiques sont prodigieuses. Spécialiste de l'histoire du socialisme en Italie, il a réuni dans ces deux volumes un certain nombre d'études dont l'ensemble manque seulement un peu d'unité, mais qu'on lit avec plaisir. Dans le premier, il traite du socialisme ouvrier en Italie depuis ses origines jusqu'en 1907. L'influence de Bakounine, en particulier, y est fort bien exposée. La partie de cet ouvrage consacrée à l'influence des intellectuels dans le parti et à l'importance du facteur moral dans sa politique (pp. 151-310) est très remarquable. Dans le second volume, les sujets suivants sont traités : les origines du socialisme national italien (C. Pisacane et G. Garibaldi), bien différent du fascisme actuel, la naissance de l'impérialisme italien, son fondement démographique, les diverses formes de cet impérialisme (1), quelques aspects du bolchevisme italien (1920), et enfin

(1) Je me permets de relever en passant une toute petite erreur du professeur Michels : analysant ce que l'on pourrait nommer les « mythes » nationalistes des divers peuples, il écrit que « le chauvin français souhaite le rétablissement de l'empire napoléonien » (p. 159). Ceci me paraît inexact, le « mythe napoléonien » n'existe presque pas en France, et ce grand homme est plus admiré à l'étranger qu'en France. Le nationalisme ou le chauvinisme français se réclame de Jules César, de Louis XIV, de la Révolution, mais pas de Napoléon.

l'avènement du fascisme, sur lequel l'auteur ne s'appesantit pas beaucoup.

L'ouvrage du professeur von Beckerath, de l'Université de Cologne, est au contraire consacré seulement au fascisme. C'est une étude profonde et très objective, auquel je reprocherai seulement d'avoir un plan parfois un peu obscur. Dans le fond, von Beckerath a très bien analysé les facteurs de la vie politique italienne après la guerre. Il fait un remarquable parallèle sociologique entre l'Italie et la Russie, au point de vue des chances de développement du bolchevisme. La politique de Giolitti est très finement expliquée (pp. 3, 37, etc.). L'auteur étudie ensuite la théorie et l'action fascistes de ses origines jusqu'en 1926, en ayant le grand mérite de clairement distinguer entre l'une et l'autre. Il est un point seulement sur lequel je ne partage pas l'opinion de l'auteur. Sa théorie sur les causes de l'avènement du fascisme peut se résumer ainsi (p. 16) : après 1920, le socialisme et le bolchevisme n'avaient plus de chances en Italie, mais les classes moyennes inorganisées étaient encore pleines de peur et avides de vengeance, et alors le destin a voulu que « cette armée sans chef put trouver un chef [de génie] sans armée ». Pour ma part, je ne puis admettre que le socialisme eût déjà dit, en 1920, son dernier mot. En 1922 encore, l'Italie était dans un état d'anarchie où les socialistes commandaient d'un côté, les fascistes de l'autre, etc., ce que Pareto a caractérisé comme l'« effritement du pouvoir central » (*Sgretolamento del potere centrale*) et ce que von Beckerath ne manque pas au surplus de relever (pp. 39, 42, etc.). Pour qui a suivi les événements, il est certain que le socialisme, le bolchevisme, le syndicalisme rouge (peu important les mots) n'ont été réduits que par la force. En août 1922, on s'est battu avec rage à San Pier d'Arena, à Modène et en combien d'autres lieux ! Sans doute, les forces révolutionnaires étaient-elles alors moins puissantes qu'en 1920, mais on ne saurait comparer leur état à celui des mêmes partis en France, en Allemagne, en Hollande, etc., où le socialisme n'avait plus d'influence réelle après la crise économique de 1920-1921.

Quoi qu'il en soit, on lira avec fruit l'ouvrage de von Beckerath pour y apprendre comment le fascisme, tout en évoluant, s'est peu à peu débarrassé de ses adversaires, et aspire maintenant à absorber l'Etat tout entier par la confusion de la nation et du parti. Dans la conclusion de son livre, l'auteur, qui a étudié sans haine et aussi sans passion son sujet, estime qu'une renaissance de l'Etat autoritaire dans d'autres contrées de l'Europe occidentale n'est pas invraisemblable.

Il est à souhaiter que d'autres auteurs sachent imiter l'impartialité du professeur von Beckerath dans son livre si bien documenté.

G.-H. B.



JEAN PAIN. — *Le Duel des sexes*. (Paris, Ed. Radot, 1927, in-12, 222 pp.)

Sous ce titre un peu tapageur, l'auteur nous donne un livre sérieux, voire austère. Son but est de rechercher les causes et l'explication des inégalités sociales qui frappent la femme. Il expose d'abord les doctrines qui prétendent en rendre compte par l'infériorité physique et

psychologique de la femme ou par ce fait que sa mission essentielle consisterait à garder le foyer et élever les enfants.

M. J. Pain s'attache à montrer la faiblesse, les contradictions et surtout la non-conformité de ces doctrines avec la réalité biologique ou historique. Selon lui, l'infériorité imposée à la femme dans les civilisations primitives et qui s'est conservée jusqu'à nos jours provient d'idées très anciennes relatives à la morale sexuelle, au tabou du sang, de la maternité, de la *copulatio carnalis*, comme disent les canonistes. Et, dans les démonstrations de M. Pain, on voit la sociologie durkheimienne s'allier à la psychologie freudienne. Pour conclure, il avance que c'est par une participation plus grande à la vie professionnelle et productive que la femme pourra conquérir la pleine égalité sociale. Ce livre, écrit pour le grand public, pose très objectivement le problème fondamental du féminisme.

R. P.

*
**

CHARLES PORÉE. — *Cahier des Curés et des Communautés ecclésiastiques du Bailliage d'Auxerre*, collection des documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française. (Paris, Leroux, 1927, in-8.)

M. Porée, archiviste de l'Yonne, a publié les cahiers qui ont été rédigés en 1789 par les curés et communautés ecclésiastiques du bailliage d'Auxerre avant la réunion de l'assemblée bailliagère en vue de la rédaction du cahier général du clergé du bailliage. C'est la première fois qu'un document de cette nature est publié. Il ne serait pas impossible, ainsi que le suggère M. Porée, de trouver dans les archives des chambres ecclésiastiques des autres bailliages des documents similaires. La nouveauté de cette publication mérite d'être notée et d'être citée en exemple aux archivistes départementaux.

Dans une introduction faite avec la plus grande conscience et la plus scrupuleuse minutie, M. Porée décrit la situation morale et économique du clergé du bailliage d'Auxerre à la veille de la Révolution et procède à un examen critique du pouillé officiel du clergé de 1781, d'où il ressort que le clergé, pour diminuer sa quote-part dans la contribution des décimes, sous-estimait ses revenus, puis il nous montre les manœuvres électorales qui aboutirent à l'élection de M^{re} de Cicé, qui fut nommé à une faible majorité contre le représentant du bas clergé, favorable aux revendications du Tiers-Etat et à la réforme des abus de l'Eglise.

Les cahiers des curés sont à cet égard tout à fait intéressants et nous font pénétrer dans la vie intime des paroisses. Nous y voyons que l'esprit janséniste y est encore vivant et qu'il s'élève encore des protestations contre le formulaire d'Alexandre VI. Nous relevons dans ces cahiers des doléances pour l'inapplication de la déclaration de 1682 contre le despotisme épiscopal, consacré par l'édit d'avril 1695 « contraire aux saints canons et au pouvoir de juridiction des curés », des vœux pour la convocation régulière de conciles provinciaux, pour l'abolition des commendes, des résignations *in favorem*, pour l'abolition de l'édit de 1787, qui établit la préséance du syndic laïque sur le curé dans les assemblées municipales.

En ce qui concerne la situation matérielle du clergé, M. Porée montre dans son introduction que la situation des curés à portion congrue était généralement lamentable ; mais il serait inexact de croire que le décimateur jouissait toujours de gros revenus, soit parce que les contribuables, pour se soustraire à la dîme, avaient changé la nature des cultures, soit parce que le curé décimateur avait lui-même aliéné sa dîme. M. Porée semble établir que, sauf de rares exceptions, la dîme constituait le revenu normal du curé.

Aussi s'explique-t-on les doléances contre l'inégale répartition des dîmes, contre l'attribution de dîmes à d'autres personnes que des curés, contre l'absence de maison de retraite pour les anciens curés.

En outre, le bas clergé, qui semble avoir été plus lourdement frappé par la contribution des décimes ecclésiastiques que le haut clergé, en rendait responsable le bureau diocésain chargé d'assurer la répartition. M. Porée établit, il est vrai, que si ce bureau ménageait certains contribuables à l'excès, la répartition était généralement assez équitable. Aussi nous expliquons-nous pourquoi les curés sont généralement favorables au principe de l'égalité devant l'impôt. La réforme de la justice, la gratuité de l'instruction primaire, la lutte contre le paupérisme, l'autonomie provinciale et communale sont réclamés dans de nombreux cahiers.

Le clergé demande aussi au pouvoir de lutter contre l'irrégion et exprime toute sa confiance au roi, qui veut collaborer loyalement avec la nation.

Après avoir minutieusement analysé les cahiers, M. Porée montre la revision qui en a été faite par M^{re} de Cicé, qui, après avoir élagué tout ce qui avait une tendance un peu gallicane, a conservé la plupart des vœux de réforme exprimés par les curés, afin de faire admettre le principe du vote par ordre et de la conservation des biens du clergé.

EDGAR BLUM.

G. RENARD. — *Le Droit, l'Ordre et la Raison*. (Paris, Sirey, 1927, in-12, XXIII-432 pp.)

Cet ouvrage est le troisième volume d'une Introduction philosophique à l'étude du droit que l'auteur édifie, depuis plusieurs années, dans un cours public favorablement accueilli par ses auditeurs nancéens.

Après avoir examiné les rapports du droit avec la justice et la volonté, d'une part, avec la logique et le bon sens, de l'autre, il entreprend de donner ici une théorie du droit naturel fondée sur la raison et garantie par l'ordre divin. C'est la métaphysique de saint Thomas d'Aquin qui fait le fond de la doctrine de M. G. Renard, mais il se garde bien de dogmatiser, et sa notion du droit naturel à contenu progressif, de l'ordre idéal que la raison humaine poursuit en une incessante recherche, que les sociétés s'efforcent d'incorporer à leurs lois, aurait de quoi satisfaire plus d'un partisan de l'évolutionnisme. Pourtant, l'auteur se défend bien d'avoir rien de commun tant avec les doctrines positivistes qu'avec le subjectivisme kantien. Mais si l'on fait abstraction de ses postulats métaphysiques, voire théologiques, et de tout le finalisme dont sa doctrine est imprégnée, on doit

constater que son analyse des phénomènes d'ordre juridique, que sa psychologie du droit diffèrent peu de celles des écoles qui lui apparaissent comme ses adversaires les plus qualifiés.

Si nous avons ici à prendre parti dans les controverses philosophiques sur les origines de l'idée de droit, il est vraisemblable que nous ne souscririons pas aux doctrines de M. G. Renard, mais la science juridique peut, fort heureusement, progresser à l'écart de ces disputes. Ce n'en est pas moins un vif plaisir de suivre l'auteur parmi les combats d'idées ou les simples logomachies auxquels a donné lieu le sujet qu'il traitait. Son érudition ne s'arrête pas aux philosophes, elle embrasse aussi la théologie et les sciences naturelles et le lecteur ne quitte pas ce livre captivant, encore qu'un peu touffu, sans avoir beaucoup réfléchi et beaucoup appris.

R. P.

*
**

GEORGES MICHON. — *Correspondance de Maximilien et d'Augustin Robespierre*. (Société des Etudes robespierristes, Paris, Alcan, 1926, in-8.)

M. Michon s'est donné pour tâche de publier dans la Collection des Etudes robespierristes que dirige M. Mathiez la correspondance de Maximilien et d'Augustin Robespierre. L'auteur a eu le mérite de recueillir un certain nombre de lettres qui se sont trouvées dispersées dans les divers dépôts publics et collections privées, et nous ne pouvons que constater avec regret que cette correspondance, ainsi que nous le dit l'auteur, est tout à fait incomplète et qu'un grand nombre de lettres, qui seraient du plus haut intérêt pour éclairer l'histoire de la Révolution, ont dû être détruites sous la réaction thermidorienne.

Ce qui subsiste de cette correspondance ne laisse pas cependant d'être intéressant, notamment les documents qui nous montrent Robespierre à la Constituante jugeant ses collègues et particulièrement Mirabeau, dont le « caractère moral a ôté toute confiance ». Nous assistons au développement logique des tendances révolutionnaires de Robespierre en présence des violations des droits de l'homme par l'Assemblée Constituante. La correspondance privée donne l'impression du parfait honnête homme qui n'admet aucune compromission, qui ne transige pas avec les principes et, qui se révolte contre toute injustice. L'homme privé nous explique ici l'homme public. Cette rigidité n'empêche pas d'ailleurs Robespierre d'être un homme de cœur et de faire preuve souvent de sensibilité et de tendresse. Augustin Robespierre donne l'impression, dans sa correspondance, d'être le digne frère de Maximilien. Sa correspondance des armées d'Italie est tout à fait curieuse, notamment une lettre à son père du 16 germinal an II, où il rend compte de l'arrestation de Hoche et donne son opinion sur le patriote citoyen Buonaparte, dont il reconnaît le mérite transcendant, mais qui ne lui offre que la garantie d'avoir résisté aux carresses de Paoli et d'avoir laissé ravager des propriétés par ce « traître ».

EDGAR BLUM.

**

M.-N. ROY. — *La libération nationale des Indes*. (Editions sociales internationales, 1 vol. de 105 pp., 5 francs.)

Ce livre fait partie de l'abondante littérature communiste consacrée aux questions coloniales. Il traite « de la nécessité historique d'un parti de masse aux Indes ». Il se propose pour objet « de montrer la voie aux forces révolutionnaires nationalistes, d'indiquer les causes du déclin du nationalisme bourgeois, de mettre à jour la tendance au compromis que cache le radicalisme verbal des couches supérieures de la classe moyenne, d'indiquer la nécessité historique de la lutte pour l'indépendance et de décrire dans leurs lignes générales le programme et la force d'organisation que cette lutte devra forcément avoir dans ses étapes prochaines » (p. 4).

L'auteur étudie successivement la nouvelle politique économique de l'impérialisme britannique, la scission dans le parti *swaradjiste*, le développement de l'industrie et des tendances protectionnistes en Hindoustan, le développement et les tendances nouvelles du *swaradj*, qui admet la nécessité du maintien de l'Empire britannique, les formules de compromis entre le *swaradj* et le gouvernement, la formation du « bloc bourgeois » de Bombay. Il se pose la question de la possibilité d'un *Labour Party* hindou, et la résout par la négative. La conclusion d'analyses un peu confuses est que « l'avenir politique des Indes repose sur une intensification de la lutte pour la liberté nationale au nom d'un idéal démocratique révolutionnaire, et cette lutte devra être menée sous l'étendard d'un *parti du peuple*. Le prolétariat, guidé par son propre parti communiste, exercera l'hégémonie dans cette lutte révolutionnaire pour la liberté nationale démocratique ». En réalité, le programme communiste est, dans le temps et dans l'ordre d'importance, nettement subordonné au nationalisme.

E. L.

**

D. RIAZANOV. — *Marx et Engels*, Conférences faites aux cours de marxisme près l'Académie socialiste. (Bibliothèque marxiste n° 1, 1 vol. in-8° de 226 pp. Paris, Editions sociales internationales.)

D. Riazanov, directeur de l'Institut Marx et Engels de Moscou, et connu par de nombreuses études historiques sur le marxisme, s'est proposé de présenter, dans dix conférences de vulgarisation, la personne et l'œuvre de Karl Marx et de Friedrich Engels. La biographie, qui fait le fond de ces conférences, n'est point séparée d'un exposé sommaire, volontairement simplifié, des doctrines essentielles des fondateurs du marxisme. Et comme la biographie, fort heureusement, prédomine, une image beaucoup plus exacte que l'image traditionnelle de Marx et d'Engels apparaît : les praticiens de la politique, nationale et internationale, qu'ils ont été avant tout, et pour qui la théorie économique ou sociologique n'a jamais été que le guide de l'action, sont sur le devant de la scène.

Sur plusieurs points, sans fournir — vu le plan et la raison d'être de son ouvrage — un appareil critique à l'appui de ses thèses,

D. Riazanov, en utilisant ses recherches personnelles, a heureusement rectifié des erreurs docilement transcrites par tous les biographes de Marx. Son exposé de la genèse du *Manifeste Communiste* rétablit, contre Mehring et contre Engels lui-même, la vérité des faits,

Il faut aussi se féliciter que D. Riazanov mette en pleine lumière le rôle actif, toujours important, parfois prépondérant, d'Engels dans la formation du marxisme. Engels cesse d'être un *fidus Achates* touchant pour apparaître ce qu'il fut vraiment, un puissant organisateur d'idées et de mouvements. Son activité à l'origine de la deuxième Internationale est bien mise en relief.

Il va sans dire que l'exposé de D. Riazanov est strictement marxiste. Quand Marx est en conflit direct avec des adversaires, — même et surtout socialistes, — qu'il s'agisse de Proudhon, de Lasalle, de Schweitzer ou de Bakounine, c'est toujours Marx qui a raison, Riazanov n'esquive pas la discussion, mais celle-ci est toujours orientée vers son terme normal, qui est la justification du point de vue ou de l'attitude de Marx. Ce parti pris, une fois déterminé, ne fait que peu de tort à un exposé vivant et bien documenté.

Malheureusement, les erreurs de détail sont plus dangereuses pour le lecteur non informé auquel s'adresse surtout l'auteur. Le raccourci de la Révolution française que donne l'auteur (p. 15) n'est pas seulement tendancieux : il est aussi inexact, notamment quand D. Riazanov prend Danton pour un « girondin ».

E. L.

SEMOAEN. — *L'Indonésie a la parole. Le déclin de l'impérialisme hollandais*. (Paris, Editions sociales internationales, 59 pp., 2 francs.)

Etude rapide sur l'évolution économique des Indes néerlandaises, réquisitoire contre l'administration hollandaise, et surtout historique de la lutte pour l'indépendance, depuis la formation du *Bædi-Oetomo* javanais en 1903 jusqu'à la grève des cheminots de 1923, aux grèves révolutionnaires de Sourabaya en 1925, à la guérilla d'Atjeh en 1926. L'auteur prédit comme un événement proche l'écroulement de l'impérialisme néerlandais et l'avènement d'un Etat populaire indépendant d'Indonésie : on peut se demander ce qui ferait l'unité et ce qui assurerait la cohésion de cet Etat, dont les diverses parties (l'auteur y comprend la Nouvelle-Guinée !) sont des îles fort éloignées les unes des autres.

E. L.

MARGUERITE THIBERT. — *Le Féminisme dans le Socialisme français de 1830 à 1850*. (Paris, Giard, 1926, 1 vol. in-8° de 377 pp.)

M^{me} Thibert, dans une diligente et fructueuse enquête sur le socialisme français sous le règne de Louis-Philippe, a voulu dégager la théorie sociale du rôle de la femme et de sa destinée, telle qu'elle apparut aux diverses écoles socialistes qui proclamèrent à cette époque le grand principe de l'égalité des sexes. Elle a pensé en même temps, en suivant l'action personnelle des femmes à l'intérieur des écoles socialistes, mettre en lumière « un mouvement féministe

autonome, à tendance socialiste, d'où est sortie la pensée féministe moderne ».

M^{me} Thibert étudie donc successivement le féminisme *saint-simonien* (en distinguant soigneusement, comme il convient, la pensée de Saint-Simon des apports ultérieurs de l'Ecole), son évolution et son influence ; le féminisme *fourériste*, chez Fourier et dans l'école sociétaire ; la place de l'idée féministe dans le *communisme icarien*.

Mais les excès, les gaucheries et les extravagances auxquelles un féminisme mystique avait entraîné les socialistes déterminent une vive réaction, dont le socialisme subira le contre-coup. C'est ce que l'auteur exprime sous cette forme un peu schématique (p. 171) : « Proudhon, le grand perturbateur, vint opérer un brusque déclassement et rompre brutalement l'association fidèle du féminisme et du socialisme. » Mais il estime que l'offensive antiféministe de Proudhon n'a guère entamé le socialisme (p. 191).

Cependant, l'action féministe s'organise dans la pensée et dans la vie des femmes saint-simoniennes, qui constituent un groupement spécial, où dominent Claire Bazard, Clorinde Rogé, Suzanne Voilquin, Aglaé Saint-Hilaire. Des journaux, des revues féministes se fondent, avec une rédaction parfois exclusivement féminine. George Sand fournit un vivant symbole de l'émancipation féminine, tout en se tenant, assez orgueilleusement, en dehors de l'activité féministe. Flora Tristan, à laquelle M. J.-L. Puech a consacré un beau livre que M^{me} Thibert cite fréquemment, unit étroitement les deux apostolats auxquels elle a voué sa vie : le féministe et le socialiste. La Révolution de 1848 donne une impulsion nouvelle au mouvement féministe. Pauline Roland se lance dans le suffragisme. Jeanne Deroin et Désirée Gay publient la *Politique des femmes* et y défendent des thèses ou y présentent des revendications dont M^{me} Thibert souligne, en conclusion, l'actualité.

Il faut espérer que l'auteur de cette bonne étude, consciencieuse et précise, voudra poursuivre, de 1850 jusqu'à nos jours, l'histoire d'un mouvement d'idées dont elle a bien fait sentir la noblesse et la fécondité.

E. L.

J. STRIEDER. — *Studien zur geschichte kapitalistischer Organisationsformen*. (Duncker et Humblot, Munich, 1925, 2^e éd., 523 pp.)

Cette « contribution à l'histoire des entreprises capitalistes » paraît en seconde édition ; celle-ci ne diffère guère de la première (sauf par quelques études nouvelles concernant en particulier les Fugger). Ce volume mérite d'attirer l'attention de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire économique. Les partisans de la théorie historique trouveront chez Strieder de bonnes observations sur l'importance de l'industrie minière comme facteur de développement capitaliste dans l'Allemagne des xv^e et xvi^e siècles. On y trouvera aussi une foule d'idées intéressantes sur la politique de l'Etat et de l'Eglise, à l'égard du capitalisme naissant, et en particulier sur la difficulté où se trouvaient ces puissances d'accorder les faits avec leurs principes (p. 64 et suiv.). Les amateurs d'« origines » devront lire le chapitre 3 du livre I ; ils

pourront y voir comment les entreprises minières du xvi^e siècle constituaient déjà un microcosme de l'entreprise capitaliste moderne, avec tous ses problèmes (chômage, « prolétarisation », travail des enfants, réduction de la journée de travail, « listes noires » des patrons, syndicats patronaux, « truck-system », etc.). Le livre III est consacré à étudier, souvent d'après des documents inédits (l'auteur a utilisé les archives de Rome, Naples, Dantzig, Königsberg, Munich, Dresde, Vienne, etc.), les monopoles, les cartells et les sociétés par actions du Moyen âge et des temps modernes. L'histoire du cartell de l'alun, conclu en 1470, entre le Saint-Père et le roi des Deux-Siciles, est fort réjouissante. Se servant de ses armes spirituelles, le Pape lança l'anathème contre l'alun de son plus dangereux concurrent : le sultan de Turquie ! (p. 171).

G.-H. B.

**

G. WELTER. — *La France d'aujourd'hui. Agriculture, Industrie, Commerce.* (Paris, Payot, 1927, in-8°, xii-346 pp.)

L'auteur de ce livre ne se pique pas d'avoir écrit un ouvrage original, mais il le donne, dans son introduction, comme procédant d'une idée nouvelle. Rappelons cependant que M. Welter a eu des précurseurs, tels que de Foville, avec sa *France économique* (1889), et MM. de Lavergne et Henry, avec leur ouvrage analogue, paru en 1912. Mais 1912 est, pour notre économie nationale, un stade aussi périmé que 1889, et l'inventaire, forcément sommaire, mais précis et exact que M. Welter dresse de nos ressources économiques en 1927 est assuré de répondre à son objet pendant quelques années au moins. L'auteur, en s'aidant de nombreuses données statistiques, des enseignements de la géographie économique, de documents publiés ou privés, énumère les forces productives de la France, décrit son outillage économique, expose le mouvement et la situation de son commerce tant intérieur qu'extérieur. On trouvera là, réunis dans une classification commode, présentés avec clarté et sous une forme matérielle qui en facilite la consultation, une quantité de renseignements qu'on ne trouve, en général, qu'à l'état dispersé et cachés dans des publications encombrantes. C'est dire combien ce livre rendra service, comme aide-mémoire, à tous ceux qui ont à écrire ou à traiter de questions d'économie nationale. Il eût été plus utile encore, si M. Welter avait fourni ses références bibliographiques et donné une liste complète et méthodique des sources de son recueil. Souhaitons qu'une prochaine édition lui permette de combler cette regrettable lacune.

R. P.

**

WIDAJEWICZ (JÓZEF). — *Danina stotu ksiazecego w Polsce Piatowskiej* (Contributions en nature pour la table princière en Pologne à l'époque des Piasts). (Lwów, 1926, 80 pp.)

Le travail de M. Widajewicz est étroitement relié à un autre ouvrage du même auteur sur *Powotowe-poradlne, tribut de la population rurale à l'époque des Piasts* (1913). Tous les deux forment actuelle-

ment une contribution importante pour la connaissance de l'histoire des finances polonaises au XII^e et XIII^e siècles.

Les documents du XII^e et surtout du XIII^e siècle contiennent une quantité d'expressions concernant l'affranchissement des différents domaines grevés de charges au profit du souverain. On a essayé d'expliquer tous ces termes et expressions en supposant que chacun désignait une charge spéciale. La méthode de l'auteur est tout autre: il s'efforce de trouver tous les termes employés aux différentes époques et dans diverses régions pour les mêmes charges et de se rendre compte de l'évolution de chacune de ces charges. Les charges publiques des XII^e et XIII^e siècles étudiées d'après cette méthode formant un système assez simple et beaucoup moins compliqué qu'on ne le croyait autrefois.

Deux catégories essentielles sont à distinguer, selon l'auteur, parmi les charges dues par la population rurale au souverain. D'abord une sorte d'impôt foncier (*powotowe-paradlne*) payé en grain ou en argent et destiné à pourvoir aux différents besoins de l'Etat, et ensuite une autre catégorie d'impôt qui était payé suivant les maisons en différents objets et qui était destiné à l'entretien de la cour du souverain, de ses employés et de ses troupes. Ces dernières charges sont étudiées par l'auteur dans son second travail.

Ces charges sont connues sous le nom de *statio*. Il faut distinguer deux sortes de *statio*: l'une comme redevance périodique, et l'autre qui n'est qu'une redevance occasionnelle. La première était destinée à l'entretien du souverain et de sa cour pendant son séjour dans la capitale et dans ses châteaux et manoirs. Cette contribution était payée en volaille, miel, foin, etc., mais les objets les plus importants étaient le bétail destiné à l'abatage et connu sous le terme de *incisio* (en polonais *navzaz*). La population pauvre était chargée de payer sa *statio* sous forme de volaille, œufs, etc.; on l'appelait fouage (*podymne*). La population aisée payait sa *statio* en bétail, c'est-à-dire moutons, porcs, et dans quelques provinces, vaches; on l'appelait *podworowe*, qui en même temps formait une partie de la charge mentionnée dite *incisio*. Les bœufs, et dans quelques provinces, aussi les vaches, n'étaient pas perçus par les tenures, mais par les petits districts dits *opole*. Cette charge, connue sous le même nom de *opole*, forme l'autre partie de l'*incisio*.

La *statio*, comme charge occasionnelle, était destinée à l'entretien de la cour du souverain, de ses employés et serviteurs pendant les voyages et séjours en dehors de la capitale et des châteaux princiers. La population était obligée de préparer le logement (*pernoctatio*) et de fournir la nourriture pour les hommes et les animaux (chevaux, chiens de chasse).

Le commencement de cette organisation financière date du X^e siècle. Au XIII^e siècle, grâce à des immunités fréquentes, elle commence à décliner, pour tomber définitivement au XIV^e siècle.

J. RUTKOWSKI.

*
**

Ethos, revue bimensuelle de sociologie, d'histoire et de philosophie de la civilisation. (G. Braun, éd., Karlsruhe.)

Nous signalons volontiers cette revue, bien présentée, à ceux qu'intéresse la sociologie, conçue comme une discipline plutôt philosophique. On y trouvera des articles de fond, une Revue des Revues et une rubrique bibliographique assez complète.

G.-H. B.

*
**

L'Inflation. Discours prononcés en septembre 1790 à la tribune de l'Assemblée Constituante, par Mirabeau, etc., pour ou contre les assignats. (Paris, Ed. Laville, 29 bis, rue Demours, 1926, in-8, vi-208 pp.)

Dès le début de la Révolution, pour sortir de l'effroyable détresse financière où se débattait la France en 1789, on eut recours aux assignats. En décembre 1789, une émission de 400 millions fut décidée ; en septembre 1790, la Constituante fut saisie d'un projet tendant à émettre 2 milliards d'assignats gagés sur les biens nationaux. A cette occasion, une controverse prolongée et vive s'engagea. De fougueux partisans du papier-monnaie, comme Mirabeau, s'affrontèrent avec les économistes comme Dupont de Nemours et l'abbé Maury, qui exposaient les dangers auxquels on allait s'exposer en suivant une politique monétaire fatalement vouée à l'inflationnisme.

Ce sont les principaux discours prononcés à cette occasion qu'un ingénieux éditeur a eu la bonne idée de reproduire dans ce livre. Bon nombre de ces pages apparaissent comme étrangement actuelles et, sinon d'aujourd'hui, du moins d'hier. Sur l'inflation et ses périls, sur les relations entre le change et les diverses manifestations de l'activité nationale, sur les transferts de richesses et les bouleversements sociaux dus aux crises monétaires, sur l'emprise des créanciers étrangers et sur bien d'autres questions encore, ce livre apporte, en remettant au jour tant de pages oubliées, une leçon d'économie financière qui peut encore servir. Chaque texte est précédé d'une notice courte, mais substantielle sur son auteur, et le livre est agréablement présenté au point de vue typographique.

R. P.

*
**

Ruhrbesetzung u. Weltwirtschaft, publié par le prof. E. Schultze, avec la collaboration de G. Borgatta, G.-H. Bousquet, J. Buchsteed, E. Hantos, etc. (Gloekner, éd., Leipzig, 1927, 256 pp.)

Ce volume, auquel nous avons eu l'honneur de collaborer, est publié par le professeur Schultze, directeur de l'Institut d'Economie mondiale de Leipzig. Il a pour but d'étudier d'une façon strictement objective les répercussions économiques de l'occupation de la Ruhr dans les différents pays du monde. Ce programme a été observé sauf par le collaborateur belge, qui se livre à de profondes considérations sur ce que son pays « aurait dû » faire. Rendons au contraire hommage

à l'objectivité du docteur Wiedemann, syndic de la Chambre de commerce de Cologne, qui traite de l'Allemagne. Parmi les diverses études du volume, il faut signaler celle du professeur Borgatta : elle est un modèle de précision statistique.

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec le professeur Schulze, quoique les conclusions générales auxquelles il aboutit soient justes dans l'ensemble : en général, on peut dire que les conséquences économiques de l'occupation de la Ruhr ont été défavorables à tous les pays, malgré certaines exceptions. En particulier pour l'Allemagne, elle a été une catastrophe. Seulement, ces conséquences sont dues en majeure partie à l'occupation française et à la résistance passive de l'Allemagne.

Ce bilan de l'occupation de la Ruhr n'est pas seulement intéressant comme document économique contemporain ; c'est encore une étude expérimentale qui a un grand intérêt historique : elle nous montre quels sont les liens de mutuelle dépendance qui unissent entre eux certaines parties de l'équilibre économique mondial, et nous éclaire ainsi sur les rapports entre la réalité et la théorie mathématique due au grand Walras, rapports dont l'examen a été beaucoup trop négligé jusqu'ici.

G.-H. B.

*
**

La Suisse économique et sociale. (Publié par le département fédéral de l'Economie publique, 2 vol. in-8, 854 et 1102 pp., 1926.)

Signalons comme un modèle qu'il serait désirable de voir imiter par tous les gouvernements, la magnifique publication éditée par le gouvernement suisse. C'est un exposé détaillé et appuyé des documents les plus précis, de la situation économique et sociale de la Confédération.

Le premier volume contient d'abord la description de toutes les forces économiques de la Suisse : population, agriculture, industrie, commerce, banques, outillage national ; sa seconde partie est l'analyse historique et juridique les lois sociales (réglementation du travail et assurances) en vigueur dans le pays.

Le deuxième volume est uniquement un recueil des lois et ordonnances, tant confédérales que cantonales, constituant le droit ouvrier et la législation sociale en Suisse. Excellent ouvrage de référence et qui permet de bien connaître ce pays, dont le développement économique est si avancé et qui, au point de vue social, se place en tête des autres pays.

R. P.

NÉCROLOGIE

HENRY-ÉMILE BARRAULT

(1881 - 1927)

Un deuil cruel vient de frapper notre Revue : Henry-Emile Barrault, membre de notre Comité de rédaction, a trouvé la mort, le 3 octobre dernier, dans un accident d'automobile.

L'intérêt témoigné par Barrault à la *Revue d'Histoire économique et sociale* s'était affirmé dès notre fondation même. Il lui donnait, en 1910, une étude sur *Les Doctrines de l'économie politique classique et la science économique contemporaine*, ainsi qu'une recherche approfondie sur *Le sens et la portée des théories quantitatives de la monnaie* ; en 1912, il y publiait son travail sur *La doctrine de Cournot en matière de commerce international*. Enfin, en 1922, il y faisait paraître la première partie de cette étude approfondie sur *L'idée d'évolution dans la science économique*, qu'il avait méditée dix ans. La deuxième partie de ce travail parut ici même, en 1923, et la dernière partie figure dans notre dernier numéro. L'une des dernières joies de notre malheureux ami aura été, peu de jours avant sa fin, de dédicacer à ses amis des exemplaires de ce remarquable travail.

La collaboration de Barrault à la *Revue* ne se bornait pas à ces contributions d'ordre scientifique. Assidu aux réunions de notre Comité, sans cesse il suggérait des idées utiles, en vue d'étendre le cercle de nos lecteurs ou de nos collaborateurs, et, en maintes circonstances, l'aide qu'il nous apporta fut précieuse.

D'autres ont dit, mieux que nous ne saurions le faire, devant sa tombe si prématurément ouverte, quelle infatigable activité était la sienne, sa vigueur d'esprit, l'étendue de ses connaissances et sa merveilleuse faculté d'animateur. Ici, nous ne voulons penser qu'à l'ami, au camarade d'étude et de travail, à l'esprit généreux, toujours prêt à se dévouer au service des idées. Nous garderons toujours le souvenir de sa ferveur scientifique, de son bel idéalisme social, comme aussi celui de son amitié si sûre. Et nous adressons ici à sa mémoire l'hommage profondément attristé de tous les collaborateurs de cette revue.

La Rédaction.

TABLE DES MATIÈRES

de la XV^e année (1927)

I. — Articles

ANTONELLI (Etienne). — La notion de système économique et le système économique présent	277
BARRAULT (H.-E.). — L'influence de l'idée d'évolution sur la science économique	137
BAUDIN (Louis). — Les communautés agraires du Pérou précolombien.	302
BONDOIS (Paul-M.). — La Manufacture de points d'Espagne de Clamart (1728-1733)	405
BOUSQUET G.-M.). — L'œuvre économique d'Angelo Messedaglia	177
BUJACK (François). — Notes critiques sur la théorie dominante de l'évolution économique	292
COORNAERT (E.). — L'organisation administrative du travail dans une draperie rurale en Flandre, du xv ^e au xviii ^e siècle	351
GUÉNEAU (Louis). — La législation restrictive du travail des enfants.	420
HARSIN (Paul). — L'afflux des métaux précieux au xvi ^e siècle et la théorie de la monnaie chez les auteurs français	321
MARTIN (Gaston). — Nantes et la Compagnie des Indes (1664-1769). II.	25
MARTIN (Gaston). — Nantes et la Compagnie des Indes (<i>fin</i>)	231
RUTKOWSKI (Jean). — Le régime agraire en Pologne au xviii ^e siècle (<i>fin</i>).	66
SÉE (Henri). — L'économie rurale de l'Anjou dans la première moitié du xix ^e siècle	104
SÉE (Henri). — Notes sur les foires en France, et particulièrement à Caen, au xviii ^e siècle	366
SOMMER (Louise). — Mercantilisme et théorie de la valeur	5
VIGNOLS (Léon). — La course maritime. Ses conséquences économiques, sociales et internationales	196
VIGNOLS (Léon). — Les Antilles françaises sous l'Ancien régime : les cabarets et leurs protecteurs	359
YOSHITOMI. — Les Corporations dans l'ancien Japon	504
<i>Nécrologie</i> : H.-E. BARRAULT	

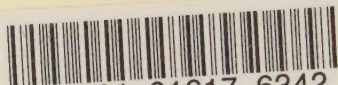
II. — Bibliographie

AUGÉ-LARIBÉ. — L'agriculture française pendant la guerre	122
AUGAGNEUR. — Erreurs et brutalités coloniales	381
BAASCH. — Holländische Wirtschaftsgeschichte	386
BARBAGALLO. — Le déclin d'une civilisation	510
BECKERATH. — Wesen und Werden des fascistischen staats	521
BENDIXEN. — Das Wesen des Geldes	510
BERNARD. — Pour devenir léniniste	387
BICKEL. — Die ökonomische Begründung der Freihandelspolitik	387
BONNET (G.-E.). — Les expériences monétaires contemporaines	511
BONTHOUX. — Le régime économique des Incas	513
BOUGLÉ. — Essais sur le régime des castes	254
BOUNIATIAN. — La loi de variation de la valeur	512
BOUSQUET. — Essai sur l'évolution de la pensée économique	388
BRUGGEMAN (Voir SELLIER).	
CARCASSONNE. — Montesquieu et le problème de la Constitution française au xviii ^e siècle	388
CAZAMIAN. — Ce qu'il faut connaître de l'âme anglaise	514

CHARDON. — L'organisation de la République pour la paix.....	390
CIORICEANU. — La Dette publique de la Roumanie.....	514
CROCKAERT. — La Méditerranée américaine.....	515
DES MAREZ. — Le problème de la colonisation franque.....	255
DEIHL et MOMBERT. — Ausgewältige Lesesücke.....	515
DUEZ. — La responsabilité de la puissance publique.....	390
ESSERTIER. — Psychologie et sociologie.....	391
FONTANILLE. — L'œuvre sociale d'Albert de Mun.....	257
FORD et CROWTHER. — Aujourd'hui et demain.....	122
FOURGAUD. — La dépréciation et la revalorisation du mark allemand.	257
FOURNIER. — La réforme monétaire et financière en Belgique.....	516
FRANCK. — La stabilisation monétaire en Belgique.....	516
DUC de GAËTE. — Mémoires, Souvenirs, t. III.....	124
GIGNOUX. — Bourges pendant la guerre.....	258
GIOVANOLI. — Die Maifeierbewegung.....	125
GIUSTINIANI. — Le commerce et l'industrie devant la dépréciation monétaire.....	517
GRÆTHUYSEN. — Origines de l'esprit bourgeois en France.....	392
HALÉVY. — Histoire du peuple anglais.....	258
HALPHEN. — Les Barbares.....	259
HANTOS. — La monnaie, ses systèmes et ses phénomènes en Europe centrale.....	259
HARSIN. — Le Système de Law.....	518
HOFFMANN. — La stabilisation du franc belge.....	516
HONEGGER. — Volkswirtschaftliche System der gegenwart.....	260
HUBERT (R.). — Le principe d'autorité dans l'organisation démocratique.....	126
KERVILER (G. DE). — La navigation intérieure en France pendant la guerre.....	127
LACOUT. — Le retour à l'étalon d'or.....	261
LANSAC. — Les conceptions méthodologiques et sociologiques de Fourier.....	127
LAVERGNE. — L'ordre coopératif.....	261
LAZARD (J.-P.). — Politique et théories monétaires anglaises d'après-guerre.....	393
LÉMONON. — La nouvelle Europe.....	128
LÉNINE. — Pages choisies.....	265
LÉNINE et ZINOVIEF. — Contre le courant.....	518
LENOIR. — Les historiens de l'esprit humain.....	266
LEVAINVILLE. — Rouen pendant la guerre.....	128
LÉVY (EMM.). — La vision socialiste du droit.....	519
LÉVY-BRUHL. — L'âme primitive.....	519
LIEFMANN. — Vom Reichtum der nationen.....	266
LORTSCH. — La Hongrie économique.....	520
MALECZYNSKI. — Les anciens marchés de Pologne.....	520
MARION. — Ce qu'il faut connaître des crises financières de notre histoire.....	395
MASSON. — Marseille pendant la guerre.....	258
MATHIEZ. — La vie chère et le mouvement social sous la terreur.....	267
MICHEL. — Sozialismus in Italien. — Sozialismus und Faschismus..	521
MICHEL. — Francia contemporanea.....	269
MICHON (GEORGES). — Correspondance de Maximilien et d'Augustin Robespierre.....	525
MILHAUD. — La philosophie de Renouvier.....	269
MORIN. — La loi et le contrat.....	270
NOGARO. — La monnaie et les phénomènes monétaires.....	395
OUALID. — Leçons sur la monnaie et les problèmes monétaires....	396
PAIN. — Le duel des sexes.....	522
PASSOW. — Kapitalismus.....	397
PERSOWSKI. — L'influence du droit étranger sur le territoire de Lwow.	397
PESCHAUD. — Politique et fonctionnement des transports pendant la guerre.....	129
PIÉTRI-TONELLI. — Traité d'Economie politique.....	270
PIRENNE. — Histoire de Belgique, t. VI.....	130
PIRENNE. — Les villes du Moyen âge.....	272
POÈTE (Voir SELLIER).	
POÈTE. — Une vie de Cité, Paris. II.....	397

PORÉE. — Les Cahiers des curés du bailliage d'Auxerre.....	523
RAY. — Index du Code civil.....	398
RAYNAUD. — La vie économique internationale.....	130
RENARD. — Le Droit, l'Ordre et la Raison.....	524
RIAZANOV. — Marx et Engels.....	526
RICHARD. — L'évolution des mœurs.....	131
ROUSIERS (DE). — Les grandes industries modernes. IV. Transports maritimes	273
ROY. — La libération nationale des Indes.....	526
SACHOT. — Les prix de monopole.....	273
SANHOURY. — Le Califat.....	132
SCHULZ. — Der gestaltung des aussenhandels.....	266
SCHUMPETER. — Théorie der wirtschaftliche Entwicklung.....	132
SÉE. — La vie économique de la France sous la Monarchie censitaire.	399
SELLIER, BRUGGEMAN et POËTE. — Paris pendant la guerre.....	135
SEMOAEN. — Le déclin de l'impérialisme hollandais.....	527
SIEGFRIED. — Les Etats-Unis d'aujourd'hui.....	274
SOMBART. — Der moderne Kapitalismus.....	133
SOMMER (LOUISE). — Die österreichische Kameralisten.....	134
STRIEDER. — Studien zur geschichte kapitalistischer organisationen.	528
STUBBS. — Histoire constitutionnelle de l'Angleterre.....	400
THIBERT. — Le Féminisme dans le Socialisme français.....	527
UPDEGRAFF. — Captains in conflict.....	401
VALK. — Het theoretisch economisch stelsel Van G. Cassel.....	276
WELTER. — La France d'aujourd'hui.....	529
WIDAJEWICZ. — Les contributions en nature pour la table princière en Pologne	529
AUTEURS DIVERS :	
Geldenwertung in Oesterreich.....	135
Cahiers de doléances de la Sénéchaussée de Bigorre.....	403
Ethos	531
L'Inflation	531
Jahrbuch für Soziologie.....	403
Les possibilités économiques de la France.....	404
Ruhrbesitzung und Weltwirtschaft.....	531
La Suisse économique et sociale.....	532

*Achévé d'imprimer en 1983
à Genève - Suisse*



3 9001 01617 6342

